



Le Laboratoire impérial. Russie-URSS 1860-1940

Juliette Cadiot

► To cite this version:

| Juliette Cadiot. Le Laboratoire impérial. Russie-URSS 1860-1940. 2010. hal-03902905

HAL Id: hal-03902905

<https://hal.science/hal-03902905>

Submitted on 19 Dec 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Juliette Cadiot

Le laboratoire impérial

Russie-URSS 1860-1940

CNRS EDITIONS



Le laboratoire impérial

JULIETTE CADIOT

Le laboratoire impérial

Russie-URSS

1870-1940



15, rue Malebranche – 75005 PARIS

Direction fédérale des Archives de Russie.

Archives d'État de la Fédération de Russie (Moscou).

Centre d'Études du Monde russe, soviétique et post-soviétique (EHESS/CNRSS, Paris).

Centre de recherche d'histoire quantitative (CNRS, Caen).

Centre Roland Mousnier, Université Paris Sorbonne (Paris IV).

En application du code de la propriété intellectuelle,
CNRS ÉDITIONS interdit toute reproduction intégrale ou partielle
du présent ouvrage, sous réserve des exceptions légales.

© CNRS ÉDITIONS, Paris, 2007

ISBN 10 : 2-271-06482-1

ISBN 13 : 978-2-271-06482-0

Introduction

« Les minorités nationales, en effet, n'étaient pas autre chose, à ses yeux, que d'importantes communautés "d'individus Révolutionnaires". Oui, il n'était environné que "d'individus Révolutionnaires". Il croyait même observer que leur pullulement avait quelque chose d'antinaturel, quelque chose d'inconciliable avec l'existence de l'homme. Le préfet avait très nettement constaté que les "éléments fidèles à l'État" se stérilisaient de plus en plus, avaient de moins en moins d'enfants, ainsi que le prouvaient les statistiques de la population qu'il feuilletait parfois. »

Joseph Roth, *la Marche de Radetzky*,
Éditions du Seuil, Paris, 1982, p. 248.

Dans cet ouvrage nous étudierons la manière dont des individus furent identifiés et définis en fonction de leurs nationalités et comment ces dernières devinrent de nouveaux outils de gouvernement. Dans les mesures de russification comme de protection des droits des minorités nationales, les dirigeants politiques partageaient l'idée que les appartenances ethniques existaient, qu'elles étaient importantes et qu'il était du ressort de l'État de s'en occuper. Nous analyserons ainsi les processus de constitution des identités nationales dans l'empire de Russie et en URSS de la seconde moitié du XIX^e siècle à la Seconde Guerre mondiale, en étudiant la genèse puis l'organisation des territoires et leurs populations en fonction des appartenances nationales et la manière dont ces dernières furent identifiées, définies, redéfinies, et construites par les politiques, les savants, et les individus.

Le préfet von Trotta évoqué par Joseph Roth dans la citation mise en exergue habitait l'empire habsbourgeois voisin de l'empire de Russie. Notre propos est ainsi situé d'emblée dans son environnement européen, celui de l'histoire des sorties d'empires du début du XX^e siècle et de la recomposition de l'Europe en fonction du « principe des nationalités ». La métaphore démographique du « pullulement des minorités » et la référence aux recensements nous introduisent au centre de notre étude qui entend, par l'analyse des modes d'enregistrement de la nationalité des individus, comprendre l'histoire de la construction multinationale impériale et soviétique. Dans ce livre, nous suivrons précisément les processus qui présidèrent, durant un laps de temps relativement court, au passage d'une société russe où les individus se définissaient variablement selon leur nationalité, du moins dans leur rapport à l'État, à une société soviétique où chacun était sommé de la connaître, la voyant inscrite dans ses papiers d'identité. La

perspective du long terme (le passage de la société impériale à la société stalinienne), qui se mesure à l'échelle d'une existence humaine, permet de souligner la rapidité du processus de (re)-définitions identitaires dans une période de bouleversements politiques.

Lorsque nous commençons notre étude, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, les notions de nationalité ou d'ethnicité étaient encore floues, mouvantes, peu définies par les savants et dans les pratiques administratives. En outre, dans des régions entières, la population n'était pas encore habituée à se définir en fonction d'une nationalité, se décrivant plutôt par son appartenance religieuse, locale ou selon les ordres (paysan, noble...). Néanmoins, des pratiques d'enregistrement des appartenances ethniques commençaient à se mettre en place dans des buts aussi bien de représentation de la diversité nationale de l'Empire, que d'application de mesures de discrimination.

La stratification de la société dans l'Empire et en URSS était essentiellement fondée sur les distinctions sociales, l'ordre (*soslovie*), puis la classe sociale classait et hiérarchisait les individus : les nobles ou les prolétaires, par exemple, jouissaient dans l'un ou l'autre système d'une position privilégiée. Souvent sous-estimée, l'appartenance nationale constituait aussi une donnée importante pouvant faciliter ou au contraire empêcher les individus de jouir de la protection de l'État. Depuis l'éclatement de l'URSS, l'importance du facteur national dans les expériences soviétiques et impériales a été réévaluée. L'ouverture des archives a permis de reconstruire une histoire, qui n'était alors que parcellaire, des processus de formation d'une fédération fondée sur le respect de la composition ethnique du pays, et des épisodes massifs de répression envers certaines nationalités¹. L'URSS, fondamentalement organisée autour du principe de la lutte des classes, n'en était pas moins un pays doté d'une politique des nationalités originale et qui a fait des identités nationales un des instruments privilégiés de l'action politique. À l'instar de la classe sociale, la nationalité définissait une position particulière au sein de la société soviétique, source de discrimination positive ou au contraire vecteur de surveillance et de punition.

L'historiographie contemporaine a rompu avec une tradition qui avait qualifié l'URSS de « briseuse des nations », ou avait analysé les politiques soviétiques envers les nationalités comme autant de tactiques visant à diviser le pays pour mieux le contrôler². Selon ces recherches, loin de vouloir lutter contre les sentiments nationaux, les Bolcheviques auraient au contraire fait preuve d'une véritable « ethnophilie », en dotant les territoires et les individus d'une appartenance nationale définie et garantie par l'État³. Depuis une dizaine d'années, les historiens ont donc insisté sur l'importance de mesures de protection des nationalités non russes par les Bolcheviques, faisant de ces derniers les constructeurs de nations qui finiront par trouver leur indépendance en 1991.

1. Cf. bibliographie générale, notamment N. F. Bugaj, Terry Martin, Jeremy Smith, F. Hirsch, L. Gatagova, P. Polian.

2. Richard PIPES, *The Formation of the Soviet Union*, Harvard University Press, Cambridge-London, revised edition 1997, CARRÈRE D'ENCAUSSE, *Le Grand Défi : Bolcheviks et nations, 1917-1930*, Flammarion, Paris, 1987, Olivier ROY, *La Nouvelle Asie centrale ou la fabrication des nations*, Éditions du Seuil, Paris, 1997.

3. Yuri SLEZKINE, « The Soviet Union as a Communal Apartment, or how a Socialist State Promoted Ethnic Particularism », *Slavic Review* 53, été 1994, n° 2, p. 415-452.

Des ouvrages significatifs ont ainsi été intitulés l'« État des nations » ou l'« Empire des nations » pour désigner l'URSS⁴. En utilisant les travaux classiques sur la création des États-nations en Occident, ils ont montré que les Bolcheviques ont encouragé les habitants de la Russie à se reconnaître et à agir comme des Soviétiques certes, mais aussi comme des Russes, des Ukrainiens, des Bachkirs, ou des Kazakhs. Les outils d'identification tant scientifiques – à travers les recensements –, qu'administratifs et policiers – par l'inscription d'une appartenance nationale dans les papiers d'identité – ont ainsi tout autant servi à mener des politiques répressives qu'à ancrer les identités nationales dans la conscience de chaque Soviétique.

En insistant sur l'ampleur des politiques soviétiques, ces chercheurs ont cependant peu interrogé l'héritage de l'expérience impériale au cours de laquelle l'appartenance confessionnelle et ethnique des individus avait fini par définir leur place dans la hiérarchie des sujets de l'Empire. Ils ont expliqué les politiques suivies par les leaders bolcheviques, en particulier Lénine et Staline, comme une formidable intuition politique ou comme l'application d'une modernisation par le haut offrant une représentation trop idéologique et étatiste des phénomènes de constructions identitaires. Se faisant, ces historiens se sont montrés incapables d'offrir une vision nuancée de processus qui avaient débuté avant la coupure de 1917. Les tensions politiques préalables à la Révolution sur la question de l'égalité des droits entre nationalités et celle de l'autonomie territoriale, comme les expériences d'indépendance pendant les guerres ont été négligées⁵. Notre recherche, menée avec la volonté de rompre cette dichotomie dans le champ historiographique, situe dans un même continuum l'histoire impériale et l'histoire soviétique⁶. Elle met ainsi en lumière la profondeur des débats sur les tensions nationales, l'importance des pratiques fondées sur l'ethnicité avant la Révolution, ainsi que leur influence non seulement sur les leaders bolcheviques, mais sur l'ensemble de la société.

Nous avons insisté sur les compromis passés par les dirigeants communistes avec une société complexe et traumatisée au sortir de la Révolution et des guerres, notamment sur les questions des droits nationaux et de l'autonomie locale. Les identités nationales et ethniques étaient devenues dans l'empire de Russie une des principales explications des difficultés politiques du pays, en particulier dans les régions frontalières et majoritairement non-russes. La Première Guerre mondiale et la guerre civile ont entraîné à la fois les déportations fondées sur l'ethnicité et la prise du pouvoir par les

4. Francine HIRSCH, *Empire of Nations : Ethnographic Knowledge and the Making of the Soviet Union*, Cornell University Press, Ithaca-Londres, 2005, Terry MARTIN and Ronald GRIGOR SUNY (ed.), *A State of Nations : Empire and Nation-Making in the Soviet Union*, Oxford University Press, New York, 2001.

5. Seul l'ouvrage de Kappeler fait le pont entre les deux périodes : Andreas KAPPELER, *La Russie, empire multi-ethnique*, Institut d'études slaves, Paris, 1994. Peter HOLQUIST, « To Count, to Extract, to Exterminate : Population Statistics and Population Politics in Late Imperial and Soviet Russia », *A State of Nations : Empire and Nation-Making in the Soviet Union*, Terry Martin, Ronald Grigor Suny (ed.), Oxford University Press, New York, 2001, p. 111-144.

6. Depuis une dizaine d'années, de nombreuses et excellentes monographies régionales sur la période impériale ont été publiées. Cf. dans la bibliographie générale les travaux de Theodore Weeks, Paul Geraci, Willard Sunderland, Paul Werth, Virginia Martin, Mikhael Khodarkovsky, Yuri Slezkine, A. Miller, L. E. Gorizontov, Abeed Khalib, Austen Jersild, Paul Brower, Benjamin Nathans.

mouvements nationaux sur leurs territoires. C'est par la répression, mais surtout à la suite de complexes négociations, que le pouvoir bolchevique a réussi à réunir une grande partie des anciens territoires impériaux⁷. De récentes études régionales ont insisté sur l'influence des idées et des politiques menées dans les périphéries dans l'élaboration d'une politique globale, finalement plus pragmatique que prédéfinie, résultant plus de tâtonnements et de transferts d'expériences que de l'application d'un schéma théorique⁸. Comme l'a remarquablement montré Terry Martin, une fois le pays pacifié, une politique active et originale de discrimination positive en faveur des individus issus des minorités nationales s'engagea en URSS à partir des années 1920⁹. Ce modèle politique, original et sophistiqué, qui reconnaissait les différences entre les cultures et qui consentait à ce que les élites nationales soient privilégiées, permit de sauvegarder une grande partie de l'ancien territoire des tsars. Cette prise en compte de différentes attentes politiques quant à la volonté de « se gouverner soi-même » selon ses propres rituels et intérêts, qui s'étaient exprimées avant, pendant et après la Révolution, fut constitutive de l'expérience soviétique, au moins en ce qui concerne les années 1920.

Mais constitutive de l'expérience impériale et soviétique fut aussi la tendance, dans les moments de crise, à juger des bons comportements civiques, de la fidélité à l'État et à son régime politique, en fonction de l'appartenance ethnique des individus. À l'instar des catégories censées représenter les classes sociales, certaines catégories nationales jouèrent un rôle clé dans la répression politique dès lors que les tensions géopolitiques, mêlées à des revendications nationales, avaient abouti à délégitimer des populations entières. Soumises à la suspicion générale, elles subirent finalement déportations et assassinats. Régulièrement et notamment au moment des guerres, les populations non russes des zones frontalières, les nationalités dites de diaspora (c'est-à-dire pouvant avoir des liens avec des co-nationaux hors des frontières) furent réprimées. L'ampleur des répressions envers certaines nationalités dès la seconde moitié des années 1930 a été réappréciée depuis l'ouverture des archives. Pendant la Grande Terreur des mesures de purges selon la « ligne nationale » visèrent massivement des citoyens étrangers, mais aussi soviétiques d'une nationalité les liant à un pays ennemi (Allemagne, Pologne, Finlande, Bulgarie, Roumanie, Grèce...) ¹⁰. Ce retournement de la politique soviétique des nationalités, que nous étudierons dans ce livre, reste en partie une énigme. Mais les mesures de promotion et de répression des nationalités s'expliquent par une même sensibilité aux facteurs nationaux pour expliquer les évolutions du pays et se conçoivent par l'application de pratiques similaires d'identification de la nationalité. Elles traduisent aussi

7. Jeremy SMITH, *The Bolsheviks and the National Question*, Macmillan Press-St Martin's Press, London, New-York, 1999.

8. Jörg BABEROWSKI, *Der Feind ist überall. Stalinismus im Kaukasus*, DVA, Munich, 2003, Marco BUTTINO, *La rivoluzione capovolta. L'Asia centrale tra il crollo dell'impero zarista e la formazione dell'URSS*, L'Ancora del Mediterraneo, Naples, 2003, Adrienne Lynn EDGAR, *Tribal nation. The Making of Soviet Turkmenistan*, Princeton University Press, Princeton, 2004, Arne HAUGEN, *The Establishment of National Republics in Soviet Central Asia*, Palgrave Macmillan, New York, 2003.

9. Terry MARTIN, *The Affirmative Action Empire*, Cornell University Press, Ithaca-London, 2001.

10. Sur les purges nationales, cf. dans la bibliographie Terry Martin, les travaux et recueils de documents publiés par N. F. Bugai, par Mémorial, par Pavel Polian.

l'impact non seulement sur les hommes d'État, mais sur la population elle-même, d'un environnement international et géopolitique en partie soumis au principe de défense des nationalités (sous l'influence de la Société des Nations) et surtout à partir de la seconde moitié des années 1930 aux demandes du régime nazi de redéfinitions des frontières en fonction des supposées appartenances ethniques et raciales des populations.

Les travaux sur les recensements de la population, mais aussi sur l'inscription administrative ou policière ont fait récemment l'objet de travaux importants¹¹, notamment en France¹². Ils insistent sur l'importance des techniques d'identification et de catégorisation des populations et de leurs effets au niveau tant de l'État que de la constitution des identités individuelles. Certains concernent plus spécifiquement l'URSS qui constitue un laboratoire d'étude remarquable d'une gestion centralisée, mais désordonnée des populations, au moyen d'une administration et d'une police politique omniprésentes¹³. Exemple, l'URSS le fut notamment en exigeant d'inscrire une nationalité lors des recensements puis du remplissage des papiers d'identité.

Notre analyse du travail des « spécialistes des nationalités » éclaire à la fois la conceptualisation russe et soviétique de la nationalité, mais aussi la participation des scientifiques à l'élaboration d'un modèle politique original de « gestion » des différences nationales. Le rôle des sciences sociales dans la construction soviétique a été maintes fois souligné. Le pouvoir soviétique se présentait comme un gouvernement d'experts au service d'une rapide modernisation de la société. Les ethnographes et statisticiens ici étudiés participèrent de cette entreprise visant à mettre leur science, leurs outils d'analyse élaborés à l'époque impériale au service du nouveau régime soviétique. Dans les processus décrits, le rôle joué par les spécialistes des sciences sociales a été à la fois primordial et paradoxal. Porteurs de conceptions spécifiques du social et du culturel, renouvelant par de nouvelles techniques scientifiques l'approche administrative, ces derniers ont orienté l'État dans sa volonté de réformer l'organisation du pays. Mais leur participation fut ambiguë. Au-delà du paradigme faisant des experts des sciences sociales les porteurs d'une modernité antidémocratique, mettant leurs utopies scientistes au service d'un État policier¹⁴, l'analyse du cas des ethnographes et statisticiens russes montre au contraire que la position des savants s'affaiblit considérablement dans les

11. Jane CAPLAN, John TORPEY (éd.), *Documenting Individual Identity : The Development of State Practices since the French Revolution* (Princeton University Press, Princeton, 2000). Dominique AREL, David I. KERTZER, *Census and Identity. The Politics of Race, Ethnicity and Language in National Censuses*, Cambridge University Press, Cambridge, 2002.

12. Numéro spécial « Compter l'Autre », *Histoire et Mesure*, vol. XIII, n° 1/2, 1998. Numéro spécial « Statistique démographique et sociale (Russie-URSS) : politiques, administrateurs et société », *Cahiers du Monde russe*, 38/4, 1997. Xavier CRETTEZ, Pierre PIAZZA (éd.), *Du papier à la biométrie. Identifier les individus dirigés*, Les Presses de Sciences Po, juin 2006.

13. Les numéros spéciaux des *Cahiers du Monde russe* « Les pratiques administratives en Union soviétique, 1920-1960 », vol 44/ 2-3, 2003 et le numéro spécial « La police politique en Union soviétique, 1918-1953 », n° 42/2-4, 2001.

14. Paul WEINDLING, *L'Hygiène de la Race*, La Découverte, Paris, 1998, Mark B. ADAMS, ed., *The Wellborn Science : Eugenics in Germany, France, Brazil and Russia*, Oxford University Press, New York, 1990, Gotz ALY, Karl Heinz ROTH, *The Nazi Census : Identification and control in the Third Reich*, Temple University Press, Philadelphia, 2004.

périodes les plus répressives du régime. Leur revendication d'autonomie se heurtait alors à un pouvoir omniscient qui affirmait avoir définitivement résolu les problèmes analysés par les savants¹⁵.

La participation des statisticiens et des ethnographes à la réflexion sur la nationalité structura la manière dont les identifications nationales furent analysées en URSS. Notre étude du travail des savants permet aussi d'éclairer un tout autre aspect de la construction impériale et soviétique. Confrontés à ceux qu'ils décrivent, les savants tracent un tableau contrasté des phénomènes identitaires. S'efforçant de faire correspondre leurs catégories d'analyse aux identifications des individus, ils restituent le caractère complexe, mouvant et fluide des appartenances ethniques. L'étude des recensements constitue de ce fait un champ d'études exceptionnel qui permet de restituer les voix souvent silencieuses de la population, de ses résistances et de sa participation à l'entreprise de catégorisation étatique.

Dépassant la conception d'un État tout puissant et dirigiste qui, allié à la science, imposerait d'en haut ses formes d'organisation du social, nos archives nous ont permis d'affiner nos connaissances sur la manière dont l'État russe a pu fonctionner et s'imposer par une série de politiques tantôt souples, tantôt extrêmement répressives et violentes.

Dans un premier chapitre nous retracerons les premières mesures discriminatoires envers les groupes ethniques dont la loyauté politique était fortement mise en cause par l'armée et l'administration impériales. Cette forme de gouvernement en fonction des appartenances ethniques et confessionnelle se développa massivement à partir des années 1860-1880 et continua après la Révolution de 1905. Nous lierons ces mesures aux projets d'hommes d'État réformateurs soucieux, mais inquiets de mieux impliquer les populations impériales, notamment les habitants non russes des périphéries, dans la marche de l'État.

Un deuxième chapitre retracera l'histoire de l'enregistrement de la population de l'Empire et de la représentation de sa diversité ethnique. Elle fut intimement liée au travail scientifique de grande ampleur, mené à un niveau international sur la définition des nationalités au moyen des enregistrements statistiques. Pendant la seconde moitié du XIX^e siècle et le début du XX^e siècle, les savants tentaient d'offrir des définitions de ce qu'était la nationalité et de mettre en place des moyens de l'attester au niveau des individus. Ce fut sous l'influence des mouvements nationalistes que la question des nationalités et de leurs droits à un territoire, à une représentation politique et à une protection étatique se posa aux empires centraux. Mais les savants intervinrent sur ces questions, espérant pacifier et dépolitiser les tensions nationales au moyen de l'objectivité de la science.

Le troisième chapitre analysera le premier et unique recensement de l'Empire russe en 1897. Il soulignera en particulier les révoltes auxquelles ce dernier donna lieu dans

15. Alain BLUM et Martine MESPOULET, *L'Anarchie bureaucratique. Statistique et pouvoir sous Staline*, La Découverte, Paris, 2003, Frédéric BERTRAND, *L'Anthropologie soviétique des années 20-30*, Presses universitaires de Bordeaux, Bordeaux, 2002.

les provinces non russes de l'Empire, permettant d'entrer dans la complexité des revendications identitaires tant confessionnelles que nationales à la fin du XIX^e siècle. Issue de ce recensement, la représentation de l'Empire divisé en multiples petits organismes nationaux et dominé par une très faible majorité de Russes (comprenant aussi les Ukrainiens et les Biélorusses selon l'idéologie officielle) s'imposa dans les discours et pratiques politiques.

Après la révolution de 1905, l'omniprésence politique de la « question des nationalités », déclinée sous la forme d'une question polonaise, juive, musulmane, ukrainienne ... aboutit à consolider une nouvelle hiérarchie des sujets du tsar. Bien que la société continuât juridiquement d'être organisée en fonction de l'ordre (*soslovie*) et de la confession religieuse jusqu'en 1917 et qu'aucun enregistrement général (administratif) de la nationalité à l'échelle de l'Empire ne fut organisé à la période impériale, le critère de définition ethnique devint prépondérant pour juger du bon comportement civique des individus, notamment dans les lois électorales¹⁶.

Notre cinquième chapitre s'intéressera à un groupe d'ethnographes qui joua un rôle important à la période soviétique, mais qui forma ses outils d'analyse et ses définitions, notamment de l'ethnicité, dans le contexte politique des dernières années de l'Empire. Au moment où l'autocratie s'est trouvée remise en cause par les mouvements révolutionnaires, où des mouvements nationaux, séparatistes ou exigeant plus modestement un traitement égalitaire au sein de l'édifice impérial, s'exprimaient de manière radicale, un débat s'ébaucha autour d'une réorganisation de l'Empire qui prendrait en compte les minorités nationales et leurs droits. (*Programme dokumenty nacional'nyh političeskikh partij organizacij Rossii (konec XIX-1917g)*, Vyp 1-2, Moscou, 1996). Les ethnographes furent très actifs dans ces discussions. Bien qu'opposants aux Bolcheviques, ce fut au nom de la continuité étatique et de l'intérêt supérieur de la science qu'ils offrirent leur expertise au nouveau régime.

Notre sixième chapitre décrira avec l'avènement du pouvoir soviétique comment les différentes nationalités furent comptabilisées, attachées à des territoires plus ou moins ethniquement homogènes et pourvues d'élites autochtones. Une fois que le gouvernement bolchevique décida, dès 1917, du respect du droit à l'autodétermination et définit des droits territoriaux et juridiques pour les minorités nationales, l'appartenance à une nationalité devint hautement significative. Cette série de mesures politiques visant à créer des territoires, des élites, des cultures et des consciences nationaux permit la construction du « multinational soviétique », dans des formes relativement similaires à celles des états-nations¹⁷. Les gouvernements se donnaient pour tâche de former des citoyens nationalement conscients, patriotes, unis par la conscience d'une unité linguistique,

16. Alfred LEVIN, « June 3, 1907 : action and reaction », Alan D. FERGUSON, Alfred LEVIN, *Essays in Russian History : a collection dedicated to George Vernadsky*, Archon Books, Hamden, 1964, p. 231-273. *Programme dokumenty nacional'nyh političeskikh partij i organizacij Rossii (Konec XIX-1917g)*, Vyp 1-2, Moscou, 1996. R. A. Ciunčuk, *Dumskaja model' parlamentarizma v Rossijskoj imperii*, FEN, Kazan, 2004.

17. Benedict ANDERSON, *L'Imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, La Découverte, Paris, 1996, Éric HOBBSBAWM, *Nations et nationalisme depuis 1780 : programme, mythe, réalité*, Gallimard, Paris, 1992, Anne-Marie THIESSE, *La Création des identités nationales, Europe XVIII^e-XX^e siècle*, Éditions du Seuil, Paris, 1999.

d'une histoire, de traditions, de coutumes communes. La différence avec le cas européen fut qu'en URSS, les Non-Russes étaient sommés de s'identifier à deux nationalités, leur nationalité « ethnique », et leur citoyenneté soviétique.

Notre septième chapitre s'intéressera au premier recensement général de l'URSS en 1926 et il décrira les processus visant à faire coïncider les sentiments identitaires des individus parfois diffus, locaux et fluides et les catégories nationales produites par les savants et institutionnalisées par l'État. Au cours de ce recensement, un large dialogue s'établit entre les habitants, les représentants des minorités, des républiques nationales et les savants du centre. Même si les statisticiens de Moscou aidés des ethnographes établirent seuls la liste officielle des nationalités de l'URSS, ils se montrèrent relativement ouverts aux diverses demandes de représentation. Une liste de 198 nationalités fut finalement produite qui établissait le droit à une protection étatique. Le dernier chapitre, centré sur les années 1930, analyse la manière dont évolue l'enregistrement de la nationalité des individus par l'administration, la police et la statistique. À la suite de l'introduction en URSS d'un papier d'identité unique, le passeport intérieur, des mesures furent prises pour garantir un enregistrement de la nationalité fondée non plus sur une libre définition, mais sur une assignation d'après l'origine et gérée par la police politique (NKVD). À la veille de la Seconde Guerre mondiale, chaque Soviétique muni d'un passeport avait été pourvu d'une nationalité unique et interchangeable. Alors des répressions massives s'organisaient en fonction des appartenances nationales. Parallèlement une hiérarchie entre les nationalités fut introduite. Au cours des recensements de 1937 et de 1939, sous la pression directe des autorités, le nombre des nationalités reconnues par le centre fut drastiquement réduit et une hiérarchie fut établie entre les nations, les nationalités soviétiques et les nationalités aujourd'hui qualifiées de nationalités de diaspora, réprimées par le régime.

Notes de vocabulaire

La langue russe dispose d'une grande variété de termes pour désigner l'ethnique et le national et qui correspondent au français « nationalité ». Au XIX^e siècle, les termes de *plemja*, *narodnost'*, *nacional'nost'* s'utilisaient pour désigner les mêmes groupes humains selon des connotations plus ou moins ethniques, culturelles ou politiques¹. Le terme de *plemja* définissait des groupes de personnes liés par des traits communs ou une origine commune et il était employé pour décrire des groupes humains allant de la « race » à la tribu². Sous l'Empire, *plemja* était ainsi par exemple utilisé pour signifier l'union dans un même ensemble des Russes, des Ukrainiens et des Biélorusses. Il était aussi possible de parler de *plemja* slave. Lorsqu'en 1910 une commission de cartographie du territoire en fonction des appartenances ethniques fut constituée, elle s'intitula « commission d'étude de la composition tribale (*plemennij sostav*) ».

À partir du terme français « nationalité » furent formés deux mots en russe, *narodnost'* et *nacional'nost'*. Le premier désignait un groupe ethnique, que ce dernier constitue une nation ou une part d'une nation. Il pouvait aussi définir « l'élément national » dans une culture³. La *nacional'nost'* avait une connotation plus politique signifiant, comme en français, aussi bien l'appartenance à un État, qu'à un groupe ethnique. Mais ce groupe devait être nombreux, unifié culturellement et avoir conscience d'une communauté d'intérêts communs, c'est-à-dire être doté d'une « conscience nationale »⁴. Ces termes impliquaient une différence dans le développement. La grande encyclopédie russe du début du XX^e siècle indiquait ainsi que s'il était possible de parler de *narodnost'* mordve, on ne pouvait parler de *nacional'nost'* mordve. Une *nacional'nost'* pouvait être constituée de plusieurs branches ethniques, n'ayant pas une origine commune, alors que la *narodnost'* était « ethniquement plus pure »⁵. À la fin de la période impériale, le choix d'un de ces deux termes pour désigner les nationalités de l'Empire avait une portée politique. Le mot *nacional'nost'* était étymologiquement issu de celui de nation et était lié à la Révolution française, à l'idée de souveraineté nationale. Le terme de *narodnost'*

1. Nathaniel KNIGHT, « Ethnicity, Nationality and the Masses : *Narodnost'* and Modernity in Imperial Russia », David L. HOFFMANN, Yanni KOTSONIS (ed.), *Russian Modernity : Politics, Knowledge, Practices*, St Martin Press, New York, 2000, p. 41-64, Maureen PERRIE, « *Narodnost'* : Notion of National Identity », Catriona KELLY, David Sheperd (ed.), *Constructing Russian Culture in the Age of Revolutions : 1881-1940*, Oxford University Press, Oxford-New York, 1998, p. 28-32.

2. « *Plemja* », *Ènciklopedičeskij slovar'*, Brokgauz-Efron, St-Petersbourg, 1898, p. 868.

3. « *Narodnost'* », *Bol'saja ènciklopedija*, Prosveščenie, t. 13, St-Petersbourg, s. d. [vers 1904], p. 660.

4. « *Nacional'nyj vopros* », *Ènciklopedičeskij slovar'*, Granat, 1910, « *Nacional'nost'* », *bol'saja ènciklopedija*, Prosveščenie, t. 13, St-Petersbourg, s.d. [vers 1904], p. 714.

5. « *Nacional'nost'* », *Bol'saja ènciklopedija*, Prosveščenie, t. 13, St-Petersbourg, s.d. [vers 1904], p. 714.

renvoyait au mot *narod*, peuple, il avait donc une connotation culturelle et anthropologique, son usage ne mettait pas en péril l'indivisibilité de l'Empire.

Ces différents termes furent utilisés tout au cours de la période envisagée dans cet ouvrage, la soviétique comprise. Ils furent progressivement mieux définis par les savants et hiérarchisés par les politiques. Schématiquement, ils renvoyaient à une philosophie de l'histoire évolutionniste qui voulait que les groupes humains aillent progressivement du stade de la tribu (*plemja*) à celui de la nation (*nacijs*). Sous le régime soviétique et en particulier à partir des années 1930, leur usage fut plus strictement codifié, voulant qu'avec la modernisation les groupes humains se transforment et passent par le stade de la *narodnost*, de la *nacionalnost* puis de la nation par des phénomènes de fusion (*slivanje*) ou encore de consolidation nationale, c'est-à-dire une assimilation entre différentes branches ethniques. À l'intérieur de l'URSS, les nationalités soviétiques furent finalement classées et hiérarchisées en groupes ethniques, *narodnosti*, *nacionalnosti* et nations soviétiques. À chaque stade « anthropologique » correspondait une structure administrative spécifique. Le terme de « minorités nationales » s'imposa aussi à la période soviétique du fait de la diffusion d'une représentation démographique des populations et du découpage territorial de l'URSS en Républiques et régions nationales. L'appellation « groupes ethnographiques » puis « ethniques » était aussi utilisée dans une acception similaire au français. L'expression « nations ennemies » désignait dans les contextes de préparation de guerres ou de guerres non seulement les pays ennemis de l'URSS, mais leur co-nationaux soviétiques.

Chapitre premier

L'Empire intégrateur, discriminatoire et colonisateur

Même si l'Empire était toujours dénommé *rossijskaja* – empire de la terre russe ou de l'État russe –, écartant la connotation plus ethnique de l'adjectif *russkaja*, empire des Russes, une idéologie nationale avait déjà émergé au moment où commence notre étude¹. Elle s'incarnait dans la devise déjà formulée en 1833 « orthodoxie, autocratie et nationalité (*narodnost'*) », trois termes dont l'articulation devait permettre à tous les habitants qui peuplaient la Russie de constituer un ensemble cohérent dominé par la culture russe². Les nationalistes russes ne voyaient aucune contradiction entre la valorisation de la russité et l'existence d'un immense empire. Au contraire, ils firent de la longue histoire des conquêtes russes depuis le XVI^e siècle, un des traits caractéristiques de la nationalité russe³.

L'empire de Russie était encore en formation au milieu du XIX^e siècle, le Caucase avait finalement été pacifié à la suite de longues guerres, et l'Asie centrale était en voie d'être conquise. Mais les différentes régions et ceux qui les peuplaient étaient loin d'être gouvernés de la même façon. À la variété des régimes territoriaux se mêlait l'hétérogénéité des statuts personnels d'une société d'ordres. Les régions périphériques de la partie européenne ou asiatique étaient soumises à des régimes administratifs spécifiques. Les hommes d'État réformateurs de la seconde moitié du XIX^e siècle tentèrent de réduire cette hétérogénéité, notamment en uniformisant le système administratif et juridique des provinces centrales et en l'étendant vers les périphéries. Après l'abolition du servage en 1861, ils s'étaient en effet montrés soucieux de l'intégration non seulement des paysans, mais aussi des larges périphéries, gouvernées selon des règles administratives et juridiques distinctes des provinces centrales russes⁴. La création des assemblées élues, les zemstva et les conseils municipaux, avait débouché sur une participation plus large de la population aux débats publics et l'extension de ce système dans les périphéries se fit progressivement, bien que de manière incomplète

1. Richard S. WORTMAN, *Scenarios of Power : Myth and Ceremony in Russian Monarchy*, vol. II, Princeton University Press, Princeton, 2000.

2. Nicholas RIASANOVSKY, *Nicholas I and Official Nationality in Russia, 1825-1855*, Berkeley, 1959, p. 124-140.

3. Willard SUNDERLAND, *Taming the Wild Field. Colonization and Empire on the Russian Steppe*, Cornell University Press, Ithaca-London, 2004.

4. W. Bruce LINCOLN, *The Great Reforms. Autocracy, Bureaucracy, and Politics of Change in Imperial Russia*, Northern Illinois University Press, Dekalb, 1990.

jusqu'en 1917⁵. Il en fut de même pour les nouvelles institutions judiciaires créées dans les années 1860. Et lorsqu'en 1874, le tsar Alexandre II décida d'organiser une armée de masse en Russie en instaurant la conscription obligatoire et universelle, il le fit dans un but non seulement d'égalisation sociale (en obligeant les nobles à servir dans l'armée), mais aussi d'homogénéisation ethnique. Le ministre de la Guerre, Dmitrij Alekseevič Miljutin, présenta ainsi la conscription universelle comme « le meilleur moyen d'affaiblir les différences ethniques du peuple, et de rassembler toutes les forces de l'État vers un but unique et commun »⁶. Ces différentes mesures auxquelles s'ajouta en 1905 la participation de représentants des périphéries au parlement élu de la douma semblent indiquer que l'empire de Russie se rapprochait du modèle d'un état unifié, intégré, selon un modèle multinational.

Ce fut paradoxalement au moment même où les autorités impériales recherchèrent une meilleure intégration sociale et territoriale, par l'abolition du servage, par le service militaire ou par l'école⁷, que les distinctions religieuses et ethniques devinrent problématiques et acquirent une nouvelle visibilité. La tension entre la volonté intégratrice de l'État et son intérêt pour les distinctions ethniques se manifesta par une série de mesures et de pratiques décrivant et discriminant les sujets du Tsar en fonction de critères confessionnels, ethniques et territoriaux.

En 1863, une nouvelle révolte dans les territoires de l'ancien royaume de Pologne, entrés dans l'Empire depuis la fin du XVIII^e siècle, avait fait peser la menace des mouvements nationalistes séparatistes sur les terres russes⁸. À partir de la seconde moitié du XIX^e siècle et surtout après l'arrivée au pouvoir d'Alexandre III en 1881, les différences culturelles furent l'objet d'une attention particulière. Les projets d'extension de l'usage de la langue russe et du système administratif et juridique des provinces centrales s'accompagnèrent ainsi d'un volet discriminatoire, plus particulièrement dans les territoires occidentaux de l'Empire. Le terme de « russification » fut bientôt utilisé pour désigner ces politiques. Celles-ci prescrivaient la diffusion de la langue russe comme unique langue du gouvernement, l'interdiction de l'usage public de certaines langues, ainsi que des mesures de discrimination à l'encontre des non-orthodoxes ou des non-Russes⁹.

La formule attribuée à Alexandre III selon laquelle « la Russie (*Rossija*) était pour les Russes (*Russkie*) » devint un slogan important dans les sphères gouvernementales et dans l'opinion publique. Et au début du XX^e siècle, la prise de conscience toute statistique que l'empire était peuplé de 56 % de Russes (comprenant les Ukrainiens et les

5. Le texte de 1864 prévoyait que les zemstva soient étendues aux gouvernements de la Russie européenne, aux provinces de l'Ouest, aux territoires polonais, baltes, aux gouvernements de Stavropol, de Tiflis, de Koutaïssi, en Transcaucasie, dans les gouvernements de Kuban et de Tver. Pour les gouvernements du Turkestan, de la steppe et de la Sibérie, la question de l'extension était restée ouverte, soumise aux décisions des pouvoirs locaux.

6. Robert F. BAUMANN, « Universal Service Reform and Russia's Imperial Dilemma », *War & Society*, vol. 4, n° 2, septembre 1986, p. 31.

7. Des réglementations scolaires dont certaines s'intéressaient explicitement aux allogènes furent introduites dans les années 1870. Wayne DOWLER, *The Politics of Schooling Russia's Eastern Nationalities, 1860-1917*, McGill-Queens University Press, Montreal, London, Ithaca, 2001.

8. Piotr S WANDYCZ, *The Lands of Partitioned Poland. 1795-1918*. University of Washington Press, Seattle and London, 1974.

9. Andreas KAPPELER, *La Russie, empire multiethnique*, Institut d'études slaves, Paris, 1994.

Biélorusses) et de 44 % d'allogènes servit de nouvel argument au débat sur les réformes. La question de la place accordée aux allogènes dans la construction impériale était devenue fondamentale.

Ces politiques témoignaient du renforcement de la dichotomie entre les Russes et les autres habitants de l'Empire.

Russifier la topographie

Les politiques visant à pacifier les frontières par le départ de leurs habitants, anciens « ennemis », et le peuplement de militaires, de cosaques, de colons agricoles étaient traditionnelles dans la gestion de l'Empire. Mais à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, le « renforcement de l'élément russe » devint un but avoué de la colonisation des terres qu'il ne s'agissait plus seulement de pacifier, de développer, mais aussi de « rendre russe » par l'apport d'une population orthodoxe, issue des provinces centrales. Dans les cas les plus extrêmes, renforcer « l'élément russe » signifia aussi bien la déportation de populations autochtones hors des régions récemment intégrées et pacifiées que les clauses administratives, qui privilégiaient les Russes dans la possession et la jouissance des terres agricoles.

Les territoires reçus à la suite des partages de la Pologne à la fin du XVIII^e siècle avaient été strictement délimités entre les provinces de l'Ouest et le royaume de Pologne, rebaptisé en 1874 « Territoire de la Vistule ». Les premières, peuplées essentiellement d'Ukrainiens, de Biélorusses et de Juifs, furent décrétées historiquement russes – les Biélorusses et les Petits-Russes (ou Ukrainiens) étant considérés comme appartenant à la grande tribu (*plemja*) russe. Après les révoltes polonaises de 1830 et surtout de 1863, une violente politique de lutte contre le « polonisme » fut entreprise par l'État¹⁰. Une directive secrète de mai 1865 interdit aux Polonais l'achat des terres dans les provinces de l'Ouest, dont une partie avait été confisquée aux nobles punis à la suite de la révolte polonaise de 1863. Pour la première fois, une directive visait les personnes « d'origine polonaise ». Cela était spécifié explicitement : la directive s'intéressait aux Polonais d'origine et non pas aux catholiques, comme cela avait été précédemment le cas. À partir de 1868, les Polonais du Royaume de Pologne ne furent plus autorisés à s'installer dans les provinces de l'Ouest et en Bessarabie¹¹, les hommes mariés à des femmes polonaises furent aussi concernés par ces mesures. L'origine polonaise était complexe à établir et ne faisait l'objet d'aucun enregistrement – contrairement à la confession ou à l'ordre qui étaient indiqués sur l'ensemble des papiers administratifs. Mais le nom de famille et la connaissance par les fonctionnaires locaux des habitants de leur région permettaient aisément de palier les difficultés d'identification. Ces discrimi-

10. Piotr S WANDYCZ, *The Lands of Partitioned Poland. 1795-1918*. University of Washington Press, Seattle and London, 1974, Daniel BEAUVOIS, *La Bataille de la terre en Ukraine, 1863-1914, Les Polonais et les conflits socio-ethniques*, Presses Universitaires de Lille, Lille, 1993, L. E. GORIZONTOV, *Paradokcy imperskoj politiki : Poljaki v Rossii i Russkie v Pol'she (XIX-načalo XX v)*, Indrik, Moscou, 1999.

11. V. S. DJAKIN, *Nacional'nyj vopros vo vnutrennej politike carizma (XIX-načalo XXvv.)*, "LISS", St-Petersbourg, 1998, p. 75, L. E. GORIZONTOV, *Paradokcy imperskoj politiki : Poljaki v Rossii i Russkie v Pol'she (XIX-načalo XX v)*, Indrik, Moscou, 1999, p. 60.

nations se traduisirent par une baisse importante de la possession « polonaise » des terres dans les provinces occidentales. De 1875 à 1914, chaque année, les rapports annuels des gouverneurs de Kiev, Volhynie et Podolie indiquaient le nombre de dessiatines acquis par les Russes, et présentaient des statistiques comparatives entre possessions polonaises et possessions russes¹². Ces rapports concluaient fièrement à l'extension de la « terre russe », définie comme appartenant à des propriétaires terriens russes. Cette interdiction de possession et de location de terres dans les provinces de l'ouest concernait aussi les juifs. Depuis Catherine II, puis systématiquement depuis 1835, les juifs des régions occidentales de l'Empire avaient été cantonnés à une zone de résidence obligatoire¹³. Seule une partie d'entre eux pouvait bénéficier d'une « intégration sélective » à la hiérarchie impériale, à la mobilité sociale et géographique¹⁴. Mais les Juifs faisaient globalement l'objet d'un arsenal de mesures discriminatoires, extrêmement complexes. À partir de 1882, ils ne furent plus autorisés à résider hors des villes et des bourgs au sein même de leur zone de résidence¹⁵. Leur accès à la propriété agricole fut aussi limité dans les régions orientales dans les années 1890. Lorsqu'en 1905, l'interdiction de posséder la terre dans les provinces de l'Ouest fut levée pour les Polonais, les juifs continuèrent à y être assujettis sur l'ensemble du territoire¹⁶.

Dans les régions où les pratiques discriminatoires étaient les plus répandues, des renseignements sur la composition ethnique des populations et des territoires furent précocement recueillis. Il existait ainsi une véritable statistique du « polonisme ». Dans les provinces, les gouverneurs demandaient à leurs fonctionnaires ou à des représentants des sociétés savantes, spécialisées en ethnographie, de leur fournir des inventaires précis des peuples qu'ils gouvernaient. Ainsi, en Bessarabie, le gouverneur Fedorov avait demandé au fameux statisticien Keppen de mener une enquête locale sur la composition nationale d'une région pour laquelle il craignait la contamination de l'influence polonaise. En 1896, pour le seul gouvernement de Suwalki, le bureau du gouvernement général de Varsovie était en mesure de fournir des renseignements sur la langue de chaque habitant¹⁷. Le recueil de renseignements sur la composition ethnique des

12. Daniel BEAUVOIS, *op. cit.*, p. 35.

13. S. M. DUBNOW, *History of the Jews in Russia and Poland from the earliest times until the present times*, The Jewish Publication Society of America, Philadelphia, vol. II, 1918, Simon DOUBNOV, *Histoire moderne du peuple juif*, Cerf-Les amis de Simon Doubnov, Paris, 1994. Eugène M. AVRUTIN, *A Legible People : Identification Politics and Jewish Accommodation in Tsarist Russia*, PhD, University of Michigan, 2005.

14. Benjamin NATHANS, *Beyond the Pale. The Jewish Encounter with Late Imperial Russia*, University of California Press, Berkeley, 2002.

15. Les juifs avaient le droit de résider dans les gouvernements de Bessarabie, de Vilnius, de Vitebsk, de Volhynie, de Grodno, d'Ekaterinoslav, de Kiev (sauf à Kiev), de Kovno, de Minsk, de Moghilev, de Podolie, de Poltava, de Tauride (sauf à Sébastopol et à Yalta), de Kherson (sauf à Nikolaev), de Tchernigov, ainsi que dans le Royaume de Pologne et dans provinces baltes. Ailleurs leur installation était interdite.

16. M.A. VOLHONSKIJ, « Nacional'nyj vopros vo vnutrennej politike pravitel'stva v gody pervoj ruskoj revoliucii », *Otečestvennaja istorija*, 5, sept-oct 2005, p. 53. MVD, *Ograničitel'nyja zakoneniya i osobyja zakonopoloženija izdannyya po soobraženijam nacional'nago ili veroispovednogo svojstva libo obuslovliwaemym različiem noloj*, čast' 2, Tipografija MVD, St-Petersbourg, 1906.

17. Lettre adressée par le gouverneur général de Varsovie et le représentant du comité de statistique de Varsovie, au ministère de l'Intérieur le 20 mars 1896. Archives Historiques de l'État Russe (RGIA), f. 1290, op. 10, d. 33, l. 2.

populations comme sur leur emplacement, bien qu'aléatoire, nourrissait les pratiques coloniales qui visaient à peupler de Russes une part toujours plus importante du territoire. Lorsque le recensement de 1897 fut entrepris, il fut spécifié qu'il pourrait établir « l'avancée des terres russes », grâce à son étude des nationalités de l'Empire¹⁸.

Les politiques coloniales visant à bouleverser la carte ethnographique

Dans les régions d'Asie centrale, conquises durant la seconde moitié du XIX^e siècle et dont le statut administratif, colonie ou province impériale, restait à déterminer, l'apport de colons des provinces du centre se fit selon une rhétorique nettement colonialiste. Dès les années 1870, le premier gouverneur général de la nouvelle province du Turkestan, Karl von Kaufman, envisageait de « civiliser » ces territoires, non seulement par l'introduction du savoir et des « bonnes manières » européennes, mais aussi par le « changement de la carte ethnographique » de la région. En 1886, son successeur N. O. Rosenbach concevait essentiellement la russification comme la venue massive de colons européens¹⁹. L'abolition du servage et ses suites, la croissance démographique dans les années 1890, le développement des voies de communication et les conséquences de la famine dans les provinces du centre de la Russie conduisirent le gouvernement d'Alexandre III, puis celui de Nicolas II à prendre une série de mesures pour la colonisation agricole des régions Sud et Est. En 1889, l'effort de coordination et d'organisation des migrations – jusqu'alors plus ou moins spontané et réglé régionalement – atteignit pour la première fois l'échelon central par la ratification de l'Acte de peuplement²⁰. Et en 1896, une administration du Peuplement rattachée au ministère de l'Intérieur régula les migrations.

Des statisticiens et cartographes étaient envoyés dans les steppes kirghizes, dans le Caucase ou au Turkestan avec pour but de définir les terres libres que les nomades n'utilisaient pas ou utilisaient « avec excès »²¹. Au début du XX^e siècle, malgré les difficultés sur le terrain, les migrations s'accéléchèrent. Elles furent vivement encouragées par le ministre des Finances Stolypine qui y voyait un moyen de régler la question agraire dans les provinces russes²².

18. Nakanune Vseobščej perepisi, *Alfavitnyj spisok narodov obitajuščih v Rossijskoj Imperii*, Izdanie Kanceljarija Komiteta Ministrov, St-Petersbourg, 1895.

19. Daniel BROWER, *Turkestan and the Fate of the Russian Empire*, Routledge Curzon, London-New York, 2003, p. 127-128.

20. Willard SUNDERLAND, *Taming the Wild Field. Colonization and Empire on the Russian Steppe*, Cornell University Press, Ithaca-London, 2004, François-Xavier Coquin, *La Sibérie : peuplement et immigration paysanne au XIX^e siècle*, Institut d'études slaves, Paris, 1969.

21. Virginia MARTIN, *Law and Custom in the Steppe : The Kazakhs of the Middle Horde and Russian Colonialism in the Nineteenth Century*, Curzon Press, Richmond, 2001, p. 73.

22. Abraham ASCHER, *P. A. Stolypin : The Search for Stability in late Imperial Russia*, Stanford University Press, Stanford, 2000, p. 156.

De 1896 à 1906, on comptait 803 855 nouveaux colons dans la steppe. Au Turkestan, en 1914, on trouvait 450 000 Européens. Dans le Caucase, les 30 000 colons de 1870 étaient devenus 800 000 en 1900²³.

Surtout, la colonisation s'était progressivement faite en fonction du profil ethnique du colon. Une série de mesures dans les années 1890 instaura que seuls les « colons orthodoxes d'origine russe » seraient dorénavant autorisés à migrer sur les terres libres du Caucase et des steppes kirghizes. En 1892, au Turkestan, il fut décidé que seuls les ressortissants (*poddannnye*) russes de foi chrétienne, ainsi que les autochtones – dont les Juifs, mais installés dans la région depuis « des temps immémoriaux » – pouvaient acquérir la terre et les biens immobiliers²⁴. Réservant la colonisation aux ressortissants de l'empire de Russie, à l'exclusion de ceux des territoires voisins, cette mesure visait aussi les Tatars et les Juifs de Russie. Pour les régions du Syr-Darya, de Ferghana, de Samarkand, à partir du 10 juin 1903 seuls les habitants « des villages et des bourgs de foi orthodoxe, issus de la population russe originaire de la Russie européenne » pouvaient s'y installer. Les adeptes de certaines sectes raskol, qui étaient par ailleurs interdites, étaient aussi autorisées à migrer en Asie centrale²⁵.

Dans les années 1860, la liquidation de l'insurrection du Caucase de l'Ouest et l'intégration définitive de cette région à l'Empire s'étaient accompagnées de l'expulsion (qui avait localement pris la forme de déportation) de plus de 450 000 Caucasiens essentiellement accueillis par l'empire ottoman voisin. Une politique de réallocation des terres avait été mise en place, visant à interdire tout retour. Si la sécurisation des frontières, au moyen de l'expulsion des communautés rebelles à l'intégration et de leur remplacement par des colons souvent militaires et cosaques, était une tradition impériale, l'échelle des déportations, leur planification ainsi que la tendance à définir plus précisément le profil ethnique des colons constituaient des faits nouveaux²⁶. Afin d'assurer le développement agricole des régions conquises, les terres du Caucase virent dans un premier temps s'installer des colons grecs, arméniens, géorgiens ou allemands. Mais les directives de 1897 garantirent finalement la jouissance de nouvelles terres de la Transcaucasie et de Caucase du Nord, des aides de l'État aux colons, aux seuls orthodoxes d'origine russe²⁷.

Les régulations pour organiser ces nouvelles colonisations de terres manifestaient un changement dans l'idéologie impériale. Depuis les provinces polonaises, la différenciation entre les Russes et les autres s'était étendue aux steppes d'Asie centrale et au Caucase.

23. Austin JERSILD, *Orientalism and Empire : North Caucasus Mountain Peoples and the Georgian Frontier, 1845-1917*, McGill-Queen's University Press, Montreal, 2002, p. 139.

24. V. S. DJAKIN, *op. cit.*, p. 76.

25. V. S. DJAKIN, *op. cit.*, p. 890.

26. Nous reprenons ici l'argument de Peter Holquist, « To Count, to Extract, to Exterminate : Population Statistics and Population Politics in Late Imperial and Soviet Russia », dans *A State of Nations : Empire and Nation-Making in the Soviet Union*, Terry Martin, Ronald Grigor Suny (ed.), Oxford University Press, New York, 2001, p. 111-144.

27. En 1897, il fut préconisé d'organiser un peuplement russe pour la province de la mer Noire (dans laquelle les terres à coloniser étaient rares), afin qu'il exerçât une bonne influence sur les autochtones : seuls « les habitants des villages et des bourgs (*sel'skie obyvateli i mešane*) de la population russe originaire de la Russie européenne et du Caucase » purent migrer. Et en 1899, il fut décidé que pour la Transcaucasie, le Caucase du Nord et le gouvernement de Stavropol, les seuls paysans d'origine russe et de foi orthodoxe pourraient migrer. V. S. DJAKIN, *op. cit.*, p. 573.

Elle définissait un rapport plus net que par le passé et que dans les régions anciennement intégrées à l'empire entre une nationalité dominante et des nationalités assujetties.

L'identification du Russe demeurait néanmoins aléatoire. Stolypine, alors ministre de l'Intérieur s'interrogeait, à propos de ces mesures, sur la difficulté à définir le Russe, autrement que comme un orthodoxe portant un nom russe et originaire du centre du pays²⁸. Les colons étaient majoritairement des Slaves, mais dont étaient exclus les Polonais et les juifs.

Dans un contexte international de colonisation marqué par les pratiques discriminatoires, une définition du Russe s'élaborait – celui qui pouvait migrer vers l'Orient, qui avait droit à une aide étatique pour s'installer dans les espaces de colonisation et dont on supposait la loyauté dans ces régions de frontières. Ces politiques définissaient des niveaux différents de citoyenneté, de protection étatique, non plus seulement selon la hiérarchie en ordres (*soslovija*), selon le sexe ou la religion, mais selon l'« origine russe » ou non russe. Ce fut sous prétexte d'un manque d'esprit civique, de « capacité » citoyenne qu'aux moments des discussions sur les droits de vote à la douma, nombre d'allogènes faillirent être exclus de la représentation parlementaire²⁹. Les distinctions fondées sur l'ethnicité renvoyaient à une dichotomie entre citoyens et autochtones, ou citoyens et indigènes, similaire aux expériences coloniales des États européens à la même période³⁰. Les gouverneurs de ces régions de colonisation, en particulier en Asie centrale ou dans le Caucase, s'inspiraient explicitement dans leurs réflexions politiques des expériences d'encadrement de la population des empires français et anglais³¹.

Les discriminations à l'embauche

Ces discriminations dans l'usage de la terre étaient loin d'être uniques. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, avec l'introduction de mesures visant à limiter, voire à interdire à certains non orthodoxes, non russes l'accès à des charges institutionnelles, administratives, d'enseignement et militaires, certains mécanismes traditionnels de l'intégration impériale se grippèrent. La soumission des élites autochtones au gouvernement impérial russe avait servi de garant à la pacification des nouvelles zones conquises. Mais un système complexe de contrôle et de limitation de l'emploi des non orthodoxes dans l'armée et dans l'administration, ainsi qu'à l'accès à la formation fut progressivement mis en place au XIX^e siècle³². Les emplois dans un service (armée et État), les charges électives ou la formation dans les institutions d'élites furent limités à l'aide de *numerus clausus* confessionnels et nationaux.

Le 25 mai 1888, une circulaire secrète, proposée par le ministère de la Guerre et ratifiée par le tsar Alexandre III, reprenait une série de mesures visant le contrôle des activités des membres de communautés religieuses et ethniques dont les agents impé-

28. L. E. GORIZONTOV, *Paradokcy imperskoj politiki : Poljaki v Rossii i Russkie v Pol'she (XIX-načalo XX v)*, Indrik, Moscou, 1999, p. 114.

29. M. A. VOLHONSKIJ, *op. cit.*, p. 55-59.

30. « Sujets d'empire », Emmanuelle Saada et de Laure Blévis (dir.), *Genèses*, n° 53, décembre 2003.

31. Daniel BROWER, *op. cit.*

32. MVD, *Ograničitel'nyja uzakonenija*, *op. cit.*

riaux centraux se méfiaient³³. Ces mesures étaient pour deux tiers nouvelles. Elles reflétaient le fonctionnement social de l'Empire, multipliant des groupes « à incapacités », pour lesquels la composante ethnique était devenue importante. Combinant définitions confessionnelles et nationales, les autorités impériales réfléchissaient en termes de topographie et de statistique. Les « catholiques originaires du royaume de Pologne ou des gouvernements de l'Ouest et du Sud-Ouest ainsi que les personnes d'autres confessions, mais mariées à des catholiques », de même que les Juifs (non karaïtes³⁴) en étaient les principales victimes. Ces limitations étaient extrêmement précises et complexes à mettre en œuvre. Ainsi les Polonais, par exemple, ne devaient pas constituer plus de 20 % des officiers et des fonctionnaires des bataillons militaires. Ils n'étaient pas autorisés à servir dans les parcs d'artillerie des forteresses du Caucase, de la Russie d'Europe et de la province militaire de Varsovie ou encore dans les parcs de télégraphie militaire. Des directives concernaient aussi l'emploi des habitants « allemands, suédois, finnois, lettons, estoniens des gouvernements de la Baltique », « les natifs de la Finlande et les Finlandais non orthodoxes même s'ils ne sont pas nés en Finlande », « les Arméniens de toute confession », « la population indigène du Caucase dans son ensemble », et enfin tous les non orthodoxes (*inovercy*). Dans les troupes, ces derniers ne devaient pas excéder 30 % des officiers et des fonctionnaires. La présence des soldats ou des officiers de telle nationalité dans certaines régions fut interdite. Ainsi la population autochtone du Caucase (*kavkazskoe tuzemnoe naselenie*) ne devait jamais constituer plus d'un tiers des officiers dans les territoires caucasiens³⁵.

Ces mesures concernaient essentiellement le service armé. Parallèlement, un an après, en 1889, un décret d'Alexandre III visant les juifs mais ayant eu aussi des effets sur les musulmans³⁶ stipulait que toute admission au barreau d'un non-chrétien devait recevoir l'approbation du ministre de la Justice³⁷. La même année, le ministère des transports décidait, avec les représentants du ministère de la Guerre et du ministère de l'Intérieur, de la formation d'une commission secrète pour discuter de la limitation du nombre de juifs et de Polonais qui travaillaient sur les voies de chemin de fer et les autres voies de communication des provinces de l'Ouest. À la suite de cette réunion, le problème s'était considérablement élargi. Un pourcentage de personnes d'origine russe et non russe (pour les échelons de services inférieurs) a été établi pour chaque emploi, chaque tronçon de voie de communication, en fonction de la composition tribale des lieux que les voies traversaient³⁸. En outre dans les territoires de l'ancien Royaume de Pologne, seules des personnes d'origine russe et de confession orthodoxe pouvaient être employées par l'État pour être en contact avec la population uniate (orthodoxe de rite catholique)³⁹. Une série

33. L. E. GORIZONTOV, *op. cit.*, p. 61.

34. Les juifs karaïtes constituaient une secte particulière vivant principalement le long de la mer Noire, ils ne reconnaissaient pas le Talmud comme texte sacré et ils jouissaient de droits particuliers.

35. L. E. GORIZONTOV, *op. cit.*, p. 224-237.

36. En 1889, on ne comptait que 3 ou 4 avocats musulmans, en 1914, ils étaient moins d'une trentaine. V. S. DJAKIN, *op. cit.*, p. 85.

37. Benjamin NATHANS, *op. cit.*, p. 355.

38. L. E. GORIZONTOV, *op. cit.*, p. 62.

39. V. S. DJAKIN, *op. cit.*, p. 64.

de fonctions furent interdites aux catholiques, aux Polonais et aux époux de Polonaises en 1895⁴⁰. Certaines de ces interdictions perdurèrent : en 1905, le gouvernement décida de rétablir une liste d'emplois liés aux différents ministères publics et à l'éducation strictement interdits aux Polonais⁴¹. Dans le Caucase, le nombre de conseillers municipaux non chrétiens ne devait pas être supérieur à un cinquième⁴². En 1891, les fonctions électives de directions municipales des provinces de l'Ouest furent interdites aux non-chrétiens, soit aux juifs⁴³. Dans ces régions, pour les institutions représentantes des divers ordres (*soslovija*), les non-chrétiens ne devaient pas constituer plus d'un tiers des délégués et les présidents de ces assemblées devaient être chrétiens. Dans les conseils municipaux, les non chrétiens ne devaient pas excéder le dixième⁴⁴.

Progressivement depuis 1882, les juifs avaient été soumis à un *numerus clausus* dans les institutions universitaires d'élite (dans l'Académie militaro-médicale, dans les instituts des mines et forêts, dans les instituts techniques, vétérinaires...). Et en 1887, le nombre des étudiants masculins juifs a été réduit dans tous les établissements d'éducation supérieure dépendant du ministère de l'Instruction, ainsi que dans l'enseignement secondaire. Dans les limites de leur zone de résidence obligatoire, les Juifs ne pouvaient pas constituer plus de 10 % des étudiants, 5 % hors de cette zone et 3 % à Moscou et Saint-Petersbourg⁴⁵. Dès 1864, les Polonais catholiques avaient été soumis à un quota de 10 % dans les universités.

Ces mesures disparates, en partie secrètes témoignent de la diffusion d'une conception xénophobe et antisémite dans l'administration sous le gouvernement d'Alexandre III puis de Nicolas II. Elles renforçaient inévitablement le sentiment identitaire de ceux qui en étaient ou savaient pouvoir en être les victimes, leur accès à l'intégration impériale ayant été bloqué. Ces discriminations eurent pour effet d'accélérer les tensions entre les Russes et les autres nationalités, comme en témoignèrent la révolution de 1905, et les puissants mouvements de revendication d'égalité civique. Ces politiques qui s'exerçaient directement sur les individus dans leur capacité de se déplacer, de s'éduquer, de trouver un emploi et d'avoir droit à une aide étatique se doublaient de mesures visant les langues et les églises nationales. L'interdiction de publier, de prêcher et d'enseigner dans certaines langues fut aussi critiquée comme contraire aux droits fondamentaux des individus⁴⁶.

Traditionnellement, l'Empire s'était construit par l'intégration des élites des populations non russes et la garantie d'une certaine autonomie administrative et culturelle. Mais dans la seconde moitié du XIX^e siècle, ce modèle ne fonctionnait plus du fait des politiques de centralisation et des difficultés pour les représentants de certaines nationalités d'accéder à la mobilité sociale et géographique. En plus d'un antisémitisme virulent, les agents des Tsars craignaient l'expression de loyautés politiques et géopolitiques

40. V. S. DJAKIN, *ibid.*, p. 65.

41. V. S. DJAKIN, *ibid.*, p. 63 et 71.

42. V. S. DJAKIN, *ibid.*, p. 68.

43. V. S. DJAKIN, *ibid.*, p. 67.

44. V. S. DJAKIN, *ibid.*, p. 176.

45. Benjamin NATHANS, *op. cit.*, p. 267.

46. Voir chapitre 5. *Note 32*.

alternatives à la construction impériale russe. Dans les textes constitutionnels d'avril 1906, pour première fois, le principe de « l'unité et de l'indivisibilité » de l'Empire furent proclamés comme préambule⁴⁷. Ce slogan devint le signe de ralliement de tous les nationalistes russes. Ils s'inquiétaient comme les autorités de l'Empire de la « question juive », de « la question polonaise », de « la question musulmane » etc., se demandant quelles politiques adopter face à des sujets globalement vus comme étrangers à la culture russe, potentiellement dangereux et déloyaux, autant de potentiels « ennemis de l'intérieur ». L'existence de nombreux *clausus*, la concentration des interdictions sur les institutions de formation ou dans le domaine de la culture, prouvent que la crainte du régime avait encore fondamentalement trait à la formation d'élites politiques. Néanmoins, les mesures de contrôle ethnique de la possession de terres, d'emplois administratifs locaux et surtout de colonisation paysanne témoignent d'une extension de cette xénophobie à d'autres sphères sociales.

Les autorités impériales réfléchissaient en termes de quotas et de territoires ethniques. Ces représentations de la société et de l'espace dataient du XVIII^e siècle et elles avaient connu un développement sans précédent dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Une interrogation plus générale sur la force démographique, géographique des peuples de l'Empire s'était par ailleurs développée, alors que l'État s'efforçait de manière de plus en plus précise de compter sa population et ses composantes.

47. Marc SZEFTTEL, *The Russian Constitution of April 23, 1906*, Éditions de la Librairie encyclopédique, Bruxelles, 1976, p. 84.

Chapitre 2

Les cartes et les nombres

La formation d'un État moderne s'accompagna d'un intérêt manifeste pour le décompte de la population dans l'Empire : sous Pierre le Grand fut mis en place l'enregistrement – appelé « révision » – des habitants payant l'impôt de capitation. Mais il fallut attendre la seconde moitié du XIX^e siècle pour que les statistiques deviennent des outils privilégiés de représentation de la réalité impériale. Une administration centrale des statistiques capable d'organiser un recensement général se développa. Aussi la diffusion d'une représentation des territoires et des populations constituant autant d'unités numériques, divisibles en catégories statistiques s'intensifia considérablement. Ce mouvement s'inscrivait dans un contexte international où la « raison statistique » dominait les administrations et imprégnait les techniques de gouvernement¹. Les Russes furent partis prenants en particulier d'un projet international d'enregistrement de la population et de cartographie des territoires en fonction des nationalités. Dans une Europe centrale et orientale troublée par la « question des nationalités », ce projet, techniquement centré sur la tenue de recensements généraux de population, ne fut pas dénué d'enjeux politiques.

Chercher la population

À l'exception du recensement général de 1897, aucun enregistrement systématique des identités ethniques n'a été mené pendant la période impériale. Légalement, les individus étaient définis par leur appartenance à une religion et à un ordre (*soslovie*). Localement, des dénombrements des nationalités pouvaient être effectués à la suite de conquêtes, de révoltes ou de réformes administratives. Une tradition de représentation ethnographique de l'Empire s'était constituée au XVIII^e siècle².

Occasionnellement, des renseignements ethniques avaient été collectés dans les « révisions » – avec plus de précisions pour la seconde moitié du XVIII^e siècle et au début du XIX^e siècle. Les révisions étaient des dénombrements fiscaux. Elles avaient été décrétées en 1718 par Pierre le Grand. Dix révisions générales comptabilisant une plus ou moins grande partie des territoires et de la population – les femmes ne furent dénombrées que lors de la 4^e révision – furent organisées jusqu'au milieu du XIX^e.

1. Michel FOUCAULT, *Sécurité, territoire, population*, Gallimard-Seuil, Paris, 2004, Alain DESROSIÈRES, *La Politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*, La Découverte, Paris, 1993.

2. Yuri SLEZKINE, « Naturalists Versus Nations : Eighteenth-Century Russian Scholars Confront Ethnic Diversity », *Representations*, 47, Summer 1994, University of California, p. 170-195.

Elles constituaient la seule grande opération permettant à tous les échelons de l'administration d'avoir des renseignements sur la population soumise à la capitation. Les renseignements contenus dans les révisions étaient conservés dans des registres. Leur rôle informatif se doublait d'une qualité juridique, puisque ces révisions attestaient de l'appartenance à une classe d'imposable. Marquant les étapes de leur intégration administrative, des dénombrements partiels s'intéressaient explicitement à des communautés ethniques : celle des « Petits-Russes » (Ukrainiens) ou des Tkoutches en 1732, des Bachkirs en 1734, des Joukaguirs en 1794, la horde kalmyk en 1799³. Les révisions locales pouvaient classer la population par nationalité⁴. Lors de la seconde révision, en 1743, un oukaze sénatorial ordonnait le compte des « Tatars, Mordves, Tchouvaches, Tchérémisses, Votiaks et autres », distinguant les baptisés et les non-baptisés. Il exigeait aussi le recensement des étrangers (*inozemcy*) baptisés, kalmyks ou d'autres nations, ou encore celui des Petits-Russes qui avaient migré dans les terres grands-russes⁵.

Progressivement, l'administration tsariste envisagea non plus de recenser les seuls imposables, mais de fonder le compte courant de la population. En l'absence d'un état civil, l'enregistrement de la population se faisait notamment par l'intermédiaire des autorités religieuses. Les prêtres catholiques, les pasteurs, les rabbins comme les mollahs... avaient progressivement été soumis à l'obligation, à l'instar des prêtres orthodoxes, de tenir des registres paroissiaux (*metričeskie knigi*) et de fournir les données sur le nombre de naissances, mariages et décès à l'administration du tsar⁶. À partir de 1850, la police fut à son tour chargée de l'organisation d'un enregistrement de la population. Son action était contrôlée par les comités de statistique provinciaux qui furent intégrés dans un Comité central de la statistique (CSK) du ministère de l'Intérieur en 1858. Néanmoins, le projet de construire le compte courant de la population n'aboutit pas dans la période impériale. Une partie de la population, en particulier aux périphéries de l'Empire, échappait au décompte étatique⁷. Et seul l'unique recensement général de la population en 1897 permit finalement d'avoir des données relativement fiables sur l'ensemble de la population⁸.

3. P. I. KEPPEM, « O narodnyh perepisjah v Rossii » *Zapiski IRGO, Po otdelenii statistiki*, t. 6, 1889, St-Petersbourg, p. 1-94.

4. La révision du gouvernement d'Astrakhan en 1779 distinguait les Tsiganes, les Arméniens, les Tatars, les Grecs, les Tcherkesses, les Ossètes, les Petits-Russes (Ukrainiens), les colons allemands, *ibid.*

5. *Polnoe sobranie zakonov Rossijskoj Imperii*, t. XII, 1744-1748, St-Petersbourg, 1830, p. 439.

6. Paul W. WERTH, « Between Particularism and Universalism, Metrical Books and Civil Status in the Russian Empire, 1800-1917 », Working Paper, Harvard University, 2004.

7. V. M. KABUZAN, *Narody Rossii v XVIII veke, čislenmost' i etničeskij sostav*, Nauka, Moscou, 1990, ID., *Narody Rossii v pervoj polovine XIX*, Nauka, Moscou, 1992.

8. Henning BAUER, Andreas Kappeler, Brigitte Roth, *Die Nationalitäten des Russischen Reiches in der Völk-zählung von 1897*, Frauz Steiner Verlag Stuttgart, Stuttgart, 1991.

Le projet de cartographie ethnique

S'il n'existait pas d'enregistrement de l'appartenance ethnique des individus, des relevés ethnographiques étaient menés localement par les statisticiens ou les géographes de différents ministères, les gouverneurs de province ou les sociétés savantes. Au sein de la Société impériale russe de géographie (IRGO), créée en 1845, Petr Keppen et F.A. Rittih, proches du gouvernement, publiaient les premières cartes ethnographiques de la Russie d'Europe établies depuis le XVIII^e siècle. Dès 1833, Keppen avait espéré pouvoir utiliser la 10^e révision pour recueillir des données sur les nationalités, mais il n'avait pas réussi à convaincre le ministre des Finances du bien-fondé de ce coûteux projet. Dans ses cartes, il utilisait un large panel de sources (les chroniques de l'ancienne Moscovie, les études des philologues et des archéologues, les textes de lois ou l'histoire de Karamzine...) pour établir les bons ethnonymes ou localiser les peuples. Par ses correspondances avec les administrateurs locaux, les militaires, les représentants des ministères, Keppen recueillait des données très précises sur l'emplacement et le nombre d'habitants des villages peuplés de Moldaves, de Serbes ou de Lettons. Occasionnellement, il se rendait sur place pour effectuer des enquêtes auprès des élites locales et concluait à l'existence ou à la disparition de tribus qu'il découvrait dans les provinces lors de ses visites. Au milieu du siècle, il était en mesure d'entreprendre une immense enquête auprès de toutes les paroisses de la Russie d'Europe. Son formulaire comportait une question sur l'appartenance ethnique des paroissiens. Les résultats de cette enquête, qui ne seront que très partiellement publiés, furent archivés à l'Académie des sciences et servirent de référence à nombre de publications scientifiques et de rapports administratifs à la fin du XIX^e siècle⁹.

À la même période, les travaux géographiques des militaires se multipliaient et jouaient un rôle particulièrement important dans la diffusion de ces nouvelles formes de représentation ethnique. Au sein de l'Académie de l'État-Major, créée en 1832, la statistique et la géographie étaient enseignées, en plus des disciplines proprement militaires et des langues. Le futur ministre de la Guerre, organisateur de la réforme du service militaire de 1874, Dmitrij A. Miljutin, y était devenu en 1840 professeur de géographie et de statistique militaire. Son successeur à la tête du département de statistique de l'Académie, A. Makšeev, s'intéressait aussi à l'ethnographie et aux langues orientales. Dans les revues militaires, les informations sur la diversité ethnographique de l'Empire tenaient une place toujours plus importante¹⁰. L'entreprise de cartographie du territoire était aux mains des officiers de l'État-Major, plus particulièrement du corps des topographes militaires, dont les règles de fonctionnement avaient été redéfinies en 1866 par D. A. Miljutin¹¹.

9. Petr KEPPEN, *Ob ètnografičeskoj karte evropejskoj Rossii*, Vtoroe Izd., IRGO, St-Petersbourg, 1853, P. I. KEPPEN, « O narodnyh perepishah v Rossii » *Zapiski IRGO, Po otdelenie statistiki*, t. 6, 1889, St-Petersbourg.

10. Peter HOLQUIST, « To Count, to Extract, to Exterminate : Population Statistics and Population Politics in Late Imperial and Soviet Russia », *A State of Nations : Empire and Nation-Making in the Soviet Union*, Terry MARTIN, Ronald Grigor SUNY (ed.), Oxford University Press, New-York, 2001, David RICH, *The Tsar's Colonels*, Cambridge-Harvard, 1998, David RICH, « Imperialism, Reform and Strategy : Russian Military Statistics 1840-1880 », *The Slavonic and East European Review*, vol. 74, n° 4, octobre 1996, p. 621-639.

11. *Cartographica - Studies in the History of Russian Cartography*, par Fyodor A. Shibanov, partie 2, monography n° 15, 1975, University of Toronto Press, Toronto, p. 141.

Ce dernier était aussi lié à la Société impériale russe de géographie (IRGO), où il prônait les mêmes orientations en mêlant géographie, ethnographie et statistique. Fondée en 1845, l'IRGO inscrivait ses activités dans un programme politique de réforme et de modernisation de l'État. Organisée bientôt en quatre sections (deux strictement géographiques, une consacrée à la statistique et la dernière à l'ethnographie), elle fut dirigée, de fait, par le fameux géographe Petr Petrovič Semenov. Ce géographe était lié par sa famille aux frères Miljutin¹². Membre actif de la commission gouvernementale qui prépara l'abolition du servage, il fut aussi le principal concepteur du recensement de 1897.

Les statisticiens russes furent donc, à des degrés variables, impliqués dans les grandes décisions gouvernementales qui, de l'abolition du servage en 1861 jusqu'à l'introduction de la conscription universelle et obligatoire en 1874, avaient marqué la période des Grandes Réformes. Ils entendaient bâtir une administration férue de rationalité scientifique, dont les fonctionnaires seraient capables de manier chiffres et cartes. Les statistiques constituaient autant d'instruments efficaces au service d'un meilleur gouvernement, leur usage répété permettait aussi le contrôle des processus de réformes.

En 1875, l'ethnographe A. F. Rittih avait publié un ouvrage sur la composition ethnique de l'armée russe. Il intervenait ainsi dans le débat sur la conscription générale pour définir les peuples qui pourraient ou non l'intégrer¹³. Il distinguait, par exemple pour le Caucase, trois groupes : d'une part les peuples prêts au service militaire (les Slaves, les Lettons, les Allemands et les Finnois), d'autre part les peuples sédentaires pouvant être utilisés, mais uniquement à l'intérieur des frontières de la Russie et sous le commandement de Russes (les Grecs, les Kartvèles, les Kabardes, les Abkhazes, les juifs, les Muganlincy). La troisième catégorie était composée des nomades, qui devaient attendre pour être recrutés dans l'armée d'être installés dans la « civilisation ». Rittih mêlait des considérations racialistes à une hiérarchie du développement ; selon lui, la part prépondérante de la branche aryenne au sein de la population de Russie augurait bien de la capacité de la future armée impériale à répondre aux exigences des armées occidentales¹⁴.

L'administration militaire fut bien la première à organiser l'enregistrement des individus selon leur nationalité à l'occasion de l'inscription de tous les jeunes hommes de moins de 20 ans auprès des bureaux de la conscription générale établie par la loi de 1874. Grâce au décompte des appelés, les chiffres de la composition nationale de la population de la partie européenne de l'empire furent publiés et analysés : ils servirent

12. W. Bruce LINCOLN, *Petr Petrovich Semenov-Tian-Shanskii : The Life of a Russian Geographer*, Oriental Research Partners, Newtonville, Mass., 1980, p. 3.

13. L'exemption traditionnelle du service militaire de certaines communautés ethniques se pérennisa après 1874. Au moment de la Première Guerre mondiale la conscription fut particulièrement difficile à mettre en œuvre dans certaines périphéries, notamment en Asie centrale. Des peuples furent exclus du service militaire jusqu'au début des années 1920, d'autres jusqu'en 1938, les Bolcheviques ayant renouvelé certaines exemptions impériales. Joshua SANBORN, *Drafting the Russian Nation : Military Conscription, Total War, and Masses Politics, 1905-1925*, Northern Illinois University Press, Dekalb, 2003.

14. A. F. RITTIH, *Plemennoj sostav kontigentov russkoj armii i mužskovo naselenija evropejskoj rossii*, St-Pétersbourg, 1875, p. 6 et 337.

de base à la première grande enquête anthropométrique russe. Les statistiques sur la taille des conscrits combinées à celles sur leurs nationalités permettaient de caractériser physiquement ces dernières¹⁵.

Bientôt, l'activité de la statistique militaire et savante fut relayée par l'organisation centrale de la statistique. L'année de sa création, en 1858, le Comité central de statistique (CSK), intégré au ministère de l'Intérieur (MVD), se donnait pour mission l'édition des listes des lieux habités par gouvernements¹⁶. Ces publications devaient être standardisées et offrir aux fonctionnaires et aux particuliers des indications sur l'emplacement et le nombre des habitants des villages. Les renseignements ethnographiques généraux donnant la liste des peuples présents dans la région figuraient dans l'introduction. Les listes des localités construites à partir des renseignements fournis par la police, réunies par le Comité statistique, comportaient la localisation des villages et la description de leurs principaux établissements (églises, postes, usines...) auquel s'ajoutait le chiffre de la population répartie selon le sexe. À l'échelon régional, des données bien plus précises étaient fournies sur la composition ethnique, reflétant la curiosité des administrateurs et l'existence de pratiques administratives fondées sur l'ethnicité. Pour le gouvernement de Viatka, par exemple, les villages complètement allogènes étaient distingués des villages où Russes et allogènes étaient mêlés¹⁷. Dans la liste des lieux habités du gouvernement d'Astrakhan, les noms des camps de nomades étaient suivis de la dénomination du clan qui y séjournait et un tableau précis des clans et sous-clans de la horde kirghize était fourni¹⁸.

Profitant de la tenue du recensement de 1897, P. P. Semenov proposa d'inscrire la composition précise de la population par nationalités dans les futures listes des localités. Les renseignements sur les langues fournis par les formulaires de recensement devaient être corrigés à l'aide d'autres indicateurs comme le nom de famille, la religion ou le nom de la localité. Par manque d'argent, en janvier 1902, il fut décidé de ne pas réaliser ces listes¹⁹. Néanmoins, on peut conclure qu'au début du XX^e siècle, l'administration impériale s'est donnée pour projet explicite de connaître l'importance numérique et la localisation géographique de toutes les nationalités par le biais de l'identification de ses sujets. Des mesures discriminatoires visant certaines nationalités et l'émergence d'une représentation de la population impériale en majorité russe et en minorités nationales avait abouti chez les statisticiens et les administrateurs au désir d'élaborer une statistique ethnique précise, fondée sur l'enregistrement et la localisation de chaque individu selon sa nationalité.

15. IRGO, *Zapiski IRGO, Po otdelenie statistiki*, tome 7, Vy. 1, St-Petersbourg, 1889. CSK, *Ežegodnik Rossij*, 1yj god : 1904, St-Petersbourg, 1905, p. 90.

16. La décision de faire une liste complète des lieux habités de l'Empire datait de 1858 et un formulaire à ce sujet fut promulgué le 9 avril 1859. Les listes étaient établies par les commissaires de la police rurale (*stanovie pristavi*) et vérifiées par leurs supérieurs (*zemskie ispravniki*), puis par le Comité de statistique du gouvernement. Ce dernier corrigeait la liste avec l'aide de tous les membres des services religieux, les savants et les officiers de l'État-Major qui se trouvaient dans le gouvernement, puis elle était présentée au CSK, cf. *Spisok naseleennyh mest Rossijskoj Imperii*, CSK MVD, St-Petersbourg, Vy. 2, Astrahanskaja gubernija, 1861, p. X-XI.

17. *Ibid.*, Vy. 10, Vjatskaja gubernija, St-Petersbourg, 1876.

18. *Ibid.*, Vy. 2, Astrahanskaja gubernija, St-Petersbourg, 1861, p. 41.

19. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 118, l. 59.

Vers l'homogénéité des territoires et des populations ? L'enregistrement des nationalités comme projet international

La statistique ethnographique avait pour objet de chiffrer et de localiser les nationalités. Loin de constituer une originalité russe, ces pratiques de cartographie et d'enregistrement étaient répandues dans toute l'Europe centrale et orientale. Au niveau international, une discussion s'était engagée depuis le milieu du XIX^e siècle entre statisticiens, proches des administrations de leurs pays respectifs, pour savoir par quels moyens et à l'aide de quels critères il était possible d'enregistrer les identités ethniques des individus. Au sein du Congrès international de statistique (CIS), les administrateurs statisticiens se réunissaient pour uniformiser leurs enquêtes statistiques et réfléchir à un formulaire de recensement unique, applicable au monde entier et permettant des comparaisons internationales. Ces savants étaient unis par leur conviction que la mise en série de chiffres correctement recueillis permettait de reproduire la réalité sociale, et nationale, d'un espace donné²⁰.

Dans une Europe en proie aux revendications nationales, les statisticiens voulaient faire entrer l'étude des nationalités dans le cadre plus paisible des questions auxquelles la science moderne pouvait répondre. En 1872, les organisateurs du Congrès de statistique de Saint-Petersbourg, P. P. Semenov et A. I. Makšeev, l'exprimaient clairement : « À une époque où la question des nationalités tient en politique une place si grande (...) la statistique oublierait un de ses problèmes les plus graves si elle ne recherchait pas la solution aux questions d'un intérêt aussi important pour les États et pour la science²¹. »

La présence et l'activisme des statisticiens russes au sein du CIS furent remarquables. En 1853, le gouvernement de Russie ne s'était pas fait représenter à la première session du CIS tenue à Bruxelles, sous le prétexte que son administration refusait que les formes de ses enquêtes lui soient imposées par des puissances extérieures²². Finalement présents à partir de la troisième session du Congrès, puis plus tard au sein de son successeur, l'Institut international de statistique (IIS), organe permanent créée en 1885, les statisticiens russes jouèrent un rôle important.

Le travail d'organisation de la session de 1872 à Saint-Petersbourg, qui donna lieu à de nombreuses publications, et l'implication personnelle de P. P. Semenov entraînèrent sa nomination comme président de la Commission internationale de statistique (qui succéda un temps au Congrès international). Les directeurs successifs du Comité central de statistique (CSK) de l'empire de Russie trouvaient automatiquement leur place au CIS²³. D'une manière générale, l'ensemble des courants de la statistique centrale russe y fut représenté²⁴.

20. Sur les utopies savantes des statisticiens au XIX^e siècle, voir Alain DESROSIÈRES, *op. cit.*

21. CIS, *Compte rendu de la 8^e session du Congrès international de statistique*, St-Petersbourg, 1^{re} partie, 1^{re} section, p. 24.

22. Éric Brian, « Statistique administrative et internationalisme statistique pendant la seconde moitié du XIX^e siècle », *Histoire & Mesure*, IV-3/4, 1989, p. 215-216.

23. Ainsi P. P. Semenov, son successeur, Nikolaj A. Trojnickij, puis Akim Mihajlovič Zolotarev eurent des postes importants au CIS puis à l'Institut international de statistique (IIS).

24. Aleksej I. MAKŠEEV et A. M. ZOLOTAREV étaient à l'origine professeurs de statistique militaire, Bjušen était membre de la section statistique de la Société de Géographie (IRGO) et Julij Eduardovič Janson, Ilarion Kaufman et Viktor Vladimirovič Stepanov étaient universitaires.

Lorsqu'en 1872 la discussion s'était engagée sur le formulaire de recensement, les statisticiens russes se prononcèrent pour la constitution d'une « statistique ethnographique » et se firent les partisans d'un enregistrement de la langue maternelle pour définir la nationalité. Les habitants de l'empire de Russie avaient été soumis à cette question touchant leur langue maternelle dès le recensement urbain de St Pétersbourg en 1869, et le furent à nouveau dans les recensements urbains ou généraux qui suivirent.

Au sein du CIS, les statisticiens russes firent preuve d'une conception particulièrement dynamique des nationalités en soulignant l'ampleur des mélanges entre les peuples, situant les études de statistiques ethnographiques dans le cadre de l'analyse des mouvements d'extension et de colonisation européennes. Utilisant une rhétorique aux accents spencériens, ils différenciaient les peuples civilisés à la forte vitalité et les peuples faibles et asservis. Le critère de la langue permettait selon eux non seulement de reconstruire les origines des populations, mais de mesurer leur assimilation²⁵. Ils constataient que « l'histoire nous a montré des peuples qui, après avoir partagé longtemps les conditions sociales de nations plus avancées, ont conservé toutefois leurs particularités ethnographiques et font revivre leur nationalité en reconquérant leur indépendance ». Par la persistance de leur non-assimilation, ils auraient prouvé que leur nationalité était distincte de celle dans laquelle ils étaient englobés²⁶. Les savants russes témoignaient par cette relative liberté de ton, alors que l'insurrection polonaise de 1863 était encore fraîche dans les mémoires, de leur engagement à représenter la diversité des peuples de l'Empire. Mais leur discours montre aussi le caractère encore marginal de la crainte de voir le pays éclater dans les années 1870. Alors que les tensions géopolitiques européennes perturbaient les discussions sur la nécessité d'enregistrer les nationalités, les statisticiens russes se montraient à la fois confiants en l'histoire et dans le rayonnement de la culture dominante russe, et ouverts à la possibilité pour certains peuples de lutter contre leur assimilation et de recouvrer leur indépendance.

Définir de nouvelles frontières

Le baron Karl von Czoernig, directeur de la statistique administrative de Vienne, avait été le premier à exposer un projet de statistique des nationalités dans le cadre du CIS. Auteur de la « carte ethnographique de la monarchie autrichienne » parue en 1855, qu'il avait mis 14 ans à établir en recourant à une grande variété de sources, il se disait aussi ethnographe. Au sein du CIS, Czoernig définissait son projet comme « une statistique des différences ethnographiques de la population d'un État, comprenant leur influence sur le bien-être, les mœurs et la civilisation de la nation »²⁷. Il s'agissait de procéder à des enquêtes en recueillant des données sur la langue, sur les mœurs, sur les coutumes, sur les zones d'habitation... sans souci d'unicité de critère, dans le but avant tout de cartographier.

25. CIS, *Compte rendu de la 8^e session du Congrès international de statistique*, op. cit., St-Petersbourg, 1872, 1^{re} partie, 1^{re} section, p. 21-24.

26. *Ibid.*, p. 24.

27. Sous la direction de C. Baron de Czoernig, CIS, *Compte rendu de la troisième session du Congrès international de statistique*, Vienne, 1858, p. 30.

Ce projet était hérité de la statistique descriptive, issue de la géographie, dont l'aspect proprement mathématique était quasi inexistant. L'utilisation de sources croisées était justifiée par le fait que les rapports ethnographiques étaient stables, ne se modifiaient que dans la très longue durée. Ainsi la carte ethnographique n'avait pas besoin d'être souvent renouvelée et d'être établie à partir de données contemporaines. La nationalité étant avant tout conçue comme une topographie, une géographie, un territoire.

Le statisticien prussien Richard Böckh s'opposa vigoureusement à cette tradition descriptive. Böckh fut le théoricien d'une construction des statistiques des nationalités qui profiterait des recensements généraux pour poser une question sur la langue maternelle. Futur dirigeant du Bureau de statistique de la ville de Berlin et professeur de statistique, Richard Böckh était le fils du célèbre philologue August Böckh et défendait une même conception, assimilant l'existence d'une langue et celle d'un peuple. Richard Böckh était politiquement engagé dans la constitution d'un État national allemand et dans la défense des minorités allemandes²⁸. Jouissant d'une excellente réputation scientifique internationale, ses écrits sur les critères d'enregistrement des nationalités demeureront un classique, largement cité par les statisticiens soviétiques des années 1920. Dans ses articles, « L'importance statistique de la langue nationale comme caractère de la nationalité », paru en 1866²⁹, et « Du chiffre de la nation allemande et de son territoire linguistique dans les États européens »³⁰, publié en 1869, il décrivait sa conception d'une statistique des nationalités qui ne se contenterait pas d'un recueil aléatoire de données, mais opérerait par le biais d'une question sur la langue au moment de recensements réguliers.

À la session du Congrès international de statistique en 1860, à Londres, au cours d'une querelle sur la nécessité d'inclure la question de la langue dans le recensement, la France avait résisté à la mise en place d'un tel enregistrement. Elle refusait de donner une représentation à la population germanophone de l'Alsace-Lorraine³¹ que les nationalistes prussiens voulaient intégrer à la future Allemagne unifiée. Les conceptions de Böckh rencontrèrent non seulement la farouche opposition des Français, mais aussi celle des statisticiens de l'empire des Habsbourg qui défendaient un projet alternatif, fondé sur leurs propres traditions de représentations ethnographiques et leurs préoccupations politiques. Ces derniers opposèrent à Böckh leur conception de la nationalité comme géographie, issue d'une multiplicité de facteurs tels l'origine commune, le développement historique, la communauté de domicile, le progrès culturel. Ils insistaient sur

28. Il écrivait dans des revues nationalistes telles *Deutsche Erde* ou *Edda*, et il occupa pendant plusieurs années la présidence de l'Association des écoles allemandes pour le maintien de la germanité à l'étranger (*Allgemeines Deutsches Schulverein zur Erhaltung des Deutschtums im Ausland, VDA*). Morgane LABBÉ, « Dénombrer les nationalités en Prusse au XIX^e siècle : entre pratique d'administration locale et connaissance statistique de la population », *Annales de démographie historique*, n° 1, 2003, p. 46-47.

29. « Die statistischen Bedeutung der Volkssprache als Kennzeichen der Nationalität », *Zeitschrift für Völkerpsychologie und Sprachwissenschaft*, IV, 1866, p. 259-402.

E. BRIX, *Die Umgangssprachen in Altösterreich zwischen Agitation and Assimilation. Die Sprachenstatistik in den isleithanischen Volkszählungen, 1880-1920*, Boehlau, Wien, Köln, Graz, 1982, p. 60-66.

30. *Der Deutschen Volkszahl und Sprachgebiet in den europäischen Staaten*, Berlin, 1869.

31. Commission permanente du Congrès international de statistique, *Mémoires*, Charles KELETI, *Qu'est-ce que la nationalité ?*, Budapest, 1876, p. 242-245.

la stabilité historique des masses ethnographiques. Considérant les évolutions rapides des usages linguistiques et la politisation de ces questions, ils se refusaient à faire dépendre leur expertise d'indices linguistiques changeants fournis par des individus et pouvant dépendre de leur mobilisation politique au moment des recensements.

À la session de la Commission permanente de Stockholm en 1874, le statisticien autrichien Ficker avait résolument remis en cause l'efficacité du critère de la langue, alors que ce dernier avait été accepté deux ans plus tôt à Saint-Petersbourg. Citant les exemples des « Israélites », des Arméniens et les phénomènes d'assimilation linguistique, il le jugeait insuffisant pour définir l'existence et les contours des nationalités. Son compatriote Czoernig l'avait alors soutenu en soulignant les aspects politiques des rapides changements linguistiques. Il citait en particulier le cas de la Bohême où selon lui les enclaves slaves, devenues allemandes pendant un temps, étaient en train de redevenir tchèques. En 1876, le statisticien Charles Keleti, organisateur du bureau central de statistique de Hongrie, se fit plus explicite. Il opposa la doctrine française des frontières naturelles, définies en fonction de caractéristiques géographiques du terrain, aux conceptions ethniques allemandes, en particulier il critiqua violemment les thèses de Böckh qu'il assimilait à l'impérialisme germanique. Les Allemands nieraient, selon lui, « que les rapports de coïncidence statistique et historique soient un signe de nationalité et, en faisant abstraction de toutes les frontières politiques naturelles, ils ne reconnaissent que les frontières établies par les langues. Ils accordent un certain droit à ceux qui parlaient la même langue qu'eux, même dans les pays étrangers et, poussant leur raisonnement à l'extrême, mais d'une manière peu acceptable, ils passent, en quelque sorte, de ce droit au territoire qu'ils occupent à une revendication d'appartenance à leur nationalité, ne reconnaissant que très difficilement aux moins grandes nationalités leur droit d'exister et l'existence d'une langue propre »³². Contre les Allemands, les statisticiens autrichiens et hongrois étaient les partisans des droits historiques des nationalités à un territoire d'origine, dont les études ethnographiques, comprenant un volet philologique et archéologique, devaient permettre de retrouver les délimitations.

La nationalité comme organisme démographique

À travers les études statistiques, la nationalité fut aussi définie d'une nouvelle manière comme organisme démographique. Modernisant la conception organiciste des Romantiques, les peuples ou nationalités étaient ainsi pourvus de comportements reproductifs particuliers dont l'étude permettait de tracer l'avenir. La démographie était en voie de constitution dans la seconde moitié du XIX^e siècle et faisait l'objet de discussions au sein du CIS. À la session de Vienne en 1858, le statisticien autrichien V. Streffleur s'était opposé à son concitoyen Karl von Czoernig en jugeant les projets de statistique et de cartographie ethnographique de ce dernier passéistes, empreints de « poésie », manquant de scientificité statistique. Selon Streffleur, les statisticiens avaient pour tâche d'établir « la moyenne de vie, la fécondité, la mortalité, le penchant au crime, le nombre

32. Commission permanente du Congrès international de statistique, *Mémoires*, op. cit., p. 241-252.

de cas d'ivrognerie, de suicide, la diffusion de l'instruction etc. en un mot, formuler en chiffres la plupart des qualités physiques, morales et intellectuelles d'une population »³³. Il rappelait à cette occasion « la loi des grands nombres » des statistiques modernes créée par Adolphe Quetelet, organisateur du CIS, qui faisait apparaître, à l'aide de techniques mathématiques sophistiquées, des comportements collectifs réguliers et prévisibles³⁴. V. Streffleur expliquait que les études démographiques avaient pour fin de définir des populations, « des ensembles homogènes », et insistait sur le fait qu'elles n'étaient pas réductibles à « des divisions administratives, habitées souvent par des races différentes ».³⁵

Richard Böckh insistait aussi sur l'importance de représenter le profil démographique des nationalités. Dans son article de 1869, il observait des différences notables de mortalité et de fécondité entre les nationalités vivant dans des conditions géographiques similaires au sein des empires multinationaux. Il proposait dès lors de mesurer le mouvement naturel des ethnies (*Stämme*) à l'intérieur des États. Ce projet d'études provenait d'un raisonnement en partie tautologique. Les résultats obtenus, s'ils montraient la présence de différentiels démographiques, confirmaient en retour l'existence des nationalités qui par cette magie statistique n'étaient plus réductibles à des communautés de locuteurs, mais à des espèces humaines dont les phénomènes de reproduction et de mortalité étaient particuliers.

À la session du Congrès de Saint-Petersbourg (1872), le fait que les recensements comportent obligatoirement une question sur la langue « qui détermine la nationalité »³⁶ se doubla d'une interrogation plus générale sur l'importance de l'indice « national » ou « ethnographique » ou « racial » dans les études démographiques. Il fut résolu de demander la nationalité des mères dans les enquêtes de mouvement de population³⁷. Cette disposition avait été proposée par l'américain Snow, ce dernier avait fait valoir que selon les enquêtes sur les naissances multiples les femmes d'origine irlandaise avaient plus de jumeaux que les Américaines. Sa proposition fut soutenue par le professeur de statistique de l'université de Saint-Petersbourg, Julij Eduardovič Janson.³⁸ Il préconisait l'étude de l'influence de la nationalité sur la reproduction pour des pays à population mixte comme la Russie, l'Autriche-Hongrie ou les États-Unis³⁹. Pour étayer ses allégations, il faisait référence à des études menées dans l'empire de Russie qui auraient

33. Sous la direction de C. Baron de Czoernig, CIS, *op. cit.*, p. 529-530.

34. Alain DESROSIÈRES, *op. cit.*, chap. 1.

35. *Ibid.*

36. CIS, *Compte rendu de la 8^e session du Congrès international de statistique*, *op. cit.*, 1^{re} partie, 1^{re} section, p. 21.

37. CIS, *Compte rendu du Congrès international de statistique*, 2^e partie, St-Petersbourg, 1874, p. 428.

38. Julij Eduardovič Janson (1835-1893), statisticien et économiste russe, il travailla à partir de 1884 dans la division de statistique et d'épidémiologie de la Société russe pour la protection de la santé publique. Depuis 1882, il compilait un annuaire statistique de Saint-Petersbourg, le premier en Russie ; en 1881 et 1890, il dirigea les deux recensements de la ville, qui servirent de modèle. Devenu en 1892 un correspondant de l'Académie des sciences, il domina les études statistiques russes de la fin du XIX^e siècle par ses écrits sur les statistiques générales et vitales. William PETERSEN, Renee PETERSEN, *Dictionary of Demography*, Greenwood Press, Westport, London, tome 1, 1985, p. 473.

39. « Il peut être utile de noter la nationalité des femmes qui donnaient des naissances multiples, car la faculté de produire non seulement beaucoup d'enfants, mais aussi des naissances multiples, paraît être en rapport avec la race. » Sous la direction de C. Baron de Czoernig, CIS, *op. cit.*, p. 529.

démontré que la « race chinoise » mêlée à la « race mongole » donnait moins de naissances que la « race slave », et surtout que la « race slavo-polonaise ». L'interrogation sur les différentiels démographiques de certaines populations portait sur la race, qui pouvait à l'occasion correspondre à la nationalité, mais à une nationalité ethnographique et non politique (définie par les limites administratives des États). L'utilisation du mot « race » renvoyait à la délimitation de groupes à l'intérieur desquels les caractéristiques physiques et en particulier de fécondité étaient homogènes, et se différencieraient d'un groupe à l'autre.

L'ampleur des discussions qui animaient les statisticiens à la fin du XIX^e siècle souligne combien les concepts de nationalité, de race, de groupe ethnographique ou même de nation étaient en voie d'élaboration dans un contexte de très forte politisation de ces questions. Ce que les statisticiens prussiens, hongrois, roumains, autrichiens et russes voulaient faire émerger néanmoins, c'étaient des sous-ensembles homogènes de population – en partie occultés – différents de ceux dessinés par les frontières des États. Ces sous-ensembles se définissaient par la langue et de moins en moins par des études ethnographiques complexes, mais se révélaient aussi par une physionomie démographique particulière, censée expliquer un certain nombre de leurs comportements. En transformant leur communauté de locuteurs en nationalité et en liant cette dernière à la reproduction, les statisticiens biologisaient la notion de nationalité. Les différentes nationalités, dès lors qu'elles étaient prises comme variables, étaient pourvues d'un avenir lié à leur croissance démographique. La vitalité des peuples décidait de leur futur, un certain nombre de nationalités ayant été ainsi condamné à l'extinction.

La statistique des nationalités répondait à plusieurs soucis de représentations des avancées de la colonisation russe ou allemande, des succès des politiques linguistiques, ou de la vigueur démographique des nations. Elle servait aussi concrètement et localement à décider des subventions à attribuer aux écoles nationales ou du nombre de sièges à pourvoir par les représentants des nationalités. Dans la pratique, les bureaux statistiques de l'empire d'Autriche, de l'Allemagne et de la Russie suivirent les recommandations du statisticien berlinois jusqu'à la Première Guerre mondiale, en construisant une statistique fondée sur le critère de la langue, langue maternelle dans le Reich et en Russie ou langue d'usage dans l'empire des Habsbourg.

L'opinion générale des statisticiens voulait qu'une question directe sous la forme « quelle est votre nationalité ? » soit vouée à l'échec, les individus ne « connaissant » pas toujours leur nationalité. Ainsi Böckh estimait que cela ne donnerait lieu qu'à un ensemble de réponses vraies, à moitié vraies, mal comprises, de mensonges et de sans opinion⁴⁰. Keleti définissait deux nationalités, l'appartenance ethnique et la sujétion à un État. Il constatait la difficulté de poser une question sur leur nationalité à « des masses brutes et incultes » partout où il ne s'agissait pas de la nationalité politique, mais de la « nationalité de race, de langue ». Il reconnaissait que la question de la nationalité concernait justement en premier lieu « ces masses moins civilisées, de races mêlées et

40. Morgane LABBÉ, *op. cit.*, p. 49.

par conséquent agitées par des aspirations politiques et sociales qui n'ont pas été satisfaites »⁴¹.

Alors que la Prusse recensait les langues dans les années 1860, le Reich allemand ne s'était résolu à reprendre ce recueil qu'à partir de 1890. Fondées sur une auto-déclaration de la langue maternelle, à laquelle s'ajouta à partir de 1905 une question sur la compréhension de l'allemand, ces statistiques permettaient de juger des effets des politiques de germanisation menées à l'est⁴². Leurs résultats étaient en partie contrôlables, notamment à l'aide d'une liste fermée des langues qui permettait, en Prusse à la fin du siècle, de diviser l'ancien ensemble polonais en dialectes polonais, mazurien et cachoube⁴³. Dans l'empire des Romanov, l'importance numérique de la population russe était renforcée, dans les statistiques, par l'agglomération des locuteurs petit-russes (ukrainiens) et biélorusses, permettant aux Russes d'être majoritaires en leur Empire⁴⁴. Dans l'empire des Habsbourg, en Bohême depuis 1880 et au tournant du siècle en Galicie (aux frontières de l'empire de Russie), le recensement s'accompagnait d'une agitation nationaliste, de distributions de tracts, de diffusions d'affiches, et des demandes de révisions des résultats, dans un but de garantir la « juste visibilité » des minorités nationales⁴⁵. Au début du siècle dans les régions polonaises de Prusse, le mouvement national polonais invitait la population à refuser de répondre à la question de la compréhension de l'allemand⁴⁶. Et lorsqu'en janvier 1897, les autorités tsaristes organisèrent le premier et unique recensement impérial, ils firent face à leur tour à une agitation populaire, en particulier chez les populations non-russes de l'Empire. Le refus d'une question directe sur la nationalité témoignait de la faible diffusion de cette notion auprès de la population, mais aussi de la réticence de faire du recensement un moment de mobilisation politique pouvant prendre la forme de plébiscite national. L'enregistrement de la nationalité ne devait pas être le lieu d'une contestation, de la formation d'une idéologie alternative dont l'enjeu serait la souveraineté politique.

41. Commission permanente du Congrès international de statistique, *Mémoires*, *op. cit.*, p. 251-252.

42. Morgane LABBÉ, *op. cit.*, p. 39-60.

43. *Ibid.*, p. 49.

44. Les publications des résultats du recensement de 1897 insistent sur le fait que « les Russes occupent la position dirigeante parmi la masse des diverses nationalités, non seulement par leur place dominante, mais par leur nombre », CSK, *Ežegodnik Rossij*, 1yj god : 1904, Saint-Petersbourg, 1905, p. 90.

45. Sur l'agitation nationaliste dans les provinces de l'empire d'Autriche-Hongrie : E. BRIX, *op. cit.*

46. Morgane LABBÉ, *op. cit.*, p. 56.

Chapitre 3

Un Empire bien ordonné ?

Le recensement de 1897

En janvier 1897, le premier et unique recensement général de l'empire de Russie avait été finalement mené à bien, sauf dans la principauté de Finlande¹, par le Comité central de statistique (CSK) du ministère de l'Intérieur (MVD). Son organisation avait été précédée de quatre décennies de discussions et d'hésitations quant à la possibilité et à la nécessité d'introduire dans l'Empire une telle technique de gouvernement. Le recensement général sous sa forme moderne, visant à décompter en un seul jour tous les individus était une opération coûteuse et inhabituelle, qui impliquait non seulement de mobiliser la population, mais qui entraînait aussi chez elle une certaine perception de son nombre et de sa force. Son lancement, son exécution et sa régularité étaient profondément liées au système démocratique représentatif. Le recensement véhiculait une vision abstraite de l'État, qui n'était plus personnifié dans le souverain : Nicolas II dut remplir son bulletin comme les autres. La notion même de recensement supposait une représentation horizontale de la société – où chacun est réduit à une unité comptable – qui s'opposait à la conception hiérarchique de l'« Ancien Régime ». Au cours de la période impériale, cette symbolique égalitaire créant l'image d'un corps social unifié ne fut guère mise en avant. Le recensement fut présenté comme une opération technique et peu de publicité entoura sa préparation. Il fut décidé de charger l'administration locale de son exécution concrète, aux dépens des statisticiens, en particulier ceux des zemstva. Dans des régions entières où l'auto-administration était de rigueur, l'arrivée de recenseurs (trop souvent russes, orthodoxes et portant des insignes et des armoiries impériales) au sein des foyers symbolisait l'extension du pouvoir d'un État centralisateur et autoritaire. Toute une série de révoltes en témoigna.

Au cours d'une d'entre elles, des Bachkirs s'interrogèrent : « Y avait-il jamais eu un tel recensement qui justifia d'entrer dans les maisons² ? » Dans son rapport annuel de 1898, le gouverneur général de Turkestan, le baron A. B. Vrevskij, se plaignit des difficultés à mener un recensement dans la région puisqu'une fatwa y avait été éditée interdisant aux fidèles de se faire recenser. La population aurait en outre attribué à cette opération une finalité purement fiscale³.

1. Elle organisait périodiquement ses propres dénombremments.

2. Archives d'état de la Fédération de Russie : GARF, f. 102, 2 D, 1896, d. 148, č. 1, l. 324 ob.

3. V. S. DJAKIN, *Nacional'nyj vopros vo vnutrennej politike carizma (XIX-načalo XXvv.)*, « LISS », St-Pétersbourg, 1998, p. 848.

Anticipant ces difficultés, les gouverneurs des régions avaient défini des territoires, et surtout des populations, pour lesquels le recensement allait se faire selon des règles particulières, dans les langues vernaculaires, avec un formulaire allégé, voire par la seule interrogation des élites villageoises. Dans le Caucase, au Turkestan, les recenseurs ne pénétrèrent finalement pas dans les maisons⁴.

Suivant les consignes du Congrès international de statistique, tout en les conciliant avec l'organisation sociale impériale, les bulletins contenaient une quinzaine de questions sur le nom, la position familiale, le sexe, l'âge, le lieu de naissance, l'ordre (*soslovie*), la confession, l'occupation, les incapacités physiques, la capacité à lire et le lieu d'éducation. Les données portant sur le lieu de résidence légale et de résidence effective ou encore sur l'accomplissement du service militaire répondaient aux exigences de surveillance du pouvoir. Enfin, la question de la langue – à partir de laquelle la composition ethnographique de l'empire devait être établie – fut intégrée au formulaire. Au terme de multiples discussions, la représentation de la diversité ethnique de l'empire fut fixée et fondée sur la reconnaissance d'un nombre déterminé de langues et de nationalités, dépassant la centaine.

L'organisation du recensement d'un empire

Le miroir et le contrôle

Lev Tolstoï à Moscou en 1882 ou Anton Tchekhov en 1897, qui participèrent aux recensements, témoignèrent de l'engagement de la société civile en faveur d'un savoir objectif et statistique. Le premier utilisa la métaphore du recensement comme miroir (*zerkalo*)⁵ en en faisant une instance de vérité et de moralité : la Russie se trouvait forcée de se regarder en face. En outre, il liait l'image de la société à « chacun de nous » dans un effort de responsabilisation individuelle, dont le résultat se matérialisait dans les données du recensement : « un miroir dans lequel, qu'on le veuille ou non, on regarde toute la société et chacun d'entre nous ». Répondre honnêtement aux questions, s'engager dans la réussite de l'entreprise étaient présentés comme un devoir civique (*graždanskij dolg*)⁶ qui concernait 150 000 recenseurs et 129 millions de sujets impériaux.

L'absence de données chiffrées régulières sur la population, en particulier sur sa composition professionnelle et sociale mais aussi sur son économie, était interprétée comme le signe de l'archaïsme du régime impérial. Le tableau offert par certains résultats du recensement devait permettre à la Russie de se confronter au reste du monde par la comparaison internationale⁷. En 1889, Semenov avait écrit au ministère des Affaires

4. RGIA, f. 1290, op. 10, n° 46, l. 127.

5. La métaphore sera reprise à l'époque soviétique, notamment pour le recensement de 1926.

6. I.I VIL'SON, « O perepisi naselenija S-Peterburga 28-30 Janvarja 1897 g. », *Izvestija IRGO*, t. XXXIII, Vy. 3, St-Petersbourg, 1897, p. 273.

7. Les critiques du recensement de 1897, dont celles de Lénine, voyaient dans les échecs du recensement et la faible fiabilité de ces données la preuve de l'incapacité de l'administration impériale à moderniser le pays.

intérieures pour faire valoir que « dans le monde entier » on savait que pour bien gouverner, l'État devait disposer de renseignements fiables et précis sur la population, sa répartition et sa composition⁸. Son projet de formulaire s'inscrivait dans la volonté de respecter les directives du CIS et de préserver l'autonomie du regard statistique garanti par des règles établies internationalement et scientifiquement. À cette conception du recensement comme miroir, fondement nécessaire à toute action politique, se mêlait celle qui en faisait un outil de contrôle et de surveillance.

Dès le début des années 1860, il avait été question d'introduire le recensement général en Russie⁹. Le bureau de statistique du ministère de l'Intérieur (MVD) et la Société de géographie (IRGO) avaient lancé un grand concours public sur la meilleure manière d'organiser un décompte de la population dans l'empire¹⁰. Le MVD avait envoyé deux statisticiens étudier les expériences anglaise et française¹¹. Une commission présidée par le sénateur réformateur A. K. Girs s'était réunie en 1874 pour statuer sur le sujet, alors que la décision d'instaurer le service militaire universel venait d'être prise la même année. Les débats se concentrèrent sur le souci d'améliorer le travail de contrôle administratif. Les statisticiens espéraient réunir à l'aide du recensement des renseignements sur la « population de fait ». Il s'agissait de fixer les bases d'une statistique courante fiable, gérée par la police et fondée sur les listes nominatives des habitants des villes et des villages. Les besoins immédiats de l'administration en termes de prévision – notamment pour les obligations militaires – et en termes de surveillance, étaient mis en avant. Les fonctionnaires devaient savoir non seulement combien de jeunes hommes pouvaient être intégrés dans l'armée, mais aussi combien d'entre eux échappaient chaque année au service. Alors que l'écrasante majorité des sujets de l'empire étaient inscrits et devaient résider dans leur lieu d'enregistrement – où ils payaient leurs taxes et qu'ils ne pouvaient normalement quitter sans autorisation collective – les statistiques allaient distinguer la résidence réelle (population de fait) de la résidence légale (*propiska*). Les données religieuses et nationales n'intéressaient pas que les savants ; les organisateurs du recensement espéraient avoir des renseignements « sur la répartition des juifs dans les lieux où leur résidence était limitée par la loi », ainsi que sur la répartition des Tatars et des colons non-russes¹². La commission sénatoriale finit par suggérer que les indications contenues dans le recensement acquièrent la valeur d'un acte juridique, permettant aux individus d'attester leur service militaire ou leur appartenance à une société rurale (*sel'skoe obščestvo*)¹³.

8. A. STANZIANI, « Les sources démographiques entre contrôle policier et utopies technocratiques, le cas russe, 1870-1926 », *Cahiers du Monde russe*, n° 38-4, octobre-décembre 1997, p. 469-470.

9. Sur l'histoire de l'élaboration du recensement de 1897, les meilleures sources sont « Očerok razvitiia voprosa o vseobščej narodnoj perepisi v Rossii », *Vremennik Central'nago Statističeskago komiteta Ministerstva vnutrennih del*, n° 16, 1890, p. 1-106, A. KOTEL'NIKOV, *Istorija proizvodstva i razrabotki vseobščej perepisi naselenija 28go janvarja 1897g.*, St-Petersbourg, 1909, P. I. PUSTOHOD, V. K. VOBLIJ, *Perepisi naselenija*, AN SSSR, Moscou, 1936.

10. A. A. KAUFMAN, *Statističeskaja nauka v Rossii*, Izdanie CSU, Moscou, 1922, p. 49.

11. GARF, f. 102, 2 D, 1896, d. 148, č. 1, l. 401 ob.

12. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 4, l. 37.

13. *Ibid.*

Au début des années 1880, les discussions sur le recensement reprirent. Dans un premier projet établi pour 1883, les réponses devaient se faire sur la base de documents ou d'indications individuels¹⁴. Finalement, le recours aux documents fut formellement interdit dans la décision finale de 1895, pour la raison qu'il fallait distinguer le recensement des révisions, « détestées par la population », et plus généralement des enquêtes fiscales au cours desquelles des documents pouvaient être exigés¹⁵. Mais les administrateurs doutaient de la capacité de la population à donner les réponses attendues¹⁶. Les représentants des départements du Conseil d'État s'interrogèrent sur l'expression « selon les indications des interrogés », source de « malentendus ». Semenov leur expliqua que les réponses devaient être fournies non pas par chaque membre d'un ménage, mais par le seul chef du foyer ou par un de ses membres, voire par exemple par les domestiques, en mesure de donner des renseignements très détaillés¹⁷. Demander aux interrogés de répondre fut présenté comme une tactique destinée à obtenir la confiance de la population, seule susceptible de garantir le succès du recensement¹⁸. Mais les individus n'avaient pas l'entière liberté de se définir, notamment dans leurs identités. Les questions devaient se fonder sur l'objectivité et non sur l'opinion, et le contrôle des réponses pouvait se faire *a posteriori*, comme ce fut le cas pour la question de la langue. Le recensement s'effectua donc par ménage auprès d'un seul membre du foyer, de préférence son chef, qui pouvait répondre pour tous les autres. Au Turkestan comme au Caucase, ou encore pour les foyers tatares, on précisa qu'il ne s'agissait pas d'interroger directement, ni même de demander la comparution des femmes¹⁹. Enfin, dans certaines régions, l'interrogation des seules élites, ou des voisins, fut finalement préconisée.

Après que la décision finale sur la tenue d'un recensement au cours du mois de janvier 1897 fut ratifiée par l'Empereur, une Commission principale du recensement (GPK), présidée par le ministre des Affaires intérieures, fut créée et organisa concrètement les opérations²⁰. En son sein, les statisticiens jouèrent un rôle technique subalterne, comme dans les assemblées provinciales présidées par les gouverneurs, chargées d'organiser le recensement sur le terrain. Au cours de ses quatre-vingt-dix-neuf réunions, la GPK s'en remit à l'avis de l'administration impériale, aux gouverneurs, tout en prenant en compte la diversité des conditions locales qui sapait l'idéal d'une applica-

14. En 1882, le nouveau ministre des Affaires intérieures, Tol'stoj, avait relancé l'idée d'effectuer un recensement ; en 1883, le CSK présentait son projet.

15. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 4, l. 150.

16. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 8.

17. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 9, ll. 309-314.

18. Institut international de statistique, session 1899, Christiana, S. PATKANOV, *Dépouillement des données sur la nationalité et classification des peuples de l'Empire russe d'après leur langue*, CSK-MVD, St-Petersbourg, 1899.

19. I. K. ZAGIDULLIN, *Perepis' 1897 goda i Tatarj Kazanskoj gubernii*, Tatar.Kn.Izd-vo, Kazan, 2000, p. 52.

20. Le président de la GPK était le ministre de l'Intérieur, le vice-président, Semenov. S. I. Tol'stoj, N. A. Trojnickij et V. O. Struve en étaient membres, ainsi que des représentants des ministères de la Porte impériale, des Affaires étrangères, de la Guerre, de la Mer, des Finances, de la Terre et des Richesses d'État, des Voies de communication, de l'Instruction publique, de la Justice, un représentant du Conseil d'État, du département de la foi orthodoxe, des institutions de l'impératrice Marie, RGIA, f. 1290, op. 10, d. 44.

tion universelle des principes du CIS. Elle décida de compléter le formulaire du recensement proposé par Semenov par une question sur l'accomplissement du service militaire et par une confrontation des renseignements sur la résidence légale avec les données sur le lieu de vie habituel. Elle établit aussi le schéma d'exploitation et de publication des résultats du recensement.

Dès que la GPK fut dissoute, le Comité central de la statistique (CSK) refusa d'utiliser les renseignements sur la résidence ou le service militaire en prétextant la faiblesse des données recueillies²¹. Les statisticiens publièrent alors les premiers résultats selon leur propre schéma d'exploitation. Parallèlement à ces discussions, les journaux intervinrent et le recensement devint l'objet de discussions publiques²². En 1901, puis en 1902, des consultations interministérielles réunirent à nouveau les différentes administrations et un nouveau plan d'exploitation fut défini, puis utilisé pour les publications.

Un regard qui différencie

L'implication des administrateurs tsaristes dans le recensement révèle leur vision profondément différenciée de la population. L'uniformisation et l'intégration administrative, qui constituaient l'un des enjeux majeurs des réformes du XIX^e siècle, étaient loin d'être achevées, en particulier dans le cas des régions non-russes dont les habitants n'étaient pas concernés par les réformes libérales des années 1860 (organisation des *zemstva*, réformes de la justice). Aux statisticiens et aux membres de la GPK, l'empire apparaissait si vaste et si varié qu'il leur était difficile de croire en la possibilité d'appliquer partout le même schéma de recensement et les mêmes règles. Hiérarchisation légale et administrative, hiérarchisation en termes sociaux et d'évolution dans la « civilisation » se mêlaient dans une pratique qui ne pouvait envisager l'uniformisation que par l'application de règles spécifiques. Au moment où il présentait les résultats du recensement à l'Institut international de statistique, le nouveau président du CSK, N. A. Trojnickij, priait « de ne pas oublier que ce qui fait l'originalité d'un pays comme [le nôtre], la variété des races qui l'habitent et des conditions dans lesquelles ces races sont placées, est cause de la difficulté et, je puis presque dire, de l'impossibilité d'appliquer à notre immense pays les procédés statistiques de l'Europe occidentale ». Il insistait encore sur le fait que cela présentait d'autant plus de difficultés en Russie que « la grande diversité des nationalités et les différences que l'on constate dans leurs modes de vie ne permettent que très difficilement de trouver une base de comparaison. C'est par là que la statistique russe officielle se rapproche de la statistique internationale, car quoiqu'elle ne s'applique qu'à un seul empire, elle relie une multitude de faits d'espèces diverses, dont elle fait un ensemble²³ ».

Cette difficulté de faire entrer dans un cadre homogène l'ensemble des sujets du tsar révèle le rapport complexe de l'administration tsariste à un espace et à des populations qu'elle ne contrôlait pas uniformément. Dans le Caucase, suite à une demande des autorités

21. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 84.

22. X. Z., « Perepisnoj material v obrabotke CSK », *Sankt Peterburskie vedomosti*, 1 (13) avril 1898, n° 89.

23. *Bulletin de l'Institut International de Statistiques*, t. IX, 1899, p. 42-43.

locales, les individus répondirent comme ailleurs sur leur langue maternelle, mais on leur demanda aussi leur nationalité²⁴. Le gouverneur de l'immense province du Turkestan ne put imposer que les populations kirghizes (kazakhes) sédentaires soient comptabilisées dans un programme de recensement allégé. En revanche trois « allègements » furent obtenus : les femmes ne furent pas directement interrogées, les recenseurs n'entrèrent pas dans les maisons, en outre en fonction des circonstances, les réponses aux questions 6, 7, 8, 9, 10 et 11 pouvaient ne pas être fournies²⁵. Le chef de l'armée de l'oblast' du Don se montra au contraire soucieux de recueillir des renseignements aussi complets sur les nomades que sur les sédentaires.

Dans le règlement du recensement publié après ratification du tsar le 5 juin 1895, le premier article stipulait qu'il s'appliquait à tout l'empire. Néanmoins, en note, il était immédiatement spécifié que – pour les seuls allogènes (*inorodcy*) – dans les régions frontalières et asiatiques, au Turkestan comme dans le Caucase, dans la région des steppes comme en Sibérie, des dérogations aux règles générales étaient admises²⁶. Le ministre des Affaires intérieures et le Conseil des ministres ratifièrent ces dernières, précisées au cours de réunions de la GPK. Le problème qui se posait dès lors, étant donné l'étendue des territoires concernés, était de définir qui étaient ces allogènes. Au cours du recensement, le terme d'*inorodcy* fut peu utilisé dans son acception juridique, définissant les membres d'un ordre (*soslovie*) particulier²⁷. Il fut appliqué avec une grande élasticité, désignant généralement les peuples autochtones non-russes, particulièrement de la partie asiatique.

Ainsi, dans la circulaire n° 94 de la GPK, adressée aux gouverneurs des provinces, les *inorodcy* étaient les peuples non-russes²⁸. La circulaire entendait résoudre les problèmes liés à la fois à la traduction des bulletins et aux dérogations. Les gouverneurs devaient fournir au centre des renseignements sur les langues, les dialectes, sur la composition et la répartition des tribus et des nationalités de leurs provinces. On s'y référait aussi aux particularités coutumières (*byt*) de la population. Une liste des « tribus et nationalités » était jointe à la circulaire du gouvernement. Elle devait être vérifiée et complétée. Enfin, il était précisé que, lorsque l'entretien individuel paraissait impossible, il fallait trouver des procédés alternatifs, puisque « le but principal du recensement est qu'aucun homme n'échappe à l'identification »²⁹. La circulaire n° 94 s'appliquait tout d'abord à des lieux, puis concernait principalement les nationalités non-russes définies par l'utilisation d'une autre langue, avant de s'intéresser aux populations nomades, les seules pour lesquelles un comptage non individuel des recensés fut finalement toléré et un formulaire allégé imprimé³⁰.

24. Institut international de statistique, session 1899, Christiana, S. Patkanov, *op. cit.*

25. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 64, l. 146.

26. « Au sein de la population *inorodcy* des gouvernements d'Arkhangelsk, d'Astrakhan, d'Orenbourg, des *oblasti* de Transcaspienne, d'Oural'sk, de Tourgai, d'Akmolinsk, de Sémipalatinsk et de Sémirétchié, ainsi que dans les *kraj* du Caucase et du Turkestan, et dans les gouvernements et *oblasti* de Sibérie, les règles du règlement seront appliquées avec dérogation », *Vysočajšee utverždennoe 5-go Ijunja 1895 goda, Položenie o pervoj vseščej perepisi naselenija Rossijskoj Imperii*, St-Petersbourg, 1896, p. 6.

27. Sur la catégorie d'allogènes, cf. chapitre 4.

28. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 28, circulaire n° 94.

29. *Ibid.*

30. Formulaire G, RGIA, f. 1290, op. 10, d. 62, l. 13.

Ainsi, alors que la population était normalement soumise à une interrogation individuelle, voire même dans les villes, à l'obligation de remplir directement le formulaire, dans certaines régions les recenseurs s'en remettaient aux indications des seules élites. Semenov préconisa un comptage simplifié en multipliant le nombre de yourtes par celui de la composition moyenne des familles « dans les périphéries lointaines et peu cultivées de notre immense patrie, peuplées *d'inorodcy* à moitié sauvages »³¹. Selon les décisions prises à la 32^e réunion de la GPK, dans le gouvernement d'Arkhangelsk, le recensement de la population samoyède des toundras de Kainsk, de Timan et de la Bol'shezemel'skaja toundra fut mené pendant les réunions des clans par le biais d'une vérification des registres des tribus. Des interrogatoires supplémentaires étaient prévus pour fournir des réponses aux questions subsidiaires³². Dans le gouvernement de Tobolsk, un contrôle conjoint des listes de clans et des registres d'imposition fut organisé ; mais pour les *inorodcy* orthodoxes, les recenseurs se contentèrent d'inspecter les registres paroissiaux. Toutes ces données devaient être vérifiées au cours des foires d'hiver en questionnant les princes et les représentants des clans³³. Dans l'oblast' d'Ouralsk, le simple comptage des personnes par exploitation fut jugé suffisant pour recenser la partie nomade de la population kirghize (kazakhe)³⁴.

Les pratiques de recensement

Très tôt, le recensement de 1897 fut critiqué pour son caractère administratif et policier. Au niveau local des fonctionnaires et des notables sans formation statistique en avaient été les responsables. Dans les années 1910, la préparation d'un second recensement alimenta le projet de réformer l'administration statistique : il s'agissait d'établir un maillage local plus serré de bureaux statistiques, tout en confiant ces bureaux à des spécialistes scientifiques. Les organisateurs des futurs recensements ont été hantés par le mauvais souvenir de 1897, par son « bureaucratisme » et par l'absence de participation « des forces sociales »³⁵, sans même évoquer la présence massive de la police³⁶.

Le caractère autoritaire des opérations s'exprima en particulier dans la composition des commissions locales, qui suscita craintes et révoltes dans la population. Le recensement reproduisait la hiérarchie administrative impériale du ministère de l'Intérieur. Seule la fonction de chargé de mission, nommé aussi par le MVD, fut créée pour l'occasion, afin de surveiller et de coordonner les opérations dans deux ou trois gouvernements. Au sein de chaque province (gouvernement et oblast'), les commissions de recensement

31. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 8, l. 5.

32. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 68, l. 9 ob.

33. *Ibid.*, l. 10 ob.

34. *Ibid.*

35. A. KOTEL'NIKOV, *Istorija proizvodstva i razrabotki vseobščej perepisi naselenija 28-go janvarja 1897 g.*, St-Petersbourg, 1909.

36. Lors du recensement de 1939, dans leurs rapports sur la relation de la population au recensement, les recenseurs appréciaient particulièrement les récits des personnes âgées et leurs critiques des pratiques impériales de 1897.

étaient présidées par le gouverneur, aidé du président et du secrétaire du comité de statistique local. Au niveau régional (*uezd*), le maréchal de la noblesse, le chef de police de district (*ispravnik*)³⁷, l'inspecteur des impôts présidaient aux débats. Les gouverneurs nommaient de préférence leurs fonctionnaires à la tête des circonscriptions de recensement. De son côté, la police, puis la gendarmerie, se chargeaient de vérifier la bonne tenue politique et morale des recenseurs appointés. Ils écartèrent ainsi plusieurs représentants musulmans³⁸.

Dans les campagnes de Russie d'Europe, les surintendants ruraux (*zemskie načal'niki*) eurent la responsabilité du recensement³⁹. Les starchines des bourgs (*volost'*), les starostes des villages, c'est-à-dire les élites locales qui tenaient le registre des habitants, étaient instructeurs. Dans les villes, la liste des résidents avait été établie sur la base des registres détenus par les concierges ou des membres des sociétés d'ordres.

Le Saint-Synode orthodoxe demanda aux prêtres de commenter les bulletins du recensement dans leurs visites aux paroissiens, au moment des prêches ou dans les écoles. Les prêtres orthodoxes furent omniprésents parmi les recenseurs, même dans les villages où d'autres confessions étaient majoritaires et malgré les recommandations (peu respectées) précisant que ces derniers devaient être recrutés parmi les élites autochtones⁴⁰.

En dépit d'une rhétorique faisant du recenseur un modèle de bon comportement civique, dont l'engagement volontaire et bénévole était récompensé par le don d'une médaille en bronze ou encore de blouses (pour les recenseurs kirghizes), ceux qui se sentaient et se voulaient en marge de la société impériale perçurent le recensement comme une menace. Dans les instructions fournies aux recenseurs, il leur était précisé qu'ils devaient avoir un comportement exemplaire, empreint de politesse et d'honnêteté⁴¹. Parce qu'ils étaient lettrés, qu'ils arboraient l'insigne officiel du recensement et qu'ils portaient un encrier et une serviette fournis pour l'occasion, les recenseurs étaient les représentants d'un État moderne et développé, mais de type russe. La Commission générale du recensement (GPK) recommanda d'utiliser comme recenseurs des membres du clergé, des instituteurs, des propriétaires fonciers, des intendants, autrement dit des habitants instruits, mais en russe. Le gouverneur général de Varsovie fit la demande d'utiliser en priorité des recenseurs russes⁴², quand ceux des provinces de

37. GARF, f. 102, 2D, 1896, č. 1, d.148, l. 86, « Instructions aux membres de la police de *uezd* sur leur activité pendant les opérations de recensement ».

38. I. K. ZAGIDULLIN, *op. cit.*, p. 49.

39. Cette fonction avait été instaurée depuis peu au bénéfice de la petite noblesse, et l'intelligentsia, comme A. Tchekhov, en dénonçait la totale incompétence.

40. Dans le gouvernement de Kazan, l'envoyé de St-Petersbourg insistait sur la nécessité d'engager des Tatars, des mollahs, des musulmans dans les tâches du recensement. Sa présence aux réunions de la commission du recensement suffit à ce que des musulmans fussent intégrés dans la commission de recensement. Mais après son départ leur présence se raréfia. Après le début des révoltes, la plupart des mollah refusèrent de devenir recenseurs, I. K. Zagidullin, *op. cit.*, p. 50 et p. 71.

41. GLAVNAJA PEREPISNAJA KOMMISSIJA, *Vseobščaja perepis' naselenija : Proekt nastavlennaja sel'skim ščëčikam*, 1896, p. 8.

42. RGIA, f. 1290, op. 10, d.64, ll. 146 ob-147.

Kiev, Podolsk et Volhynie estimèrent que l'édition de bulletins en allemand, tchèque et polonais, n'était d'aucune utilité, les habitants connaissant suffisamment le russe⁴³.

La difficulté à trouver des recenseurs dans un pays peu lettré et dans des localités où la présence russe n'était pas toujours bien assurée, entraîna un assouplissement de ces règles. Les gouverneurs demandèrent aux dignitaires des religions non orthodoxes de prendre leur part du recensement, du moins en accompagnant les recenseurs. Même pour les vieux-croyants, dont la confession était encore interdite, la commission du recensement précisa qu'il était nécessaire d'employer des fidèles de leur croyance.

En août 1896, le MVD diffusa une circulaire visant à prévenir toute réaction négative de la population. La traduction des bulletins dans les langues vernaculaires devait en particulier contribuer à bien disposer les populations envers le recensement⁴⁴.

Alors que des difficultés étaient apparues dans les provinces de la Volga, les gouverneurs ordonnèrent de rédiger des brochures explicatives en tatar (alphabets arabe et cyrillique), bachkir, oudmourte, tchérimisse (mari), tchouvache pour déjouer les appréhensions⁴⁵. L'autorité musulmane suprême de Russie – appointée par le tsar – le mufti d'Orenbourg, s'adressa aux akhuni et aux mollahs pour qu'ils expliquent le recensement à leurs fidèles. Mais bientôt, la police constata que même le clergé musulman n'exerçait « visiblement plus d'influence morale » sur les villageois⁴⁶. Dans le gouvernement d'Oufa, l'akhun Abdulgalimov, envoyé du mufti, dut être évacué du village de Mitrjaevo sous les injures. Le bruit se répandit dans la région que l'akhun comme le mufti s'étaient convertis à l'orthodoxie en secret⁴⁷. Le recours, ambigu et mal utilisé sur le terrain, à la médiation des élites traditionnelles, elles qui normalement recueillaient, conservaient les informations sur la population et servaient d'intermédiaires entre le pouvoir impérial et les villageois, ne suffit pas à empêcher les mouvements de révolte.

Dans certaines provinces, le recensement apparut comme une opération administrative autoritaire, symbolisée par l'omniprésence des fonctionnaires et de la police russe, comme une avancée du pouvoir central dans des espaces dont l'autonomie était menacée. La reproduction d'une croix auprès des armoiries du souverain sur les bulletins comme sur l'insigne des recenseurs provoqua l'inquiétude des habitants non chrétiens des régions de la Volga⁴⁸. Les brochures sur le recensement publiées par le MVD présentait l'idéal d'une vie à l'européenne, pour laquelle il s'agissait de prévoir les quantités de pain nécessaires en cas de mauvaises récoltes, le nombre d'écoles à ouvrir, de médecins et de pharmaciens à installer, de routes, de foires et de bazars à construire dans les villages⁴⁹. Mais les progrès de cette modernité dans les villages, qui s'étaient matérialisés par l'installation de cloches sur les hôpitaux ou sur les bornes à incendie,

43. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 22, l. 254.

44. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 28, circulaire n° 94.

45. I. K. ZAGIDULLIN, *op. cit.*, 2000.

46. GARF, f. 102, 2D, 1896, d. 148, ç. 1, l. 119 ob.

47. L'idée que le clergé musulman avait voulu, à l'instar des prêtres orthodoxes, un salaire et recevoir des terres se propagea également. I. K. Zagidullin, *op. cit.*, p. 157.

48. GARF, f. 102, 2D, 1896, ç. 1, d. 148, l. 305ob.

49. I. K. ZAGIDULLIN, *op. cit.*, p. 111 et 114.

avaient déjà entraîné des révoltes dans les villages tatares. La présence de la cloche symbolisait à leurs yeux la volonté d'intégration de leur territoire à l'orthodoxie russe⁵⁰.

Les tensions qui préexistaient au recensement ont été exacerbées dans les territoires où les élites traditionnelles n'avaient été que tardivement et marginalement impliquées dans les préparatifs. Elles refusèrent fréquemment de servir d'intermédiaires en devenant recenseurs, comme dans les régions de la Volga où la population, majoritairement musulmane s'était massivement et violemment révoltée contre le recensement.

Les révoltes contre le recensement

Le recensement de 1897 marqua certes une étape dans la progression de l'État au sein des régions non-russes de l'empire. Mais les révoltes de 1897, répondant à des enjeux politiques, éclaireront le rapport d'une partie des habitants non russes et non orthodoxes à l'État central : elles révélaient l'ampleur de la résistance à la politique d'intégration et d'assimilation impériale. Dans son refus du recensement, le monde local affirmait son autonomie⁵¹. Dans la subversion, des revendications politiques et identitaires discordantes acquièrent une nouvelle visibilité.

La résistance à l'organisation du recensement dans diverses provinces – la région de la Volga, les provinces de Siedlce et Lublin de l'ancien royaume de Pologne, mais aussi certaines parties de l'Asie centrale et de l'Extrême-Orient –, se manifesta au cours d'une série d'incidents publics. Les gouverneurs d'Oufa, de Samara et de Kazan, chargés du bon déroulement des opérations de recensement, estimèrent, chacun, devoir envoyer des troupes pour calmer les révoltes et obtenir la participation de la population au recensement⁵². Dans le gouvernement général de Varsovie, le refus d'obtempérer se solda par des arrestations⁵³, en outre que les recenseurs furent exceptionnellement autorisés à demander des renseignements auprès de l'administration locale⁵⁴.

Les configurations spatio-temporelles des révoltes ressemblent aux phénomènes d'explosion populaire, mieux étudiés dans le cas de la paysannerie russe. Dans leurs rapports, les agents de l'administration impériale cherchèrent à reconstituer la carte de l'opposition au recensement, qui recouvrait celle de la propagation des « fausses rumeurs » concernant la conversion forcée des musulmans ou la reconnaissance de la confession uniaste. Dans les régions de la Volga, à en croire les récits de la police et des gouverneurs, l'agitation contre le recensement n'avait commencé qu'au mois de décembre 1896, à l'occasion des recensements probatoires et de la constitution des listes des résidents. Auparavant, l'intervention des surintendants ruraux chargés d'expliquer

50. En 1878-1879, des révoltes avaient eu lieu dans le gouvernement de Kazan contre l'installation de poteaux à incendies, I. K. ZAGIDULLIN, *op. cit.*, p. 141.

51. Paul W. WERTH, « From Resistance to Subversion : Imperial Power, Indigenous Opposition and their Entanglement », *Kritika*, n° 1 (1), printemps 2000, p. 21-43.

52. Les troupes envoyées dans les lieux des troubles furent : pour le gouvernement de Samara, un détachement local et cinq compagnies de bataillon ; pour le gouvernement de Kazan, six compagnies. GARF, f. 102, 2D, 1896, d. 148, ç. 1, l. 238.

53. *Ibid.*, l. 335.

54. *Ibid.*, l. 372 ob.

le recensement n'avait posé aucune difficulté. Dans le gouvernement d'Oufa, les autorités s'interrogèrent d'autant plus sur le caractère soudain des révoltes qu'elles furent violentes⁵⁵. Nous n'avons pas le chiffre global du nombre de personnes concernées, mais d'après les différents rapports en notre possession, le soulèvement fut massif. Par exemple, dans le district de Belebej, 3 000 Bachkirs refusèrent de se faire recenser⁵⁶, dans celui de Menzelinsk, presque tous les villages musulmans agirent de même⁵⁷. Dans le gouvernement de Samara, le mouvement d'opposition toucha trente villages tatars, soit 45 000 âmes⁵⁸. Pour le gouvernement de Kazan⁵⁹, le mouvement concerna presque tous les villages des neuf districts où habitaient des Tatars (par exemple « l'uezd de Čistopol où vivaient 100 000 Tatars et autres *inorodcy* »).⁶⁰

Les formes de cette opposition allèrent du refus de faire entrer les recenseurs dans les villages jusqu'à leur assassinat et à des révoltes insurrectionnelles de villages entiers qui échappèrent à tout contrôle central, comme en témoignent les rapports de police. Dans le gouvernement d'Oufa, à Karkali, village bachkir, les habitants, menaçants, déclarèrent qu'ils ne permettraient en aucun cas la tenue d'un recensement chez eux et frappèrent les trois recenseurs du village⁶¹. L'un d'entre eux – Vitkovsky – mourrut⁶². Les violences physiques envers les recenseurs étaient monnaie courante. Dans la province de Siedlce, « cinquante personnes armées de bâtons » exigèrent qu'on leur rende les formulaires déjà remplis et allèrent les rechercher jusqu'à la demeure des recenseurs. Cinq cents autres refusèrent de se faire recenser si l'on ne pouvait pas répondre en polonais aux questions⁶³. Dans le gouvernement de Kazan, les Tatars menacèrent de tuer tous les recenseurs ou encore de se suicider plutôt que de laisser se dérouler le recensement⁶⁴. Les brochures, les bulletins, les insignes que portaient les recenseurs furent déchirés ou arrachés⁶⁵. Les rapports décrivent de véritables émeutes. Dans le district de Menzelinsk, une foule de mille habitants se réunit et s'opposa à la venue du surintendant rural et du chef de la police locale, qui après avoir été frappés, se retirèrent⁶⁶. Dans le village d'Usali, le jour du bazar, alors que les organisateurs locaux du recensement s'étaient réunis, un groupe de Tatars, « musulmans des villages alentours », forcèrent la porte de la Direction

55. *Ibid.*, I. 316.

56. *Ibid.*, I. 151 ob.

57. *Ibid.*, I. 314.

58. *Ibid.*, I. 263.

59. *Ibid.*, I. 169.

60. *Ibid.*, I. 185. L'historien I. K. Zagidullin en conclut que dans le gouvernement de Kazan, la révolte contre le recensement constitua le plus grand mouvement populaire de la seconde moitié du XIX^e siècle, touchant un tiers des communes, 422 villages et 80 % des villages musulmans du district de Kazan, I. K. ZAGIDULLIN, *op. cit.*, p. 184-185.

61. GARF, f. 102, 2D, 1896, d. 148, ç. 1, I. 82.

62. *Ibid.*, I. 328 ob.

63. *Ibid.*, I. 166, I. 365.

64. *Ibid.*, I. 169.

65. *Ibid.*, I. 197 ob ; lettre du procureur de la cour de l'okrug de Sarapul, le 30 décembre : un instituteur recenseur se présente au village de Nucu, « ils lui crient “nous savons tous qu'il faut te tuer”, ils le frappent, arrachent les boutons de son vêtement et son insigne de recenseur et crient “que viennent le surintendant rural, le chef de la police rural (*ispravnik*) et même dix subalternes de la police (*urjadniki*), ils seront, comme toi, tués de toute façon, nous défendrons notre foi jusqu'à la mort” ».

66. *Ibid.*, I. 317.

du district et violentèrent le staroste et les recenseurs. Un prêtre fut insulté et malmené, et les insurgés commirent le sacrilège d'endommager le portrait du tsar⁶⁷. À la suite de cet incident, des Tatars se rassemblèrent et s'en prirent à la population russe⁶⁸. Les incidents agitérent des foules, discutants, s'échauffant, menaçant et entonnant des chants religieux pour se protéger du recensement forcé⁶⁹.

L'envoi de troupes, l'exercice par les gouverneurs de leur pouvoir judiciaire d'exception permirent finalement la réalisation du recensement. Le gouverneur de Samara décrit en détail, dans son rapport au ministre de l'Intérieur, comment passant de village en village, il explique le caractère obligatoire du recensement. S'adressant à la population locale réunie pour l'occasion, il punit immédiatement les meneurs, auxquels des peines corporelles sont infligées sur la place publique et en sa présence⁷⁰. Dans le gouvernement de Viatka, pourtant moins touché par les mouvements de résistance, 63 personnes sont arrêtées et 12 jugées⁷¹. Dans le village de Borovsk, du gouvernement de Samara, 19 personnes reçoivent de 4 à 100 coups de verges⁷². Dans le gouvernement de Kazan, des mises à mort sont ordonnées et rapidement exécutées.

Les rapports de police, de gendarmerie et la correspondance entre le ministère de l'Intérieur et les gouverneurs permettent d'appréhender ces troubles. Le recensement fut interprété comme une opération visant au baptême forcé des non-orthodoxes. Les plaquettes annonçant la tenue du recensement et apposées à la croisée des chemins, s'ornaient d'une main donnant une bénédiction⁷³. Les Russes auraient participé à la diffusion de la rumeur du baptême forcé des musulmans⁷⁴. Depuis son intégration à l'Empire au XVI^e siècle, la région de la Volga avait fait l'objet de campagnes de conversions forcées dont une des méthodes consistait en l'inscription des musulmans dans les registres paroissiaux orthodoxes. On perçoit dans les événements de 1897 la vivacité de la mémoire historique des violentes campagnes de prosélytisme menées dans cette région, particulièrement au XVIII^e siècle. Ces rumeurs sur les conversions se comprenaient d'autant mieux dans un contexte où le prosélytisme orthodoxe avait repris énergiquement sous la férule du directeur du Saint-Synode, K. P. Pobedonostsev et de son conseiller Il'minsky⁷⁵. Sous la protection

67. L'affaire est décrite en détail : « Quand les Tatars se jetèrent sur le prêtre, ce dernier prit le portrait de (...) l'Empereur qui pendait au mur et leur montrant dit que lui, prêtre, était venu là non de par sa propre volonté mais de par celle de l'Empereur. Alors un paysan (...) arracha le portrait et avec les mots "encule ta mère, tu portes ta croix" le frappa de telle manière que la couronne, le sceptre et le globe, posés sur le haut du cadre du portrait, volèrent en éclat et le cadre même fut détérioré », *ibid.*, l. 107-108.

68. *Ibid.*, l. 132 ob.

69. *Ibid.*, l. 317ob.

70. *Ibid.*, l. 259-268 ob.

71. *Ibid.*, l. 307 ob.

72. *Ibid.*, l. 309 ob.

73. *Ibid.*, l. 305 ob.

74. *Ibid.*, l. 98.

75. Sur Il'minsky, Jean SAUSSAY, « Il'minsky et la politique de russification des Tatars, 1865-1891 », *Cahiers du Monde Russe et Soviétique*, vol. VIII-3, juillet – septembre 1967, p. 404-426, E. KREINDLER « A Neglected Source of Lenin's Nationality Policy », *Slavic Review*, mars 1977, vol. 36, n° 1, p. 86-100, Robert P. GERACI, *Window on the East : National and Imperial Identities in Late Tsarist Russia*, Cornell University Press, Ithaca-London, 2001, Paul W. WERTH, *At the Margins of Orthodoxy : Mission, Governance, and Confessional Politics in Russia's Volga-Kama Region, 1827-1905*, Cornell University Press, Ithaca-London, 2001.

de l'État, les nouvelles missions se lancèrent dans une série de polémiques publiques contre la religion musulmane, elles organisèrent des écoles orthodoxes où l'enseignement se faisait dans les langues vernaculaires et formaient des missionnaires autochtones. Dans les provinces bachkires, cette offensive se solda par un doublement du nombre des églises de 1877 à 1897, alors que de 1884 à 1905, le nombre d'élèves des écoles de paroisses passa de 100 000 à 2 millions⁷⁶.

Les craintes des musulmans d'une conversion religieuse traduisaient leur angoisse face à l'acculturation et, à terme, l'assimilation culturelle. Une erreur de traduction en tatar dans les brochures d'explication du recensement avait semé le trouble. La connaissance de la composition par âge de la population permettrait, était-il indiqué, de prévoir la construction d'écoles. Les traducteurs, au lieu d'utiliser les dénominations renvoyant au système d'enseignement musulman (*maktab*, *madrassa*) ou de transcrire le terme russe d'*učilišče*, plus neutre, utilisèrent celui de *škola*, à connotation orthodoxe. Les Tatars y virent une intention du gouvernement d'ouvrir dans leurs villages des écoles russes⁷⁷. En 1870, pour la première fois, des actes réglementaires du ministère de l'Instruction publique organisaient l'enseignement des allogènes. Fondés sur les modèles coloniaux des Indes anglaises et de l'Algérie française, ils prévoyaient le développement des écoles d'État russo-tatares, russo-tchouvaches, russo-kirghize, dans lesquelles l'enseignement se faisait dans les langues vernaculaires, puis en russe, dans le double but de promouvoir l'alphabétisme et le bilinguisme pour les élites. En outre, on précisait que dans les écoles musulmanes, les enseignants devaient également connaître le russe et l'enseigner. Dans les *maktab* et *madrassa*, des classes de russe payées par la communauté paysanne, devaient être organisées.⁷⁸ En 1888, dans le gouvernement de Kazan, une directive régionale rappelait cette règle peu respectée en exigeant du clergé musulman la connaissance du russe, tandis qu'en 1892 les manuscrits sur lesquels se fondait l'éducation dans les écoles musulmanes furent interdits.⁷⁹ La querelle scolaire qui sévissait dans les régions de la Volga s'inscrivait dans le long terme. Les musulmans insistaient sur leur refus de voir s'installer dans leurs villages des écoles qui diffuseraient et rendraient obligatoires « la lecture et l'écriture (*gramota*) russe ». Ils craignaient l'enseignement étatique et orthodoxe qui, en affaiblissant les écoles musulmanes ou en les russifiant, pouvait « corrompre la jeunesse » et détruire la communauté non seulement musulmane, mais tatare⁸⁰. Dans son récit sur la résistance au recensement de 1897 dans le gouvernement de Viatka, le chef de la gendarmerie expliquait que la population musulmane craignait que le pouvoir chercha à « parvenir à la destruction de la *narodnost'* tatare »⁸¹. Afin de rassurer les musulmans, les gouverneurs d'Orenbourg, de Samara ou de Kazan finirent par publier des

76. Charles Robert STEINWEDEL, *Invisible Threads of Empire : State, Religion, and Ethnicity in Tsarist Bashkiriya, 1773-1917*, Ph D Dissertation, Columbia University, 1999, p. 183.

77. Lettre d'un responsable de la commission du recensement au ministre de la Justice, 23 décembre 1896, GARF, f. 102, 2D, 1896, d. 148, č. 1, l. 141 ob.

78. Wayne DOWLER, « The Politics of Language in Non-Russian Elementary Schools in the Eastern Empire, 1865-1914 », *The Russian Review*, Vol. 54, Octobre 1995, p. 516-38.

79. I. K. ZAGIDULLIN, *op. cit.*, p. 101.

80. GARF, f. 102, 2D, 1896, d. 148, č. 1, l. 305.

81. *Ibid.*

circulaires expliquant que les droits religieux et l'enseignement musulman ne seraient pas remis en cause par le recensement⁸², mais les rumeurs se propagèrent néanmoins et se nourrissent d'autres angoisses. Sa réalisation fut perçue comme l'annonce d'un retour au servage, et cette anxiété se diffusa jusqu'à la population paysanne russe environnante⁸³. Le souvenir des révisions et l'annonce du développement des infrastructures (routes, hôpitaux, pharmacies) firent craindre des augmentations d'impôt. Alors que les campagnes dans les provinces centrales souffraient de surpeuplement et que le souvenir de la famine de 1891-1892 était vif, les paysans craignaient d'être envoyés de force vers les frontières chinoises ou vers les régions de l'Amour, de Tachkent et du Caucase, révélant ainsi leur bonne connaissance du territoire impérial. Les musulmans craignaient que pour les christianiser, on oblige les femmes tatares à divorcer et à épouser des hommes russes et les maris tatars à prendre pour épouses des Russes, selon une politique de mariages mixtes très occasionnellement promue par le régime impérial⁸⁴.

Le refus des identités assignées

La révolte des uniates contre le recensement s'expliquait par le refus de se voir comptés et donc définis comme orthodoxes. L'Église uniate, catholique mais de rite orthodoxe, avait été définitivement interdite, puisque réunie à l'orthodoxie en 1839, sauf dans les anciens territoires de la Pologne, où son éradication en 1875 se fit dans la violence⁸⁵. Les « ex-uniates » comme les désignaient les inspireurs du recensement, furent ainsi inscrits comme orthodoxes, alors qu'ils s'estimaient, dans leur grande majorité, catholiques. En 1897, dans les régions les plus récemment converties, ils exigeaient de voir leur rattachement au catholicisme reconnu par enregistrement dans les bulletins de recensement. Inséparable des questions religieuses, l'enjeu national se manifestait dans ces régions par la volonté du tsar d'intégrer à l'ensemble culturel russe et orthodoxe les uniates de nationalité ukrainienne⁸⁶. En faisant des « ex-uniates » des orthodoxes, on favorisait « l'élément » russe dans ces régions, du moins dans les statistiques confessionnelles, voire linguistiques ou ethniques, les « Petits-Russes » (Ukrainiens) étant considérés comme appartenant à l'ensemble grand-russe.

Les révoltes contre le recensement, avec leur rhétorique religieuse, s'inscrivent plus généralement dans le refus des politiques d'assimilation telles qu'elles étaient menées par le pouvoir russe. La dimension religieuse est fondamentale et ne peut être distinguée d'enjeux qui sont aussi nationaux, prouvant combien ces deux questions étaient entremêlées dans un espace où les autonomies institutionnelles et culturelles étaient remises en cause. Les questions linguistiques et scolaires, l'idée d'un avenir où les nouvelles

82. *Ibid.*, I. K. ZAGIDULLIN, *op. cit.*, reproduction du document dans le cahier central.

83. GARF, f. 102, 2 D, 1896, d. 148, ç. 1, l. 171.

84. I. K. ZAGIDULLIN, *op. cit.*, p. 130, p. 141. À propos de la technique de l'intermariage comme outil de conversion religieuse, Robert P. GERACI, *op. cit.*, p. 21 et p. 47.

85. Sur la réunion de 1875, Theodore R. WEEKS, « The "End" of the Uniate Church in Russia : the Vozsoedinenie of 1875 », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, Band 44, Hef 1, 1996, p. 28-40.

86. Mais anciens sujets du royaume de Pologne et proches du clergé catholique polonais, ces uniates s'identifiaient comme Polonais.

générations plus instruites joueraient un rôle fondamental, ou encore celle de la représentation des peuples selon leur poids démographique, étaient également agitées par les élites locales. Pour les opposants au recensement des provinces de la Volga, présenter les musulmans tatars selon des critères désavantageux par rapport aux Russes⁸⁷, était un des buts de ce comptage.

Le recensement fut perçu comme un moyen de définition ou de possible redéfinition identitaire, d'autant plus qu'il n'était pas vécu comme une campagne d'information, mais comme une opération juridique à l'instar des révisions. Les troubles du recensement furent ainsi liés à la volonté de faire du bulletin un véritable marqueur d'identité, mais d'une identité revendiquée par ses porteurs et non plus assignée par l'État. Ce fut en particulier le cas pour les uniates. L'utilisation du recensement comme courroie de transmission vers les instances dirigeantes, le souverain, en corrélation avec d'autres moyens plus traditionnels comme les pétitions, expliquait les troubles du gouvernement de Varsovie, les uniates se persuadant que Nicolas II était prêt à reconnaître l'existence de leur foi.

Avant le recensement, la GPK avait statué qu'il était possible de répondre à la question 11 du formulaire par « uniates catholiques » ou « uniates orthodoxes ». Les organisateurs du recensement avaient conçu la question de la religion comme une question libre et ils avaient ainsi espéré obtenir des données sur les confessions interdites. Mais, sous la pression conjuguée du Saint-Synode et du gouverneur général de Varsovie, la GPK avait accepté que la notification sur la confession des uniates « qui hésitaient » se fasse sur la base des renseignements possédés par les fonctionnaires locaux⁸⁸. Un ordre secret, destiné au clergé orthodoxe, donnait non seulement des conseils pour la nomination des recenseurs, mais expliquait « qu'il était autorisé pendant le recensement de ne pas s'enquérir de la religion ». Bientôt au courant de cette directive, dont des copies avaient été diffusées dans les villages⁸⁹, les uniates réclamèrent le retour des bulletins et leur droit à répondre à la question de la confession⁹⁰. Les « insurgés » exigèrent partout la même chose : que les formulaires, vérifiés par les prêtres, fussent remplis en polonais et qu'ils puissent conserver un second exemplaire. Comme l'expliquait le chef de la direction de gendarmerie, les insurgés voulaient avoir en main un exemplaire, le considérant comme un document équivalent à l'acte de naissance (*metrika*)⁹¹. Les paysans étaient convaincus que leur inscription comme catholiques dans les bulletins de recensement serait au fondement de la reconnaissance définitive de leur foi⁹². Ils avaient donc exigé de récupérer le second exemplaire comme preuve de leur religion⁹³. Les uniates avaient

87. GARF, f. 102, 2 D, 1896, d. 148, ç. 1, l. 171.

88. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 64, l. 60.

89. L'affaire fut reconstituée après enquête par le chef de gendarmerie de Varsovie et concernait les gouvernements de Siedlce et Lublin, future province de Kholm, GARF, f. 102, 2D, 1896, d. 148, ç. 1, l. 242.

90. Ils firent valoir que, d'après la brochure « le premier recensement général », il avait été précisé qu'une personne d'origine russe ne se considérant pas comme orthodoxe devait être rangée dans la secte ou la confession qu'elle désirait, *Ibid.*, l. 213.

91. *Ibid.*, l. 328.

92. *Ibid.*, l. 387.

93. D'après le chef de gendarmerie de l'okrug de Varsovie, des bruits avaient circulé parmi la population que « le jour du recensement le souverain empereur autorisera[it] les anciens greco-uniates à se réunir avec les catholiques romains », *ibid.*, l. 212.

également revendiqué le marqueur de la langue, en demandant que le recensement se fasse en polonais, de peur que s'ils écrivaient en russe, ils fussent considérés comme orthodoxes, et non comme catholiques⁹⁴. Là encore, les uniates répondirent aux pressions exercées par le gouverneur général de Varsovie. Ce dernier avait demandé au gouverneur de Lublin d'empêcher « les personnes d'origine russe qui ne se reconnaissent pas elles-mêmes comme telles » (ceux qu'on appellerait aujourd'hui les uniates ukrainiens) de se dire Polonaises⁹⁵. Après le recensement, les uniates se plaignirent d'avoir été enregistrés de force comme orthodoxes, envoyant des centaines de lettres de protestation à Saint-Petersbourg⁹⁶. Au cours des opérations d'exploitation, les « ex-uniates » passèrent de « rimsko-katoliki » (catholiques) à « pravoslavnye » (orthodoxes)⁹⁷.

Pourtant, la statistique et l'étude des confessions interdites avaient constitué un des thèmes du recensement. Les informations portant sur les vieux-croyants et les sectes, ainsi que sur leur clandestinité, firent l'objet d'un volume spécial, s'ajoutant au volume général sur la composition confessionnelle du pays⁹⁸. Nombre de sectateurs et de vieux-croyants avaient aussi refusé de participer au recensement, de peur d'être enregistrés au sein de la religion officielle. Les vieux-croyants, s'estimant être les (seuls) vrais orthodoxes, ne pouvaient évidemment pas nommer leur confession. Mais ayant peur de perdre toute visibilité par simple intégration à l'orthodoxie d'État, ils se dirent orthodoxes, chrétiens ou de « l'ancienne foi », tout en étant souvent mis au nombre des vieux-croyants par les recenseurs. Cette visibilité leur permettrait d'acquérir une légitimité, d'obliger le pouvoir à autoriser leurs rites. En outre, certains sectateurs virent dans le recensement l'œuvre de l'Antéchrist et l'annonce de l'Apocalypse dont le début devait être marqué par une opération d'énumération. À la suite de la publication du volume sur la composition religieuse, un débat s'est engagé dans la presse et remit en cause le chiffre de 2 millions d'hétérodoxes, suggérant un nombre de 14 à 15 millions de « sectateurs et déviants »⁹⁹. Enfin, une partie de la population de la Volga, orthodoxe mais se voulant musulmane, demanda l'autorisation de retourner à la foi des ancêtres. La religion orthodoxe officielle, qui interdisait l'apostasie, ne le leur permettait pas. Ces débats continuèrent à influencer les événements politiques, alors qu'une des principales revendications des insurgés de la Révolution de 1905 fut la liberté religieuse.

Des mobilisations nationalistes

Malgré la tentative des autorités impériales de prévenir toute mobilisation politique, les révoltes révélèrent combien le recensement se prêtait à des formes de revendications

94. *Ibid.*, I. 234.

95. Theodore R. WEEKS, *Nation and State in Late Imperial Russia : Nationalism and Russification on the Western Frontier*, Northern Illinois University Press, DeKalb, 1996, note 57 de la page 86.

96. Il existe un dossier sur ces plaintes issues du *Kraj* de la Vistule (*kraj privityslinskiy*), soit de l'ancien royaume de Pologne : RGIA, f. 1290, op. 10, d. 70. Un article sur le sujet de l'enregistrement des uniates fut publié dans *Sankt Peterburgskie Vedomosti*, n° 302, 1896.

97. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 60, I. 2.

98. CSK, *Raspredelenie starobradcev i sektantov po tolkam i sektam*, St-Petersbourg, 1901 et CSK, *Raspredelenie naseleniya Imperii po glavnym veroisповедeniïam*, St-Petersbourg, 1901.

99. CSK, *Raspredelenie starobradcev i sektantov po tolkam i sektam*, St-Petersbourg, 1901.

politiques. À la demande du sultan ottoman sur le nombre de musulmans en Russie, le Tsar aurait selon une rumeur, affirmé qu'il n'y avait plus que des orthodoxes dans l'Empire¹⁰⁰. À l'occasion du recensement, des tatars de Kazan tentèrent d'attirer l'attention des grandes puissances sur les abus discriminatoires de la politique impériale. Dans le but d'alerter l'opinion internationale, ils firent circuler un pamphlet également traduit en turc, allemand et français, soumis au consulat ottoman, et citant des extraits de journaux russes aux propos anti-musulmans et anti-tatars¹⁰¹.

Ailleurs, dans les confins de la partie ouest de l'empire, la municipalité de la ville de Reval (Tallin) du gouvernement d'Estonie, tenue par « le parti allemand », chercha à prendre seule en main l'organisation du recensement. Elle publia dans les journaux locaux un avis visant à faire du recensement une opération par laquelle « le sentiment patriotique » de la population puisse s'exprimer¹⁰². L'affaire se situait dans le contexte de la remise en cause des privilèges municipaux des Germano baltes (Allemands), dont la suprématie avait été entamée en 1877 par l'extension de la réforme municipale russe, entraînant une représentation plus forte des Estoniens, Russes et Lettons dans les organes municipaux¹⁰³. La municipalité voulait faire reconnaître le caractère « allemand » de la ville et revenir aux anciens privilèges. Grâce à l'outil statistique, la germanité n'était plus seulement institutionnelle ou sociale, mais démographique. Le « parti allemand » tenta de faire du recensement une opération plébiscitaire et de redonner à Reval son identité nationale, mais à l'aide d'un nouvel outil de représentation politique, le décompte de la population allemande de la ville.

Cette mobilisation des partis nationalistes à l'occasion des recensements provoquait des débats et des incidents dans les provinces voisines d'Autriche-Hongrie. Depuis le recensement de 1880, à partir duquel les langues d'usage (*umgangssprachen*) furent enregistrées, les mouvements nationalistes exigèrent de leurs co-nationaux de bien répondre en nommant la langue de leur nationalité, plutôt que celle dans laquelle ils s'exprimaient. À cette fin, ils diffusèrent des pamphlets, des tracts, des affiches et animèrent des réunions de clubs nationalistes. L'enjeu de cette mobilisation était d'imposer les droits à la protection culturelle et linguistique que seule la reconnaissance du poids numérique et territorial d'une nationalité rendait possible. Le recensement fut utilisé par les nationalistes comme principal moyen de manifester leur poids dans le cadre d'un Empire où les droits des nationalités avaient été reconnus depuis 1867¹⁰⁴.

Dans l'empire des Romanov, la mobilisation se centra aussi sur la question nationale. Les revendications à l'appartenance à une communauté autre que l'empire russe furent ainsi entendues dans le cas de la Volga comme des anciens territoires de la Pologne. Un recensé musulman demanda que l'inscription de sa langue comme tatare soit changée en langue turque et un autre exigea de ne pas être défini comme musulman

100. GARF, f. 102, 2 D, 1896, d. 148, ç. 1, l. 169 ob.

101. I. K. ZAGIDULLIN, *op. cit.*, p. 160-166.

102. GARF, f. 102, 2 D, 1896, d. 148, ç. 1, ll. 359-362 ob.

103. Andreas KAPPELER, *La Russie-empire multiethnique*, Institut d'études slaves, Paris, 1994, p. 222.

104. E. BRIX, *Die Umgangssprachen in Altösterreich zwischen Agitation and Assimilation. Die Sprachenstatistik in den isleithanischen Volkszählungen, 1880-1920*, Boehlau, Wien, Köln, Graz, 1982.

des Tatars, mais musulman de mahométan¹⁰⁵. La frontière entre revendication religieuse et nationale s'avère difficile à tracer : tant rétrospectivement pour l'historien que pour les contemporains. Les contestations étaient religieuses dans un espace où les droits n'étaient garantis qu'aux seules confessions reconnues et jouissant de la protection de l'État depuis les règnes de Catherine II et d'Alexandre I^{er}.

Mais l'identification d'une religion à une région, voire à un projet étatique était tout aussi importante dans un empire s'identifiant à l'orthodoxie. Les liens présumés entre le « polonisme » et le catholicisme, l'islam et l'empire ottoman structuraient les discriminations et les discours politiques.

Les tentatives d'appropriation de l'opération censitaire par les acteurs locaux nous éclairent sur leur volonté d'instrumentaliser cette grande campagne universelle. En octobre 1896, le ministère des Affaires intérieures avait interdit la publication dans les journaux locaux d'articles qui débattaient du recensement. Les autorités hésitèrent entre la nécessité de mettre au courant les habitants et la volonté d'éviter toute mobilisation publique. Seules les décisions centrales et les brochures techniques firent l'objet d'une publication centralisée.

De la langue à la nationalité

Puisque le pouvoir central garda la maîtrise des opérations d'exploitation et de publication (le MVD ayant interdit toute diffusion et toute édition locale des renseignements issus du recensement), la représentation des identités des habitants de l'Empire resta placée sous la double autorité de la science et du ministère de l'Intérieur. Lors du dépouillement, les données du recensement furent retravaillées dans ce sens.

Cela fut notamment le cas pour la question de la langue. Les instructions avaient précisé que le but du recensement du *rodnoj jazyk* (langue maternelle) était de donner des renseignements « plus ou moins véridiques » sur la nationalité de chacun des enregistrés. Elles faisaient mention de techniques permettant de transformer les langues en nationalités, par l'usage des informations contenues dans les autres réponses du bulletin¹⁰⁶. L'ethnographe statisticien de l'IRGO, Serafim Keropovič Patkanov¹⁰⁷, fut chargé de ce travail de reconstruction et d'élaboration de la composition ethnographique de l'Empire. Comme Semenov et Maškeev en leur temps, il avait critiqué l'usage des critères de définition non linguistique de la nationalité. L'anthropologie, du fait en particulier du caractère mouvant des études craniologiques, et l'ethnographie, définie par le mode de vie et les traditions, mais trop soumise aux influences extérieures ne permettaient pas d'établir des données fiables. Patkanov avait refusé toute question directe sur la nationalité, en se conformant au principe selon lequel les interrogés

105. I. K. ZAGIDULLIN, *op. cit.*, p. 179.

106. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 90, l. 27. Règlement pour l'exploitation du premier recensement général de la population de l'Empire, règles de vérification, correction et codage du matériel du recensement, 1898.

107. D'origine arménienne, S. K. Patkanov était le fils de Kerop Petrovič Patkanov (1834-1889), orientaliste à l'université de St-Petersbourg. Je remercie Claire Mouradian pour cette information.

risquaient d'avoir encore plus de mal à nommer leur nationalité que leur langue. En outre, leurs réponses seraient loin de toujours correspondre à la « réalité »¹⁰⁸.

Même si les quelques rapports publiés sur les résultats des opérations ne firent pas mention de problèmes particuliers concernant la question de la langue, Patkanov souligna leur piètre qualité et les difficultés propres à leur interprétation. Il fustigea l'inculture des recenseurs, en particulier dans les régions du Turkestan, où les indications sur la langue étaient trop globales pour être exploitables. L'indication générique « langues turques » lui semblait impropre. Il critiqua l'utilisation trop massive de termes mal définis comme le « tcherkesse » et le « tatar ». Il les corrigea en les divisant, faisant apparaître les ensembles tatarophones de Sibérie occidentale, de Kouznetsk... Enfin, il dénonça la situation en Géorgie, où les recenseurs n'avaient pas noté les dénominations linguistiques kartvèles, enregistrant les minorités kartvèles comme autant de Géorgiens. Le manque d'intégration linguistique et l'infinité des dénominations le firent désespérer de sa tâche de construction des données ethniques. Il nota qu'au Daghestan, chaque localité ou groupe de village avait un dialecte particulier et que les habitants avaient donné comme langue la dénomination de leur village¹⁰⁹. Il précisa le caractère abstrait de son entreprise. Il expliqua ainsi que « dans la vie réelle », il n'existait presque pas de langues, mais des dialectes et des sous dialectes (...). « Chez les indigènes de Sibérie (...) et plusieurs peuplades du Caucase, les dialectes sont si nombreux qu'on pourrait presque dire que chaque ensemble de villages ou chaque petite commune a son sous dialecte et parfois même son dialecte¹¹⁰ ».

Son travail d'exploitation des données tentait de remédier à ces défauts en recherchant la « vraie nationalité » de ceux dont lui et ses aides avaient analysé et corrigé les bulletins. Les statisticiens s'autorisèrent à assigner des identités ethniques quand les réponses des interrogés ne leur convenaient pas, en utilisant l'ordre (*soslovie*), le lieu de naissance, la confession.

Dans la publication d'ensemble des données portant sur la langue, les statisticiens constatèrent qu'en Russie, de nombreuses nationalités (*narodnosti*), s'étant approprié la culture par la voie d'une assimilation physique et spirituelle, la langue, mais aussi en partie certaines caractéristiques physiques et culturelles russes, maintient pendant encore longtemps la mémoire (*pamjat'*) de la nationalité (*nacional'nosti*) à laquelle ils appartenaient à l'origine¹¹¹. Ils reconnurent l'existence d'un « souci », d'une mémoire des origines, qui s'exprimait au niveau des individus eux-mêmes, éventuellement russifiés et assimilés. Au moment des discussions sur la tenue d'un second recensement qui se déroula dans le contexte neuf de l'après-Révolution de 1905, les statisticiens firent valoir que la question de la langue en 1897 avait bien été comprise comme une question

108. S. PATKANOV, « Razrabotka dannyh o jazyke v central'nom statističeskom komitete », *Istoričeskij Vestnik*, juin 1898, tome LXXII, p. 999.

109. Pervaja vseobščaja perepis' naselenija Rossijskoj Imperii 1897 g. pod redakcieju N. A. TROJNICKAGO, *Obščij svod po Imperii rezul'tatov razrabotki dannyh pervoj vseobščej perepisi naselenija*, tome II, CSK-MVD, St-Petersbourg, 1905, p. I & II.

110. Institut international de statistique, session 1899, Christiana, S. PATKANOV, *op. cit.*, note p. 9.

111. Pervaja vseobščaja perepis' naselenija Rossijskoj Imperii 1897 g. pod redakcieju N. A. TROJNICKAGO, *op. cit.*, p. I.

sur l'origine ethnique. Concernant le cas très spécifique des juifs convertis, dont l'administration cherchait à assurer la visibilité dans un contexte grandissant d'antisémitisme, il fut établi qu'au cours du recensement de 1897, une partie d'entre eux avaient répondu à la question de la langue par la mention de la langue juive¹¹². Ces nouveaux orthodoxes avaient donc voulu utiliser le critère linguistique pour exprimer leur appartenance à la judaïté¹¹³. Les statisticiens reconnaissaient ici la dimension proprement identitaire de la question de la nationalité.

La liste des nationalités comme mémoire

Ce fut à l'occasion de l'exploitation des bulletins que la transformation des langues en nationalités se produisit. Avant de procéder au codage des données sur la langue, il était demandé aux statisticiens de se faire une idée générale de l'interrogé en lisant l'intégralité du bulletin de recensement. Les données sur la langue étaient corrigées à l'aide d'autres indications, comme la citoyenneté pour les étrangers (*poddanstvo*), la religion¹¹⁴, l'ordre¹¹⁵, le lieu de naissance. À la question du *soslovie*, les bulletins de recensement comportaient souvent l'indication d'ethnonymes : « Bouriates », « Aléoutes », « Kamtchadals »¹¹⁶. Le lieu de naissance servait pour reconstruire la vraie nationalité des « tribus » de Sibérie. Patkanov affirma qu'une attention spéciale avait été portée, lors de la détermination de la nationalité, à la partie de la population de l'empire qui s'était assimilée « à la race russe dominante, ou aux peuplades avoisinantes », et qui avait perdu sa langue maternelle. Il lui semblait évident que, dans ces cas-là, la langue actuellement parlée ne pouvait fournir la réponse qu'il attendait, sur la nationalité¹¹⁷.

Les données sur la nationalité firent apparaître une composition du corps social alternative, fondée sur la « redécouverte » et la construction d'une distribution ethnique des populations. Sa recherche pouvait se trouver occasionnellement en adéquation avec les conceptions étatiques et les pratiques administratives. Ni les *inorodcy* ni les juifs ne pouvaient échapper à leur caractère allogène. Ce souci d'effacer les mouvements d'acculturation linguistique s'expliquait par la volonté de retrouver autant que possible les origines ethniques des habitants de l'Empire, ce qui permettait d'inscrire les résultats du recensement dans le cadre d'un projet scientifique et international.

La liste extensive des nationalités se présentait comme une archive. Elle permettait de comprendre l'histoire du genre humain, de son peuplement et de la réussite de ses peuples. Les efforts de compréhension de l'histoire des peuples qui avaient réuni philologues, ethnographes et géographes depuis le début du XVIII^e siècle avaient trouvé leur

112. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 121, l. 17.

113. Benjamin NATHANS, *Beyond the Pale. The Jewish Encounter with Late Imperial Russia*, University of California Press, Berkeley, 2002, p. 91-100.

114. La réponse d'un juif se disant russophone était modifiée. Il devenait un juif parlant le « jargon » juif.

115. Selon les statisticiens, un *inorodec*, même russophone, ne pouvait être un Russe, aussi sa réponse était modifiée et le russe remplacé par le dialecte de sa tribu.

116. Institut international de statistique, session 1899, Christiana, PATKANOV, *op. cit.*, p. 7.

117. *Ibid.*

achèvement dans l'élaboration d'une liste ordonnée selon des principes génétiques des langues et des nationalités.

Dès le XVIII^e siècle, la diversité linguistique et ethnographique de l'Empire russe avait attiré la curiosité des savants¹¹⁸. Ainsi Leibniz avait appelé à l'étude de toutes les langues de la Russie, et cette exigence s'était imposée en particulier sous le règne de Catherine II¹¹⁹. Sous l'influence du modèle typologique des sciences naturelles établi par Linné, la langue était devenue le critère permettant la classification des peuples¹²⁰. En particulier, l'école néogrammairienne avait donné forme à ces familles de langues peuples. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, le tableau des langues fondé, selon le modèle du Stammbaum d'August Schleicher, sur la généalogie des espèces, était devenu un schéma incontournable. Il imprégna les études linguistiques et ethnographiques en instaurant un lien direct entre ces deux disciplines, l'histoire des langues permettant d'appréhender l'histoire des peuples¹²¹. Les savants russes contribuèrent à cet effort de construction scientifique grâce à la connaissance de ces multiples langues et dialectes que la conquête de nouveaux territoires leur permettait d'étudier et d'intégrer à la grande famille humaine.

En 1902, le conflit entre les scientifiques du CSK, le ministère des Finances et le contrôle d'État, qui avait porté sur le dépassement des délais et du budget d'exploitation, se cristallisa autour du tableau des données sur les langues, car celui-ci, au lieu de se fonder sur les trente regroupements larges de nationalités prévus à l'origine par la GPK, distinguait finalement plus de 130 langues. Les partisans de la restitution d'une liste exhaustive des tribus langues inscrivaient leur travail long et coûteux dans le contexte scientifique international. Le but d'un recensement en Russie était bel et bien d'intégrer les peuples de cet espace dans la grande généalogie humaine que les savants tentaient de construire. L'anthropologue V. D. Aleničîn expliqua que ces données avaient une signification mondiale pour la science et qu'il fallait les présenter sous la forme « la plus pure » possible.¹²²

Le vieux projet d'établissement d'un tableau des peuples de la Russie semblait enfin à portée de main. La volonté de produire une liste exhaustive des tribus de l'Empire, qui provoqua l'irritation du ministère des Finances et du contrôle d'État, se présenta comme une performance de nature scientifique. Patkanov, qui devait défendre sa méthode coûteuse en temps et inutilisable en définitive, admit qu'une longue liste des nationalités ne servait à rien du point de vue politique. Selon lui, le projet ethnogra-

118. Peter Simon PALLAS, *Puteščestvie po raznym mestam Rossiiskago gosudarstva po povedeniju sanktpetersburgskoi imperatorskoï Akademii nauk*, 3 volumes, St-Petersbourg, 1786, Iogann Gottlib GEORGI, *Opisanie vseh obitaïuščih v Rossiiskom gosudarstve narodov*, St-Petersbourg, 4 volumes, 1776-1780 (publiés aussi en français et en allemand).

119. Yuri SLEZKINE, « Naturalists Versus Nations : Eighteenth-Century Russian Scholars Confront Ethnic Diversity », *Representations*, 47, été 1994, University of California, p. 170-195, R. H. Robins, « The history of language classification », p. 23, in Thomas A. SEBEOK (éd.), *Current trends in linguistics*, vol. 11, Mouton, Paris-The Hague, 1973 ; R. H. ROBINS, *Brève histoire de la linguistique*, Éditions du Seuil, Paris, 1976.

120. Yuri SLEZKINE, *Arctic mirrors : Russia and the Small Peoples of the North*, Cornell University Press, New York, 1994, p. 55.

121. R. H. ROBINS, *Brève histoire de la linguistique*, op. cit.

122. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 84, l. 108.

phique visait la préservation de communautés précieuses pour la science et considérées par les savants, pour certaines, comme menacées d'extinction. Usant de la rhétorique de la « guerre des races », Patkanov expliquait qu'à terme, sous l'effet de la civilisation, certaines ethnies et leurs langues étaient condamnées¹²³. Dans sa présentation du recensement devant les statisticiens internationaux, il insistait sur l'absolue nécessité de représenter la grande diversité ethnique de l'Empire, puisque certaines de ces tribus avaient commencé à dépérir au contact de la « civilisation européenne »¹²⁴. Comparant la disparition du petit-russe (ukrainien) à celle du provençal, il transférait la lutte pour l'existence du monde animal à la linguistique, en soulignant la domination progressive des langues les plus parlées et des peuples les plus nombreux¹²⁵.

La généalogie linguistique élaborée pour le recensement fut ensuite intégrée à un tableau en trois races (la race méditerranéenne ou blanche ; la race mongole ou jaune ; la race hyperboréenne)¹²⁶. Comparant les peuples qui composaient la race mongole aux Basques et aux Celtes, « reliquats des anciens peuples », Patkanov la présentait comme « (de) pauvres restes des peuples dominateurs » : « entourés et pressés par des peuples plus nombreux et plus civilisés, principalement les Russes, la plupart de ces nations se trouvent dans une période de dépérissement et de russification »¹²⁷.

Représenter la diversité ethnique de l'Empire

Cette vision spencérienne des évolutions ethniques et de la vitalité des peuples était partagée par les fonctionnaires du conseil des Ministres qui, dans leur liste des nationalités de plus de 140 peuples de l'empire publiée et diffusée dans les gouvernements juste avant le recensement, décrivaient les mouvements de « bachkirisation », de « tatarisation » et surtout de « russification ». De nombreux peuples y étaient estimés en tout ou en grande partie russifiés, comme l'indiquait l'expression « n'ayant rien qui les distinguait des Russes ». Ainsi les Mordves qui, par l'habillement et le mode de vie n'étaient presque pas différents des Russes¹²⁸, les Caréliens « aujourd'hui fortement russifiés »¹²⁹, ou les Votiaks chez qui la russification progressait très vite¹³⁰. Ils concluaient que le nombre des allogènes russifiés (*inorodcy obruseli*), qui croyaient en la foi orthodoxe, vivaient comme des Russes et qui ne se différenciaient de ceux-ci que par l'origine, devait être ajouté au chiffre total de la nationalité dominante¹³¹.

123. Michel FOUCAULT, « *Il faut défendre la société* », Gallimard-Seuil, Paris, 1997, p. 50-55.

124. Institut international de statistique, session 1899, Christiana, PATKANOV, *op. cit.*, p. 4.

125. *Ibid.*, p. 9.

126. CSK-MVD, *Posobija pri razrabotke pervoj vseobščej perepisi naselenija n° 16*, « Gruppировка narodnostej Rossijskoj Imperii po jazyku », St-Petersbourg, 1898.

127. Institut international de statistique, session 1899, Christiana, PATKANOV, *op. cit.*, p. 22.

128. *Alfavitnyj spisok narodov obitajučih v Rossijskoj Imperii*, Izdanie Kanceljarija Komitet Ministrov, St-Petersbourg, 1895, p. 54.

129. *Ibid.*, p. 40.

130. *Ibid.*, p. 26.

131. *Ibid.*, p. 1.

Au cours des réunions sur l'exploitation du recensement, on rappela que le recensement des langues avait un rôle crucial à jouer pour évaluer la fusion de la population multilingue de l'empire dans la Russie traditionnelle¹³².

Les instances scientifiques et administratives, chargées d'élaborer la liste des peuples, partageaient la même difficulté à saisir leur objet, la nationalité, et elles étaient prises dans la même incapacité de préciser la temporalité qu'il s'agissait de décrire. Partageant l'idée qu'à terme, les nationalités allaient globalement fusionner dans un même ensemble russe, elles avaient un rapport ambigu aux phénomènes d'acculturation. Les savants étaient à la recherche des origines des peuples et cherchaient paradoxalement à effacer les mouvements d'assimilation, alors qu'ils étaient les premiers à conclure à la mort probable de nombre de ces nationalités.

Une partie du recensement s'intéressa au critère de la nationalité, parce qu'il était susceptible d'être corrélé à des données biologiques. Dans la publication générale du recensement, l'ensemble des nationalités était mis en rapport avec les données concernant les aveugles, les sourds, les sourds-muets et les aliénés¹³³. En outre, un formulaire spécial de 39 questions avait été conçu pour comprendre la longévité des centenaires. La première question concernait la tribu (*plemija*) ou la *narodnost* du centenaire interrogé et dans les instructions, on insistait sur l'importance scientifique de cette question de l'origine ethnique. Il avait été bien spécifié de ne pas confondre la *plemija* avec la religion ou la langue et de se méfier des phénomènes d'acculturation. Les autres questions concernant le mode de vie, l'environnement, l'hérédité familiale montrent que l'idée d'une transmission biologique par l'origine ethnique n'était qu'une hypothèse privilégiée, mais parmi d'autres : elle ne suffisait en tout cas pas à prédire strictement la longévité biologique¹³⁴.

La décision fut bientôt prise de conserver dans les publications du recensement un tableau représentant le plus grand nombre possible de dialectes (le tableau XIII). Le nombre variait d'une région à l'autre. Le ministère des Finances comme le contrôle d'État continuaient de critiquer l'ambition du CSK, jugeant leur liste incohérente, parce que fondée à la fois sur la philologie et sur les mœurs¹³⁵. Dans la presse aussi, l'élaboration et la transformation des données sur les langues firent l'objet de critiques. Pour les autres tableaux statistiques, le ministère des Finances et du contrôle d'État firent valoir qu'il fallait établir le regroupement des nationalités en fonction de « l'intérêt de l'État », en ne retenant que les nationalités jouant un rôle économique, ou encore les plus importantes numériquement et en se concentrant sur la partie européenne et non sur

132. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 84, l. 108.

133. En revanche, pour les données sur la religion, le niveau d'instruction, la composition par âge et par famille, les tableaux croisés avec les nationalités regroupaient ces dernières en ensembles plus larges. *Pervaja vseobščaja perepis' naselenija Rossijskoj Imperii 1897 g. pod redakcieju N. A. TROJNICKAGO, Obščij svod po Imperii rezul'tatov razrabotki dannyh pervoj vseobščej perepisi naselenija*, t. I & II, CSK-MVD, St-Petersbourg, 1905.

134. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 58. Les autres questions concernaient aussi bien les caractéristiques biologiques (comme l'année des premières règles) que les modes de vie (citadins, campagnards, fumeurs, buveurs...). RGIA, f. 1290, op. 11, d. 2828, l. 87. L'exploitation finale des données de ce questionnaire fut confiée à des médecins.

135. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 84, l. 23.

les populations disséminées en tous petits groupes dans les parties asiatique, caucasienne ou sibérienne de l'Empire. La multiplicité et l'anarchie des dénominations étaient interprétées comme le signe du sous-développement et du dépérissement des cultures ou des peuples de ces régions.

Une nouvelle classification en dix-sept rubriques, centrée sur la visibilité des nationalités dominantes et sur des principes de parenté linguistique, fut alors élaborée. Elle permettait de traiter les données linguistiques en les combinant avec celles de la religion, de l'alphabétisation, de l'âge, de l'occupation, de l'ordre, de la composition de la famille, ainsi que des handicaps physiques et mentaux.

Les scientifiques avaient opposé deux systèmes de classification selon qu'ils répondaient aux intérêts de l'État ou à ceux de la science. Mais au cours de la période impériale, aucune forme de représentation de la diversité ethnique ne prévalut. La différence consista moins dans les principes de classement, combinant tous deux des éléments de généalogie linguistique et des caractéristiques géographiques (montagnards du Caucase, petits peuples de Sibérie), mais dans le « grain », dans le détail attendu. Si les listes du gouvernement parlaient avant tout de dialectes et de tribus, celles des scientifiques distinguaient langue et dialecte, nationalités et tribus, introduisant le paradigme évolutionniste qui devait leur permettre de prédire l'avenir. Ils se référaient à la vérité, contre le vocabulaire trop général de « la vie courante » de l'administration, qui définissait tous les Caucasiens du Nord comme Tcherkesses, ou divisait les habitants d'Asie centrale en Turks et en Sartes.

Dans une session spécialement organisée pour l'occasion à Saint-Petersbourg, l'Institut International de Statistique, par la voix de son éminent représentant, le géographe français Levallois, salua le recensement russe comme une contribution majeure à la science mondiale. Semenov pouvait se vanter de l'excellence des décisions prises par le CIS, dont l'universalité des méthodes d'enregistrement avait été démontrée par leur application jusqu'aux confins des terres impériales et « du genre humain »¹³⁶.

Les discussions auxquelles donna lieu le recensement des langues, après la Révolution de 1905, sous l'effet conjugué du mouvement des nationalités et du recul de la censure, se déroulèrent non pas autour de l'image d'un État assimilateur, mais au contraire de celle de multiples « organismes » démographiques nationaux qui avaient une existence propre. Les statisticiens avaient ouvert le champ à ceux qui dorénavant pourraient se dire constituer une nationalité en leur offrant représentation numérique et territoriale. En diffusant le chiffre des locuteurs ukrainiens et biélorusses, ils furent accusés de détruire le principe de l'unité impériale, réunissant dans un même ensemble russe le dialecte grand-russe, petit-russe et biélorusse. Les révoltes auxquelles donna lieu le recensement avaient témoigné de l'effervescence d'une partie des habitants de l'empire. Même si des refus du recensement se manifestèrent aussi dans des sectes orthodoxes non autorisées, les difficultés provinrent essentiellement de musulmans ou de catholiques, de non-russes qui subissaient des discriminations multiples. Ces rébellions

136. *Bulletin de l'Institut International de Statistiques*, t. XI, 1^{re} livraison, St-Petersbourg, 1899, p. 47.

demeurent difficiles à interpréter, mais elles furent moins le fait d'une angoisse face à l'utilisation d'un outil moderne de comptage de la population qu'une volonté d'exprimer sa méfiance vis-à-vis de l'État russe, voire le désir de ne pas lui appartenir. Elles trouvèrent leur prolongement dans les événements de ce qui fut appelé la Révolution de 1905 au cours de laquelle les périphéries de l'Empire se révoltèrent avec une particulière violence et les revendications tant d'égalité civique, que de garantie d'autonomie territoriale se firent entendre avec une nouvelle intensité.

Chapitre 4

D'un régime politique à un autre. Catégorisations légales et nationalités à la fin de l'Empire (1905-1914)

La Révolution de 1905 provoqua une césure fondamentale dans l'histoire de l'empire. En Géorgie, dans les anciens territoires de Pologne et dans les provinces baltes, les revendications de redistribution des terres et de garantie des droits linguistiques et nationaux accompagnèrent des soulèvements violents et radicaux¹. Le gouvernement devait maintenant prendre en compte le risque de mouvements révolutionnaires et sécessionnistes chez les allogènes. En outre, à la faveur de la Révolution de 1905, l'introduction du système représentatif au niveau central fit considérablement évoluer la relation entre le tsar et la société. Au sein de la première douma, les Non-Russes, jouirent d'une influence stratégique². Pour contrer l'influence des « allogènes », à partir de 1907, le gouvernement décida de distinguer les députés et électeurs en fonction de leur appartenance nationale, en restreignant le droit de vote des Non-Russes. Dans ce contexte la nationalité était bien devenue une catégorie politique.

Parallèlement, les catégories de religion et de *soslovie* avaient perdu de leur rigidité. Sous la pression des événements révolutionnaires, la reconnaissance de la liberté de conscience dans le Manifeste d'octobre 1905 redéfinissait la place de la religion dans l'édifice impérial. La confession relevait dorénavant d'une conviction personnelle. Le Manifeste eut pour effet que l'inscription des individus dans une religion – encore obligatoire en raison de l'absence d'état-civil géré par l'État – pouvait évoluer au cours d'une existence. Parallèlement, l'exigence d'égalité civique et une série de lois visant à l'homogénéisation des statuts minèrent la hiérarchie des ordres. À l'inverse, la nationalité fit l'objet d'une institutionnalisation, notamment dans le cadre des pratiques électorales. Le passage de l'ancien régime à une société multinationale était néanmoins encore en gestation. L'enregistrement des appartenances nationales se faisait de manière occasionnelle et chaotique sans qu'aucune mesure centrale n'en définisse les termes.

1. Abraham ASCHER, *The Revolution of 1905. Russia in Disarray*, t. 1, Stanford University Press, Stanford, 1988, p. 152-161.

2. R. A. CIUNČUK, *Dumskaja model' parlamentarizma v Rossijskoj Imperii*, FEN, Kazan, 2004, p. 108-121.

En revanche, les individus continuaient à voir inscrit dans leurs papiers d'identité, registres paroissiaux ou passeports intérieurs, leur religion et leur *soslovie*³.

La désintégration impériale

L'ordre et l'intégration à la hiérarchie impériale

A priori, le système hiérarchique et horizontal des ordres (*soslovija*) s'oppose à la classification ethnique « verticale » telle qu'on la conçoit aujourd'hui. Mais l'analyse de l'intégration des régions et des communautés dans l'Empire montre combien ce système avait su s'adapter aux conditions locales et avait partiellement contribué à préserver les identités ethniques.

Le système russe des ordres, qui s'était mis en place dans l'empire au XVIII^e siècle au moment même où il disparaissait des grandes monarchies occidentales, se présentait comme une stratification de la société impériale, idéalement hiérarchisée en différentes classes (la noblesse, le clergé, les citadins, la paysannerie). Il constituait en fait un moyen d'organisation sociale complexe et adaptatif, qui assignait et définissait les droits et les incapacités des individus et des communautés face à l'État. L'étymologie du terme *soslovie* renvoyait à une assemblée ou une réunion, la notion combinait l'idée de catégorie légale et de groupe social. Le *soslovie* établissait le statut juridique d'un corps distinct de membres réunis non seulement par leur niveau d'imposition et les formes de service que l'État attendait d'eux, mais aussi localement et occasionnellement par des unions au sein des assemblées des ordres, définissant ainsi un réseau de relations sociales. Au début du XIX^e siècle, la notion engageait des corps constitués, pourvus d'une culture particulière et d'une identité sociale, et elle qualifiait l'ensemble de l'organisation impériale fondée sur l'inégalité statutaire. Ce système, qui comportait des centaines de termes peu à peu réunis dans des unités englobantes, conserva un caractère flexible tout au long du XIX^e siècle. Au début du XX^e siècle, le juriste Korkunov le définissait comme un groupe primaire ayant comme origine un groupe ethnique, une occupation, une propriété.

Jusqu'à son abolition en novembre 1917, le *soslovie* fixait la relation des individus à l'État : les obligations de taxes et de services, l'accès à l'éducation, à une forme de justice ou à des emplois bureaucratiques et militaires dépendaient de l'inscription dans un ordre. Le système étant héréditaire, les enfants étaient inscrits dans le *soslovie* de leur père à leur naissance, et les femmes prenaient très généralement le statut de leurs maris⁴.

3. « Making Social Groups, One Person at a Time : The identification of Individuals by Estate, Religious Confession, and Ethnicity in Late Imperial Russia », Jane Caplan, John Torpey (ed.), *Documenting Individual Identity. The development of State Politics in the Modern World*, Princeton University Press, Princeton-Oxford, 2001, p. 67-82.

4. Gregory L. FREEZE, « The Soslovie (Estate) Paradigm and Russian Social History », *The American Historical Review*, n° 91, 1986, p. 11-36, Élise Kimerling WIRTSCHAFTER, *Structures of Society. Imperial's Russia* « *People of Various Ranks* », Northern Illinois University Press, Dekalb, 1994, Élise Kimerling WIRTSCHAFTER, *Social Identity in Imperial Russia*, Northern Illinois University Press, Dekalb, 1997.

L'intégration des communautés ethniques au fur et à mesure de la conquête eut pour conséquence d'étendre progressivement le système des *soslovija* aux nouvelles régions acquises. Cette extension se fit dans des formes très variables selon les régions et les périodes, mais aussi suivant qu'elle concernait les nobles ou le clergé, les citadins ou les paysans. Traditionnellement, jusqu'au milieu de XIX^e siècle, les élites nobiliaires étaient intégrées dans la hiérarchie impériale. Ainsi, la chevalerie balte, les magnats et les nobles polonais, les chefs cosaques ukrainiens, les boyards de Bessarabie, les tavady et azabaury géorgiens et les beks, khans, murzy... musulmans voyaient leur statut nobiliaire garanti. Leur position légale, certes redéfinie par l'arbitrage de l'État impérial, le fut selon des règles, régulations et exemptions particulières, permettant la plupart du temps la pérennisation des droits acquis. Ces droits les distinguaient de la noblesse russe des provinces centrales⁵.

La proximité des deux notions, ethniques et d'ordre, se marqua en particulier par l'institutionnalisation d'une communauté ethnique en *soslovie*. Des communautés entières voyaient leur autonomie garantie par le fait d'être constituées en *soslovie*, comme par exemple l'ordre militaire des Bachkirs, les cosaques, une partie des habitants de la Grande Principauté de Finlande, ainsi que les colons allemands, grecs, italiens... attirés depuis l'étranger par une série de garanties fiscales. Les négociations auxquelles avait donné lieu l'intégration de nouveaux territoires et de nouveaux habitants se concrétisaient non seulement par une forme d'autoadministration, mais aussi en termes d'impôt et de service.

Malgré les Grandes Réformes et les efforts d'intégration des périphéries allant de paire avec la rationalisation administrative, la complexité des distinctions en *soslovija* demeura importante. Si les droits personnels et corporatifs des boyards de Bessarabie ou des starchines cosaques furent alignés sur ceux des Russes, la noblesse du Caucase, du territoire de la Vistule et des neuf provinces de l'Ouest jouissaient formellement de l'égalité, mais restaient soumises à une série de limitations dans le service de l'État et l'accès à la propriété⁶. Les chevaleries finnoise et balte, en revanche, continuèrent d'être privilégiées, en particulier grâce au maintien de leurs institutions traditionnelles, que le gouvernement central chercha, non sans mal, à remettre en cause à partir du tournant du siècle⁷.

Même quand une communauté était intégrée dans des catégories plus générales, de paysans notamment, elle continuait à être qualifiée dans le recueil des lois selon son ancien nom. Ainsi, dans la définition de ceux qui avaient le statut de la paysannerie, il était indiqué que « les allogènes connus sous le nom de Tatars, Votiaks, Mordves, Tchouvaches, Tchérémisses, etc. » étaient des paysans⁸. Alors que l'ordre militaire bachkire avait été abrogé en 1874, certains droits propres lui demeuraient reconnus et juridiquement ses membres étaient toujours dénommés Bachkirs. Il en était de même

5. A. P. KORELIN, *Dvorianstvo v poreformennoj Rossii, 1861-1904 gg. Sostav, čislennost', korporativnaja organizacija*, Izdatel'stvo "Nauka", Moscou, 1979, p. 44-51.

6. Cf. chapitre premier.

7. Andreas KAPPELER, *la Russie, Empire multiethnique*, Institut d'études slaves, Paris, 1994, p. 221-225.

8. « Zakony o Sostojanijah », *Svod Zakonov Rossijskoi Imperii*, t. 9, Izdanie 1876, p. 154.

pour les colons étrangers qui, intégrés à la paysannerie, continuaient d'être qualifiés de colons allemands ou grecs et de jouir de la garantie de droits spécifiques. Avant d'être l'objet de mesures discriminatoires dans les provinces de l'Ouest, les colons allemands conservaient leurs privilèges, devenus ceux d'« ex-colons »⁹.

Au-delà de la classification strictement juridique des *soslovija*, la fluidité entre position, occupation sociale et ethnicité s'était manifestée au moment des conquêtes. Au Turkestan, intégré seulement dans la seconde moitié du XIX^e siècle, les administrateurs se trouvèrent confrontés à des dénominations et des classifications ethniques qu'ils ne comprenaient pas. Afin de pallier cette difficulté, ils cherchèrent à dénommer les populations de la manière la plus simple possible, en distinguant avant tout les nomades des sédentaires, et en leur sein, les paysans des citadins. Les premiers furent communément appelés Kirghizes, les citadins Sartes, les paysans Ouzbeks¹⁰. Ainsi, la classification linguistique et ethnique des provinces d'Asie centrale se fonda sur une hiérarchisation sociale qui fut « ethnicisée ». Elle distinguait de ce fait la position des communautés d'après les nécessités et les critères impériaux, qui face aux nomades, privilégiaient les citadins et les sédentaires.

Au moment du recensement de 1897, une classification des ordres à l'instar de la liste des nationalités fut élaborée. Au-delà des six classes de la noblesse, du clergé, des habitants des villes, des habitants des campagnes, des allogènes et des étrangers, elle énumérait plusieurs sous-groupes, dont un nombre important était structuré autour d'un ethnonyme. Plus d'une vingtaine de *soslovija* représentaient des communautés ethniques¹¹, et des termes plus généraux, mais qui renvoyaient aussi à une appartenance ethnique comme « tribus montagnardes du Caucase », « natifs de Finlande », ou encore « Cosaques petits-russes », étaient aussi largement utilisés. En particulier, pour les seuls ruraux, en plus des catégories sociales et légales de paysans, de paysans libres (*odnodvorcy*)... étaient aussi listés les paysans du Caucase, les colons, les tsiganes de Bessarabie, les Tatars de Crimée (*tavričeskie*), les Votiaks, Mordves, Tchouvaches, Tchérémisses¹².

Depuis les Grandes Réformes des années 1860, une partie des mesures gouvernementales visaient non à démanteler ces hiérarchies juridiques et statutaires, mais à les niveler notamment par la libération des paysans du servage, par l'extension du service militaire aux nobles et par les réformes de la justice. Dans les années qui suivirent, la réforme de l'impôt de 1889 et surtout l'autorisation donnée aux paysans de circuler

9. Ingeborg FLEISCHHAUER, « The Nationalities Policy of the Tsars Reconsidered. The Case of the Russian Germans », *The Journal of Modern History*, vol. 53, Issue 1, mars 1981, p. 1087.

10. Daniel BROWER, « Islam and Ethnicity : Russian Colonial Policy in Turkestan », *Russia's Orient : Imperial Borderlands and Peoples, 1700-1917*, Daniel R. Brower, Edward J. Lazzerini (ed.), Indiana University Press, Bloomington, 1997, p. 113-135. Daniel Brower note que cette manière simplificatrice de définition fut utilisée lors du premier recensement de la région effectué en 1870, et que le recensement de 1897 reprit ces mêmes catégories, à peine affinées, p. 130.

11. Tchouktches, Dzungarcy, Aléoutes, Créoles, Kamtchadales, Samoyèdes, Lopars, Coréens, Turkmènes, Nogais, Karanogajcy, Kalmyks, Kirghizes, Ossètes, Ingalajcy, Kurdes, Abkhazes, Bachkirs, Votiaks, Mordves, Tchouvaches, Tchérémisses. CSK-MVD, *Posobija pri razrabotke pervoj vseobščej perepisi naselenija, n° 14 : Ukazatel' dlja gruppировki naselenija po soslovijam, zvaniju i sostojaniju*, p.13.

12. CSK-MVD, *ibid.*

librement en 1906, écrétaient encore un peu plus la société d'ordres¹³. L'idée que les sujets de l'Empereur devaient avoir un égal accès à la vie publique et à la mobilité sociale faisait avancer le principe d'une société pan-*soslovie*, où la naissance ne définirait plus la place des individus. Mais si la hiérarchie des ordres était de plus en plus critiquée comme un frein à la modernisation du pays, le *soslovie* demeura un marqueur identitaire important même après la Révolution de 1905.

L'ordre : du statut à l'identité

Le système des *soslovija* fit donc l'objet de critiques radicales au début du XX^e siècle. Certains membres de la société civile naissante voyaient dans cette structure hiérarchique non seulement un frein à la mobilisation sociale et à l'instauration d'une société plus démocratique, mais un système obsolète qui n'était plus utilisé, même au niveau individuel¹⁴. La première douma demanda donc l'abolition du système. Les individus continuèrent néanmoins à être enregistrés selon leur ordre et certains groupes, notamment les cosaques, réclamèrent la préservation d'un statut garantissant leur singularité. Une partie de la noblesse, dont les privilèges politiques étaient remis en cause par la volonté d'intégrer les paysans, redéfini le système des ordres d'une manière identitaire. Faisant valoir qu'ils étaient les héritiers d'une culture de service de l'État, ils définirent les *soslovija* en termes de mode de vie et de capacité à gouverner¹⁵.

Lorsque, dans les années 1910, l'administration des statistiques projeta de faire un nouveau recensement, elle s'interrogea sur la nécessité d'enregistrer ou non l'ordre. Une distinction fut finalement introduite entre la catégorie légale, aussi appelée *sosto-janie* et le *soslovie*, redéfini subjectivement, identitairement comme appartenance à une sous-culture spécifique¹⁶. Alors que les statisticiens remettaient en cause l'hyper-trophie du premier, ils insistèrent sur la nécessité d'interroger les individus sur le second, dans la mesure où il présentait un aspect culturel (*bytovoe*)¹⁷. Cette distinction renvoyait à une autonomisation de la catégorie sociale par rapport à la catégorie strictement légale, remise en question par une série de lois et de changements politiques. Elle témoignait aussi de la nécessité, dans la défense du système de hiérarchisa-

13. Yanni KOTSONIS, « "Face-to-Face" : the State, the Individual, and the Citizen in Russian Taxation, 1863-1917 », *Slavic Review*, n° 2, été 2004, p. 221-246, Yanni KOTSONIS, « "No Place to Go" : Taxation and State transformation in Late Imperial and Early Soviet Russia », *The Journal of Modern History*, vol. 76, n° 3, septembre 2004, p. 531-577, Charles STEINWEDEL, « Making Social Groups, One Person at a Time : The identification of Individuals by Estate, Religious Confession, and Ethnicity in Late Imperial Russia », *op. cit.*

14. Dans leur ouvrage sur le recensement de Saint-Petersbourg les statisticiens A. A. Kaufman et I. Makarov expliquaient qu'une grande partie des petersbourgeois ne connaissaient par leur *soslovie* et répondaient selon leurs professions à la question sur leur ordre, A. KAUFMAN, I. MAKAROV, *Po povodu perepisi goroda S Peter-sburga 15 dek 1910*, St-Petersbourg, 1911, p. 27.

15. Francis W. WCISLO, « Soslovie or Class ? Bureaucratic Reformers and Provincial Gentry in Conflict, 1906-1908 », *The Russian Review*, vol. 47, n° 1, Janvier 1988, p. 1-24.

16. Les statisticiens introduirent une distinction entre le terme de *sostojanie* et le *soslovie*. Le premier avait jusqu'alors été un équivalent du terme *soslovie*, mais il était plus souvent utilisé que ce dernier dans les textes de lois et avait une acception purement juridique, cf. « Soslovija », *Ėnciklopedičeskij slovar'*, t. 60, Brockauz i Efron, St-Petersbourg, 1911, p. 911.

17. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 130, réunion du 17 avril 1914, l. 11.

tion sociale, de définir des cultures, des comportements identitaires, seuls susceptibles de trouver leur place dans la nouvelle configuration politique en partie fondée sur le vote.

Après la Révolution de 1905, le système des *soslovija* était demeuré largement intact, mais il fut reconceptualisé comme « groupe social défini par sa culture et son style de vie particulier »¹⁸. L'aspect communautaire et distinctif, fondé sur l'identité culturelle et sociale (*bytovoe*), est particulièrement éclairant quant à la proximité des notions de groupe ethnique et d'ordre.

L'ethnicité comme statut

Parce que le statut social pouvait dans une large mesure dépendre de l'ethnicité, la population elle-même faisait du *soslovie* un marqueur ethnique. Lors du recensement de 1897, les membres de la communauté Ust'Olenek répondirent « paysan » à la question sur la langue, se distinguant ainsi, davantage que par la langue iakoute qu'ils parlaient, de la population iakoute environnante appartenant à l'ordre des *inorodcy*¹⁹. Plus que la langue, ce fut la distinction juridique et sociale qui permit aux colons russes d'affirmer leur « russité ». Les bulletins du recensement regorgeaient de dénominations ethniques en réponse à la question de l'ordre. Les allogènes étaient la plupart du temps qualifiés à l'aide d'un ethnonyme²⁰. Pour les interrogés comme pour les recenseurs, l'appellation ethnique était la marque d'un statut social au sein de la hiérarchie impériale. En Sibérie, dans les registres paroissiaux où seul le *soslovie* était normalement notifié, la mention de la nationalité était omniprésente²¹. Ceci montre combien pour la population locale qui vivait dans des communautés souvent ségrégées ou dans lesquelles les Russes en tout cas avaient un statut différent, privilégié, la différence ethnique bien plus que le *soslovie* était le marqueur social fondamental. Au début du XX^e siècle le fait que dans ces régions la vie des Russes et des indigènes se mêla jusqu'à l'indistinction était vécu comme une anomalie²². Si concrètement, en particulier dans les espaces d'ancienne colonisation, les frontières entre Russes et Non-Russes, entre conquérants et autochtones, s'étaient brouillées à la suite d'une longue cohabitation, les *soslovija* fonctionnaient pour les personnes concernées comme marqueurs identitaires, ayant permis de préserver la russité des anciens colons.

18. Gregory L. FREEZE, « The Soslovie (Estate) Paradigm and Russian Social History », *op. cit.*, p. 34.

19. Y. SLEZKINE, *Arctic Mirrors : Russia and the Small Peoples of the North*, Cornell University Press, New-York, 1994, p. 98.

20. Dans la publication des résultats des recensements, Patkanov explique que « les différences de *soslovija* et très souvent l'indication directe de la *nacional'nost'* dans le formulaire, en réponse à la question sur le *soslovie* et le *sostajanie*, ont donné la possibilité d'une définition plus précise du véritable nombre des *inorodcy* de Sibérie et des Turks de l'Oural », Pod red. N A TROJNISKAGO, *Obščij svod po Imperii rezul'tatov razrabotki dannyh pervoj vseobščej perepisi naselenija*, Pervaja Vseobščaja Perepis' Naselenija Rossiskoj Imperii 1897, t. II, CSK-MVD, St-Petersbourg, 1905, p. I.

21. Nelson HANCOCK, *State Measures and Ethnic Classification in Siberia. Anthropolgy in and of the Census*, Paper présenté au colloque « Census and Identity in the First Post Soviet Censuses », Brown University, avril 2001.

22. Willard SUNDERLAND, « Russian into Yakuts ? "Going Native" and Problems of Russian National Identity in the Siberian North. 1870's-1914 », *Slavic Review*, 55, n° 4, printemps 1996, p. 806-825.

Dans son travail sur le recensement de 1897, Patkanov montra combien le système des *soslovija* avait un caractère ségrégatif et avait permis de conserver des structures d'organisation que les Russes avaient estimé être en place au moment de la conquête. Il expliquait qu'il y avait dans les limites de l'empire des contrées entières où la population indigène se trouvait, sous le rapport des droits, des impôts, etc. dans d'autres conditions d'existence que la population russe. Les premiers appartenaient presque exclusivement à un ordre social particulier, les allogènes (*inorodcy*), alors que les seconds, les Russes, habitants de ces provinces, étaient des « paysans », ou des « bourgeois », ou des « marchands », etc.²³. Il observait que si en Amérique, on ne pouvait disposer de données fiables différenciant la croissance de la population indienne de celle des blancs – du fait des mélanges interethniques – dans l'Empire russe les blancs « pur sangs (*čistokrovnye*) » étaient facilement distinguables des « métisses » et les « mulâtres », car la population russe se distinguait par son *soslovie*.

La mobilité sociale propre à la fin du XIX^e siècle et des modifications législatives sapèrent le caractère rigide de cette ségrégation « idéale » et phanstasmée entre Russes et allogènes. Au moment de l'exploitation des données du recensement, en 1902, le ministère des Finances, très critique envers le travail d'exploitation du Comité central de statistique, remit en cause l'enregistrement de Zyrianes, de Samoyèdes et de Lopars pour certains comme paysans, pour d'autres comme allogènes, estimant que l'ensemble des peuples en question était soit l'un, soit l'autre. Les statisticiens défendirent leurs résultats, soulignant que l'ordre et la nationalité ne coïncidaient pas, que cette dernière devait être définie par la langue et non par le *soslovie*.

Les réflexions de Patkanov nous montrent combien les formes de discrimination légale à laquelle étaient soumis les *inorodcy* agissaient comme le garant de leur différence. Le passage de la catégorie d'allogène à celle de paysan se faisait habituellement à l'occasion des révisions et concernait toute la population d'un village ou d'un clan (*rod*), l'impôt étant collectif. Mais ces opérations « d'assimilation forcée » n'étaient plus pratiquées depuis la seconde moitié du XIX^e siècle²⁴. En revanche, les textes des lois de 1892 permettaient aux allogènes de sortir individuellement de leur statut social et d'être intégrés aux paysans ou citoyens, en s'inscrivant dans une commune ou dans une guilde²⁵.

En s'opposant au CSK, le ministère des Finances insistait sur l'homogénéité des groupes classés par ordre, et établissait une correspondance directe entre communauté ethnique et *soslovie*, accentuant le caractère fermé tant de la structuration en ordres que de la structuration ethnique. Le Comité statistique, de son côté, rappelait que le système des ordres permettait aussi la mobilité personnelle. Il affirmait la spécificité de la question de la nationalité, autonome par rapport à la hiérarchie légale impériale. Si l'on pousse la logique des statisticiens, l'équivalence entre ordre et nationalité se trouvait remise en cause non seulement par la possibilité d'une mobilité au sein des ordres, mais aussi parce que l'appartenance à une nationalité était immuable.

23. Institut International de Statistique, session 1899, Christiana PATKANOV, *Dépouillement des données sur la nationalité et la classification des peuples de l'Empire russe d'après leurs langues*, Comité central de Statistique, St-Petersbourg, 1899, p. 7.

24. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 141, l. 206-206 ob, réunion du 16 janvier 1916.

25. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 84, 2 février 1900, extrait de la réunion du conseil statistique auprès du ministère des Finances.

Dans le droit fil des théories assimilationnistes, en particulier dans le programme de Speranski²⁶, le « fondateur » du statut d'allogène, il aurait été possible d'arguer que le passage pour un individu de l'ordre d'*inorodcy* à celui de paysan ou de citoyen équivalait à une assimilation à la population russe. Le refus de considérer le changement de statut comme une acculturation témoignait du fait que la question de l'intégration des Non-Russes ne se réglait plus, au début du XX^e siècle, au moyen des structures traditionnelles.

Les allogènes à la fin de l'Empire

Les réglementations légales qui avaient créé le statut d'allogène dataient de 1822 et correspondaient à la période où romantisme et idéologie des Lumières convergeaient pour placer les peuples dans un schéma évolutionniste linéaire. « Les moins évolués » de la Russie eurent droit à un statut particulier, conçu comme protecteur. Élaboré par Mikhaïl Speranski, alors gouverneur général de la Sibirie occidentale, la conception de cet ordre des *inorodcy* reflétait les conceptions philosophiques de son auteur. Destiné au départ aux populations autochtones sibériennes, il organisait leur administration en accordant aux élites locales une forte autonomie, le respect de leurs coutumes juridiques, le paiement de l'impôt à proportion des capacités et l'exemption du service militaire. Il s'agissait d'adapter la loi impériale au « stade de développement » de ces populations souvent en partie nomades et éloignées du centre russe. Speranski espérait les voir progressivement se civiliser, en particulier grâce à leur sédentarisation et à leur adoption des mœurs et modes de vie russes²⁷. Ces communautés atteindraient alors un stade supérieur d'intégration impériale, grâce à une harmonisation juridique avec les paysans russes.

Dans le Code des lois publié en 1835, les juifs, pourtant soumis à l'obligation militaire, furent intégrés à l'ordre des allogènes. Leur présence permet de suivre l'évolution de la notion d'*inorodcy*. Ce terme ne définissait pas seulement une catégorie de la population en termes de droits et de devoirs²⁸, ni, non plus, selon sa « position historique » face à la civilisation occidentale, mais lui assignait une place en marge de la société d'Ancien Régime. Dans les recueils de lois de 1876, les allogènes et les sous-groupes qui les constituaient étaient classés dans une position intermédiaire entre les « habitants naturels, indigènes (*prirodnye obyvateli*) » – formés des habitants des villes et des campagnes – et les étrangers²⁹.

26. Marc RAEFF, *Siberia and the Reforms of 1822*, University of Washington Press, Seattle, 1956.

27. Sur les *inorodcy*, John W. SLOCUM, « Who, and when, Were the Inorodtsy ? », *The Russian Review*, April 1998, n° 57, p. 173-190, Virginia MARTIN, *Law and Custom in the Steppe*, Curzon, Richmond Surrey, 2001, p. 34, Paul W. WERTH, *At the Margins of Orthodoxy*, Cornell University Press, Ithaca and London, 2002, p. 127-139.

28. « Inorodcy », *Ènciklopedičeskij slovar'*, t. XIII, F. A. Borkgauz, I. A. Efron, St-Petersbourg, 1894, p. 225.

29. « Zakony o Sostojanijah », *op. cit.*, p. 1. Dans les textes de loi, un nombre variable de groupes prioritairement nomades auxquels s'ajoutaient les juifs étaient regroupés, *ibid.*, p. 183, « Zakony o sostojanijah », *Svod Zakonov Rossijskoj Imperii*, t. 9, St-Petersbourg, 1898, p. 154. Dans le recensement de 1897, le pourcentage de la population juridiquement défini comme allogène était estimé à 6,5 %. Les résultats définitifs publiés en 1905 ont été diffusés en particulier par le journal gouvernemental *Pravitel'stvennyj Vestnik*, « Naličnoe naselenie Rossii », mercredi 23 mars (5 avril) 1905, n° 66.

Au début du XX^e siècle l'usage de ce terme *d'inorodcy* se modifia considérablement et engloba un nombre croissant de Non-Russes. Cette évolution permet d'éclairer les tensions liées à la multiethnicité de la fin de la période impériale. Dans le système des ordres, la catégorie d'allogène était la seule qui fût exclusivement établie sur critères ethniques – en témoigne l'étymologie du terme, qui signifie « d'une autre famille, tribu ou clan ». Un Russe ne pouvait par définition être *inorodec*. Comme l'indiquait la définition donnée dans le dictionnaire encyclopédique, les allogènes étaient placés au plus bas niveau d'intégration civique (*graždanstvennost'*). Les allogènes étaient aussi définis comme des sujets russes non slaves. Les règles juridiques impériales ne pouvaient leur être appliquées que lentement³⁰.

Progressivement mais massivement, au début du XX^e siècle, dans le discours public, administratif et académique, le terme *inorodcy* en vint à concerner un nombre croissant d'habitants de l'empire. Dans les cartes ethnographiques, les allogènes devenaient des nationalités et aucune différence n'était indiquée, qu'ils fussent slaves, chrétiens, plus développés et occidentaux, ou « retardés » et orientaux. À la veille de la guerre, l'ethnographe Lev Šternberg constatait l'écart entre le contenu légal et le sens courant de cette catégorie, qu'il étendait à tous les Non-Russes, incluant même les Ukrainiens. C'est pourquoi il refusait de prendre en compte sa définition juridique, concernant les tribus ayant une position particulière par rapport à la loi et plaçant au même niveau culturel et national les Samoyèdes et les juifs, mais non les Tatars et les Tchouvaches³¹.

L'évolution sémantique du terme à la fin de l'empire montre combien la vision discriminante qui concernait le groupe juridique particulier des allogènes s'était élargie à des couches de plus en plus larges de la population. La position de ces groupes aux marges de la hiérarchie impériale finit par être attribuée à l'ensemble des nationalités. Dans le discours politique, le substantif ou l'adjectif allogène était désormais omniprésent et il signifiait péjorativement les attributs des Non-Russes.

L'institutionnalisation des confessions

Les différences religieuses structuraient tout autant l'édifice impérial, la vie des individus et des communautés que les distinctions entre les ordres. Dans une série de provinces, la confession servait de marqueur ethnique aussi bien pour la population que pour l'administration. Dans les bulletins du recensement de 1897, les habitants d'Asie centrale pouvaient répondre « musulman » à la question de la langue, en Sibérie, certains répondaient « luthériens »³². Dans les provinces de l'Ouest, comme en témoi-

30. Se fondant sur une conception juridique, l'article de l'encyclopédie montrait que le terme renvoyait au fond à la position marginale de ces peuples. « Inorodcy », *op. cit.*, p. 224.

31. A. I. KASTELJANSKIJ, *Formy nacional'nogo dviženija v sovremennyh gosudarstvah. Avstro-Vengrija, Rossija, Germanija*, St-Petersbourg, 1910, p. 529.

32. *Pervaja vseobščaja perepis' naselenija Rossijskoj Imperii 1897 g. pod redakcieju N. A. TROJNICKARO, Obščij svod po Imperii rezul'tatov razrabotkiannykh pervoj vseobščej perepisi naselenija*, Tome II, CSK-MVD, St-Petersbourg, 1905, p. 6. S. PATKANOV, « Statističeskija dannija pokazyvajuščija plemennoj sostav naselenija Sibiri : jazyk i rody inorodcev », *Zapiski IRGO po otdeleniju statistiki*, t. 11, vy. 1, St-Petersbourg, 1912, p. 34 & 139.

gnent les correspondances administratives, à chaque appartenance religieuse correspondait une nationalité. Par exemple, en 1903, le gouverneur de Vilnius demanda au CSK les renseignements contenus dans le recensement sur la répartition des nationalités sur son territoire. On lui répondit que l'exploitation de ces données n'était pas encore terminée, mais qu'il lui suffirait de connaître les renseignements sur la confession, déjà consultables, pour reconstituer la composition en nationalités. Un système d'équivalences fut alors exposé : les orthodoxes étaient des Russes, les catholiques des Polonais ou des Lithuaniens (ou *Žmud*)³³, les protestants, des Allemands et enfin les Juifs (Israélites), des Juifs³⁴. La correspondance entre Vilnius et le MVD prouvait combien l'enregistrement par la confession se substituait à un enregistrement par la nationalité.

Les lois de l'empire reconnaissaient la « liberté de la foi (*svoboda very*) », c'est-à-dire les différences religieuses, mais au niveau communautaire, et non à celui des individus. Elles stipulaient que « tous les peuples (*narody*) qui habitent la Russie prient Dieu Tout-puissant dans différentes langues en liaison avec la foi et la confession de leurs ancêtres ». Les peuples de l'Empire, non seulement les chrétiens, mais aussi les Juifs, les musulmans, les bouddhistes et les païens (*jazyčniki*)³⁵ pouvaient suivre les préceptes de leur religion impliquant une série de prescriptions légales et coutumières. À la fin du XVIII^e siècle sous Catherine II et plus encore sous Nicolas I, la reconnaissance de la liberté religieuse s'accompagnait de l'organisation et de la mise sous tutelle administrative des institutions religieuses non orthodoxes. À la fin du XIX^e siècle, le juriste M. A. Reisner, analysant la loi de tolérance (*veroterpimost'*) décrétée par Catherine II en 1772, expliquait qu'elle signifiait « la tolérance non de la foi, mais des tribus ou peuples avec leurs coutumes et leurs habitudes, et nullement comme une sorte de relation d'un individu à Dieu »³⁶.

L'État impérial se mit à réguler précisément les religions non orthodoxes en institutionnalisant leur hiérarchie et leur organisation cléricales³⁷. En 1810, Alexandre I^{er} avait créé l'administration principale des Affaires religieuses des confessions étrangères, finalement intégrée au ministère de l'Intérieur. L'État impérial se donnait aussi le droit d'intervenir dans des questions de dogmes, de rites et d'organisations ecclésiastiques. Il permettait aussi aux divers clergés d'exercer un contrôle social et moral sur leurs communautés³⁸.

33. *Žmud* était un terme encore utilisé, mais remis en cause, à la fin de l'empire, pour désigner une langue et une population, bientôt assimilés aux Lithuaniens.

34. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 87, l. 59, Lettre adressée à V. K. Pleve le 17 février 1903 par le gouverneur général de Vilnius.

35. *Osnovnye Gosudarstvennye Zakony*, t. 1, č1, St-Petersbourg, 1892, p. 10.

36. Sur cette démonstration, nous suivons l'analyse de Paul W. WERTH, « The Limits of Religious Ascription : Baptized Tatars and the Revision of "Apostasy", 1840's-1905 », *The Russian Review*, n° 59, Octobre 2000, p. 496.

37. La nomination du mufti d'Orenbourg pour les musulmans (1788), reconnaissance du gouvernement communal juif en 1827, ou encore constitution du consistoire général évangélique en 1832.

38. Robert CREWS, « Empire and the Confessional State : Islam and Religious Politics in Nineteenth-Century Russia », *The American Historical Review*, vol. 108, n° 1, Février 2003, p. 50-83.

En effet, comme le rappelait dans ses analyses Patkanov, une partie du droit privé, la vie familiale et l'état-civil étaient définis par l'appartenance confessionnelle³⁹. En l'absence d'une unification et d'une sécularisation du droit civil, dans les régions frontalières, des règles particulières présidaient à la vie quotidienne des individus. Les cosaques, les colons ou encore les peuples nomades, les juifs et les musulmans disposaient de leurs propres règles concernant aussi bien le mariage que l'héritage⁴⁰. En l'absence d'un état-civil tenu directement par les fonctionnaires d'État, la hiérarchie religieuse jouait le rôle de bureaucratie étatique dans les communautés auxquelles la religion d'État, l'Église orthodoxe, n'avait pas accès. Les activités caritatives, l'école, le serment de service à l'empereur, la diffusion des nouvelles s'ajoutaient aux enregistrements des naissances, des mariages et des décès pour conférer au clergé local un rôle de passerelle entre les communautés rurales et l'État central⁴¹.

La confession avait une place fondamentale dans la vie des individus. L'inscription dans les registres paroissiaux donnait droit à une existence légale. Des extraits de ces registres constituaient le principal moyen d'identification à la fin de l'Empire, les renseignements qu'ils comportaient étaient reportés dans le passeport intérieur. Ils permettaient d'attester le nom, le sexe, l'âge, la situation matrimoniale, le domicile légal, la confession et l'ordre. Dans le code des lois, diverses formes modèles de registres paroissiaux destinées aux orthodoxes, aux musulmans, aux karaïtes (juifs non talmudiques), aux juifs, écrites en russe, en hébreu ou en tatare (en écriture arabe) etc. étaient éditées afin de promouvoir un enregistrement standardisé des données d'état-civil⁴². En général, jusqu'à la Révolution et à la mise en place d'un état-civil sécularisé par les bolcheviques, le clergé demeura le gardien de l'identité civique des individus.

La religion revêtait en grande partie un caractère héréditaire et endogamique. Le passage d'une confession à une autre était rare (bien qu'il s'accélérait au début du XX^e siècle) et strictement encadré. Un ensemble de règlements définissait précisément les procédures de ces mariages mixtes religieux. Ainsi les chrétiens, s'ils pouvaient se marier entre eux, n'étaient pas autorisés à faire de même avec des non-chrétiens, à l'exception des luthériens ayant le droit de se marier avec les juifs et les musulmans, mais non avec les animistes⁴³. Les statisticiens estimaient que le passage d'une confession à une autre était le plus souvent suivi de la perte de la nationalité⁴⁴. Dans les projets de loi qui remettaient en cause la rigidité de ces règles, il était rappelé que les mariages mixtes avaient permis le rapprochement (*sbliženie*) et en partie la fusion (*sljanie*) des différentes nationalités⁴⁵.

39. Institut International de Statistique, session 1899, Christiana PATKANOV, *Dépouillement des données sur la nationalité et la classification des peuples de l'Empire russe d'après leurs langues*, p. 5.

40. William G. WAGNER, *Marriage, Property and Law in Late Imperial Russia*, Clarendon Press, Oxford, 1994, p. 57.

41. Robert CREWS, « Empire and the Confessional State : Islam and Religious Politics in Nineteenth-Century Russia », *op. cit.*

42. *Zakony o sostoianjah*, 1876, *op. cit.*, p. 189-303.

43. MVD-DDDII Zakonoproekt o svobode sovesti, 1907-1908. *Materialy*. St-Petersbourg, 1907.

44. Institut International de Statistique, session 1899, Christiana, Patkanov, *op. cit.*, p. 5.

45. MVD-DDDII Zakonoproekt o svobode sovesti, *op. cit.*, p. 42.

*La religion orthodoxe, la liberté de conscience
et la fin d'un modèle d'assimilation*

La proximité dans les formes d'identification à une communauté spirituelle nationale ou religieuse se manifestait très nettement dans le cas russe en raison du lien organique – établi dans l'empire, et ce jusqu'en 1917 –, entre l'orthodoxie et l'État. Dans la constitution d'une idéologie impériale par le comte Ouharov en 1833, l'orthodoxie figurait au premier plan, suivie de l'autocratie et de la nationalité, pour définir l'essence de la Russie. En dépit de la reconnaissance d'autres religions, explicitement liée à celle des divers peuples de l'espace impérial, l'orthodoxie officielle jouissait de privilèges uniques, qui témoignaient de sa place absolument dominante.

Des campagnes de prosélytisme orthodoxe avaient accompagné l'intégration de nouveaux territoires⁴⁶. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, en particulier à partir du règne d'Alexandre III, puis de Nicolas II, le soutien de la monarchie à l'Église orthodoxe se manifesta par une aide aux missions, écoles et constructions d'églises orthodoxes dans le Caucase, dans les régions de la Volga comme dans les provinces de l'Ouest.

L'entreprise d'assimilation se poursuivait dans la seconde partie du XIX^e siècle. Au milieu du XIX^e siècle, les Maris dans la région de la Volga appelaient leur foi « foi mari », et les chrétiens maris étaient appelés les « croyants russes »⁴⁷. Les rites animistes étaient associés à une culture ethnique, et les rites orthodoxes comme le contact avec la paroisse et le clergé russes étaient autant de signes d'une acculturation, comprise comme une assimilation.

La qualité d'orthodoxe était protégée et héréditaire, puisque l'apostasie était interdite. Comme le rappelait le recensement de 1897, au cas où les recenseurs avaient des doutes, les enfants ayant un parent de confession orthodoxe étaient forcément orthodoxes et devaient être inscrits comme tels⁴⁸. Les convertis à cette religion devaient promettre solennellement de demeurer toujours dans l'obéissance de l'Église orthodoxe et de baptiser et élever leurs enfants dans l'orthodoxie.

Comme après révoltes survenues lors du recensement de 1897, (voir chapitre précédent) au début du XX^e siècle, l'expérience des apostats dans les régions de la Volga, dans les pays Baltes ou dans les provinces de l'Ouest et le difficile contrôle des religions interdites – les uniates mais aussi les sectes orthodoxes – conduirent le gouvernement impérial à reconsidérer la législation⁴⁹. Les uniates espérèrent pour le moins se faire recon-

46. Robert P. GERACI, Michael KHODARKOVSKY, ed., *Of Religion and Empire. Missions, Conversion, and Tolerance in Tsarist Russia*, Cornell University Press, Ithaca and London, 2001. Cf. *supra*.

47. Paul W. WERTH, *At the Margins of Orthodoxy*, *op. cit.*, p. 29-30.

48. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 90, l. 172 : « S'il n'y a pas d'indications sur la foi des enfants, prendre la foi du père, en ayant à l'esprit que les enfants, dont un des parents est orthodoxe, est orthodoxe. »

49. Les sectes orthodoxes interdites, notamment les vieux-croyants, vivaient dans la plus totale illégalité. Leurs naissances, mariages, morts n'avaient aucune existence légale. En 1874, un état-civil tenu par la police et qui leur était dédié avait été mis en place. Mais il resta peu développé jusqu'en 1905 où la question des registres paroissiaux des sectateurs fut rediscuté dans le contexte de la nouvelle tolérance religieuse. F. A. Seleznev, « D. V. Surotkin i sverossijskie s'ezdy staroobradcev v načale XX veka », *Otečestvennaja istorija*, 5, sept-oct 2005, p. 84, Peter WALDRON, « Religious Reform after 1905 : Old Believers and the Orthodox Church », *Oxford Slavonic Papers*, New series, vol. XX, 1987, p. 110-139.

naître comme catholiques, voire dans leur foi uniaste, par l'Empereur Nicolas II. Dans les régions de la Volga depuis 1829 et surtout 1863, des personnes enregistrées comme orthodoxes et aux ancêtres baptisés, se réclamèrent de la foi musulmane et exigèrent le retour à leur confession d'origine. Ils multiplièrent les pétitions auprès de l'Empereur dans le but de voir reconnaître leur foi véritable, arguant d'un mauvais enregistrement comme chrétiens dans les révisions, ou du principe de la liberté de conscience religieuse. Ce mouvement de retour d'« orthodoxes » à la religion musulmane, voire l'islamisation d'orthodoxes anciens animistes, inquiétaient les instances religieuses et étatiques qui entreprirent de reprendre la politique missionnaire dans le but de freiner ce mouvement. Spécialiste des missions auprès des Non-Russes de la plaine de la Volga et initiateur de nouvelles méthodes de prosélytisme et d'éducation pour les allogènes, Il'minsky voyait dans la conversion spirituelle des Non-Russes à l'orthodoxie la voie de leur devenir russe. Préconisant d'utiliser les langues et le clergé autochtones pour améliorer et augmenter les conversions, il faisait de la spiritualité orthodoxe le critère de définition de la conscience nationale et de l'identité russe⁵⁰.

Au début du XX^e siècle, l'idée de distinguer les intérêts de l'État de ceux de l'orthodoxie se renforça néanmoins, tant chez les ministres que chez un certain nombre de dignitaires orthodoxes. Les exortations à la tolérance religieuse et les troubles révolutionnaires imposèrent au tsar la reconnaissance de la liberté de conscience (*svoboda sovesti*) dans le Manifeste d'octobre 1905. À la suite de ce dernier, dont les dispositions ne furent jamais pleinement définies⁵¹, la possibilité d'abandonner la religion orthodoxe au profit d'une autre religion, si elle était chrétienne, fut reconnue. Les personnes enregistrées comme orthodoxes mais professant une autre religion chrétienne, pouvaient désormais retirer leurs noms des registres paroissiaux orthodoxes⁵². Dans les provinces baltes, des « retours » massifs dans l'église luthérienne se produisirent aussi⁵³. Le problème des apostats musulmans de la région de la Volga fut à son tour envisagé, la diffusion de l'édit de Tolérance valant pour la population reconnaissance de leur foi musulmane. Un droit de retour à la religion de leurs ancêtres leur fut finalement concédé dès lors qu'ils pouvaient faire la démonstration de leur ancienne appartenance à l'islam ou de celle de leurs ancêtres. De 1905 au début 1909, près de 50 000 apostats furent officiellement reconnus musulmans et furent affectés aux paroisses musulmanes locales⁵⁴.

50. Paul W. WERTH, *At the Margins of Orthodoxy*, Cornell University Press, Ithaca and London, 2002, p. 142.

51. A. A. DORSKAJA, « Rossijskoe zakonodatel'stvo o svobode sovesti v 1905-1917 », *Problemy social'no-ekonomičeskoj i političeskoj istorii Rossii XIX-XX v.v.*, St-Petersbourg, 1999, p. 354-363. Voir la thèse en cours de Michel Tissier.

52. Heinz Dietrich LÖWE, « Russian Nationalism and Tsarist Nationalities Policies in Semi-Constitutional Russia, 1905-14 », *New Perspectives in Modern Russian History*, Robert B. Mc Kean (ed.), Mac Millan, London, 1992, p. 253-256.

53. D'après les données du département des foies étrangères, 11 000 orthodoxes seraient « repassés » à la foi luthérienne, 171 000 au catholicisme, M.A. VOLHONSKIJ, « Nacional'nyj vopros vo vnutrennej politike pravitel'stva v gody pervoj russkoj revolucii », *Otčestvennaja istorija*, 5, sept-oct 2005, p. 52.

54. Paul W. WERTH, « The Limits of Religious Ascription : Baptized Tatars and the Revision of "Apostasy", 1840's-1905 », *op. cit.*, p. 510.

Lors des débats à propos d'un projet de recensement prévu pour 1915, mais annulé du fait de la guerre (voir *infra*), le problème de l'enregistrement de la confession se déplaça. La question de la non-croyance fit l'objet de discussions⁵⁵, et la possibilité d'un décalage entre l'appartenance confessionnelle légale et la croyance des individus fut reconnue. Le président du conseil de la statistique, M. I. Georgievskij, ou encore le statisticien V. V. Stepanov défendirent l'idée que la question à poser par les recenseurs ne devait pas être la question, « à quelle foi êtes-vous rattaché ? », mais « à quelle foi vous rattachez-vous vous-même⁵⁶ ? ». Le statisticien A. A. Kaufman, dans le quotidien *Reč*, un des dirigeants du parti KD, compara la question de la religion à celle sur la famille, expliquant que le recensement ne s'intéressait pas à leur aspect formel, mais voulait connaître la réalité de la composition familiale et de la foi des individus⁵⁷. Le bulletin de recensement prévu devait ainsi contenir en huitième position la question sur la foi (*vera*), telle que chacun la reconnaissait sienne⁵⁸. Les statisticiens promurent cette conception de la religion personnelle, non réductible à une inscription administrative, envisageant même l'existence de sujets se déclarant sans confession.

Religion et nationalité

Comme l'expliquaient alors les juristes impériaux, la protection et la prédominance de la religion d'État avaient certes constitué de puissants moteurs d'intégration impériale, transformant les convertis et leur progéniture en orthodoxes et ceci définitivement, puisque quitter l'orthodoxie était interdit. Du fait de l'équivalence posée entre « être russe » et « être orthodoxe », il était clairement affirmé que l'obligation d'élever les enfants dans la religion orthodoxe était un moyen d'assimilation nationale⁵⁹. Mais ils reconnaissaient que la liberté de conscience accordée par l'Empereur dans son Manifeste de 1905 remettait totalement en cause ce processus en accordant aux parents la possibilité d'élever leurs enfants dans la religion de leur choix. Les progrès de l'idée de liberté de conscience (*svoboda sovesti*) des individus, et non plus seulement de la tolérance des cultes non orthodoxes, firent perdre aux catégorisations religieuses leur rigidité.

À la même période, l'administration locale rejetait l'amalgame entre confession et nationalité. Le gouverneur de Vilnius précisa que « la confusion entre religion et nationalité a entraîné de sérieuses erreurs dans la pratique administrative locale, du fait de l'identification, tout à fait injustifiée, de l'appartenance à une certaine confession avec l'appartenance à l'une des *narodnosti*, pour lesquelles sont en vigueur les lois restrictives du kraj du Nord-Ouest⁶⁰ ». Soulignant que des décrets discriminatoires avaient été

55. Proposition faite par l'académicien Ivan Janžul' dans une lettre adressée au directeur du CSU le 19/3/1909, RGIA, f. 1290, op. 10, d. 117, l. 2.

56. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 130, ll. 9-13.

57. *Reč*, 9 mai 1914.

58. « Kto kakoj very kak každyj sam sebja sčitaet ? », f. 1290, op. 10, d. 130, l. 119.

59. MVD-DDDII Zakonoproekt o svobode sovesti, 1907-1908, *Materialy*, op. cit., p. 42.

60. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 87, l. 59, Lettre adressée à V. K. Pleve le 17 février 1903 par le général gouverneur de Vilnius.

édités depuis 1865 à l'encontre non des catholiques mais des individus d'origine polonaise, l'administration rappelait au début du XX^e siècle que la question de la nationalité était spécifique.

Malgré les projets d'égalisation des droits, les dispositions concernant les discriminations personnelles fondées sur la nationalité ou la religion furent en grande partie maintenues après 1905. Mais les raisons invoquées pour ce maintien et la rhétorique employée nous éclairent sur la sécularisation et la nationalisation des enjeux politiques au début du XX^e siècle. Concernant les discriminations visant les juifs, les propositions de lois indiquaient que les limitations légales n'étaient pas liées à la confession mais aux « particularités nationales » des juifs, « les constituant en groupe allogène (*inorodčeskij*), indépendamment de la religion⁶¹ ». Le gouvernement impérial refusa globalement de revenir sur un grand nombre de discriminations religieuses ou ethniques. La seule nouveauté consista dans le fait qu'il expliqua dorénavant la nécessité de se prémunir de certains individus non pas à cause de leur appartenance religieuse (ces formes de discrimination pouvant être considérées comme illégales depuis l'édit de Tolérance), mais de leur nationalité. Parallèlement, les dispositions légales précisaient que pour attester de la nationalité, le critère confessionnel pouvait encore être utile⁶².

Le processus de sécularisation par la nationalisation des enjeux politiques s'accéléra dramatiquement à la suite de la Révolution de 1905. L'identité religieuse n'était plus le critère majeur de déloyauté politique, elle restait un critère permettant de révéler la nationalité, qui, elle, était susceptible de définir la déloyauté. Mais les conversions et l'affaiblissement de la rigidité des barrières confessionnelles autorisés par la reconnaissance de la liberté de conscience personnelle remettaient aussi en cause l'efficacité de l'inscription confessionnelle pour identifier la nationalité des sujets impériaux. Dès lors, il devenait nécessaire de l'enregistrer directement.

La nationalité à l'âge de la politique

Élections et institutionnalisation de la nationalité

Les autorités impériales analysèrent les événements révolutionnaires de 1905 en fonction des appartenances sociales et ethniques de leurs protagonistes. Le mouvement en faveur des droits nationaux se répandit dans les régions occidentales et caucasiennes. Malgré les limites des réformes, la revendication d'une citoyenneté, d'un droit politique personnel, se fit entendre et aboutit à la convocation par le Tsar d'une assemblée

61. Il était alors précisé que « l'appartenance à telle ou telle religion, y compris la religion juive, ne doit pas en elle-même servir de fondement pour quelque limitation que ce soit dans le domaine des droits personnels et de propriété. Toute discrimination existante doit être abolie, mais cela ne préjuge pas de la question de la révocation des limitations à l'encontre de différents groupes nationaux quand elles sont mises en œuvre pour des raisons politiques, quand bien même il faudrait pour définir ces groupes recourir à d'autres critères, dont le critère confessionnel ». MVD-DDDII Zakonoproekt o svobode sovesti, 1907-1908, *Materialy, op. cit.*, p. 3-4.

62. V. S. DJAKIN, *Nacional'nyj vopros vo vnutrennej politike carizma (XIX-načalo XXvv.)*, « LISS », St-Petersbourg, 1998, p. 91-92.

(douma). La politisation consécutive à la création de la douma, l'apaisement de la censure et la diffusion beaucoup plus large de l'écrit débouchèrent sur un large débat sur le statut des Non-Russes dans le pays. Le Manifeste d'octobre 1905, que les troubles révolutionnaires avaient forcé Nicolas II à signer, accordait des droits de protection personnelle parmi lesquels l'inviolabilité des personnes, la liberté de conscience, de parole, de réunion. Malgré son application très partielle, les habitants de l'empire se sentirent pourvus d'une capacité d'action que contredisait l'existence des catégories juridiques traditionnelles imposées à la naissance et qui définissaient leur rapport inégalitaire à la souveraineté politique. Le principe de l'égalité civile devint une exigence chez les opposants au régime. Les juristes impériaux se mirent à répertorier et à envisager la levée, très partielle, des incapacités légales liées au sexe, à la religion ou à la nationalité. Les mesures discriminatoires dont faisait personnellement l'objet une partie de la population non-russe ou qui concernaient leurs langues furent dénoncées, mais ne furent finalement que très partiellement abolies⁶³.

La promesse faite par Nicolas II de réunir une assemblée représentative dans le rescrit du 18 février 1905 avait été suivie d'effervescents débats dans tout le pays. Les demandes de réunion d'une assemblée constituante, mais aussi de tolérance religieuse, d'égalité civile et d'autonomie territoriale affluèrent à Saint-Petersbourg. Dans un premier temps, la commission électorale présidée par A. G. Bulygin décida d'une loi électorale accordant le droit de vote aux couches sociales « mûres » et dans les localités où « le niveau de conscience civique » était suffisant. Les circonscriptions électorales devaient correspondre à celles de *zemstva* et ne concernaient pas la steppe, le Turkestan, la Sibérie, une partie du Caucase. Les allogènes nomades et dans un premier temps les juifs devaient être exclus du vote. Finalement, sous la pression des événements, une nouvelle loi électorale fut publiée en décembre 1905. Le niveau de cens nécessaire à la participation y était considérablement réduit et les paysans comme les habitants des périphéries étaient maintenant conviés à la nouvelle assemblée. Mais la représentation des régions non-russes était proportionnellement moins importante que celle des régions centrales. En outre, des sièges parlementaires furent bientôt réservés pour les partisans du régime dans les périphéries : russes orthodoxes ou cosaques⁶⁴.

Au sein de la douma, des fractions politiques se définissaient selon leur nationalité ou leur confession. Ainsi la Kolo polonaise, les Kazakhs, la fraction musulmane ou les Polono-Lithuaniens, les Biélorusses etc., réunissaient les députés des régions périphériques et spécifiaient leurs attentes en termes de droits personnels et culturels. Ce fut dans ce contexte que les organisations nationales qui avaient en partie mené les révoltes dans les régions périphériques spécifiaient les formes culturelles et participatives auxquelles

63. Ainsi si les interdictions pour les Polonais d'acheter et de louer la terre dans les provinces de l'ouest et d'enseigner dans leur langue furent levées, des emplois leur restèrent fermés, V. S. Djakin, *op. cit.*, p. 63. Les juifs ne furent plus déportés lorsqu'ils résidaient hors de leur zone de résidence obligatoire, mais les *numerus clausus* dans les établissements d'enseignement secondaire et supérieur furent finalement maintenus et étendus à de nouvelles institutions scolaires. À partir de 1912, les juifs ne pouvaient plus être élus juges de paix. L'interdiction d'enseigner en lithuanien fut levée. Marc SZEFTTEL, *The Russian Constitution of April 23, 1906*, Éditions de la Librairie encyclopédique, Bruxelles, 1976, p. 248-249.

64. CIUNČUK, RA, *op. cit.*

elles voulaient avoir droit. Au sein des assemblées des *zemstva* comme à la douma de Saint-Petersbourg, les demandes en termes de protection civile, de levée des mesures discriminatoires, d'obtention de droits culturels et religieux, de régulation des migrations des paysans russes vers l'Asie furent transmises par l'intermédiaire des députés⁶⁵. Les grands partis nationaux, notamment les KD, se faisaient aussi l'écho des demandes nationales issues des périphéries⁶⁶.

La mobilisation au nom du droit des nationalités et de l'égalité civique ne s'exprimait pas qu'à Saint-Petersbourg, mais aussi localement au moment des élections de la douma. Certains électeurs réclamaient un traitement égalitaire, une reconnaissance des particularités linguistiques, le retour ou la garantie d'une autonomie administrative, voire la redéfinition de l'Empire comme fédération. La forte présence de députés « nationaux », en particulier des Polonais qui, au sein de l'Union polonaise (Kolo), avaient la maîtrise de la majorité à la chambre, avait bouleversé les cadres de l'intégration à l'Empire.

Le 3 juin 1907, Nicolas II attribua l'échec de la seconde Douma à la présence excessive de Non-Russes au niveau de « conscience civique » trop faible et susceptibles de provoquer la désintégration de l'Empire. Il décida de dissoudre l'assemblée et de changer la loi électorale. Les clauses nationales de cette dernière furent justifiées ainsi : « La douma doit être russe dans son esprit, puisqu'elle a été créée pour sauvegarder l'empire. Ces peuples étrangers appartenant à l'empire peuvent avoir des représentants à la douma répondant à leur besoin, mais leur nombre ne doit pas leur permettre de décider des questions purement russes. Dans les régions frontalières où la population n'a pas atteint un niveau suffisant de conscience civique, les élections de la douma doivent être temporairement suspendues⁶⁷. » Mêlant définitions territoriale et personnelle de la nationalité, la loi électorale fut adoptée pour contenir l'influence des allo-gènes. Des régions périphériques perdirent tout droit à la représentation politique ou furent dotées d'un nombre de députés plus faible que par le passé⁶⁸. En outre, les députés non russes ne pouvaient plus statuer sur des décisions « purement russes (*russkie*) ». Les effets de cette redéfinition du corps électoral comme devant être russe

65. Edward CHMIELEWSKI, *The Polish Question in the Russian State Duma*, The University of Tennessee Press, Knoxville, 1970, Terry MARTIN, *The Mennonites and the Russian State Duma. 1905-1914*, The Donald W. Treasgold Papers, Paper n° 4, January 1996, Diljara USMANOVA, *Musulmanskie predstaviteli v rossijskom parlamente, 1906-1916*, Akademija Nauk RT, Kazan, 2005, Omirzak OZGANBAJ, *Gosudarstvennaja Duma Rossii i Kazahstan (1905-1917)*, « Arys », Almaty, 2000.

66. Warren B. WALSH, « Political Parties in the Russian Dumas », *The Journal of Modern History*, vol. 22, n° 2, juin 1950, p. 144-150, Geoffrey A. HOSKING, *The Russian Constitutional Experiment. Government and Duma, 1907-1914*, Cambridge University Press, London, 1973.

67. Manifeste du 3 juin, Polnoe Sobranie Zakonov Rossijskoj Imperii. *Sobranie tretie*, t. XXVII, 1907, St-Peterbourg, 1910, n° 29240-41, p. 319-320, Heinz-Dietrich LÖWE, « Russian Nationalism and Tsarist Nationalities Policies in Semi-Constitutional Russia, 1905-1914 », *op. cit.*, p. 250-277.

68. Ainsi les régions de la steppe, du Turkestan, les provinces de Turgai, de l'Oural, d'Iakoutsk, les peuples nomades d'Astrakhan et de Stavropol comme les cosaques de Sibérie n'avaient plus droit à un député, alors que les députés élus dans la principauté de Pologne passaient de 46 à 14, dont deux devaient être obligatoirement russes. Polnoe Sobranie Zakonov Rossijskoj Imperii. *Sobranie tretie*, t. XXVII, 1907, St-Peterbourg, 1910, n° 29242, p. 321, Abraham ASCHER, *The Revolution of 1905. Authority Restored*, t. 2, Stanford University Press, Stanford, 1991, p. 352.

dans son esprit se manifesta à l'échelle locale par l'organisation d'un enregistrement des électeurs selon la nationalité. Déjà mises en place dans certaines régions de l'Ouest ou du Caucase à l'occasion des élections des *zemstva* et des conseils municipaux ou pour certains sièges à la douma, des curies nationales furent organisées, pour élire le nombre de députés ou de grands électeurs attribué à chaque nationalité. La nouvelle loi ne concernait en effet pas seulement les représentants des régions frontalières : dans les provinces centrales, elle visait aussi à limiter le nombre d'électeurs et d'élus en fonction de leur nationalité.

Dans les régions de la Volga comme dans les provinces de l'Ouest, l'administration russe avait fait le douloureux constat d'une mobilisation politique plus grande chez les électeurs non russes et des mesures furent prises pour réduire leur participation. D'après la nouvelle loi électorale du 3 juin 1907, les électeurs allaient dans les assemblées électorales primaires être différenciés selon leur ordre (*soslovie*) et selon leur nationalité⁶⁹. Les fonctionnaires locaux utilisèrent les données sur la religion et d'autres critères comme le nom de famille, la langue ou encore leur propre connaissance des personnes considérées pour établir la nationalité des personnes⁷⁰.

En 1909, le premier ministre Stolypine élaborait une loi étendant l'autogouvernement local des *zemstva* et des conseils municipaux à certaines provinces de l'Ouest. Il projeta une nouvelle forme de loi électorale. Remettant en cause le système fondé sur les assemblées en ordres (*soslovija*), les nobles, les paysans ayant droits à un nombre de députés précis, il voulut ne distinguer les électeurs qu'en fonction de leur nationalité polonaise et autres. Sa volonté de rompre avec le système des *soslovija* pour introduire une représentation fondée sur la seule nationalité rencontra une vive opposition dans l'appareil d'État. Si la « nationalisation » des enjeux politiques étaient déjà bien entamée, une grande partie de la bureaucratie russe restait parallèlement attaché aux distinctions selon les ordres⁷¹. Cette stratification sociale continuait à structurer les imaginations politiques. L'échec de cette tentative de législation permet certes de nuancer la vision d'une prédominance absolue de la question nationale à la fin de l'Empire. Néanmoins dans les pratiques électorales – visant au départ à assurer une meilleure représentation de la population auprès du souverain – les Russes et les Non-Russes avaient été distingués. La perception d'une dichotomie entre deux niveaux de citoyenneté, deux capacités inégales à participer à la chose publique, selon que l'on soit Russe ou non, en fut considérablement renforcée.

69. Polnoe Sobranie Zakonov Rossijskoj Imperii. *Sobranie tretie*, t. XXVII, 1907, St-Pétersbourg, 1910, n° 29242, p. 324.

70. Les études de Charles Steinwedel, concernant la région de Oufa, décrivent l'administration compilant des listes d'électeurs éligibles selon les catégories traditionnelles d'ordre, de lieu de résidence, de propriété et de nationalité : « Making Social Groups, One Person at a Time : The identification of Individuals by Estate, Religious Confession, and Ethnicity in Late Imperial Russia », *op. cit.*, p. 67-82.

71. Abraham ASCHER, *P. A. Stolypin. The Search for Stability in Late Imperial Russia*, Stanford University Press, Stanford, 2001, p. 332-342.

Le second recensement impérial

Alors que le gouvernement préparait un second recensement prévu pour 1913 puis pour 1915, il fut confronté à une inflation de requêtes en vue d'un juste enregistrement non plus seulement de la langue, mais de la nationalité. Les représentants des minorités nationales réclamaient aussi et produisaient des statistiques nationales.

Dès 1908, soit trois ans après les dernières parutions des résultats du premier recensement général, le Comité central de statistique (CSK) proposait de recueillir l'opinion de différentes institutions et personnalités sur le règlement de ce dernier. Le CSK espérait organiser un nouveau recensement en 1910, projet rejeté sous la pression conjuguée du ministère des Finances et du contrôle d'État. Les raisons invoquées pour ce refus ne furent pas seulement budgétaires. On avança aussi la nécessité de réformer l'institution statistique avant d'entreprendre un nouveau recensement, afin d'en garantir la qualité scientifique⁷². Parallèlement, le projet d'une loi instaurant la périodicité (décennale) pour les recensements fut discuté au sein de la douma en 1908-1909, le premier terme prévu pour 1910 fut finalement retardé pour 1913, puis pour 1915.

La nécessité d'une loi sur la périodicité censitaire se mêlait au projet de créer un centre de statistique unique et indépendant. Les statisticiens espéraient voir la création d'un organe doté de bureaux provinciaux qui ne serait plus intégré au ministère de l'Intérieur (MVD) et à ses réseaux de bureaux de gouvernement. Ils voulaient ainsi garantir une production indépendante des données chiffrées⁷³.

Cette exigence était relayée par la presse. En 1913, par exemple dans le journal *Novoe Slovo*, un appel fut lancé au CSK pour recruter – afin de réaliser le recensement – les membres des bureaux de statistique des villes et des *zemstva*. Cette participation devait être inscrite dans la loi. En outre, il fut demandé que les organes d'autogouvernement locaux puissent poser des questions supplémentaires au formulaire central⁷⁴. Les nouvelles élites russes manifestaient leur intérêt pour les statistiques par des exigences en matière de recrutement de membres de la société civile (représentants des *zemstva*, de la statistique rurale ou chefs des administrations urbaines)⁷⁵.

La préparation du second recensement différa complètement de la précédente : les débats furent beaucoup plus riches, une correspondance entre la CSK et tout un monde de savants ou d'administrateurs centraux et locaux s'établit sans discontinuer

72. La chronologie de la préparation du second recensement de l'empire est tirée du dossier sur la ratification du règlement du second recensement général, issu des archives de la douma, qui contient au départ la déclaration du ministre de l'Intérieur à ce sujet, RGIA, f. 1278, op. 6, d. 1167, ll. 1-15, cf. aussi f. 1276, op. 10, d. 8, dossier du Comité des ministres sur le projet de règlement du second recensement de l'empire.

73. Martine MESPOULET, *Statistique et révolution en Russie. Un compromis impossible (1880-1930)*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2001.

74. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 125, article non daté de 1913. Cette demande de mener des enquêtes supplémentaires fut aussi relayée dans *Burževyja vedomosti*, 29/1/1914. Sur la participation des acteurs sociaux, article du 20 février 1915, *Petersburskij kur'er*, l. 39.

75. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 125, l. 26. *Reč*, 5 novembre 1913.

de 1908 à 1915 et les scientifiques (statisticiens, géographes, économistes) y furent mieux représentés⁷⁶.

Mais le CSK resta rattaché au ministère de l'Intérieur. Le gouvernement impérial ne se départit jamais de sa capacité de contrôler les chiffres, notamment concernant la question des nationalités. Malgré nombre de discussions et de consultations entreprises pour élaborer le bulletin, ce dernier fut conçu dans le secret⁷⁷.

Dans son premier projet de règlement du recensement pour 1913, le CSK affirma sa volonté de construire un programme plus proche des formulaires de recensement de l'Europe occidentale. Le nouveau bulletin reflète surtout les évolutions institutionnelles et les nouvelles préoccupations du régime. L'obligation de mentionner le *sostoianie*, le lieu d'immatriculation, la situation militaire, et la totalité des noms propres fut supprimée. À l'inverse, comme les organisateurs du recensement l'affirmaient, les questions concernant la composition ethnique, l'instruction, les occupations furent augmentées⁷⁸. Le dernier formulaire projeté comportait plus d'une vingtaine de questions. En plus des données sur le nom, les défauts physiques, le sexe, la situation familiale, l'âge, le lieu de naissance et de résidence habituelle, il contenait la question du *soslovie* – qui devenait la citoyenneté pour les étrangers (*poddanstvo*) –, la confession, le *rodnoj jazyk* et la langue parlée, ainsi qu'une question sur la connaissance du russe (sauf pour les Ukrainiens et Biélorusses censés être russophones). Une série de cinq questions portait sur la lecture et l'écriture, en russe ou dans une autre langue, et sur la formation. Enfin, les occupations, professions, métiers, services et autres moyens d'existence étaient distingués en principaux et supplémentaires⁷⁹.

Finalement retardé, le second recensement de l'empire fut annulé du fait de l'entrée en guerre de la Russie⁸⁰.

La bataille des chiffres

Auparavant, les résultats du premier recensement, définitivement publiés en 1905, avaient été analysés, appropriés et corrigés. Dans le mensuel *Kievskaja Starina*, le statisticien L. Liškov s'était intéressé aux chiffres issus de la région du Sud-Ouest d'après les données du recensement de 1897. Il estimait que les indications de la population sur la question de la langue avaient été trop dépendantes de l'attention et de la transmission

76. RGIA, f.1290, op. 10, d. 130, ll. 9-13 : les statisticiens invités aux discussions sur les travaux préparatoires au recensement de la population étaient : A. A. Kaufman, V. V. Stepanov, G. G. Švittau (professeur d'économie politique et de statistique). Lors des réunions à propos de l'enregistrement des nationalités, les spécialistes de la question étaient : S. K. Patkanov, A. A. Kaufman, le statisticien V. V. Stepanov, à l'époque directeur de la branche statistique de la municipalité de St-Petersbourg. Stepanov et Kaufman furent seulement invités comme conseillers aux réunions sur le recensement, alors que Patkanov ou le géographe Kovalevskij étaient membres de la commission de recensement. RGIA, f.1290, op. 10, d. 139, l. 1.

77. « Nenujnaja tajna », *Včernaja Vremja*, 23 octobre 1913, RGIA, f. 1290, op. 10, d. 125, l. 23.

78. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 118, l. 52.

79. RGIA, f. 1290, op. 10, d.157, l. 33-40 ob.

80. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 125, l. 64. Ainsi, le 1^{er} novembre 1914, le journal *Rež* informait ses lecteurs que le gouvernement de Moscou avait reçu une notification du CSK l'informant qu'en raison de la situation de guerre, le recensement prévu pour 1915 avait été annulé.

conscientieuse des recenseurs. Or il jugeait le niveau de motivation de ces derniers insuffisant pour expliquer à la population « en détail et d'une manière appropriée » ce qui était sous-entendu par la notion de *rodnoj jazyk* dans des régions où, en effet, les frontières linguistiques étaient particulièrement floues. Liškov en concluait que souvent l'interrogé avait répondu « le russe », et que le recenseur, inculte, l'avait immédiatement compté comme grand-russe, alors que l'interrogé (du nombre des Petits-Russes) sous-entendait justement la langue petit-russe⁸¹. Allant plus loin, A. Jarosevič, dans le même journal *Kievskaja Starina*, analysait l'exploitation de la question de la langue maternelle. Concluant à l'absence d'une conscience nationale dans la région chez les Ukrainiens ou les Biélorusses, qu'il expliquait par l'héritage des politiques de répression linguistique menées par le gouvernement, il concluait que les chiffres de leur population étaient sous-estimés⁸². A. Novina estimait, quant à lui, qu'au lieu du nombre de 5 885 547 Biélorusses issu du recensement, il était préférable de s'en remettre au nombre de 8 millions, donné par le professeur Karskij, sur la base de son enquête sur les spécificités linguistiques des Biélorusses⁸³. Et M. Slavinskij considérait que le nombre des Grands-Russes avait été surestimé dans le recensement de 1897, à l'inverse de celui des juifs, des Ukrainiens, des Polonais et des Arméniens qui devait être corrigé à la hausse⁸⁴. Dans les poèmes des nationalistes tatares, le chiffre de la population musulmane de l'empire russe, estimée par les statistiques officielles à seize millions, atteignait les quarante millions⁸⁵.

Dans les provinces de l'Ouest, les habitants redoutaient des manipulations statistiques du critère linguistique chez les administrateurs. Le projet de création de la province de Kholm renforça leur crainte. Dans les années 1910, ce fut en effet à cette occasion qu'une bataille de statistiques s'engagea. Les administrateurs russes mirent alors à exécution le projet de création d'une entité administrative nouvelle et distincte, la province de Kholm, formée des deux gouvernements de Lublin et Siedlce, jusqu'ici territorialement intégrés au kraj de la Vistule (l'ancien royaume de Pologne). La formation d'une enclave russe dans une région traditionnellement polonaise était justifiée par la présence dans ces gouvernements d'une importante population ukrainienne. Majoritairement uniates et proches culturellement et religieusement des Polonais, les habitants de ces régions étaient néanmoins considérés comme Russes par le gouvernement du

81. L. Liškov poursuivait son analyse des chiffres du recensement, en particulier en expliquant le faible nombre de Petits-Russes instruits par le fait que ces derniers, ayants été éduqués dans la langue grand-russe, avaient donné cette dernière comme langue maternelle. Il envisageait aussi le cas des bilingues. Il concluait que des personnes nées en Petite-Russie, ayant comme ancêtres des autochtones (*iskonnnyh*) petit-russes, voire même n'ayant jamais quitté leur pays, avaient été comptabilisées comme Grand-Russes. L. Liškev, « Jugo-zapadnyj kraj po dannym perepisi 1897 goda », *Kievskaja Starina*, god 24, t. 90, 1905, p. 317-366.

82. Il estimait que la question de la langue « exige d'un côté une autodéfinition nationale consciente et de l'autre un total respect de cette autodéfinition », A. JAROSEVIČ, *Malorossy po perepisi 1897*, Kiev, 1905, article issu de *Kievskaja Starina*, republié sous la forme d'un opuscule.

83. Anton NOVINA, « Belorusskie », issu de l'ouvrage dirigé par A. I. Kasteljanskij, *op. cit.*, p. 30.

84. M. SLAVINSKIJ, « Velikorusskie », *ibid.*, p. 280.

85. Voir la citation donnée par S. RYBAKOV, « Statistika musul'man v Rossii », *Mir Islama*, god II, t. II, Vy. XI, St-Petersbourg, 1913, p. 759. S. Rybakov concluait que les publicistes tatares gonflaient le chiffre des musulmans pour montrer l'importance de la population musulmane et leur force socio-économique.

tsar. Dans ces territoires la question des frontières linguistiques entre des langues proches comme le russe, l'ukrainien et le biélorusse, ayant donné localement naissance à une série de dialectes intermédiaires, était particulièrement confuse. Une querelle statistique entoura la création de cette province de Kholm. Elle se concentra sur la question de savoir quel était le critère de définition de la nationalité (de la langue ou de la religion) et quelles étaient les statistiques valables, permettant d'attester du caractère russe ou polonais de ce territoire⁸⁶.

Les administrateurs centraux se montrèrent globalement inquiets des formes que prenaient les enregistrements des nationalités. En 1908, le gouvernement de Vilnius exigea que les données sur la confession et la langue fussent contrôlées (*kontrolirovat'*) dans les régions frontalières. Dès 1909, le vice-directeur du bureau du procureur général du Saint-Synode s'en prit aux Géorgiens et à leur volonté d'attribuer une homogénéité ethnique à leur territoire. Il dénonça la tentative d'inclure dans la composition de la Géorgie des parties ne composant pas la Géorgie au sens propre du mot, mais seulement habitées par le même « groupe tribal kartvèle », les nationalités mingréliennes, svanes et autres. Il était indispensable, ajoutait-il de donner aux agents du futur recensement des indications strictes sur l'enregistrement des « Kartvèles », dans un but de précision et de justesse⁸⁷. Il glosa sur l'importance d'un décompte fiable des nationalités dans les périphéries où des tribus prétendaient à la domination et comptaient « artificiellement » en leur sein des groupes qui ne leur appartenaient pas, citant les régions baltes, la Biélorussie, la région de Kholm et le Caucase⁸⁸. S'il paraissait nécessaire d'avoir des données sur la composition ethnique des territoires, il s'agissait aussi d'en avoir la maîtrise.

L'administration impériale russe et la crainte de la dissolution de la tribu russe

Au moment de la préparation du recensement de 1915, la discussion sur l'enregistrement de la religion avait pris une importance particulière, non seulement à cause de la reconnaissance de la liberté de choix dans l'indication d'une appartenance religieuse, mais plus encore du fait de l'héritage de la définition de la confession comme marqueur de la nationalité. Le représentant des Affaires spirituelles des confessions étrangères au ministère de l'Intérieur se fit l'écho des craintes de l'autorité orthodoxe, et plus généralement du gouvernement, face aux mouvements d'apostasie qui faisaient du marqueur religieux un outil d'identification bien volatile. Il demanda que dans le kraj de l'Ouest, les localités uniates du royaume de Pologne, les régions de la Volga, « dans lesquelles le processus d'autodéfinition définitive de la confession n'était pas achevé » fussent enregistrées non seulement la religion actuelle, mais aussi celle dans laquelle figurait l'indi-

86. À propos du projet de création de la province de Kholm et de la bataille de statistique à laquelle elle a donné lieu : Theodore WEEKS, *Nation and State in Late Imperial Russia : Nationalism and Russification on the Western Frontier, 1863-1914*, Northern Illinois University Press, DeKalb, 1996, p. 183-189.

87. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 117, l. 65. Lettre du 13 février 1909.

88. *Ibid.*

vidu avant l'édit de Tolérance de 1905⁸⁹. Les statisticiens s'y refusèrent, faisant valoir que les réponses à une telle question seraient certainement peu fiables, puisque aucun document ne pouvait être exigé.

La crainte de l'invisibilité des identités ethniques du fait des transfuges religieux était patente. Les enjeux de ce nouveau recensement s'inscrivaient donc pour les administrateurs en partie dans la continuité de ceux de 1897, comme la volonté d'un strict contrôle des juifs. Le gouverneur de Vilnius insista dès 1908 pour que l'enregistrement de ces derniers se fasse avec soin, allant jusqu'à proposer qu'un ensemble renforcé de recenseurs s'en occupât et que des instructions particulières leur fussent consacrées⁹⁰. Une missive du gouverneur d'Akmolinsk adressée au CSK expliquait que du fait de la liberté de confession, les changements de religion étaient devenus ordinaires, en particulier dans le milieu juif. Le gouverneur concluait que la religion proclamée ne pouvait servir de critère de nationalité pour les juifs. Il espérait que le recensement permette de juger de « l'influence de l'élément allogène sur la vie du gouvernement russe », en particulier pour les juifs, les Polonais, les Arméniens⁹¹.

La xénophobie des pouvoirs centraux, relayée par les partisans du régime, était omniprésente. Elle était parfois raillée comme dans le numéro de *Birževyja Vedomosti* du 15 février 1914, où il était écrit que le recensement montrerait « jusqu'à quel point pèse sur nous la "prédominance hétérodoxe" à propos de laquelle nos fameux "véritables Russes" hurlent sur tous les toits⁹² ». Il y était fait écho de l'influence du parti nationaliste russe sur le gouvernement depuis 1907 et sur l'importance de la rhétorique xénophobe grand-russe aux approches de la guerre.

La question du national, teintée d'antisémitisme et de xénophobie, n'était pas seulement distinguée de la confession, elle l'était même de la langue. Ainsi, une lettre du 30 novembre 1908, adressée à la direction des statistiques, voulait démontrer chiffres à l'appui qu'il était évident que le décompte des personnes donnant comme *rodnoj jazyk* le russe ne garantissait pas leur origine russe, de la même manière que l'appartenance à l'orthodoxie ne pouvait être le critère de cette origine⁹³.

En 1914, alors que la date prévue pour le recensement approchait, un membre du conseil du ministère de l'Intérieur, N. Zajonkovskij, de retour de Vilnius, s'inquiétait de cette visibilité donnée par les statistiques aux différences nationales dans les régions de l'Ouest. L'émissaire du MVD traçait un tableau de la situation régionale dans la plus pure rhétorique impérialiste. Il affirmait que « le rêve le plus cher de tous les ennemis de la Russie, en particulier des Polonais, et ces derniers temps de l'Autriche-Hongrie, est depuis déjà des décennies de semer la discorde entre les trois tribus en poussant les Petits-Russes, puis les Biélorusses, à "l'autodéfinition", créant ainsi une large brèche au sein du peuple russe lui-même ». Suivait une description des agissements des prêtres catholiques auprès des Biélorusses qui enseignaient la loi divine en biélorusse, éditée en

89. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 130, l. 11-13 : journal de la réunion sur la question des travaux préparatoires au prochain recensement de la population, 17 avril 1914.

90. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 118, l. 3 & 4 ob.

91. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 121, l. 76.

92. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 125, l. 38.

93. *Ibid.*

lettres latines. Ces prêtres étaient responsables aussi bien de la revendication d'un enseignement en ukrainien que de la naissance de mouvements culturels biélorusses. Surtout il critiqua les agents des institutions impériales qui pour désigner les différentes branches du peuple russe, petit-russe et biélorusse utilisaient le mot « *nacional'nost'* » au lieu du mot « *narodnost'* » et multipliaient la production de statistiques distinguant les éléments de la grande tribu russe⁹⁴. Le conseiller exigea finalement que dans le recensement à venir, à la place du mot *nacional'nost'* soit systématiquement utilisé celui de *narodnost'* et que les Grands-Russes, les Petits-Russes et les Biélorusses figurent dans un graphe commun⁹⁵. Le 9 décembre 1914, la commission de recensement décréta que les locuteurs du petit-russe et du biélorusse devaient « simplement répondre oui » à la question 10 posée sur la connaissance du russe et de l'instruction en russe⁹⁶.

L'enregistrement de la langue et la diffusion de l'instruction

Ces interrogations renvoyaient aux évolutions extrêmement rapides que connaissait la société impériale, dans laquelle se développait – de manière en partie spontanée et en partie suscitée par l'État central – un enseignement primaire dans les langues locales. Depuis la formation de la première douma, un projet d'éducation primaire universelle et obligatoire était en discussion. Une série de mesures devait permettre de régler le problème de la scolarisation des enfants ne parlant pas le russe. En 1870, le ministère de l'Instruction publique avait déjà publié des règlements, destinés uniquement aux provinces orientales de l'empire, organisant des écoles pour les allogènes dans lesquelles l'enseignement des premières années d'études se faisait dans les langues vernaculaires. Après la Révolution de 1905, ces règlements furent rediscutés afin d'être étendus dans les provinces de l'Ouest dans lesquelles les langues locales pouvaient de nouveau être utilisées publiquement et enseignées. L'enseignement dans les langues des enfants se diffusait par l'intermédiaire des *zemstva* et des écoles religieuses ou du réseau des écoles du ministère de l'Instruction publique. L'enregistrement de la langue des parents, censée définir celle des enfants, s'était ainsi imposé dans le but d'organiser les classes et les écoles⁹⁷.

Dans sa lettre à la commission d'organisation du recensement, le conseiller de la branche juridique de la ville de Ploïsk nous apprend qu'au sein de la commission de la ville, la décision avait été prise d'enregistrer la langue des parents, définie comme celle qu'on parlait dans la famille. Il distinguait le *rodnoj jazyk*, équivalant à la langue maternelle, la langue parlée ou encore la langue de l'Église⁹⁸. Le *zemstvo* de la municipalité

94. « Au département des Affaires spirituelles, on trouve des bordereaux sur la répartition des paroissiens de confession catholique romaine par “*nacional'nosti*” qui distinguent “Biélorusses, Petits-Russes, Polonais, Lituaniens, Lettons”, mais qui omettent les Russes. Il serait très souhaitable que ces *nacional'nosti* ne soient pas prises en compte dans le prochain recensement général », *ibid.*

95. *Ibid.*

96. *Ibid.*

97. Wayne DOWLER, « The Politics of Language in Non-Russian Elementary Schools in the Eastern Empire, 1865-1914 », *The Russian Review*, volume 54, Octobre 1995, p. 516-38, Wayne DOWLER, *The Politics of Schooling Russia's Eastern Nationalities. 1860-1917*, McGill-Queen's University Press, Montreal & Kingston, London, Ithaca, 2001, Edward Chmielewski, *op. cit.*, p. 68-74.

98. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 121, l. 496.

du gouvernement d'Olonets se demandait s'il fallait recenser la langue de l'enfance d'un individu (du père, de la mère) ou sa langue actuelle⁹⁹.

Des limitations continuaient néanmoins d'être prescrites sur l'usage de l'ukrainien, du biélorusse et du yiddish dans les écoles. Dans les discussions sur le plan d'éducation élémentaire général universel et obligatoire soumis à la douma en 1910, le sujet de l'enseignement de l'ukrainien, du biélorusse et de la langue juive fut brutalement retiré de l'ordre du jour des débats¹⁰⁰.

En 1906, le ministère préconisa un enseignement dans la langue des enfants durant les deux premières années de scolarisation. Dans les régions, la diffusion des langues vernaculaires accompagnait celle de l'écrit. Les députés à la douma, représentants des diverses nationalités, demandaient que l'enseignement se fasse dans les langues autochtones, mais recommandaient aussi la diffusion du russe comme langue de communication officielle. Lors de ces discussions parlementaires, une classification des langues commençait à être discutée pour savoir quelle langue pouvait faire ou non l'objet d'une institutionnalisation. Un député proposa d'étendre l'enseignement en langue vernaculaire à quatre ans dans les huit principales langues développées de l'Empire. Mais son projet fit scandale et suscita l'ironie de ceux qui étendaient la liste à une multitude de langues dont certaines avaient des écritures en cours d'élaboration¹⁰¹.

L'enregistrement de la nationalité

Les gouverneurs de Vitebsk, de Courlande et d'Akmolinsk, le chef de police des peuples nomades de Stavropol, le chef de la direction des écoles de Lublin, l'assureur de l'assurance rurale de Tver et le chef de la ville d'Elisavetpol', mais aussi des professeurs et des statisticiens réclamèrent qu'une question directe sur la nationalité fût intégrée dans le bulletin du recensement¹⁰². Ce fut aussi le cas du membre du Conseil de statistique S. Evreinov, qui critiqua en 1909 l'expression *rodnoj jazyk* – qui ne signifiait nullement l'appartenance à un peuple – et proposa de remplacer cette question par celle de la *nacional'nost'*¹⁰³. Le professeur Koškin fut plus radical, il souhaitait que la question de la *nacional'nost'*, posée sous les termes de *narodnost'* ou de *plemija*, soit une indication majeure et apparaisse juste après les questions sur le nom, le sexe et l'âge. Le président de la municipalité rurale du gouvernement de Saratov, ou de celui de l'uezd de Jaransk (dans le gouvernement de Viatka) voulaient que fût posée la question de la *narodnost'*.

On perçoit ici nettement la tendance à distinguer les termes russes signifiant la nationalité, selon leurs connotations plus ethniques, dans le cas de *narodnost'* ou plus politiques, dans celui de *nacional'nost'*.

99. *Ibid.*, I, 728.

100. George Y. SHEVELOV, *The Ukrainian Language in the First Half of the Twentieth Century. 1900-1941*, Harvard University Press, Cambridge, 1989, p. 52.

101. W. DOWLER, *op. cit.*

102. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 159, l. 40.

103. *Ibid.*

Les statisticiens ne cachèrent pas leur embarras face à cette inflation de demandes d'enregistrement de la nationalité par une question directe. Ils n'envisagèrent pas vraiment de l'introduire dans le bulletin. Membre de la commission du recensement, le sénateur Sudejkin estimait que le mot même de « *nacional'nost'* » souffrait de grandes variations et qu'il fallait éviter les malentendus¹⁰⁴. La question était jugée « inconvenante » par Patkanov¹⁰⁵.

Alors que les instructions du recensement étaient une dernière fois débattues le 24 juillet 1914¹⁰⁶, le président du CSK critiqua la rédaction de la question 9 sur le *rodnoj jazyk* : en demandant de noter « la langue que chacun estime pour soi *rodnoj*, c'est-à-dire définissant sa nationalité¹⁰⁷ », il recevrait un matériel inexploitable et de rappeler le cas de ceux qui, bien que Non-Russes, parlaient le russe et se diraient Russes. Selon lui, la phrase de l'instruction recélait une contradiction interne, la première partie de la phrase, « la langue que chacun estime » étant fondée sur une représentation subjective de la nationalité, la seconde, « qui définit sa nationalité » sur une définition objective. Aussi demandait-il que l'expression « que chacun estime pour soi » fût remplacée par « qui est pour chacun ».

Cette subtile distinction était le fruit d'une évolution de l'opinion des statisticiens. En témoignent les changements de conception sur l'enregistrement statistique de la nationalité de l'éminent statisticien et leader du parti KD, A. A. Kaufman. Dans un article de 1910, il démontrait l'intérêt de la double question du *rodnoj jazyk* qui définissait la nationalité, en plus de la langue parlée. Ceux qui parlaient habituellement le russe, désiraient cependant souligner leur appartenance à un groupe allogène. La désignation d'une langue maternelle différente de la langue parlée était ainsi reconnue comme un moyen d'expression identitaire¹⁰⁸. Dans les discussions à propos du recensement général, Kaufman se dit finalement partisan de ne poser qu'une question sur la langue habituelle (*obyčnyj*). Il concluait qu'« étudier la nationalité si on a en tête l'intention de se conformer à la compréhension des personnes intéressées est impossible, car la *nacional'nost'* est un indice objectif, qui ne peut être établi en fonction d'une opinion¹⁰⁹ ». Dans ses articles, il revint sur cette idée de l'objectivité de la nationalité, car « aucune « opinion (*mnenie*) ne peut produire à partir d'un juif ou d'un Letton russifié, un Russe au sens ethnographique du terme ». Il se prononçait aussi pour un enregistrement de la connaissance du russe dans le seul but d'établir l'influence culturelle de la nationalité russe dans les lieux et sur les groupes non-russes¹¹⁰. Cette appréhension de la question de la nationalité, sous la forme d'une question directe, voire même de la langue mater-

104. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 121, l. 19.

105. « Proposer à la population une question directe sur sa nationalité est indésirable au vu de certaines considérations », S PATKANOV, « Statističeskija dannija pokazuvajuščija plemennoj sostav naselenija Sibiri : jazyk i rody inorodcev », *Zapiski IRGO po otdeleniju statistiki*, t. 11, vy. 1, 1912, St-Petersbourg, p. 3.

106. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 141, l. 76 : réunion du 24 juillet 1914.

107. *Ibid.*

108. A. KAUFMAN, I. MAKAROV, *Po povodu perepisi goroda S Petersburga 15 dek 1910*, St-Petersbourg, 1911, p. 29.

109. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 121, l. 19.

110. A. A. KAUFMAN, « Voprosy zoj vseobščej perepisi », *Statističeskij Vestnik*, Kn. 1&2, Moscou, 1914, p. 3.

nelle montre combien les statisticiens centraux, certes opposants politiques, mais travaillant au sein et pour le MVD, craignaient une mobilisation politique sur la question nationale. Ils restaient attachés à l'unité de l'empire autour d'une culture russe.

A. A. Kaufman doutait que la nationalité pût être enregistrée par le biais de la statistique. Plus précisément encore, il proposa en avril 1914, alors que les tensions géopolitiques qui menèrent à la guerre s'intensifiaient et que les régions frontalières finnoises s'agitaient, l'exemple des Caréliens russifiés : ils « allaient être contraints d'indiquer la langue qui pour eux n'était pas en réalité leur langue », en inscrivant le carélien¹¹¹, soit un dialecte finnois et non le russe.

Pour le conseiller statistique Le Dantju, refusant le caractère tant objectif que subjectif de la nationalité, la question était de savoir qui était le plus compétent pour définir la nationalité, du recenseur ou de l'interrogé¹¹². Si ce dernier était dépourvu de sa capacité de se définir, l'assignation de la nationalité relevait des recenseurs.

Bien que pensée dans le cadre d'un débat éminemment politique, la question de l'enregistrement de la nationalité fut retranscrite en des termes scientifiques permettant de l'envisager moins comme un enjeu identitaire que comme un objet d'investigation scientifique. De telles discussions induisent que la nationalité, par son objectivité, était l'objet d'un savoir particulier, d'une expertise et non uniquement d'une revendication politique et individuelle.

Ce fut dans ce contexte d'objectivation de la notion de nationalité que prit toute sa valeur le travail des ethnographes, perçus comme les détenteurs de la vérité sur l'identité nationale. Ainsi dès 1908, le gouverneur du Daghestan demandait au CSK qu'une liste des nationalités de la région fût fournie préalablement au recensement¹¹³, tandis que le statisticien Kytmanov proposait le recours à des ethnographes pour recenser les allo-gènes¹¹⁴.

Le refus de faire de la nationalité un objet de revendication et de laisser à d'autres que les agents de l'État la définition des identités nationales permettait tous les abus. Les tensions géopolitiques étaient alors extrêmes, les enjeux frontaliers étant maintenant liés à la composition nationale des habitants¹¹⁵.

À la fin de l'empire, la nationalité n'était encore que marginalement institutionnalisée. Elle avait fait en revanche l'objet d'une longue élaboration conceptuelle de la part des savants et des acteurs politiques. Les efforts pour comprendre et régler « la question des nationalités » interagirent bientôt avec les changements institutionnels et territoriaux, identitaires et politiques, provoqués par la guerre.

Un changement de régime, comme cela se produisit par le passage de l'empire de Russie à l'URSS, implique des redéfinitions fondamentales des normes légales et des

111. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 121, l. 17, réunion du 21 avril 1914.

112. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 141, l. 76.

113. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 118, l. 3 ob.

114. *Ibid.*

115. Sur les batailles de chiffres au niveau international et les critiques polonaises envers les statistiques officielles du CSK et de ses équivalents allemands et autrichiens, cf. Dr Joseph FREJLICH, *La Structure nationale de la Pologne. Étude statistique*. Imprimerie Atlinger Frères, Neuchâtel, 1918.

représentations sociales. Ces changements vont de pair avec les réflexions menées par les sciences sociales. Comme l'affirmait Max Weber, « le but cognitif de toute recherche en science sociale vise à transcender le traitement purement formel des normes légales et conventionnelles qui régulent la vie sociale¹¹⁶ ». Ce fut ce travail de redéfinition des normes et de construction d'une nouvelle représentation de la réalité sociale que les statisticiens de l'empire entreprirent en faisant émerger une nouvelle catégorie sociale et politique, la nationalité. Comme nous allons le voir dans le chapitre suivant, les ethnographes participèrent aussi à cette entreprise.

116. Max WEBER, « "Objectivity" in Social Science », in Max WEBER, ed. by Wolf HEYDEBRAND, *Sociological Writings*, Continuum, New York, 1994, p. 248.

Chapitre 5

Les « sciences des nationalités » (1905-1917)

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, un milieu composé de savants de diverses disciplines participa à la naissance de l'ethnographie, une science des nationalités. Celle-ci regroupait aussi bien des études linguistiques et philologiques qu'archéologiques, statistiques, sociologiques ou d'anthropologie physique, tradition qui se perpétua d'ailleurs en Union soviétique, où l'ethnographie continua de réunir les recherches d'un large ensemble de spécialistes de formations et d'horizons scientifiques différents. Si ceux qui se qualifiaient d'ethnographes cherchaient alors à créer un objet, une méthodologie et un cursus doctoral propres – distincts de ceux des disciplines annexes – leurs études continuèrent de présenter et d'analyser les peuples et leurs cultures, en se fondant sur d'autres domaines d'investigation scientifique.

À la fin de la période impériale, ces savants à la recherche de reconnaissance institutionnelle et d'autonomie participèrent à la vie politique de l'ère post-1905 dans une opposition à l'autocratie. Membres de la prestigieuse Académie des sciences, publicistes ou employés dans des musées, issus de la haute noblesse ou de la petite bourgeoisie des périphéries, ils se réunirent autour du grand projet de cartographie du territoire impérial, en fonction de ce qu'ils appelaient dorénavant les groupes ethniques, projet mis en œuvre pendant la guerre. Au sein de la Société de géographie puis de l'Académie des sciences, les ethnographes impériaux se réunirent pour former la Commission d'étude de la composition tribale (KIPS), qui continuera son activité à l'ère soviétique.

Leur engagement dans le débat public était lié à leur pratique scientifique, la science constituait pour eux un des meilleurs instruments de régénération de l'État et de la société. Issus de milieux sociaux et d'horizons politiques différents, ils partageaient la même ambition de mettre leur expertise au service d'un État dont ils espéraient accélérer la modernisation, notamment en fournissant à ses fonctionnaires des outils de bon gouvernement, les statistiques et les cartes ethnographiques. Leurs convictions libérales, voire révolutionnaires, les conduisirent à s'inscrire dans les associations et les partis politiques, pour y réfléchir à une redéfinition générale des rapports entre les Russes et les Non-Russes. À travers leurs études scientifiques, ils avalisèrent l'existence des langues et des peuples, tentèrent de repenser la notion de nationalité et s'engagèrent pour l'égalité civile et pour la protection des droits culturels. Ils intervinrent en particulier sur les questions, de plus en plus politisées aux approches de la guerre, de l'existence d'une langue ukrainienne ou encore du statut à donner au « jargon » yiddish. Ils analysèrent la

paupérisation des autochtones des périphéries orientales, arrachés à leur terre par les migrations russes, ou encore la misère des juifs et des Ukrainiens des régions occidentales. Ils allèrent même jusqu'à reconnaître, soutenir et alimenter les mouvements de revendication nationale, qu'ils assimilaient au développement culturel et à l'émergence d'une conscience politique moderne.

Face à la montée des tensions nationales et internationales comme des revendications des partis nationaux, dont ils étaient parfois membres, les spécialistes de la nationalité participèrent à la réflexion sur de nouvelles formes d'organisation de l'État spécifiquement conçues pour le respect des cultures qu'ils étudiaient. Leurs différences sociales, d'assise institutionnelle, de formes d'opposition au régime comme de convictions politiques ou scientifiques étaient importantes, mais ils représentaient néanmoins un véritable milieu qui s'entraidait, discutait, et réfléchissait en commun sur la manière de comprendre, de réguler, de résoudre les questions des nationalités. L'actualité de ces dernières, évidentes à l'issue de la Révolution de 1905 et dans le contexte de tensions internationales grandissantes qui touchaient les régions frontalières, se nourrissait, avec l'approche du conflit, de la peur d'une dissolution d'un empire.

L'ethnographie, une science au service de la nation ?

La narodnost' et la naissance de l'ethnographie

Les débats théoriques et politiques des années 1900 sont liés aux grands développements de l'activité ethnographique datant, selon les premiers historiens de cette discipline, de l'ère des Grandes Réformes¹. En effet, les études ethnographiques issues des nouvelles sociétés savantes des années 1840-1860 avaient participé d'un projet national russe, notamment au sein de la Société impériale russe de géographie (IRGO) et de ses antennes provinciales.

La victoire d'une fraction russe pour la direction de l'IRGO – au sein de laquelle le premier centre savant explicitement voué à l'ethnographie avait été créé – ancrerait celle-ci dans un projet national de construction d'une science russe destinée à étudier la nationalité russe et à lui donner une dignité. En 1854, deux fractions, russe et allemande, s'étaient affrontées à l'occasion de la création de l'IRGO. Leurs divergences avaient été explicitées en termes nationaux, opposant les savants d'origine allemande – qui s'exprimaient et rédigeaient en allemand – à leurs collègues soucieux de développer une langue scientifique russe. Ce conflit révélait aussi des divergences de vue sur l'objet et la finalité

1. N. PYPIN, *Istorija Russkoj ètnografii*, St-Petersbourg, 1891, t. 1 & 2, N. PYPIN, *O zadačah russkoj ètnografii*, čitano v zasedanii Otdelenija ètnografii, 17 april 1885, P. P. SEMENOV TJAN ŠANSKIJ, *Istorija poluvekovoj dejatel'nosti Imperatorskogo Russkogo Geografičeskogo obščestva*, IRGO, St-Petersbourg, 1896, t. 1, Z. D. TYTOVA, *Ètnografija v dejatel'nosti Russkogo Geografičeskogo Obščestva*, 1845-1917, Dissertacija, Léningrad, 1954, S. A. TOKAREV, *Istorija Russkoj ètnografii*, Nauka, Moscou, 1966, O.P. VOVINA, *Organizacija ètnografičeskogo izučeniya narodov Rossii vo 2oj polovine XVIII-načale XX*, dissertacija, Léningrad, 1990.

mêmes de l'ethnographie². Le naturaliste Karl von Baer, de la fraction allemande, englobait son étude des nationalités dans un projet scientifique général, destiné à comprendre la diversité des peuples et des races humaines. Son opposant, Nikolaj Nadeždin, nourrissait son activité d'ethnographe d'une vision romantique de la nationalité. Il en appelait en particulier à l'étude de la *narodnost* russe dans sa réalité quotidienne et paysanne³.

En faisant de l'ethnographie une étude de la *narodnost* russe, les membres de l'IRGO inscrivaient leur action dans le champ d'une politique à finalité pratique. Ils étudiaient le droit coutumier, les techniques, les rites agricoles de la population afin d'aider, dans le cadre des Grandes Réformes, à l'amélioration du sort des paysans russes affranchis du servage. La figure de P. P. Semenov, président de fait de l'IRGO, qui avait participé activement à l'abolition du servage, symbolisait ce double engagement savant et politique. Engagement lié à la « nation » : la création de la Société de géographie avait coïncidé avec l'époque des années 1840, « lorsque le sentiment national russe commençait déjà à s'éveiller dans la jeune génération et que, conformément à l'orientation venue d'en haut, les hommes de progrès se mirent à travailler [...] à la renaissance de la nationalité (*narodnost*) russe⁴ ».

Les études, nourries de la curiosité des élites provinciales qui rassemblaient objets, vêtements, dialectes, contes, coutumes juridiques etc., se diffusaient à l'ensemble du pays et suscitaient le développement des branches régionales de l'IRGO, puis de la Société des Amis des sciences naturelles, de l'anthropologie et de l'ethnographie (OLEAË), fondée à Moscou en 1863. Des questionnaires étaient envoyés à travers leur réseau de correspondants dans les régions. Par leur travail de collectes, de diffusion, de publication et d'exposition, les sociétés savantes réunissaient un matériel ethnographique remplissant les musées en voie de création. La préservation des « cultures d'origine », voire leur redécouverte par les études archéologiques et ethnographiques, était devenue une activité civique.

L'ethnographie s'est développée en Russie dans le cadre spécifique des sociétés savantes qui commençaient à se répandre dans la seconde moitié du XIX^e siècle. En leur sein, les savants se liaient à une communauté locale, instruite et active, qui dessinait les contours d'une société civile naissante⁵. Dans sa charte de création, l'OLEAË en appelait « à une démocratisation du savoir » et les expositions qu'elle organisait, auxquelles se rendait la famille impériale, étaient autant de grands succès publics. Mêlant diffusion de la connaissance et projet d'intégration nationale des paysans, l'ethnographie impliquait non seulement des savants, mais de nombreux notables locaux, qui participaient

2. Nathaniel KNIGHT, Science, « *Empire and Nationality : Ethnography in the Russian Geographical Society, 1845-1855* », Jane BURBANK, David L. RANSEL (ed.), *Imperial Russia : New Histories for the Empire*, Indiana University Press, Bloomington and Indianapolis, 1998, p. 108-141.

3. Cf. les travaux de Nathaniel Knight, en particulier l'article « Ethnicity, Nationality and the Masses : *Narodnost* and Modernity in Imperial Russia », David L. HOFFMANN, Yanni KOTSONIS (ed.), *Russian Modernity : Politics, Knowledge, Practices*, St Martin Press, New York, 2000, p. 41-64.

4. Nous suivons ici les analyses de W. BERELOWITCH dans son article : « Aux origines de l'ethnographie russe : la société de géographie dans les années 1840-1850 », *Cahiers du Monde russe et soviétique*, XXXI (2-3), avril-septembre 1990, p. 265-274.

5. Joseph BRADLEY, « Subjects into Citizens : Societies, Civil Society, and Autocracy in Tsarist Russia », *The American Historical Review*, vol. 107, issue 4, p. 1094-1123.

au mouvement de « création » des cultures populaires. Les paysans étaient devenus l'objet d'études qui visaient à faire du monde rural le lieu d'expression de la singularité culturelle (*samobytnost'*) des nations. Les coutumes locales étaient valorisées et collectées dans des ouvrages, auxquels les administrateurs pouvaient à l'occasion se référer et sur lesquels ils pouvaient se fonder pour gouverner. Cette élaboration de traditions populaires dans une activité qui mêlait savants, administrateurs, élites locales et paysans – interrogés et conviés à participer à cet effort – accompagnait l'émergence d'un nationalisme moderne⁶.

Après la Révolution de 1905 et grâce à la reconnaissance de la liberté d'association, l'action des sociétés savantes a été relayée par celle des nombreux clubs et associations locales ; leurs activités, auparavant plus souterraines, avaient abouti à la diffusion des langues non-russes, de leur presse et de leur littérature, ainsi qu'à une réflexion générale sur la place à accorder aux nationalités dans le cadre de l'empire. Le courant dominant de l'ethnographie issu des débats des années 1850 en avait appelé à étudier prioritairement les Russes des régions centrales, pour lesquels les Grandes-Réformes avaient été conçues. Au début du XX^e siècle, le regard d'une jeune génération d'ethnographes s'est tourné vers d'autres régions et nationalités plus « exotiques », qui pouvaient avoir, à l'occasion de la Révolution de 1905, manifesté leur volonté de participer à la vie politique.

Les allogènes et la conscience politique

La jeune génération d'ethnographes s'organisa autour de figures d'activistes et de publicistes politiquement opposés au régime du tsar. Vivant de leurs plumes en multipliant les articles, leur activité savante se nourrissait et se doublait d'un engagement politique.

Lev Iakovlevič Šternberg (1861-1927), Vladimir G. Bogoraz Tan (1865-1836) et leur ami Vladimir Ilič Iohel'son (1855-1937), juifs des régions occidentales, se rencontrèrent dès leur jeunesse au sein du mouvement populiste et terroriste « La voie du peuple »⁷. Dans le double but d'aller vers le peuple et de créer une opposition radicale au régime, ils organisèrent ce mouvement qu'ils contribuèrent à faire survivre dans les années 1890 dans leurs villes d'origine, Jitomir, Taganrog ou Vilnius, puis à Saint-Petersbourg. Arrêtés par la police, ce fut durant leur exil dans les régions reculées de la Sibérie qu'armés de leurs pratiques populistes, ils devinrent ethnographes, en étudiant la langue, les mœurs et les coutumes de « petits peuples » sibériens.

Lev Šternberg, après un séjour en prison, demeura huit années dans l'île de Sakhaline à la fin des années 1890. Afin de reléguer une figure politique déjà importante aux confins de l'empire, mais d'utiliser aussi son savoir, l'administration tsariste lui

6. Éric HOBBSBAWM, Terence RANGER, *The Invention of Tradition*, Cambridge University Press, Cambridge, New-York, 1992, Anne Marie THIESSE, *La Création des identités nationales. Europe XVIII-XIX^e siècle*, Éditions du Seuil, Paris, 1999.

7. Sur les activités politiques des futurs ethnographes dans leur jeunesse, cf. Erich HABERER, *Jews and Revolution in Nineteenth-Century Russia*, Cambridge University Press, Cambridge, 1995.

demanda de se rendre dans les régions les plus reculées, afin d'y recenser la population et d'y distinguer les éventuels intermédiaires. Šternberg y étudia en particulier le peuple gilyak (comptant 5 000 personnes), s'initiant à sa langue et à son mode de vie. S'inspirant de ses lectures en prison, les travaux de l'ethnographie anglo-saxonne, en particulier Tylor et Morgan, il analysa le système de parenté gilyak selon le paradigme évolutionniste. Un de ses articles, publié à Moscou, attira l'attention d'Engels et lui valut la protection des Bolcheviques après la révolution. Ses amis Bogoraz et Iohel'son, envoyés en exil dans la Kolyma et dans l'extrême-nord de la Iakoutie, suivirent la même voie. De retour à Saint-Petersbourg, ils trouvèrent, comme Šternberg, protection dans l'enceinte du Musée d'anthropologie et d'ethnographie (MAË) de l'Académie des sciences, et continuèrent d'étudier les peuples encore mal connus de l'extrême-nord sibérien. Ce fut dans ce cadre qu'ils furent recrutés par l'ethnographe américain Boas, voyagèrent à New York et participèrent aux grandes expéditions polaires du début du XX^e siècle⁸.

L'activité savante de ces jeunes ethnographes se doublait d'un engagement politique en faveur des juifs. Alors que les pogroms se multipliaient dans les régions occidentales dont ils étaient originaires et atteignaient certains de leurs proches, ils militèrent pour la protection et la reconnaissance des droits civils des juifs. Šternberg en particulier devint une des figures importantes du mouvement juif libéral de Saint-Petersbourg. En 1906, il publia « La tragédie d'un peuple de six millions » où il dénonçait la situation légale, administrative, intellectuelle, économique des juifs de l'Empire et leur exclusion de la sphère du droit et de la citoyenneté russe⁹. À l'occasion des élections de la seconde douma, un groupe national juif (*Evrejskaja Narodnaja Gruppya*, ENG) fut fondé par les libéraux, sous la direction de M. M. Vinaver, un des dirigeants du parti KD. Šternberg en devint un des idéologues. Ce mouvement, opposé aux sionistes, se présentait comme intégrationniste, faisant de la régénération de l'ensemble de l'« organisme » d'État russe¹⁰ et de la résolution des questions nationales la garantie d'une amélioration du sort des juifs. Favorable à la démocratisation de la Russie, mais aussi au développement de la culture nationale juive, l'ENG avait conclu une alliance électorale avec les constitutionnels démocrates (KD). Le volet parlementaire ne constituait cependant qu'un aspect de leur activité. Les élections de la troisième douma en 1907 réduisirent drastiquement la

8. Pour une excellente biographie de Šternberg et de ses rapports avec l'ethnographie américaine, cf. l'introduction de Bruce Grant à la publication de Lev Šternberg, « The Social Organization of the Gilyak », *Anthropological Papers of the American Museum of Natural History*, number 82, 5 avril 1999, p. XXIII-LVI, N I GAGEN-TORN, *Lev Iakovlevič Šternberg*, Nauka, Moscou, 1985. Sur Bogoraz, cf. ses mémoires, Walde-mar BOGORAZ-TAN, *Sobranie sočinenij*, Zemlja i fabrika, Moscou, 1929 et N F KULEČOVA, *V' G Tan Bogoraz. Žizn' i tvorčestvo*, Izdatel'stvo B G U im. V. I. Lenina, Minsk, 1975. V. I. IOHEL'SON, *Pervye dni Narodnoj voli*, 15-ia Gos. Tip, St-Petersbourg, 1922.

9. Sa réflexion se nourrissait de la conception politique de la citoyenneté, qui seule permettait de donner une dignité aux sujets (*poddanye*) de l'empire. Il expliquait que si les Polonais étaient persécutés, au moins on leur reconnaissait un droit à la citoyenneté, alors que les juifs n'avaient jamais eu ce droit. L. Ja Šternberg, « Tragedija šesti millionago naroda », *Nakanunie probuždenija. Sbornik statej po evrejskomu voprosu*, ed. I V GESSEN, M B RATNER, L JA ŠTERNBERG, St-Petersbourg, 1907, p. 163-187, en particulier p. 179.

10. Cf. le texte sur la fondation par l'activiste juif, juriste et membre important du parti KD M. M Vinaver a été publié dans les éditions en russe de l'ENG, *Svoboda i Ravenstvo*, n° 6, 28 janvier 1907, p. 12, cité par Christoph Gassenschmidt, *Jewish Liberal Politics in Tsarist Russia, 1900-1914*, MacMillan, London, 1995, p. 171.

présence libérale. Šternberg participa surtout au second volet du programme de l'ENG, le travail d'autodéfense des juifs à travers un réseau d'associations tant juridiques, culturelles que financières. Il insistait sur la nécessité « d'une politique orientée vers les réalités de la vie juive en Russie », c'est-à-dire la lutte contre les abus civiques, les violences, la pauvreté économique et culturelle¹¹. Les activités associatives de promotion d'une identité juive, telle la création d'un musée juif dont Šternberg était le directeur, représentèrent un des aspects principaux d'un « travail organique », permettant, en l'absence d'une amélioration de la situation politique, de la préparer par un travail sur « les masses ».

La réflexion politique de Šternberg s'étendit parallèlement à l'ensemble de ceux qu'il définissait comme allogènes (*inorodcy*), les « 35 millions de Non-Russes », dont les droits et les aspirations étaient bafoués par un pouvoir influencé par la xénophobie et l'antisémitisme des nationalistes russes. Ce fut ainsi qu'il en vint à défendre l'agitation nationale des allogènes, définie non seulement comme un mouvement de défense contre les abus du régime, mais aussi comme un progrès de leur conscience politique. Dans l'ouvrage *Les Formes du mouvement national dans les gouvernements contemporains* qui réunissait les écrits de socialistes et de libéraux sur la question nationale, il s'attacha à donner une dignité aux mouvements de révolte et d'unification politiques des périphéries orientales de l'Empire. Évolutionniste, il appliqua sa vision de l'histoire et de ses lois aux événements en cours. Il classa ainsi les peuples selon leur réceptivité à l'élan national (*nacional'nyj poryv*) et leur potentialité à se développer comme un « collectif national »¹². Mêlant des critères linguistiques, économiques, juridiques et territoriaux, il insista sur l'appel de « l'émotion historique », moteur de la formation d'« organismes nationaux ». Prenant l'exemple des Kirghizes, il décrivit comment leurs politiques de colonisation des terres amené les Russes à se reconnaître comme un peuple unique, alors qu'ils ne possédaient « même pas de mot adéquat dans leur langue pour exprimer cette notion ». À propos des Bouriates, Šternberg dénonça très violemment la politique d'expropriation, responsable de leurs départs massifs vers la Mongolie. Dans cette perspective il redonna une dignité politique au clan (*rod*), défini non seulement comme une communauté d'origine, de croyances religieuses et de pratiques sociales, mais comme « un organisme politique avec des traditions historiques centenaires, des souvenirs, des émotions »¹³. Šternberg étendit sa définition des allogènes aux Ukrainiens, faisant ainsi de l'Ukraine, une nation à part entière.

Le petit-russe (ukrainien) et la démocratisation par la langue

À la veille de la Révolution de 1905, l'Académie des sciences avait été consultée par le Comité des ministres au sujet des règlements interdisant l'usage écrit de l'ukrainien.

11. *Ibid.*, p. 46-71.

12. Ses articles : « Inorodcy », p. 529-574, et « Burjaty », p. 601-624, dans l'ouvrage dirigé par A. I. Kasteljanskij, *Formy nacional'nogo dvizhenija v sovremennyh gosudarstvah Avstro-Vengrija, Rossija, Germanija*, St-Petersbourg, 1910.

13. *Ibid.*, p. 611.

Une commission académique réunie à cette occasion avait pris acte de l'existence d'une langue petit-russe distincte du russe¹⁴. Présidée par le slaviste Fedor Evgenevič Korš (1843-1915), la commission de l'Académie des sciences réunissait l'orientaliste Sergej Ol'denburg, le statisticien Olesander Olesandrovič Rusov, l'anthropologue Felix Volkov (ou Vovk)¹⁵. L'argumentaire de l'Académie des sciences, favorable à la levée de l'interdiction des publications en ukrainien, se fondait sur la reconnaissance, pratique et scientifique, de l'existence d'une langue. Se plaçant dans la tradition réformatrice du progrès social, ils liaient le renouveau d'une langue ukrainienne écrite, « venue de la vie », à l'esprit des réformes d'Alexandre II et à la participation à la vie publique « de nouvelles couches de la société possédant d'autres conceptions et savoirs ».

Le retour sur l'interdiction de l'ukrainien avait été motivé par une inflation de demandes – venues des zemstva, des comités agricoles ou encore du Congrès des agronomes de Moscou – demandes d'éditer des brochures dans cette langue afin de diffuser un savoir agricole de base dans les campagnes des provinces de l'Ouest. Le Comité des ministres avait été obligé « par les faits » – point sur lequel insistait l'Académie – de conclure que l'interdiction du petit-russe avait été un frein au progrès économique et culturel de la région. Les représentants de l'Académie se chargeaient de présenter les données linguistiques témoignant de la difficulté pour un paysan ukrainien de comprendre les livres en russe, même les plus simples en raison de différences de termes aussi courants que « œil », « front » ou « cheval ».

Les membres de la commission liaient le progrès culturel au développement de l'esprit civique et moral. Selon eux, « il était mauvais pour les mœurs d'éprouver du dédain à l'encontre de la langue populaire », parce que ce mépris de la sphère familiale, d'origine, avait des conséquences désastreuses sur les tendances morales des paysans. L'argument de la force démographique des 23,7 millions de Petits-Russes, « découverts » à l'issue du recensement de 1897, ne faisait que souligner la nécessité de contrôler leur développement culturel. L'importance de la diffusion d'un écrit ukrainien, mais « polonisé », venu de la Galicie habsbourgeoise voisine, nécessitait selon la commission, un développement parallèle dans l'empire russe. Finalement, les membres de la commission se fondaient sur les études philologiques. L'académicien slaviste Šahmatov avait scientifiquement montré qu'une langue petite-russe s'était détachée de la langue souche commune panrusse, au même moment que le biélorusse et le grand-russe.

La réflexion des slavistes sur l'ukrainien est à replacer dans la perspective des tentatives de rapprocher les langues écrites des langues parlées. La volonté d'intégration linguistique nourrissait les grands projets parallèles de simplification de l'orthographe, de modernisation et de standardisation de la langue russe, qui réunissaient les linguistes de Saint-Pétersbourg¹⁶.

14. Oleksander LOTOST'SKIJ, *Storinki minulogo*, t. 2, Vidannja Ukraïns'koj pravoslavnoj cerkvi v SŠA, 1966, p. 365-381, avec la reproduction en russe des différents argumentaires.

15. La commission réunit les slavistes A. A. Šahmatov, F. F. Fortunatov, l'orientaliste S. F. Oldenburg, et des nationalistes ukrainiens comme M. A. Slavinskij, F. K. Volkov (Vovk), O. O. Rusov.

16. Michael G. SMITH, *Language and Power in the Creation of the USSR. 1917-53*, Mouton, de Gruyter, Berlin-New-York, 1998, premier chapitre.

Le ministère de l'Instruction s'opposa à la commission et se prononça pour le maintien de la censure de l'ukrainien. Il refusait au petit-russe le statut de langue et le définissait comme un dialecte de la grande langue littéraire russe (grand-russe). Fêré de hiérarchisation, il distinguait le dialecte, bon pour l'expression populaire, les sentiments et la poésie, à la langue littéraire et administrative, seule apte à résoudre les « complexités de la vie contemporaine ». Prenant l'exemple du français, de l'allemand et de l'italien, il conclut qu'avec l'imposition d'une langue centrale, les paysans étaient entrés sur les chemins de l'école. Il estimait que les Petits-Russes, quand ils avaient été élevés à l'école russe, comprenaient le russe sans la moindre difficulté. Enfin il releva que le développement d'une presse, d'associations et de partis politiques ruthènes (ukrainiens) en Galicie voisine n'avait en rien servi le gouvernement autrichien, la diffusion de l'écrit n'avait au contraire fait qu'alimenter les mouvements « séparatistes, sociaux-démocrates et athéistes ».

Proche du parti du 17 octobre à ses débuts, le philologue et académicien Korš était loin d'être un opposant radical au régime du tsar¹⁷. Comme son collègue Šahmatov, membre du Conseil d'état, il combattit néanmoins farouchement l'idée d'une assimilation de l'ukrainien au russe. Dans ses écrits polémiques, Korš insistait sur la concomitance de signes tant linguistiques et anthropologiques qu'ethnographiques, pour en conclure que les différences entre les Ukrainiens et les autres peuples slaves étaient si évidentes qu'il n'était même pas utile d'en parler. Il se demandait ironiquement pourquoi on débattait de la « question ukrainienne » si cette nationalité n'existait pas¹⁸.

La question de l'existence d'une langue et d'une nationalité ukrainienne agita violemment le monde politique et savant. Dans les années 1910, une série de polémiques opposa les savants « ukrainophiles » et les nationalistes russes, voire les libéraux qui, face à la montée des revendications ukrainiennes et des tensions internationales, se crispaient sur la question de « l'unité de la tribu russe » et niaient l'existence d'une spécificité ukrainienne¹⁹. Korš s'en était notamment pris aux positions du libéral Petr Struve, opposé à toute reconnaissance de l'ukrainien²⁰. Les académiciens qui avaient accrédité l'idée de l'existence de l'ukrainien et du biélorusse comme langues furent violemment attaqués par les nationalistes russes. Un article accusant Korš et Šahmatov d'avoir fomenté les séparatismes ukrainien et biélorusse fut notamment publié dans *Russkie Vedomosti* en 1915.

De la langue à l'existence de la nationalité ukrainienne

Dans le but de prouver l'existence d'un peuple ukrainien, certains ethnographes investirent la sphère sociale et biologique, et établirent des différences entre Russes et Ukrainiens non seulement selon des critères linguistiques, mais aussi à partir de spécificités

17. F. KORŠ, *Golos iz partii 17-go oktjabrja*, Moscou, 1907.

18. Son article de *Ukrainskaja žizn'*, cité par Oleksander Lotost'skij, *op. cit.*, p. 343.

19. Dans le journal *Russkaja Mysl'* (trois articles de 1911, 1912, 1913), P. Struve, à l'aile droite du parti KD, critiqua violemment le mouvement de reconnaissance d'une particularité de la langue ukrainienne.

20. F. E. KORŠ, « K sporu ob ukrainskij kul'ture », *Ukrainskaja žizn'*, n° 2, 1912.

socio-économiques et de caractéristiques physiques. Cette nécessité d'authentifier l'existence objective de la nationalité ukrainienne par le recours aux sciences de l'homme – de la linguistique, à l'anthropologie physique et aux études ethnographiques – voire aux statistiques, aboutit à la publication controversée d'une grande encyclopédie sur le peuple ukrainien. Le statisticien Olesander Olesandrovič Rusov y critiquait le nombre d'Ukrainiens recensés en 1897 et le revoyait à la hausse. Les statistiques linguistiques avaient fait émerger en Russie, concluait-il, l'image d'une construction territoriale alternative.²¹ O Rusov, d'origine russe, était « devenu » ukrainien à la faveur de ses séjours et de son travail de statisticien des *zemstva* dans les provinces de l'Ouest. Il avait été membre de la commission de l'Académie des sciences sur la langue petite-russe. Actif dans les cercles ukrainiens de Saint-Petersbourg, il œuvra à l'organisation de la faction ukrainienne à la douma²² et participa à l'édition de l'hebdomadaire en russe *Ukrainskij Vestnik*, dont le fameux historien Hručevskij était un des principaux organisateurs.

Les chapitres de l'encyclopédie sur l'ethnographie et l'anthropologie du peuple ukrainien furent rédigés par l'anthropologue et ethnographe Felix (Khevir) K. Volkov (Vovk) (1847-1918)²³. Ce dernier ne chercha pas à fonder les différences nationales sur le seul critère de la langue. Sa tâche était de définir les divers éléments ethnographiques et anthropologiques de la population ukrainienne contemporaine, issus de divers mélanges entre populations²⁴. Ainsi un « type anthropologique ukrainien » pouvait être défini par des caractéristiques physiologiques propres²⁵. De même dans le mode de vie (*byt*) ukrainien, des coutumes et des organisations sociales s'avéraient spécifiques²⁶.

Se définissant comme Ukrainien, membre du cercle kiévien de la vieille communauté (*strana hromada*), Volkov a joué un rôle important dans la constitution de l'ethnographie et de l'anthropologie ukrainienne. Dans les années 1870, il travailla, comme Rusov – membre de la même hromada – dans la section kiévienne de la Société de géographie, interdite en 1876. En exil pendant plus de 15 ans, il se forma auprès de la Société anthropologique de Paris (SAP), créée par Broca, dont il devint membre. De retour en Russie, grâce à ses appuis à l'Académie, Volkov fut élu président de la Société d'anthropologie russe et travailla au musée Alexandre III avec ses élèves, Sergej Ivanovič Rudenko et Akim Mihajlovskij Zolotarev ; il y développa des études d'ethnographie et d'anthropologie physique selon les nouvelles méthodes de standardisation internationale. Parallèlement, il continua à soutenir la cause ukrainienne dans les diverses associations et publications qui lui étaient dédiées.

21. A. RUSOV, « Statistika », *Ukrainskij narod, v ego prošlom i nastojaščem*, pod red F. K. Volkov, M. M. Kovačevskij, A. A. Šahmatov, Petrograd, 1916, t. 2, p. 381.

22. À propos de Rusov, cf. Oleksander LOTOST'SKIJ, *op. cit.*, p. 41-45.

23. G. F. DEBEC, « Ėtničeskaja antropologija v rabotah russkikh antropologov konca XIX i načala XX veka », *Trudy Instituta Ėtnografii*, t. 85, serija : *očerki istorii russkoj Ėtnografii, folklori i antropologii*, vy. 2, 1963, p. 215-219. Sur Volkov, cf. sa biographie en ukrainien, Oksana FRANKO, *Fedir Vovk-včeni i gromads'skij dijac*, Vidavnictvo Evropejskogo Universitetu, Kiev, 2000 et en ukrainien, Oleksander Lotost'skij, *op. cit.*, p. 45-51.

24. F. K. VOLKOV, « Antropologičeskie osobennosti ukrajnskogo naroda », *Ukrainskij narod, ego prošlom i nastojaščem*, Petrograd, t. 2, 1916, p. 427.

25. *Ibid.*, p. 452.

26. F. K. VOLKOV, « Ėtnografičeskie osobennosti ukrajnskogo naroda », *Ukrainskij narod, ego prošlom i nastojaščem*, *op. cit.*, p. 455-647.

Après la Révolution de 1905, il devint un des idéologues du Parti radical démocratique ukrainien (UDRP), formé à l'occasion des premières élections de la douma, et œuvra à la rédaction de son programme de décembre 1905. Ce parti exigeait que, de même que les droits des citoyens, les droits de l'unité collective, de la nation ou de la nationalité, soient garantis. Ces droits consistaient en des protections linguistiques permettant l'usage de la langue locale dans les instances administratives, judiciaires et scolaires. Mais à cela s'ajoutait une demande d'autonomie territoriale et d'une législation locale car tous les peuples différaient par leur mode de vie économique et leur culture et il était absurde de leur appliquer les mêmes lois. Mêlant droits culturels et autonomie, ce programme fondait son argumentation sur l'existence objective des nationalités et sur leur droit à l'autodétermination. Les collectifs nationaux devaient pouvoir se gouverner eux-mêmes, en particulier par l'élection et la formation d'une assemblée et d'un gouvernement. Le programme de l'UDRP envisageait très précisément l'organisation d'une fédération de Russie, formée des différentes unités nationales territoriales autonomes, pourvues de larges prérogatives et représentées au sein d'un parlement central.

Ce programme n'avait rien d'original. Les demandes en termes de droit à l'autodétermination, d'autonomie, de redécoupages ethniques des frontières et de fédération avaient afflué à Saint-Petersbourg depuis les provinces nationales de l'empire et avaient été relayées en partie par les KD et par les partis socialistes²⁷. Certaines anticipaient fortement les solutions finalement adoptées par les Bolcheviques pour organiser l'Union soviétique. Elles en appelaient à la constitution de territoires nationaux, étendus à ceux qui se trouvaient de l'autre côté de la frontière. Riche en métaphores organicistes, le programme ukrainien réclamait la réunion des « parties démembrées » du « corps politique », seule à même de constituer une nation vivante²⁸. Ce programme nous renvoie donc à nombre de discussions menées par les représentants de périphéries pendant la révolution, et débattues aussi par les grands partis politiques nationaux au sein de la douma²⁹. La question se focalisait aussi sur la légitimité accordée au principe ethnographique : le parti démocrate lituanien, par exemple, exigeait une redéfinition de son territoire national en fonction des frontières ethnographiques³⁰.

Droits culturels et autonomie régionale comme fondements d'une nouvelle unité étatique

Issu lui aussi des périphéries de l'Ouest, se reconnaissant polonais, linguiste reconnu, considéré comme un des fondateurs du structuralisme, Jan Baudoin de Courtenay

27. Cf. les très nombreux recueils de programmes des partis politiques formés au début du xx^e siècle, en particulier celui de V. M. FOMIN, *Programmye dokumenty nacional'nyh političeskikh partij i organizacij Rossii*, Rossijskaja Akademija Nauk, Moscou, 1996, vy. 1 et 2.

28. Michael VOSKOBYNYK, *The Nationalities Question in Russia in 1905-1909. A Study in the Origin of Modern Nationalism, with special reference to the Ukraine*, Ph. D. Dissertation, University of Pennsylvania, 1972, reproduction du programme de UDRP, traduit en anglais, p. 499-503.

29. Cf. la bibliographie de l'ouvrage de V. JU. ZORIN, D. A. AMANŽULOVA, S. V. KULEŠOV, *Nacional'nyj vopros v gosudarstvennyh dumah Rossii*, « Russkij Mir », Moscou, 1999.

30. BAUDOIN DE COURTENAY, *Nacional'nyj i territorial'nyj priznak v avtonomii*, M M Stasjulevic, St-Petersbourg, 1913, p. 35, Timothy SNYDER, *The Reconstruction of Nations*, Yale University Press, New Haven-London, 2003, chapitre 3.

(1845-1929) a écrit une série de textes sur la question nationale, essentiellement en polonais ou en russe. Ayant appartenu au parti KD, mais monarchiste, il fut condamné en 1913 et fit quelques semaines de prison pour la publication d'un texte (1907) qui témoignait de sa position et de celle du groupe « autonomiste fédéraliste » sur les questions nationales.

Baudoin de Courtenay présida un temps le mouvement des « nationalités sans État » ou encore des « autonomistes fédéralistes » issu d'une convention de 1906 qui s'était tenue en vue de définir les demandes spécifiques des Non-Russes dans le cadre de la future assemblée. Ce congrès avait réuni des représentants d'Azerbaïdjan, d'Arménie, de Biélorussie, d'Estonie, de Géorgie, des juifs, des Kirghizes, des Lettons, des Lituaniens, des Polonais, des Ukrainiens, des Tatars et des Finnois. Le statisticien ukrainien Rusov y avait aussi participé. Tout en exprimant leur loyauté envers la Russie, ils exigeaient pour chaque nationalité quelle qu'en soit l'importance démographique, le droit à une « vie nationale », non soumise à la centralisation mais dotée d'une large autonomie administrative³¹.

Dans ses écrits, Baudoin de Courtenay refusait de faire de la composition ethnographique le fondement de l'autonomie régionale. Au contraire, le dessein administratif déterminait déjà, estimait-il, l'unité des communautés³². Si pour les nationalités des périphéries, l'autonomie consistait en une décentralisation administrative, la Finlande, qui en bénéficiait déjà, et surtout la Pologne, ou encore la Géorgie, l'Ukraine, et même la Sibérie³³, devraient se doter d'une assemblée et de commissions ou ministères souverains. Pour la Pologne, Baudoin de Courtenay envisageait même la création de ministères pour les affaires étrangères, l'industrie, l'agriculture et l'éducation³⁴.

Lors du congrès des activistes des zemstva et des villes en septembre 1905 à l'origine de la brochure sur les « droits des nationalités et sur la décentralisation », les représentants des périphéries influencèrent les prises de position du premier programme du parti démocrate constitutionnel (KD) en faveur des nationalités³⁵. Les droits culturels y étaient alors précisés. Il s'agissait du droit de parler sa langue, de l'enseigner, ainsi que de diffuser la culture nationale. Le programme KD réclamait le droit d'utiliser les différentes langues et dialectes dans la vie publique, de fonder et de soutenir les institutions savantes et autres associations, ayant pour but la conservation et le développement de la langue, de la littérature, de la culture de chaque nationalité³⁶. Afin de permettre aux citoyens de communiquer avec l'État, le programme envisageait de payer des traducteurs dans les établissements publics, judiciaires, fiscaux, administratifs. L'emploi d'un personnel local pouvait aussi permettre de réduire le décalage entre la langue administrative

31. Sur les autonomistes-fédéralistes. R.A. CIUČUK, *Dumskaja model' parlamentarizma v Rossijskoj Imperii*, FEN, Kazan, 2004, p. 207, p. 317-323.

32. BAUDOIN de COURTENAY, *Nacional'nyj i territorial'nyj priznak v avtonomii*, op. cit., p. 35.

33. Stephen WALTROUS, « The Regionalist Conception of Siberia, 1860 to 1920 », Yuri Slezkine, Galya Diment (ed.), *Between Heaven and Hell. The Myth of Siberia in Russian Culture*, St Martin's Press, New York, 1993, p. 113-132.

34. BAUDOIN de COURTENAY, *Proekt osnovnyh položenij dlja rešenija pol'skogo voprosa*, « Trud i Pol'za », St-Petersbourg, 1906, p. 14.

35. Terence EMMONS, *The Formation of Political Parties and the First National Elections in Russia*, Harvard University Press, Cambridge-London, 1983, p. 42.

36. BAUDOIN de COURTENAY, *Nacional'nyj i territorial'nyj priznak v avtonomii*, op. cit., p. 57.

et la langue parlée. Toutefois la position du russe devait être préservée dans l'armée, la marine et au parlement. Dans la première et la seconde douma, des députés KD ont défendu les idées promues par le mouvement des autonomistes³⁷. Baudoin de Courtenay était lui-même membre du comité KD de la ville de Saint-Petersbourg³⁸. Cette solidarité entre mouvements de revendication nationale et les KD reposait principalement sur la dénonciation des discriminations exercées à l'encontre des Non-Russes et en partie sur le projet de préservation de l'Empire dans ses frontières.

Un nouveau modèle d'unité nationale qui, comme le décrit Volkov, passerait non par la domination d'une nationalité mais par « la conscience des avantages et des privilèges de cette unité »³⁹ était en gestation. Selon Baudoin de Courtenay, seule la reconnaissance d'un intérêt commun, fondé sur une cohabitation pacifique, pourrait réduire la « haine » entre les nationalités. Reprenant le slogan de « l'égoïsme » des libéraux polonais, le linguiste estime impossible d'en appeler à l'amour des peuples, du moins dans le contexte impérial russe, l'amour n'est guère indispensable à l'organisation d'une structure politique stable⁴⁰.

Le linguiste réfléchissait dans le cadre d'un État décentralisé, d'une « fédération de territoires » – dont les États-Unis seraient le modèle⁴¹ – qu'il qualifiait de « a-national » (*vnenacional'nyj*) et de « a-confessionnel » (*vnekonfessional'nyj*)⁴². Il insistait sur la création d'une solidarité à l'échelle de l'État (*obščegosudarstvennoe*)⁴³.

Une nouvelle qualification pour l'Empire, sans référence à son souverain, à l'orthodoxie, ou à la nationalité russe, fut généralement recherchée dans les programmes politiques des opposants à l'autocratie, à la suite de la Révolution de 1905. Dans sa brochure sur le « droit des nationalités et sur la décentralisation », le bureau du congrès des activistes des zemstva et des villes de septembre 1905 parlait d'un État multinational (*raznoplemennoe gosudarstvo*)⁴⁴. Dans le programme KD, les termes d'Empire et de citoyen « *rossijskij* » (de Russie), furent systématiquement employés⁴⁵.

L'unité du camp libéral sur la question des nationalités comme sur celle de la décentralisation fut en fait de très courte durée. Si les demandes d'égalisation et de protection des droits civils demeurèrent, la peur de la dissolution territoriale, la question de l'existence des peuples ukrainien et biélorusse et de la domination de la langue russe comme langue officielle divisa ceux qui étaient à la recherche d'une refonte politique, fondée

37. Cf. *Doklad bjuro s'ezdu zemskih i gorodskih dejatelej 12-15 sent. 1905 goda i postavlenija s'ezda*, Izdanie « Narodnoe pravo », Moscou, 1905 et le programme des KD.

38. *S'ezdy i konferencii Konstitucionno-demokratičeskoj partii*, Rosspen, Moscou, vol. 1, 1997, p. 161 et 699.

39. F. VOLKOV, « The Ukraine question », *The Russian Review*, vol. I, n. 4, 1912, p. 117.

40. BAUDOIN DE COURTENAY, « Vozmožno li mirnoe sožitel'stvo raznyh narodnostej v Rossii ? », *Sbornik nacional'noj literatury Rossii*, t. 1, M V Popov, Petrograd, 1915, p. 19-31, BAUDOIN de COURTENAY, *Nacional'nyj i territorial'nyj priznak v avtonomii*, op. cit., p. 25.

41. *Ibid.*, p. 44.

42. « Nous ne permettrons pas que l'État ne s'identifie qu'à une seule église, qu'à une seule nationalité, mais nous exigeons que l'État dans son ensemble et dans ses parties soit hors confession, hors nationalité, en un mot hors parti », *ibid.*, p. 57-58.

43. BAUDOIN de COURTENAY, *Proekt osnovnyh položenij dlja rešenija pol'skogo voprosa*, op. cit., p. 6.

44. *Doklad bjuro s'ezdu zemskih i gorodskih dejatelej 12-15 sent. 1905 goda i postavlenija s'ezda*, op. cit., p. 20.

45. « Programma konstitucionno-demokratičeskoj partii », *Polnyj sbornik platform vsech russkikh političeskich partij*, Gos. Publ. Ist. b-ka Rossii, Moscou, 2001, p. 56-66.

sur l'État et son indivisibilité⁴⁶. Ces tensions entre libéraux centralistes et mouvements nationaux resurgirent lorsqu'une partie des KD arriva au pouvoir dans le gouvernement provisoire, après l'abdication de Nicolas II, en février 1917.

Le refus des assignations identitaires

La réflexion de Baudoin de Courtenay était peu originale, elle reflétait les opinions des libéraux polonais, dont le leader AR Levnickij était aussi celui des autonomistes fédéralistes. En outre Baudoin estimait comme un droit devant être financièrement garanti par les pouvoirs publics, la liberté de fonder une école pour chaque groupe de personnes, voire pour chaque personne, dans la langue de son choix⁴⁷. Il cherchait aussi à concevoir un système de représentation proportionnelle permettant à ceux qui s'identifiaient à un groupe social et culturel de se faire représenter⁴⁸. Baudoin de Courtenay définissait les possibilités d'association et de représentation non seulement en fonction de la nationalité et de la confession, mais aussi des partis politiques, des professions⁴⁹.

Il refusait surtout tout processus d'assignation identitaire. Lui-même issu des confins des empires centraux, maîtrisant parfaitement plusieurs langues, ayant changé de pays et de langue d'enseignement, il revendiquait le droit de chacun de se dire de plusieurs nationalités, ou même d'aucune. Prenant en particulier l'exemple des juifs vivant dans les provinces occidentales et de leur identité juive, polonaise ou russe, il se prononçait pour l'absolue liberté de l'individu de se définir comme il l'entendait. S'intéressant aux statistiques des nationalités, il estimait qu'une « personne n'ayant pas atteint la compréhension de la "nationalité" » ne pouvait se ranger dans quelque nationalité que ce fût. Faisant référence aux pressions exercées par les nationalistes et aux violences des redéfinitions identitaires agitant les régions de l'empire d'Autriche-Hongrie où il avait habité ou dans les provinces occidentales de la Russie, il se prononçait pour le renforcement d'une science qui pourrait « objectivement » attester l'existence d'une langue et d'un peuple, sa localisation et son histoire. Mais il dénonçait l'ambivalence d'études considérant les personnes « comme des existences indifférenciées, comme des animaux, des plantes »⁵⁰. À l'instar du statisticien Kaufman, au même moment membre du comité KD de la ville de Saint-Petersbourg, Baudoin de Courtenay opposait la nationalité comme identité subjective à l'objectivité des études ethnographiques et voulait renoncer aux recensements fondés sur la langue. En effet ces statistiques, pour lui, n'étaient fondées ni sur l'objectivité, ni sur la subjectivité et la langue et la nationalité étaient deux choses différentes. Enfin, il affirmait la nécessité pour les statistiques de prendre en compte « l'appartenance consciente à telle ou telle nationalité, ou l'appartenance à plus d'une nationalité, ou complètement hors nationalité⁵¹ ». L'auto-définition seule faisait des interrogés des « personnalités, des citoyens ».

46. Richard PIPES, *The Formation of the Soviet Union*, Harvard University Press, Cambridge-London, revised edition 1997, p. 29-30.

47. BAUDOIN de COURTENAY, *Nacional'nyj i territorial'nyj priznak v avtonomii*, op. cit., p. 52.

48. *Ibid.*, p. 50.

49. *Ibid.*, p. 21.

50. *Ibid.*, p. 15-23.

51. *Ibid.*, p. 22-23.

Comme Šternberg, Baudoin de Courtenay saluait l'apparition d'un « patriotisme local » et d'« un amour pour la province d'origine »⁵². Il se faisait lui aussi le héraut d'une philosophie de l'histoire en proposant de substituer aux droits historiques et ethnographiques sur les territoires, ceux de l'autodétermination des habitants et du « moment historique actuel »⁵³.

Fonder une science objective et une expertise (1910-1917)

Ce fut dans ce contexte de discussion sur les droits de la nationalité que les experts ethnographes étudièrent la nationalité. Leur réflexion politique se doublait d'un important travail scientifique et érudit. Ils partageaient la conviction qu'il était difficile mais possible de déterminer les contours des groupes humains, alors désignés comme « groupes ethniques » ou « ethnos » grâce à des études complexes sur la langue. À travers leurs travaux, les savants voulaient aussi participer à la reconstruction de l'histoire du peuplement et du développement, espérant ainsi contribuer à la grande science de l'évolution, à la recherche des origines et des lois de l'histoire des hommes.

Constituer une discipline : l'ethnographie

La volonté des savants de garantir leur autonomie institutionnelle, alors que la répression envers l'intelligentsia nourrissait leur opposition au régime, s'est particulièrement manifestée après la Révolution de 1905. Les académiciens, comme Šahmatov et Ol'denburg entre autres, nommés au Conseil d'État tout en restant membres du parti KD, luttèrent pour une reconnaissance de l'autonomie des institutions académiques et universitaires garantissant une recherche délivrée des pressions politiques. Ce fut dans ce mouvement d'agitation et d'exigence d'autonomie comme de reconnaissance institutionnelle qu'une discipline ethnographique tenta de se constituer en Russie⁵⁴.

Les ethnographes exprimèrent publiquement leur ambition institutionnelle à l'occasion du XII^e congrès des naturalistes et des médecins russes, à Moscou en décembre 1909. Le congrès obtint un grand succès public : plus de 5 000 membres se présentèrent à son ouverture⁵⁵. Les participants appartenant à des institutions variées demandèrent l'établissement de chaires officielles d'ethnographie dans toutes les facultés d'histoire et de lettres de l'empire, la création d'un musée ethnographique dans toutes les villes universitaires, l'organisation d'un bureau central chargé de coordonner et de rassembler les travaux. La nouvelle génération d'ethnographes qui travaillait sans statut

52. *Ibid.*, p. 33.

53. *Ibid.*

54. James C. McCLELLAND, *Autocrats and Academics*, The University of Chicago Press, Chicago-London, 1979.

55. Sur le congrès, voir les différentes recensions, en particulier in *Zemledevenie, Ètnografičeskoe obozrenie et Živaja starina*. La recension la plus détaillée se trouve dans l'article de V Bartol'd, « Hronika : XII s'ezd russkikh estestvoispytatelej i vračeij v Moskve, zanjatija podsekcij ètnografii », *Živaja Starina*, god XIX, 1910, p. 176-187.

auprès de l'Académie, des musées ou des universités se définissait comme les professionnels d'une nouvelle discipline et réclamait la création d'un cursus universitaire pour les futurs ethnographes. Šternberg préconisait une méthode de formation doctorale spécialisant les étudiants dans un peuple particulier, dont ils devaient apprendre la langue et auprès de qui ils devaient vivre pendant plusieurs années. L'ethnographe devenait ainsi l'expert d'un peuple, de sa langue comme de son mode de vie, voire son éventuel représentant auprès des autorités.

Alors que la discipline était mal vue par le régime, ce fut dans l'enceinte des musées que la nouvelle réflexion ethnographique se prépara et se diffusa au début du XX^e siècle⁵⁶. Le Musée d'anthropologie et d'ethnographie (MAË) de l'Académie des sciences à Saint-Petersbourg se dota en 1905 d'un département de recherche en ethnographie. Les cours qu'y donnait illégalement Lev Šternberg dès 1904 (et régulièrement à partir de 1906) connaissaient un important succès public⁵⁷. Le musée russe Alexandre III organisa lui aussi rapidement une section ethnographique sous la direction de Volkov⁵⁸. Son projet d'exposition était consacré à l'étude des peuples de l'Empire, dont la collection d'objets devait représenter chaque culture⁵⁹. Le MAË se donnait pour mission l'étude selon un schéma évolutionniste de la culture de tous les peuples du monde. Ce fut au sein de ces musées que les ethnographes de la future Union soviétique travaillèrent sans position institutionnelle bien définie, grâce à l'aide de philologues plus âgés et mieux établis au sein de l'Académie des sciences.

Définir la nationalité

Les ethnographes voulaient légitimer leur discipline non seulement par l'étude de plus d'une centaine de peuples de l'Empire, mais au moyen d'arguments scientifiques. Faisant valoir que l'ethnographie était une discipline reconnue dans les grands pays industriels, ils la définissaient comme science, parce que porteuse « d'un savoir vrai, précis et systématisé ».

Dans le premier cours d'ethnographie, dispensé à l'université de Moscou de 1898 à 1900⁶⁰, N. N. Haruzin, refusant de voir cette discipline cantonnée à un statut purement descriptif, estimait que l'ethnographie devait découvrir des lois. Mais il restreignait son domaine à l'étude des modes de vie « non civilisés », alors que la sociologie s'intéressait aux sociétés contemporaines⁶¹. Dans sa notice « ethnographie » du dictionnaire encyclopédique, Šternberg proposait une définition proche : une science qui s'occupait de

56. Isabella Iossifovna CHANGINA, « Les musées ethnographiques en Russie », *Ethnologie française*, n° 4, décembre 1996, p. 599-610.

57. S. A. RATNER-ŠTERNBERG, « L. Ja. Šternberg i Leningradskaja ètnografičeskaja škola 1904-1927 gg. », *Sovetskaja ètnografija*, n° 2, 1935, Leningrad, p. 135.

58. Un *Sbornik Muzeja po antropologii i ètnografii (MAË)* est publié à partir de 1900. À partir de 1908, le musée russe publie ses *Materialy ob ètnografii Rossii*.

59. Ce musée ne fut finalement ouvert qu'en 1923.

60. Il n'existait pas de chaires d'ethnographie dans les universités, mais Haruzin décida de donner un cours d'ethnographie qui s'interrompit à sa mort.

61. Nikolaj HARUZIN, *Ètnografija- lekciï, čitannija v Imperatorskom Moskovskom universitete*, Vy. 1, čast' obščaja, St-Petersbourg, 1901, p. 26.

l'étude de la culture des peuples primitifs (*pervobytnye*). Il introduisait néanmoins l'idée que l'ethnographie s'intéressait aussi à « ces couches des peuples cultivés qui ont le plus conservé les traits de l'organisation primitive⁶² ».

Pourtant cette spécialisation de l'ethnographie était loin de faire l'unanimité. La nécessité de définir la *narodnost*, les groupes ethniques et de les classer, faisait aussi traditionnellement partie du travail ethnographique. En outre, comme nous l'avons vu, cette discipline s'était développée en Russie d'abord dans le but d'étudier les Russes, que personne ne classait alors dans les peuples primitifs. La tradition d'une ethnographie comme étude de la culture des peuples, quel que soit leur degré de civilisation, de *Völkerkunde* (*narodovedenie*) continuait à être bien ancrée chez les savants.

Le débat sur l'objet de l'ethnographie prit une tournure particulière avec les interventions de l'anthropologue et activiste ukrainien Nikolaj Mihajlovič Mogiljanskij (1871-1933)⁶³, présentées de 1902 à 1916 et discutées au sein des différentes sections ethnographiques des sociétés savantes ou des musées⁶⁴. Il y définissait la discipline comme *narodovedenie*, citant la notion de personnalité collective de W. Wundt (*Gesammpersönlichkeit*). Il introduisait le concept d'ethnos définissant les individus réunis en un seul ensemble de traits communs de caractères physiques (anthropologiques), dans une communauté de destin historique et une communauté de langues, à partir desquelles se formait une même vision du monde, une psychologie nationale, une culture spirituelle⁶⁵.

Parallèlement, Mogiljanskij proposait que la branche ethnographique de l'IRGO prenne exemple sur le travail de la Société d'anthropologie de Paris (SAP) et construise une même structure, réunissent des anatomistes, des physiologistes, des démographes, des archéologues, des linguistes, des historiens et des savants zoologues pour résoudre la question de l'hérédité, de l'hybridisme etc. À l'exemple de la SAP, les spécialistes des nombreux domaines ayant trait à l'homme en général travailleraient ensemble⁶⁶. L'ethnographie était dès lors redéfinie comme l'étude du développement des particularités intellectuelles et spirituelles de toute l'espèce humaine.

Mogiljanskij estimait que ces particularités évoluaient sous l'influence du milieu géographique et des conditions historiques, de manière originale selon les différents groupes⁶⁷. Ce fut ici l'expression « évoluer de manière originale » qui porta à confusion.

62. L. ŠTERNBERG, « Ètnografija », *Ènciklopedičeskij Slovar'*, Izd. F. A. Brokgauz i I. A. Efron, T 81, St-Petersbourg, 1904, p. 180.

63. N. M. Mogiljanskij travaillait à l'époque comme ethnographe et archéologue au musée russe Alexandre III et appartenait au conseil de la Société russe d'anthropologie. Ukrainien, il fut aide au Conseil d'État dans le gouvernement indépendant de l'*hetmanat* ukrainien, avant de partir pour la France dans une mission ukrainienne. Réfugié à Prague, il fit partie du parti KD en exil. V I VERNADSKIJ, *Dnevniki 1917-1921*, Haukova dumka, Kiev, 1997, p. 244.

64. *Ežegodnik Russkoj antropologičeskoj obščestva*, t. 3-1908, St-Petersbourg, 1909, p. 101-114, *Živaja Starina*, god XXV-1916, Vy. 1-3, Petrograd, 1917, p. 1-22, et dans la rubrique *žurnal zacedanija otdelenija ètnografii IRGO*, p. 1-11, *Ètnografičeskoe obozrenie*, god 28-1916, kn. CIX-CX, n° 1-2, Moscou, 1916, p. 151-156.

65. N. M. MOGILJANSKIJ, « Predmet i zadači ètnografii », *Živaja Starina*, god XXV-1916, Vy. 1-3, Petrograd, 1917, p. 11.

66. *Ibid.*, p. 1-22.

67. N. M. MOGILJANSKIJ, « Ètnografija i eja zadači », *Ežegodnik Russkoj antropologičeskoj obščestva*, t. 3-1908, 1909, St-Petersbourg, p. 112.

Mogiljanskij fut critiqué, notamment par l'ethnographe V. I. Iohel'son', qui lui reprocha sa vision immanente du développement des groupes ethniques. Il déclara que Mogiljanskij concevait la *narodovedenie* non comme l'étude comparée des peuples, mais comme la recherche sur tel ou tel peuple, défini comme un collectif qui se suffisait à soi-même avec toutes ses particularités formées par les conditions physico-climatiques⁶⁸.

La définition de la nationalité à travers une série de critères objectifs fut aussi discutée par ceux qui se spécialisaient dans l'anthropologie physique, discipline connaissant un renouveau au début du XX^e siècle⁶⁹. Dans le cadre des travaux de la Société d'anthropologie qu'il dirigeait, F. K. Volkov en appelait à la diffusion des méthodes standardisées de mesures anthropométriques fixées aux congrès d'archéologie et d'anthropologie de Monaco et de Genève⁷⁰. Mais il évoquait également l'extrême complexité de la notion de *narodnost'* qui ne pouvait être complètement définie ni linguistiquement, ni anthropologiquement, ni ethnographiquement. L'anthropologue moscovite, président de l'OLEAË, A. N. Anučin, concluait que la *narodnost'* était une unité ethnologique, dont l'appartenance était déterminée par une langue, par un destin historique, par sa culture et non par une communauté de type physique⁷¹.

La notion d'ethnos, qui permettait d'englober l'ensemble de l'humanité et de la diviser en groupes, connut un développement important en Russie, puis en URSS⁷². Elle renvoyait à une définition des groupes humains comme autant d'espèces, plus ou moins stables, décomposables en éléments objectivement identifiables par la science. C'était une notion qui tentait de définir une pratique d'études qualifiées de « complexes » mettant en jeu les hommes dans leur constitution corporelle, leur langue et leur mode de vie.

Les ethnographes construisirent des données, principalement issues du recensement, mais pouvant être corrigées par l'apport de considérations anthropologiques, linguistiques et ethnographiques. La définition du groupe ethnique s'appuyait sur la mise en relation de ces données.

68. « Žurnal zasedanija otdelenija ètnografii IRGO, 4/3/1916 », *Živaja Starina*, god XXV, 1916, Petrograd, 1917, p. 6.

69. Cf. les premiers essais de classification raciale effectués par un savant russe, A. A. IVANOVSKIJ, « Ob antropologičeskom sostave naselenija Rossii », *Izvestija IOLEAË*, t. CV, Trudy antropologičeskoj otdela, t. XXII, Moscou, 1904, A. A. Ivanovskij, « Naselenie Zemnogo Šara : opyt antropologičeskoj klassifikacii », *Izvestija IOLEAË*, t. CXXI, Trudy antropologičeskoj otdela, t. XXVII, Moscou, 1911, ainsi que les critiques dont ses études firent l'objet : S. I. Rudenko, « Po povodu opyta klassifikacii naselenija zemnogo šara A A Ivanovskogo », *Ežegodnik Russkoj Antropologičeskoj Obščestva*, t. IV, St-Petersbourg, 1913, p. 165-170. Cf. L'intervention de Anučin lors de la soutenance de thèse de A. A. Ivanovskij, Université de Moscou, 5 avril 1913, en présence de 150 participants, publiée dans *Zemlevedenie*, kn. 1, 1913, p. 240-250.

70. F. K. VOLKOV, « Novejšija napravlenija v antropologičeskih naukah i bližajšija zadači antropologii v Rossii », *Ežegodnik Russkoj Antropologičeskoj Obščestva*, tome 4, St-Petersbourg, 1913, p. 4-20.

71. *Zemlevedenie*, kn 1, 1913, p. 240.

72. Tamara DRAGADZE, « The place of "ethnos" theory in Soviet Anthropology », Ernst Gellner (ed.), *Soviet and Western Anthropology*, Duckworth, London, 1980, p. 161-170.

*La Commission d'étude de la composition tribale (KIPS)
et la vision biologique des populations*

Dès 1910, l'IRGO avait organisé une commission d'établissement de cartes ethnographiques de la Russie qui réunissait l'ensemble des spécialistes des nationalités – linguistes comme Baudoin de Courtenay ou Šahmatov, orientalistes comme Bartol'd ou Ol'denburg, qui en était le président, anthropologues comme Volkov et ses élèves, ethnographes comme Šternberg, Bogoraz, Patkanov. Lors de sa première réunion en octobre 1910, il avait été prévu que les cartes seraient élaborées selon des « catégories ethnographiques » et non selon les *narodnosti*. Dès lors, différentes sous-commissions thématiques furent constituées sur l'habitat, les formes d'activité économiques, l'habillement, la nourriture... Selon une tradition bien ancrée de l'IRGO, elles étaient chargées d'élaborer et de traiter un certain nombre de questionnaires, et les cartes finalement dessinées devaient être réunies dans une carte générale.

Mais en 1914, les savants décidèrent de constituer une carte par nationalité plutôt que d'avoir recours à divers indices ethnographiques. Patkanov expliqua que la pierre angulaire de l'établissement de la carte tribale était la question d'une juste répartition de la population en groupes ethniques. Ses travaux sur la Sibérie, fondés sur les données du recensement de 1897, servirent de modèle à la constitution d'une carte ethnique de l'Empire⁷³.

Les recherches de Patkanov, notamment l'observation des métissages⁷⁴, se développaient dans le cadre de l'anthropologie physique. Il espérait que ces études permettraient de saisir la signification des mélanges ou croisements du « sang » entre les peuples et les nationalités⁷⁵. Ici, l'intérêt traditionnel pour l'assimilation linguistique se transformait explicitement en recherche des effets de l'assimilation physique.

Imprégné de ses études sur les peuples sibériens, traditionnellement analysés en termes biologiques, Patkanov étendait cette conception biologique des populations à l'ensemble des nationalités de l'empire. Par ailleurs l'anthropologie physique bénéficiait d'un grand succès d'estime au début du XX^e siècle. Une section de la KIPS lui était consacrée. Les anthropologues, soucieux de développer une rhétorique utile à l'État, affirmaient l'intérêt de leurs travaux pour juger non seulement des liens génétiques entre les différentes tribus et les peuples, mais de la santé de ceux-ci, tout comme des conditions de développement de « l'organisme national ». Leurs études éclairaient les raisons du dépérissement de quelques tribus allogènes. Elles permettaient également d'estimer le degré de préparation de tel ou tel groupe tribal au service militaire⁷⁶.

L'usage constant de rhétoriques panslavistes et pangermanistes dans un contexte politique d'extrême tension internationale alimentait aussi le développement d'une conception biologique des populations, en partie relayée par les scientifiques. L'importance de la rhétorique raciale et organiciste trouva un écho particulier dans le

73. S. K. PATKANOV, « Proekt sostavlenija plemennoj karty Rossii », *Živaja Starina*, god XXIV, vy. III, 1915, p. 218.

74. *Ibid.*, p. 240.

75. *Ibid.*

76. PF ARAN, F 2, op. 1-1917, p. 40-40 ob.

cadre de la Première Guerre mondiale au cours de laquelle les populations virent leur appartenance étatique définie et redéfinie en fonction de leurs appartenances « raciales » – dans le cas des Slaves –, ou nationales.

Les appartenances nationales dans la Première Guerre mondiale

La guerre et la redéfinition raciale des loyautés étatiques

La Première Guerre mondiale déboucha sur une recomposition totale de l'espace est-européen, non seulement avec la redéfinition des frontières politiques qui entraîna la disparition de trois grands empires centraux et l'apparition de nouveaux États-Nations, mais aussi avec un processus plus général d'expropriations territoriales, de « nettoyages ethniques », d'échange de populations, de déportations, de génocide fondé sur des principes nationaux. Un autre de ses effets fut le développement sans précédent des documents d'identité par la diffusion générale des passeports et autres papiers d'identités⁷⁷.

Depuis le début de la guerre, les puissances combattantes s'étaient servies des conflits nationaux. Des unités militaires ethniques, formées de prisonniers de guerre ou de leaders des mouvements nationaux, furent organisées et envoyées au combat dans le but d'utiliser les conflits politiques opposant les États centraux à certaines de leurs minorités. En août 1914, l'armée russe avait organisé une unité tchèque, et elle employait aussi les réfugiés arméniens venus depuis la Turquie voisine dans son effort de guerre contre l'empire ottoman. L'Autriche-Hongrie, de son côté, coordonna des unités polonaises et ruthènes qu'elle lança contre la Russie. L'état-major allemand utilisait ses prisonniers finnois pour mettre sur pied une unité d'officiers qu'il envoya combattre contre l'armée des Romanov⁷⁸.

Parallèlement, à l'instar des autres pays en guerre, la Russie mit en place la déportation, l'internement, des « sujets ennemis », autrement dit des personnes ressortissantes d'un pays en guerre contre les puissances de l'Entente auxquelles elle appartenait⁷⁹. Mais la définition des sujets ennemis finit par s'étendre aux ressortissants russes de nationalités « ennemies », tels les Russes juifs et allemands, massivement déportés hors des immenses zones de combat. Quand les Allemands organisèrent l'embryon d'une armée finnoise, les Finnois tombèrent à leur tour dans cette catégorie.

L'utilisation politique des appartenances ethniques des populations se mêlait à des considérations raciales, comme le montre le slogan de l'amitié panslave, utilisé par les

77. Jane CAPLAN, John TORPEY, *Documenting Individual Identity. The Development of State Practices in the Modern World*, Princeton University Press, Princeton, 2001.

78. Sur les unités nationales, cf. Mark von HAGEN, « War and the Transformation of Loyalties and Identities in the Russian Empire, 1914-1918 », *Annali*, Anno trentaquattresimo, Feltrinelli, p. 1-36.

79. Pour un bon résumé du phénomène, cf. Éric LOHR, *Nationalizing the Russian Empire. The Campaign against Enemy Aliens during World War I*, Harvard University Press, Cambridge, 2003.

armées du tsar contre les empires voisins. Ainsi durant l'occupation de la Galicie, l'armée russe pourvut les Ruthènes de droits culturels et elle promit aux Polonais, l'autonomie au sein de l'empire russe à la fin de la guerre. La solidarité en termes de races se manifesta aussi dans les politiques de déportations des « sujets ennemis ». Seuls les membres du grand ensemble slave – tels les Tchèques, les Polonais, les Ruthènes ou les Serbes – purent y échapper. Les exemptions obéissaient aussi à un critère religieux. Dans les régions du Caucase, les habitants des provinces de Kars et Batumi furent déportés. Ces territoires avaient quitté la sujétion ottomane en 1878 et ses habitants furent condamnés comme ennemis de l'intérieur sur la base de leur religion musulmane et de leurs anciens liens avec une puissance ennemie. Finalement, l'intervention de la Douma de Géorgie, qui déclara les habitants de ces régions non pas Turcs mais Adjars, c'est-à-dire « Géorgiens », permit de stopper leur déportation⁸⁰.

La nationalité des individus était devenue un indicateur de leur patriotisme et même pour les sujets du tsar, le fait d'appartenir aux nationalités ennemies suffisait pour apparaître suspect et être écarté des zones de combats. Les juifs, les Allemands, les Finnois, même s'ils étaient ressortissants de l'Empire et installés depuis des siècles en Russie, furent soupçonnés de trahison et massivement déportés.

La redéfinition des frontières selon la composition ethnique

Les ethnographes s'engagèrent dans la guerre. Šternberg se rendit sur les zones du front, afin d'aider les réfugiés juifs déportés par l'armée tsariste dès les premiers mois du conflit. À Pétrograd, les « ukrainophiles » se réjouissaient de l'occupation militaire de la Galicie, espérant réunir les territoires ukrainiens dans une Russie renouée. Volkov organisa dès 1915 dans le musée Alexandre III une grande exposition sur la Galicie, la Bukovine et Russie ougrienne⁸¹, participant à l'élan patriotique d'une grande partie de l'intelligentsia libérale dans les premiers mois de la guerre. Alors que la Rada ukrainienne se détachait de l'empire au cours de l'année 1917, Volkov, qui depuis Petrograd avait aidé à l'organisation d'une Académie ukrainienne des Sciences, mourut en 1918 durant son voyage vers Kiev. L'orientaliste Sergej Fedorovič Ol'denburg, secrétaire permanent de l'Académie des sciences depuis 1904, membre du comité central du parti KD, devint en 1915 membre du comité spécial de la défense de l'État (*osoboje soveščanie po oborone gosudarstva*). Président de la Commission d'étude de la composition ethnographique (KIPS) – qui se proposait d'offrir au gouvernement ses travaux sur la composition ethnique en prévision des pourparlers de paix –, quelques mois ministre de l'Instruction publique dans le gouvernement provisoire alors dirigé par Kerensky, Ol'denburg fut aussi désigné comme le spécialiste de la question des nationalités dans le Comité de lutte contre l'anarchie du Soviet provisoire de la République, après la Révolution d'octobre 1917⁸².

80. *Ibid.*, p. 151-153.

81. Oleksander LOTOST'SKIJ, *op. cit.*, p. 45-51.

82. Sur Ol'denburg, *Sergej Fedorovič Ol'denburg*, Nauka, Moscou, 1986.

L'Académie des sciences organisa en 1915 une commission d'études des forces productrices (KEPS), grande agence visant à aider l'État dans son effort de guerre. Il s'agissait de mobiliser l'ensemble des ressources naturelles du pays au service de sa victoire et de sa reconstruction⁸³. La KIPS réussit à y être rattachée en 1917, arguant que ses travaux sur les populations et leurs cultures favorisaient aussi la réorganisation du pays : ses études du territoire des diverses nationalités, de leurs différentes cultures agricoles ou de leur état sanitaire, recourant à la cartographie linguistique, à l'ethnographie et à l'anthropologie physique, devaient permettre une utilisation rationnelle des « ressources humaines » du pays. Ce projet, élaboré pendant la guerre, fut réalisé dans le cadre de la nouvelle Union soviétique.

La KIPS fut finalement intégrée à l'Académie des sciences. Elle chercha à faire financer ses travaux par le gouvernement provisoire, en soulignant que la composition ethnographique des territoires serait au fondement du nouvel ordre international. Dans une lettre au nouveau ministre des Affaires étrangères du 21 février 1917, la KIPS prenait acte du fait que « la guerre mondiale avait trait pour une part significative à la question nationale et à l'éclaircissement des fondements des prétentions de telle ou telle nationalité à telle ou telle région, dans laquelle elle est dominante ». La lettre faisait référence aux discours du président Wilson sur les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes. À l'approche des négociations de paix, bénéficier de renseignements exacts sur la composition nationale des territoires renforcerait la position des négociateurs. « Nos ennemis, en particulier l'Allemagne, ont déjà reconnu l'importance de connaître la composition tribale des territoires frontaliers. Nous savons que les forces scientifiques de l'Allemagne sont largement utilisées par son gouvernement⁸⁴. »

Les armées allemandes qui occupaient les régions nord-ouest de l'empire avaient mis en place une série de politiques culturelles, visant le développement des langues et de la conscience nationale ou ethnique des Biélorusses (rebaptisés Ruthènes blancs), des juifs, des Polonais, des Litvaniens, des Lettons. Les identités nationales furent systématiquement promues à l'aide de la cartographie et de la statistique ethnographique, mais aussi par l'édition de dictionnaires et de livres, l'organisation d'une presse et d'un système scolaire utilisant les langues locales. Les forces occupantes cherchaient à développer une conscience nationale, mais définie et contrôlée par les savants allemands⁸⁵. Dans l'empire ottoman, en partie sous l'influence des conseillers allemands, une grande opération de cartographie ethnique avait été organisée par les Jeunes Turcs dès 1913⁸⁶. Les savants russes à leur tour se proposaient de réunir des renseignements sur les zones frontalières. Il ne s'agissait pas uniquement d'un travail d'érudition, de rassemblement de documents écrits, mais de l'envoi de spécialistes pour des vérifications sur place. La KIPS se proposait d'étudier les frontières de l'Ouest, ainsi que l'Asie mineure et une

83. Sur la KEPS, cf. Alexander VUCINICH, *Empire of Knowledge*, University of California Press, Berkeley-Los Angeles-London, 1984.

84. RAN, « Ob učreždenii komissii po izučeniju plemennogo sostava naselenija Rossii », *Izvestija komissii po izučeniju plemennogo sostava naselenija Rossii*, n° 1, Petrograd, 1917, p. 7.

85. Vejas Gabriel LIULEVICIUS, *War Land on the Eastern Front. Culture, National Identity and German Occupation in World War I*, Cambridge University Press, Cambridge, 2000, p. 114-150.

86. Cf. la thèse en cours de Fuat Dundar.

partie de l'Azerbaïdjan et de la Perse du nord et s'engageait à réaliser ce travail colossal dans les six mois⁸⁷. Le 24 février 1917, le ministre des Affaires étrangères, N. N. Pokrovkij, donna son accord⁸⁸ à l'envoi d'émissaires de la Commission d'étude de la composition tribale dans les régions frontalières de la Russie, en Lettonie, Pologne, Galicie, Bukovine et Bessarabie⁸⁹.

En accord avec les ministères des Affaires extérieures et de l'Instruction publique du gouvernement provisoire, bientôt détenu par Ol'denburg lui-même, la Commission étendit son ambition à l'étude, au sens large et plus seulement cartographique, de la composition ethnographique des zones de frontières. Elle proposa de préparer les pourparlers des traités de paix grâce à ces cartes ethniques des frontières de l'Ouest⁹⁰.

Le gouvernement provisoire et l'enregistrement de la nationalité

Parallèlement à l'activité de la KIPS, en mars 1917, le gouvernement provisoire réunit une commission statistique. En avril, le ministère de l'Agriculture convoqua un congrès des statisticiens au cours duquel un nouveau plan de recensement fut adopté. Élaboré en partie par les statisticiens des années 1910, il présentait néanmoins des nouveautés dans son programme. Ce dernier ne se limitait pas au recueil de données sur la production, mais visait l'étude du monde agricole sous tous ses aspects afin d'orienter les futures réformes agraires⁹¹. Il fut préparé notamment par Aleksandr Arkad'evič Kaufman. Un des principaux dirigeants du parti KD, très actif dans tous les débats sur la réforme agraire avant 1917, et se proposant de la diriger au sein du gouvernement provisoire, Kaufman s'était aussi intéressé au recensement des nationalités et à la cartographie ethnographique (voir *supra*).

Les instructions, publiées le 9 mai, prévoyaient durant l'été l'exécution d'un recensement dans tout l'empire, sauf la Finlande. Les institutions de recensement de gouvernement, de région ou de ville furent organisées et autorisées à compléter les instructions générales pour répondre à leurs besoins d'informations spécifiques, renvoyant au souci d'autonomie territoriale des nouvelles élites politiques, notamment pour le Caucase et l'Asie centrale⁹². Le recensement de 1917 devait fournir le compte de la population globale de la Russie, il témoignait de l'optimisme des dirigeants du gouvernement provisoire en pleine guerre. Les données chiffrées semblaient nécessaires non seulement à la reconstruction économique du pays, mais aussi à l'édification de son système électoral.

87. Archives de la filiale de St-Petersbourg de l'Académie des Sciences, PF ARAN, F 2, op. 1-1917, d. 30, p. 30-30 ob.

88. D. ZOLOTAREV, « Rabota KIPS », Archives de l'Académie des Sciences, branche de St-Petersbourg (PF ARAN), f. 135, op. 1, d. 360, l. 6.

89. RAN, « Ob učreždenii komissii po izučeniju plemennogo sostava naselenija Rossii », *op. cit.*, p. 7.

90. *Ibid.*, p. 10.

91. Sur la préparation du recensement, cf. les archives du ministère de l'Agriculture du gouvernement provisoire, GARF, f. 1797, op. 1, d. 315.

92. Otdel perepisi Ministerstva Zemledelija, *Instrukcija po projvodstvu Vserossijskoj sel'skchozjaistvennoj i poze-mel'noj perepisi i Vserossijskoj gorodskoj perepisi 1917g.*, Petrograd, 1917, p. 5.

Alors que la guerre n'était pas terminée, le gouvernement provisoire organisa la convocation d'une assemblée constituante, fondée sur le suffrage universel et prévue elle aussi pour l'été 1917. Une commission spéciale, dirigée par M. M. Vinaver, s'intéressa aux moyens d'assurer la juste représentation des périphéries. Elle se prononça pour le respect du principe électif basé sur les territoires, et non sur le « principe national », refusant toute formation de « curies nationales » à l'instar de l'empire d'Autriche. Mais le choix du système proportionnel ainsi que le redécoupage de circonscriptions électorales distinctes des divisions administratives existantes, avait pour but explicite de permettre aux diverses nationalités d'avoir leurs députés⁹³. Afin d'organiser les élections, le conseil statistique du gouvernement provisoire se devait de rassembler et de fournir les chiffres de la population, tirés soit du recensement de 1897, corrigé de la croissance démographique, soit des recensements agraires de 1914, ou encore de diverses enquêtes régionales. En plus du nombre de la population, les membres de la commission sur les élections dans les périphéries exigèrent d'avoir en main des données sur la composition ethnique des territoires⁹⁴.

Aussi dans ce contexte, le bulletin du recensement de l'été 1917 demandait de définir, après le nom, prénom et patronyme et l'ordre (*soslovie*) du chef de famille, sa nationalité (*nacional'nost'*)⁹⁵. Ce fut donc sous le gouvernement provisoire que la nationalité, placée en quatrième position du formulaire, devint un critère identitaire fondamental. Dans les instructions, il était stipulé qu'il fallait « noter la *nacional'nost'* (*narodnost'*) du chef de famille et l'indiquer le plus précisément possible (grand-russe, petit-russe, biélorusse, lituanien, polonais, letton, estonien, finnois, carélien, juif, allemand, tatar, arménien, kirghize, etc.) »⁹⁶. En raison de la difficulté, reconnue par tous les statisticiens, d'obtenir des réponses directes à cette question, il fut spécifié que pour définir cette appartenance nationale, il fallait recourir à l'indice de la langue (*rodnoj jazyk*).

Le passage du régime impérial au régime soviétique comme la continuité des grands projets scientifiques s'incarne dans la figure du président de l'Académie des Science et de la KIPS, S. F. Ol'denburg. Après un court emprisonnement en tant que membre du gouvernement de Kerensky, Ol'denburg décida de s'associer au pouvoir bolchevique, afin de sauvegarder l'existence de l'Académie et de réorganiser la science russe. Ce fut à ses rencontres avec le leader de la révolution, en qui il avait confiance et dont il avait connu le frère aîné, qu'il devait le maintien de sa position⁹⁷. Désireux de composer avec l'élite scientifique bourgeoise et libérale du gouvernement précédent, Lénine exigea le maintien de l'Académie des sciences, forte de ses projets. La volonté de refondation d'un État, dirigé à l'aide d'experts, se répercuta aussi sur le projet d'enregistrement de la nationalité et de cartographie ethnique, nécessitant un fort investissement. Le 19 juin 1918, le commissariat aux Nationalités de la RSFSR, dirigé par Staline, demandait que la KIPS continuât son travail⁹⁸.

93. GARF, f. 1811, op. 1, d. 221, l. 1.

94. GARF, f. 1811, op. 1, d. 219, l. 10.

95. Cf. les formulaires, GARF, f. 1797, op. 1, dd. 351 et 352.

96. GARF, f. 1797, op. 1, d. 352, ll. 13-14.

97. *Sergej Fedorovič Ol'denburg*, Nauka, Moscou, 1986.

98. PF ARAN, F 2, op. 1-1917, d. 30, p. 188.

Chapitre 6

La floraison des consciences nationales (1917-1929)

Alors que le principe des nationalités avait été posé comme fondement d'une reconstruction de l'Europe et du Moyen-Orient, les cartes et les statistiques ethniques permettaient de répondre aux besoins d'expertise des traités de paix¹. Le droit à l'autodétermination était devenu le slogan permettant aux Bolcheviques de rompre avec l'héritage russificateur de l'État impérial tout en devenant les protragandistes d'un projet international d'émancipation des peuples. De nouveaux pays s'étaient détachés de l'Empire (la Finlande en 1918, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie en 1920, et la Pologne en mars 1921)², et une des premières décisions de la direction bolchevique fut d'éditer un décret reconnaissant le droit des peuples à se gouverner eux-mêmes et assurant les droits des minorités nationales³.

Les leaders bolcheviques, en particulier Lénine et Staline, ne mettaient pas en doute l'existence des nationalités, objectivement identifiables par une langue, un mode de vie, une psychologie et souvent un territoire, et la force du nationalisme comme instrument de mobilisation politique⁴. Quand les Bolcheviques arrivèrent au pouvoir, ils n'avaient pas encore une idée précise et consensuelle de la place à attribuer au nationalisme et à l'ethnicité dans le nouveau régime. Mais en héritiers de la longue réflexion sur la question nationale

1. Au cours des conférences de la Paix, les représentants de diverses nationalités firent circuler auprès des conférenciers des opuscules statistiques et cartographiques. Cf. Délégation de la République arménienne, *La République arménienne et ses voisins*, Paris, 1919, Délégation de la République arménienne, *La Question arménienne dans la Conférence de la Paix*, s.d., Délégation Azerbaïdjanienne de la Conférence de la Paix, *Composition anthropologique et ethnique de la population de l'Azerbaïdjan du Caucase*, publié à Paris en 1919. Ses chiffres étaient fondés sur les statistiques de 1897, corrigés de l'accroissement naturel et étaient en accord avec les chiffres fournis en annexes du projet de loi sur l'extension du zemstvo en Transcaucasie datant de janvier 1917. Je remercie Claire Mouradian de m'avoir fourni ces documents.

2. Au printemps 1919, la nouvelle direction centrale de statistiques annonçait qu'elle avait déjà exploité des données « selon lesquelles la République polonaise prétendait à 14 gouvernements » et qu'elle les avait transmises au département militaire en prévision de pourparlers sur les futures frontières de la Pologne. Archives d'économie de l'État russe. RGAË, f. 1562, op. 1, d. 111, l. 11.

3. Sur la réintégration territoriale des anciennes provinces impériales : Edward Hallet CARR, *La Révolution bolchevique*, t. 1 : *la formation de l'URSS*, Les éditions de Minuit, Paris, 1969, Hélène CARRÈRE d'ENCAUSSE, *Le grand défi : Bolcheviques et nations*, Flammarion, Paris, 1987, Richard PIPES, *The Formation of the Soviet Union. Communism and Nationalism, 1917-1923*, Harvard University Press, Cambridge-London, nouvelle édition, 1997, Jeremy SMITH, *The Bolsheviks and the National Question. 1917-1923*, MacMillan Press, Martin's Press, London, New York, 1999.

4. Yuri SLEZKINE, « The Soviet Union as a Communal Apartment, or How a Socialist State Promoted Ethnic Particularism », *Slavic Review*, n° 53(2), été 1994, p. 415-452.

menée par la sociale-démocratie européenne depuis la fin du XIX^e siècle, ils allaient articuler une politique fondée sur des principes théoriques et sur des pratiques de négociations avec les forces politiques nationales apparues à la faveur des événements révolutionnaires. Leur projet visait le rétablissement d'un État unifié à travers la reconnaissance des différences nationales, mais organisées territorialement et institutionnellement.

Dans la tradition marxiste, le nationalisme était conçu comme une idéologie à combattre, il permettait l'alliance factice entre la bourgeoisie et le prolétariat en éloignant ce dernier de ses réels intérêts de classe et de ses aspirations révolutionnaires⁵. Dans les cas de l'Irlande et de la Pologne, Marx avait néanmoins reconnu que les mouvements nationaux pouvaient avoir un contenu révolutionnaire et démocratique. Dans ses controverses l'opposant à Rosa Luxembourg, Lénine avait repris et systématisé ces analyses en condamnant l'impérialisme et en accordant une qualité révolutionnaire aux nationalismes lorsqu'il s'agissait des peuples opprimés, minorités européennes ou peuples des colonies. Dans le cadre de l'empire de Russie, l'égalisation des statuts entre les nationalités, la fin de la domination culturelle et sociale russe, la lutte contre le « chauvinisme grand-russe », et une large reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes lui paraissaient indispensables à la conservation des périphéries et à l'avancement de la Révolution⁶. Staline étendit la dénonciation de l'impérialisme aux chauvinismes régionaux et défendit les minorités susceptibles de subir la domination du nationalisme azéri, géorgien, ouzbek, arménien⁷.

La nation avait été définie par les marxistes comme une forme d'organisation sociale et politique moderne, liée historiquement au capitalisme et au développement économique. Puisque la direction bolchevique percevait l'arriération de la Russie, et plus encore de ses périphéries, comme un des problèmes majeurs auxquels elle devait se confronter pour la réalisation d'une société socialiste, elle se lança dans des politiques de promotion de la modernité des « nations » dans les espaces encore soumis au « tribalisme », au « clanisme », au « féodalisme ». En 1913, dans son article « Le Marxisme et la Question nationale », première tentative de présenter l'originalité de la pensée bolchevique sur cette question et ses moyens de la résoudre⁸, Staline rappelait que la nation constituait un phénomène historique lié au capitalisme⁹. Il s'était opposé aux austro-marxistes et au Bund, mouvement socialiste juif, partisan de l'autonomie extraterritoriale, c'est-à-dire une représentation des nationalités dans les différentes

5. G. HAUPT, M. LOWY, C. WEILL, *Les Marxistes et la question nationale, 1848-1914*, L'Harmattan, Paris, 1997.

6. LÉNINE, *O nacional'noj politike*, Politizdat, Moscou, 1989.

7. STALINE, « Les facteurs nationaux dans l'édification du parti et de l'État. Rapport présenté au XII^e congrès du Parti communiste russe le 23 avril 1923 », *Le Marxisme et la Question nationale et coloniale*, Éditions Norman Béthune, Paris, 1974, p. 171.

8. Juste avant la guerre, Lénine avait commandé à plusieurs Bolcheviques des essais sur la question nationale pour mieux définir la ligne du parti. Le texte de Staline fut particulièrement remarqué, mais il ne fut pas le seul produit. Cf. Anahide Ter Minassian, « Stepan Chahoumian et l'autonomie nationale culturelle », dans *Russes, Slave et Soviétiques*, Mélanges Roger Portal, Paris, 1992, p. 291-312.

9. Il la définissait précisément comme une « communauté humaine, stable, historiquement constituée, née sur la base d'une communauté de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit dans une communauté de culture », STALINE, *Le Marxisme et la Question nationale et coloniale*, Éditions Norman Béthune, Paris, 1974, p. 15.

instances étatiques, partisans, associatives, chargées de lutter pour la préservation de droits civiques et culturels. Selon les Bolcheviques, cette autonomie culturelle risquait de fractionner le mouvement ouvrier et de renforcer les différences nationales. En revanche, Staline, faisant du territoire l'élément essentiel, proposait une autonomie régionale, permettant aux territoires nationaux de se « gouverner eux-mêmes » soit par leurs propres élites et dans leur langue¹⁰.

Cette conception topographique de la nationalité était liée à un projet d'aménagement du territoire. L'autonomie régionale permettait ainsi, ajoutait Staline d'utiliser de la meilleure façon les richesses naturelles de la région et de développer les forces de production¹¹. Cette vision géographique renvoyait à la tradition des statisticiens et ethnographes russes de l'avant-guerre et au débat général sur la réorganisation territoriale du pays engagé avant la révolution et qui avait déjà fait de l'autonomie régionale une solution à la question des nationalités¹².

Entre 1917 et 1923, les Bolcheviques élaborèrent progressivement des politiques visant l'intégration des populations ethnographiques du pays, notamment par la reconnaissance des droits des nationalités. Elles débouchèrent institutionnellement sur la création d'une fédération en décembre 1922, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS), qui organisait le pays en une hiérarchie de territoires nationaux pourvus d'une représentation au niveau central et de prérogatives. Les organes communistes et de gouvernement purent désormais fonder leurs demandes d'autonomie en faisant référence au respect du principe des nationalités. L'historiographie actuelle insiste ainsi sur l'influence des idées et pratiques issues des mouvements nationaux des périphéries dans la formulation des politiques finalement reprises à l'échelle de l'Union¹³.

Dans les années 1920, la nationalité était encore marginalement institutionnalisée comme une identité personnelle. L'appartenance de classe, à un ancien *soslovie* comme

10. « La seule solution juste, c'est l'autonomie régionale, l'autonomie d'unités déjà cristallisées, telles que la Pologne, la Lituanie, l'Ukraine, le Caucase, etc. L'avantage de l'autonomie régionale, c'est d'abord qu'avec elle, on a affaire, non à une fiction sans territoire, mais à une population déterminée, vivant sur un territoire déterminé. Ensuite elle ne divise pas les individus par nations, elle ne renforce pas les cloisons nationales ; au contraire, elle les brise et rassemble la population pour ouvrir à une délimitation d'un autre genre, à la délimitation par classes », STALINE, *Le Marxisme et la Question nationale et coloniale*, Éditions Norman Béthune, Paris, 1974, p. 76-77.

11. *Ibid.*

12. Staline avait rappelé son engagement en faveur de l'autonomie territoriale dans son opposition à Lénine en 1922 sur la forme institutionnelle à donner à la fédération soviétique. Il avait proposé l'entrée de toutes les Républiques dans la fédération russe, alors que Lénine avait lutté pour que certaines d'entre elles, les Républiques unies, fussent traitées formellement à égalité avec l'ensemble russe. Sur le débat entre Staline et Lénine à propos de la formation de l'URSS, cf. le très bon bilan de l'historiographie et des nouveaux documents édités dans les années 1990 par Jeremy Smith, *The Bolsheviks and the National Question*, MacMillan's Press, Martin's Press, New York, 1999.

13. Ainsi les mesures visant à respecter la composition nationale des micro-régions, voire des villages ont d'abord été conçues en Ukraine, avant d'être étendues à toute l'URSS, Terry MARTIN, *The Affirmative Action Empire : Nations and Nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, Cornell University Press, Ithaca, 2001. Le découpage de l'Asie centrale en Républiques nationales a été voulu et décidé par les pouvoirs régionaux, et non par le centre : Arne HAUGEN, *The Establishment of National Republics in Soviet Central Asia*, Palgrave Macmillan, New York, 2003.

la conduite politique ou militaire pendant la guerre civile définissaient les contours du droit de vote, du droit à l'éducation ou à la promotion sociale, soit à la pleine « citoyenneté soviétique »¹⁴. Néanmoins une série de mesures délimitaient les territoires en fonction de leur composition ethnique, tandis que d'autres encourageaient les « nationaux » à y gouverner, autant de facteurs qui incitèrent les individus à se présenter selon leur ethnicité.

Pratiquement, la politique des nationalités fut arrêtée en 1921 et mise en œuvre à partir du XII^e Congrès du Parti en avril 1923 et de la réunion spéciale du Comité central en juin de la même année. Elle consistait à aider au développement, supervisé par le centre soviétique, des langues, des élites, des cultures et des territoires nationaux. La politique linguistique reconnaissait les langues nationales comme langues d'enseignement et de gouvernement. La politique des cadres, bientôt dénommée « indigénisation (*korenizacija*) » ou « nationalisation (*nacionalizacija*) », visait à promouvoir les « nationaux (*nacionaly*) » ou les « locaux (*mestnye ljudi*) » aux postes de commandement. Une série de mesures visèrent à favoriser les anciens peuples opprimés, selon une logique de « discrimination positive ». La représentation des autochtones à tous les échelons du parti et de l'État était garantie et des programmes d'aide économique, dans les faits très peu suivis d'effets, devaient aider les régions « arriérées » à développer leurs infrastructures et leurs industries. Les comportements dominateurs, voire racistes, des Russes, élites techniciennes et communistes ou paysans étaient fermement combattus. Les langues des gouvernements nationaux étaient non seulement protégées, mais devaient être connues des agents du nouveau gouvernement soviétique travaillant dans les Républiques nationales¹⁵.

S'identifier

Statistiques et recomposition du territoire

Dès leur arrivée au pouvoir, les Bolcheviques voulurent avoir des chiffres dans l'espoir de recomposer la société et de la moderniser. Lénine avait affirmé que le socialisme était comptabilité, et dès l'été 1918, il avait donné son accord pour que soit constitué un bureau central des statistiques, la Direction centrale de statistique (*Central'noe Statističeskoe Upravlenie*, CSU)¹⁶.

En avril 1919, au congrès panrusse des statisticiens, le chef de la section démographique de la CSU, Mihajlovskij réclama un nouveau recensement. Il interpella le

14. Golfo ALEXOPOULOS, *Stalin's Outcasts. Aliens, Citizens, and the Soviet State, 1926-1936*, Cornell University Press, Ithaca-London, 2003, Nathalie MOINE, *Le pouvoir soviétique face au petit peuple urbain : Clivages sociaux, assignation des identités et acculturation à Moscou dans les années 1930*, Thèse de Doctorat, Université de Lyon II, 2000.

15. Terry MARTIN, *op. cit.*, 2001.

16. Alain BLUM, *Naître, vivre et mourir en URSS, 1917-1991*, Plon, Paris, 1994, Martine MESPOULET, *Statistique et révolution en Russie*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2001, Alain BLUM et Martine MESPOULET, *L'anarchie bureaucratique. Statistique et pouvoir sous Staline*, La Découverte, Paris, 2003.

pouvoir et rappela la nécessité d'avoir le chiffre de la population, « pierre angulaire de toute construction de l'État »¹⁷. En août 1920, un recensement démographique, agricole et industriel fut en effet organisé, suivi de près par Lénine¹⁸. Les statisticiens et les nouvelles élites communistes se rapprochèrent dans un même souci de recueil de données, propres à fonder une rationalité technique, mise au service de la fondation de l'État socialiste.

Mihajlovkij envisageait la population comme un « énorme organisme », qu'il fallait étudier sous ses multiples facettes. Mais, à l'en croire, l'étude de la composition nationale du pays avait été décidée selon des considérations plus politiques que scientifiques. La reconnaissance du principe des nationalités exigeait d'avoir des données chiffrées et cartographiques permettant le suivi des mesures de protection des minorités¹⁹. Alors que le pays était encore en guerre et que le statut institutionnel de nombreux territoires n'était pas encore défini, la réalisation d'un recensement dès 1920 permettait d'affirmer et de produire la continuité étatique et territoriale. Silvana Patriarca a noté dans le cas du nationalisme italien d'avant l'unification l'importance de la statistique comme outil de projection d'une unité politique rêvée²⁰. Dans le contexte de la forte dislocation territoriale engendrée par la guerre civile, le jeune État des soviets cherchait à produire son unité par la visualisation statistique, tandis qu'une série de Républiques (Ukraine, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan) avait proclamé leur indépendance. Elles étaient encore en cours de pourparlers avec le nouveau régime, tandis que des régions entières échappaient aux Bolcheviques lors de l'organisation du recensement. En 1920, dans les notices explicatives du recensement, il était néanmoins bien précisé que les ressortissants des Républiques entrant dans la Fédération des soviets ne devaient pas à répondre à la question 5 sur la citoyenneté (*poddanstvo*)²¹. Cette dernière ne s'appliquait qu'aux « véritables » étrangers. Témoinnant des difficultés du pouvoir à présenter une image précise de toute la « République de Russie et de toutes les Républiques unies à elle dans une fédération unique », des listes des régions, qui évoluaient, étaient fournies pour aider les statisticiens dans leur propre visualisation spatiale²². Les recenseurs, géomètres, agronomes, agents du cadastre subissaient dans leurs rencontres avec les populations locales, les aléas de l'armée rouge.

Les rapports des personnes mandatées par la CSU ou des chefs des bureaux de statistique, dont la hiérarchie avait été mise en place dès 1918, faisaient état des difficultés que rencontraient les Bolcheviques pour contrôler le territoire et les populations hostiles²³. Dans des nombreuses régions, le recensement n'avait pu se faire ou s'était fait

17. RGAË, f. 1562, op. 1, d. 111, l. 165.

18. Lénine réclama par télégramme à différentes usines une production accrue de papier pour le recensement. Dossier sur le suivi du recensement par Lénine : RGAË, f. 1562, op. 1, d. 184.

19. Mihajlovskij estimait « qu'en notre temps, pour des raisons politiques, il faut disposer de données sur la composition nationale » *Ibid.*, l. 11.

20. Silvana PATRIARCA, *Numbers and Nationhood : Writing Statistics in Nineteenth-Century Italy*, Cambridge University Press, New York, 1996, l'introduction et le chap. 7, « a Map of a New Nation ».

21. RGAË, f. 1562, op. 1, d. 158, l. 87.

22. « Predvoritel'nye itogi perepisi naselenija 28 avgusta, naselenie 25 gubernii », *Trudy Central'nogo Statističeskogo Upravlenija*, t.1, vol. 1, serja 1, otdel demografii, Moscou, 1920, p. 6.

23. *Ibid.*, p. 5.

de manière très insatisfaisante en pleine guerre civile et en pleine guerre russo-polonaise²⁴. Dans le gouvernement d'Irkoutsk, le recensement avait été conduit avec de « grandes difficultés » et si les foyers russes avaient reçu les recenseurs, les Bouriates avaient été convoqués pour être comptés dans le cadre de larges assemblées (*suglany*)²⁵. En Ukraine, où la guerre continuait, le recensement se déroula dans des conditions d'extrême violence²⁶. Ainsi, dans le gouvernement du Donets, le leader anarchiste Makhno avait ordonné à la population d'exterminer les communistes et les recenseurs²⁷. Dans l'uezd du Dniepr, le recensement n'avait pu se faire qu'en janvier 1921, du fait de l'occupation de la région par les troupes blanches. Dans l'uezd d'Elisavetgrad, où sévissait le banditisme des groupes armés, les statisticiens qualifiaient les conditions « des plus inhumaines ». Les paysans, menaçants, étaient allés à la rencontre des recenseurs avec des grappins et avaient déclaré que le recensement et le pouvoir qui en était responsable étaient illégaux. Un des instructeurs avait été tué, un autre était retenu en captivité, d'autres avaient reçu des coups. Le matériel du recensement avait été complètement ou partiellement détruit par les bandits et il avait fallu recenser à nouveau²⁸. Dans le gouvernement d'Odessa, la réticence générale de la population fut expliquée par la réalisation pour la seule année 1920 de quinze recensements, menés par divers départements et organes locaux dans le but d'améliorer la mobilisation, les réquisitions ou la distribution. « La population est lasse et embrouillée (...), elle s'est habituée à donner des indications fausses, en sous-estimant ce qui témoigne d'une situation matérielle avantageuse et en cachant en général la vérité²⁹. » Le rapport pronostiquait de mauvais résultats, non seulement à propos de l'accomplissement du service militaire, de la quantité d'outillage, des surfaces ensemencées, mais aussi des données sur la nationalité³⁰.

L'administration statistique était en butte au manque de papier, de moyens de transport ou de vêtements chauds. Partout confrontés au banditisme qui sévissait dans les campagnes, les recenseurs se heurtaient aux bandes armées des *basmači* dans la province de Samarkand ou à la résistance des Tchétchènes³¹. Aux 33 recenseurs et instructeurs tués, assassinats s'accompagnant d'actes de cruauté, s'ajoutaient des dizaines de recenseurs blessés ou gravement malades³². Les rapports révèlent à la fois le manque de

24. Dans les provinces de Khorezm et de Boukhara en Asie centrale, non encore formellement rattachées à la République des soviets, comme dans les provinces de Minsk et de Podolie et dans le Daghestan, le recensement ne s'est pas fait. Il en fut de même de certaines régions du Turkestan, en particulier au Ferghana, dans quelques localités du Caucase du Nord, de la Sibérie comme dans les régions de Tambov et d'Arkhangelsk. RGAË, f. 1562, op. 2, d. 336, l. 24. Administration centrale de statistique de l'URSS, Recensement de la population du 17 décembre 1926, *Population de l'URSS*, Édition de l'Administration Centrale de Statistique de l'URSS, Moscou, 1927, p. 1.

25. RGAË, f. 1562, op. 2, d. 306, l. 162-175.

26. RGAË, f. 1562, op. 2, d. 330, l. 5.

27. *Ibid.*

28. *Ibid.*

29. RGAË, f. 1562, op. 2, d. 305 et d. 333, l. 27.

30. *Ibid.*

31. « Predvoritel'nye itogi perepisi naselenija 28 avgusta, naselenie 25 gubernii », *op. cit.*, p. 6.

32. *Ibid.*, Vy. 2, p. 5. *Bjulleten CSU*, n° 41, 29 janvarija 1920.

coopération des administrateurs locaux et la méfiance de la population. Malgré le recrutement d'instituteurs, d'agronomes, de statisticiens, ou d'administrateurs (d'organisations paysannes, de coopératives, ou de syndicats)³³, le personnel qualifié manquait le plus souvent. Ainsi, dans le gouvernement d'Odessa, on recruta des paysans alphabétisés, mais ignorant le système fractionnel et incapables de distinguer entre nationalité et religion³⁴.

Consciences de classe et consciences nationales

L'autodéfinition nationale, étudiée par les autorités et les statisticiens tant sous le gouvernement provisoire que sous le régime soviétique renvoie au slogan de l'autodétermination et au souci des nationalistes : voir les « nationaux » se saisir et activer ce qui constituerait l'identité nationale de chacun. Elle impliquait l'existence d'une identification nationale claire, unique chez les individus. Dans le vocabulaire de l'époque, cette dernière était appelée « conscience nationale ». Comme nous l'avons vu à propos des discussions au XIX^e siècle, les statisticiens s'étaient attristés du fait que le peuple connaisse si mal son appartenance nationale. Une telle ignorance révélait la faible intégration « mentale » des « masses » à un ensemble plus vaste de co-nationaux. Le recensement, l'inscription dans les papiers administratifs de la nationalité autodéclarée furent alors présentés comme une opération de découverte qui rendait l'individu conscient de ce qu'il était.

Dans les années 1920, l'auto-déclaration faisait l'objet d'une construction qui exigeait non pas que les individus choisissent au hasard leur nationalité, mais qu'il la découvre, la reconnaisse et en fasse usage. Associant l'individu à un collectif et à un territoire, la nationalité comme la classe sociale, le liait aussi à un projet de mobilisation politique, à une histoire, à un avenir dans la nouvelle société communiste. Dans un projet d'intégration des paysans, elle était aussi censée contribuer au développement d'une culture lettrée, ouvrant sur un horizon plus large que les seules affiliations claniques, féodales ou strictement locales.

Cet appel à la conscience individuelle, permettant de lier l'individu au collectif, fut co-substantiel au projet communiste, fondé sur les identités de classe. Dans la version soviétique de ce projet, le développement des identités, des « consciences » nationales fut aussi favorisé, mais dans un premier temps uniquement pour les Non-Russes. Pour ces derniers, « dominés », selon la distinction fondamentale introduite par Lénine, conscience nationale et conscience de classe ne s'opposaient pas.

Dans son étude sur la conscience de classe dans la Russie révolutionnaire, Igal Halfin indique que le prolétariat auquel se référaient les communistes n'était pas une catégorie objective, correspondant uniquement à une position sociale déterminée. Le caractère eschatologique du projet communiste transformait le prolétariat en un modèle idéal de

33. P. I. PUSTOHOD, V. K. VOBLIJ, *Perepisi naselenija*, Moscou, 1936, p. 63. Sténogramme de la seconde conférence panrusse de janvier 1920, RGAË, f. 1562, op. 1, d. 152, l. 95.

34. RGAË, f. 1562, op. 2, d. 333, l. 3.

comportements sociaux et politiques³⁵. La tension entre l'identité objective, le fait d'être ouvrier ou fils d'ouvrier, et la catégorie sublimée et subjectivée, signifiant une identification individuelle et un comportement spécifique, traversait la question des catégorisations identitaires sous le régime soviétique³⁶. Dans la définition de la nationalité, une même tension était à l'œuvre. Les citoyens soviétiques devaient se saisir d'une identité nationale, qui pouvait certes évoluer, mais dont il s'agissait d'abord d'être conscient. Cette exigence se manifestait dans les entreprises d'identification statistique, lors des multiples recensements locaux et généraux, mais aussi dans les manifestations folkloristes que le nouveau régime organisait.

Parallèlement, il est possible d'appliquer à la nationalité les analyses d'Anna Krylova sur l'identité ouvrière et sur la reconnaissance par les Bolcheviques d'un instinct de classe, force révolutionnaire venue de leur expérience ouvrière. Selon les Bolcheviques, l'objectivité de l'appartenance de classe permettait aux ouvriers d'agir en tant que tels, quand bien même ils ne seraient pas rationnellement conscients de leur place et de leur rôle dans l'histoire. Identifiant les Non-Russes de l'empire à des masses opprimées, Lénine les chargeait aussi d'une puissance révolutionnaire et historique, nourrie non seulement de leur conscience politique, mais aussi de leurs instincts incités à se révolter contre le joug russe.

Au sein du parti communiste, à l'origine largement composé de Russes et de Slaves, la politique des nationalités était très largement impopulaire. Dans la direction du parti, Piatakov et Boukharine s'étaient violemment opposés dès 1917-1918, au principe de l'autodétermination. En 1927, la querelle avait repris, alors que la direction communiste ukrainienne avait été critiquée pour avoir poussé trop loin la politique d'ukraïnisation. Le livre de Vaganian, *La Culture nationale*, fustigeait violemment ce slogan, qui loin de mener à l'internationalisme de classe, enfermait les individus dans une culture particulière³⁷. Ces propos publiés, mais bientôt condamnés, trouvèrent un écho chez les cadres du Parti³⁸, qui très majoritairement russes dans les années 1920, ont été opposés aux mesures de protection, voire de favoritisme envers les membres des minorités nationales.

Mais dans le cadre d'une société socialiste qui avait instauré l'égalité entre les nationalités et qui luttait contre toutes les formes de domination nationale, l'instinct national était toujours susceptible de perdre sa qualité positive. Ainsi, trop de conscience nationale devenait le signe d'un « nationalisme bourgeois » qui faisait l'objet d'une vive critique et de mesures de répression dès les années 1920. Le régime oscilla donc entre sa reconnaissance d'une « bonne conscience nationale » et celle d'une « mauvaise conscience nationale ». Les manifestations nationalistes russes, qualifiées de « chau-

35. Igal HALFIN, *From Darkness to Light. Class, Consciousness, and Salvation in Revolutionary Russia*, University of Pittsburgh Press, Pittsburgh, 2000, introduction, p. 28-29.

36. Amir WEINER, *Making sense of war. The Second World War and the Fate of the Bolshevik Revolution*, Princeton University Press, Princeton, 2001. Introduction.

37. V. VAGANIAN, *O nacional'noj kul'ture*, Moscou, 1927.

38. L'appareil communiste en Tatarie soutint les vues de Vaganian, cf. le rapport sur la nationalisation des Républiques soviétiques de 1927, GATAGOVA & alii, Rosspen, Moscou, 2005, p. 503-521. Sur l'opposition du parti bolchevique à la politique des nationalités, cf. les travaux de Terry Martin.

vinistes grand-russes », mais surtout ukrainiennes, ouzbèkes, géorgiennes... firent l'objet de répression. Cette dernière s'exerça, comme nous le verrons, non seulement à l'encontre de dirigeants taxés de nationalisme, mais à l'encontre de peuples entiers, dont les qualités nationales furent jugées menaçantes pour le régime dans la seconde moitié des années 1930.

La révélation des identités nationales

Les ethnographes et les statisticiens se donnèrent pour mission de lier les identifications subjectives des individus à leurs identités « objectives ». Ce que l'autodéfinition devait permettre était de « révéler » des identités déjà présentes, que les ethnographes étaient capables d'asserter par leurs études.

Dans le recensement de 1920, la nationalité, entièrement établie par l'interrogé lui-même était définie comme « un groupe de la population réuni par une conscience nationale commune »³⁹. Elle était distinguée de la langue, puisque une question sur le *rodnoj jazyk*, défini comme la langue familiale ou la langue de la mère dans les familles multilingues, était aussi posée⁴⁰. Cet appel à la conscience nationale, à l'autodéfinition était intégré à la méthodologie de la Commission d'études de la composition tribale (KIPS) qui continuait de travailler à son projet de cartographie ethnique du territoire⁴¹. Si les formulaires des registres d'état-civil (sécularisés depuis 1918 et en voie d'uniformisation), détenus par les soviets des députés locaux au sein de l'administration du ZAGS (*otdely zapisi registracii aktov graždanskogo sostojanija*) devaient contenir à partir de 1920 une question sur la nationalité, cette dernière était définie comme celle de la mère jusqu'en 1926. Selon les statisticiens, il fallut attendre 1923 pour qu'un enregistrement régulier de l'état-civil se mit en place pour la partie européenne de l'union. Ailleurs, en particulier en Asie centrale, l'enregistrement de la population resta très déficitaire. À partir de 1926 une question sur la nationalité fut intégrée dans le nouveau formulaire d'état civil, selon le principe de l'auto-identification⁴². Dans les listes courantes de la population utilisées peu à peu, qui comptabilisaient les membres des familles dans les villages et des appartements dans les villes, la nationalité était un des renseignements exigés⁴³. En l'absence d'un papier d'identité unique, jusqu'à l'instauration du passeport intérieur dans les années 1930, différents documents pouvaient servir de marqueurs identitaires, mais ils ne contenaient pas forcément

39. RGAË, f. 1562, op. 2, d. 306, l. 185.

40. *Ibid.*

41. Ob učreždenii Komissii po izučeniju plemennogo sostava naselenija Rossii », *Izvestija Komissii po izučeniju plemennogo sostava naselenija Rossii*, n° 1, Petrograd, 1917, p. 10.

42. Sur le contenu des formulaires des actes d'état-civil, cf. G. G. MELIK'JAN (éd.), *Narodonaselenie. Ėnciklopedičeskij slovar'*, Bol'sčaja Rossijskaja Ėnciklopedija, Moscou, 1994, p. 591. Alain BLUM et Martine MESPOULET, *op. cit.*, p. 276-278.

43. Les listes courantes de la population par appartements ou familles étaient censées énumérer le nombre de personnes, leurs années de naissance, leurs nationalités ou citoyennetés, leurs niveaux d'éducation, leurs occupations, leurs relations au service militaire, leurs capacités de travail, leurs situations familiales. *Bjulleten CSU*, N° 40, 26/1/ 1921. RGAË, f. 1562, op. 1, d. 297, l. 13-15 : protocole de réunion des sections de statistique démographique, d'éducation, militaire et sanitaire, novembre 1922.

d'indication de la nationalité. Dans les questionnaires d'inscription au parti, en revanche, la nationalité était plus systématiquement inscrite.

Les ethnographes présentèrent la découverte par les individus de leur nationalité comme un processus qu'une série de politiques permettrait de mener progressivement à bien. L'ethnographe V. Kun, qui fut taxé de nationalisme à la fin des années 1920⁴⁴, fondait son étude de la composition ethnique du Turkestan sur le critère de l'autodéfinition. Il y voyait le moyen de respecter « le sens aigu de l'appartenance ethnique », « la mémoire de l'origine », et surtout « l'identification politique définissante »⁴⁵. Il soulignait qu'il était indispensable pour le gouvernement de recueillir de telles données car elles reflétaient directement la conscience politique de masse⁴⁶. Concrètement néanmoins, ce fut par une étude du système clanique et de la connaissance des lignées généalogiques qu'il affirma des identités dans les nombreux cas irrésolus. Mais il s'inscrivait dans le projet d'une appropriation des identités nationales, en continuant de questionner la population sur sa nationalité.

Reconnaissant que de nombreuses personnes risquaient d'éprouver des difficultés à désigner leur nationalité, ce problème n'était envisagé que comme un manque de conscience nationale qu'il était nécessaire de révéler : l'identité existait donc bien, même avant cette « révélation » ou ce dévoilement (*vyjavlenie*). Si les identités existaient, la tâche du régime était de les rendre conscientes et effectives. Staline, et après lui les statisticiens ou les publicistes, se félicitaient que de très nombreuses nationalités fussent réapparues depuis la Révolution grâce à la politique du parti. En 1925, Staline notait que « la révolution socialiste n'a pas diminué, mais augmenté le nombre de langues ; car secouant les couches les plus profondes de l'humanité et les poussant sur la scène politique, elle éveille à la vie une série de nouvelles nationalités, autrefois inconnues ou peu connues. Qui aurait pu croire que l'ancienne Russie tsariste renfermait au moins 50 nationalités et groupes ethniques ? Or la Révolution d'Octobre, ayant rompu les vieilles chaînes et mis en avant toute une série de peuples et de peuplades oubliés, leur a donné une vie nouvelle et un nouveau développement⁴⁷ ».

Une grande partie de la population de l'Union avait du mal à se définir en termes nationaux, en particulier dans les campagnes. D'autres qualifications locales, religieuses, claniques étaient bien plus répandues dans les régions frontalières de l'Ukraine, la Biélorussie ou la Russie, ou encore en Asie centrale et dans le Caucase.

Dans le but d'établir la composition ethnique des régions qu'il devait diriger, le directeur de la commission ukrainienne aux minorités nationales, le bolchevique Saulevič, avait ordonné la multiplication d'enquêtes linguistiques, statistiques et ethnographiques. Alors que ces dernières étaient menées selon le critère de la langue, les

44. *Sovetskaja étnografija*, n° 1-2, 1931, p. 32.

45. V. KUN, « K voprosu o statističeskom učete plemennoj grupy v Turkestane », *Vestnik Statistiki*, Kn. XXI, n° 4-6, avril-juin 1926, Moscou, p. 162, 164-165.

46. *Ibid.*, p. 166.

47. Discours du 18 mai 1925 : « Des tâches politiques de l'Université des peuples d'Orient », J. STALINE, *Le Marxisme et la Question nationale et coloniale*, op.cit., p. 237. Au moment du recensement de 1926, les statisticiens utilisèrent la même thématique pour défendre leur longue liste des nationalités, RGAË, f. 1562, op. 336, d. 4, l. 6.

paysans répondaient qu'ils parlaient la langue paysanne, ou la langue simple, ou la langue d'ici ou encore la « langue catholique ». Ces formules contradictoires avaient obligé les administrateurs à trouver la nationalité par d'autres voies : les modes de cultures agricoles, les différences de dialectes.⁴⁸ Les récits des expéditions menées en 1924-1925 dans les régions de Boukhara et de Khorezm par la commission de régionalisation de l'Asie centrale témoignaient des mêmes difficultés. Ces récits faisaient état de la méfiance de la population face aux enquêteurs et de la nécessité, une fois encore, de s'en remettre aux informations fournies par les administrateurs ruraux (*aksakali*). Alors que les dirigeants turkmènes comme les dirigeants ouzbeks estimaient, par exemple, que la tribu Hidjr-Ali et son territoire leur appartenaient, il était difficile d'asserter scientifiquement de leur origine ethnique. Les tentatives de mener un questionnement direct de la population se soldèrent par un échec, la majorité des propriétaires ou bien se soustrayaient à l'enquête, ou bien indiquaient qu'ils appartenaient à la tribu Hidjr-Ali, mais ils ignoraient comment répondre à la question de leur nationalité⁴⁹. Ailleurs dans quelques localités de l'oblast' de Samarkand et de Boukhara, la notion d'Ouzbek était presque absente selon les récits de la commission⁵⁰. Même dans la Russie centrale, selon l'ethnographe V. Cernyšev, dans les milieux populaires « incultes », une partie de la population n'avait pas du tout de conscience nationale (*samosoznanie*). Exprimant de fait son opposition à une différenciation des Russes en Grands-Russes, Biélorusses et Ukrainiens, il concluait que les paysans grands-russes s'estimaient simplement de Vladimir, de Kostroma, de Pskov⁵¹. Les ethnographes notaient dans leurs enquêtes que très souvent les identités locales constituaient l'espace de référence des paysans. La tendance à se définir comme « les locaux » rendait difficile le travail immense d'identification que les Bolcheviques mettaient en place dans le but d'organiser leur politique des nationalités.

Durant la préparation du recensement de 1926, la KIPS reconnut qu'il pouvait apparaître des difficultés quant à la définition de l'appartenance nationale du sujet dans les cas où la conscience nationale était obscurcie ou remplacée par le territoire, le clan, la tribu, la langue et la religion⁵². Les statisticiens comme les ethnographes utilisèrent des correctifs, afin d'obtenir des réponses justes. Dans l'organe statistique de Nijni-Novgorod, il fut recommandé que « dans le cas d'une indication ne correspondant clairement pas à la réalité évidente, il faut inscrire la nationalité évidente. »⁵³ Les circulaires du recensement faisaient ainsi largement part des doutes éprouvés par les administrateurs locaux quant à la bonne compréhension du terme de nationalité. Ainsi au Daghestan,

48. Kate BROWN, *A Biography of No Place. From Ethnic Borderland to Soviet Heartland*, Harvard University Press, London, 2004, p. 38.

49. I. MAGIDOVICH, *Materialy po rajonirovaniju Srednej Azii*, kn. 1, Komissija rajonirovanija Srednej Azii, Tachkent, 1926, p. 8-9.

50. *Ibid.*, p. 12.

51. Archives de l'Académie des sciences russe. Branche de St Pétersbourg, PF ARAN, f. 135, op. 1, d. 11, p. 134-137.

52. PF ARAN, f. 135, op. 1, d. 23, l. 22. L'exigence de distinguer la nationalité de la résidence, de la religion, de la citoyenneté était aussi spécifiée pour le remplissage des formulaires d'état-civil.

53. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 20.

dans « les instructions complémentaires sur le remplissage du formulaire individuel »⁵⁴, il était spécifié qu'on ne pouvait admettre les notifications comme « montagnard »⁵⁵, « daghestanais » ou « musulman ». Au Turkménistan, le risque d'une absence d'identification des individus était confirmé de manière encore plus explicite : « Souvent, il arrive qu'à la question de la nationalité l'indigène indique comme réponse "musulman", "turc" ou s'appelle du nom de la ville ou du gouvernement d'où il vient, Boukhara, Khiva, Andijan. Mais musulman signifie la foi et non la nationalité, Turc inclut quelques nationalités non turques comme les Tadjiks, les Iraniens, les Perses, les Kalmyks et autres et ne convient pas, car un Turc, c'est-à-dire celui qui parle dans un dialecte turc peut s'appeler Turkmène, Kirghize, Ouzbek. Pour cela, les instructions donnent une énumération détaillée des nationalités vivant sur le territoire du Turkestan⁵⁶. » Les organes statistiques de Novgorod, de la Votskaja oblast', du Caucase⁵⁷... fournissaient aussi, pour aider les recenseurs, la liste des nationalités présentes dans leur territoire. En Bachkirie, un interrogatoire supplémentaire semblait indispensable dans le cas d'une divergence entre la réponse de l'interrogé et les réponses des membres du même village⁵⁸.

Des tableaux généalogiques des tribus turkmènes, divisés en deux parties, « généalogies légendaires » et « groupes véritablement soumis à la tribu étudiée », avaient été mis au point et utilisés pour recomposer la nationalité⁵⁹. Il en avait été de même pour les tribus kazakhes. La direction statistique de la région d'Extrême-Orient expliquait que « pour préciser les indications de la population sur la nationalité, il faut, lors de l'interrogation des indigènes (*tuzemnye*), poser une question supplémentaire sur le clan et la tribu, en inscrivant la réponse à la même ligne⁶⁰ ». Ainsi dans les régions où les identifications claniques, locales étaient les plus courantes, les recenseurs étaient encouragés à aiguiller, voire à corriger les interrogés.

Territoires ethniques

La territorialisation des nationalités

Le gouvernement soviétique reconnut le droit à l'autodétermination des Républiques soviétiques. Elles pouvaient former des nations soviétiques avec des territoires définis et jouissant constitutionnellement du droit de se séparer de l'Union. Dès 1918, la première

54. *Ibid.*

55. Le terme *gorcy* désignait traditionnellement toute une série de peuples du Caucase. On note ici la survivance des termes plus anciens, comme celui d'*inorodcy*. Le qualificatif de *gorcy* sera encore utilisé dans les tableaux généraux.

56. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 41, l. 154.

57. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 20.

58. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 23, l. 92.

59. Juliette CADIOT, « Les relations entre le centre et les régions en URSS à travers les débats sur les nationalités dans le recensement de 1926 », *Cahiers du Monde russe*, 38 (4), octobre-décembre 1997, p. 615-616.

60. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 23.

constitution des soviets affirmait que les régions se « distinguant par une mode de vie particulier (*byt*) et une composition nationale » pouvaient former des unités autonomes⁶¹. Dès lors il fallut tracer les limites entre les Républiques. Leurs frontières devaient en principe correspondre à la composition nationale des populations. Les statisticiens et ethnographes se proposaient d'établir ces justes frontières⁶². En 1920, il avait été précisé que l'exploitation des données sur la composition nationale du recensement devait « répondre aux besoins pratiques du gouvernement et de la vie nationale, comme la délimitation des frontières (*razgraničenie*) des Républiques unies⁶³ ». Il en fut de même pour le recensement de 1926, visant cette fois le dessin à une échelle plus petite des régions attribuées aux minorités ethniques (*rajonirovanie*). Au sein de l'Académie des sciences finalement préservée, la KIPS multipliait les enquêtes visant à représenter, dénombrer, cartographier ces unités territoriales plus ou moins homogènes sur le plan ethnique.

Dans ses méthodes comme dans ses cadres, la KIPS s'inscrivait en continuité avec la période pré-révolutionnaire⁶⁴. Elle offrait une conception globale de la nationalité, comme groupe anthropologique, possédant une langue, un mode de vie et un territoire. Selon les chercheurs et les régions, différents critères, la langue, la religion, les particularités du mode de vie (*byt*), la conscience nationale, les particularités de type physique (les données anthropologiques) étaient combinés pour dessiner les contours des nationalités et de leurs territoires⁶⁵. Les données sur la langue et sur la religion du recensement de 1897, les listes de localités du CSK ou des zemstva, et surtout les chiffres des recensements agricoles de 1916 et de 1917, étaient réunis auprès des administrations locales, dans les dépôts d'archives. Dans les questions techniques touchant la cartographie, la commission demanda l'aide de la section cartographique de la direction générale de l'État-Major, puis elle collabora avec le commissariat aux Affaires intérieures (NKVD). Son travail ne se limitait pas aux frontières extérieures, mais se concentrait sur l'ensemble du territoire.

Le linguiste Karskij qui avait multiplié avant la révolution des enquêtes linguistiques et ethnographiques destinées à définir les contours d'un ensemble biélorusse, publia son travail et proposa la cartographie de la nouvelle République biélorusse⁶⁶. De 1917 à 1920, les membres de la KIPS allèrent dans les localités pour recueillir des

61. *Konstitucija (osnovnoj zakon) SSSR*, Izd.vo Jurid-lit-ry, Moscou, 1960, p. 145.

62. Francine HIRSCH, *Empire of Nations. Ethnographic Knowledge and the Making of the Soviet Union*, Cornell University Press, Ithaca, 2005, chap. 2 et 5.

63. RGAË, f. 1562, op. 1, d. 161, l. 19.

64. En 1917, la commission se composait de 18 membres, dont tous les ethnographes importants dans les débats des années 1910 (F. K. Volkov, N. M. Mogiljanskij, L. Ja. Šternberg, S. F. Patkanov, V. V. Bartol'd, D. A. Zolotarev, S. I. Rudenko..., cf. « Ob učreždenii Komissii po izučeniju plemennogo sostava naselenija Rossii », *Izvestija Komissii po izučeniju plemennogo sostava naselenija Rossii*, n° 1, Pétrograd, 1917, p. 12. Au début de l'année 1920, la commission avait doublé (36 membres), elle s'était en particulier agrandie grâce à la participation d'ethnographes importants de Moscou comme A. N. Maksimov, D. N. Anučin, V. V. Bogdanov..., *ibid.*, p. 320-321.

65. « Ob učreždenii Komissii po izučeniju plemennogo sostava naselenija Rossii », *op. cit.*, p. 10.

66. E. F. KARSKIJ, « Ėtnografičeskaja karta belorusskago plemeni », *Trudy Komissii po izučeniju plemennogo sostava naselenija Rossii*, n° 2, 1917, Jeremy SMITH, *op. cit.*, p. 71.

données. Ainsi en 1918, Rudenko se rendit en Ukraine⁶⁷, en mars et avril 1919, il partit en mission dans les gouvernements de l'Oural, où il travailla avec les commissions de délimitation des frontières (*kommissija po razmeževaniju*) de Perm et d'Orenbourg⁶⁸. Il s'adressa aux commissaires du gouvernement et des affaires nationales pour obtenir l'argent nécessaire à ses recherches sur la composition ethnique⁶⁹. D. A. Zolotarev fut pour sa part envoyé dans les régions d'Arkhangelsk, de Tver, de Iaroslav, de Kostroma et de Bologod⁷⁰. Ses enquêtes témoignaient de cette tendance, manifeste depuis la fin du XIX^e siècle, à affiner la connaissance précise de la composition ethnique, une connaissance exhaustive, minutieuse, critique, inventoriant chaque village et chacun de ses habitants en fonction de leur ethnicité. Dans le gouvernement de Iaroslav, il mena une enquête pour vérifier l'existence dans l'uezd de Mologa de huit villages caréliens, signalés dans les travaux de Keppen en 1842, mais dont aucun enregistrement n'avait eu lieu depuis. Il se rendit dans tous les villages et il observa qu'il arrivait à la vieille génération de « caréler » (*kareljat*), mais que dans la vie courante, la langue carélienne n'était pas utilisée. Il en conclut que seule une recherche anthropologique et ethnologique détaillée pourrait révéler certains traits conservés par les Caréliens, faisant mention de traits finno-ougriens du visage, en particulier chez les femmes⁷¹. Sa recherche ne constitue qu'un exemple de l'influence de l'anthropologie physique dans ces études des années 1920 visant à assigner des identités ethnographiques objectives. I. I. Zarubin fut envoyé dès août 1918 au Turkestan pour récupérer les données du recensement de 1917 et dresser la liste des localités avec l'indication du nombre d'habitants selon leur nationalité, ainsi que le nombre de personnes dont la nationalité était inconnue. Il n'arriva à Tachkent qu'au mois de janvier 1919 et, dépourvu de ressources, il s'adressa au Présidium du Congrès extraordinaire des députés des soldats et des travailleurs du Turkestan qui lui fournit les fonds nécessaires⁷². Les travaux de Zarubin eurent un important retentissement dans cette région où la délimitation nationale anima au milieu des années 1920 l'essentiel des discussions des dirigeants communistes locaux, réunis au sein du bureau de l'Asie centrale.

La délimitation des frontières intérieures et nationales

Le recours aux données statistiques, à l'autorité d'une science objective, devait idéalement permettre d'établir le consensus dans les querelles frontalières. Le commissariat du peuple aux Nationalités (*Narkomnac*), dirigé par Staline et chargé de la question nationale pour l'ensemble du territoire, encouragea le respect de la composition ethnique pour redéfinir les frontières administratives. Dans son périodique, dès 1919,

67. « Ob učreždenii Komissii po izučeniju plemennogo sostava naselenija Rossii », *op. cit.*, p. 11.

68. *Ibid.*, p. 13 et 15.

69. *Ibid.*, p. 14.

70. *Ibid.*, p. 9.

71. Rossijskaja Akademija NAUK, *Otčet Komissii po izučeniju plemennogo sostava naselenija Rossii za 1919 god*, Petrograd, 1920, p. 308-311.

72. *Ibid.*, p. 304-307.

A. Ul'janinskij concluait que les chiffres, objectifs, étaient supérieurs aux discours et qu'ils devaient servir à fonder la territorialisation à la soviétique⁷³.

En pratique, l'analyse des discussions et des prises de décisions sur le dessin des frontières montre que ces dernières se fondèrent essentiellement sur une série de compromis entre les instances communistes des différentes Républiques. Le principe national constituait une variable possible, mais se heurtait non seulement à la complexité des structures ethniques sur le terrain, mais aux nombreux autres facteurs – relevant tant de l'économie que des rapports des forces politiques locales – à intégrer pour décider de la juste frontière.

Une querelle avait agité les instances gouvernementales et la presse en 1921. Elle avait opposé deux formes de réorganisation des frontières intérieures de la Fédération, une répondant à l'impératif de rationalisation économique et l'autre respectant la composition ethnique des territoires. Si le principe économique devait être posé au fondement de la régionalisation, cette dernière devait aussi bénéficier au développement de toutes les nationalités « en fonction des particularités de leur mode de vie (*byt*), de leur culture et de leur situation économique⁷⁴ ». Les instances dirigeantes lièrent le respect du principe de l'autodétermination nationale à l'impératif de développement économique, en prêtant aux nationalités, des personnalités économiques particulières. Dans ses consultations avec le gouvernement, l'ethnographe Jakovlev expliquait que chaque nationalité (*narodnost'*) présentait en soi quelque chose d'original, d'individuel par son niveau économique, social et culturel. « Grâce à la compétence du gouvernement, la physionomie ethnologique singulière de chaque nationalité, l'harmonie inconnue peut être portée à l'idéal (...). Chaque nationalité, même les plus arriérées, apporte son obole aux activités productives du pays⁷⁵. »

Dans les faits, une série de négociations et de conflits ponctuèrent les années 1920. Les dirigeants des régions nationales autonomes réclamèrent le contrôle de telle terre, de tel massif forestier, d'un cours d'eau, arguant que pour fonctionner dans le cadre d'une autonomie régionale, elles devaient disposer d'un territoire cohérent et économiquement auto-suffisant. Au Tatarstan, le critère économique, plus que l'ethnique fut utilisé pour réclamer un élargissement du territoire⁷⁶. Les autorités tchouvaches exigèrent de disposer des massifs forestiers des rives de la Volga. Reconnaisant que ces terres étaient peuplées à majorité de Maris, elles exigèrent le rattachement des surfaces forestières, car c'était à leurs yeux une question « de vie et de mort » économique pour la région. Dans leur besoin de s'approprier les ressources énergétiques indispensables à leur développement, les dirigeants tchouvaches rappelaient que l'autonomie régionale devait d'abord être économique, et non « académiquement » fondée sur le seul respect de la composition nationale⁷⁷.

73. A. UL'JANINSKIJ, « Neskol'ko slov o statistike po nacional'nomu voprosu », *Žizn' nacional'nostej*, n° 16 (24), 4 mai 1919, p. 1.

74. Francine HIRSCH, *op. cit.*, chap. 2, p. 62-98 I. G. Aleksandrov, *Èkonomičeskoe rajonirovanie Rossii*, Moscou, 1921, p.47.

75. GARF, f. P. 1318, op. 1, d. 1473 (1), l. 52.

76. *Kazan- centr Vol'ško- Kamskoj oblasti*, Kazan, 1923.

77. L. S. GATAGOVA, L. P. KOŠELEVA, L. A. ROGOVAJA, *CK RKP(b)-VKP(b) i nacional'nyj vopros*, vol. 1, Rosspen, Moscou, 2005.

Ainsi, ils opposaient l'idée de la formation d'une nation économiquement autonome et viable, pourvu de ressources et fonctionnant comme un État territorial, au principe de l'homogénéité ethnique.

Le gouvernement d'Irkoutsk, pour sa part, défendit son caractère russe et appela le centre à intervenir en faveur de sa demande de révision des frontières. Dans le *Oekskij volost'*, les Russes paupérisés avaient annoncé qu'ils allaient se saisir des terres voisines, appartenant à la République bouriatio-mongole. Les terrains « non cultivés » par les nomades bouriates leur paraissaient devoir leur revenir de droit. Leurs difficultés agraires les avaient menés à la « haine des Bouriates et de la politique nationale du pouvoir bolchevique⁷⁸ ». La redéfinition des frontières était directement liée à l'accès à la propriété foncière. Le long des anciennes limites de la colonisation russe, dans un contexte de fortes tensions ethniques, les conflits étaient nombreux et s'envenimaient facilement⁷⁹. Dans le district de Djetyssy, dans l'ancien gouvernement de Sémirétchié, les Kirghizes (Kazakhs) avaient multiplié en 1920-1921, les actions de récupération des terres à l'encontre des Russes et des Ukrainiens, en incendiant leurs champs et en expulsant les « anciens colons ». Les violences ethniques se multiplièrent dans la région au cours des années 1920⁸⁰.

En Bachkirie, les paysans russes se plaignaient que les Bachkirs leur louaient et relouaient les mêmes terrains, les rackettaient et les poussaient à la pauvreté. D'après un rapport de la police politique, ces comportements auraient poussé les paysans russes à haïr les Bachkirs. Les meurtres et échauffourées étaient devenus monnaie courante⁸¹.

Dans ce climat, les données recueillies par les statisticiens et les ethnographes entraînaient des batailles de chiffres, plutôt que le consensus⁸². En 1924, quand les dirigeants ukrainiens demandèrent que soient rattachées à leur République les provinces de Koursk et de Voronej – appartenant à la RSFSR – ils présentèrent en guise d'arguments les données linguistiques d'un recensement partiel mené de 1921. Ils espéraient prouver ainsi que ces territoires étaient ukrainophones, donc ukrainiens. La direction statistique (CSU) expertisa ces documents et conclut pour sa part qu'ils n'étaient pas valables car la nationalité y était définie non par la conscience d'appartenance, mais par la langue⁸³.

En 1924 une commission territoriale avait été créée pour décider de la délimitation des frontières nationales de l'Asie centrale, elle réunissait leurs diverses directions communistes qui produisaient de multiples données. Une querelle de chiffres opposa les représentants kirghizes (kazakhs) aux Ouzbeks. Le représentant du parti kirghize demandait que pour la délimitation des frontières, les matériaux des recensements pré-révolutionnaires fussent utilisés. Il faisait remarquer que, lors des recensements plus récents, les Kirghizes avaient eu tendance à se déclarer Ouzbeks dans l'espoir de conserver leurs

78. *Ibid.*, p. 392-393.

79. Terry Martin liste les régions où les instances nationales entreprirent une politique de décolonisation à l'encontre des colons slaves arrivés récemment dans la région, en leur interdisant l'accès à la terre redistribuée aux nationaux : le Kazakhstan, la Kirghizie, la Bouriatie-Mongolie, la Bachkirie, et le Caucase du nord. Terry MARTIN, *op. cit.*, p. 57.

80. L. S. GATAGOVA, L. P. KOŠELEVA, L. P. ROGOVAJA, *op. cit.*, p. 284-285.

81. *Ibid.*, p. 311-315.

82. Francine HIRSCH, *op. cit.*, p. 145-186.

83. *Ibid.*, p. 158.

terres. En effet, les Ouzbeks, sédentaires, avaient eu leurs droits de propriété reconnus par le gouvernement, ce qui n'avait pas été le cas pour les Kirghizes nomades⁸⁴.

Tout au cours des années 1920, le dessin administratif des territoires nationaux ne cessa d'évoluer. Le centre à son plus haut niveau, au sein du Comité central et du Politburo, avait le pouvoir de trancher quand les partis en présence ne trouvaient pas d'accord. Il était à l'écoute des arguments des uns et des autres et fondait ses décisions dans un souci d'ordre public, ségrégant les communautés ou hiérarchisant les demandes des Républiques dans le but de privilégier celles qui leur paraissaient les plus porteuses de modernité ou de loyauté au régime. Cette approche pragmatique a été interprétée par une partie de l'historiographie contemporaine comme la preuve que la direction bolchevique ne cherchait pas à « diviser pour mieux régner », pour reprendre une rhétorique classique des études des années 1960 sur la politique nationale soviétique⁸⁵. Or il apparaît néanmoins que dès le début des années 1920 les leaders soviétiques se méfiaient du nationalisme, du manque de discipline de certaines régions et de leurs directions communistes. Le remodelage des limites administratives dans le but de défaire une unité nationale vue comme potentiellement dangereuse, faisait bel et bien parti de l'arsenal utilisé par la direction bolchevique pour asseoir son pouvoir, notamment dans le Nord Caucase⁸⁶.

Indifférenciés nationalement au moment de la prise de pouvoir communiste, les territoires du Turkestan et des Républiques de Khorezm et de Boukhara furent progressivement divisés en Républiques d'Ouzbékistan, du Turkménistan, du Kazakhstan puis du Tadjikistan et de Kirghizie, ainsi que la région autonome Karakalpak. Comme le montre Arne Haugen, la délimitation des frontières en Asie centrale s'explique par une série de compromis fondés sur une variété de motivations, depuis la demande de rattachement à une unité nationale de telle tribu avec ses terres pour des raisons de généalogie, de langue, de culture à celle d'une maîtrise des réseaux d'irrigation ou encore à la nécessité de se pourvoir d'un centre urbain. Les critères de sédentarité, de langue, de religion, d'origine, se mêlaient à la rationalisation administrative et aux exigences d'un aménagement du territoire devant idéalement permettre aux différentes unités fondées d'être énergiquement et économiquement autonomes⁸⁷.

L'idée d'une recomposition administrative en rupture significative avec le régime tsariste marquait le caractère révolutionnaire du projet bolchevique et rejoignait la réflexion des géographes, économistes ou statisticiens, soucieux de promouvoir une division rationnelle du territoire⁸⁸. Cette volonté d'inscrire le changement historique

84. Archives d'histoire sociale et politique de l'État de Russie : RGASPI, Fonds du bureau d'Asie centrale du CK VKP (b), f. 62, op. 2, d. 106, l. 90.

85. Cf. notamment Francine HIRSCH, « Towards an Empire of Nations : Borders Making and the Formation of Soviet National Identities », *The Russian Review*, 59, avril 2000, p. 201-225.

86. Cf. par exemple, la lettre de Staline refusant en 1925 de réunir dans un même ensemble les Ossètes du Sud et ceux du Nord, Gatajova, LS – (not so).

87. Arne HAUGEN, *op. cit.*, 2003.

88. K. D. Egorov citait différents travaux de géographie qui envisageaient une recomposition administrative et territoriale fondée sur la géographie et l'économie, K. D. EGOROV, *Rajonirovanie SSSR : Sbornik materialov po rajonirovaniju s 1917 po 1925*, Gosplan SSR, Moscou, 1926. Il citait notamment celui de V. P. Semenov

dans le territoire est constitutive du projet révolutionnaire, permettant aussi bien de casser des réseaux locaux de pouvoir, que de créer de nouvelles représentations politiques⁸⁹. Si, dans la France révolutionnaire, le principe de la construction d'un espace abstrait, mathématique, par l'organisation des départements, devait permettre l'implantation de l'égalité civique, en Union soviétique, ce fut le projet de modernisation économique du pays qui prédisposait à la réforme. Lorsque la question de la restructuration administrative du territoire a été pour la première fois posée au VII^e congrès des soviets en 1919, il avait été fait référence à l'aspect asystématique et chaotique du système tsariste⁹⁰. Pour paraphraser Kamenev, les gouvernements avaient été divisés non pas selon les intérêts des gens, mais selon ceux des gouverneurs⁹¹. Dans le cadre de la réalité socialiste, la régionalisation devait se fonder sur la rationalité, économique et politique.

Une protection territoriale des minorités nationales

Les redélimitations territoriales furent entreprises au niveau local non seulement entre les Républiques mais à l'intérieur de ces dernières dans le but d'établir pour l'ensemble de l'Union une même structure administrative, à trois degrés – le soviet de village, le *rajon* et l'*okrug*⁹². Chaque *okrug* et *rajon* devaient se présenter comme un organisme économique autonome et une unité administrative. En outre, ils ne devaient pas « aller contre le développement des particularités nationales culturelles des nationalités⁹³ ». Au sein même de cette nouvelle hiérarchisation, le principe de l'autonomie nationale fut aussi appliqué : une masse compacte d'habitants d'une même nationalité, différente de la population des alentours, était en droit de former un territoire national quelque soit son échelle.

Le principe des nationalités et de leur territorialisation devait aussi s'appliquer à une micro-échelle. Au sein d'une République des minorités nationales dispersées pouvaient constituer des enclaves de la taille d'un canton ou d'un village. En Ukraine, et à partir de 1925 dans l'ensemble de l'Union, des « soviets nationaux » furent organisés. Les membres d'un village, ayant une population formée majoritairement d'une nationalité différente de celle de la région où ils se trouvaient, étaient en droit de se constituer en

(Suite de la note 89, page 135).

Tjan-Šanskij, *Torgovlija i promyšlennost' Evropejskoj Rossii po rajonom*, izdanie Ministerstva Torgovli i promyšlennosti, St-Petersbourg, 1911. Le fils de P. P. Semenov, déjà actif défenseur d'une répartition zonale des ressources naturelles, participa au sein de la Société de géographie et de l'Académie des sciences au débat sur la *rajonirovanie* à l'époque soviétique, Egorov cite aussi les travaux de A. A. Kaufman, *ibid.*, p. 28-35.

90. M. N. BOURGUET, *Déchiffrer la France : la statistique départementale à l'époque napoléonienne*, Éditions des archives contemporaines, Paris, 1988.

90. K. D. EGOROV, *op. cit.*, p. 15-18.

91. *Ibid.*, p. 18.

92. Passage d'un système à quatre degrés administratifs (le soviet, le *volost'*, l'*uezd*, le gouvernement) à un système à trois degrés (soviet, *rajon*, *okrug*). Ce fut au IX^e Congrès des soviets de décembre 1921 que fut décidée une réduction des unités administratives. Elle commença à s'organiser en 1923. Cf. K. D. EGOROV, *ibid.*, p. 50.

93. Lettre de Ter-Gabrieljan, L. S. GATAGOVA, p. 432-436.

« soviets nationaux ». Il ne s'agissait plus alors de définir les limites d'une République devant fonctionner comme un micro-État-Nation, mais de préserver en son sein l'existence d'une multiethnicité. La territorialisation fut aussi le moyen choisi par le régime pour garantir aux minorités nationales leurs droits culturels et linguistiques⁹⁴. Au sein des « soviets nationaux », les habitants utilisaient leur langue dans l'administration, la justice et l'éducation. Dès 1926, en Ukraine, plus de 300 villages nationaux avaient été créés où l'on parlait l'allemand, le yiddish, le tchèque, le grec ou le bulgare... Sur le terrain, la formation de ces localités ethniquement homogènes, reproduisait non seulement une composition préexistante, mais donna lieu à des migrations spontanées au sein d'une population peu stabilisée après la guerre.

Le lien entre la politique linguistique et la création d'entités administratives territoriales, définissant les contours de la diffusion d'une langue et de son écriture, était constitutif du projet d'intégration soviétique fondé sur la reconnaissance des droits des nationalités et sur l'alphabétisation.

Dans les années 1920, les instances dirigeantes soviétiques exigeaient des rapports pour juger des avancées de la politique des nationalités⁹⁵. En 1929, notamment, la Commission de contrôle du parti communiste entreprit une série d'enquêtes dans les Républiques pour savoir si les décisions prises en 1923 sur la politique des nationalités étaient bien appliquées. Les membres de la commission donnèrent à cette occasion des conseils visant à la protection du droit des minorités par l'institutionnalisation de micro-territoires nationaux. Dans le Caucase, malgré les réticences du parti communiste géorgien, les représentants de Moscou sont intervenus en faveur de la création de soviets nationaux dans les régions peuplées de manière continue de Mingréliens, afin que l'activité y fût menée en mingrélien⁹⁶. Le parti communiste géorgien avait reconnu l'existence d'un dialecte, puis d'une langue mingrélienne peu de temps avant l'arrivée des émissaires de la commission de contrôle. Sur place, ces derniers insistèrent sur la nécessité d'organiser des districts mingréliens et obtinrent leur création⁹⁷.

En Ukraine, en 1925, une région autonome polonaise fut instaurée dans la zone pauvre et reculée de Marchlevsk, où l'on parlait pourtant à peine le polonais. Elle offrait ainsi à l'étranger une image favorable de l'URSS et de sa politique des nationalités⁹⁸. La présence en Ukraine de Polonais, de Tchécoslovaques, de Roumains, de Bulgares, de juifs, etc. permettait de mener une propagande active vis-à-vis de l'étranger, où les minorités nationales n'étaient pas toujours bien traitées. Ce fut d'ailleurs pour répondre à la politique des bolcheviques, que dans la nouvelle Pologne gouvernée depuis 1926

94. L. S. GATAGOVA, Terry MARTIN, *op. cit.*, p. 31-74.

95. *CK RKP(b)-VKP(b) i nacional'nyj vopros*, p. 355-359, p. 503-521, p. 648-653.

96. GARF, f. 374, op. a 27 c, d. 1700, l. 80.

97. « La paysannerie mingrélienne ne comprenait pas la langue géorgienne et comme toutes les institutions l'utilisaient, cela créait automatiquement l'éloignement des masses travailleuses. » Lorsqu'ils arrivèrent dans l'uezd de Zugdidi, on dit aux représentants de la commission « que la population ne comprend pas les circulaires et les journaux en langue géorgienne, qu'il n'y a même pas de programme du Parti et d'abécédaires politiques (*politgramota*) en mingrélien, sans parler des écoles et de la liquidation de l'analphabétisme », GARF, f. 374, op. a 27 c, d. 1700, l. 78-79.

98. Kate BROWN, *op. cit.*, sur la fondation de Marchel'vsk, p. 18-47.

par Pilsudski, une série de mesures visant le respect des droits culturels des Ukrainiens de Pologne fut momentanément prise. Les droits culturels, la représentation des Ukrainiens dans le gouvernement polonais devaient convaincre les Ukrainiens soviétiques qu'il faisait bon de vivre dans la Pologne voisine⁹⁹.

Cette création à plusieurs échelles d'enclaves nationales entraîna un mouvement exceptionnel de définition et de redéfinition des territoires selon des démarcations ethniques. La recherche d'une adéquation entre le dessin administratif et la carte des nationalités, la volonté de régler la question des nationalités par le principe territorial se manifesta notamment dans les tentatives de pourvoir les juifs d'un territoire. Staline se prononça pour la création d'une République nationale juive, envisageant de faire migrer un grand nombre de juifs dans la région choisie¹⁰⁰. Si le plan de 1926 de création d'un tel ensemble en Crimée¹⁰¹ échoua, une République autonome juive fut bel et bien formée en 1934, au Birobidjan, en Extrême-Orient soviétique.

Même dans le cas des populations encore peu habituées à se penser en fonction de leur nationalité, ces changements impliquaient une mobilisation sans précédent des identifications nationales. En Asie centrale, traditionnellement décrite comme la région où l'idée nationale était la moins diffusée au moment de la Révolution¹⁰², des pétitions venues des villages témoignent de la compréhension rapide non seulement par les élites communistes, mais par les villageois de ce que l'institutionnalisation des nationalités par le régime soviétique leur permettait de réclamer¹⁰³. Ainsi, en particulier dans les zones de frontières entre les régions et les Républiques, les habitants d'un village demandaient d'être rattachés à tel territoire administratif, non seulement pour des raisons économiques, mais parce qu'ils voulaient rejoindre l'ensemble national ouzbek ou turkmène. Ces pétitions prouvent la capacité très rapide de la société de redéfinir ses exigences politiques en fonction des identités nouvelles, promues par le régime¹⁰⁴.

« Rapprocher le pouvoir des masses »

Afin d'approcher, de contrôler et de diriger des territoires et des populations qui leur échappaient, les Bolcheviques décidèrent d'appliquer certains principes et pratiques de gouvernement que des savants et des partisans du droit des nationalités avaient envisagés à la fin de la période impériale. Les langues vernaculaires, dotées d'écritures et de

99. Timothy SNYDER, *Polish Counterintelligence in Soviet Ukraine*, Paper. Borderlands seminar, 10 octobre 2004, Brown University.

100. L. S. GATAGOVA, *CK RKP(b)-VKP(b) i nacional'nyj vopros*, *op. cit.* p. 461.

101. Sur les plans de construction d'une République juive en Crimée, L. S. GATAGOVA, *op. cit.*, p. 376-378, p. 394-409.

102. Olivier Roy, *La Nouvelle Asie centrale, ou la Fabrication des nations*, Éditions du Seuil, Paris, 1997.

103. Francine HIRSCH, « Towards an Empire of Nations. Border-Making and the Formation of Soviet National Identities », *op. cit.*, p. 201-25, Arne HAUGEN, *op. cit.*, p. 192-193.

104. Rogers BRUBAKER, *Nationalism Reframed. Nationhood and the National Question in the New Europe*, Cambridge University Press, Cambridge, 1996, chapitre 1.

grammaires, furent institutionnalisées et leur usage fut protégé par la loi¹⁰⁵. Parallèlement, dans un souci de bonne administration et parce qu'il s'agissait de donner au pouvoir un visage familial, local et national, une politique des cadres privilégia l'embauche de fonctionnaires locaux. Les résolutions du parti de 1923 réaffirmaient que les organes des Républiques et des régions nationales seraient composés de locaux (*mestnye ljudi*), connaissant la langue, le mode de vie (*byt*), les mœurs et les coutumes des peuples¹⁰⁶.

La volonté de rompre avec la politique de russification explique la protection des droits linguistiques. Mais les Bolcheviques entendaient aussi étendre leur propagande politique par l'utilisation des langues vernaculaires. Dès 1919, le parti rappelait à ses branches régionales qu'il fallait publier des tracts et faire parler les agitateurs bolcheviques dans les langues des populations¹⁰⁷. Les langues vernaculaires étaient devenues des langues de gouvernement, de culture et d'enseignement¹⁰⁸. Les décrets du XII^e Congrès du Parti de 1923 précisaient que dans chaque territoire la langue de la nationalité titulaire serait la langue d'État. Rapidement, un enseignement dans les langues nationales se mit en place. Au préalable, les savants créèrent des écritures pour les langues orales qui n'en étaient pas pourvues. L'éducation, la correspondance judiciaire et administrative, mais aussi la presse, les signalétiques dans les rues et dans les chemins de fer, ou les affiches de cinéma devaient refléter la langue que les gens parlaient.

Les nouvelles nations soviétiques furent ainsi pourvues d'une langue nationale, dont le statut était protégé. Mais la langue était plus qu'un symbole national, elle était un instrument permettant aux Bolcheviques d'accéder aux esprits des Soviétiques. Par l'utilisation des langues vernaculaires, les dirigeants entendaient à la fois « améliorer le service économique et culturel » et « engager les masses travailleuses dans la construction socialiste¹⁰⁹ ». La centaine de langues parlées en URSS était susceptible d'être utilisée aussi bien dans les familles, que dans les salles de classes, dans les cellules du parti, dans les commissions agraires, dans les syndicats, dans les cours de justice¹¹⁰.

Les émissaires de la commission de contrôle du Parti, qui, comme nous l'avons vu, enquêtaient en 1929 sur la politique des nationalités, se rendirent en Tchouvachie. Ils insistèrent à plusieurs reprises sur la nécessité pour le Parti et le gouvernement de se faire comprendre. Dans l'oblast' autonome de Votsk, à propos de la population tatare, les membres de la commission exigèrent la rédaction des journaux et de la littérature « pour les masses dans un parler compréhensible par elles¹¹¹ ». À cet effet, ils préconisèrent la création de soviets nationaux tatars. Les exigences de la politique linguistique

105. Michael G. SMITH, *Language and Power in the Creation of USSR. 1923-1953*, Mouton de Gruyter, Berlin-New York, 1998.

106. *Kommunističeskaja partija Sovetskogo Sojuza v rezoljucijah i rešenijah s'ezdov, konferencii i plenumov CK*, t. 3 : "1922-1925", Politizdat, Moscou, 1984, p. 86.

107. L. S. GATAGOVA *et alii*, p. 29-30.

108. Avant la conquête bolchevique, les langues géorgienne et arménienne étaient déjà devenues des langues d'État.

109. GARF, f. 374, op. a 27 c, d. 1705, l. 52.

110. Adrienne Lynn EDGAR, *The Creation of Soviet Turkmenistan. 1924-1938*, PhD Dissertation, University of California-Berkeley, 1999, p. 344.

111. GARF, f. 374, op. a 27 c, d. 1705, l. 105.

renvoyaient à la territorialisation des nationalités. Dans la province des Maris, la différence de dialecte entre les Maris des plaines et ceux des montagnes conduisit les représentants de la Commission de contrôle du Parti à envisager l'instauration de deux soviets pour les Maris des montagnes (une population de 50 000 personnes)¹¹². Ils expliquaient que jusqu'ici les documents, édités en « langue des Maris des plaines », envoyés dans l'oblast' des Maris, n'étaient pas compris par les habitants des montagnes.

À cette territorialisation des langues dans les Républiques, régions et soviets nationaux s'ajoutait aussi un droit personnel à l'usage de la langue. Depuis la fin du XIX^e siècle les principes territorial et personnel des droits linguistiques avaient été opposés, notamment dans le cadre de la critique de la nationalité extra-territoriale par les Bolcheviques. Dans le cas soviétique, la territorialisation se mêlait aux droits des personnes de communiquer avec les instances centrales dans leur langue¹¹³. En 1925, le Comité central du parti communiste avait demandé que les documents envoyés aux organes gouvernementaux soient désormais écrits en russe ou dotés d'une traduction russe. Staline s'y opposa fermement, rappelant que cette décision était illégale, le droit de parler sa langue étant protégé par la Constitution. Il réaffirma le principe absolu, défendu par les autonomistes de la fin de l'Empire – la population pouvait s'exprimer dans la langue de son choix – et appela à la formation d'un corps de traducteurs¹¹⁴.

Cette volonté de promouvoir les langues locales s'inscrivait dans le projet culturel des campagnes visant à l'alphabétisation de la population soviétique dans des langues standardisées. Des mesures étaient prises pour simplifier l'écriture, l'orthographe et la grammaire des langues déjà pourvues d'une tradition écrite. Le russe fit lui aussi l'objet d'une simplification orthographique et grammaticale.

L'alphabétisation dans les langues locales se trouva néanmoins hautement problématique. En Asie centrale, l'absence d'instituteurs et de lettrés, le manque de moyens et la réticence des habitants à envoyer leurs enfants dans les nouvelles écoles soviétiques, limitèrent fortement les progrès de l'alphabétisation. Dans le Caucase, la multiplicité des langues, les difficultés propres à leur standardisation et encore une fois le manque de moyens, provoquèrent l'anxiété des pouvoirs locaux : à la fin de l'année 1924, seules huit écoles fonctionnaient à grand peine en Ingouchie¹¹⁵.

112. *Ibid.*, l. 50. Dans le rapport afférent, on indiquait qu'en ce qui concernait la langue « la différence s'exprime dans une diversité de dialectes qui a conduit à une différenciation presque aussi importante que celle existant entre le russe et le biélorusse ou le russe et l'ukrainien. De très nombreux mots des Maris des plaines sont totalement incompréhensibles aux Maris des montagnes, les paysans des montagnes et des plaines ne se rencontrent pratiquement pas, ne se comprennent pas et la plupart du temps préfèrent un dialogue dans la langue russe, plutôt que dans leur *rodnoj jazyk* ». Puis le rapport notait que jusqu'en 1927, on avait eu tendance à choisir la langue des plaines, ainsi de 1922 à 1925 environ, les envois massifs de littérature par les institutions de l'*oblast'* (manuels scolaires, formulaires...) s'étaient fait dans cette langue, qui n'était pas comprise par les Maris des montagnes, GARF, f. 374, op. a 27 c, d. 1705, ll. 49-50.

113. Michael G. SMITH, *Language and Power in the Creation of USSR. 1923-1953*, Mouton de Gruyter, Berlin-New York, 1998.

114. L. S. GATAGOVA, *op. cit.*, p. 351.

115. *Ibid.*, 2005, p. 223-224.

Détruire le différentiel colonial ?

Les aides au développement des langues ne consistaient qu'un pan des « mesures anti-russification ». La formation de lettrés autochtones à l'aide de quotas dans les universités ou les établissements techniques et leur emploi par l'État renvoient au même souci de renverser les rapports de domination entre Russes et Non-Russes. Il s'agissait de donner au nouveau pouvoir une figure familière et d'effacer la distance entre un centre et des périphéries. Comme nous l'avons vu, avant même que les Bolcheviques n'agissent dans les territoires où la colonisation agricole avait été la plus récente (en Asie centrale, mais aussi en Sibérie...) des opérations massives et violentes de récupération des terres agricoles avaient eu lieu. Les dirigeants communistes, sommés de suivre la ligne du parti, avaient protégé les autochtones face aux Russes. Au-delà de la question agraire, et alors que l'appareil du Parti, majoritairement formé de Russes, résistait à la « politique des nationalités », des quotas d'emplois pour les Non-Russes dans le parti, l'administration, l'industrie furent instaurés.

En Asie centrale comme au Caucase, l'indigénisation des cadres et la diffusion de l'écrit étaient à peine entamées à la fin des années 1920. Mais elles faisaient alors l'objet d'une politique volontariste, qui mena à la création de programmes de discrimination positive visant à l'emploi des cadres nationaux et à l'entrée prioritaire des Non-Russes dans les établissements d'éducation et de formation. Des quotas statistiques furent temporairement introduits, en particulier dans les années 1927-1928. Dans la pratique, ces politiques connurent jusqu'à la Seconde Guerre mondiale des aléas, ainsi qu'une forte résistance russe qui les rendit difficiles à mettre en pratique. La perpétuation d'un « chauvinisme grand russe » en Crimée, en Bouriatie-Mongolie, en Ossétie... ne s'était pas manifestée seulement chez des paysans et des ouvriers russes, mais aussi les cadres communistes¹¹⁶. Alors que des quotas d'embauche devaient théoriquement protéger les Kazakhs, ces derniers furent victimes de violences racistes. Sur les chantiers de construction de la ligne de chemin de fer du Turksib, les tensions sur le marché du travail entre les Russes et les Kazakhs menèrent à une série de pogroms, alors que les cadres russes tentèrent de contourner les directives centrales imposant l'embauche et le traitement égalitaire des ouvriers Kazakhs¹¹⁷.

Dans les régions encore largement autonomes au début des années 1920, comme le Tatarstan en 1921, l'Ukraine en 1924, ou la République des montagnes du Caucase du nord, les gouvernements locaux avaient ratifié des mesures de remplacement des Russes (même s'ils étaient autochtones) par des « nationaux (*nacionaly*) »¹¹⁸. Normalement la logique de ce qui fut progressivement désigné par le nom « d'indigénisation » ou de « nationalisation » exigeait la promotion de cadres, capables de comprendre et de se faire comprendre de la population. Un certain nombre de leaders bolcheviques, parlant le russe, mais originaires d'une autre région, changèrent subitement d'identification

116. *Ibid.*, p. 355-359.

117. Matthew J. PAYNE, *Stalin's Railroad. Turksib and the Building of Socialism*, University of Pittsburgh Press, Pittsburgh, 2001, chap. 5, p. 126-155.

118. Terry MARTIN, *op. cit.*, p. 137. L'auteur cite le cas du Turkestan en 1923, et de la Bouriatie Mongolie en 1927.

nationale. Le Comité central du Parti communiste biélorusse notait ainsi qu'à la suite du recensement de 1926, le pourcentage de Russes avait dramatiquement baissé, alors que celui des Biélorusses avait augmenté d'autant. Ce changement était expliqué non par le fait d'avoir chassé les Russes du Parti ou de la Biélorussie, mais simplement par le fait qu'au moment du recensement, ils s'étaient appelés Biélorusses, un processus d'auto-reconnaissance nationale s'étant engagé¹¹⁹.

Constatant les très faibles nombres de communistes dans les périphéries, en particulier asiatiques, il fut décidé d'inciter les personnels russes sur place à apprendre les langues et les mœurs de leurs administrés. Un rapport statistique sur les résultats de la politique de « nationalisation » des Républiques de 1927, qui s'intéressait aussi bien aux membres du Parti, aux syndicats, qu'à l'appareil administratif et judiciaire, central et local, aux coopératives, à la production, à l'éducation et à l'édition, constatait la différence entre les régions orientales et les régions européennes. En Ukraine, l'ukrainisation par la langue, le personnel et le développement d'une culture propre, était un succès. La nécessité de connaître, non seulement la langue, mais la culture ukrainienne (*ukrainovenedenië*), était inscrite dans le cursus des fonctionnaires d'État et du Parti sur place. En revanche, dans les provinces orientales, les appareils centraux continuaient à parler en russe tout en ne s'efforçant pas d'apprendre les langues – et encore moins – de s'initier aux cultures nationales¹²⁰.

En 1927, un rapport sur « la nationalisation de l'Azerbaïdjan » déplorait la faiblesse du nombre de Turcs (Azéris) dans l'appareil central, alors qu'au niveau local, dans les coopératives, les villages, l'appareil judiciaire, l'indigénisation avait été mieux menée. La faible quantité de spécialistes issus d'une intelligentsia turque, voire le manque d'une terminologie technique dans la langue turque expliquait le retard de l'indigénisation. Dans l'industrie, si les Azéris cherchaient à développer un encadrement indigène dans les chemins de fer et la diffusion de la langue turque dans les signalétiques comme sur les tickets, il s'agissait, là encore, de rapprocher des paysans – la modernité technique – les autorités communistes espéraient accélérer ce processus grâce au transport ferroviaire¹²¹.

Ces politiques visaient bien à respecter les identités nationales et à reproduire de façon mécanique la composition ethnique du pays. Dans ses rapports de 1929, la commission de contrôle du Parti remarquait par exemple qu'au sein de la République de Géorgie, peu d'Adjars étaient membres de l'appareil d'État, du Parti, aussi demandait-elle que l'égalité proportionnelle entre les peuples soit établie¹²². Elle soulignait également le manque de cadres géorgiens dans le raïon de l'Ossétie du Sud¹²³. Cette idée de garantir la représentativité de chaque peuple se manifestait aussi dans les organes centraux à Moscou, où le Soviet des nationalités réunissait les députés de chaque République et région autonome.

119. GARF, f. 374, op. a 27 c, d. 1691, l. 40.

120. L. S. GATAGOVA, *op. cit.*, p. 503-520.

121. RGASPI, f. 17, op. 69, d. 62, ll. 42-45.

122. GARF, f. 374, op. a 27 c, d. 1700, l. 80 ob.

123. *Ibid.*, l. 6.

L'ethnographie au service du socialisme

Les ethnographes aidés des géographes envisageaient une organisation du territoire permettant de mettre les caractéristiques économiques, ethnographiques, anthropologiques des différents peuples, au service de la rationalisation économique. Dès sa création, la KIPS avait appelé à l'étude du *byt*, qui, définissant la capacité économique de la population, était « sans conteste un des facteurs les plus importants des ressources du gouvernement¹²⁴ ». Cette implication des ethnographes dans un projet d'aménagement du territoire et la tendance à faire de l'homme et de ses cultures, des ressources économiques étaient loin de constituer une originalité soviétique. Dans le cadre de la colonisation européenne, les « indigènes » étaient organisés comme autant de ressources économiques¹²⁵. Les ethnographes, et plus généralement l'ethnographie en tant qu'étude des peuples et de leur organisation sociale étaient parti prenante de l'entreprise modernisatrice.

Intégrée à la Commission d'étude des forces naturelles de production (KEPS) de l'Académie des sciences, la KIPS participa à l'effort de redéfinition de l'homme comme « ressource économique »¹²⁶. Au VIII^e Congrès du Parti bolchevique de mars 1919 le développement des forces productives avait été proclamé la tâche la plus urgente des institutions scientifiques¹²⁷. Dans le cadre du commissariat au Plan (Gosplan), l'étude de l'homme comme force de travail, à la fois par sa constitution physique et par ses techniques, réunissaient les géographes, anthropologues et ethnographes de Moscou et de Leningrad. Elle rassemblait des institutions touchant à l'ethnographie, à l'anthropologie et à l'eugénisme, ainsi qu'à la géographie¹²⁸. Dans sa volonté de rompre avec une science humaniste, traitant l'homme essentiellement comme un être moral, la KIPS publia en 1927 sa revue *L'Homme*. Les rédacteurs entendaient désormais étudier les êtres humains à partir de ces nouvelles voies de recherche ouvertes par la biologie et l'anthropologie physique¹²⁹. C'était jusque dans les corps que le pouvoir soviétique cherchait à implanter sa modernité. En 1929, plusieurs Républiques firent appel à

124. « Ob učreždenii Komissii po izučeniju plemennogo sostava naselenija Rossii », *op. cit.*, p. 5.

125. Benoît de L'Estoile, « Science de l'homme et « domination rationnelle », savoir ethnologique et politique indigène en Afrique coloniale française », *Revue de synthèse*, n° 3-4, juillet-décembre 2000, p. 291-323.

126. « Ob učreždenii Komissii po izučeniju plemennogo sostava naselenija Rossii », *op. cit.*, p. 3, D. Zolotarev, « Rabota Komissii po izučeniju plemennogo sostava naselenija SSSR i sopredel'nyh stran (1917-1927 gg.) », archives de l'Académie des sciences à Saint-Pétersbourg (PF ARAN) : f. 135, op. 1, d. 360, l. 1.

127. Alexander VUCINICH, *Empire of Knowledge*, University of California Press, Berkeley-Los Angeles-London, 1984, p. 104.

128. RGAÉ, f. 4337, op. 18 : bureau des congrès sur l'étude des forces productives du pays, sur la section « homme », cf. dd. 37, 76-79, 253a, 256, 339, 341.

129. Le journal projetait de présenter des articles dans « les sciences humaines » suivantes : l'embryologie, la morphologie, la physiologie, la génétique et l'eugénisme, l'hygiène et la santé publique, l'anthropologie ethnique, la paléoenvironnement, la culture matérielle et spirituelle, la linguistique, la géographie, la démographie et la statistique. Placé sous la direction de S. F. Ol'denburg, le comité de rédaction se composait de D. A. Zolotarev, P. P. Ivanov, N. Ja. Marr, V. L. Omeljanskij, I. P. Pavlov, S. I. Rudenko, V. P. Semenov Tjan-Sanskij, Ju. A. Filipenko, soit des ethnographes, anthropologues, statisticiens et linguistes, ainsi que des naturalistes comme I. P. Pavlov qui présentait dans le journal son travail sur les réflexes ou encore Filipenko, eugéniste. Page de présentation du journal, *Čelovek*, n° 1, AN SSSR, Leningrad, 1928.

l'Académie des sciences pour une série d'enquêtes globales sur le terrain. Aux enquêtes géologiques, minéralogiques, se mêlaient les enquêtes ethnographiques et d'anthropologie physique¹³⁰. Les membres de la KIPS participaient à l'utopie technicienne des années 1920 et du premier plan quinquennal. Les hommes étaient l'objet d'un savoir objectif, quantifiable, mécanique, il fallait connaître leur fonctionnement, pour pouvoir l'améliorer. Dans son article sur « L'Homme comme force productive », publié dans l'unique numéro de la revue *L'Homme*, le fils de P. P. Semenov, Benjamin P. Semenov, en appelait à l'étude géographique, statistique, somatique et ethnique des populations. Travailler sur les nationalités, dont les contours devaient être définis par le recensement, permettait d'analyser « la nature morale » des divers groupes humains et de juger de leurs réalisations¹³¹.

Les membres de la KIPS n'étaient pas seulement actifs à titre professionnel, ils se firent les conseillers du politique. Continuant à se présenter avant tout comme les spécialistes des peuples « arriérés », selon la tradition de Šternberg, ils proposèrent un ensemble de mesures au commissariat aux Nationalités (*narkomnac*) dirigé par Staline qui avait organisé un bureau ethnographique¹³². Dans le prolongement de la tradition libérale de l'intelligentsia russe du début du XX^e siècle, les ethnographes se faisaient les défenseurs des peuples qu'ils étudiaient en multipliant en 1920 les rapports alarmistes sur la situation sanitaire des « petits peuples » du Nord. Ils réclamaient l'intervention de l'État pour les sauvegarder du dépérissement¹³³. Aussi ils montrèrent une certaine réticence à l'application du principe d'autonomie aux « indigènes » (*tuzemcy*) et se montrèrent favorables à une conception très centralisée du mode de gouvernement, notamment pour garantir une aide de l'État aux peuples du Nord. L'ethnographe N. Jakovlev expliquait qu'avec la Révolution, les nationalités avaient certes reçu la possibilité d'un développement libre ; cependant la majorité des nationalités elles-mêmes (en particulier celles qui constituaient des minorités nationales) étaient encore extraordinairement faibles et avaient, autant sur le plan économique que culturel, besoin d'une aide du centre¹³⁴.

Après la dissolution du commissariat aux Nationalités en 1924, les ethnographes proposèrent des modèles de gouvernement pour les « petits peuples du Nord ». N'ayant pas de représentation parlementaire dans le cadre de l'Union, ces peuples furent confiés à un organisme placé sous la direction du Présidium du VCIK, le

130. RUDENKO, « Antropologičeskie issledovanii v èkspedicijah osobogo komiteta AN po issledovaniju sojuznyh i avtonomnyh respublik », *Čelovek*, n° 1, p. 77-79, A. E. FERSMAN, « Èkspedicionnaja dejatel'nost' AN SSSR i èe zadači », *Materialy Komissii Èkspedicionnyh Issledovanij*, Vy. 19, Leningrad, 1929. Dans son étude, Fersman différenciait les expéditions géologiques, minéralogiques, géophysique et paléontologiques (108 furent menées de 1919 à 1928), des expéditions ethnologiques et archéologiques (45), des expéditions linguistiques (21) et enfin des expéditions anthropologiques, sanitaires médicales, statistiques et économiques (18), p. 1.

131. V. P. Semenov TJAN- ŠANSKIJ, « Čelovek kak proizvoditel'naja sila », *Čelovek*, n° 1, 1928, p. 57 verso-60.

132. GATAGOVA, *op. cit.*, p. 107-109.

133. Yuri SLEZKINE, *Arctic Mirrors : Russia and the Small Peoples of the North*, Cornell University Press, New York, 1994, p. 138.

134. GARF, f. P. 1318, op. 1, d. 1473 (1), l. 52.

Comité du Nord (*Komitet Severa*)¹³⁵. Explicitement créé pour protéger les petits peuples sibériens de la disparition, il les rattachait directement à Moscou¹³⁶. Ce fut dans ce cadre que les ethnographes conçurent le « règlement provisoire de l'administration des nationalités et tribus des périphéries boréales de la RSFSR » ratifié en 1926. Il organisait l'administration des « indigènes » dans une forme très proche de celle imaginée par Speransky pour les *inorodcy* de 1822, mais aussi des expériences coloniales plus contemporaines¹³⁷.

L'anthropologie au service des pratiques coloniales

Le contrôle du centre sur les périphéries ne s'exerça pas, à l'aide d'une anthropologie, seulement sur les petits peuples. Le régime soviétique entreprit au milieu des années 1920 de lutter contre des formes d'organisation sociale dites « arriérées » et contraires aux valeurs de la nouvelle société socialiste. Les dirigeants communistes cherchèrent à remodeler les pratiques sociales. Dans leur forme la plus juridique, cette tentative prit le nom de lutte contre « les crimes de la vie courante » (*bytovye prestuplenija*) en 1926, avant de devenir les « crimes constituant des survivances du mode de vie clanique » dans le code pénal de la République russe de 1928. Cette rubrique fut aussi introduite dans les codes pénaux des Républiques nationales unies. Seules l'Ukraine et la Biélorussie ne connurent jamais cette catégorie juridique de « crimes de la vie courante »¹³⁸.

En URSS, une idéologie définit les attributs d'un « peuple soviétique », et le premier plan quinquennal, instaura la centralisation de telle sorte qu'une série de structures sociales mais aussi de coutumes et de juridictions, alternatives à l'ordre socialiste, furent combattus. Dans le cadre de la politique antireligieuse, l'autorité des mollahs, des rabbins et autres prêtres, dont nous avons mesuré le rôle social dans les chapitres précédents, fut attaquée. Plus largement, il s'agissait de modifier les habitus traditionnels, afin de propager des formes culturelles soviétiques dont le modèle était profondément européen. Dans l'Asie soviétique, ces mesures rappellent à la fois les politiques coloniales et les entreprises de modernisation autoritaire de la Turquie de Mustafa Kemal ou de l'Afghanistan d'Anamullah Khan. Elles se heurtaient à une forte résistance de la

135. Plus exactement, c'était le Comité d'assistance aux petites nationalités (*narodnosti*) des périphéries du Nord, qui s'intéressait à une population d'environ 150 000 personnes pour laquelle l'organisation administrative ne possédait pas encore ni autonomie administrative, ni délimitation territoriale précise. Dans le groupe des petites nationalités du Nord étaient inclus : les Sames, les Khantes, les Mansis, les Nénetses, les Enetses, les Nganassanes, les Selkounes, les Kètes, les Evenkes, les Evènes, les Neguidales, les Nanaïs, les Oultches, les Orochoris, les Oroks, les Oudégués, les Nivkhes, les Akouchas, les Koriaks, les Itelmènes, les Auvancy, les Ioukaguirs, les Esquimaux, les Aléoutes, les Dolganes, les Tofalars.

136. GATAGOVA, p. 200-201.

137. « Postanovlenie vsrossijskogo central'nogo ispolnitel'nogo komiteta i soveta narodnyh komissarov RSFSR », *Severnaja Azija*, Kn. 2, 1927, p. 85-91, V. V. Antropova, « Učastie étnografov v praktičeskom osuščestvlenii leninskoj nacional'noj politiki na krajnem severe (1920-1930 gg.) », *Sovetskaja étnografija*, n° 6, 1972, p. 19-27.

138. N. D. Durmanov, *Prestuplenija, sostavljajuščie perežitki rodovogo byta*, Juridičeskoe izdatel'stvo NKJu SSSR, Moscou, 1938.

part de la population et à la diffusion d'un nationalisme défensif, qui faisait de la préservation des coutumes ancestrales une cause nationale¹³⁹.

Dans les régions musulmanes, l'intervention du centre s'était en particulier centrée sur « l'émancipation » des femmes et leur abandon du code de la famille. En Asie centrale et dans le Caucase, une grande campagne (*hujum*) fut lancée en 1927 contre les pratiques traditionnelles, en particulier le port du voile et la réclusion des femmes. En Ouzbékistan où les femmes portaient le paranji qui leur couvrait tout le corps et le visage, les femmes furent dévoilées et les voiles brûlés au cours de grandes manifestations publiques¹⁴⁰. Des manifestations semblables furent menées dans les colonies françaises du Maghreb, notamment en Algérie¹⁴¹. En Sibérie, les pieds des femmes chinoises furent débandés.

Les nouveaux codes de la famille adoptés dans les Républiques nationales dès le début des années 1920 interdirent la polygamie et les mariages précoces. En absence d'un enregistrement des naissances satisfaisant, alors que la population ignorait ou cachait son âge réel, les médecins étaient présents dans le bureau d'enregistrement de l'état-civil (ZAGS) et vérifiaient l'âge des femmes. Ils conseillaient aussi les gouvernements locaux, déclarant que dans certaines régions du Caucase, la maturité sexuelle était atteinte à 13 ans pour les femmes, alors qu'en Ouzbékistan, les femmes n'étaient matures qu'à 16 ans¹⁴².

Ces mesures visant à réformer les mœurs, réunies sous le terme de crimes de la vie courante (*byt*), prirent plusieurs formes. Elles s'appliquaient aussi aux pratiques sociales violentes. Ainsi dans les régions et Républiques autonomes de la Fédération russe, les mariages précoces, l'achat et l'enlèvement des femmes, la vendetta, la polygamie ou la bigamie furent réprimés. Les actes faisant obstacles à l'émancipation des femmes, leur empêchant de se rendre à l'école ou dans les clubs pouvaient être poursuivis en justice.

Les interdictions s'étendaient aussi au népotisme, les nominations à la fonction publique décidées selon des réseaux de relations claniques étaient susceptibles d'être punies. Dans le double cadre de la lutte contre des organisations sociales « archaïques » et de la politique anti religieuse, la nomination de juges appliquant les âdats musulmans – et non la loi soviétique –, comme la collecte des taxes pour des raisons religieuses furent criminalisés à partir de la fin des années 1920.

Ces différents crimes étaient la plupart de temps punis de sanctions plutôt légères, de 6 mois à deux ans de prison, ou d'amendes¹⁴³. Mais ils témoignent de la persistance en URSS de modes de gouvernement très proches des pratiques coloniales des Européens.

139. Douglas NORTHROP, « Nationalizing Backwardness : Gender, Empire, and Uzbek Identity », Terry Martin, Ron Suny (ed.), *A State of Nations : Empire and Nation-Making in the Age of Lenin and Stalin*, Oxford University Press, Oxford, 2001, p. 191-220.

140. Douglas NORTHROP, *Veiled Empire. Gender and Power in Stalinist Central Asia*, Cornell University Press, Ithaca and London, 2004, p. 82-90.

141. Todd SHEPARD, *The Invention of Decolonization : The Algerian War and the Remaking of France*, Cornell University Press, Ithaca, 2006, p. 183-204.

142. Douglas NORTHROP, *Veiled Empire*, op. cit., p 254-255.

143. Foreign Office, Translation of *The Penal Code of the Russian Socialist Federal Soviet Republic*, London, July 1934, p. 76-78.

Chapitre 6

La floraison des consciences nationales (1917-1929)

Alors que le principe des nationalités avait été posé comme fondement d'une reconstruction de l'Europe et du Moyen-Orient, les cartes et les statistiques ethniques permettaient de répondre aux besoins d'expertise des traités de paix¹. Le droit à l'auto-détermination était devenu le slogan permettant aux Bolcheviques de rompre avec l'héritage russificateur de l'État impérial tout en devenant les protragandistes d'un projet international d'émancipation des peuples. De nouveaux pays s'étaient détachés de l'Empire (la Finlande en 1918, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie en 1920, et la Pologne en mars 1921)², et une des premières décisions de la direction bolchevique fut d'éditer un décret reconnaissant le droit des peuples à se gouverner eux-mêmes et assurant les droits des minorités nationales³.

Les leaders bolcheviques, en particulier Lénine et Staline, ne mettaient pas en doute l'existence des nationalités, objectivement identifiables par une langue, un mode de vie, une psychologie et souvent un territoire, et la force du nationalisme comme instrument de mobilisation politique⁴. Quand les Bolcheviques arrivèrent au pouvoir, ils n'avaient pas encore une idée précise et consensuelle de la place à attribuer au nationalisme et à l'ethnicité dans le nouveau régime. Mais en héritiers de la longue réflexion sur la question nationale

1. Au cours des conférences de la Paix, les représentants de diverses nationalités firent circuler auprès des conférenciers des opuscules statistiques et cartographiques. Cf. Délégation de la République arménienne, *La République arménienne et ses voisins*, Paris, 1919, Délégation de la République arménienne, *La Question arménienne dans la Conférence de la Paix*, s.d., Délégation Azerbaïdjanienne de la Conférence de la Paix, *Composition anthropologique et ethnique de la population de l'Azerbaïdjan du Caucase*, publié à Paris en 1919. Ses chiffres étaient fondés sur les statistiques de 1897, corrigés de l'accroissement naturel et étaient en accord avec les chiffres fournis en annexes du projet de loi sur l'extension du zemstvo en Transcaucasie datant de janvier 1917. Je remercie Claire Mouradian de m'avoir fourni ces documents.

2. Au printemps 1919, la nouvelle direction centrale de statistiques annonçait qu'elle avait déjà exploité des données « selon lesquelles la République polonaise prétendait à 14 gouvernements » et qu'elle les avait transmises au département militaire en prévision de pourparlers sur les futures frontières de la Pologne. Archives d'économie de l'État russe. RGAË, f. 1562, op. 1, d. 111, l. 11.

3. Sur la réintégration territoriale des anciennes provinces impériales : Edward Hallet CARR, *La Révolution bolchevique*, t. 1 : *la formation de l'URSS*, Les éditions de Minuit, Paris, 1969, Hélène CARRÈRE d'ENCAUSSE, *Le grand défi : Bolcheviques et nations*, Flammarion, Paris, 1987, Richard PIPES, *The Formation of the Soviet Union. Communism and Nationalism, 1917-1923*, Harvard University Press, Cambridge-London, nouvelle édition, 1997, Jeremy SMITH, *The Bolsheviks and the National Question. 1917-1923*, MacMillan Press, Martin's Press, London, New York, 1999.

4. Yuri SLEZKINE, « The Soviet Union as a Communal Apartment, or How a Socialist State Promoted Ethnic Particularism », *Slavic Review*, n° 53(2), été 1994, p. 415-452.

menée par la sociale-démocratie européenne depuis la fin du XIX^e siècle, ils allaient articuler une politique fondée sur des principes théoriques et sur des pratiques de négociations avec les forces politiques nationales apparues à la faveur des événements révolutionnaires. Leur projet visait le rétablissement d'un État unifié à travers la reconnaissance des différences nationales, mais organisées territorialement et institutionnellement.

Dans la tradition marxiste, le nationalisme était conçu comme une idéologie à combattre, il permettait l'alliance factice entre la bourgeoisie et le prolétariat en éloignant ce dernier de ses réels intérêts de classe et de ses aspirations révolutionnaires⁵. Dans les cas de l'Irlande et de la Pologne, Marx avait néanmoins reconnu que les mouvements nationaux pouvaient avoir un contenu révolutionnaire et démocratique. Dans ses controverses l'opposant à Rosa Luxembourg, Lénine avait repris et systématisé ces analyses en condamnant l'impérialisme et en accordant une qualité révolutionnaire aux nationalismes lorsqu'il s'agissait des peuples opprimés, minorités européennes ou peuples des colonies. Dans le cadre de l'empire de Russie, l'égalisation des statuts entre les nationalités, la fin de la domination culturelle et sociale russe, la lutte contre le « chauvinisme grand-russe », et une large reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes lui paraissaient indispensables à la conservation des périphéries et à l'avancement de la Révolution⁶. Staline étendit la dénonciation de l'impérialisme aux chauvinismes régionaux et défendit les minorités susceptibles de subir la domination du nationalisme azéri, géorgien, ouzbek, arménien⁷.

La nation avait été définie par les marxistes comme une forme d'organisation sociale et politique moderne, liée historiquement au capitalisme et au développement économique. Puisque la direction bolchevique percevait l'arriération de la Russie, et plus encore de ses périphéries, comme un des problèmes majeurs auxquels elle devait se confronter pour la réalisation d'une société socialiste, elle se lança dans des politiques de promotion de la modernité des « nations » dans les espaces encore soumis au « tribalisme », au « clanisme », au « féodalisme ». En 1913, dans son article « Le Marxisme et la Question nationale », première tentative de présenter l'originalité de la pensée bolchevique sur cette question et ses moyens de la résoudre⁸, Staline rappelait que la nation constituait un phénomène historique lié au capitalisme⁹. Il s'était opposé aux austro-marxistes et au Bund, mouvement socialiste juif, partisan de l'autonomie extraterritoriale, c'est-à-dire une représentation des nationalités dans les différentes

5. G. HAUPT, M. LOWY, C. WEILL, *Les Marxistes et la question nationale, 1848-1914*, L'Harmattan, Paris, 1997.

6. LÉNINE, *O nacional'noj politike*, Politizdat, Moscou, 1989.

7. STALINE, « Les facteurs nationaux dans l'édification du parti et de l'État. Rapport présenté au XII^e congrès du Parti communiste russe le 23 avril 1923 », *Le Marxisme et la Question nationale et coloniale*, Éditions Norman Béthune, Paris, 1974, p. 171.

8. Juste avant la guerre, Lénine avait commandé à plusieurs Bolcheviques des essais sur la question nationale pour mieux définir la ligne du parti. Le texte de Staline fut particulièrement remarqué, mais il ne fut pas le seul produit. Cf. Anahide Ter Minassian, « Stepan Chahoumian et l'autonomie nationale culturelle », dans *Russes, Slave et Soviétiques*, Mélanges Roger Portal, Paris, 1992, p. 291-312.

9. Il la définissait précisément comme une « communauté humaine, stable, historiquement constituée, née sur la base d'une communauté de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit dans une communauté de culture », STALINE, *Le Marxisme et la Question nationale et coloniale*, Éditions Norman Béthune, Paris, 1974, p. 15.

instances étatiques, partisans, associatives, chargées de lutter pour la préservation de droits civiques et culturels. Selon les Bolcheviques, cette autonomie culturelle risquait de fractionner le mouvement ouvrier et de renforcer les différences nationales. En revanche, Staline, faisant du territoire l'élément essentiel, proposait une autonomie régionale, permettant aux territoires nationaux de se « gouverner eux-mêmes » soit par leurs propres élites et dans leur langue¹⁰.

Cette conception topographique de la nationalité était liée à un projet d'aménagement du territoire. L'autonomie régionale permettait ainsi, ajoutait Staline d'utiliser de la meilleure façon les richesses naturelles de la région et de développer les forces de production¹¹. Cette vision géographique renvoyait à la tradition des statisticiens et ethnographes russes de l'avant-guerre et au débat général sur la réorganisation territoriale du pays engagé avant la révolution et qui avait déjà fait de l'autonomie régionale une solution à la question des nationalités¹².

Entre 1917 et 1923, les Bolcheviques élaborèrent progressivement des politiques visant l'intégration des populations ethnographiques du pays, notamment par la reconnaissance des droits des nationalités. Elles débouchèrent institutionnellement sur la création d'une fédération en décembre 1922, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS), qui organisait le pays en une hiérarchie de territoires nationaux pourvus d'une représentation au niveau central et de prérogatives. Les organes communistes et de gouvernement purent désormais fonder leurs demandes d'autonomie en faisant référence au respect du principe des nationalités. L'historiographie actuelle insiste ainsi sur l'influence des idées et pratiques issues des mouvements nationaux des périphéries dans la formulation des politiques finalement reprises à l'échelle de l'Union¹³.

Dans les années 1920, la nationalité était encore marginalement institutionnalisée comme une identité personnelle. L'appartenance de classe, à un ancien *soslovie* comme

10. « La seule solution juste, c'est l'autonomie régionale, l'autonomie d'unités déjà cristallisées, telles que la Pologne, la Lituanie, l'Ukraine, le Caucase, etc. L'avantage de l'autonomie régionale, c'est d'abord qu'avec elle, on a affaire, non à une fiction sans territoire, mais à une population déterminée, vivant sur un territoire déterminé. Ensuite elle ne divise pas les individus par nations, elle ne renforce pas les cloisons nationales ; au contraire, elle les brise et rassemble la population pour ouvrir à une délimitation d'un autre genre, à la délimitation par classes », STALINE, *Le Marxisme et la Question nationale et coloniale*, Éditions Norman Béthune, Paris, 1974, p. 76-77.

11. *Ibid.*

12. Staline avait rappelé son engagement en faveur de l'autonomie territoriale dans son opposition à Lénine en 1922 sur la forme institutionnelle à donner à la fédération soviétique. Il avait proposé l'entrée de toutes les Républiques dans la fédération russe, alors que Lénine avait lutté pour que certaines d'entre elles, les Républiques unies, fussent traitées formellement à égalité avec l'ensemble russe. Sur le débat entre Staline et Lénine à propos de la formation de l'URSS, cf. le très bon bilan de l'historiographie et des nouveaux documents édités dans les années 1990 par Jeremy Smith, *The Bolsheviks and the National Question*, MacMillan's Press, Martin's Press, New York, 1999.

13. Ainsi les mesures visant à respecter la composition nationale des micro-régions, voire des villages ont d'abord été conçues en Ukraine, avant d'être étendues à toute l'URSS, Terry MARTIN, *The Affirmative Action Empire : Nations and Nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, Cornell University Press, Ithaca, 2001. Le découpage de l'Asie centrale en Républiques nationales a été voulu et décidé par les pouvoirs régionaux, et non par le centre : Arne HAUGEN, *The Establishment of National Republics in Soviet Central Asia*, Palgrave Macmillan, New York, 2003.

la conduite politique ou militaire pendant la guerre civile définissaient les contours du droit de vote, du droit à l'éducation ou à la promotion sociale, soit à la pleine « citoyenneté soviétique »¹⁴. Néanmoins une série de mesures délimitaient les territoires en fonction de leur composition ethnique, tandis que d'autres encourageaient les « nationaux » à y gouverner, autant de facteurs qui incitèrent les individus à se présenter selon leur ethnicité.

Pratiquement, la politique des nationalités fut arrêtée en 1921 et mise en œuvre à partir du XII^e Congrès du Parti en avril 1923 et de la réunion spéciale du Comité central en juin de la même année. Elle consistait à aider au développement, supervisé par le centre soviétique, des langues, des élites, des cultures et des territoires nationaux. La politique linguistique reconnaissait les langues nationales comme langues d'enseignement et de gouvernement. La politique des cadres, bientôt dénommée « indigénisation (*korenizacija*) » ou « nationalisation (*nacionalizacija*) », visait à promouvoir les « nationaux (*nacionaly*) » ou les « locaux (*mestnye ljudi*) » aux postes de commandement. Une série de mesures visèrent à favoriser les anciens peuples opprimés, selon une logique de « discrimination positive ». La représentation des autochtones à tous les échelons du parti et de l'État était garantie et des programmes d'aide économique, dans les faits très peu suivis d'effets, devaient aider les régions « arriérées » à développer leurs infrastructures et leurs industries. Les comportements dominateurs, voire racistes, des Russes, élites techniciennes et communistes ou paysans étaient fermement combattus. Les langues des gouvernements nationaux étaient non seulement protégées, mais devaient être connues des agents du nouveau gouvernement soviétique travaillant dans les Républiques nationales¹⁵.

S'identifier

Statistiques et recomposition du territoire

Dès leur arrivée au pouvoir, les Bolcheviques voulurent avoir des chiffres dans l'espoir de recomposer la société et de la moderniser. Lénine avait affirmé que le socialisme était comptabilité, et dès l'été 1918, il avait donné son accord pour que soit constitué un bureau central des statistiques, la Direction centrale de statistique (*Central'noe Statističeskoe Upravlenie*, CSU)¹⁶.

En avril 1919, au congrès panrusse des statisticiens, le chef de la section démographique de la CSU, Mihajlovskij réclama un nouveau recensement. Il interpella le

14. Golfo ALEXOPOULOS, *Stalin's Outcasts. Aliens, Citizens, and the Soviet State, 1926-1936*, Cornell University Press, Ithaca-London, 2003, Nathalie MOINE, *Le pouvoir soviétique face au petit peuple urbain : Clivages sociaux, assignation des identités et acculturation à Moscou dans les années 1930*, Thèse de Doctorat, Université de Lyon II, 2000.

15. Terry MARTIN, *op. cit.*, 2001.

16. Alain BLUM, *Naître, vivre et mourir en URSS, 1917-1991*, Plon, Paris, 1994, Martine MESPOULET, *Statistique et révolution en Russie*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2001, Alain BLUM et Martine MESPOULET, *L'anarchie bureaucratique. Statistique et pouvoir sous Staline*, La Découverte, Paris, 2003.

pouvoir et rappela la nécessité d'avoir le chiffre de la population, « pierre angulaire de toute construction de l'État »¹⁷. En août 1920, un recensement démographique, agricole et industriel fut en effet organisé, suivi de près par Lénine¹⁸. Les statisticiens et les nouvelles élites communistes se rapprochèrent dans un même souci de recueil de données, propres à fonder une rationalité technique, mise au service de la fondation de l'État socialiste.

Mihajlovkij envisageait la population comme un « énorme organisme », qu'il fallait étudier sous ses multiples facettes. Mais, à l'en croire, l'étude de la composition nationale du pays avait été décidée selon des considérations plus politiques que scientifiques. La reconnaissance du principe des nationalités exigeait d'avoir des données chiffrées et cartographiques permettant le suivi des mesures de protection des minorités¹⁹. Alors que le pays était encore en guerre et que le statut institutionnel de nombreux territoires n'était pas encore défini, la réalisation d'un recensement dès 1920 permettait d'affirmer et de produire la continuité étatique et territoriale. Silvana Patriarca a noté dans le cas du nationalisme italien d'avant l'unification l'importance de la statistique comme outil de projection d'une unité politique rêvée²⁰. Dans le contexte de la forte dislocation territoriale engendrée par la guerre civile, le jeune État des soviets cherchait à produire son unité par la visualisation statistique, tandis qu'une série de Républiques (Ukraine, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan) avait proclamé leur indépendance. Elles étaient encore en cours de pourparlers avec le nouveau régime, tandis que des régions entières échappaient aux Bolcheviques lors de l'organisation du recensement. En 1920, dans les notices explicatives du recensement, il était néanmoins bien précisé que les ressortissants des Républiques entrant dans la Fédération des soviets ne devaient pas à répondre à la question 5 sur la citoyenneté (*poddanstvo*)²¹. Cette dernière ne s'appliquait qu'aux « véritables » étrangers. Témoignant des difficultés du pouvoir à présenter une image précise de toute la « République de Russie et de toutes les Républiques unies à elle dans une fédération unique », des listes des régions, qui évoluaient, étaient fournies pour aider les statisticiens dans leur propre visualisation spatiale²². Les recenseurs, géomètres, agronomes, agents du cadastre subissaient dans leurs rencontres avec les populations locales, les aléas de l'armée rouge.

Les rapports des personnes mandatées par la CSU ou des chefs des bureaux de statistique, dont la hiérarchie avait été mise en place dès 1918, faisaient état des difficultés que rencontraient les Bolcheviques pour contrôler le territoire et les populations hostiles²³. Dans des nombreuses régions, le recensement n'avait pu se faire ou s'était fait

17. RGAË, f. 1562, op. 1, d. 111, l. 165.

18. Lénine réclama par télégramme à différentes usines une production accrue de papier pour le recensement. Dossier sur le suivi du recensement par Lénine : RGAË, f. 1562, op. 1, d. 184.

19. Mihajlovskij estimait « qu'en notre temps, pour des raisons politiques, il faut disposer de données sur la composition nationale » *Ibid.*, l. 11.

20. Silvana PATRIARCA, *Numbers and Nationhood : Writing Statistics in Nineteenth-Century Italy*, Cambridge University Press, New York, 1996, l'introduction et le chap. 7, « a Map of a New Nation ».

21. RGAË, f. 1562, op. 1, d. 158, l. 87.

22. « Predvoritel'nye itogi perepisi naselenija 28 avgusta, naselenie 25 gubernii », *Trudy Central'nogo Statističeskogo Upravlenija*, t.1, vol. 1, serja 1, otdel demografii, Moscou, 1920, p. 6.

23. *Ibid.*, p. 5.

de manière très insatisfaisante en pleine guerre civile et en pleine guerre russo-polonaise²⁴. Dans le gouvernement d'Irkoutsk, le recensement avait été conduit avec de « grandes difficultés » et si les foyers russes avaient reçu les recenseurs, les Bouriates avaient été convoqués pour être comptés dans le cadre de larges assemblées (*suglany*)²⁵. En Ukraine, où la guerre continuait, le recensement se déroula dans des conditions d'extrême violence²⁶. Ainsi, dans le gouvernement du Donets, le leader anarchiste Makhno avait ordonné à la population d'exterminer les communistes et les recenseurs²⁷. Dans l'uezd du Dniepr, le recensement n'avait pu se faire qu'en janvier 1921, du fait de l'occupation de la région par les troupes blanches. Dans l'uezd d'Elisavetgrad, où sévissait le banditisme des groupes armés, les statisticiens qualifiaient les conditions « des plus inhumaines ». Les paysans, menaçants, étaient allés à la rencontre des recenseurs avec des grappins et avaient déclaré que le recensement et le pouvoir qui en était responsable étaient illégaux. Un des instructeurs avait été tué, un autre était retenu en captivité, d'autres avaient reçu des coups. Le matériel du recensement avait été complètement ou partiellement détruit par les bandits et il avait fallu recenser à nouveau²⁸. Dans le gouvernement d'Odessa, la réticence générale de la population fut expliquée par la réalisation pour la seule année 1920 de quinze recensements, menés par divers départements et organes locaux dans le but d'améliorer la mobilisation, les réquisitions ou la distribution. « La population est lasse et embrouillée (...), elle s'est habituée à donner des indications fausses, en sous-estimant ce qui témoigne d'une situation matérielle avantageuse et en cachant en général la vérité²⁹. » Le rapport pronostiquait de mauvais résultats, non seulement à propos de l'accomplissement du service militaire, de la quantité d'outillage, des surfaces ensemencées, mais aussi des données sur la nationalité³⁰.

L'administration statistique était en butte au manque de papier, de moyens de transport ou de vêtements chauds. Partout confrontés au banditisme qui sévissait dans les campagnes, les recenseurs se heurtaient aux bandes armées des *basmači* dans la province de Samarkand ou à la résistance des Tchétchènes³¹. Aux 33 recenseurs et instructeurs tués, assassinats s'accompagnant d'actes de cruauté, s'ajoutaient des dizaines de recenseurs blessés ou gravement malades³². Les rapports révèlent à la fois le manque de

24. Dans les provinces de Khorezm et de Boukhara en Asie centrale, non encore formellement rattachées à la République des soviets, comme dans les provinces de Minsk et de Podolie et dans le Daghestan, le recensement ne s'est pas fait. Il en fut de même de certaines régions du Turkestan, en particulier au Ferghana, dans quelques localités du Caucase du Nord, de la Sibérie comme dans les régions de Tambov et d'Arkhangelsk. RGAË, f. 1562, op. 2, d. 336, l. 24. Administration centrale de statistique de l'URSS, Recensement de la population du 17 décembre 1926, *Population de l'URSS*, Édition de l'Administration Centrale de Statistique de l'URSS, Moscou, 1927, p. 1.

25. RGAË, f. 1562, op. 2, d. 306, l. 162-175.

26. RGAË, f. 1562, op. 2, d. 330, l. 5.

27. *Ibid.*

28. *Ibid.*

29. RGAË, f. 1562, op. 2, d. 305 et d. 333, l. 27.

30. *Ibid.*

31. « Predvoritel'nye itogi perepisi naselenija 28 avgusta, naselenie 25 gubernii », *op. cit.*, p. 6.

32. *Ibid.*, Vy. 2, p. 5. *Bjulleten CSU*, n° 41, 29 janvarija 1920.

coopération des administrateurs locaux et la méfiance de la population. Malgré le recrutement d'instituteurs, d'agronomes, de statisticiens, ou d'administrateurs (d'organisations paysannes, de coopératives, ou de syndicats)³³, le personnel qualifié manquait le plus souvent. Ainsi, dans le gouvernement d'Odessa, on recruta des paysans alphabétisés, mais ignorant le système fractionnel et incapables de distinguer entre nationalité et religion³⁴.

Consciences de classe et consciences nationales

L'autodéfinition nationale, étudiée par les autorités et les statisticiens tant sous le gouvernement provisoire que sous le régime soviétique renvoie au slogan de l'autodétermination et au souci des nationalistes : voir les « nationaux » se saisir et activer ce qui constituerait l'identité nationale de chacun. Elle impliquait l'existence d'une identification nationale claire, unique chez les individus. Dans le vocabulaire de l'époque, cette dernière était appelée « conscience nationale ». Comme nous l'avons vu à propos des discussions au XIX^e siècle, les statisticiens s'étaient attristés du fait que le peuple connaisse si mal son appartenance nationale. Une telle ignorance révélait la faible intégration « mentale » des « masses » à un ensemble plus vaste de co-nationaux. Le recensement, l'inscription dans les papiers administratifs de la nationalité autodéclarée furent alors présentés comme une opération de découverte qui rendait l'individu conscient de ce qu'il était.

Dans les années 1920, l'auto-déclaration faisait l'objet d'une construction qui exigeait non pas que les individus choisissent au hasard leur nationalité, mais qu'il la découvre, la reconnaisse et en fasse usage. Associant l'individu à un collectif et à un territoire, la nationalité comme la classe sociale, le liait aussi à un projet de mobilisation politique, à une histoire, à un avenir dans la nouvelle société communiste. Dans un projet d'intégration des paysans, elle était aussi censée contribuer au développement d'une culture lettrée, ouvrant sur un horizon plus large que les seules affiliations claniques, féodales ou strictement locales.

Cet appel à la conscience individuelle, permettant de lier l'individu au collectif, fut co-substantiel au projet communiste, fondé sur les identités de classe. Dans la version soviétique de ce projet, le développement des identités, des « consciences » nationales fut aussi favorisé, mais dans un premier temps uniquement pour les Non-Russes. Pour ces derniers, « dominés », selon la distinction fondamentale introduite par Lénine, conscience nationale et conscience de classe ne s'opposaient pas.

Dans son étude sur la conscience de classe dans la Russie révolutionnaire, Igal Halfin indique que le prolétariat auquel se référaient les communistes n'était pas une catégorie objective, correspondant uniquement à une position sociale déterminée. Le caractère eschatologique du projet communiste transformait le prolétariat en un modèle idéal de

33. P. I. PUSTOHOD, V. K. VOBLIJ, *Perepisi naselenija*, Moscou, 1936, p. 63. Sténogramme de la seconde conférence panrusse de janvier 1920, RGAË, f. 1562, op. 1, d. 152, l. 95.

34. RGAË, f. 1562, op. 2, d. 333, l. 3.

comportements sociaux et politiques³⁵. La tension entre l'identité objective, le fait d'être ouvrier ou fils d'ouvrier, et la catégorie sublimée et subjectivée, signifiant une identification individuelle et un comportement spécifique, traversait la question des catégorisations identitaires sous le régime soviétique³⁶. Dans la définition de la nationalité, une même tension était à l'œuvre. Les citoyens soviétiques devaient se saisir d'une identité nationale, qui pouvait certes évoluer, mais dont il s'agissait d'abord d'être conscient. Cette exigence se manifestait dans les entreprises d'identification statistique, lors des multiples recensements locaux et généraux, mais aussi dans les manifestations folkloristes que le nouveau régime organisait.

Parallèlement, il est possible d'appliquer à la nationalité les analyses d'Anna Krylova sur l'identité ouvrière et sur la reconnaissance par les Bolcheviques d'un instinct de classe, force révolutionnaire venue de leur expérience ouvrière. Selon les Bolcheviques, l'objectivité de l'appartenance de classe permettait aux ouvriers d'agir en tant que tels, quand bien même ils ne seraient pas rationnellement conscients de leur place et de leur rôle dans l'histoire. Identifiant les Non-Russes de l'empire à des masses opprimées, Lénine les chargeait aussi d'une puissance révolutionnaire et historique, nourrie non seulement de leur conscience politique, mais aussi de leurs instincts incités à se révolter contre le joug russe.

Au sein du parti communiste, à l'origine largement composé de Russes et de Slaves, la politique des nationalités était très largement impopulaire. Dans la direction du parti, Piatakov et Boukharine s'étaient violemment opposés dès 1917-1918, au principe de l'autodétermination. En 1927, la querelle avait repris, alors que la direction communiste ukrainienne avait été critiquée pour avoir poussé trop loin la politique d'ukraïnisation. Le livre de Vaganian, *La Culture nationale*, fustigeait violemment ce slogan, qui loin de mener à l'internationalisme de classe, enfermait les individus dans une culture particulière³⁷. Ces propos publiés, mais bientôt condamnés, trouvèrent un écho chez les cadres du Parti³⁸, qui très majoritairement russes dans les années 1920, ont été opposés aux mesures de protection, voire de favoritisme envers les membres des minorités nationales.

Mais dans le cadre d'une société socialiste qui avait instauré l'égalité entre les nationalités et qui luttait contre toutes les formes de domination nationale, l'instinct national était toujours susceptible de perdre sa qualité positive. Ainsi, trop de conscience nationale devenait le signe d'un « nationalisme bourgeois » qui faisait l'objet d'une vive critique et de mesures de répression dès les années 1920. Le régime oscilla donc entre sa reconnaissance d'une « bonne conscience nationale » et celle d'une « mauvaise conscience nationale ». Les manifestations nationalistes russes, qualifiées de « chau-

35. Igal HALFIN, *From Darkness to Light. Class, Consciousness, and Salvation in Revolutionary Russia*, University of Pittsburgh Press, Pittsburgh, 2000, introduction, p. 28-29.

36. Amir WEINER, *Making sense of war. The Second World War and the Fate of the Bolshevik Revolution*, Princeton University Press, Princeton, 2001. Introduction.

37. V. VAGANIAN, *O nacional'noj kul'ture*, Moscou, 1927.

38. L'appareil communiste en Tatarie soutint les vues de Vaganian, cf. le rapport sur la nationalisation des Républiques soviétiques de 1927, GATAGOVA & alii, Rosspen, Moscou, 2005, p. 503-521. Sur l'opposition du parti bolchevique à la politique des nationalités, cf. les travaux de Terry Martin.

vinistes grand-russes », mais surtout ukrainiennes, ouzbèkes, géorgiennes... firent l'objet de répression. Cette dernière s'exerça, comme nous le verrons, non seulement à l'encontre de dirigeants taxés de nationalisme, mais à l'encontre de peuples entiers, dont les qualités nationales furent jugées menaçantes pour le régime dans la seconde moitié des années 1930.

La révélation des identités nationales

Les ethnographes et les statisticiens se donnèrent pour mission de lier les identifications subjectives des individus à leurs identités « objectives ». Ce que l'autodéfinition devait permettre était de « révéler » des identités déjà présentes, que les ethnographes étaient capables d'asserter par leurs études.

Dans le recensement de 1920, la nationalité, entièrement établie par l'interrogé lui-même était définie comme « un groupe de la population réuni par une conscience nationale commune »³⁹. Elle était distinguée de la langue, puisque une question sur le *rodnoj jazyk*, défini comme la langue familiale ou la langue de la mère dans les familles multilingues, était aussi posée⁴⁰. Cet appel à la conscience nationale, à l'autodéfinition était intégré à la méthodologie de la Commission d'études de la composition tribale (KIPS) qui continuait de travailler à son projet de cartographie ethnique du territoire⁴¹. Si les formulaires des registres d'état-civil (sécularisés depuis 1918 et en voie d'uniformisation), détenus par les soviets des députés locaux au sein de l'administration du ZAGS (*otdely zapisi registracii aktov graždanskogo sostojanija*) devaient contenir à partir de 1920 une question sur la nationalité, cette dernière était définie comme celle de la mère jusqu'en 1926. Selon les statisticiens, il fallut attendre 1923 pour qu'un enregistrement régulier de l'état-civil se mit en place pour la partie européenne de l'union. Ailleurs, en particulier en Asie centrale, l'enregistrement de la population resta très déficitaire. À partir de 1926 une question sur la nationalité fut intégrée dans le nouveau formulaire d'état civil, selon le principe de l'auto-identification⁴². Dans les listes courantes de la population utilisées peu à peu, qui comptabilisaient les membres des familles dans les villages et des appartements dans les villes, la nationalité était un des renseignements exigés⁴³. En l'absence d'un papier d'identité unique, jusqu'à l'instauration du passeport intérieur dans les années 1930, différents documents pouvaient servir de marqueurs identitaires, mais ils ne contenaient pas forcément

39. RGAË, f. 1562, op. 2, d. 306, l. 185.

40. *Ibid.*

41. Ob učreždenii Komissii po izučeniju plemennogo sostava naselenija Rossii », *Izvestija Komissii po izučeniju plemennogo sostava naselenija Rossii*, n° 1, Petrograd, 1917, p. 10.

42. Sur le contenu des formulaires des actes d'état-civil, cf. G. G. MELIK'JAN (éd.), *Narodonaselenie. Ėnciklopedičeskij slovar'*, Bol'sčaja Rossijskaja Ėnciklopedija, Moscou, 1994, p. 591. Alain BLUM et Martine MESPOULET, *op. cit.*, p. 276-278.

43. Les listes courantes de la population par appartements ou familles étaient censées énumérer le nombre de personnes, leurs années de naissance, leurs nationalités ou citoyennetés, leurs niveaux d'éducation, leurs occupations, leurs relations au service militaire, leurs capacités de travail, leurs situations familiales. *Bjulleten CSU*, N° 40, 26/1/ 1921. RGAË, f. 1562, op. 1, d. 297, l. 13-15 : protocole de réunion des sections de statistique démographique, d'éducation, militaire et sanitaire, novembre 1922.

d'indication de la nationalité. Dans les questionnaires d'inscription au parti, en revanche, la nationalité était plus systématiquement inscrite.

Les ethnographes présentèrent la découverte par les individus de leur nationalité comme un processus qu'une série de politiques permettrait de mener progressivement à bien. L'ethnographe V. Kun, qui fut taxé de nationalisme à la fin des années 1920⁴⁴, fondait son étude de la composition ethnique du Turkestan sur le critère de l'autodéfinition. Il y voyait le moyen de respecter « le sens aigu de l'appartenance ethnique », « la mémoire de l'origine », et surtout « l'identification politique définissante »⁴⁵. Il soulignait qu'il était indispensable pour le gouvernement de recueillir de telles données car elles reflétaient directement la conscience politique de masse⁴⁶. Concrètement néanmoins, ce fut par une étude du système clanique et de la connaissance des lignées généalogiques qu'il affirma des identités dans les nombreux cas irrésolus. Mais il s'inscrivait dans le projet d'une appropriation des identités nationales, en continuant de questionner la population sur sa nationalité.

Reconnaissant que de nombreuses personnes risquaient d'éprouver des difficultés à désigner leur nationalité, ce problème n'était envisagé que comme un manque de conscience nationale qu'il était nécessaire de révéler : l'identité existait donc bien, même avant cette « révélation » ou ce dévoilement (*vyjavlenie*). Si les identités existaient, la tâche du régime était de les rendre conscientes et effectives. Staline, et après lui les statisticiens ou les publicistes, se félicitaient que de très nombreuses nationalités fussent réapparues depuis la Révolution grâce à la politique du parti. En 1925, Staline notait que « la révolution socialiste n'a pas diminué, mais augmenté le nombre de langues ; car secouant les couches les plus profondes de l'humanité et les poussant sur la scène politique, elle éveille à la vie une série de nouvelles nationalités, autrefois inconnues ou peu connues. Qui aurait pu croire que l'ancienne Russie tsariste renfermait au moins 50 nationalités et groupes ethniques ? Or la Révolution d'Octobre, ayant rompu les vieilles chaînes et mis en avant toute une série de peuples et de peuplades oubliés, leur a donné une vie nouvelle et un nouveau développement⁴⁷ ».

Une grande partie de la population de l'Union avait du mal à se définir en termes nationaux, en particulier dans les campagnes. D'autres qualifications locales, religieuses, claniques étaient bien plus répandues dans les régions frontalières de l'Ukraine, la Biélorussie ou la Russie, ou encore en Asie centrale et dans le Caucase.

Dans le but d'établir la composition ethnique des régions qu'il devait diriger, le directeur de la commission ukrainienne aux minorités nationales, le bolchevique Saulevič, avait ordonné la multiplication d'enquêtes linguistiques, statistiques et ethnographiques. Alors que ces dernières étaient menées selon le critère de la langue, les

44. *Sovetskaja étnografija*, n° 1-2, 1931, p. 32.

45. V. KUN, « K voprosu o statističeskom učete plemennoj grupy v Turkestane », *Vestnik Statistiki*, Kn. XXI, n° 4-6, avril-juin 1926, Moscou, p. 162, 164-165.

46. *Ibid.*, p. 166.

47. Discours du 18 mai 1925 : « Des tâches politiques de l'Université des peuples d'Orient », J. STALINE, *Le Marxisme et la Question nationale et coloniale*, op.cit., p. 237. Au moment du recensement de 1926, les statisticiens utilisèrent la même thématique pour défendre leur longue liste des nationalités, RGAË, f. 1562, op. 336, d. 4, l. 6.

paysans répondaient qu'ils parlaient la langue paysanne, ou la langue simple, ou la langue d'ici ou encore la « langue catholique ». Ces formules contradictoires avaient obligé les administrateurs à trouver la nationalité par d'autres voies : les modes de cultures agricoles, les différences de dialectes.⁴⁸ Les récits des expéditions menées en 1924-1925 dans les régions de Boukhara et de Khorezm par la commission de régionalisation de l'Asie centrale témoignaient des mêmes difficultés. Ces récits faisaient état de la méfiance de la population face aux enquêteurs et de la nécessité, une fois encore, de s'en remettre aux informations fournies par les administrateurs ruraux (*aksakali*). Alors que les dirigeants turkmènes comme les dirigeants ouzbeks estimaient, par exemple, que la tribu Hidjr-Ali et son territoire leur appartenaient, il était difficile d'asserter scientifiquement de leur origine ethnique. Les tentatives de mener un questionnement direct de la population se soldèrent par un échec, la majorité des propriétaires ou bien se soustrayaient à l'enquête, ou bien indiquaient qu'ils appartenaient à la tribu Hidjr-Ali, mais ils ignoraient comment répondre à la question de leur nationalité⁴⁹. Ailleurs dans quelques localités de l'oblast' de Samarkand et de Boukhara, la notion d'Ouzbek était presque absente selon les récits de la commission⁵⁰. Même dans la Russie centrale, selon l'ethnographe V. Cernyšev, dans les milieux populaires « incultes », une partie de la population n'avait pas du tout de conscience nationale (*samosoznanie*). Exprimant de fait son opposition à une différenciation des Russes en Grands-Russes, Biélorusses et Ukrainiens, il concluait que les paysans grands-russes s'estimaient simplement de Vladimir, de Kostroma, de Pskov⁵¹. Les ethnographes notaient dans leurs enquêtes que très souvent les identités locales constituaient l'espace de référence des paysans. La tendance à se définir comme « les locaux » rendait difficile le travail immense d'identification que les Bolcheviques mettaient en place dans le but d'organiser leur politique des nationalités.

Durant la préparation du recensement de 1926, la KIPS reconnut qu'il pouvait apparaître des difficultés quant à la définition de l'appartenance nationale du sujet dans les cas où la conscience nationale était obscurcie ou remplacée par le territoire, le clan, la tribu, la langue et la religion⁵². Les statisticiens comme les ethnographes utilisèrent des correctifs, afin d'obtenir des réponses justes. Dans l'organe statistique de Nijni-Novgorod, il fut recommandé que « dans le cas d'une indication ne correspondant clairement pas à la réalité évidente, il faut inscrire la nationalité évidente. »⁵³ Les circulaires du recensement faisaient ainsi largement part des doutes éprouvés par les administrateurs locaux quant à la bonne compréhension du terme de nationalité. Ainsi au Daghestan,

48. Kate BROWN, *A Biography of No Place. From Ethnic Borderland to Soviet Heartland*, Harvard University Press, London, 2004, p. 38.

49. I. MAGIDOVICH, *Materialy po rajonirovaniju Srednej Azii*, kn. 1, Komissija rajonirovanija Srednej Azii, Tachkent, 1926, p. 8-9.

50. *Ibid.*, p. 12.

51. Archives de l'Académie des sciences russe. Branche de St Pétersbourg, PF ARAN, f. 135, op. 1, d. 11, p. 134-137.

52. PF ARAN, f. 135, op. 1, d. 23, l. 22. L'exigence de distinguer la nationalité de la résidence, de la religion, de la citoyenneté était aussi spécifiée pour le remplissage des formulaires d'état-civil.

53. RGAÉ, f. 1562, op. 336, d. 20.

dans « les instructions complémentaires sur le remplissage du formulaire individuel »⁵⁴, il était spécifié qu'on ne pouvait admettre les notifications comme « montagnard »⁵⁵, « daghestanais » ou « musulman ». Au Turkménistan, le risque d'une absence d'identification des individus était confirmé de manière encore plus explicite : « Souvent, il arrive qu'à la question de la nationalité l'indigène indique comme réponse "musulman", "turc" ou s'appelle du nom de la ville ou du gouvernement d'où il vient, Boukhara, Khiva, Andijan. Mais musulman signifie la foi et non la nationalité, Turc inclut quelques nationalités non turques comme les Tadjiks, les Iraniens, les Perses, les Kalmyks et autres et ne convient pas, car un Turc, c'est-à-dire celui qui parle dans un dialecte turc peut s'appeler Turkmène, Kirghize, Ouzbek. Pour cela, les instructions donnent une énumération détaillée des nationalités vivant sur le territoire du Turkestan⁵⁶. » Les organes statistiques de Novgorod, de la Votskaja oblast', du Caucase⁵⁷... fournissaient aussi, pour aider les recenseurs, la liste des nationalités présentes dans leur territoire. En Bachkirie, un interrogatoire supplémentaire semblait indispensable dans le cas d'une divergence entre la réponse de l'interrogé et les réponses des membres du même village⁵⁸.

Des tableaux généalogiques des tribus turkmènes, divisés en deux parties, « généalogies légendaires » et « groupes véritablement soumis à la tribu étudiée », avaient été mis au point et utilisés pour recomposer la nationalité⁵⁹. Il en avait été de même pour les tribus kazakhes. La direction statistique de la région d'Extrême-Orient expliquait que « pour préciser les indications de la population sur la nationalité, il faut, lors de l'interrogation des indigènes (*tuzemnye*), poser une question supplémentaire sur le clan et la tribu, en inscrivant la réponse à la même ligne⁶⁰ ». Ainsi dans les régions où les identifications claniques, locales étaient les plus courantes, les recenseurs étaient encouragés à aiguiller, voire à corriger les interrogés.

Territoires ethniques

La territorialisation des nationalités

Le gouvernement soviétique reconnut le droit à l'autodétermination des Républiques soviétiques. Elles pouvaient former des nations soviétiques avec des territoires définis et jouissant constitutionnellement du droit de se séparer de l'Union. Dès 1918, la première

54. *Ibid.*

55. Le terme *gorcy* désignait traditionnellement toute une série de peuples du Caucase. On note ici la survivance des termes plus anciens, comme celui d'*inorodcy*. Le qualificatif de *gorcy* sera encore utilisé dans les tableaux généraux.

56. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 41, l. 154.

57. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 20.

58. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 23, l. 92.

59. Juliette CADIOT, « Les relations entre le centre et les régions en URSS à travers les débats sur les nationalités dans le recensement de 1926 », *Cahiers du Monde russe*, 38 (4), octobre-décembre 1997, p. 615-616.

60. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 23.

constitution des soviets affirmait que les régions se « distinguant par une mode de vie particulier (*byt*) et une composition nationale » pouvaient former des unités autonomes⁶¹. Dès lors il fallut tracer les limites entre les Républiques. Leurs frontières devaient en principe correspondre à la composition nationale des populations. Les statisticiens et ethnographes se proposaient d'établir ces justes frontières⁶². En 1920, il avait été précisé que l'exploitation des données sur la composition nationale du recensement devait « répondre aux besoins pratiques du gouvernement et de la vie nationale, comme la délimitation des frontières (*razgraničenie*) des Républiques unies⁶³ ». Il en fut de même pour le recensement de 1926, visant cette fois le dessin à une échelle plus petite des régions attribuées aux minorités ethniques (*rajonirovanie*). Au sein de l'Académie des sciences finalement préservée, la KIPS multipliait les enquêtes visant à représenter, dénombrer, cartographier ces unités territoriales plus ou moins homogènes sur le plan ethnique.

Dans ses méthodes comme dans ses cadres, la KIPS s'inscrivait en continuité avec la période pré-révolutionnaire⁶⁴. Elle offrait une conception globale de la nationalité, comme groupe anthropologique, possédant une langue, un mode de vie et un territoire. Selon les chercheurs et les régions, différents critères, la langue, la religion, les particularités du mode de vie (*byt*), la conscience nationale, les particularités de type physique (les données anthropologiques) étaient combinés pour dessiner les contours des nationalités et de leurs territoires⁶⁵. Les données sur la langue et sur la religion du recensement de 1897, les listes de localités du CSK ou des zemstva, et surtout les chiffres des recensements agricoles de 1916 et de 1917, étaient réunis auprès des administrations locales, dans les dépôts d'archives. Dans les questions techniques touchant la cartographie, la commission demanda l'aide de la section cartographique de la direction générale de l'État-Major, puis elle collabora avec le commissariat aux Affaires intérieures (NKVD). Son travail ne se limitait pas aux frontières extérieures, mais se concentrait sur l'ensemble du territoire.

Le linguiste Karskij qui avait multiplié avant la révolution des enquêtes linguistiques et ethnographiques destinées à définir les contours d'un ensemble biélorusse, publia son travail et proposa la cartographie de la nouvelle République biélorusse⁶⁶. De 1917 à 1920, les membres de la KIPS allèrent dans les localités pour recueillir des

61. *Konstitucija (osnovnoj zakon)* SSSR, Izd.vo Jurid-lit-ry, Moscou, 1960, p. 145.

62. Francine HIRSCH, *Empire of Nations. Ethnographic Knowledge and the Making of the Soviet Union*, Cornell University Press, Ithaca, 2005, chap. 2 et 5.

63. RGAË, f. 1562, op. 1, d. 161, l. 19.

64. En 1917, la commission se composait de 18 membres, dont tous les ethnographes importants dans les débats des années 1910 (F. K. Volkov, N. M. Mogiljanskij, L. Ja. Šternberg, S. F. Patkanov, V. V. Bartol'd, D. A. Zolotarev, S. I. Rudenko..., cf. « Ob učreždenii Komissii po izučeniju plemennogo sostava naselenija Rossii », *Izvestija Komissii po izučeniju plemennogo sostava naselenija Rossii*, n° 1, Pétrograd, 1917, p. 12. Au début de l'année 1920, la commission avait doublé (36 membres), elle s'était en particulier agrandie grâce à la participation d'ethnographes importants de Moscou comme A. N. Maksimov, D. N. Anučin, V. V. Bogdanov..., *ibid.*, p. 320-321.

65. « Ob učreždenii Komissii po izučeniju plemennogo sostava naselenija Rossii », *op. cit.*, p. 10.

66. E. F. KARSKIJ, « Ėtnografičeskaja karta belorusskago plemeni », *Trudy Komissii po izučeniju plemennogo sostava naselenija Rossii*, n° 2, 1917, Jeremy SMITH, *op. cit.*, p. 71.

données. Ainsi en 1918, Rudenko se rendit en Ukraine⁶⁷, en mars et avril 1919, il partit en mission dans les gouvernements de l'Oural, où il travailla avec les commissions de délimitation des frontières (*kommissija po razmeževaniju*) de Perm et d'Orenbourg⁶⁸. Il s'adressa aux commissaires du gouvernement et des affaires nationales pour obtenir l'argent nécessaire à ses recherches sur la composition ethnique⁶⁹. D. A. Zolotarev fut pour sa part envoyé dans les régions d'Arkhangelsk, de Tver, de Iaroslav, de Kostroma et de Bologod⁷⁰. Ses enquêtes témoignaient de cette tendance, manifeste depuis la fin du XIX^e siècle, à affiner la connaissance précise de la composition ethnique, une connaissance exhaustive, minutieuse, critique, inventoriant chaque village et chacun de ses habitants en fonction de leur ethnicité. Dans le gouvernement de Iaroslav, il mena une enquête pour vérifier l'existence dans l'uezd de Mologa de huit villages caréliens, signalés dans les travaux de Keppen en 1842, mais dont aucun enregistrement n'avait eu lieu depuis. Il se rendit dans tous les villages et il observa qu'il arrivait à la vieille génération de « caréler » (*kareljat*), mais que dans la vie courante, la langue carélienne n'était pas utilisée. Il en conclut que seule une recherche anthropologique et ethnologique détaillée pourrait révéler certains traits conservés par les Caréliens, faisant mention de traits finno-ougriens du visage, en particulier chez les femmes⁷¹. Sa recherche ne constitue qu'un exemple de l'influence de l'anthropologie physique dans ces études des années 1920 visant à assigner des identités ethnographiques objectives. I. I. Zarubin fut envoyé dès août 1918 au Turkestan pour récupérer les données du recensement de 1917 et dresser la liste des localités avec l'indication du nombre d'habitants selon leur nationalité, ainsi que le nombre de personnes dont la nationalité était inconnue. Il n'arriva à Tachkent qu'au mois de janvier 1919 et, dépourvu de ressources, il s'adressa au Présidium du Congrès extraordinaire des députés des soldats et des travailleurs du Turkestan qui lui fournit les fonds nécessaires⁷². Les travaux de Zarubin eurent un important retentissement dans cette région où la délimitation nationale anima au milieu des années 1920 l'essentiel des discussions des dirigeants communistes locaux, réunis au sein du bureau de l'Asie centrale.

La délimitation des frontières intérieures et nationales

Le recours aux données statistiques, à l'autorité d'une science objective, devait idéalement permettre d'établir le consensus dans les querelles frontalières. Le commissariat du peuple aux Nationalités (*Narkomnac*), dirigé par Staline et chargé de la question nationale pour l'ensemble du territoire, encouragea le respect de la composition ethnique pour redéfinir les frontières administratives. Dans son périodique, dès 1919,

67. « Ob učreždenii Komissii po izučeniju plemennogo sostava naselenija Rossii », *op. cit.*, p. 11.

68. *Ibid.*, p. 13 et 15.

69. *Ibid.*, p. 14.

70. *Ibid.*, p. 9.

71. Rossijskaja Akademija NAUK, *Otčet Komissii po izučeniju plemennogo sostava naselenija Rossii za 1919 god*, Petrograd, 1920, p. 308-311.

72. *Ibid.*, p. 304-307.

A. Ul'janinskij concluait que les chiffres, objectifs, étaient supérieurs aux discours et qu'ils devaient servir à fonder la territorialisation à la soviétique⁷³.

En pratique, l'analyse des discussions et des prises de décisions sur le dessin des frontières montre que ces dernières se fondèrent essentiellement sur une série de compromis entre les instances communistes des différentes Républiques. Le principe national constituait une variable possible, mais se heurtait non seulement à la complexité des structures ethniques sur le terrain, mais aux nombreux autres facteurs – relevant tant de l'économie que des rapports des forces politiques locales – à intégrer pour décider de la juste frontière.

Une querelle avait agité les instances gouvernementales et la presse en 1921. Elle avait opposé deux formes de réorganisation des frontières intérieures de la Fédération, une répondant à l'impératif de rationalisation économique et l'autre respectant la composition ethnique des territoires. Si le principe économique devait être posé au fondement de la régionalisation, cette dernière devait aussi bénéficier au développement de toutes les nationalités « en fonction des particularités de leur mode de vie (*byt*), de leur culture et de leur situation économique⁷⁴ ». Les instances dirigeantes lièrent le respect du principe de l'autodétermination nationale à l'impératif de développement économique, en prêtant aux nationalités, des personnalités économiques particulières. Dans ses consultations avec le gouvernement, l'ethnographe Jakovlev expliquait que chaque nationalité (*narodnost'*) présentait en soi quelque chose d'original, d'individuel par son niveau économique, social et culturel. « Grâce à la compétence du gouvernement, la physionomie ethnologique singulière de chaque nationalité, l'harmonie inconnue peut être portée à l'idéal (...). Chaque nationalité, même les plus arriérées, apporte son obole aux activités productives du pays⁷⁵. »

Dans les faits, une série de négociations et de conflits ponctuèrent les années 1920. Les dirigeants des régions nationales autonomes réclamèrent le contrôle de telle terre, de tel massif forestier, d'un cours d'eau, arguant que pour fonctionner dans le cadre d'une autonomie régionale, elles devaient disposer d'un territoire cohérent et économiquement auto-suffisant. Au Tatarstan, le critère économique, plus que l'ethnique fut utilisé pour réclamer un élargissement du territoire⁷⁶. Les autorités tchouvaches exigèrent de disposer des massifs forestiers des rives de la Volga. Reconnaisant que ces terres étaient peuplées à majorité de Maris, elles exigèrent le rattachement des surfaces forestières, car c'était à leurs yeux une question « de vie et de mort » économique pour la région. Dans leur besoin de s'approprier les ressources énergétiques indispensables à leur développement, les dirigeants tchouvaches rappelaient que l'autonomie régionale devait d'abord être économique, et non « académiquement » fondée sur le seul respect de la composition nationale⁷⁷.

73. A. UL'JANINSKIJ, « Neskol'ko slov o statistike po nacional'nomu voprosu », *Žizn' nacional'nostej*, n° 16 (24), 4 mai 1919, p. 1.

74. Francine HIRSCH, *op. cit.*, chap. 2, p. 62-98 I. G. Aleksandrov, *Èkonomičeskoe rajonirovanie Rossii*, Moscou, 1921, p.47.

75. GARF, f. P. 1318, op. 1, d. 1473 (1), l. 52.

76. *Kazan- centr Vol'ško- Kamskoj oblasti*, Kazan, 1923.

77. L. S. GATAGOVA, L. P. KOŠELEVA, L. A. ROGOVAJA, *CK RKP(b)-VKP(b) i nacional'nyj vopros*, vol. 1, Rosspen, Moscou, 2005.

Ainsi, ils opposaient l'idée de la formation d'une nation économiquement autonome et viable, pourvu de ressources et fonctionnant comme un État territorial, au principe de l'homogénéité ethnique.

Le gouvernement d'Irkoutsk, pour sa part, défendit son caractère russe et appela le centre à intervenir en faveur de sa demande de révision des frontières. Dans le *Oekskij volost'*, les Russes paupérisés avaient annoncé qu'ils allaient se saisir des terres voisines, appartenant à la République bouriatio-mongole. Les terrains « non cultivés » par les nomades bouriates leur paraissaient devoir leur revenir de droit. Leurs difficultés agraires les avaient menés à la « haine des Bouriates et de la politique nationale du pouvoir bolchevique⁷⁸ ». La redéfinition des frontières était directement liée à l'accès à la propriété foncière. Le long des anciennes limites de la colonisation russe, dans un contexte de fortes tensions ethniques, les conflits étaient nombreux et s'envenimaient facilement⁷⁹. Dans le district de Djetyssy, dans l'ancien gouvernement de Sémirétchié, les Kirghizes (Kazakhs) avaient multiplié en 1920-1921, les actions de récupération des terres à l'encontre des Russes et des Ukrainiens, en incendiant leurs champs et en expulsant les « anciens colons ». Les violences ethniques se multiplièrent dans la région au cours des années 1920⁸⁰.

En Bachkirie, les paysans russes se plaignaient que les Bachkirs leur louaient et relouaient les mêmes terrains, les rackettaient et les poussaient à la pauvreté. D'après un rapport de la police politique, ces comportements auraient poussé les paysans russes à haïr les Bachkirs. Les meurtres et échauffourées étaient devenus monnaie courante⁸¹.

Dans ce climat, les données recueillies par les statisticiens et les ethnographes entraînaient des batailles de chiffres, plutôt que le consensus⁸². En 1924, quand les dirigeants ukrainiens demandèrent que soient rattachées à leur République les provinces de Koursk et de Voronej – appartenant à la RSFSR – ils présentèrent en guise d'arguments les données linguistiques d'un recensement partiel mené de 1921. Ils espéraient prouver ainsi que ces territoires étaient ukrainophones, donc ukrainiens. La direction statistique (CSU) expertisa ces documents et conclut pour sa part qu'ils n'étaient pas valables car la nationalité y était définie non par la conscience d'appartenance, mais par la langue⁸³.

En 1924 une commission territoriale avait été créée pour décider de la délimitation des frontières nationales de l'Asie centrale, elle réunissait leurs diverses directions communistes qui produisaient de multiples données. Une querelle de chiffres opposa les représentants kirghizes (kazakhs) aux Ouzbeks. Le représentant du parti kirghize demandait que pour la délimitation des frontières, les matériaux des recensements pré-révolutionnaires fussent utilisés. Il faisait remarquer que, lors des recensements plus récents, les Kirghizes avaient eu tendance à se déclarer Ouzbeks dans l'espoir de conserver leurs

78. *Ibid.*, p. 392-393.

79. Terry Martin liste les régions où les instances nationales entreprirent une politique de décolonisation à l'encontre des colons slaves arrivés récemment dans la région, en leur interdisant l'accès à la terre redistribuée aux nationaux : le Kazakhstan, la Kirghizie, la Bouriatie-Mongolie, la Bachkirie, et le Caucase du nord. Terry MARTIN, *op. cit.*, p. 57.

80. L. S. GATAGOVA, L. P. KOŠELEVA, L. P. ROGOVAJA, *op. cit.*, p. 284-285.

81. *Ibid.*, p. 311-315.

82. Francine HIRSCH, *op. cit.*, p. 145-186.

83. *Ibid.*, p. 158.

terres. En effet, les Ouzbeks, sédentaires, avaient eu leurs droits de propriété reconnus par le gouvernement, ce qui n'avait pas été le cas pour les Kirghizes nomades⁸⁴.

Tout au cours des années 1920, le dessin administratif des territoires nationaux ne cessa d'évoluer. Le centre à son plus haut niveau, au sein du Comité central et du Politburo, avait le pouvoir de trancher quand les partis en présence ne trouvaient pas d'accord. Il était à l'écoute des arguments des uns et des autres et fondait ses décisions dans un souci d'ordre public, ségrégant les communautés ou hiérarchisant les demandes des Républiques dans le but de privilégier celles qui leur paraissaient les plus porteuses de modernité ou de loyauté au régime. Cette approche pragmatique a été interprétée par une partie de l'historiographie contemporaine comme la preuve que la direction bolchevique ne cherchait pas à « diviser pour mieux régner », pour reprendre une rhétorique classique des études des années 1960 sur la politique nationale soviétique⁸⁵. Or il apparaît néanmoins que dès le début des années 1920 les leaders soviétiques se méfiaient du nationalisme, du manque de discipline de certaines régions et de leurs directions communistes. Le remodelage des limites administratives dans le but de défaire une unité nationale vue comme potentiellement dangereuse, faisait bel et bien parti de l'arsenal utilisé par la direction bolchevique pour asseoir son pouvoir, notamment dans le Nord Caucase⁸⁶.

Indifférenciés nationalement au moment de la prise de pouvoir communiste, les territoires du Turkestan et des Républiques de Khorezm et de Boukhara furent progressivement divisés en Républiques d'Ouzbékistan, du Turkménistan, du Kazakhstan puis du Tadjikistan et de Kirghizie, ainsi que la région autonome Karakalpak. Comme le montre Arne Haugen, la délimitation des frontières en Asie centrale s'explique par une série de compromis fondés sur une variété de motivations, depuis la demande de rattachement à une unité nationale de telle tribu avec ses terres pour des raisons de généalogie, de langue, de culture à celle d'une maîtrise des réseaux d'irrigation ou encore à la nécessité de se pourvoir d'un centre urbain. Les critères de sédentarité, de langue, de religion, d'origine, se mêlaient à la rationalisation administrative et aux exigences d'un aménagement du territoire devant idéalement permettre aux différentes unités fondées d'être énergiquement et économiquement autonomes⁸⁷.

L'idée d'une recomposition administrative en rupture significative avec le régime tsariste marquait le caractère révolutionnaire du projet bolchevique et rejoignait la réflexion des géographes, économistes ou statisticiens, soucieux de promouvoir une division rationnelle du territoire⁸⁸. Cette volonté d'inscrire le changement historique

84. Archives d'histoire sociale et politique de l'État de Russie : RGASPI, Fonds du bureau d'Asie centrale du CK VKP (b), f. 62, op. 2, d. 106, l. 90.

85. Cf. notamment Francine HIRSCH, « Towards an Empire of Nations : Borders Making and the Formation of Soviet National Identities », *The Russian Review*, 59, avril 2000, p. 201-225.

86. Cf. par exemple, la lettre de Staline refusant en 1925 de réunir dans un même ensemble les Ossètes du Sud et ceux du Nord, Gatajova, LS – (not so).

87. Arne HAUGEN, *op. cit.*, 2003.

88. K. D. Egorov citait différents travaux de géographie qui envisageaient une recomposition administrative et territoriale fondée sur la géographie et l'économie, K. D. EGOROV, *Rajonirovanie SSSR : Sbornik materialov po rajonirovaniju s 1917 po 1925*, Gosplan SSR, Moscou, 1926. Il citait notamment celui de V. P. Semenov

dans le territoire est constitutive du projet révolutionnaire, permettant aussi bien de casser des réseaux locaux de pouvoir, que de créer de nouvelles représentations politiques⁸⁹. Si, dans la France révolutionnaire, le principe de la construction d'un espace abstrait, mathématique, par l'organisation des départements, devait permettre l'implantation de l'égalité civique, en Union soviétique, ce fut le projet de modernisation économique du pays qui prédisposait à la réforme. Lorsque la question de la restructuration administrative du territoire a été pour la première fois posée au VII^e congrès des soviets en 1919, il avait été fait référence à l'aspect asystématique et chaotique du système tsariste⁹⁰. Pour paraphraser Kamenev, les gouvernements avaient été divisés non pas selon les intérêts des gens, mais selon ceux des gouverneurs⁹¹. Dans le cadre de la réalité socialiste, la régionalisation devait se fonder sur la rationalité, économique et politique.

Une protection territoriale des minorités nationales

Les redélimitations territoriales furent entreprises au niveau local non seulement entre les Républiques mais à l'intérieur de ces dernières dans le but d'établir pour l'ensemble de l'Union une même structure administrative, à trois degrés – le soviet de village, le *rajon* et l'*okrug*⁹². Chaque *okrug* et *rajon* devaient se présenter comme un organisme économique autonome et une unité administrative. En outre, ils ne devaient pas « aller contre le développement des particularités nationales culturelles des nationalités⁹³ ». Au sein même de cette nouvelle hiérarchisation, le principe de l'autonomie nationale fut aussi appliqué : une masse compacte d'habitants d'une même nationalité, différente de la population des alentours, était en droit de former un territoire national quelque soit son échelle.

Le principe des nationalités et de leur territorialisation devait aussi s'appliquer à une micro-échelle. Au sein d'une République des minorités nationales dispersées pouvaient constituer des enclaves de la taille d'un canton ou d'un village. En Ukraine, et à partir de 1925 dans l'ensemble de l'Union, des « soviets nationaux » furent organisés. Les membres d'un village, ayant une population formée majoritairement d'une nationalité différente de celle de la région où ils se trouvaient, étaient en droit de se constituer en

(Suite de la note 89, page 135).

Tjan-Šanskij, *Torgovlija i promyšlennost' Evropejskoj Rossii po rajonom*, izdanie Ministerstva Torgovli i promyšlennosti, St-Petersbourg, 1911. Le fils de P. P. Semenov, déjà actif défenseur d'une répartition zonale des ressources naturelles, participa au sein de la Société de géographie et de l'Académie des sciences au débat sur la *rajonirovanie* à l'époque soviétique, Egorov cite aussi les travaux de A. A. Kaufman, *ibid.*, p. 28-35.

90. M. N. BOURGUET, *Déchiffrer la France : la statistique départementale à l'époque napoléonienne*, Éditions des archives contemporaines, Paris, 1988.

90. K. D. EGOROV, *op. cit.*, p. 15-18.

91. *Ibid.*, p. 18.

92. Passage d'un système à quatre degrés administratifs (le soviet, le *volost'*, l'*uezd*, le gouvernement) à un système à trois degrés (soviet, *rajon*, *okrug*). Ce fut au IX^e Congrès des soviets de décembre 1921 que fut décidée une réduction des unités administratives. Elle commença à s'organiser en 1923. Cf. K. D. EGOROV, *ibid.*, p. 50.

93. Lettre de Ter-Gabrieljan, L. S. GATAGOVA, p. 432-436.

« soviets nationaux ». Il ne s'agissait plus alors de définir les limites d'une République devant fonctionner comme un micro-État-Nation, mais de préserver en son sein l'existence d'une multiethnicité. La territorialisation fut aussi le moyen choisi par le régime pour garantir aux minorités nationales leurs droits culturels et linguistiques⁹⁴. Au sein des « soviets nationaux », les habitants utilisaient leur langue dans l'administration, la justice et l'éducation. Dès 1926, en Ukraine, plus de 300 villages nationaux avaient été créés où l'on parlait l'allemand, le yiddish, le tchèque, le grec ou le bulgare... Sur le terrain, la formation de ces localités ethniquement homogènes, reproduisait non seulement une composition préexistante, mais donna lieu à des migrations spontanées au sein d'une population peu stabilisée après la guerre.

Le lien entre la politique linguistique et la création d'entités administratives territoriales, définissant les contours de la diffusion d'une langue et de son écriture, était constitutif du projet d'intégration soviétique fondé sur la reconnaissance des droits des nationalités et sur l'alphabétisation.

Dans les années 1920, les instances dirigeantes soviétiques exigeaient des rapports pour juger des avancées de la politique des nationalités⁹⁵. En 1929, notamment, la Commission de contrôle du parti communiste entreprit une série d'enquêtes dans les Républiques pour savoir si les décisions prises en 1923 sur la politique des nationalités étaient bien appliquées. Les membres de la commission donnèrent à cette occasion des conseils visant à la protection du droit des minorités par l'institutionnalisation de micro-territoires nationaux. Dans le Caucase, malgré les réticences du parti communiste géorgien, les représentants de Moscou sont intervenus en faveur de la création de soviets nationaux dans les régions peuplées de manière continue de Mingréliens, afin que l'activité y fût menée en mingrélien⁹⁶. Le parti communiste géorgien avait reconnu l'existence d'un dialecte, puis d'une langue mingrélienne peu de temps avant l'arrivée des émissaires de la commission de contrôle. Sur place, ces derniers insistèrent sur la nécessité d'organiser des districts mingréliens et obtinrent leur création⁹⁷.

En Ukraine, en 1925, une région autonome polonaise fut instaurée dans la zone pauvre et reculée de Marchlevsk, où l'on parlait pourtant à peine le polonais. Elle offrait ainsi à l'étranger une image favorable de l'URSS et de sa politique des nationalités⁹⁸. La présence en Ukraine de Polonais, de Tchécoslovaques, de Roumains, de Bulgares, de juifs, etc. permettait de mener une propagande active vis-à-vis de l'étranger, où les minorités nationales n'étaient pas toujours bien traitées. Ce fut d'ailleurs pour répondre à la politique des bolcheviques, que dans la nouvelle Pologne gouvernée depuis 1926

94. L. S. GATAGOVA, Terry MARTIN, *op. cit.*, p. 31-74.

95. *CK RKP(b)-VKP(b) i nacional'nyj vopros*, p. 355-359, p. 503-521, p. 648-653.

96. GARF, f. 374, op. a 27 c, d. 1700, l. 80.

97. « La paysannerie mingrélienne ne comprenait pas la langue géorgienne et comme toutes les institutions l'utilisaient, cela créait automatiquement l'éloignement des masses travailleuses. » Lorsqu'ils arrivèrent dans l'*uezd* de Zugdidi, on dit aux représentants de la commission « que la population ne comprend pas les circulaires et les journaux en langue géorgienne, qu'il n'y a même pas de programme du Parti et d'abécédaires politiques (*politgramota*) en mingrélien, sans parler des écoles et de la liquidation de l'analphabétisme », GARF, f. 374, op. a 27 c, d. 1700, l. 78-79.

98. Kate BROWN, *op. cit.*, sur la fondation de Marchel'vsk, p. 18-47.

par Pilsudski, une série de mesures visant le respect des droits culturels des Ukrainiens de Pologne fut momentanément prise. Les droits culturels, la représentation des Ukrainiens dans le gouvernement polonais devaient convaincre les Ukrainiens soviétiques qu'il faisait bon de vivre dans la Pologne voisine⁹⁹.

Cette création à plusieurs échelles d'enclaves nationales entraîna un mouvement exceptionnel de définition et de redéfinition des territoires selon des démarcations ethniques. La recherche d'une adéquation entre le dessin administratif et la carte des nationalités, la volonté de régler la question des nationalités par le principe territorial se manifesta notamment dans les tentatives de pourvoir les juifs d'un territoire. Staline se prononça pour la création d'une République nationale juive, envisageant de faire migrer un grand nombre de juifs dans la région choisie¹⁰⁰. Si le plan de 1926 de création d'un tel ensemble en Crimée¹⁰¹ échoua, une République autonome juive fut bel et bien formée en 1934, au Birobidjan, en Extrême-Orient soviétique.

Même dans le cas des populations encore peu habituées à se penser en fonction de leur nationalité, ces changements impliquaient une mobilisation sans précédent des identifications nationales. En Asie centrale, traditionnellement décrite comme la région où l'idée nationale était la moins diffusée au moment de la Révolution¹⁰², des pétitions venues des villages témoignent de la compréhension rapide non seulement par les élites communistes, mais par les villageois de ce que l'institutionnalisation des nationalités par le régime soviétique leur permettait de réclamer¹⁰³. Ainsi, en particulier dans les zones de frontières entre les régions et les Républiques, les habitants d'un village demandaient d'être rattachés à tel territoire administratif, non seulement pour des raisons économiques, mais parce qu'ils voulaient rejoindre l'ensemble national ouzbek ou turkmène. Ces pétitions prouvent la capacité très rapide de la société de redéfinir ses exigences politiques en fonction des identités nouvelles, promues par le régime¹⁰⁴.

« Rapprocher le pouvoir des masses »

Afin d'approcher, de contrôler et de diriger des territoires et des populations qui leur échappaient, les Bolcheviques décidèrent d'appliquer certains principes et pratiques de gouvernement que des savants et des partisans du droit des nationalités avaient envisagés à la fin de la période impériale. Les langues vernaculaires, dotées d'écritures et de

99. Timothy SNYDER, *Polish Counterintelligence in Soviet Ukraine*, Paper. Borderlands seminar, 10 octobre 2004, Brown University.

100. L. S. GATAGOVA, *CK RKP(b)-VKP(b) i nacional'nyj vopros*, *op. cit.* p. 461.

101. Sur les plans de construction d'une République juive en Crimée, L. S. GATAGOVA, *op. cit.*, p. 376-378, p. 394-409.

102. Olivier Roy, *La Nouvelle Asie centrale, ou la Fabrication des nations*, Éditions du Seuil, Paris, 1997.

103. Francine HIRSCH, « Towards an Empire of Nations. Border-Making and the Formation of Soviet National Identities », *op. cit.*, p. 201-25, Arne HAUGEN, *op. cit.*, p. 192-193.

104. Rogers BRUBAKER, *Nationalism Reframed. Nationhood and the National Question in the New Europe*, Cambridge University Press, Cambridge, 1996, chapitre 1.

grammaires, furent institutionnalisées et leur usage fut protégé par la loi¹⁰⁵. Parallèlement, dans un souci de bonne administration et parce qu'il s'agissait de donner au pouvoir un visage familial, local et national, une politique des cadres privilégia l'embauche de fonctionnaires locaux. Les résolutions du parti de 1923 réaffirmaient que les organes des Républiques et des régions nationales seraient composés de locaux (*mestnye ljudi*), connaissant la langue, le mode de vie (*byt*), les mœurs et les coutumes des peuples¹⁰⁶.

La volonté de rompre avec la politique de russification explique la protection des droits linguistiques. Mais les Bolcheviques entendaient aussi étendre leur propagande politique par l'utilisation des langues vernaculaires. Dès 1919, le parti rappelait à ses branches régionales qu'il fallait publier des tracts et faire parler les agitateurs bolcheviques dans les langues des populations¹⁰⁷. Les langues vernaculaires étaient devenues des langues de gouvernement, de culture et d'enseignement¹⁰⁸. Les décrets du XII^e Congrès du Parti de 1923 précisaient que dans chaque territoire la langue de la nationalité titulaire serait la langue d'État. Rapidement, un enseignement dans les langues nationales se mit en place. Au préalable, les savants créèrent des écritures pour les langues orales qui n'en étaient pas pourvues. L'éducation, la correspondance judiciaire et administrative, mais aussi la presse, les signalétiques dans les rues et dans les chemins de fer, ou les affiches de cinéma devaient refléter la langue que les gens parlaient.

Les nouvelles nations soviétiques furent ainsi pourvues d'une langue nationale, dont le statut était protégé. Mais la langue était plus qu'un symbole national, elle était un instrument permettant aux Bolcheviques d'accéder aux esprits des Soviétiques. Par l'utilisation des langues vernaculaires, les dirigeants entendaient à la fois « améliorer le service économique et culturel » et « engager les masses travailleuses dans la construction socialiste¹⁰⁹ ». La centaine de langues parlées en URSS était susceptible d'être utilisée aussi bien dans les familles, que dans les salles de classes, dans les cellules du parti, dans les commissions agraires, dans les syndicats, dans les cours de justice¹¹⁰.

Les émissaires de la commission de contrôle du Parti, qui, comme nous l'avons vu, enquêtaient en 1929 sur la politique des nationalités, se rendirent en Tchouvachie. Ils insistèrent à plusieurs reprises sur la nécessité pour le Parti et le gouvernement de se faire comprendre. Dans l'oblast' autonome de Votsk, à propos de la population tatare, les membres de la commission exigèrent la rédaction des journaux et de la littérature « pour les masses dans un parler compréhensible par elles¹¹¹ ». À cet effet, ils préconisèrent la création de soviets nationaux tatars. Les exigences de la politique linguistique

105. Michael G. SMITH, *Language and Power in the Creation of USSR. 1923-1953*, Mouton de Gruyter, Berlin-New York, 1998.

106. *Kommunističeskaja partija Sovetskogo Sojuza v rezoljucijah i rešenijah s'ezdov, konferencii i plenumov CK*, t. 3 : "1922-1925", Politizdat, Moscou, 1984, p. 86.

107. L. S. GATAGOVA *et alii*, p. 29-30.

108. Avant la conquête bolchevique, les langues géorgienne et arménienne étaient déjà devenues des langues d'État.

109. GARF, f. 374, op. a 27 c, d. 1705, l. 52.

110. Adrienne Lynn EDGAR, *The Creation of Soviet Turkmenistan. 1924-1938*, PhD Dissertation, University of California-Berkeley, 1999, p. 344.

111. GARF, f. 374, op. a 27 c, d. 1705, l. 105.

renvoyaient à la territorialisation des nationalités. Dans la province des Maris, la différence de dialecte entre les Maris des plaines et ceux des montagnes conduisit les représentants de la Commission de contrôle du Parti à envisager l'instauration de deux soviets pour les Maris des montagnes (une population de 50 000 personnes)¹¹². Ils expliquaient que jusqu'ici les documents, édités en « langue des Maris des plaines », envoyés dans l'oblast' des Maris, n'étaient pas compris par les habitants des montagnes.

À cette territorialisation des langues dans les Républiques, régions et soviets nationaux s'ajoutait aussi un droit personnel à l'usage de la langue. Depuis la fin du XIX^e siècle les principes territorial et personnel des droits linguistiques avaient été opposés, notamment dans le cadre de la critique de la nationalité extra-territoriale par les Bolcheviques. Dans le cas soviétique, la territorialisation se mêlait aux droits des personnes de communiquer avec les instances centrales dans leur langue¹¹³. En 1925, le Comité central du parti communiste avait demandé que les documents envoyés aux organes gouvernementaux soient désormais écrits en russe ou dotés d'une traduction russe. Staline s'y opposa fermement, rappelant que cette décision était illégale, le droit de parler sa langue étant protégé par la Constitution. Il réaffirma le principe absolu, défendu par les autonomistes de la fin de l'Empire – la population pouvait s'exprimer dans la langue de son choix – et appela à la formation d'un corps de traducteurs¹¹⁴.

Cette volonté de promouvoir les langues locales s'inscrivait dans le projet culturel des campagnes visant à l'alphabétisation de la population soviétique dans des langues standardisées. Des mesures étaient prises pour simplifier l'écriture, l'orthographe et la grammaire des langues déjà pourvues d'une tradition écrite. Le russe fit lui aussi l'objet d'une simplification orthographique et grammaticale.

L'alphabétisation dans les langues locales se trouva néanmoins hautement problématique. En Asie centrale, l'absence d'instituteurs et de lettrés, le manque de moyens et la réticence des habitants à envoyer leurs enfants dans les nouvelles écoles soviétiques, limitèrent fortement les progrès de l'alphabétisation. Dans le Caucase, la multiplicité des langues, les difficultés propres à leur standardisation et encore une fois le manque de moyens, provoquèrent l'anxiété des pouvoirs locaux : à la fin de l'année 1924, seules huit écoles fonctionnaient à grand peine en Ingouchie¹¹⁵.

112. *Ibid.*, l. 50. Dans le rapport afférent, on indiquait qu'en ce qui concernait la langue « la différence s'exprime dans une diversité de dialectes qui a conduit à une différenciation presque aussi importante que celle existant entre le russe et le biélorusse ou le russe et l'ukrainien. De très nombreux mots des Maris des plaines sont totalement incompréhensibles aux Maris des montagnes, les paysans des montagnes et des plaines ne se rencontrent pratiquement pas, ne se comprennent pas et la plupart du temps préfèrent un dialogue dans la langue russe, plutôt que dans leur *rodnoj jazyk* ». Puis le rapport notait que jusqu'en 1927, on avait eu tendance à choisir la langue des plaines, ainsi de 1922 à 1925 environ, les envois massifs de littérature par les institutions de l'*oblast'* (manuels scolaires, formulaires...) s'étaient fait dans cette langue, qui n'était pas comprise par les Maris des montagnes, GARF, f. 374, op. a 27 c, d. 1705, ll. 49-50.

113. Michael G. SMITH, *Language and Power in the Creation of USSR. 1923-1953*, Mouton de Gruyter, Berlin-New York, 1998.

114. L. S. GATAGOVA, *op. cit.*, p. 351.

115. *Ibid.*, 2005, p. 223-224.

Détruire le différentiel colonial ?

Les aides au développement des langues ne consistaient qu'un pan des « mesures anti-russification ». La formation de lettrés autochtones à l'aide de quotas dans les universités ou les établissements techniques et leur emploi par l'État renvoient au même souci de renverser les rapports de domination entre Russes et Non-Russes. Il s'agissait de donner au nouveau pouvoir une figure familière et d'effacer la distance entre un centre et des périphéries. Comme nous l'avons vu, avant même que les Bolcheviques n'agissent dans les territoires où la colonisation agricole avait été la plus récente (en Asie centrale, mais aussi en Sibérie...) des opérations massives et violentes de récupération des terres agricoles avaient eu lieu. Les dirigeants communistes, sommés de suivre la ligne du parti, avaient protégé les autochtones face aux Russes. Au-delà de la question agraire, et alors que l'appareil du Parti, majoritairement formé de Russes, résistait à la « politique des nationalités », des quotas d'emplois pour les Non-Russes dans le parti, l'administration, l'industrie furent instaurés.

En Asie centrale comme au Caucase, l'indigénisation des cadres et la diffusion de l'écrit étaient à peine entamées à la fin des années 1920. Mais elles faisaient alors l'objet d'une politique volontariste, qui mena à la création de programmes de discrimination positive visant à l'emploi des cadres nationaux et à l'entrée prioritaire des Non-Russes dans les établissements d'éducation et de formation. Des quotas statistiques furent temporairement introduits, en particulier dans les années 1927-1928. Dans la pratique, ces politiques connurent jusqu'à la Seconde Guerre mondiale des aléas, ainsi qu'une forte résistance russe qui les rendit difficiles à mettre en pratique. La perpétuation d'un « chauvinisme grand russe » en Crimée, en Bouriatie-Mongolie, en Ossétie... ne s'était pas manifestée seulement chez des paysans et des ouvriers russes, mais aussi les cadres communistes¹¹⁶. Alors que des quotas d'embauche devaient théoriquement protéger les Kazakhs, ces derniers furent victimes de violences racistes. Sur les chantiers de construction de la ligne de chemin de fer du Turksib, les tensions sur le marché du travail entre les Russes et les Kazakhs menèrent à une série de pogroms, alors que les cadres russes tentèrent de contourner les directives centrales imposant l'embauche et le traitement égalitaire des ouvriers Kazakhs¹¹⁷.

Dans les régions encore largement autonomes au début des années 1920, comme le Tatarstan en 1921, l'Ukraine en 1924, ou la République des montagnes du Caucase du nord, les gouvernements locaux avaient ratifié des mesures de remplacement des Russes (même s'ils étaient autochtones) par des « nationaux (*nacionaly*) »¹¹⁸. Normalement la logique de ce qui fut progressivement désigné par le nom « d'indigénisation » ou de « nationalisation » exigeait la promotion de cadres, capables de comprendre et de se faire comprendre de la population. Un certain nombre de leaders bolcheviques, parlant le russe, mais originaires d'une autre région, changèrent subitement d'identification

116. *Ibid.*, p. 355-359.

117. Matthew J. PAYNE, *Stalin's Railroad. Turksib and the Building of Socialism*, University of Pittsburgh Press, Pittsburgh, 2001, chap. 5, p. 126-155.

118. Terry MARTIN, *op. cit.*, p. 137. L'auteur cite le cas du Turkestan en 1923, et de la Bouriatie Mongolie en 1927.

nationale. Le Comité central du Parti communiste biélorusse notait ainsi qu'à la suite du recensement de 1926, le pourcentage de Russes avait dramatiquement baissé, alors que celui des Biélorusses avait augmenté d'autant. Ce changement était expliqué non par le fait d'avoir chassé les Russes du Parti ou de la Biélorussie, mais simplement par le fait qu'au moment du recensement, ils s'étaient appelés Biélorusses, un processus d'auto-reconnaissance nationale s'étant engagé¹¹⁹.

Constatant les très faibles nombres de communistes dans les périphéries, en particulier asiatiques, il fut décidé d'inciter les personnels russes sur place à apprendre les langues et les mœurs de leurs administrés. Un rapport statistique sur les résultats de la politique de « nationalisation » des Républiques de 1927, qui s'intéressait aussi bien aux membres du Parti, aux syndicats, qu'à l'appareil administratif et judiciaire, central et local, aux coopératives, à la production, à l'éducation et à l'édition, constatait la différence entre les régions orientales et les régions européennes. En Ukraine, l'ukrainisation par la langue, le personnel et le développement d'une culture propre, était un succès. La nécessité de connaître, non seulement la langue, mais la culture ukrainienne (*ukrainovenedenië*), était inscrite dans le cursus des fonctionnaires d'État et du Parti sur place. En revanche, dans les provinces orientales, les appareils centraux continuaient à parler en russe tout en ne s'efforçant pas d'apprendre les langues – et encore moins – de s'initier aux cultures nationales¹²⁰.

En 1927, un rapport sur « la nationalisation de l'Azerbaïdjan » déplorait la faiblesse du nombre de Turcs (Azéris) dans l'appareil central, alors qu'au niveau local, dans les coopératives, les villages, l'appareil judiciaire, l'indigénisation avait été mieux menée. La faible quantité de spécialistes issus d'une intelligentsia turque, voire le manque d'une terminologie technique dans la langue turque expliquait le retard de l'indigénisation. Dans l'industrie, si les Azéris cherchaient à développer un encadrement indigène dans les chemins de fer et la diffusion de la langue turque dans les signalétiques comme sur les tickets, il s'agissait, là encore, de rapprocher des paysans – la modernité technique – les autorités communistes espéraient accélérer ce processus grâce au transport ferroviaire¹²¹.

Ces politiques visaient bien à respecter les identités nationales et à reproduire de façon mécanique la composition ethnique du pays. Dans ses rapports de 1929, la commission de contrôle du Parti remarquait par exemple qu'au sein de la République de Géorgie, peu d'Adjars étaient membres de l'appareil d'État, du Parti, aussi demandait-elle que l'égalité proportionnelle entre les peuples soit établie¹²². Elle soulignait également le manque de cadres géorgiens dans le raïon de l'Ossétie du Sud¹²³. Cette idée de garantir la représentativité de chaque peuple se manifestait aussi dans les organes centraux à Moscou, où le Soviet des nationalités réunissait les députés de chaque République et région autonome.

119. GARF, f. 374, op. a 27 c, d. 1691, l. 40.

120. L. S. GATAGOVA, *op. cit.*, p. 503-520.

121. RGASPI, f. 17, op. 69, d. 62, ll. 42-45.

122. GARF, f. 374, op. a 27 c, d. 1700, l. 80 ob.

123. *Ibid.*, l. 6.

L'ethnographie au service du socialisme

Les ethnographes aidés des géographes envisageaient une organisation du territoire permettant de mettre les caractéristiques économiques, ethnographiques, anthropologiques des différents peuples, au service de la rationalisation économique. Dès sa création, la KIPS avait appelé à l'étude du *byt*, qui, définissant la capacité économique de la population, était « sans conteste un des facteurs les plus importants des ressources du gouvernement¹²⁴ ». Cette implication des ethnographes dans un projet d'aménagement du territoire et la tendance à faire de l'homme et de ses cultures, des ressources économiques étaient loin de constituer une originalité soviétique. Dans le cadre de la colonisation européenne, les « indigènes » étaient organisés comme autant de ressources économiques¹²⁵. Les ethnographes, et plus généralement l'ethnographie en tant qu'étude des peuples et de leur organisation sociale étaient parti prenante de l'entreprise modernisatrice.

Intégrée à la Commission d'étude des forces naturelles de production (KEPS) de l'Académie des sciences, la KIPS participa à l'effort de redéfinition de l'homme comme « ressource économique »¹²⁶. Au VIII^e Congrès du Parti bolchevique de mars 1919 le développement des forces productives avait été proclamé la tâche la plus urgente des institutions scientifiques¹²⁷. Dans le cadre du commissariat au Plan (Gosplan), l'étude de l'homme comme force de travail, à la fois par sa constitution physique et par ses techniques, réunissaient les géographes, anthropologues et ethnographes de Moscou et de Leningrad. Elle rassemblait des institutions touchant à l'ethnographie, à l'anthropologie et à l'eugénisme, ainsi qu'à la géographie¹²⁸. Dans sa volonté de rompre avec une science humaniste, traitant l'homme essentiellement comme un être moral, la KIPS publia en 1927 sa revue *L'Homme*. Les rédacteurs entendaient désormais étudier les êtres humains à partir de ces nouvelles voies de recherche ouvertes par la biologie et l'anthropologie physique¹²⁹. C'était jusque dans les corps que le pouvoir soviétique cherchait à implanter sa modernité. En 1929, plusieurs Républiques firent appel à

124. « Ob učreždenii Komissii po izučeniju plemennogo sostava naselenija Rossii », *op. cit.*, p. 5.

125. Benoît de L'Estoile, « Science de l'homme et « domination rationnelle », savoir ethnologique et politique indigène en Afrique coloniale française », *Revue de synthèse*, n° 3-4, juillet-décembre 2000, p. 291-323.

126. « Ob učreždenii Komissii po izučeniju plemennogo sostava naselenija Rossii », *op. cit.*, p. 3, D. Zolotarev, « Rabota Komissii po izučeniju plemennogo sostava naselenija SSSR i sopredel'nyh stran (1917-1927 gg.) », archives de l'Académie des sciences à Saint-Petersbourg (PF ARAN) : f. 135, op. 1, d. 360, l. 1.

127. Alexander VUCINICH, *Empire of Knowledge*, University of California Press, Berkeley-Los Angeles-London, 1984, p. 104.

128. RGAÉ, f. 4337, op. 18 : bureau des congrès sur l'étude des forces productives du pays, sur la section « homme », cf. dd. 37, 76-79, 253a, 256, 339, 341.

129. Le journal projetait de présenter des articles dans « les sciences humaines » suivantes : l'embryologie, la morphologie, la physiologie, la génétique et l'eugénisme, l'hygiène et la santé publique, l'anthropologie ethnique, la paléoethnologie, la culture matérielle et spirituelle, la linguistique, la géographie, la démographie et la statistique. Placé sous la direction de S. F. Ol'denburg, le comité de rédaction se composait de D. A. Zolotarev, P. P. Ivanov, N. Ja. Marr, V. L. Omeljanskij, I. P. Pavlov, S. I. Rudenko, V. P. Semenov Tjan-Šanskij, Ju. A. Filipenko, soit des ethnographes, anthropologues, statisticiens et linguistes, ainsi que des naturalistes comme I. P. Pavlov qui présentait dans le journal son travail sur les réflexes ou encore Filipenko, eugéniste. Page de présentation du journal, *Čelovek*, n° 1, AN SSSR, Leningrad, 1928.

l'Académie des sciences pour une série d'enquêtes globales sur le terrain. Aux enquêtes géologiques, minéralogiques, se mêlaient les enquêtes ethnographiques et d'anthropologie physique¹³⁰. Les membres de la KIPS participaient à l'utopie technicienne des années 1920 et du premier plan quinquennal. Les hommes étaient l'objet d'un savoir objectif, quantifiable, mécanique, il fallait connaître leur fonctionnement, pour pouvoir l'améliorer. Dans son article sur « L'Homme comme force productive », publié dans l'unique numéro de la revue *L'Homme*, le fils de P. P. Semenov, Benjamin P. Semenov, en appelait à l'étude géographique, statistique, somatique et ethnique des populations. Travailler sur les nationalités, dont les contours devaient être définis par le recensement, permettait d'analyser « la nature morale » des divers groupes humains et de juger de leurs réalisations¹³¹.

Les membres de la KIPS n'étaient pas seulement actifs à titre professionnel, ils se firent les conseillers du politique. Continuant à se présenter avant tout comme les spécialistes des peuples « arriérés », selon la tradition de Šternberg, ils proposèrent un ensemble de mesures au commissariat aux Nationalités (*narkomnac*) dirigé par Staline qui avait organisé un bureau ethnographique¹³². Dans le prolongement de la tradition libérale de l'intelligentsia russe du début du XX^e siècle, les ethnographes se faisaient les défenseurs des peuples qu'ils étudiaient en multipliant en 1920 les rapports alarmistes sur la situation sanitaire des « petits peuples » du Nord. Ils réclamaient l'intervention de l'État pour les sauvegarder du dépérissement¹³³. Aussi ils montrèrent une certaine réticence à l'application du principe d'autonomie aux « indigènes » (*tuzemcy*) et se montrèrent favorables à une conception très centralisée du mode de gouvernement, notamment pour garantir une aide de l'État aux peuples du Nord. L'ethnographe N. Jakovlev expliquait qu'avec la Révolution, les nationalités avaient certes reçu la possibilité d'un développement libre ; cependant la majorité des nationalités elles-mêmes (en particulier celles qui constituaient des minorités nationales) étaient encore extraordinairement faibles et avaient, autant sur le plan économique que culturel, besoin d'une aide du centre¹³⁴.

Après la dissolution du commissariat aux Nationalités en 1924, les ethnographes proposèrent des modèles de gouvernement pour les « petits peuples du Nord ». N'ayant pas de représentation parlementaire dans le cadre de l'Union, ces peuples furent confiés à un organisme placé sous la direction du Présidium du VCIK, le

130. RUDENKO, « Antropologičeskie issledovanii v èkspedicijah osobogo komiteta AN po issledovaniju sojuznyh i avtonomnyh respublik », *Čelovek*, n° 1, p. 77-79, A. E. FERSMAN, « Èkspedicionnaja dejatel'nost' AN SSSR i èe zadači », *Materialy Komissii Èkspedicionnyh Issledovanij*, Vy. 19, Leningrad, 1929. Dans son étude, Fersman différenciait les expéditions géologiques, minéralogiques, géophysique et paléontologiques (108 furent menées de 1919 à 1928), des expéditions ethnologiques et archéologiques (45), des expéditions linguistiques (21) et enfin des expéditions anthropologiques, sanitaires médicales, statistiques et économiques (18), p. 1.

131. V. P. Semenov TJAN- ŠANSKIJ, « Čelovek kak proizvoditel'naja sila », *Čelovek*, n° 1, 1928, p. 57 verso-60.

132. GATAGOVA, *op. cit.*, p. 107-109.

133. Yuri SLEZKINE, *Arctic Mirrors : Russia and the Small Peoples of the North*, Cornell University Press, New York, 1994, p. 138.

134. GARF, f. P. 1318, op. 1, d. 1473 (1), l. 52.

Comité du Nord (*Komitet Severa*)¹³⁵. Explicitement créé pour protéger les petits peuples sibériens de la disparition, il les rattachait directement à Moscou¹³⁶. Ce fut dans ce cadre que les ethnographes conçurent le « règlement provisoire de l'administration des nationalités et tribus des périphéries boréales de la RSFSR » ratifié en 1926. Il organisait l'administration des « indigènes » dans une forme très proche de celle imaginée par Speransky pour les *inorodcy* de 1822, mais aussi des expériences coloniales plus contemporaines¹³⁷.

L'anthropologie au service des pratiques coloniales

Le contrôle du centre sur les périphéries ne s'exerça pas, à l'aide d'une anthropologie, seulement sur les petits peuples. Le régime soviétique entreprit au milieu des années 1920 de lutter contre des formes d'organisation sociale dites « arriérées » et contraires aux valeurs de la nouvelle société socialiste. Les dirigeants communistes cherchèrent à remodeler les pratiques sociales. Dans leur forme la plus juridique, cette tentative prit le nom de lutte contre « les crimes de la vie courante » (*bytovye prestuplenija*) en 1926, avant de devenir les « crimes constituant des survivances du mode de vie clanique » dans le code pénal de la République russe de 1928. Cette rubrique fut aussi introduite dans les codes pénaux des Républiques nationales unies. Seules l'Ukraine et la Biélorussie ne connurent jamais cette catégorie juridique de « crimes de la vie courante »¹³⁸.

En URSS, une idéologie définit les attributs d'un « peuple soviétique », et le premier plan quinquennal, instaura la centralisation de telle sorte qu'une série de structures sociales mais aussi de coutumes et de juridictions, alternatives à l'ordre socialiste, furent combattus. Dans le cadre de la politique antireligieuse, l'autorité des mollahs, des rabbins et autres prêtres, dont nous avons mesuré le rôle social dans les chapitres précédents, fut attaquée. Plus largement, il s'agissait de modifier les habitus traditionnels, afin de propager des formes culturelles soviétiques dont le modèle était profondément européen. Dans l'Asie soviétique, ces mesures rappellent à la fois les politiques coloniales et les entreprises de modernisation autoritaire de la Turquie de Mustafa Kemal ou de l'Afghanistan d'Anamullah Khan. Elles se heurtaient à une forte résistance de la

135. Plus exactement, c'était le Comité d'assistance aux petites nationalités (*narodnosti*) des périphéries du Nord, qui s'intéressait à une population d'environ 150 000 personnes pour laquelle l'organisation administrative ne possédait pas encore ni autonomie administrative, ni délimitation territoriale précise. Dans le groupe des petites nationalités du Nord étaient inclus : les Sames, les Khantes, les Mansis, les Nénetses, les Enetses, les Nganassanes, les Selkounes, les Kètes, les Evenkes, les Evènes, les Neguidales, les Nanaïs, les Oultches, les Orochoris, les Oroks, les Oudégués, les Nivkhes, les Akouchas, les Koriaks, les Itelmènes, les Auvancy, les Ioukaguirs, les Esquimaux, les Aléoutes, les Dolganes, les Tofalars.

136. GATAGOVA, p. 200-201.

137. « Postanovlenie vsrossijskogo central'nogo ispolnitel'nogo komiteta i soveta narodnyh komissarov RSFSR », *Severnaja Azija*, Kn. 2, 1927, p. 85-91, V. V. Antropova, « Učastie étnografov v praktičeskom osuščestvlenii leninskoj nacional'noj politiki na krajnem severe (1920-1930 gg.) », *Sovetskaja étnografija*, n° 6, 1972, p. 19-27.

138. N. D. Durmanov, *Prestuplenija, sostavljajuščie perežitki rodovogo byta*, Juridičeskoe izdatel'stvo NKJu SSSR, Moscou, 1938.

part de la population et à la diffusion d'un nationalisme défensif, qui faisait de la préservation des coutumes ancestrales une cause nationale¹³⁹.

Dans les régions musulmanes, l'intervention du centre s'était en particulier centrée sur « l'émancipation » des femmes et leur abandon du code de la famille. En Asie centrale et dans le Caucase, une grande campagne (*hujum*) fut lancée en 1927 contre les pratiques traditionnelles, en particulier le port du voile et la réclusion des femmes. En Ouzbékistan où les femmes portaient le paranji qui leur couvrait tout le corps et le visage, les femmes furent dévoilées et les voiles brûlés au cours de grandes manifestations publiques¹⁴⁰. Des manifestations semblables furent menées dans les colonies françaises du Maghreb, notamment en Algérie¹⁴¹. En Sibérie, les pieds des femmes chinoises furent débandés.

Les nouveaux codes de la famille adoptés dans les Républiques nationales dès le début des années 1920 interdirent la polygamie et les mariages précoces. En absence d'un enregistrement des naissances satisfaisant, alors que la population ignorait ou cachait son âge réel, les médecins étaient présents dans le bureau d'enregistrement de l'état-civil (ZAGS) et vérifiaient l'âge des femmes. Ils conseillaient aussi les gouvernements locaux, déclarant que dans certaines régions du Caucase, la maturité sexuelle était atteinte à 13 ans pour les femmes, alors qu'en Ouzbékistan, les femmes n'étaient matures qu'à 16 ans¹⁴².

Ces mesures visant à réformer les mœurs, réunies sous le terme de crimes de la vie courante (*byt*), prirent plusieurs formes. Elles s'appliquaient aussi aux pratiques sociales violentes. Ainsi dans les régions et Républiques autonomes de la Fédération russe, les mariages précoces, l'achat et l'enlèvement des femmes, la vendetta, la polygamie ou la bigamie furent réprimés. Les actes faisant obstacles à l'émancipation des femmes, leur empêchant de se rendre à l'école ou dans les clubs pouvaient être poursuivis en justice.

Les interdictions s'étendaient aussi au népotisme, les nominations à la fonction publique décidées selon des réseaux de relations claniques étaient susceptibles d'être punies. Dans le double cadre de la lutte contre des organisations sociales « archaïques » et de la politique anti religieuse, la nomination de juges appliquant les âdats musulmans – et non la loi soviétique –, comme la collecte des taxes pour des raisons religieuses furent criminalisés à partir de la fin des années 1920.

Ces différents crimes étaient la plupart de temps punis de sanctions plutôt légères, de 6 mois à deux ans de prison, ou d'amendes¹⁴³. Mais ils témoignent de la persistance en URSS de modes de gouvernement très proches des pratiques coloniales des Européens.

139. Douglas NORTHROP, « Nationalizing Backwardness : Gender, Empire, and Uzbek Identity », Terry Martin, Ron Suny (ed.), *A State of Nations : Empire and Nation-Making in the Age of Lenin and Stalin*, Oxford University Press, Oxford, 2001, p. 191-220.

140. Douglas NORTHROP, *Veiled Empire. Gender and Power in Stalinist Central Asia*, Cornell University Press, Ithaca and London, 2004, p. 82-90.

141. Todd SHEPARD, *The Invention of Decolonization : The Algerian War and the Remaking of France*, Cornell University Press, Ithaca, 2006, p. 183-204.

142. Douglas NORTHROP, *Veiled Empire*, op. cit., p 254-255.

143. Foreign Office, Translation of *The Penal Code of the Russian Socialist Federal Soviet Republic*, London, July 1934, p. 76-78.

Chapitre 8

L'accélération de l'histoire (1929-1939) ?

En juin 1929, lors du douzième anniversaire de la révolution bolchevique, Staline annonçait aux lecteurs de la *Pravda* que l'année à venir serait celle du « grand tournant (*velikij perelom*) ». En effet l'industrialisation rapide du pays pilotée par le premier plan quinquennal et la collectivisation intégrale des campagnes bouleversèrent totalement la société soviétique. La fin de la NEP et l'avènement du stalinisme se manifestèrent par une série de répressions touchant, tant dans les hautes sphères du parti que les élites traditionnelles, – experts formés à l'époque impériale et rarement communistes –, que le monde paysan. La dékoulakisation fut décidée avec la collectivisation. Elle devait aboutir à la disparition des « koulaks en tant que classe » et à l'élimination des derniers « ennemis de l'intérieur »¹. La catégorie de koulak – paysan riche à la mentalité anti-communiste – était suffisamment flexible pour justifier tous les abus. Dans les régions, les agents de la police politique chargés de la répression, les assimilaient à ceux qui leur résistaient, aux possédants, et certaines nationalités, notamment les Polonais, les Allemands et les Ukrainiens, possédaient prétendument une forte prédominance koulake². Avec les débuts de la collectivisation, alors que les demandes de départs à l'étranger ou des départs eux-mêmes, ainsi que des soulèvements paysans se multipliaient, les zones frontalières firent l'objet d'une politique particulière ; des déportations fondées sur des critères sociaux et ethniques s'ensuivirent. Selon l'arrêté du 5 mars 1930, les régions frontalières d'une partie de l'Ukraine et de la Biélorussie devaient être débarrassées des personnes accusées de banditisme, d'espionnage, de contrebande, mais aussi des koulaks, « en premier lieu, ceux de nationalité polonaise³ ». Aussi les déportations de population en fonction des appartenances nationales, massives à la fin des années 1930, ne se comprennent que dans le prolongement de la

1. Lynne VIOLA, *Peasant Rebels under Stalin. Collectivization and the Culture of Peasant Resistance*, Oxford University Press, Oxford, New-York, 1996, p. 27. *Tragedija Sovetskoj derevni : kollektivizacija i raskulačivanie. Dokumenty i materialy v 5 tomah, 1927-1930*, Rosspen, Moscou, 1999-2003.

2. Moshe LEWIN, *La Formation du système soviétique : essais sur l'histoire sociale de la Russie dans l'entre-deux-guerres*, Gallimard, Paris, 1987, p. 174-203, Lynne VIOLA, *The Other Archipelago. Stalin's Forced Deportation of the Kulaks and the Origins of the GULAG*, Oxford University Press, New York, 2007, N. IVNITSKIJ, *Kollektivizacija i raskulačivanie – načalo 30-kh godov*, Izd-vo Magistr, Moscou, 1996, V. N. ZEMKOV, *Specposelency v SSSR, 1930-1960*, Nauka, Moscou, 2005.

3. Les membres de l'ancienne noblesse polonaise (*ëljahetskie*), quelque soit leur revenu devaient être déportés. N. L. POBOL', P. M. POLJAN, *Stalinskie deportacii, 1928-1953*, « Materik », Moscou, 2005, p. 40-42.

répression contre les koulaks. Elles s'accélérent dans la seconde moitié des années 1930 du fait de la résurgence d'une xénophobie d'État visant à sécuriser les frontières en en expulsant les éléments potentiellement nuisibles, koulaks ou saboteurs et espions, membres de « nationalités ennemies ».

L'ethnographie soviétisée

L'ethnographie et les classes sociales

Les expropriations, les départs des dékoulakisés et le rythme de réquisition de grains ou de cheptel entraînèrent la destructuration des systèmes de culture traditionnels pendant la collectivisation. Au sein de sociétés considérées jusqu'alors comme primitives, comme en retard, globalement pauvres et peu stratifiées socialement, une dékoulakisation fut finalement aussi organisée⁴. Elle visa notamment les bergers, ceux qui possédaient du cheptel. Dans les régions de nomadisme et de semi-nomadisme, la collectivisation fut accompagnée à partir de 1931 d'une violente campagne de sédentarisation. Ces diverses politiques débouchèrent sur de terribles famines en 1931-1933, notamment en Ukraine, dans le Caucase du Nord et au Kazakhstan⁵.

Les spécialistes des nationalités eurent une attitude contrastée face à ces bouleversements. Les ethnographes, notamment de l'Académie des sciences, furent victimes à partir de 1929 d'une remise en cause générale de leur discipline et de leurs institutions. Incapables d'énoncer une critique des événements, certains d'entre eux se félicitèrent des mesures de modernisation radicale et reprirent à leur compte la rhétorique du pouvoir. La politique de discrimination positive envers les nationalités dites arriérées ne fut certes pas stoppée, mais la protection des minorités nationales disséminées territorialement fut progressivement abandonnée. Dans le contexte de la collectivisation des campagnes, toute défense d'une société locale traumatisée était interprétée comme une manifestation de nationalisme et sévèrement punie.

Les ethnographes subirent entre 1929 et 1932 ce qui fut appelé « la marxisation » ou « la soviétisation » de leurs institutions, notamment au sein de l'Académie des sciences, et de leur discipline⁶. Comme les intellectuels formés à l'époque impériale et restés en

4. Les autorités communistes elles-mêmes continuaient à distinguer ces zones du reste du territoire. Ainsi, le 27 février 1930, la *Pravda* publiait un article affirmant que les aires économiquement et culturellement arriérées n'étaient finalement pas prêtes à être collectivisées. Néanmoins, dès le printemps de la même année, la campagne contre les koulaks y reprenait.

5. Isabelle OYAHON, *La Sédentarisation des Kazakhs dans l'URSS de Staline*, Maisonneuve et Larose, Paris, 2006, Niccolò PIANCOLA, « Famine in the Steppe. Collectivization of agriculture and the Kazak Herdsman, 1928-34 », *Cahiers du Monde Russe*, n° 45/1-2, janvier-juin 2004, p. 137-192, Andrea GRAZIOSI, « Les famines soviétiques de 1931-33 et le holodomor ukrainien. Une nouvelle interprétation est-elle possible et quelles en seraient les conséquences ? », *Cahiers du Monde Russe*, n° 46/3, juillet-septembre 2005.

6. Yuri SLEZKINE, « The Fall of Soviet Ethnography, 1928-32 », *Current Anthropology*, 1991, part 32/4, p. 476-484, T. D. Solov'ev, *Istoriia otečestvennoj ètnologii pervoj treti XX veka : ot « buržuaznoj » ètnologii k « sovetskij » ètnografii*, RAN, Moscou, 1998, Frédéric BERTRAND, *L'Anthropologie soviétique des années 20-30*, Presses universitaires de Bordeaux, Bordeaux, 2002, Francine HIRSCH, *Empire of Nations. Ethnographic Knowledge and the Making of the Soviet Union*, Cornell University Press, Ithaca, 2005.

marge du parti communiste, ils furent critiqués, certains même condamnés à des peines de prison (Zolotarev, Rudenko). Au début des années 1930, les intellectuels nationaux issus de la lutte contre l'autocratie et les organisateurs des politiques linguistiques et culturelles des années 1920 firent aussi l'objet de dénonciations publiques et de purges⁷. L'Académie des sciences fut soviétisée par l'entrée massive de communistes, souvent membres de l'Académie communiste formée dès les années 1920 comme une alternative non bourgeoise de la prestigieuse Académie impériale⁸. Ol'denburg, qui n'avait plus la protection du pouvoir, dut quitter sa direction. Dès 1929, les ethnographes de la KIPS comme les professeurs de Moscou furent exposés aux critiques d'une jeune génération communiste, engagée dans une réforme radicale de la discipline et de son encadrement.

Au sein de l'Académie communiste, le débat sur l'ethnographie se concentra sur la nécessité, d'une part, de mettre les ethnographes au service de la politique nationale et, d'autre part, d'historiciser la discipline. On y démontra qu'en URSS, il n'était plus possible de parler de peuples primitifs⁹. Membre de l'Académie communiste, Vertapetov se demandait comment les jeunes ethnographes, dont il faisait partie, devaient désormais travailler. Se concentrant sur le territoire de l'Union soviétique, il leur fallait étudier une série de minorités nationales, leur développement historique, leur formation nationale. Surtout, l'analyse de classes devait être étendue aux études ethnographiques, car même au sein des « formations nationales soviétiques à peine naissantes », il y avait néanmoins des classes. Vertapetov datait de la période pré-révolutionnaire l'existence de structururations strictement claniques, que le développement économique de l'URSS avait permis de dépasser dans toutes les provinces du pays. En inscrivant ses études dans cette problématique politique, il reprenait non seulement la rhétorique du pouvoir, mais il tentait de redéfinir l'ethnographie, qui ne devait pas s'intéresser aux seules sociétés primitives – sans classes – mais à toutes nationalités soviétiques¹⁰.

Lors de la conférence des ethnographes de 1929, au cours de laquelle débuta « la soviétisation de l'ethnographie », N. M. Matorin énuméra une série de projets que le nouvel Institut d'études des nationalités (IPIN) de l'Académie des sciences, qui remplaçait la KIPS, devait bientôt mettre en œuvre : étudier le mode de vie des différentes nationalités soviétiques, conseiller la politique économique en fonction des particularités nationales, former des cadres locaux¹¹. Déjà au service de l'État, les ethnographes étaient maintenant engagés dans une campagne de modernisation radicale impliquant une lutte implacable contre ce que le régime appelait « l'arriération »,

7. Adrienne Lynn EDGAR, *Tribal nation. The Making of Soviet Turkmenistan*, Princeton University Press, Princeton, 2004, p. 155-156.

8. Sous la direction de V. D. ESAKOV, *Akademija Nauk v rešenijah politbiuro CK RKP (b)- VKP (b), 1922-1952*, Rossipen, Moscou, 2000, V. P. ZAHAROV, M. P. LENEHIN, E. A. FOMINA, « *Akademičeskoe delo, 1929-1931* », Vy. 1 : delo po obvineniju ak-a S. F. Platonova, St-Petersbourg, 1993, Loren R. GRAHAM, *The Soviet Academy of Sciences and the Communist Party, 1927-1932*, Princeton University Press, Princeton, 1967, Alexander VUCINICH, *Empire of Knowledge*, University of California Press, Londres, 1984.

9. Archives de l'Académie des sciences de Russie, branche de Moscou. MO ARAN, f. 377, op. 2, d. 139, l. 26 ob.

10. *Ibid.*, l. 25 ob.

11. « Hronika », *Ėtnografija*, kn. 7, n° 1, 1929, p. 120-121.

se proposant de contribuer au processus de bouleversement social entrepris par le pouvoir¹².

Concrètement, l'extension de la collectivisation, du conflit de classe et des campagnes anti-koulaks dans l'Asie centrale et la Sibérie au début des années 1930 fut difficilement admise par certains ethnographes¹³. Mais menacés par le pouvoir, les ethnographes se proposèrent de démasquer les freins à la construction du socialisme et d'aider à leur destruction. Certains jeunes ethnographes établirent quels étaient les possédants dans les régions les plus pauvres¹⁴.

Les peuples soviétiques ont une histoire

L'historicisation du discours sur les peuples soviétiques, qui commença à large échelle dans les années 1930, présentait les différentes unités nationales soviétiques comme autant de nations constituées. En particulier dans la seconde moitié des années 1930, des récits furent publiés sur l'origine et l'histoire séculaire des différents peuples soviétiques¹⁵. Il s'agissait moins de présenter ceux-ci comme autant d'unités ethnographiques, définies par leurs mœurs et coutumes différents, que de les doter d'une histoire, permettant de projeter leur développement.

La remise en cause de l'autonomie de l'ethnographie en tant que science avait été menée par des partisans de son intégration au sein d'une discipline historique, seule à même de découvrir les lois de l'évolution de l'humanité. La volonté de réduire le champ de l'histoire à l'étude des documents écrits et des peuples pourvus d'écriture était critiquée. Comme l'expliquait l'ethnographe moscovite V. K. Nikol'skij, il ne s'agissait pas seulement de faire l'histoire de l'Ukraine, mais aussi celle des Votiaks, même si on ne possédait pas de sources écrites à leur sujet¹⁶. L'histoire était conçue comme la science humaine par excellence¹⁷ : elle constituait une science globale qui donnait son sens au développement humain¹⁸. Les membres de l'Académie communiste affirmaient que, l'ethnographie n'étant qu'une branche de la science historique au sens large, elle devait, dès lors, se soumettre à sa méthode – le matérialisme historique. Contre cette opinion, l'ancienne génération d'ethnographes, formés avant la Révolution, défendait que l'ethnographie était une science autonome, à la méthodologie propre.

12. MO ARAN, f. 377, op. 2, d. 139, l. 52 ob.

13. Yuri SLEZKINE, *Arctic Mirrors : Russia and the Small Peoples of the North*, Cornell University Press, New York, 1994, p. 217-242.

14. G. P. GORBUNOVA, « ob odnoj "naučnoj" èkpedicii », *Antropologičeskij žurnal*, n° 1, 1932, p. 113, A. N. BERNŠTAM, « Idealizm v ètnografii (Rudenko i rudenkovščina) », *Soobščeniia GAIMK*, n° 1-2, 1932, p. 27.

15. David BRANDENBERGER, *National Bolshevism. Stalinist Mass Culture and the Formation of Modern Russian National Identity, 1931-1956*, Harvard University Press, Cambridge, 2002, Lowell TILLET, *The Great Friendship : Soviet Historians on the Non-Russians Nationalities*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1969.

16. MO ARAN, f. 377, op. 2, d. 139, l. 46.

17. *Ibid.*, l. 16 ob.

18. *Ibid.*, l. 56 & 64.

À partir de 1938, lors de la réhabilitation de l'ethnographie¹⁹, V. V. Struve, directeur du nouvel Institut d'ethnographie de l'Académie des sciences, présenta les conclusions générales de la marxisation de l'ethnographie tout en tentant de redéfinir son objet. Il affirma tout d'abord que l'ethnographie devait étudier les peuples et les nationalités, qui, dans le monde, avaient encore un mode de vie tribal²⁰. Mais Struve étendit le champ de l'ethnographie à des phénomènes culturels contemporains, qu'il appelait « survivances (*perežitki*) ». Il désignait ainsi les pratiques sociales, définies comme pré-capitalistes, mais encore vivantes dans les sociétés développées, même en URSS²¹. La notion de « survivances ethniques » lui permettait de déterminer une forme d'invariant ethnique, persistant au sein des nations contemporaines. Struve estimait que l'ethnographie devait s'intéresser essentiellement à « ces survivances du mode de vie (*byt*) tribal » car, dans les conditions du socialisme, leur étude avait une signification particulièrement importante, dans la mesure où le pouvoir politique s'était donné pour tâche de les éliminer. Le directeur du nouvel institut d'ethnographie de l'AN concluait que l'ethnographie avait pour objet l'étude de ces pratiques, de ce lourd héritage des anciennes sociétés, et de ce qui constituait des obstacles à leur destruction. L'ethnographie se mettait ainsi au service du socialisme et étendait son objet d'étude au contemporain : « Il ne faut pas refuser l'ethnographie des Russes, des Ukrainiens, des Géorgiens, des Arméniens... »

Cette détermination d'un invariant ethnique appelé « survivance » correspondait au développement dans les années 1930 d'un discours xénophobe. Parallèlement, ces redéfinitions des caractéristiques des peuples s'accompagnèrent de la fixation progressive d'une identification nationale unique, attestée dans les papiers d'identité.

Identifier et punir

L'assignation de la nationalité

Le 27 décembre 1932, le Politburo approuvait la mise en place d'un système de « passeportisation » intérieure en URSS²². Il s'imposa d'emblée comme un instrument d'identification et de contrôle des individus. Au nombre des entrées permettant cette identification, la nationalité jouait naturellement un rôle, étant depuis les années 1920

19. Les chaires autonomes d'ethnographie dans les universités de Leningrad et de Moscou furent notamment restaurées.

20. *Sovetskaja ètnografija* : Sbornik statej, Leningrad, 1939, p. 6.

21. *Ibid.*, p. 5.

22. Nathalie MOINE, *Le Pouvoir soviétique face au petit peuple urbain : Clivages sociaux, assignation des identités et acculturation à Moscou dans les années 1930*, Thèse de Doctorat, Université de Lyon II, 2000, Nathalie MOINE, « Passeportisation, statistique des migrations et contrôle de l'identité sociale », *Cahiers du Monde Russe*, 38(4), octobre-décembre 1997, p. 587-600, Nathalie MOINE, « Passeports et territoire à l'époque stalinienne, 1932-1953 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 50-1, janvier-mars 2003, p. 145-170, Paul M. HAGENLOH « "Socially Harmful Elements" and the Terror », Sheila Fitzpatrick (ed.), *Stalinism : New Directions*, Routledge, London - New York, 2000, p. 286-308, Gijs KESSLER, « The Passport System and State Control over Population Flows in the Soviet Union, 1932-1940 », *Cahiers du Monde russe*, 42/3-4, avril-décembre 2001, p. 477-504, David SHEARER, « Elements Near and Aliens : Passeportization, Policing and Identity in the Stalinist State, 1932-1952 », *The Journal of Modern History*, vol. 76, n° 4, décembre 2004, p. 835-881.

un des marqueurs essentiels de l'état-civil. Avec l'instauration d'un passeport, un modèle de bonne identification des individus fut élaboré. Le passeport contenait différentes informations sur l'individu : ses noms, sa date et son lieu de naissance, sa nationalité (*nacional'nost'*), mais aussi sa position sociale (*social'noe položenie*), son lieu de résidence permanente, son lieu de travail, sa situation par rapport au service militaire, et la liste des documents à partir desquels le passeport avait été établi. Des renseignements sur le passé judiciaire de l'individu y furent progressivement introduits. La nationalité fut placée en cinquième position des marqueurs de l'identité (*p'iatyj punkt*) et son inscription devint une menace pour l'individu, dès lors que la répression de certaines nationalités spécifiques s'organisa. Les spécialistes de la question, ont souligné combien les identifications nationales s'étaient ainsi plus facilement fixées²³.

Toutes les personnes de plus de 16 ans, habitant dans les grandes villes, les zones les environnant et les zones frontalières, devaient se faire enregistrer auprès de la milice afin d'obtenir l'autorisation de résidence (*propiska*), matérialisée par l'octroi d'un passeport. Ne pas avoir demandé ou obtenu ce papier signifiait qu'on n'avait pas l'autorisation de vivre dans le lieu sollicité. Le passeport et la *propiska* ne concernèrent dans un premier temps que les habitants de certaines localités placées sous le régime de passeportisation. Au début de 1934, un tiers de la population du pays y avait déjà été soumise²⁴ ; en mars 1937, ils seront 40 %²⁵.

Dans les espaces « passeportisés », l'arrêté de mise en place du passeport de 1932 stipulait qu'il devenait l'unique document identificatoire, « attestant l'identité de son propriétaire²⁶ », les autres documents qui servaient jusque-là d'identifiants perdant toute signification. Pour permettre une meilleure identification dans le cadre de la Grande Terreur, à partir d'octobre 1937, une photographie du détenteur devait être collée dans le passeport. Une seconde photographie était déposée dans la fiche identificatoire que la milice conservait dans ses propres archives²⁷. Ces fiches étaient constituées par les informations du passeport, mais complétées par des renseignements sur les déplacements de leur détenteur. Tout individu devait, en cas de déplacement, pour une durée temporaire comme pour un départ définitif, se rendre à la milice, qui ouvrait alors un formulaire de départ. L'arrivée était également fichée. Ainsi, tout un système de fichage de la population, détenu par la milice, se mit en place et fut utilisé pour procéder aux arrestations, expulsions, déportations²⁸.

23. ZASLAVSKY, Viktor, *The Neo-Stalinist State : Class, Ethnicity, and Consensus in Soviet Society*, Armonk, New-York, 1994.

24. V. P. POPOV, « Paspornnaja sistema v SSSR (1932-1976 gg.) », *Sociologičeskie issledovanija*, n° 8, 1995, p. 3.

25. Nathalie MOINE, « Passeportisation, statistique des migrations et contrôle de l'identité sociale », *op. cit.* Il fallut attendre 1974 pour que tous les habitants de l'URSS soient pourvus d'un passeport.

26. Extrait de l'arrêté n° 57/1917, sur l'établissement du passeport, cité par V. P. Popov, « Paspornnaja sistema v SSSR (1932-1976 gg.) », *op. cit.*, p. 3. Pour une reproduction de l'arrêté introduisant le passeport, *CK RKP(b)-VKP(b) i nacional'nyj vopros*, Rosspen, Moscou, 2005, p. 699-701.

27. Pour une reproduction du document exigeant l'apposition d'une photographie, cf. *Lubjanka, Stalin i glavnoe upravlenie gosbezopasnosti NKVD, 1937-1938*, « Materik », 2004, p. 401-402.

28. A. Ju. VATLIN, *Terror rajonnogo masštaba. « Massovyje operacii » NKVD v kuncევskoj rajone Moskovskoj oblasti 1937-1938 gg.*, Rosspen, Moscou, 2004, Nicolas WERTH, *L'Île aux cannibales*, Perrin, Paris, 2006.

Les opérations de passeportisation furent l'occasion de purges massives dès l'introduction du système. Dans les grandes villes, les éléments jugés « socialement nuisibles » se virent expulsés. Cette catégorie recouvrait les petits criminels, récidivistes, prostitués, la petite criminalité urbaine. Dans les zones rurales, la passeportisation fut suivie aussi par l'expulsion, la punition et la déportation d'éléments nuisibles, anciens koulaks, « ennemis de l'intérieur », – liés à l'Ancien Régime ou à la guerre civile –, et individus soupçonnés d'être en lien avec les pays ennemis. Accusés de sabotage ou d'espionnage, les membres de certaines nationalités, d'abord les Polonais, les Allemands, les Finnois, ou les Grecs, furent dans les zones frontalières jugées stratégiques par le régime les cibles privilégiées.

Le passage d'une répression selon les origines sociales, un passé contre révolutionnaire ou selon l'appartenance à la petite criminalité à une répression fondée sur le critère national fut non seulement attesté dans les ordres de la police politique, mais par un changement dans le mode d'identification²⁹. Une directive secrète du 27 avril 1938 spécifiait que la nationalité devait être définie non plus par une libre auto-déclaration, mais d'après l'origine parentale. À l'âge de 16 ans, un enfant issu d'un mariage mixte devait choisir entre la nationalité de son père ou celle de sa mère. Si ces derniers étaient de même nationalité, il était inscrit automatiquement comme appartenant à cette nationalité. Les exemples fournis par la directive du NKVD étaient très explicitement liés au contexte de répression à l'encontre de certaines nationalités. Pour les adultes, les fonctionnaires de l'état civil devaient procéder à des vérifications s'ils doutaient de la nationalité énoncée par celui qui désirait acquérir ou renouveler son passeport. « L'inscription de la nationalité doit être menée en lien avec l'origine nationale effective de l'enregistré. Si les parents sont allemands, polonais, etc., indépendamment de leur lieu de naissance, de l'ancienneté de leur résidence en URSS ou du changement de nationalité et autres, il ne faut pas enregistrer leur enfant comme Russe, Biélorusse... Dans les cas de non-concordance entre la nationalité indiquée et la langue maternelle ou le nom de famille (comme par exemple Popandopulo, Muller) d'individus se déclarant russe, biélorusse, etc., et si on n'arrive pas à établir la réelle nationalité de l'enregistré, ne pas remplir le graphe nationalité jusqu'à présentation par le déclarant des preuves documentaires sur son appartenance à telle ou telle nationalité³⁰. » Les exemples cités, les Allemands, les Polonais, les Grecs, faisaient partie des nationalités réprimées dans les années 1930. Cette directive en appelait à l'arbitraire administratif (le fonctionnaire d'état-civil était responsable de l'opération de vérification) et à la stigmatisation par le nom de famille et la langue. Lorsque dans les années 1950, des projets de réformes du système de passeportisation furent discutés au sein du conseil des Ministres, il fut envisagé de supprimer la rubrique sur la position sociale, qui avait servi à procéder à des

29. L'intérêt de la police politique pour le contrôle et l'identification des membres de ces nationalités se manifesta à l'occasion du recensement de 1937. En avril 1937, la CUNHU reçut une demande secrète de la part du NKVD de Biélorussie. La police politique demandait aux statisticiens de lui fournir des renseignements sur la population polonaise « et d'autres nationalités » de la ville de Minsk et autres villes de Biélorussie, « en accord avec le recensement de 1937 et sous la forme précise : nom, adresse exacte, lieu de travail, âge et année de naissance », RGAË, f. 1562, op. 329, d. 151, l. 198.

30. *Memorial-Aspekt*, n° 10-11, septembre 1994, p. 12.

multiples répressions, mais l'annotation d'une nationalité fut maintenue selon le principe d'une définition d'après l'origine parentale et non de l'auto-définition³¹.

Des débats juridiques furent consécutifs à la mise en place d'un enregistrement de la nationalité d'après l'origine. Des individus cherchèrent à faire changer la nationalité inscrite sur leurs papiers d'identité. Leurs cas témoignent à la fois de l'arbitraire administratif, de la difficulté d'être compté comme membres des nationalités stigmatisées par le régime, et de vies dans lesquelles l'appartenance nationale n'était devenue que depuis peu un objet d'intérêt et d'anxiété. À la suite de ces requêtes, une commission juridique jugea qu'il était illégal dans le cadre de la Constitution de 1936 de définir la nationalité selon l'origine³². En vain, les appartenances nationales inscrites dans le passeport continuèrent à être définies par l'origine jusqu'à l'éclatement de l'URSS.

L'Académie des sciences reçut à ce sujet en mai 1938, la lettre d'un habitant du gouvernement de Grodno, dans l'uezd de Pružany, incapable de définir sa nationalité. Afin de l'établir, il nota la manière dont il parlait. Les linguistes de l'Académie conclurent que sa langue était certes un exemple typique de mélange d'ukrainien et de biélorusse, mais qu'elle le désignait finalement comme Ukrainien car sa lettre contenait plus de termes dans cette langue³³. Cet exemple nous renvoie à la complexité des phénomènes identitaires. Au moment où le régime décida de fixer une fois pour toutes les identités nationales, surgirent les difficultés propres aux identifications individuelles, notamment dans les régions où la population se pensait peu en termes nationaux et alors que l'utilisation des papiers d'identité était encore aléatoire.

Mais à la fin des années 1930, les individus qui peuplaient les territoires jugés sensibles par la régime étaient sommés d'avoir une identification nationale unique et normalement définie par leur origine, difficile à attester en absence d'une tradition d'inscription de la nationalité dans les papiers d'état-civil. Cette fixation se fit sous la pression directe des mesures de repression envers certaines nationalités dans les années 1930.

Réprimer les « nations ennemies »

Commencées avant même la collectivisation, les purges envers les membres de certaines nationalités prirent des formes variées, mais furent le plus souvent liées à des tensions géopolitiques et au « nettoyage » des espaces frontaliers. Leurs victimes furent qualifiés d'« ennemis soviétiques », de « saboteurs et d'espions », « de nationalistes », et ils étaient censés appartenir à des organisations secrètes visant à déstabiliser l'URSS. En 1930, comme nous l'avons vu, un grand nombre de Polonais furent déportés depuis l'Ukraine et la Biélorussie. Dans la même période, des Finnois furent expulsés de la région de Léninegrad³⁴.

Dès 1934, des mesures de discrimination personnelle à l'embauche des individus en fonction de leur nationalité furent ordonnées aussi pour les membres de certaines nationalités, dont globalement le pouvoir se méfiait. Dans le cadre de la lutte contre le sabo-

31. Nathalie MOINE, « Passeports et territoire à l'époque stalinienne, 1932-1953 », *op. cit.*, p. 166.

32. Francine HIRSCH, *op. cit.*, p. 297-302.

33. MO RAN, f. 77, op 1-1938, d. 41.

34. N. L. POBOL', P. M. POLJAN, *Stalinskie deportacii, 1928-1953*, « Materik », Moscou, 2005, p. 37.

tage, il fut exigé des comités d'entreprises qu'ils prêtassent une attention particulière aux activités des ressortissants de certaines nationalités. Une circulaire du NKVD d'août 1934 désignait deux groupes. Les nationalités de la première catégorie (les Allemands soviétiques, les Coréens, les Finnois, les Lettons, les Lituaniens, les Polonais) devaient être progressivement exclus des entreprises ou des postes élevés. À ce groupe désigné des « nationalités ennemies » s'ajoutait un groupe dont l'histoire des discriminations dans les années 1930 est moins connue. Les comités d'entreprises furent invités par la police politique à surveiller les agissements des juifs, des Arméniens, des Tatars de Crimée, des Tchétchènes, des Ingouches, des Ossètes³⁵. La police politique ordonna de dresser la liste des ressortissants allemands ayant travaillé ou travaillant dans les industries liées à la défense et dans les chemins de fer, ils devaient être arrêtés³⁶. Les membres d'une même nationalité étaient susceptibles d'apparaître collectivement comme déloyaux et firent l'objet de mesures d'exclusion de certains lieux de travail et de territoires. Ces mesures rappellent évidemment les discriminations de l'époque impériale.

Mais ce fut par le biais du régime de passeportisation dans certaines zones tant urbaines que frontalières que de nombreuses purges envers les membres des nationalités dites ennemies furent organisées. Au printemps 1934, alors que les tensions internationales s'intensifiaient, un nouveau statut administratif, accompagné du régime de passeportisation, était mis en place dans les zones frontalières occidentales. L'intégration dans ce statut, la passeportisation de ces territoires signifia un « nettoyage » ethnique avec déportations de certaines populations qui s'y trouvaient. À la suite de différentes opérations de déplacements de populations au cours des années 1935-1936, les zones frontalières de l'Ukraine furent purgées des « éléments nuisibles », dont tous les Allemands et Polonais. De l'oblast' de Leningrad furent expulsés au printemps 1935 les Estoniens, les Lettons, les Finnois, les Polonais et les Allemands. L'année 1937 vit l'extension de ce statut aux frontières de l'Afghanistan et de l'Iran, ce qui eut pour conséquence la déportation de 1 000 familles kurdes et en janvier 1938, de 6 000 Iraniens. En 1938, ce régime frontalier fut implanté en Sibérie de l'Est et en Bouriatie-Mongolie. Les mesures liées à l'introduction d'un statut frontalier spécifique obéissaient à la logique de « prophylaxie » des lieux jugés stratégiques par le régime. Comme nous l'avons vu, la Première Guerre mondiale avait vu se multiplier dans ces régions les opérations de déplacement forcé des individus, en particulier des Allemands et des juifs. L'URSS vivait à la fin des années 1930 dans la crainte d'une attaque et les opérations à caractère préventif se multipliaient en période de paix.

Dans la seconde moitié des années 1930, la citoyenneté soviétique ne garantissait pas forcément une protection juridique aux membres de ces nationalités incriminées. D'après les mesures de protection des entreprises de défense, les réfugiés politiques allemands, mais devenus citoyens soviétiques, jouissaient encore en juillet 1937 d'un traitement de faveur³⁷. Mais les purges à l'encontre des Allemands, qui visaient au départ

35. Alain BLUM, Martine MESPOULET, *L'Anarchie bureaucratique. Statistique et pouvoir sous Staline*, La Découverte, Paris, 2003, p. 282-284.

36. *Lubjanka, Stalin i glavnoe upravlenie gosbezopasnosti NKVD, 1937-1938*, « Materik », 2004, p. 270-271.

37. *Ibid.*, p. 270-271.

essentiellement les ressortissants de l'État allemand, s'étendirent progressivement aussi aux ex-ressortissants, puis à l'ensemble des Allemands par leur nationalité. Le Politburo ratifia en juillet 1937 l'ordre d'arrêter tous les Allemands dans les zones frontalières³⁸. Lors des déportations des frontières orientales et méridionales en 1938, la distinction entre ressortissants étrangers et citoyens soviétiques fut appliquée. En Azerbaïdjan et en Extrême-Orient les déplacements des populations iraniennes et chinoises se firent en fonction de leur appartenance à l'Iran, la Chine ou l'URSS et des accords furent conclus avec les consulats iranien et chinois pour expulser leurs ressortissants ou ceux qui désiraient devenir leurs citoyens, pour peu qu'ils ne soient impliqués dans aucune action criminelle ou antisoviétique³⁹. En Extrême-Orient, 11 000 Chinois furent ainsi expulsés. Aussi sous l'effet de la sécurisation des frontières une double fixation des identités nationales s'opéra : par l'assignation d'une nationalité d'origine ou par un changement de citoyenneté.

La déportation de la population coréenne au cours de l'été 1937 fut la première déportation massive d'une population entière. Immigrés en masse depuis la fin du XIX^e siècle⁴⁰, les Coréens avaient fait l'objet de différents plans de relocalisation dans les années 1920. Le 21 août 1937, les dirigeants soviétiques décidèrent de déporter vers l'Ouzbékistan et le Kazakhstan, toute la population coréenne de 23 rajony d'Extrême-Orient. Alors que les premiers convois surchargés se mettaient en route, la déportation fut finalement étendue à l'ensemble de la population coréenne de l'Extrême-Orient soviétique⁴¹. Cette déportation fut relayée par une campagne xénophobe orchestrée par Moscou : dès avril 1937, un article dans la *Pravda* stigmatisait les Coréens comme autant d'espions à la solde du Japon. 171 781 Coréens furent donc déportés et relogés en Ouzbékistan et au Kazakhstan, où des kolkhozes et des écoles coréennes furent organisés.

Les principales victimes de la xénophobie du pouvoir des années 1930 furent les membres de nationalités transfrontalières, que le régime soupçonnait du fait de leur appartenance ethnique d'être liés avec un pays étranger⁴². Dès lors que cet État étranger était engagé dans une politique contre l'URSS, et devenait ainsi un État ennemi, ces

38. *Nakazannyj narod : Repressii protiv rossijskikh nemčev*, « Zven'ja », Moscou, 1999, p. 35.

39. Sur les ordres de déportations et expulsions des Iraniens et des Chinois, N. L. POBOL', P. M. POLJAN, *op. cit.*, p. 98-104.

40. Ils étaient 23 000 en 1897, 53 000 en 1917 et 168 009 en 1926. Pendant les opérations de réquisitions du grain et de collectivisation, 50 000 quittèrent l'Union soviétique avant 1930. Terry MARTIN, *The Affirmative Action Empire. Nations and Nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, Cornell University Press, Ithaca, 2001, p. 317.

41. Les documents sur cette déportation : N. L. POBOL', P. M. POLJAN, *op. cit.*, p. 80-97.

42. Les premières publications de documents sont à trouver dans les ouvrages, *Belaja kniga : o deportacii korejskovo naselenija Rossii v 30-40 godah*, kn. 1, Interpraks, Moscou, 1992, O. L. Milova, *Deportacii narodov SSSR (1930-1950 gody)*, č. 1, RAN IEA, Moscou, 1992, Svetlana ALIEVA, *Tak èto bylo : nacional'nye repressii v SSSR, 1919-1952 gody*, 3 tomes, « INSAN », Moscou, 1993, N. F. BUGAJ, L. Berija-I. Stalinu : « soglasno Vašemy ukazaniju... », AIRO-XX, Moscou, 1995, N. F. BUGAJ, A. M. GONOV, *Kavkaz ; narodi v èšelonah (20-60e gody)*, INSAN, Moscou, 1998. Ainsi que dans les ouvrages publiés par l'association Memorial en particulier *Nakazannyj narod, repressii protiv rossijskikh nemcev*, « Zven'ja », Moscou, 1999 et *Repressii protiv poljakov i pol'skikh graždan*, Vy. 1, istoričeskie sborniki « memoriala », « Zven'ja », Moscou, 1997. Pour des synthèses, cf. Pavel POLJAN, *op. cit.*, Terry MARTIN, *op. cit.*, p. 311-341. Les publications les plus récentes et intéressantes sur ces questions dans *Lubjanka, Stalin i glavnoe upravlenie gosbezopasnosti NKVD, 1937-1938*, *op. cit.*, N. L. POBOL', P. M. POLJAN, *Stalinskie deportacii, 1928-1953*, *op. cit.*

co-nationaux, quelle que fût leur citoyenneté, étaient surveillés et subissaient discrimination et répression. Les premières victimes de cette méfiance xénophobe furent notamment les ressortissants étrangers et les nouveaux citoyens soviétiques, dont les liens avec l'étranger étaient avérés⁴³.

Pendant la Grande Terreur des années 1937-1938, les opérations de purges, dont les cibles étaient les « ennemis du peuple », définis par leur appartenance ethnique, suivirent la procédure définie à l'occasion de la première opération « selon la ligne nationale »⁴⁴ qui visa les Polonais par l'ordre 00485. Dans les pratiques de la police politique, c'était une nouveauté. Jusqu'ici la Grande Terreur avait concerné les ennemis traditionnels du régime et leurs familles, qui tombaient sous le coup de l'ordre d'arrestation 00447 du 30 juillet 1937, visant les anciens koulaks, les criminels, et autres éléments antisoviétiques, mais aucune nationalité⁴⁵. L'ordre 00485 fut ratifié par le Politburo le 9 août 1937 : il exigeait la liquidation des « services de renseignements polonais », définis comme une organisation souterraine gigantesque, faite d'anciens leaders politiques polonais, aussi bien que de tous les transfuges venus de Pologne, les émigrés politiques et « la part la plus active des éléments locaux anti-soviétiques et nationalistes »⁴⁶. En octobre, ces mesures punitives furent étendues aux femmes et aux enfants de plus de 15 ans des personnes arrêtées⁴⁷. Cette répression atteignit en prenant la même forme les membres d'autres nationalités. En juillet 1938, un décret du Politburo définissait « l'opération de destruction de l'espionnage et des contingents de saboteurs composés de Polonais, Lettons, Allemands, Estoniens, Finnois, Grecs, Iraniens, Harbincy⁴⁸, Chinois, Roumains », en précisant, qu'ils soient « sujets étrangers ou citoyens soviétiques ». En janvier 1938, ce décret fut prolongé et étendu aux Bulgares et aux Macédoniens, il le fut aussi aux Afghans. Les personnes arrêtées étaient distinguées en deux catégories : les premières étaient condamnées à mort, les secondes à la déportation. La procédure dite de l'album stipulait que les dirigeants régionaux de la police politique (NKVD) envoyaient tous les 10 jours à Moscou – pour confirmation des sentences – des listes de condamnés contenant un bref résumé de l'enquête. En l'absence de quotas fixés à l'avance par Moscou pour chaque région (comme c'était le cas pour les koulaks) une vague de violence xénophobe se propagea, notamment dans les régions frontalières⁴⁹. De juillet 1937 à novembre 1938, les opéra-

43. Ils furent qualifiés comme groupe à part dans l'ensemble soviétique dès le recensement de janvier 1937 avec la création de la catégorie statistique de « groupes et unités d'étrangers vivant provisoirement ou étant passés régulièrement dans la citoyenneté de l'URSS ». Le secrétaire du Soviet des nationalités, A. I. Hackevič, avait explicitement demandé de diviser « les originaires (*vyhodcy*) des pays étrangers, vivant de manière permanente en URSS », B. Brande, « Spisok narodnostej SSSR », *Revoljucija i nacional'nosti*, n° 4, 1936, p. 74.

44. N. V. PETROV, A. B. ROGINSKIJ, « "Pol'skaja operacija" NKVD 1937-1938 gg », *Repressii protiv Poljakov i pol'skih graždan*, op. cit., p. 22-39.

45. Lubjanka, *Stalin i glavnoe upravlenie gosbezopasnosti NKVD, 1937-1938*, op. cit., p. 273-281.

46. Ibid.

47. N. V. PETROV, A. B. ROGINSKIJ, « "Pol'skaja operacija" NKVD 1937-1938 gg », op. cit., p. 23.

48. Harbincy, « venus de la région de Harbin », anciens ressortissants de l'empire russe, ils étaient définis par leur participation à la construction du chemin de fer en Mandchourie, vendu aux Japonais. Ils avaient ensuite été employés dans différentes usines et voies de chemin de fer en URSS. Composant une population de 25 000 personnes, ils furent globalement accusés d'être des espions à la solde du Japon, ils furent ajoutés à la liste des nationalités ennemies et déportés. Lubjanka, *Stalin i glavnoe upravlenie gosbezopasnosti NKVD, 1937-1938*, op. cit., p. 366-368.

49. Ibid., p. 468-469.

tions dites « nationales » concernèrent 335 513 personnes, dont 247 157 furent condamnés à mort et exécutés⁵⁰. Il est maintenant établi qu'un cinquième des arrestations des grandes purges et un tiers des exécutions de la Grande Terreur touchèrent des membres de ces nationalités⁵¹.

La lutte contre les « nationalités ennemies » prit aussi un aspect institutionnel par la destruction progressive des soviets nationaux mis en place dans les années 1920. En 1937-1938, tous les soviets nationaux et écoles nationales des représentants des nationalités « ennemies » de l'URSS (à l'exception de la République autonome des Allemands de la Volga) furent abolis⁵². Partant des lieux frontaliers et des grandes villes, la répression s'était étendue à l'ensemble du territoire, elle avait été assortie de mesures non seulement de déplacements de population, comme dans le cas des Coréens, mais de terreur : mort ou prison, ou déportation.

Un recensement raté ?

Recensement et propagande

Le recensement de janvier 1937 se déroula dans une période au cours de laquelle le régime multipliait les déclarations optimistes et se félicitait de ses réussites. L'année 1936 avait vu la ratification de la nouvelle Constitution soviétique à la suite du VIII^e congrès. Le slogan de l'unité du pays fut particulièrement mis en avant. Contrairement à la Constitution de 1924 dans laquelle les ennemis de classe du régime étaient déchus de leurs droits civique, dont celui de voter, celle de 1936 proclamait qu'il y avait plus de conflits et de distinctions de classe en URSS, elle avait instauré le suffrage universel. Les anciens individus dépourvus de droits civiques (*lišency*), déjà en partie amnistiés depuis 1933, furent réhabilités, notamment les religieux qui y virent le signe d'un retour en grâce de leurs pratiques. Dans son introduction à la Constitution, Staline annonçait qu'en URSS, on comptait 60 nationalités. L'URSS se composait dorénavant de onze Républiques fédérées, le Kazakhstan, la Kirghizie, et les trois Républiques de l'ancienne Transcaucasie (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie) ayant obtenu ce statut. Le Soviet des nationalités, une des deux chambres du nouveau Soviet Suprême, était composé des représentants des territoires nationaux, chaque échelon administratif (Républiques fédérées, Républiques autonomes ou régions autonomes) donnant droit à un nombre précis de députés.

Les brochures d'explication du recensement se faisaient l'écho de la propagande officielle en insistant sur les changements survenus en URSS. L'organisation du recensement se fit dans une atmosphère de forte mobilisation. Le Parti communiste avait été chargé du

50. N. V. PETROV, A. B. ROGINSKIJ, *op. cit.*, p. 33-42.

51. Terry MARTIN, « The Origins of Soviet Ethnic Cleansing », *The Journal of Modern History*, n° 70, décembre 1998, p. 855.

52. Terry MARTIN, « The Origins of Soviet Ethnic Cleansing », *op. cit.*, p. 855, Terry MARTIN, « The Russification of the RSFSR », *Cahiers du Monde Russe*, n° 39 (1-2), janvier-juin 1998, p. 99-117.

travail de préparation de la population et de contrôle des cadres du recensement⁵³. Le recensement était assimilé aux campagnes électorales, exigeant un même engagement de la part des membres du parti et des citoyens soviétiques. La correspondance entretenue entre la direction centrale de statistique et les organes locaux montre l'attention particulière accordée à l'appartenance politique des recenseurs. En Ouzbékistan, le directeur de la direction statistique se vantait d'avoir fait contrôler le choix de ses cadres par la police politique⁵⁴. Devant être réalisé en un seul jour, le recensement exigea la contribution d'un très grand nombre de recenseurs, 1 200 000⁵⁵.

Une question sur la religion devait démontrer les succès de la propagande antireligieuse officielle. Dans une URSS rassemblée autour de son leader et d'une nouvelle Constitution, l'unité s'exprimait notamment par la conscience d'appartenir à une même Patrie. À la question sur leur citoyenneté (*graždavennost*), les interrogés devaient fièrement répondre « soviétiques ». Le recensement était aussi une opération de propagande en montrant l'adhésion du peuple au régime communiste.

Tout au long des années 1930, des recensements généraux de la population avaient été prévus puis reportés par la CUNHU (Central'noe Upravlenie Narodno-Hozjaistvennogo Učeta [Direction centrale de comptabilité de l'économie nationale] : nouvelle dénomination de la direction statistique de l'URSS en 1932, après son intégration dans le Gosplan). Alors que les administrations ne cessaient de se plaindre de l'impossibilité d'obtenir un chiffre fiable de la population⁵⁶, Molotov, alors président du Conseil des Commissaires du Peuple (SNK), projeta un programme de recensement pour septembre 1932 et réalisé en janvier 1933⁵⁷. Dans les directives établies en vue de ce recensement, il était précisé que les questions devaient être moins nombreuses qu'en 1926. Le but était de produire le chiffre exact de la population, alors que l'enregistrement du mouvement de la population était profondément perturbé. Les catastrophes des années 1931-1933 et les désordres qui régnaient dans le pays modifièrent les délais et le plan d'organisation du recensement⁵⁸.

Le formulaire de recensement du 6 janvier 1937, fixé par un arrêt du SNK du 28 avril 1936⁵⁹ prit la forme d'une rupture avec le passé. Sous la pression directe des instances de l'État (à travers le SNK) et du Parti (le Comité central), il contenait un

53. RGASPI, f. 17, op 3, d. 976, l. 2 : 20 avril 1936.

54. RGAË, f. 1562, op. 326, d. 116, l. 16.

55. Celui de 1939, qui se déroula sur plusieurs jours, n'en compta que 400 à 450 000, V. B. ŽIROMSKAJA, I. N. KISELEV, Ju. A. POLJAKOV, *Polveka pod grifom « sekretno » : Vsesojuznaja perepis' naselenija 1937 goda*, Nauka, Moscou, 1996, p. 5.

56. RGAË, f. 1562, op. 1, d. 722, l. 8 ob.

57. *Ibid.*, l. 9.

58. La CUNHU dans son rôle d'observatrice privilégiée des évolutions démographiques avait conclu à la baisse de la natalité et à la hausse de la mortalité, en omettant néanmoins de parler pour 1933 de famine. Un conflit débuta en 1934, il opposa la direction statistique à la police politique, qui donnait d'autres chiffres. Le recensement de janvier 1937 fut organisé dans un climat institutionnel très tendu, l'administration statistique, peu communiste, continuait certes à promouvoir sa technicité propre et la fiabilité de ses chiffres, mais elle se savait pointée du doigt par la direction du pays. Alain BLUM, « À l'origine des purges de 1937 : l'exemple de l'administration de la statistique démographique », *Cahiers du Monde russe*, n° 39 (1-2), janvier-juin 1998, p. 169-196.

59. RGASPI, f. 17, op 3, d. 976, l. 1 : 20 avril 1936.

nombre bien plus restreint de questions. Staline était directement intervenu dans l'élaboration du questionnaire⁶⁰. Staline comme Molotov avaient développé l'idée que la société soviétique ne se divisait plus qu'en trois catégories : les travailleurs, les paysans et l'intelligentsia⁶¹. En 1926, de nombreuses questions permettaient de tracer finement le profil socio-économique des Soviétiques, alors qu'en 1937 aucun travail précis d'analyse de la stratification sociale ne pouvait être mené à partir des données du recensement. Le bulletin contenait quatorze questions sur les noms, l'âge, la nationalité, la langue, la situation matrimoniale, l'occupation, le lieu de travail et l'inscription dans une association ou une organisation sociale, et un ensemble de quatre rubriques évaluaient le niveau d'alphabétisation et d'instruction.

Le sentiment religieux comme signe d'allégeance politique

La question de la religion était absente des premiers recensements soviétiques : Lénine avait refusé de la voir poser au cours du recensement de 1920. Pour la première et unique fois cependant, en 1937, une question sur la croyance religieuse fut inscrite sur ordre de Staline. Dans les instructions aux recenseurs, il était précisé que la question concernait les sentiments intérieurs des individus, et non un rattachement formel : ainsi les enfants de moins de 16 ans n'eurent pas le droit de répondre à la question.

Le directeur de la statistique I.A. Kraval' expliqua dans ses articles de présentation du recensement qu'il s'agissait de révéler les succès des campagnes antireligieuses menées par le pouvoir. La religion était définie comme un préjugé et comme une survivance, une trace du passé, normalement marginale du fait de l'avènement de la société socialiste. Le recensement devait attester de la modernité soviétique par un faible nombre de croyants.

Mais les résultats du recensement furent un choc pour les leaders communistes. 42 millions de personnes, soit 43 % de la population adulte, furent enregistrés au nombre des croyants⁶². Pour expliquer ces mauvais résultats, Kraval' s'en prit à une propagande antireligieuse qu'il estimait avoir été mal conduite. En outre les ennemis de l'Union soviétique avaient mené une agitation « en manipulant la partie religieuse la plus arriérée, la moins développée de la population ». Selon les recenseurs, certains interrogés s'étaient inscrits au nombre des croyants en raison de conceptions « très arriérées »⁶³ ou de la mauvaise influence des femmes et de leurs superstitions⁶⁴.

L'enregistrement du sentiment religieux posait problème. Il avait été envisagé de procéder à ce dernier dans les années 1910, mais traditionnellement le recensement de la religion portait sur une appartenance formelle. Les rapports sur le recensement insistent sur les angoisses éprouvées par la population devant une question à la fois difficile et d'ordre éminemment politique. Ils notent l'étonnement ressenti par la popu-

60. A. G. VOLKOV, « Iz istorii perepisi naselenija 1937 goda », *Vestnik statistiki*, n° 8, 1990, p. 51.

61. B. V. ŽIROMSKAJA, « Vsesojuznye perepisy naselenija 1926, 1937, 1939 godov », *Istorija SSSR*, n° 3, 1990, p. 97.

62. V. B. ŽIROMSKAJA, I. N. KISELEV, Ju. A. POLJAKOV, *op. cit.*, p. 96-103.

63. RGAÉ, f. 1562, op 339, d. 143, l. 138.

64. *Ibid.*, l. 51.

lation⁶⁵. La question était considérée comme une demande adressée au peuple soviétique d'adhérer aux conceptions philosophiques du nouveau régime en guise de loyauté. Mais parallèlement, une partie de la population vit dans le recensement le moyen d'infléchir la politique antireligieuse du gouvernement. En effet un relatif apaisement de la propagande antireligieuse s'était fait sentir depuis le milieu des années 1930. La ratification de la Constitution de 1936 avait été interprétée comme une réhabilitation de l'ancien clergé : privé de droits politiques depuis la Révolution, il recouvrait la pleine citoyenneté. Les organisations religieuses avaient dans ce climat multiplié les pétitions auprès des organes de gouvernement afin d'obtenir la réouverture des églises⁶⁶. Durant le recensement de 1937, des bruits circulèrent selon lesquels un chiffre élevé de croyants aurait pour conséquence la réouverture des églises, voire la construction de nouvelles églises⁶⁷. Les partisans de ces réouvertures ne s'appuyaient pas seulement sur la Constitution de 1936⁶⁸. Ils espéraient aussi que des institutions internationales, à l'instar de la ligue des Nations, pourraient, grâce au chiffre statistique, exercer une pression sur le gouvernement soviétique⁶⁹.

La peur d'être stigmatisé comme croyants puis puni se manifesta néanmoins dans toutes les régions. En Biélorussie, les habitants craignirent en étant marqué (*klejmit'*, *pečat'*) comme croyants l'expulsion et la privation de leurs biens. Dans l'oblast' de Sverdlovsk, le bruit se propagea que les croyants seraient exclus des kolkhozes⁷⁰. Dans l'oblast' de Moscou, on conseilla aux croyants de ne pas répondre au recensement, de crainte d'être assimilé aux koulaks et de subir leur sort⁷¹. Ailleurs, on pensa que les vieillards s'étant enregistrés comme croyants seraient fusillés, alors que les jeunes dans le même cas seraient privés de pain⁷². Dans le kraj de Krasnoïarsk, les croyants redoutèrent d'être imposés plus durement et de ne pouvoir inscrire leurs enfants dans les écoles⁷³.

Dans les zones frontalières de la Biélorussie, la réponse à la question de la religion suscitait une double appréhension. Alors que la propagande soviétique mobilisait la population à l'approche d'une guerre, les bruits couraient que les non-croyants, marqués en tant que tels, seraient fusillés par Hitler, par les fascistes, les Polonais ou les

65. Dans l'oblast' de Sverdlovsk, un chef d'équipe d'un chantier s'offusquait de la question, se demandant en quoi elle avait à voir « avec notre construction », RGAË, f. 1562, op. 329, d. 138.

66. Nicolas WERTH, « Le pouvoir soviétique et l'Église orthodoxe dans les années 1930 », *RECEO*, n° 3-4, 1993, p. 41-106, Arto LUUKKANEN, *The Religious Policy of The Stalinist State. A Case Study : The Central Standing Commission on Religious Questions, 1929-1938*, SHS, Helsinki, 1997, p. 138-139.

67. En Ukraine, les habitants de deux villages de la région de Černjahovsk espéraient que la fermeture récente de deux églises serait remise en cause grâce au recensement, RGAË, f. 1562, op. 329, d. 143, l. 10.

68. *Ibid.*, l. 61, 116, 141.

69. Kraval', dans son rapport résumant l'attitude de la population envers la question de la religion, insistait sur le fait que les croyants espéraient une intervention de la société des Nations pour faire pression sur Litvinov et permettre la réouverture des églises. Cette pression de la communauté internationale avait été particulièrement efficace à propos des communautés religieuses mennonites, qui avaient pu, au début des années 1930, quitter le territoire soviétique. Terry MARTIN, *The Affirmative Action Empire*, op. cit., p. 319-320.

70. RGAË, f. 1562, op. 329, d. 143, l. 137.

71. *Ibid.*, l. 115.

72. *Ibid.*, l. 138.

73. *Ibid.*, l. 115.

Japonais, lorsqu'ils envahiraient l'Union⁷⁴. Dans le rajon de Logojsk, en Biélorussie, il était indiqué que les parents avaient fait pression sur leurs enfants afin qu'ils s'inscrivent comme croyants, « car si tu t'inscris comme non croyant, ça ira mal quand les Polonais arriveront⁷⁵ ». Comme à l'époque impériale, l'appartenance religieuse continuait à être ressentie comme la manifestation d'une allégeance géopolitique, en particulier dans les zones frontalières avec des pays « ennemis » de l'URSS.

Les récits des recenseurs font écho de tensions familiales pouvant déboucher sur des meurtres si tel membre de la famille avait refusé de se faire enregistrer comme croyant⁷⁶. En Biélorussie, dans le rajon de Červenskij, au moment du remplissage des formulaires du recensement, un pope organisa le baptême d'enfants⁷⁷. Comme à l'époque impériale, les rumeurs diffusées par les sectes religieuses faisaient référence à la bible, à l'Antéchrist et à la fin du monde⁷⁸.

Si au cours du recensement de 1939, aucune question ne concerna la religion, des croyants continuèrent néanmoins à refuser de se faire recenser ou cherchèrent à revendiquer leur identité religieuse par le biais des questions sur la nationalité et la citoyenneté. Ainsi, un évangéliste fit inscrire « État chrétien » en guise de réponse à la question de la citoyenneté et « croyant » à celle de la nationalité⁷⁹. Dans le gouvernement de Smolensk, un interrogé exigea que l'on note « baptiste » à la question de la nationalité⁸⁰. Dans le village de Kamenka, une femme se définit, à la place de la nationalité, comme croyante⁸¹. Dans la République autonome de Crimée dans trois rajony, des croyants demandèrent qu'aux questions sur la citoyenneté et la nationalité, ils puissent indiquer « croyants »⁸².

Promouvoir le national et non l'ethnique

En 1937, l'enjeu d'un enregistrement de la nationalité paraissait peu important au regard de la question religieuse. Le terme finalement choisi pour la nationalité fut celui

74. *Ibid.*, l. 53-60.

75. *Ibid.*, l. 54.

76. Le rapport concernant la Biélorussie fait état de quatre meurtres consécutifs au refus d'un membre de la famille de s'inscrire au nombre des croyants, *Ibid.*, l. 51-68.

77. *Ibid.*, l. 63.

78. *Ibid.*, l. 137 : dans l'*oblast'* de Sverdlovsk, il se disait que le recensement était prévu par la Bible, qu'il fallait s'en cacher et que la nuit du recensement serait la nuit de la St Barthelemy (*Varfolomenskij*). En se faisant recensé, on serait marqué du sceau de l'Antéchrist. *Ibid.*, l. 52 : en Biélorussie, 200 à 250 évangélistes refusèrent de se faire recenser et restèrent muets. *Ibid.*, l. 64 : en Biélorussie toujours, la peur du marquage, générale dans les rapports, prit un sens religieux : la marque permettra de faire la différence entre croyants et non-croyants et quinze jours après le recensement, la fin du monde enverra les croyants au paradis et les incroyants en enfer.

79. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 1396, l. 147.

80. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 1324, l. 129.

81. Cette femme refusa de répondre à la question de la nationalité et de la langue : « Elle ne voulait pas s'appeler Ukrainienne, de peur que pendant le recensement, on la compte comme membre de l'Église autocéphale ukrainienne, or elle croit en l'Église orthodoxe », RGAË, f. 1562, op. 336, d. 1396, l. 147.

82. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 1339, l. 12 ob.

de *nacional'nost'*. Il était néanmoins précisé que cette dernière ne devait être confondue ni avec la religion, ni avec le nom d'un ancien *soslovie*, ni avec le lieu de naissance. Enfin, pour les enfants issus d'un mariage mixte, il fallait non plus indiquer la nationalité de la mère, comme en 1926, mais les parents devaient se mettre d'accord sur la nationalité de leur enfant⁸³.

Les brochures du recensement insistaient sur la liberté laissée à l'individu de se ranger dans une nationalité. Elles opposaient la liberté des Soviétiques, pour déterminer leur identité, aux recensements fascistes et capitalistes (en particulier américains) : l'agent recenseur y assignait les appartenances raciales. En URSS, l'enregistrement se faisait librement « en accord avec la conscience⁸⁴ ». Au cours du recensement de 1937, le formulaire demandait de nommer son *rodnoj jazyk*, la langue que l'interrogé lui-même désignait comme telle. La langue des enfants ne sachant pas encore parler devait être la langue parlée dans la famille⁸⁵.

La distinction entre l'ethnique et le national était dorénavant bien établie et le passage du terme *narodnost'* à *nacional'nost'* en témoignait. Dès 1934, le directeur de l'Institut d'anthropologie et d'ethnographie (IAË), I. Koškin, s'était prononcé : les listes des langues et des nationalités devaient désormais être construites en prenant en compte les enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline, autrement dit il fallait établir les listes à partir de l'appartenance nationale et non de l'ethnique⁸⁶. Ce nouveau regard sur les nationalités soviétiques impliquait une hiérarchisation, une délimitation nette des nationalités (avec leurs différents niveaux de développement), des groupes ethnographiques, mais aussi des langues et des dialectes.

Le 25 janvier 1936, un ensemble de spécialistes de la question nationale⁸⁷ fut réuni au bureau du secrétaire du Soviet des nationalités, Hackevič⁸⁸. Pour le futur recensement, on demanda aux savants que le nombre de nations, *nacional'nosti*, *narodnosti*, tribus, langues soit défini, ainsi que séparément la quantité de ces groupes et unités d'étrangers vivant provisoirement ou étant régulièrement devenus des citoyens de l'URSS⁸⁹. Cette dénomination regroupait des personnes dont la loyauté politique était mise en doute, elles faisaient l'objet d'une surveillance et de répression depuis la seconde moitié des années 1930.

Une nouveauté fut introduite en 1937, par rapport à 1926 : la question de la nationalité fut posée à tous les interrogés, y compris aux citoyens étrangers, marquant

83. RGAË, f. 1562, op. 329, d. 116, l. 71.

84. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 1439, l. 1-24.

85. *Instrukcija k zapolneniju perepisnogo lista*, reproduit dans V. B. ŽIROMSKAJA, I. N. KISELEV, Ju. A. POLJAKOV, *Polveka pod grifom « sekretno » : Vsesojuznaja perepis' naselenija 1937 goda*, Nauka, Moscou, 1996, p. 14.

86. PF ARAN, f. 142, op. 1, d. 1935-1, l. 63.

87. Étaient présents à la réunion : Dimantejn et Grande de l'Institut des nationalités, Jakovlev du Comité central pan-soviétique du nouvel alphabet, Gambarov de l'Institut d'orientalisme, Koškin de l'IAË, Skaško du Comité du Nord, Mansurov du Musée des peuples de l'URSS, Kvitkin de la CUNHU, ainsi qu'un représentant de la république transcaucasienne, Efendiev, le sous-secrétaire du Soviet des nationalités, Akimov, un instructeur du Présidium du CIK, Bogdanov. Bogoraz-Tan avait aussi été invité, GARF, f. 3316, op. 28, d. 865, l. 22.

88. *Ibid.*, l. 26-27 : protocole de la réunion du 25 janvier 1936.

89. *Ibid.*, l. 26.

l'intérêt du régime pour les identités transfrontalières⁹⁰. Les catégories statistiques reproduisaient dorénavant les catégories administratives. La question 7 sur la citoyenneté concerna tous les recensés, les ressortissants de l'URSS devant se déclarer « Soviétiques »⁹¹.

La réduction de la liste des nationalités soviétiques

La réduction du nombre des nationalités par rapport à 1926 avait selon les commentaires et les explications une raison : depuis le milieu des années 1920, la configuration nationale de l'URSS avait profondément évolué⁹². Ces transformations s'expliquaient par des processus d'assimilation de petites unités ethniques au sein d'ensembles nationaux plus nombreux et plus modernes, bénéficiant d'un territoire, d'une écriture et d'une représentation politique au sein de l'Union. L'URSS était dorénavant un pays intégré.

Lors de la présentation des résultats de 1926, les ethnographes avaient souligné les phénomènes d'acculturation par la mise en relation des données sur la langue et sur l'appartenance nationale, néanmoins la liste des nationalités avait été allongée. En 1937, les statisticiens espéraient montrer le « grand mouvement de fusion de tous les peuples dans la société communiste »⁹³. Dans l'URSS des années 1930, on parlait de consolidation nationale et de fusion des peuples pour désigner les processus d'assimilation que le régime encourageait.

En 1937, les spécialistes des nationalités restèrent prudents sur les phénomènes contemporains d'intégration nationale. Ils partageaient néanmoins l'idée que les changements historiques convergeaient vers l'agglomération des cultures humaines dans un ensemble plus vaste. Reconnaisant l'importance de l'élaboration de la liste, ils s'interrogeaient au cas par cas pour savoir si tel groupe ethnique constituait une nationalité à part entière ou s'il fallait la ranger dans une autre nationalité⁹⁴. Ils notaient que les évolutions en cours menaient à la consolidation des nationalités comme à leur possible division. Mais ils s'avouaient incapables de résoudre à l'avance la question de la fusion de ces nationalités⁹⁵.

Certains principes furent posés pour juger du bien-fondé d'intégrer une nationalité dans la liste centrale. En particulier, le rejet des distinctions fondées sur le critère reli-

90. RGAĖ, f. 1562, op. 1, d. 754, l. 1. *Instrukcija k zapolneniju perepisnogo lista*, reproduit dans V. B. ŽIROMSKAJA, I. N. KISELEV, Ju. A. POLJAKOV, *op. cit.*, p. 14.

91. *Ibid.*

92. Dans son article de 1935, Brande, linguiste attaché à l'Institut des nationalités du CIK, expliquait que la liste de 1926 incluait une série de noms qui ne désignaient pas des nationalités, mais des tribus, des sous-divisions de nationalités, et aussi parfois des dénominations territoriales, ou des noms locaux. Il concluait que depuis 1926, des changements s'étaient produits grâce au processus de construction nationale et linguistique, B. BRANDE, « Materialy dlja utočnenija spiska narodov SSSR », *Revoljucija i nacional'nostj*, n° 4, 1935, p. 77.

93. L. KRASOVSKIJ, « Čem nado rukovodstvovat'sja pri sostavlenii spiska narodnostej SSSR », *Revoljucija i nacional'nostj*, n° 4, 1936, p. 71.

94. *Ibid.*, p. 67.

95. GARF, f. 3316, op. 28, d. 865, l. 16 : Réunion du secteur sur la construction linguistique de l'Institut des nationalités, février 1936.

gieux fut confirmé avec bien plus de force qu'en 1926. Les *Iezidy* (réunis aux Kurdes), ainsi que les *Krjašeny* (réunis aux Tatars), les *Helšiny* (réunis aux Arméniens) furent cette fois exclus de la liste. De même les nationalités très réduites ou encore certaines désignations fondées sur des noms géographiques furent écartées. Les Rom parlant le tadjik, l'ouzbek ou l'arménien furent comptés comme autant de Tadjiks, Ouzbeks ou Arméniens⁹⁶. Les demandes adressées par les gouvernements régionaux à la CUNHU sur l'enregistrement d'un peuple furent peu prises en compte. La République d'Arménie par exemple, avait demandé que les *Iezidy* fussent enregistrés comme une nationalité séparée. La République d'Oudmourtie avait exprimé le vœu que les Bessermianes (« d'origine tatar ») fussent rangés dans une position à part des Oudmourtes, mais sans succès⁹⁷. Malgré l'opposition géorgienne, les Adjars, pourvus d'une République autonome, furent inscrits dans la liste⁹⁸.

Les principes permettant à coup sûr d'inscrire la nationalité sur la liste furent énumérés dans un article paru en 1936 dans le journal du Soviet des nationalités⁹⁹. Dans la seconde moitié des années 1930, le régime avait une définition officielle de la nationalité. Les groupes ethniques possédant un territoire national : République, oblast', rajon ou village, de même que les nationalités dotées d'une écriture propre (ou un dialecte bien défini) avec leur graphie et leur presse devaient automatiquement se trouver sur la liste. Le recensement enregistrait les décisions déjà prises par le gouvernement concernant les divisions administratives territoriales comme les langues institutionnalisées. Les Ingouches et les Tchétchènes réunis dans une même République autonome depuis 1934 étaient inscrits comme Tchétchèno-Ingouches. Certaines formations administratives dont les termes géographiques rassemblaient une série de tribus devenaient définitivement des nationalités. Ainsi dans l'Altai, les Khakasses et les Oïrates, termes rangés dans la liste de 1926 au rang des désignations impropres, avaient en 1937 de plein droit le statut de nationalités.

Les ethnographes réunissaient les nationalités dans un même groupe selon les principes de découpage territorial et administratif. Les Kurama et les Kypchaks furent assimilés aux Ouzbeks, les Nogais de Crimée aux Tatars de Crimée, parce qu'ils peuplaient les mêmes territoires. Les Komi Permiak et les Komi Zyrianes furent définitivement réunis en Komi (ils avaient été dotés d'une République, d'une langue et d'une écriture communes), mais ils furent au dernier moment séparés dans la liste publiée par la CUNHU¹⁰⁰. Enfin, les Ouïghours qui, depuis 1921 revendiquaient leur statut de nationalité et leur union avec les Ouïghours du Sin-Chian chinois, furent reconnus dans la liste de 1937.

La liste éditée pour le recensement de 1937 par la CUNHU ne contient que 106 nationalités par rapport aux 196 de 1926. Mais le graphe « autres » énumérait 43 nationa-

96. CUNHU-Gosplana SSSR, *Slovar' nacional'nostej dlja razrabotki Vsesojuznoj perepisi naselenija 1937 goda*, « Sojuzoručët », Moscou, 1937, p. 31.

97. PF ARAN, f. 77, op. 1- 1936, d. 40, ll. 92-92 ob.

98. RGAË, f. 1562, op. 329, d. 151, l. 94.

99. L. KRASOVSKIJ, *op. cit.*, p. 67-71.

100. PF ARAN, f. 135, op. 1, d. 79, l. 80.

lités¹⁰¹ et celui dénommé « nationalités indiquées non précisément » en contenait 14. Dans le dictionnaire des nationalités, plus de 820 termes étaient recensés.

Le Soviet des nationalités à la réception de la dernière version de la liste, se félicitait, en août 1936, que cette dernière ait été conçue en suivant « la ligne non d'un morcellement artificiel (comme ce fut le cas jusqu'ici), mais d'une définition précise des nationalités », rappelant la nécessité de fonder la liste sur la définition de la nation donnée en 1913 par Staline¹⁰².

Un recensement « saboté »

Le recensement qui faisait partie de l'arsenal de propagande du régime devait à ce titre démontrer les victoires du socialisme par un fort taux de croissance de la population. Un article publié par la *Pravda* le 29 avril 1936 affirmait que la riche Patrie soviétique avait une croissance de sa population bien supérieure à celle des pays occidentaux, victimes des conséquences de la crise de 1929 et de « l'échec historique » du système capitaliste¹⁰³. En 1934, Staline avait avancé le chiffre de 168 millions d'habitants en URSS. Avec une croissance estimée entre 2,2 et 2,3 % par an, la population au début de l'année 1937 devait atteindre les 180 millions. La découverte par les statisticiens du chiffre de 162 millions, qu'ils communiquèrent à la mi-mars 1937 à Staline et Molotov, déclencha le début de la purge de l'administration statistique¹⁰⁴.

La croissance de la population depuis 1926 s'établissait à 1 % par an. Surtout les chiffres régionaux montraient les baisses de la population et révélaient ainsi les phénomènes de famine et malnutrition consécutifs à la collectivisation, en particulier en Ukraine et au Kazakhstan. Dès février 1936, le président du Soviet des commissaires du peuple, U. Isaev, signalait dans une lettre au directeur de la CUNHU, à Kraval', la possibilité de découvrir une baisse de la population kazakhe par rapport à 1926. Loin d'y reconnaître les effets de la politique de collectivisation et de sédentarisation des nomades, il mettait en garde la CUNHU contre la possibilité d'une sous-déclaration des Kazakhs, risquant de se qualifier de Kirghizes, nom qui leur avait été attribué par les Russes jusqu'en 1925. Il demandait de faire preuve d'une attention pointilleuse au bon enregistrement des ressortissants kazakhs ayant migré dans les régions industrielles¹⁰⁵. En 1937, la crainte de constater des baisses de population expliquait l'insistance des différents organes gouvernementaux à exiger le recensement exhaustif de tous leurs « nationaux ».

La baisse du nombre de Kazakhs constatée par le recensement de 1937 fut de plus d'un million¹⁰⁶. Les tentatives du gouvernement et de la direction kazakhe de donner

101. CUNHU-Gosplana SSSR, *Spisok nacional'nostej dlja razrabotki Vsesojuznoj perepisi naselenija 1937 goda*, « Sojuzoručët », Moscou, 1937.

102. GARF, f. 3316, op. 28, d. 865, l. 92.

103. B. V. Žiromskaja, *op. cit.*

104. Alain BLUM, « À l'origine des purges de 1937 : l'exemple de l'administration de la statistique démographique », *op. cit.*, p. 169-196.

105. RGAË, f. 1562, op. 329, d. 116, l. 149.

106. La population kazakhe est passée de 1926 à 1937 de 3 968 289 à 2 862 458, RGAË, f. 1562, op. 329, d. 145, l. 8.

une explication à ce chiffre en termes soit de sous-enregistrement de la dénomination de Kazakh, soit de falsification des chiffres par la présence d'espions japonais¹⁰⁷, ne pouvaient masquer l'ampleur de la catastrophe démographique. Pour les Ukrainiens, la baisse constatée fut de plus de 4,7 millions¹⁰⁸. Même si elle ne s'expliquait pas seulement par la famine des années 1932-1933, mais aussi par un refus de se faire enregistrer comme Ukrainiens dans les régions de la RSFSR¹⁰⁹, les raisons données par les statisticiens pour justifier ces chiffres ne pouvaient masquer l'ampleur de la famine. Ces résultats révélaient les véritables catastrophes démographiques qui avaient touché spécifiquement certaines régions et certaines nationalités. Douze d'entre elles (les Ukrainiens, les Kazakhs, les Mordves, les Allemands, les Turkmènes, les Maris, les Iakoutes, les Caréliens, les Moldaves, les Bouriates, les Kalmyks, les Abkhazes) ont connu une baisse démographique nette¹¹⁰.

La diffusion de ces chiffres, mettant en cause tant la politique économique que nationale du régime, devint très rapidement un enjeu politique. Ils furent immédiatement mis au secret en attente d'une décision politique. Le directeur du recensement, O. A. Kvitkin, son adjoint, L. S. Brand et M. V. Kurman, auteurs d'une note expliquant dans le détail à Staline et Molotov le pourquoi des baisses régionales de la population, furent mis en accusation dès la mi-avril. Puis la répression s'abattit sur l'ensemble de l'appareil statistique, même au niveau régional. Enfin, un arrêté du SNK du 25 septembre 1937, publié le lendemain dans la *Pravda*, concluait que l'organisation du dernier recensement n'avait pas été satisfaisante. Le matériel qu'elle avait produit fut qualifié de défectueux. L'arrêté prévoyait, en outre, la réalisation d'un nouveau recensement pour 1939. L'appareil statistique fut purgé, les deux principaux organisateurs du recensement de 1937, A. I. Kraval' et O. A. Kvitkin furent fusillés, et la préparation d'un second recensement, qui débuta immédiatement, se fit dans la plus grande panique et la terreur extrême.

Le recensement de 1939 et la « résolution » du problème des nationalités

Le recensement de 1939 se prépara dans un climat très tendu. L'administration statistique manquait de cadres. À un niveau plus local, la question de la réutilisation des inspecteurs ou agents recenseurs de 1937 posait problème. L'implication du gouvernement et du Parti fut encore plus forte qu'en 1937. La campagne d'information fut orchestrée comme une campagne politique. Il s'agissait de renouveler l'effort que le

107. RGAË, f. 1562, op. 329, d. 151, ll. 110-112.

108. La population enregistrée comme ukrainienne est passée de 31 194 976 personnes en 1926 à 26 421 212 en 1937, RGAË, f. 1562, op. 329, d. 145, l. 8.

109. Terry MARTIN, *op. cit.*, p. 404.

110. Outre les Ukrainiens et les Kazakhs, les Mordves étaient passés de 1 340 415 à 1 248 867, les Allemands de 1 238 549 à 1 151 601, les Turkmènes de 763 940 à 747 723, les Maris de 428 192 à 401 092, les Iakoutes, de 241 365 à 239 307, les Caréliens de 248 120 à 233 006, les Moldaves de 278 905 à 223 848, les Bouriates mongols de 238 060 à 218 597, les Kalmyks de 129 321 à 127 423, les Abkhazes de 56 957 à 55 561 : RGAË, f. 1562, op. 329, d. 145, l. 8.

Parti avait fourni pour mobiliser les masses à l'occasion des élections du Soviet suprême (décembre 1937)¹¹¹.

À nouveau l'attention se fixa essentiellement sur le problème du dénombrement de la population. Selon le slogan d'alors, personne ne devait se soustraire au recensement. Pour la première fois, une des dispositions (article 15) de l'arrêté sur le recensement édité par le SNK le 26 juillet 1938, stipulait que les personnes se soustrayant au recensement ou donnant notoirement (*zavedomo*) de faux renseignements pouvaient être poursuivies. Différents rapports signalaient les cas de refus de se faire recenser punis de peines de « deux ans de privation de liberté »¹¹².

Paradoxalement, alors que les opérations du recensement étaient placées sous le signe du contrôle, la direction de la statistique fit preuve d'une grande désinvolture au sujet du recensement des nationalités. Portée en septième position du questionnaire, la question de la *nacional'nost'* était laissée à l'entière liberté de l'interrogé. Alors même qu'un enregistrement d'après l'origine avait été mis en place dans le passeport, il était souligné que contrairement à l'Allemagne, on enregistrait des appartenances culturelles revendiquées en Union soviétique.

Alors que les catastrophes démographiques des années 1930 étaient encore visibles dans les chiffres des populations nationales, les directions statistiques étaient toujours inquiètes de révéler ses chiffres. En 1939, la réduction du nombre absolu d'Ukrainiens et de Kazakhs par rapport au recensement de 1926 était expliquée très simplement par le changement des termes du questionnaire. Alors qu'en 1926 avait été enregistrée la *narodnost'*, « qui a été comprise dans l'idée de l'origine tribale », en 1939 l'interrogé devait donner la *nacional'nost'* dans laquelle il se rangeait. De ce fait « on peut supposer que les personnes se nommant en 1926 Ukrainiens et Kazakhs se sont déclarées Russes ou dans la nationalité de la République dans laquelle ils vivent au moment du recensement de 1939 » et le nombre d'Ukrainiens et de Kazakhs avait donc baissé¹¹³.

Le directeur de la CUNHU refusa de voir la question de la nationalité comme un problème : « Chez nous dans l'Union, c'est très simplement défini. Chez nous, des formes étatiques ont été données à toutes les nationalités, les unes ont des régions, les autres des Républiques, et ainsi toutes les nationalités ont reçu une forme étatique. Ici on a un critère très simple. Toutes les nationalités ayant reçu une forme étatique sont des nationalités¹¹⁴. »

L'élaboration de la liste des nationalités en vue du recensement de 1939 fut néanmoins l'objet de tensions et de débats entre les scientifiques. Face à la demande de l'État, relayée par la nouvelle direction statistique, exigeant qu'on réduise le nombre des nationalités à celui d'une représentation de la construction territoriale, certains linguistes et les ethnographes manifestèrent leur attachement à leur propre manière d'étudier et de représenter les phénomènes ethniques.

111. RGASPI, f. 82, op. 2, d. 147, l. 51.

112. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 1399, l. 31.

113. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 222, l. 16.

114. V. N. Starovskij, 7 août 1938, RGAË, f. 1562, op. 336, d. 79, l. 20.

Le recensement de 1939 déboucha sur l'élaboration d'une nouvelle classification des nationalités, attestant de l'existence d'une nouvelle catégorisation et hiérarchisation du national en URSS, directement issues de son institutionnalisation.

Aucun homme ne doit échapper au recensement

Le recensement de 1939 fut rapidement organisé par le biais d'une campagne d'agitation intensive. Le film *Le Grand Comptage* (*Velikij sčët*) fut projeté dans des centaines de cinémas, trois millions de brochures furent éditées, 2,5 millions d'affiches furent imprimées... Dans la seule oblast' de Vologda, trois exemplaires du film furent diffusés, 15 913 personnes furent mobilisées pour parler du recensement, 8 000 exemplaires de la notice explicative circulèrent, 468 expositions furent organisées¹¹⁵... Dans l'oblast' d'Ivanovo, par exemple, certaines personnes avaient manifesté leur volonté de se faire enregistrer en premier, comme pour les élections aux soviets suprêmes d'URSS et de RSFSR¹¹⁶. Les rapports des recenseurs révèlent les cas fréquents d'individus allant à la rencontre des recenseurs avant même le commencement des opérations¹¹⁷. La campagne fut si bien orchestrée que des enfants prirent, au Turkménistan et en Kirghizie, le doux prénom de « Recensement »¹¹⁸.

La propagande du régime chercha en particulier à lier recensement et attribution de services gouvernementaux. Les rapports du recensement révèlent en effet que la population percevait le recensement comme un outil au service de l'allocation des biens. Ainsi au Turkménistan, le bruit que les personnes de plus de 65 ans seraient exemptées d'impôts et recevraient une retraite aurait eu pour effet un enregistrement excessif des plus de 65 ans¹¹⁹. Mais la plupart du temps, la fonction de redistribution des biens par le régime fut ressentie comme une menace. Des bruits couraient que le recensement allait déboucher sur la remise en cause des aides aux familles nombreuses¹²⁰, qu'il avait pour but de mettre en place un service de rationnement du pain¹²¹ ou de compter la population en vue de la guerre qui s'annonçait¹²². La population soupçonnait le recensement d'être mené pour « voir l'intérieur des maisons et y prendre les choses »¹²³, confisquer les habits des femmes¹²⁴ ou couper leurs nattes¹²⁵.

115. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 1302, l. 11.

116. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 1305, l. 69.

117. Par exemple au Turkménistan, RGAË, f. 1562, op. 336, d. 1399, l. 31.

118. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 1402, l. 84 et d. 1399, l. 31 : en Kirghizie, les enfants furent appelés « Kattoo altyn » ou « kattoo baj », soit « Zolotaja perepis' » (recensement en or), « bogataja perepis' » (fertile recensement) ».

119. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 1401, l. 85.

120. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 1317, l. 174, oblast' de Novossibirsk.

121. En 1937, déjà et à l'occasion du recensement, la peur de la mise en place d'un système de rationnement du pain s'était exprimée en particulier en Ukraine, RGAË, f. 1562, op. 329, d. 143, l. 38. Pour 1939, cf. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 1305, l. 39, oblast' d'Ivanovo.

122. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 1401, l. 85, Turkménistan.

123. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 1313, l. 46, oblast' de Perm.

124. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 1401, l. 85, Turkménistan.

125. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 1320, l. 40 : dans l'oblast' de Rostov, le bruit courait que l'on voulait compter les femmes à cheveux longs, afin de leur couper leur longues nattes.

Un des slogans énonçait l'interdiction d'omettre quiconque (« *ne propustit' ne odnogo čeloveka* »), les instructions aux recenseurs comme les rapports de ces derniers insistaient sur l'efficacité de l'administration statistique dans le quadrillage de l'ensemble de la population et du territoire. La découverte de nouveaux habitants ou habitations faisait l'objet d'une intense publicité¹²⁶. Toute personne n'étant pas à même de fournir l'attestation (*spravka*) selon laquelle elle avait été recensée était susceptible de l'être à nouveau.

Comme en 1937, les articles accompagnant les préparatifs du recensement se faisaient l'écho de la propagande du régime. Un article de la *Pravda* du 27 juillet 1938, édité le lendemain de la promulgation de l'arrêté du recensement, annonçait que ce dernier allait confirmer les analyses de Staline sur les grands changements en Union soviétique, démontrant une croissance de la population supérieure à celle de la Finlande et, encore une fois, des taux d'urbanisation élevés¹²⁷. L'intérêt pour le chiffre total de la population demeurait la grande préoccupation. Finalement, les résultats du recensement enregistrèrent une population de 170 millions d'habitants : ils furent « rectifiés » par l'ajout de cinq millions supplémentaires¹²⁸.

La relation de la population au recensement est difficile à préciser malgré l'existence de très nombreux rapports de recenseurs, dont une partie concernait spécifiquement ce problème. Ces rapports soulignaient certes la bonne préparation de la population au recensement, son enthousiasme, sa bonne connaissance des questions et racontaient diverses anecdotes en particulier sur les difficultés rencontrées par le pouvoir tsariste en 1897¹²⁹. L'énumération des rumeurs à propos du recensement laisse cependant entrevoir la peur des mesures administratives, et l'amalgame toujours aussi fort entre opération censitaire et contrôle administratif.

Dans la République autonome d'Oudmourtie, pour le recensement, des individus préparaient leur passeport, leur livret de mariage et de naissance¹³⁰. De nombreux exemples de fuite face aux recenseurs concernèrent les personnes sans passeport¹³¹. Le recensement était ressenti comme un équivalent des campagnes de passeportisation. Une des grandes terreurs consécutives à l'organisation du recensement fut que ce dernier ait pour but de fixer (*zakrepit'*) les populations. Dans la région de Mourmansk,

126. Un recenseur était, par exemple, très fier d'avoir découvert l'existence d'une métairie de treize habitants en Tchétchénie, dont personne, pas même le soviet de village, ne connaissait l'existence. Le recenseur était d'autant plus content que ses résidents acceptèrent finalement de se faire recenser, une fois qu'il leur ait été expliqué qu'ils pourraient recevoir dans le futur des aides financières de la part du gouvernement, le chef de famille ayant dix enfants ; RGAË, f. 1562, op. 336, d. 1230, l. 4.

127. V. B. ŽIROMSKAJA, *op. cit.*, p. 90.

128. Les résultats du recensement de 1939 ne firent pas l'objet d'une véritable publication avant le début des années 1990. Seuls les résultats très généraux furent publiés dans des recueils et dans la *Pravda*. *Vsesojuznaja perepis' naselenija 1939 : osnovnye itogi*, Nauka, Moscou, 1992.

129. Une femme racontait son expérience à Kazan et la peur des Tatars qui, de crainte de se faire baptiser, cherchèrent par tous les moyens à s'enfuir, f. 1562, op. 336, d. 1315, l. 50.

130. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 1345, l. 68.

131. En 1937, déjà, les quelques rapports sur le déroulement du recensement qui nous sont parvenus notaient la tendance des personnes dénuées de passeport à s'enfuir, comme à Alma Ata, RGAË, f. 1562, op. 1, d. 967, l. 77. Pour 1939, RGAË, f. 1562, op. 336, d. 1298, l. 65.

dans les îles Sakhalines, certains refusèrent de se faire enregistrer comme résidents permanents, de peur de ne plus jamais pouvoir quitter la région¹³². Dans la ville de Vologda, d'autres pensèrent que le recensement avait pour but de révéler le nombre de paysans kolkhoziens qui vivaient dans la ville depuis moins de trois ans afin de les renvoyer à la campagne¹³³. Au Tadjikistan, les habitants temporaires avaient peur d'être expulsés de la région à la suite du recensement¹³⁴. Ce recensement était aussi ressenti en général comme lié aux opérations de répression de masse. Dans la Province du Littoral, un instructeur contrôleur du recensement expliquait qu'une partie de la population avait peur d'être expulsée, en particulier les femmes dont les maris avaient été arrêtés par le NKVD¹³⁵. En Ukraine, dans le village de Konstantinovka, la population craignait que tous les juifs et Polonais ne fussent chassés d'URSS¹³⁶. Dans l'oblast' de l'Amour, se propagèrent chez les Chinois des rumeurs selon lesquelles le recensement avait pour but de les expulser. Un chef d'équipe nommé Meškov mena une agitation au sein des travailleurs chinois et leur conseilla de ne pas donner les bonnes réponses aux recenseurs¹³⁷. Dans la Province du Littoral, la population, comme après le recensement de 1937, les Chinois et les Coréens avaient été déportés, pensait que cette fois le gouvernement allait expulser les suspects et les parents des personnes arrêtées¹³⁸. Dans la République autonome de Crimée, le bruit courut qu'après le recensement tous les Ukrainiens et les personnes d'autres nationalités seraient expulsés de Crimée¹³⁹. Dans l'oblast' autonome juive du Kraj de Khabarovsk, on craignait qu'à la suite du recensement, tous les passeports fussent confisqués et que des expulsions massives hors des frontières fussent imposées¹⁴⁰.

La nationalité, une identité non problématique

Dans le recensement de 1939, la question de la nationalité fut enregistrée comme en 1937, sous le terme de *nacional'nost'*. Selon les propos de V. N. Starovskij, responsable du Bureau du recensement, l'emploi de ce terme avait été exigé par les plus hautes sphères de l'État. En effet, Molotov lui aurait dit que le changement de *narodnost'* en *nacional'nost'* avait été décidé, car il fallait définir exactement la *nacional'nost'*¹⁴¹. En outre, ajoutait Starovskij, le morcellement excessif [des nationalités]... avait été utilisé par les « nationalistes bourgeois »¹⁴². Le traitement du problème de l'ethnicité fut assez similaire à celui de 1937, mais en 1939 une hiérarchie entre les nationalités fut élaborée.

132. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 1300, l. 69 et d. 1316, l. 34.

133. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 1302, l. 13.

134. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 1400, l. 36.

135. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 1299, ll. 84-85.

136. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 1350, l. 145.

137. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 1300, l. 47.

138. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 1299, l. 33.

139. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 1339, l. 12 ob.

140. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 1300, l. 11.

141. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 79, l. 20.

142. *Ibid.*, l. 20.

Comme en 1937, dans les instructions du recensement, il fut rappelé avec une grande insistance de se fier à l'autodéfinition nationale des interrogés. Starovskij opposait le respect de l'autodéfinition à l'enregistrement d'après l'origine et la race, précisant qu'un « homme, nègre par le sang, éduqué dans cette société, dans cette langue et dans cette culture se dira lui-même russe, bien que sa peau soit noire, et il n'y aura rien d'incorrect à cela¹⁴³ ».

Starovskij expliquait ainsi que le recensement de 1926 avait été critiqué car il contenait un élément d'origine, la nationalité des enfants issus de mariages mixtes ayant été définie d'après la nationalité de la mère¹⁴⁴. Seule l'autodéfinition pourrait permettre de refléter la tournure psychologique, la communauté de culture¹⁴⁵. L'appartenance nationale signifiait en effet une identification à une culture et à une nation¹⁴⁶.

Pour le recensement de 1939 un arrêt avait été promulgué, prévoyant de poursuivre en justice ceux qui refusaient de répondre aux questions du recensement, mais comme Starovskij le rappelait, en ce qui concernait l'enregistrement de la nationalité, il était impossible de savoir si une personne mentait ou non. À la commission gouvernementale, organisée sous la direction de Molotov pour préparer le recensement, la question de savoir que faire des personnes qui, comme les Polonais, cachaient leur nationalité avait été posée. Mais ordre avait été donné de ne rien faire, c'est-à-dire de ne pas corriger les déclarations, même mensongères. L'idée d'une vérification documentaire fut écartée. Mais Starovskij admettait que certains Polonais, Allemands ou Japonais risquaient de cacher leur véritable identité¹⁴⁷.

Les instructions fournies aux recenseurs en 1939 étaient particulièrement précises. Par exemple, le terme d'Ostiak étant une appellation générique, les recenseurs devaient demander aux interrogés les mots qu'ils utilisaient pour dire « renne », « couteau », « maison »¹⁴⁸. Les Tadjiks, comme d'autres peuples d'Asie centrale, se nommaient très souvent selon leur localité. Dans ces cas, il était conseillé de poser une question supplémentaire sur la nationalité¹⁴⁹. Un effort particulier fut fait en 1939 pour différencier les Irani des Iraniens¹⁵⁰. Les premiers, comportant une dizaine de milliers d'individus, devaient se voir poser la question : n'êtes-vous pas les héritiers des réfugiés de la ville de Merv¹⁵¹ ? Quant aux Kamtchadals, les habitants du Kamchatka, il fallait distinguer en leur sein les Russes de la population indigène (Itelmènes). Dans ce but, les huit uniques villages où l'on rencontrait de « vrais Kamtchadal ou Itelmènes » furent inventoriés, les habitants d'autres localités se dénommant comme tels devant être considérés comme Russes¹⁵². Cette précision dans les instructions atteste du savoir et de la pratique

143. *Ibid.*, I. 18.

144. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 107, I. 2.

145. *Ibid.*

146. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 79, I. 19.

147. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 107, I. 2.

148. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 208, I. 67.

149. *Ibid.*, I. 68.

150. MO RAN, Fonds de la section sciences sociales de l'Académie des Sciences, f. 394, op. 10, d. 22, ll. 45-54.

151. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 208, I. 66.

152. *Ibid.*, I. 66.

acquise depuis les tâtonnements des années 1920. Même si les individus continuaient à se désigner selon des dénominations locales, les recenseurs s'autorisaient à faire des corrections, soit en spécifiant la question, soit en corrigeant directement¹⁵³. Lors des réunions de préparation du recensement, il fut précisé que l'interrogé devait lui-même définir sa nationalité, mais dans les instructions il était aussi admis que « le recenseur devait aider à définir la nationalité ». En outre, pour les étrangers, la citoyenneté était établie soit oralement, soit par le passeport¹⁵⁴.

La « consolidation des nations »

Encore une fois, les processus de consolidation des nationalités furent soulignés, par exemple par la réunion en un ensemble des Tates. De langue iranophone, ils se divisaient traditionnellement par leur religion musulmane, chrétienne ou juive, ces derniers étant plus communément appelés « juifs des montagnes »¹⁵⁵. Dès 1937, le Soviet des nationalités avait demandé qu'une attention particulière soit accordée à l'enregistrement des Tates¹⁵⁶. Les Tates furent intégrés dans la liste de 1939¹⁵⁷. En 1939, les recenseurs notaient que dans la ville de Bakou, de nombreux individus s'étaient déclarés « juifs des montagnes », mais que leur déclaration avait été corrigée afin de les définir comme Tates. La République du Daghestan, de son côté, demandait que l'on prenne en compte la force de la nationalité tate, dotée d'une écriture, d'une littérature et d'un enseignement dans leur langue¹⁵⁸. Certaines nationalités, en particulier en Sibérie, furent réunies, ainsi les Evenkes et Evènes regroupés sous l'appellation de TOUNGouses¹⁵⁹. L'exemple le plus évident de « consolidation » des nationalités fut celui de la nationalité tadjike. Malgré l'opposition de la République d'Ouzbékistan à la réunion d'un certain nombre de peuples, en particulier du Pamir, à la nationalité tadjike¹⁶⁰, cette dernière fut renforcée de manière significative, selon des considérations non plus d'origine commune ou de proximité de langue, mais de voisinage. Par exemple, la réunion des Iaghnobis à la nationalité tadjike fut motivée par le désenclavement des habitants de la colline d'Iaghnob suite à la construction d'une grande route. La question de l'intégration de ce territoire fut discutée en

153. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 1396, l. 32.

154. Réunion du 2 février 1938, RGAË, f. 1562, op. 336, d. 77, l. 32.

155. Ronald WIXMAN, *The Peoples of the USSR : An Ethnographic Handbook*, M. E. Sharpe, Inc. Armonk, New York, 1984, p. 185-186.

156. GARF, f. 3316, op. 28, d. 865, l. 87.

157. GARF, Fonds du Soviet Suprême, f. 7523, op. 9, d. 180, l. 47 : Liste des nationalités du recensement de 1939 reçue par le Soviet suprême en automne 1938.

158. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 210, l. 19.

159. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 208, l. 34.

160. La direction de statistique d'Ouzbékistan fit savoir qu'elle avait interrogé divers savants sur le problème de la réunion des Šugnancy (Choughnannis), Vahancy (Vakhanes), Išašimcy (Ichkachimes), Jagnobcy (Iaghnobis) et Jazgulemy (Jazghoulamis) aux Tadjiks. Ces derniers avaient souligné le caractère inadmissible de cette réunion, puisque ces nationalités n'étaient pas d'origine iranienne, « ou en tout cas que c'était douteux, qu'ils avaient une langue différente des langues iraniennes et tadjikes, qu'ils n'étaient pas assimilés, car vivant en plus grande quantité en Afghanistan, qu'ils avaient des activités particulières et que le critère du bilinguisme n'avait pas de valeur. En Ouzbékistan, les Tadjiks aussi sont bilingues, on pourrait alors les assimiler aux Ouzbeks ». RGAË, f. 1562, op. 336, d. 210, l. 11.

des termes éminemment institutionnels. Au cours de la réunion de l'Institut de recherche scientifique sur la langue et l'écriture, l'ethnographe Petrosjan avait refusé l'idée d'un enregistrement des Iaghnobis, même s'il reconnaissait l'autonomie de leur langue et de leur nationalité. Il ne s'agissait pas, selon lui, de se fonder uniquement sur l'aspect scientifique de la question, mais bien sur la politique à adopter vis-à-vis de cette communauté isolée sur un col montagneux. Elle risquait de développer son particularisme, si on lui reconnaissait une langue propre¹⁶¹. Les ethnographes justifiaient les regroupements par le bilinguisme des Iaghnobis comme des Iazghoulamis, et par leur éducation en tadjik¹⁶².

Selon les mêmes principes, les Sartes kalmyks furent finalement comptabilisés avec les Kirghizes. Descendants d'une population d'origine kalmyke venue s'installer en Kirghizie, ils étaient, d'après les concepteurs de la liste, presque totalement assimilés à la population kirghize environnante. Leurs écoles fonctionnaient en kirghize, la langue kalmyk n'était conservée que chez les anciens. Les jeunes étaient seulement conscients d'une appartenance aux Sartes kalmyks et de l'auto-désignation correspondante¹⁶³.

La réalisation de la liste permet concrètement de discerner la rupture effectuée par rapport aux conceptions de la nationalité de 1926. Le problème de l'origine est dépassé, ainsi que celui de l'autodétermination dans le cas de petites nationalités qui devaient s'assimiler. Les mouvements d'acculturation étant censés, à la fin des années 1930, obéir à des principes de regroupement administratif.

Ces conceptions ne faisaient certes pas l'unanimité chez les spécialistes des nationalités, mais elles imprégnaient les discours politiques, qui chantaient les succès de la fusion entre les peuples en URSS¹⁶⁴.

Les ethnographes s'intéressaient particulièrement à l'étude de nationalités encore mal connues, comme les Arabes d'URSS. Mais plus encore, ils espéraient obtenir l'assentiment pour le décompte de nationalités peu nombreuses, lorsque celles-ci se présentaient comme des nationalités trans-frontalières. Les Ouïghours faisaient partie de cette catégorie. Non recensés en 1926, ils le furent en 1937 et en 1939. Quant aux nationalités peuplant la République tadjike, les Choughnannis, les Vakhanes et Šukamincy, bien que soumis à « un processus intensif d'assimilation », ils devaient être traités différemment, car ces trois nationalités vivaient aussi hors de l'URSS en Afghanistan¹⁶⁵.

Le rôle des instances gouvernementales et, en particulier, leurs reconnaissances d'un statut administratif en faveur d'une nationalité jouèrent un rôle plus fondamental encore dans le recensement de 1939 que dans ceux de 1926 ou 1937. Pour savoir s'il fallait enregistrer séparément les Ingouches et les Tchéchénes, il fut décidé de s'en remettre à la décision de cette République. L'enregistrement des Enetses et des Nganasanes s'imposa car ils possédaient un okrug national et des représentants au Soviet des

161. MO RAN, f. 677, op. 6, d. 95, l. 19.

162. PF ARAN, f. 142, op. 1-1938, d. 43, l. 28.

163. *Ibid.*, l. 27.

164. Petrosjan soulignait que le recensement des nationalités n'avait pas pour but la simple production de statistiques et d'études sur la croissance culturelle, mais « poursuivait la composition nationale » qu'il définissait comme « une série de traits politiques », MO RAN, f. 677, op. 6, d. 95, l. 18.

165. PF ARAN, f. 142, op. 1-1938, d. 43, l. 24.

nationalités¹⁶⁶. L'enregistrement différencié des Bessermianes au sein de l'ensemble oudmourke, des Komi Permiaks dans la République des Komi fut promu par les gouvernements locaux en raison de l'existence d'un okrug national¹⁶⁷.

L'URSS était maintenant mise en place et une série de mesures administratives enregistraient concrètement l'existence de minorités nationales et leur accordaient des droits territoriaux et linguistiques. Les peuples (en fait territoires) soviétiques, classés selon une hiérarchie de statuts territoriaux administratifs, jouissaient d'un droit à la représentation, au sein des instances dirigeantes de l'État, proportionnel à leur taille et définie par la Constitution¹⁶⁸. Cette dernière ratifiait aussi par ses statuts la liste des différents territoires de l'Union, territoires qui pouvaient être désignés par le nom d'une nationalité. Certains voyaient cette liste comme la véritable liste des nationalités de l'URSS¹⁶⁹.

Cependant encore en 1939, les ethnographes, formés à l'idée de décider eux-mêmes de l'existence scientifique d'une nationalité, et les statisticiens, demandant une meilleure prise en compte des mesures administratives s'opposèrent. Ce conflit s'exprima particulièrement au sujet des nationalités du Daghestan. Ainsi, l'ethnographe Grande expliqua que bien que connaissant un arrêt gouvernemental de 1926 divisant les différents groupes d'Andidibetskij, il proposait une liste sans avoir été guidé par ces décisions politiques¹⁷⁰. Son collègue Petrosjan, en revanche, faisait remarquer que les documents officiels du Daghestan étaient publiés dans huit langues et que la langue koumyke avait vu son existence reconnue par un arrêté du Soviet suprême¹⁷¹. Lorsque le cas des Koumyks fut rediscuté, l'ethnographe Černjakov souligna que ces derniers étaient administrativement divisés au Daghestan, mais le secrétaire de la section des sciences humaines de l'Académie des sciences lui répliqua que cela ne préjugait en rien de la question de leur inscription sur la liste du recensement¹⁷².

La CUNHU, traumatisée par les purges de 1937, voulait enregistrer à l'occasion du recensement de 1939 la réalité administrative du pays. Elle affirma à plusieurs reprises qu'il fallait rompre avec la liste de 1937 et avec une certaine tradition d'études ethnographiques. La demande qu'elle adressa à l'Académie des sciences à l'occasion de plusieurs réunions était extrêmement claire. Il s'agissait, d'après l'ordre de Molotov, non seulement d'élaborer une liste des nationalités, mais de classer ces dernières en distinguant différents niveaux nationaux¹⁷³.

166. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 208, l. 34-63.

167. *Ibid.*, l. 116.

168. Selon la Constitution soviétique de 1936, la chambre haute de l'Union soviétique (le Soviet Suprême) était composée de deux chambres : le Soviet de l'Union et le Soviet des Nationalités. Ce dernier était élu selon des règles de représentation liées, non pas au chiffre de la population (comme c'était le cas pour le Soviet de l'Union, soit un député pour 300 000 citoyens soviétiques), mais selon les statuts des différents territoires nationaux : les Républiques unies élaient 25 représentants, les Républiques autonomes en élaient 11, les *oblasti* autonomes 5 et les *okruga* nationaux 1.

169. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 208, ll. 7-8.

170. MO ARAN, f. 394, op. 10, d. 22, l. 45.

171. *Ibid.*, l. 54.

172. *Ibid.*, l. 57.

173. *Ibid.*, l. 38-39.

En 1926, le Politburo avait demandé que la question sur la nationalité comprenne trois termes, tribu, *narodnosti* et nations, mais sa proposition n'avait pas été suivie d'effet. En 1939, dans les réunions préparatoires au recensement, Starovskij expliqua aux statisticiens que l'enregistrement des nationalités devait se fonder sur la définition stalinienne de la nation. Surtout, il fit à plusieurs reprises très précisément référence à la déclaration stalinienne, posée en préambule de la Constitution de 1936, selon laquelle, en Union soviétique, entraient à peu près 60 nations, groupes nationaux et *narodnosti*¹⁷⁴. Dès lors les nationalités de l'URSS devaient être classées dans ces trois catégories distinctes, leur nombre devait être réduit. Avant même la réalisation du recensement, la direction statistique affirmait que ce dernier aurait pour résultat environ 60 nationalités¹⁷⁵.

La hiérarchie des nationalités soviétiques

Une recherche des définitions de la nationalité, du groupe national et du groupe ethnographique à travers les textes staliniens avait été entreprise depuis longtemps et Grande, comme membre de l'Institut des nationalités, y avait participé. L'article, signé par un certain A. B., publié en 1934 dans le journal du Soviet des nationalités et de l'Institut des nationalités, cherchait à circonscrire les différentes notions de peuples, nations, *nacional'nosti* et *narodnosti*, minorités nationales et race. Il traçait à partir de la définition stalinienne de la nation une hiérarchie progressive, expliquant que si toute nation pouvait aussi être qualifiée de *nacional'nost'*, l'inverse n'était pas vrai¹⁷⁶. Cette nouvelle classification était fondée sur un travail de définition des autres catégories à partir de celle de la nation. Cette recherche se faisait en conformité avec l'autorité politique. Ainsi une nationalité était un groupe qui ne réunissait pas l'ensemble de critères par lesquels Staline définissait la nation. La publication en 1934 d'un recueil des articles et interventions de Staline sur la question permettait de s'essayer à ce travail théorique¹⁷⁷. En février 1922, Staline avait en effet fait référence à des « groupes nationaux instables, des minorités nationales, disséminées dans d'autres majorités nationales compactes », citant les Lettons, les Estoniens, les Polonais et les juifs¹⁷⁸. En 1925, lors d'un meeting à l'Université des peuples d'Orient, il avait aussi explicité sa propre hiérarchisation du fait national au sein de l'URSS¹⁷⁹. Ces définitions relativement vagues furent retravaillées dans les années 1930 par les ethnographes qui tentaient de s'y soumettre.

L'Institut d'ethnographie (IÉ) de l'Académie des Sciences avait travaillé à un classement des peuples proprement socialiste, en mesure de rivaliser avec la classification

174. Déclaration faite à l'occasion du discours de Staline sur le projet de Constitution de 1936, publiée en introduction du texte constitutionnel.

175. Il ajoutait que dans les formulaires du recensement, il pouvait y avoir plus de 10 000 dénominations, mais qu'elles seraient réunies à l'occasion du recensement, RGAÉ, f. 1562, op. 336, d. 79, l. 21.

176. « Voprosy i otvety », *Revoljucija i nacionalnosti*, n° 4, 1934, p. 91-96.

177. I. STALIN, *Marksizm i nacional'no-kolonial'nyj vopros : sbornik izbrannyh statej i rečej*, Partijnoe Izdatel'stvo, Moscou, 1934.

178. *Ibid.*, p. 71.

179. *Ibid.*, p. 155-165.

traditionnelle fondée sur le principe généalogique. Ce dernier avait été vivement critiqué par les savants soviétiques. Il était associé aux théories raciales et à la propagande nazie. À l'inverse, le classement soviétique émanait de la conception stalinienne de la nation.

À l'occasion du recensement de 1939, l'IE présenta une liste qui se voulait scientifiquement fondée selon le principe de la division en nations, groupes nationaux et *narodnosti*¹⁸⁰. Le classement proposé par cet institut contenait, en fait, quatre groupes. Le premier était constitué des nations et comprenait les peuples composant la population de base des Républiques unies et autonomes. Sous la rubrique *narodnosti*, étaient inclus les peuples composant les provinces autonomes (*oblasti*) et les districts nationaux (*okruga*), mais aussi quelques peuples nombreux – vivant de manière compacte et pourvus d'une écriture propre. Dans les groupes dits nationaux avaient été classés les peuples – que l'historiographie actuelle qualifie de peuples de diaspora – dont la masse principale vivait hors des frontières de l'URSS mais qui formaient en URSS des minorités nationales. À leur sujet, il était précisé que leur décompte n'avait subi aucune modification. Enfin, la quatrième rubrique était intitulée « groupes ethnographiques ». Il regroupait des nationalités restantes, dont la majorité se présentait comme « les vestiges de différentes tribus ». Il fut pour sa part examiné en vue d'une réduction.

Les pourfendeurs de la liste de l'IE lui reprochèrent son absence de scientificité : les nationalités y étaient rangées non pas en fonction de la définition de la nation, mais en fonction de l'existence des Républiques autonomes, des *oblasti* autonomes ou simplement de groupes ethniques nombreux¹⁸¹. Mais pour se défendre, Kisljakov, ethnographe de l'IE souligna que le Parti et le gouvernement avaient réfléchi avant de ratifier la séparation des républiques nationales et des régions autonomes. La hiérarchie administrative était fondée scientifiquement, puisque décidée par un régime communiste qui avait pour ambition de gouverner par la science. Kisljakov, menaçant, concluait qu'il ne fallait pas traiter de ces questions avec « ironie »¹⁸². Le principe posé par le statisticien Starovskij d'une coïncidence exacte entre définition administrative et scientifique des nationalités avait été accepté et reprise par certains ethnographes.

Concrètement un choix s'imposait pour faire rentrer les nationalités de l'Union dans ces catégories de classement. L'Institut de la Langue et de la Mentalité (IJaM) de l'Académie des sciences manifesta dès l'origine sa réticence à faire ce travail. Lors d'une discussion particulièrement houleuse à la section des Sciences humaines de l'Académie des sciences, le directeur de l'IJaM, Meščaninov, expliquait que son institut avait refusé catégoriquement cette hiérarchisation, il ne voulait fournir qu'une simple liste alphabétique des nationalités¹⁸³. L'opposition de l'IJaM concernait aussi bien l'entreprise de réduction de la liste à 60 nationalités, imposés par les statisticiens du CUNHU, que la tentative de classification des nationalités selon les critères établis par l'IE.

180. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 208, ll. 52-64.

181. MORAN, f. 394, op. 10, d. 22, l. 44.

182. *Ibid.*, l. 61.

183. *Ibid.*, l. 34.

Après de longs débats, le Présidium de l'Académie des sciences finit par ratifier deux listes, une alphabétique, comptant plus de 155 nationalités, et une classée en trois groupes différenciant les nations et nationalités, les minorités nationales et les groupes ethnographiques. Ces listes furent envoyées au Soviet des nationalités de l'URSS et la seconde fut présentée avec de grandes précautions. La lettre adressée au Présidium du Soviet indiquait, en effet, que la répartition des nationalités de l'URSS en trois groupes était très complexe et qu'elle avait besoin d'une sanction officielle¹⁸⁴.

Ce nouveau classement qui fut utilisé pour toute représentation des nationalités jusqu'à la fin de l'Union soviétique avait cessé de s'articuler autour de la science linguistico-ethnographique « classique » : il ne cherchait plus qu'à répondre à la vision d'un État totalement structuré autour de nationalités reconnues, de nationalités bannies et de nationalités périlleuses.

Une nouvelle catégorie, les minorités nationales potentiellement ennemies

Le recensement de 1939 vit l'émergence d'une nouvelle catégorie de nationalités, dont le décompte, selon les ordres de la CUNHU, ne devait être soumis à aucune réduction¹⁸⁵. La définition de ce groupe fut soumise à diverses formulations, devant répondre à l'utilisation du terme « groupe national ou minorité nationale », utilisé par Staline dans son discours de 1921. La liste classée des nationalités de l'IE les rangeait sous la dénomination de « groupes nationaux » et les définissait comme les peuples qui, dans leur masse principale, vivaient hors des frontières de l'URSS, mais composaient en URSS des « minorités nationales », disséminées dans des majorités compactes d'une autre nationalité¹⁸⁶. Le terme de minorités nationales qui s'appliquait dans les années 1920 à toute minorité numérique au sein d'un territoire ne désignait plus en fait que les nationalités de diaspora.

Un projet de liste les présentait aussi comme des nationalités ayant une formation étatique hors des frontières de l'Union soviétique¹⁸⁷. Dans la présentation ultime de la liste ratifiée par le Présidium de l'Académie des sciences, cette catégorie fut intitulée : les peuples vivant sur le territoire de l'URSS seulement en petit nombre et dont la masse vit sur un territoire d'un pays étranger. Dans la liste, seuls ceux qui, liés de manière limitée et partielle à l'Union soviétique, voyaient en elle leur pays d'origine étaient inclus¹⁸⁸. Enfin, dans la liste envoyée au Présidium du Soviet suprême, les groupes nationaux furent désignés sous le terme définitif de « minorités nationales », c'est-à-dire ne formant nulle part sur le territoire de l'URSS la population de base d'une unité nationale (république, oblast autonome et okrug national)¹⁸⁹. Dans cet ensemble furent

184. PF ARAN, f. 77, op. 1938-1, d. 23, l. 3.

185. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 208, l. 54.

186. PF ARAN, f. 142, op. 1-1938, d. 43, l. 41-42.

187. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 205, l. 55.

188. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 206, l. 118.

189. La liste contenait 23 « minorités nationales » : les Albanais, les Afghans, les Basques, les Dunganés, les Iraniens, les Espagnols, les Italiens, les Chinois, les Coréens, les Latgal'cy, les Lettons, les Estoniens, les Lituaniens, les Norvégiens, les Polonais, les Serbes, les Slovénes, les Syomi (Finnois), les Turcs, les Français, les Tchécoslovaques, les Suédois, les Japonais, GARF, f. 7523, op. 9, d. 180, l. 11.

inscrits non pas les représentants de nationalités diverses passés dans la citoyenneté soviétique (les nationalités des réfugiés politiques notamment), mais uniquement des groupes présents depuis l'empire et pouvant avoir leurs soviets nationaux.

Cette nouvelle catégorie de nationalités posait problème, car au moment de la construction fédérale, elle n'avait pas été différenciée et ces nationalités avaient, quand c'était nécessaire, reçu des territoires. Ce fut en particulier le cas pour les Allemands, pourvus d'une République autonome.

La délimitation de cette catégorie par les statisticiens et par les ethnographes fut interprétée comme un signe de leur participation aux opérations d'exclusion et de répression alors en cours. Aussi le directeur du bureau statistique de la région et de la ville de Leningrad s'offusqua de l'introduction d'un groupe « minorité nationale » dans la liste et « formé de ces nationalités qui, comme par exemple les Finnois, ont une formation étatique dans les pays capitalistes, mais n'ont pas d'entité sur les territoire de l'URSS de type République autonome, oblast' autonome ou okrug national ». Il estimait que ce classement n'avait pas de sens dans la mesure où ces nationalités pouvaient avoir des rajony et des villages nationaux. Surtout, il se référait à la Constitution soviétique et à la loi de citoyenneté de l'URSS qui n'établissaient aucune classement des nationalités en fonction d'éventuelles formations hors de l'URSS¹⁹⁰.

Ce furent ainsi des communautés installées, depuis très longtemps, sur le territoire de l'ancien empire russe, qui étaient stigmatisées comme minorités nationales.

Dorénavant, dans les résultats des recensements, les groupes de nationalités ayant une formation étatique hors de l'URSS furent classés à part. Dans la politique du régime, ils furent l'objet d'un traitement particulier.

Les soixante nationalités soviétiques

La liste classée se présentait au départ comme une simple reproduction de la hiérarchie des territoires et des peuples de l'URSS, dont seuls les deux premiers groupes formaient la base de la structure administrative de l'Union. En fait, il fut impossible de ranger toutes les nationalités au sein de cette classification. Un quatrième groupe fut alors ajouté ; il fut reconnu que la diversité de la composition nationale de l'URSS était difficile à mettre dans « les cadres choisis au départ¹⁹¹ ». Le quatrième groupe, soumis à une opération de réduction, n'était censé regrouper en fait que des « vestiges du passé ». Dans la présentation de la liste faite par la CUNHU, ce groupe était défini comme celui des peuples « non consolidés » qui, même s'ils vivaient de manière compacte sur un territoire défini, ne formaient nulle part en URSS, ni hors de ses frontières, une unité gouvernementale nationale. Cette catégorie était aussi censée contenir les groupes peu nombreux¹⁹². Ces petites unités ethnographiques étaient projetées dans un avenir qui verrait « leur consolidation » ou « leur assimilation ». Ils étaient voués à disparaître en l'absence de toute formation étatique en URSS ou hors d'URSS.

190. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 210, l. 8.

191. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 208, l. 52.

192. *Ibid.*, l. 33.

Le classement dans le quatrième groupe de nombreuses nationalités qui pouvaient être réunies sous des termes plus génériques (nationalités du Nord, du Daghestan...) ne permit cependant pas de réduire complètement la liste des nationalités. Même classée, la liste ne concordait cependant pas totalement avec les déclarations staliniennes : elle comprenait encore 90 nationalités.

L'ethnographe Černjakov le souligna. Il insista sur la déclaration faite par Staline en introduction de la Constitution. Utilisant l'exemple des réfugiés de la guerre d'Espagne, Espagnols ou Basques, il expliqua que même s'ils se trouvaient pour l'instant sur le territoire soviétique, ils n'entraient cependant pas dans la composition de l'URSS. Ainsi les Polonais, bien que très nombreux (700 000 au recensement de 1937), n'avaient plus d'autonomie nationale, ni république autonome, ni oblast' et n'entraient pas dans la composition de l'URSS¹⁹³.

La liste devait dans cette optique définir les nationalités pleinement soviétiques, c'est-à-dire « entrant », pour reprendre le terme stalinien, dans l'Union, ayant reçu, une pleine reconnaissance par un statut territorial administratif. Les instances suprêmes de l'État central décidaient quel peuple entraînait ou n'entraînait pas dans l'Union, s'accordant le droit en détruisant le statut administratif des peuples, de détruire les peuples eux-mêmes, comme ce fut le cas pour les « peuples punis » à l'occasion de la Deuxième Guerre mondiale.

Alors que les nationalités étaient réprimées et que la citoyenneté soviétique n'offrait aucune garantie contre ces mesures punitives, la population elle-même tenta de redéfinir son appartenance à un État en fonction de son ethnicité¹⁹⁴. Au cours du recensement de 1939, une partie de la population soviétique grecque, soumise à la répression, chercha à utiliser le recensement pour se faire inscrire comme ressortissante grecque, espérant par ce moyen être autorisée à quitter l'URSS¹⁹⁵.

Dans l'encyclopédie soviétique de 1939, la nationalité « *nacional'nost'* » était doublement définie, d'abord comme l'appartenance à une nation – et il était précisé que cette définition était celle du droit public –, et comme ce qui liait dans le droit international un individu à un État¹⁹⁶. Cette distinction fonctionnait en partie. En 1938, dans le cadre du droit international, des Iraniens et des Chinois purent échapper à la déportation en se déclarant ressortissants de l'Iran et de la Chine et en acceptant de retourner y vivre¹⁹⁷. Les opérations de passeportisation des zones frontalières de la fin des années 1930 permirent de réduire le nombre de personnes dont l'affiliation à un État était encore instable.

Ce cadre du droit international dans lequel appartenance ethnique et étatique était distinguée était radicalement remis en cause, notamment par les demandes de révision des frontières des nazis et de leurs alliés. Les nazis entendaient réorganiser l'ordre international, voulant réunifier tous les « Allemands » au sein du Reich et redessiner l'Europe

193. MO ARAN f. 394, op. 10, d. 22, l. 52.

194. Un recenseur note ainsi que dans le *kraj* de Krasnoïarsk, les personnes âgées à la question 10 sur la citoyenneté ont répondu « russe », « la notre », « RSFSR », « Sibérienne », RGAË, f. 1562, op. 336, d. 1297, l. 55.

195. RGAË, f. 1562, op. 336, d. 1295, l. 84, *kraj* de Krasnodarsk.

196. O. Ju. ŠMIDT, *Bol'shaja sovetskaja enciklopedija*, OGIZ RSFSR, 1939, t. 41, p. 372.

197. N. L. POBOL', P. M. POLJAN, *op. cit.*, p. 98-104.

en fonction d'une hiérarchie raciale. De leur côté, les Soviétiques s'engagèrent dans une répression massive envers les membres de certaines nationalités, dont ils craignaient le comportement dans le cadre d'une guerre. L'effort entrepris par les hommes d'État comme les savants soviétiques pour tenter de se distinguer des nazis et de leur politique raciale a été significatif¹⁹⁸. Pendant le Grande Terreur, aucun jugement ne fut jamais prononcé contre une personne, parce qu'elle était Polonaise, ou Allemande, mais parce qu'elle était accusée de faire partie d'une organisation terroriste liée à un État ennemi, ce qui distingue la répression stalinienne du génocide nazi¹⁹⁹. Les Soviétiques continuèrent à clamer que la nationalité était définie en URSS comme sentiment d'appartenance et que seule l'allégeance politique à un autre régime était susceptible d'être punie. Les opérations de « prophylaxie » à l'égard des populations frontalières avec leur violence et leur radicalité participaient d'une angoisse générale visant les nationalités ennemies, perceptible aussi dans les régimes démocratiques, dès le début de la guerre. Ainsi, par exemple, les citoyens américains d'origine japonaise firent l'objet d'emprisonnement dans des camps aux États-Unis pendant toute la durée du conflit²⁰⁰.

La reprise de mesures de discrimination ethnique pour tenter de régler tant les tensions internes qu'externes du pays constituent un des héritages les plus lourds des années 1930. Ces politiques ne sont pas sans rappeler les mesures impériales visant à gouverner le pays au moyen d'une hiérarchisation ethnique. La Seconde Guerre mondiale verra s'intensifier cette tendance, avec des mesures de punition collective de peuples entiers pour collaboration avec l'ennemi, et l'exaltation du patriotisme russe.

198. Sur les tentatives de constitution d'une science raciale soviétiques distincte des nazis, Francine Hirsch, *op. cit.*, chap. 6.

199. Sur la distinction entre le système soviétique et nazi, voire numéro spécial de la *Slavic Review*, vol. 61, n° 1, printemps 2002.

200. Roger DANIELS, *Concentration Camps USA : Japanese Americans and World War II*, Holt, Rinehart and Winston, New York, 1972.

Conclusion

L'institutionnalisation des communautés confessionnelles et nationales et les répressions des minorités sont au cœur des expériences russe et soviétiques. À ce titre celles-ci sont exemplaires d'une histoire qui depuis la fin du XVIII^e siècle a vu non seulement les États se « nationaliser », mais les populations « s'ethniciser ». Ce profond réordonnement, dont témoigne l'essor d'une nouvelle catégorisation d'ordre ethnique est étroitement lié à la sécularisation de la société russe, puis soviétique, et à la volonté de moderniser le pays par le haut. Nous avons voulu, dans cet ouvrage, retracer la complexité des processus identitaires qui ont rendu possible cette évolution.

Ce travail d'analyse de la définition moderne, identitaire, de la nationalité a été possible grâce au dépouillement de sources inédites, sur lesquels très peu d'historien-ne-s ont encore travaillé. Le détour par ces archives nous a permis de restituer les opinions des différents acteurs de cette histoire, les plus visibles comme ceux dont on entend généralement peu la voix : des leaders politiques aux administrateurs locaux, des savants aux simples sujets impériaux et citoyens soviétiques.

En partant de l'histoire singulière des individus peuplant l'Empire et l'URSS, cet ouvrage apporte une meilleure compréhension de phénomènes qui sont contemporains dans la Russie actuelle comme dans d'autres régions du monde : le fait que des individus se définissent et sont définis en fonction d'une appartenance ethnique unique.

Ce travail se veut par ailleurs une contribution à une histoire critique de la modernité dont le caractère anti-démocratique se manifesterait par le règne des experts et de leur technicité, et par la gestion administrative des populations¹. Issu des réflexions sur l'extermination planifiée des juifs dans les camps nazis, cette approche a conduit certains historiens à interroger de nouveaux objets, en s'intéressant aux techniques et aux outils qui ont permis de perpétrer des crimes de masse. C'est ce même objectif qui a présidé à notre travail sur les processus d'identification des individus. Il renvoie aussi à un courant historiographique cherchant à évaluer et dans une certaine mesure à dénoncer l'apport fourni par les représentations scientifiques et par les savants eux-mêmes aux régimes autoritaires. Nous avons ainsi montré comment les catégories d'analyses scientifiques furent progressivement mises au service de la propagande et de la répression étatique.

1. Sous la direction de David L. Hoffmann, Yanni Kotsonis, *Russian Modernity : Politics, Knowledge, Practices*, St Martin Press, New York, 2000, notamment p. 245-261.

Enfin ce livre interroge la comparaison entre les régimes nazi et soviétique. En voulant réunifier tous les « Allemands » au sein du Reich et re-dessiner l'Europe en fonction d'une hiérarchie raciale, les nazis cherchèrent à réorganiser l'ordre international en fonction des appartenances ethniques et raciales². L'URSS a été un acteur principal des transferts de population et du nettoyage ethnique. Est-ce à dire que, en déportant des peuples, notamment au cours de la Seconde Guerre mondiale, l'URSS aurait été dans une logique génocidaire ?

Un des apports de ce livre est de mettre à jour les différences entre la définition nazie et soviétique de la nationalité. La perspective de long terme adoptée dans ce livre conduit également à relativiser la pertinence de la comparaison entre les deux régimes. En effet, certains traits – analysés comme typiques du régime stalinien et propres à l'histoire sanglante du XX^e siècle – apparaissent bel et bien comme les héritages des politiques impériales. Les hommes d'État modernisateurs de l'époque tsariste comme les leaders bolcheviques partageaient la même foi dans la raison et dans le progrès, ils ambitionnaient de faire évoluer le pays à l'aide de la science et d'une administration rationnelle des habitants. Bien que d'une échelle inédite, la gestion répressive de la population en fonction d'une stratification sociale et nationale mouvante est loin de constituer une spécificité de la période soviétique. Elle se place dans la continuité de l'expérience impériale, aussi bien avec la mise en place d'une hiérarchie sociale au début des années 1920, rappelant le système des ordres (*sosloviija*), qu'avec les déportations nationales des années 1930³. Par ailleurs, ce livre entend donner la juste mesure du rôle des élites scientifiques dans l'essor des technologies de contrôle et de surveillance de la population. Comme nous l'avons dit plus haut, les savants se refusèrent à plusieurs reprises à prendre part à la propagande d'État en défendant leur propre manière de réfléchir les phénomènes sociaux⁴. Enfin, dernier élément qui conduit à mettre en cause la lecture totalitariste de l'histoire de l'URSS, nous avons montré que la population des minorités nationales et leurs représentants jouèrent un rôle actif et essentiel dans cette histoire du gouvernement des nationalités. Leurs revendications, révoltes ou négociations avec les instances centrales expliquent en partie la variété des mesures adoptées par le pouvoir.

Outre les débats sur la comparaison entre régime nazi et soviétique et leur même dimension « totalitaire », l'inscription de l'expérience impériale et soviétique dans une histoire coloniale et post-coloniale constitue un autre aspect de notre analyse. La référence constante aux pratiques européennes de gestion des populations indigènes,

2. Sur le problème de l'identification sous les nazis, Raul HILBERG, *La Destruction des Juifs d'Europe*, Folio-Gallimard, Paris, 1991, vol. 1, Chad BRYANT, « Either German or Czech : Fixing Nationality in Bohemia and Moravia, 1939-1946 », *Slavic Review*, vol. 61, n° 4, printemps 2002, p. 683-706.

3. Sheila FITZPATRICK, « Ascribing Class : The Construction of Social Identity in Soviet Russia », *Journal of Modern History*, n° 65, décembre 1993, p. 745-770, Peter HOLQUIST, « To Count, to Extract, to Exterminate : Population Statistics and Population Politics in Late Imperial and Soviet Russia », *A State of Nations : Empire and Nation-Making in the Soviet Union*, Terry Martin, Ronald Grigor Suny (ed.), Oxford University Press, New York, 2001, p. 111-144.

4. Alain BLUM et Martine MESPOULET, *L'Anarchie bureaucratique. Statistique et pouvoir sous Staline*, La Découverte, Paris, 2003, Frédéric BERTRAND, *L'Anthropologie soviétique des années 20-30*, Presses universitaires de Bordeaux, Bordeaux, 2002, Francine Hirsch, *Empire of Nations. Ethnographic Knowledge and the Making of the Soviet Union*, Cornell University Press, Ithaca, 2005.

le recrutement des élites locales et la lutte contre les cultures traditionnelles justifient un tel rapprochement. La rhétorique anti-impérialiste et anti-colonialiste adoptée par l'URSS a joué un rôle important dans les années 1920 durant lesquelles une série de mesures de discrimination positive ont été prises pour lutter contre les inégalités et le racisme de la période précédente. Néanmoins, elles ne firent souvent que cacher des réalités très proches des politiques menées par les empires européens. En particulier l'impératif de modernisation, non seulement économique, mais social et culturel et le souci de soviétiser nous renvoient aux pratiques coloniales des années 1920, visant à étendre la « civilisation » aux indigènes.

Notre livre se termine au début de la Seconde Guerre mondiale. Mais l'histoire de la catégorisation de la population soviétique en fonction de sa nationalité est loin d'être achevée à la fin des années 1930. Certes la hiérarchie entre les peuples soviétiques restera stable jusqu'à l'écroulement de l'URSS et la définition de la nationalité continuera de se faire selon l'origine. Toutefois, les techniques mises en place dans les années 1930 pour réprimer les membres des nationalités dites ennemies furent utilisées à une échelle inégalée avec l'entrée dans la Seconde Guerre mondiale. Bien que s'étant constamment distingué de l'idéologie raciste des Allemands, clamant que la nationalité était définie en URSS comme sentiment d'appartenance⁵, dans leurs pratiques le régime soviétique s'engagea dans une répression massive envers les membres de certaines nationalités, dont ils craignaient le comportement dans le cadre d'une guerre. L'origine ethnique était bel et bien devenue un stigmate condamnant hommes, femmes et enfants à la déportation dès l'invasion de la Pologne en septembre 1939⁶. Avec l'attaque de l'Allemagne contre l'URSS en 1941, la répression se présentait comme une mesure préventive à l'encontre de ceux qui étaient susceptibles de trahir l'armée rouge et de trouver refuge auprès des Allemands ou de leurs alliés. En outre, à partir de 1941, des peuples entiers furent collectivement réprimés pour leur mauvaise conduite pendant la guerre. Non seulement 1,4 millions d'Allemands soviétiques furent déportés brutalement, mais leurs territoires et leurs administrations nationales furent détruits. Il en fut de même pour les Karachais, les Kalmyks, les Tchéchènes, les Ingouches, les Balkars et les Tatars de Crimée, qui furent collectivement « punis » pour collaboration avec les forces ennemies, déportés dans des conditions dramatiques et dont les structures nationales furent démantelées. Les mesures de déportation pouvaient être indiscriminées : elles visaient tous les Allemands, et il était bien précisé qu'elles incluaient même les membres du parti, du komsomol et de l'armée rouge⁷. La répression s'exerçait non seulement contre des individus, mais contre une personnalité collective. Les « peuples punis » perdirent leur statut de nation soviétique. L'organisation d'un État fondé sur l'institutionnalisation des nationalités trouvait ainsi son achèvement avec la capacité de faire

5. Sur la distinction entre le système soviétique et nazi, voir numéro spécial de la *Slavic Review*, vol. 61, n° 1, printemps 2002.

6. Catherine GOUSSEFF, « “Kto naš, kto ne naš” théorie et pratiques de la citoyenneté à l'égard des populations conquises. Le cas des Polonais en URSS, 1939-1946 », *Cahiers du Monde russe*, 44/2-3, avril-septembre 2003, p. 519-558.

7. Pavel POLJAN, *Ne po svoej vole. Istorija i geografija prinuditel'nyh migracij v SSSR*, OGI-Memorial, Moscou, 2001, p. 107.

disparaître une nationalité. Rayer un territoire autonome et son administration valait la disparition d'une culture, d'une histoire, d'une langue.

Ces déportations ont joué un rôle important pour qualifier la nature et les excès du régime stalinien au moment du dégel khrouchtchévien⁸. Il fallut néanmoins attendre la fin de l'URSS et la loi de 1991 « sur la réhabilitation des peuples opprimés » pour que les crimes envers les personnes du fait de leur appartenance nationale fassent l'objet d'une étude historique et d'une condamnation inscrite dans le droit⁹.

Nous n'allons pas traiter ici de la mémoire de ces répressions, notamment dans les pays issus du bloc de l'est et de l'URSS. Notons seulement que, dans la Fédération de Russie, leur souvenir s'est concrètement manifesté dans la question de l'enregistrement des identités personnelles. L'article 26 de la Constitution russe garantit le droit de chaque individu à déterminer et à déclarer librement son identité nationale, la définition par la naissance, jugée discriminatoire par les institutions internationales, a été explicitement rejetée¹⁰.

Parallèlement, la nationalité demeure une catégorie importante dans l'ère post-communiste, toujours associée à des droits protégeant les minorités nationales et leur garantissant une assise territoriale. La Russie est une fédération, composée de 32 provinces et son peuple est qualifié de multinational (*mnogonarodnij narod*). L'inscription dans la liste des nationalités reste un enjeu symbolique et concret pour des minorités qui réclament de voir leur existence protégée par leur institutionnalisation¹¹.

Néanmoins, la Russie actuelle diffère de l'empire et de l'URSS. En 1991, Elstine a accédé au pouvoir au nom du peuple russe. Après la disparition de l'URSS, la formation d'un État-Nation certes multiethnique, mais dominé par les Russes est apparu comme la clé de la modernisation à venir. L'idée que les Russes auraient été lésés au cours du passé et que les droits de cette nationalité auraient été moins protégés que ceux des autres minorités a connu un vif succès. En perdant l'empire, comme cela est classique dans les contextes post-coloniaux, le pays s'est refermé. Ainsi, relativement favorables aux ressortissants de l'ex-URSS dans les années 1990, les lois d'accès à la nationalité russe sont devenues restrictives, d'autant que la double nationalité est interdite¹². Le nationalisme russe n'a fait que se renforcer avec les années, et la conjoncture actuelle

8. NEKRICH, A. M, *Les Peuples punis*, François Maspero, Paris, 1982, Jean-Jacques MARIE, *Les Peuples déportés d'Union soviétique*, Éditions Complexe, Paris, 1995, Pavel POLJAN, *Ne po svoej vole. Istorija i geografija primuditel'nyh migracij v SSSR*, OGI-Memorial, Moscou, 2001.

9. Cf. Chapitre 8.

10. « Article 26 : 1. Chacun a droit de déterminer et d'indiquer son appartenance nationale. Nul ne peut être contraint de déterminer et d'indiquer son appartenance nationale. 2 Chacun a droit d'utiliser sa langue maternelle, de choisir librement sa langue de communication, d'éducation, d'enseignement et de création. » L'article 26 de la constitution a été interprété localement comme la reconnaissance d'un droit à se réclamer d'une nationalité. Les minorités nationales, notamment tatares, ont lutté pour que la visibilité des identités non-russes soit préservée, inscrite dans les papiers d'identité. Alors que la loi sur le passeport garantissait au départ que la nationalité cesserait d'y être inscrite, il a finalement été admis la possibilité d'ajouter au passeport des feuillets dans les langues locales indiquant l'appartenance à une unité territoriale et ethnique supplémentaire à la russe. Dominique AREL, « Fixing Ethnicity in Identity Documents : the Rise and Fall of Passport Nationality in Russia », *Canadian Review of Studies in Nationalism*, XXX (2003), p. 125-136.

11. Numéro spécial. « Recenser la Russie en 2002 », *Revue d'Études Comparatives Est-Ouest*, vol. 34, 4, 2003.
12. Oxana SHEVEL, « Between Identity and Real Politik : Russian Citizenship Policy Dilemmas », Paper AAASS, Boston, décembre 2004.

rappelle par bien des traits la période de la fin de l'empire. La devise de l'indivisibilité et de l'unité (*edinstvo*) de l'État proclamée dans les lois fondamentales de 1906 connaît un renouveau dans la Russie du président Poutine ; le parti qui le soutient a pris pour nom « la Russie unie » (*edinaja Rossija*). L'impératif de l'unité de l'État inscrite dans la Constitution a été mis en avant pour justifier les guerres sanglantes de Tchétchénie. On voit ainsi à quel point la distinction, classique chez les historiens, entre les États Nations et les Empires comme deux formes historiques concurrentes est peu opérante. Elle est peu opérante pour l'histoire russe où impérialisme et nationalisme ont toujours été étroitement liés, mais aussi pour toute l'histoire du XX^e siècle au cours duquel les grands États Nations furent aussi des empires coloniaux. La Russie actuelle demeure en partie un empire, mais centré sur une nationalité russe dominante et sur une idéologie nationaliste. La place des Non-Russes dans cet édifice y est fragile. La tradition d'une xénophobie d'État, relayée dans la population et dont nous avons ici retracé l'histoire, se manifeste à nouveau aujourd'hui en premier lieu envers les Tchétchènes, mais aussi généralement envers les Non-Russes, comme en ont témoigné, très récemment les mesures de contrôle envers la population géorgienne de Russie.

Conclusion

L'institutionnalisation des communautés confessionnelles et nationales et les répressions des minorités sont au cœur des expériences russe et soviétiques. À ce titre celles-ci sont exemplaires d'une histoire qui depuis la fin du XVIII^e siècle a vu non seulement les États se « nationaliser », mais les populations « s'ethniciser ». Ce profond réordonnement, dont témoigne l'essor d'une nouvelle catégorisation d'ordre ethnique est étroitement lié à la sécularisation de la société russe, puis soviétique, et à la volonté de moderniser le pays par le haut. Nous avons voulu, dans cet ouvrage, retracer la complexité des processus identitaires qui ont rendu possible cette évolution.

Ce travail d'analyse de la définition moderne, identitaire, de la nationalité a été possible grâce au dépouillement de sources inédites, sur lesquels très peu d'historien-ne-s ont encore travaillé. Le détour par ces archives nous a permis de restituer les opinions des différents acteurs de cette histoire, les plus visibles comme ceux dont on entend généralement peu la voix : des leaders politiques aux administrateurs locaux, des savants aux simples sujets impériaux et citoyens soviétiques.

En partant de l'histoire singulière des individus peuplant l'Empire et l'URSS, cet ouvrage apporte une meilleure compréhension de phénomènes qui sont contemporains dans la Russie actuelle comme dans d'autres régions du monde : le fait que des individus se définissent et sont définis en fonction d'une appartenance ethnique unique.

Ce travail se veut par ailleurs une contribution à une histoire critique de la modernité dont le caractère anti-démocratique se manifesterait par le règne des experts et de leur technicité, et par la gestion administrative des populations¹. Issu des réflexions sur l'extermination planifiée des juifs dans les camps nazis, cette approche a conduit certains historiens à interroger de nouveaux objets, en s'intéressant aux techniques et aux outils qui ont permis de perpétrer des crimes de masse. C'est ce même objectif qui a présidé à notre travail sur les processus d'identification des individus. Il renvoie aussi à un courant historiographique cherchant à évaluer et dans une certaine mesure à dénoncer l'apport fourni par les représentations scientifiques et par les savants eux-mêmes aux régimes autoritaires. Nous avons ainsi montré comment les catégories d'analyses scientifiques furent progressivement mises au service de la propagande et de la répression étatique.

1. Sous la direction de David L. Hoffmann, Yanni Kotsonis, *Russian Modernity : Politics, Knowledge, Practices*, St Martin Press, New York, 2000, notamment p. 245-261.

Enfin ce livre interroge la comparaison entre les régimes nazi et soviétique. En voulant réunifier tous les « Allemands » au sein du Reich et re-dessiner l'Europe en fonction d'une hiérarchie raciale, les nazis cherchèrent à réorganiser l'ordre international en fonction des appartenances ethniques et raciales². L'URSS a été un acteur principal des transferts de population et du nettoyage ethnique. Est-ce à dire que, en déportant des peuples, notamment au cours de la Seconde Guerre mondiale, l'URSS aurait été dans une logique génocidaire ?

Un des apports de ce livre est de mettre à jour les différences entre la définition nazie et soviétique de la nationalité. La perspective de long terme adoptée dans ce livre conduit également à relativiser la pertinence de la comparaison entre les deux régimes. En effet, certains traits – analysés comme typiques du régime stalinien et propres à l'histoire sanglante du XX^e siècle – apparaissent bel et bien comme les héritages des politiques impériales. Les hommes d'État modernisateurs de l'époque tsariste comme les leaders bolcheviques partageaient la même foi dans la raison et dans le progrès, ils ambitionnaient de faire évoluer le pays à l'aide de la science et d'une administration rationnelle des habitants. Bien que d'une échelle inédite, la gestion répressive de la population en fonction d'une stratification sociale et nationale mouvante est loin de constituer une spécificité de la période soviétique. Elle se place dans la continuité de l'expérience impériale, aussi bien avec la mise en place d'une hiérarchie sociale au début des années 1920, rappelant le système des ordres (*sosloviija*), qu'avec les déportations nationales des années 1930³. Par ailleurs, ce livre entend donner la juste mesure du rôle des élites scientifiques dans l'essor des technologies de contrôle et de surveillance de la population. Comme nous l'avons dit plus haut, les savants se refusèrent à plusieurs reprises à prendre part à la propagande d'État en défendant leur propre manière de réfléchir les phénomènes sociaux⁴. Enfin, dernier élément qui conduit à mettre en cause la lecture totalitariste de l'histoire de l'URSS, nous avons montré que la population des minorités nationales et leurs représentants jouèrent un rôle actif et essentiel dans cette histoire du gouvernement des nationalités. Leurs revendications, révoltes ou négociations avec les instances centrales expliquent en partie la variété des mesures adoptées par le pouvoir.

Outre les débats sur la comparaison entre régime nazi et soviétique et leur même dimension « totalitaire », l'inscription de l'expérience impériale et soviétique dans une histoire coloniale et post-coloniale constitue un autre aspect de notre analyse. La référence constante aux pratiques européennes de gestion des populations indigènes,

2. Sur le problème de l'identification sous les nazis, Raul HILBERG, *La Destruction des Juifs d'Europe*, Folio-Gallimard, Paris, 1991, vol. 1, Chad BRYANT, « Either German or Czech : Fixing Nationality in Bohemia and Moravia, 1939-1946 », *Slavic Review*, vol. 61, n° 4, printemps 2002, p. 683-706.

3. Sheila FITZPATRICK, « Ascribing Class : The Construction of Social Identity in Soviet Russia », *Journal of Modern History*, n° 65, décembre 1993, p. 745-770, Peter HOLQUIST, « To Count, to Extract, to Exterminate : Population Statistics and Population Politics in Late Imperial and Soviet Russia », *A State of Nations : Empire and Nation-Making in the Soviet Union*, Terry Martin, Ronald Grigor Suny (ed.), Oxford University Press, New York, 2001, p. 111-144.

4. Alain BLUM et Martine MESPOULET, *L'Anarchie bureaucratique. Statistique et pouvoir sous Staline*, La Découverte, Paris, 2003, Frédéric BERTRAND, *L'Anthropologie soviétique des années 20-30*, Presses universitaires de Bordeaux, Bordeaux, 2002, Francine Hirsch, *Empire of Nations. Ethnographic Knowledge and the Making of the Soviet Union*, Cornell University Press, Ithaca, 2005.

le recrutement des élites locales et la lutte contre les cultures traditionnelles justifient un tel rapprochement. La rhétorique anti-impérialiste et anti-colonialiste adoptée par l'URSS a joué un rôle important dans les années 1920 durant lesquelles une série de mesures de discrimination positive ont été prises pour lutter contre les inégalités et le racisme de la période précédente. Néanmoins, elles ne firent souvent que cacher des réalités très proches des politiques menées par les empires européens. En particulier l'impératif de modernisation, non seulement économique, mais social et culturel et le souci de soviétiser nous renvoient aux pratiques coloniales des années 1920, visant à étendre la « civilisation » aux indigènes.

Notre livre se termine au début de la Seconde Guerre mondiale. Mais l'histoire de la catégorisation de la population soviétique en fonction de sa nationalité est loin d'être achevée à la fin des années 1930. Certes la hiérarchie entre les peuples soviétiques restera stable jusqu'à l'écroulement de l'URSS et la définition de la nationalité continuera de se faire selon l'origine. Toutefois, les techniques mises en place dans les années 1930 pour réprimer les membres des nationalités dites ennemies furent utilisées à une échelle inégalée avec l'entrée dans la Seconde Guerre mondiale. Bien que s'étant constamment distingué de l'idéologie raciste des Allemands, clamant que la nationalité était définie en URSS comme sentiment d'appartenance⁵, dans leurs pratiques le régime soviétique s'engagea dans une répression massive envers les membres de certaines nationalités, dont ils craignaient le comportement dans le cadre d'une guerre. L'origine ethnique était bel et bien devenue un stigmate condamnant hommes, femmes et enfants à la déportation dès l'invasion de la Pologne en septembre 1939⁶. Avec l'attaque de l'Allemagne contre l'URSS en 1941, la répression se présentait comme une mesure préventive à l'encontre de ceux qui étaient susceptibles de trahir l'armée rouge et de trouver refuge auprès des Allemands ou de leurs alliés. En outre, à partir de 1941, des peuples entiers furent collectivement réprimés pour leur mauvaise conduite pendant la guerre. Non seulement 1,4 millions d'Allemands soviétiques furent déportés brutalement, mais leurs territoires et leurs administrations nationales furent détruits. Il en fut de même pour les Karachais, les Kalmyks, les Tchéchènes, les Ingouches, les Balkars et les Tatars de Crimée, qui furent collectivement « punis » pour collaboration avec les forces ennemies, déportés dans des conditions dramatiques et dont les structures nationales furent démantelées. Les mesures de déportation pouvaient être indiscriminées : elles visaient tous les Allemands, et il était bien précisé qu'elles incluaient même les membres du parti, du komsomol et de l'armée rouge⁷. La répression s'exerçait non seulement contre des individus, mais contre une personnalité collective. Les « peuples punis » perdirent leur statut de nation soviétique. L'organisation d'un État fondé sur l'institutionnalisation des nationalités trouvait ainsi son achèvement avec la capacité de faire

5. Sur la distinction entre le système soviétique et nazi, voir numéro spécial de la *Slavic Review*, vol. 61, n° 1, printemps 2002.

6. Catherine GOUSSEFF, « “Kto naš, kto ne naš” théorie et pratiques de la citoyenneté à l'égard des populations conquises. Le cas des Polonais en URSS, 1939-1946 », *Cahiers du Monde russe*, 44/2-3, avril-septembre 2003, p. 519-558.

7. Pavel POLJAN, *Ne po svoej vole. Istorija i geografija prinuditel'nyh migracij v SSSR*, OGI-Memorial, Moscou, 2001, p. 107.

disparaître une nationalité. Rayer un territoire autonome et son administration valait la disparition d'une culture, d'une histoire, d'une langue.

Ces déportations ont joué un rôle important pour qualifier la nature et les excès du régime stalinien au moment du dégel khrouchtchévien⁸. Il fallut néanmoins attendre la fin de l'URSS et la loi de 1991 « sur la réhabilitation des peuples opprimés » pour que les crimes envers les personnes du fait de leur appartenance nationale fassent l'objet d'une étude historique et d'une condamnation inscrite dans le droit⁹.

Nous n'allons pas traiter ici de la mémoire de ces répressions, notamment dans les pays issus du bloc de l'est et de l'URSS. Notons seulement que, dans la Fédération de Russie, leur souvenir s'est concrètement manifesté dans la question de l'enregistrement des identités personnelles. L'article 26 de la Constitution russe garantit le droit de chaque individu à déterminer et à déclarer librement son identité nationale, la définition par la naissance, jugée discriminatoire par les institutions internationales, a été explicitement rejetée¹⁰.

Parallèlement, la nationalité demeure une catégorie importante dans l'ère post-communiste, toujours associée à des droits protégeant les minorités nationales et leur garantissant une assise territoriale. La Russie est une fédération, composée de 32 provinces et son peuple est qualifié de multinational (*mnogonarodnij narod*). L'inscription dans la liste des nationalités reste un enjeu symbolique et concret pour des minorités qui réclament de voir leur existence protégée par leur institutionnalisation¹¹.

Néanmoins, la Russie actuelle diffère de l'empire et de l'URSS. En 1991, Elstine a accédé au pouvoir au nom du peuple russe. Après la disparition de l'URSS, la formation d'un État-Nation certes multiethnique, mais dominé par les Russes est apparu comme la clé de la modernisation à venir. L'idée que les Russes auraient été lésés au cours du passé et que les droits de cette nationalité auraient été moins protégés que ceux des autres minorités a connu un vif succès. En perdant l'empire, comme cela est classique dans les contextes post-coloniaux, le pays s'est refermé. Ainsi, relativement favorables aux ressortissants de l'ex-URSS dans les années 1990, les lois d'accès à la nationalité russe sont devenues restrictives, d'autant que la double nationalité est interdite¹². Le nationalisme russe n'a fait que se renforcer avec les années, et la conjoncture actuelle

8. NEKRICH, A. M, *Les Peuples punis*, François Maspero, Paris, 1982, Jean-Jacques MARIE, *Les Peuples déportés d'Union soviétique*, Éditions Complexe, Paris, 1995, Pavel POLJAN, *Ne po svoej vole. Istorija i geografija primuditel'nyh migracij v SSSR*, OGI-Memorial, Moscou, 2001.

9. Cf. Chapitre 8.

10. « Article 26 : 1. Chacun a droit de déterminer et d'indiquer son appartenance nationale. Nul ne peut être contraint de déterminer et d'indiquer son appartenance nationale. 2 Chacun a droit d'utiliser sa langue maternelle, de choisir librement sa langue de communication, d'éducation, d'enseignement et de création. » L'article 26 de la constitution a été interprété localement comme la reconnaissance d'un droit à se réclamer d'une nationalité. Les minorités nationales, notamment tatares, ont lutté pour que la visibilité des identités non-russes soit préservée, inscrite dans les papiers d'identité. Alors que la loi sur le passeport garantissait au départ que la nationalité cesserait d'y être inscrite, il a finalement été admis la possibilité d'ajouter au passeport des feuillets dans les langues locales indiquant l'appartenance à une unité territoriale et ethnique supplémentaire à la russe. Dominique AREL, « Fixing Ethnicity in Identity Documents : the Rise and Fall of Passport Nationality in Russia », *Canadian Review of Studies in Nationalism*, XXX (2003), p. 125-136.

11. Numéro spécial. « Recenser la Russie en 2002 », *Revue d'Études Comparatives Est-Ouest*, vol. 34, 4, 2003.
12. Oxana SHEVEL, « Between Identity and Real Politik : Russian Citizenship Policy Dilemmas », Paper AAASS, Boston, décembre 2004.

rappelle par bien des traits la période de la fin de l'empire. La devise de l'indivisibilité et de l'unité (*edinstvo*) de l'État proclamée dans les lois fondamentales de 1906 connaît un renouveau dans la Russie du président Poutine ; le parti qui le soutient a pris pour nom « la Russie unie » (*edinaja Rossija*). L'impératif de l'unité de l'État inscrite dans la Constitution a été mis en avant pour justifier les guerres sanglantes de Tchétchénie. On voit ainsi à quel point la distinction, classique chez les historiens, entre les États Nations et les Empires comme deux formes historiques concurrentes est peu opérante. Elle est peu opérante pour l'histoire russe où impérialisme et nationalisme ont toujours été étroitement liés, mais aussi pour toute l'histoire du XX^e siècle au cours duquel les grands États Nations furent aussi des empires coloniaux. La Russie actuelle demeure en partie un empire, mais centré sur une nationalité russe dominante et sur une idéologie nationaliste. La place des Non-Russes dans cet édifice y est fragile. La tradition d'une xénophobie d'État, relayée dans la population et dont nous avons ici retracé l'histoire, se manifeste à nouveau aujourd'hui en premier lieu envers les Tchétchènes, mais aussi généralement envers les Non-Russes, comme en ont témoigné, très récemment les mesures de contrôle envers la population géorgienne de Russie.

Glossaire

Aul (pl. auly) : aoul. Campement de nomades en Asie centrale ou petit village dans le Caucase.

Gubernija (pl. gubernii) : gouvernement. Unité administrative et territoriale de l'échelle de la province à l'époque impériale, administrée par un gouverneur.

Graždanstvo : citoyenneté, esprit civique.

Gorcy : montagnards. Terme utilisé pour qualifier une série de peuples du Caucase.

Kraj (pl. kraja) : large province souvent située dans les périphéries. Unité administrative et territoriale sous commandement militaire dans l'Empire.

Krjašen (pl. ny) : Baptisé. Nom d'une communauté ethnique de la Volga.

Nacional'nost' (pl. nacional'nosti) : nationalité au sens politique du terme comme appartenance à une nation ou à un État.

Narodnost' (pl. narodnosti) : nationalité au sens ethnique.

Iezidy : secte religieuse kurde.

Inorodec (pl. inorodcy) : allogène ou indigène. Le mot désignait à la fois le statut juridique de certaines catégories Non-Russes de la population, essentiellement les nomades et les juifs, et plus généralement les nationalités jugées arriérées, ou les non-slaves, voire les Non-Russes.

Oblast' (pl. oblasti) : large district ou province. Unité administrative et territoriale sous l'empire et en URSS.

Obrusenie : russification.

Okrug (pl. okruga) : région administrative en URSS.

Plemija (pl. plemeni) : tribu. Sous l'Empire, le mot était employé aussi pour parler de « race » (russe ou slave).

Poddanstvo (adj. Poddannyj) : sujétion, citoyenneté, nationalité. Le fait de dépendre d'un État. Être sujet, ressortissant d'un pays.

Rajon (pl. rajony) : district administratif et territorial à la période soviétique.

Rajonirovanie : régionalisation. Découpage soviétique en territoires administratifs de trois niveaux : soviét, rajon, okrug.

Razgraničenie, razmeževanie : délimitation des frontières.

Rodnoj jazyk : langue d'origine, langue maternelle.

Sartes : appellation impériale pour désigner la population autochtone sédentaire en Asie centrale.

Slijanie : fusion. Terme utilisé à l'époque soviétique pour désigner l'assimilation de différentes branches ethniques dans une nation soviétique. L'autre expression utilisée était celui de consolidation (konsolidacija) nationale.

Soslovie (pl. soslovija) : les ordres ou les états. Ce système juridique classait les sujets de l'Empire en différents statuts.

Teptjar : soslovie désignant des paysans soldats dans les régions de la Volga

Tavlinec (pl. -ncy) : terme usuel sous l'administration impériale pour désigner des peuples montagnards du Daghestan

Tuzemec (pl. tuzemcy) : indigène

Uezd (pl. uezdy) : province administrative plus petite que le gouvernement à l'époque impériale.

Volost' (pl. volosty) : district. Unité administrative soviétique à petite échelle.

Abréviations

AN :	Académie des sciences
AO :	Oblast' autonome
ASSR :	République socialiste soviétique autonome
CIS :	Congrès international de statistique
CIK :	Comité exécutif central du gouvernement soviétique
CSK :	Comité central de statistique
CSU :	Direction centrale de statistique
CUNHU :	Direction centrale de comptabilité nationale
Gosplan :	Commissariat au plan
IAE :	Institut d'anthropologie et d'ethnographie
IE :	Institut d'ethnographie
IIS :	Institut International de Statistique
IJaM :	Institut d'étude la langue et de la pensée
IPIN :	Institut d'étude des nationalités
IRGO :	Société impériale russe de géographie
Narkomnac :	Commissariat du peuple aux nationalités
KEPS :	Commission d'étude des forces de production
KIPS :	Commission d'étude de la composition tribale
MVD :	Ministère de l'Intérieur
NKVD :	Commissariat du peuple aux affaires intérieures
NIIN :	Institut de recherche scientifique sur les nationalités
OLEAË :	Société des amis des sciences naturelles, de l'anthropologie et de l'ethnographie
RSFSR :	Fédération soviétique russe des républiques socialistes
SNK :	Conseil des commissaires du peuple
VCIK :	Comité exécutif central panrusse
ZAGS :	Administration de l'état-civil
SSR :	République socialiste unie

Bibliographie

Consultation d'archives

Saint-Petersbourg

Učebnyj Arhiv Geografičeskogo Obščestva (UAGO) : Archives d'études de la société russe de géographie

Fonds 24 : Commission d'établissement de la carte ethnographique de la Société impériale russe de géographie (IRGO) :

F. 24, opis' 1, dd. 68, 72, 78, 82, 83, 93, 94, 97, 102, 104

Rossijskij Gosudarstvennyj Istoričeskij Arhiv (RGIA) :

Archives historiques de l'État russe

Fonds 1290 : Comité central de Statistique (Central'nyj Statističeskij Komitet : CSK) :

F. 1290, Opis' 10 concernant le recensement de 1897 et la préparation du recensement de 1915

F. 1290, opis' 2, d. 337

F. 1290, opis' 11, d. 2828

Fonds 1278 : Fonds de la douma (Gosudartsvennaja дума)

F. 1278, opis' 6, d. 1167

Fonds 1276 : Fonds du Comité des Ministres (Komitet Ministrov).

F. 1276, opis' 10, d. 8

Arhiv Rossijskoj Akademii Nauk (PF ARAN) : Archives de l'Académie des sciences russe à Saint-Petersbourg

Fonds 2 : Fonds du bureau de l'Académie des sciences (Kantceljarija AN)

F. 2, opis' 1-1917, dd. 30, 31

Fonds 135 : Fonds de l'Institut d'études de la composition tribale de la population de l'URSS (Komissija po Izučeniju Plemennogo Sostava naselenija SSSR : KIPS), puis de l'Institut d'études des peuples de l'URSS (Institut po Izučeniju Narodov : IPIN) :

F. 135, Opis' 1

F. 135, Opis' 2

Fonds 142 : Fonds de l'Institut d'ethnographie (Institut Ètnografii : IÈ) :
F. 142, Opis' 1 (de 1932 à 1939)

Fonds 77 : Fonds de l'Institut de la langue et de la pensée (Institut Jazyka i Myšlenija : IJaM) :
F. 77, opis' 1-1934, dd. 11, 15
F. 77, opis' 1- 1936, d. 40
F. 77, opis' 1-1938, dd. 21, 22,23, 30, 30a ; 31, 32, 33, 41, 42, 43
F. 77, opis' 1-1939, d. 29

Archives situées à Moscou

Arhiv Rossijskoj Akademii Nauk (MO ARAN) : Archives de l'Académie russe des sciences à Moscou

Fonds 2 : Fonds du Présidium de l'Académie des sciences :
F. 2, opis' 3a, n° 18

Fonds 377 : Fonds de la société des historiens marxistes de l'Académie communiste (Obščestvo istorikov-marksistov Komak) :
F. 377, opis' 1, d. 68, 451, 453
F. 377, opis' 2, dd. 24a, 36, 130, 131, 139, 152

Fonds 394 : Fonds de la section des sciences sociales (Otdelenie Obščvennyh Nauk : OON) de l'Académie des sciences :
F. 394, opis' 1-1935, d. 1
F. 394, opis' 1-1936, d. 19
F. 394, opis' 1-1937, d. 14
F. 394, opis' 2, d. 2
F. 394, opis' 9, d. 26, 38, 56
F. 394, opis' 11, d. 20
F. 394, opis' 14, d. 1

Fonds 677 : Fonds de l'Institut des nationalités (Naučno-Issledovatel'skij Institut Nacional'nostej : NIIN)
F. 677, opis' 5, dd. 9, 26
F. 677, opis' 6, d. 95

**Gosudarstvennyj Arhiv Rossijskoj Federacii (GARF) :
Archives d'État de la Fédération de Russie**

Période tsariste

Fonds 102 : Fonds du Département de la police (Departament policii) :
F. 102, 2D, opis' 1896, d. 148, č 1 et č 2

Période du gouvernement provisoire

Fonds 1797 : Fonds du ministère de l'Agriculture (Ministerstvo Zemledelija) :

F. 1797, opis' 1, dd. 314, 315, 351, 352

Période soviétique

Fonds P-1318 : Fonds du Commissariat populaire aux nationalités (Narodnyj Komissariat po delam nacional'nostej)

F. P- 1318, opis' 1, dd. 420, 440, 452, 1473 (1), 1474 : dossiers sur le bureau d'ethnographie

Fonds P-3977 : Fonds du Comité d'assistance aux nationalités des périphéries du Nord (Komitet Severa) auprès du Présidium du VCIK :

F. P-3977, opis' 1, dd. 272, 354 à 356, 378, 466, 592, 715, 1082

Fonds 3316 : Fonds du Comité exécutif central de l'URSS (Central'nyj Ispolnitel'nyj Komitet : CIK SSSR) :

F. 3316, opis' 3, d. 316

F. 3316, opis' 19, dd. 104, 804, 834

F. 3316, opis' 28, d. 865

Fonds 1235 : Fonds du Comité exécutif central panrusse (Vserossijskij Central'nyj Ispolnitel'nyj Komitet : VCIK RSFSR) :

F. 1235, opis' 122, dd. 68, 252

Fonds 5677 : Fonds de la Commission administrative centrale (Central'naja Administrativnaja Komissija) du Présidium du VCIK :

F. 5677, god 1920-21, opis'1, d. 2

Fonds 374 : Fonds de la Commission Centrale de contrôle du VKP (b)- Commissariat populaire de l'inspection ouvrière et paysanne (Central'naja Kontrol'naja Komissija VKP (b)- Narodnyj Komissariat raboče-krest'janskoe inspekcii) :

F. 374, opis' a 27c, dd. 1691-1709.

Fonds 7543 : Fonds du Soviet Suprême (Verhovnyj Sovet SSSR) :

F. 7543, opis' 9, dd. 179, 180

Fonds 7668 : Fonds de l'Institut de recherche scientifique d'études des nationalités (Naučno-Issledovatel'skij Institut Nacional'nostej : NIIN) :

F. 7668, opis' 1, dd. 768, 850, 865, 1058, 1560

Rossijskij Gosudarstvennyj Arhiv Èkonomiki (RGAE) : Archives d'économie de l'État russe

Fonds 1562 : Fonds de la direction centrale de statistique (Central'noe Statističeskoe Upravlenie : CSU puis Central'noe Upravlenie Narodnohozjajstvennogo Učëta Gosplana SSSR : CUNHU Gosplana) :

F. 1562, Opis' 336 sur la préparation des différents recensements soviétiques

F. 1562, opis' 1, dd. 7, 19, 11, 152, 158, 161, 184, 297, 380, 383, 433, 722, 754, 966, 967

F. 1562, opis' 2, dd. 305, 306, 330, 332, 333, 336

F. 1562, opis' 329, dd. 90, 116, 143, 145, 151

Fonds 4337 : Fonds du Gosplan :

F. 4337, opis' 18, dd. 37, 76-79, 253a, 256, 339, 341

**Rossijskij Gosudarstvennyj Arhiv Social'noj i Političeskoj Istorii (RGASPI) Archives
d'histoire sociale et politique de l'État russe**

Fonds 17 : Fonds du Comité central (Central'nyj Komitet) du KPSS :

Protocoles du politburo

F. 17, Opis' 3, protocoles du Politburo

Protocoles du Politburo, matériel préparatoire

F. 17, opis' 163, d. 602

Correspondance KPSS et CSU

F. 17, opis' 84, d. 584

F. 17, opis' 85, d. 108, 168

Fonds 82 : Fonds – Molotov :

F. 82, opis' 2, dd. 147, 269, 521, 531, 532, 533, 536, 537, 538

Fonds 62 : Fonds 62 du bureau d'Asie centrale du Comité central du VKP (b) (Sredazbjuro) :

F. 62, opis' 2, n° 106, 108, 682

Documentation d'époque

Revues ayant fait l'objet d'un dépouillement systématique

Sous l'Empire

Ežegodnik russkago antropologičeskago obščestva pri S-Peterburgskom universitete

Živaja Starina

Ėtnografičeskoe obozrenie

Russkij antropologičeskij žurnal

Izvestija Imperatorskago russkago geografičeskago obščestva

Zapiski Imperatorskago russkago geografičeskago obščestva

Izvestija Obščestva L. E. A. Ė

Zemlevedenie

À l'époque soviétique

Bjulleten' CSU-SSSR

Trudy CSU-SSSR

Vestnik statistiki

Trudy Komissii po uzučeniju plemennogo sostava naselenija Rossii : Trudy KIPS

Izvestija Komissii po uzučeniju plemennogo sostava naselenija Rossii : Izvestija KIPS

Otčet Komissii po uzučeniju plemennogo sostava naselenija Rossii

Čelovek

Materialy Komissii Ėkspedičionnyh Issledovanij

Materialy osobogo komiteta po issledovaniju sojuz. i avt. Respubliki

Ėtnografija

Sovetskaja ètnografija

Ouvrages des instituts statistiques sur les recensements

CONGRÈS INTERNATIONAL DE STATISTIQUE (Bruxelles, 19-22 septembre 1853)

Compte-rendu des travaux du Congrès International de Statistique

CONGRÈS INTERNATIONAL DE STATISTIQUE (Vienne, 1858)

Compte-rendu des travaux du Congrès International de Statistique, ed. par C. BARON DE CZOERNIG

CONGRÈS INTERNATIONAL DE STATISTIQUE (Saint-Petersbourg, 1872)

Compte-rendu de la 8^e session du Congrès International de Statistique, 1^{re} partie, 1^{re} section

CONGRÈS INTERNATIONAL DE STATISTIQUE (Saint-Petersbourg, 1874)

Compte-rendu du Congrès International de Statistique, 2^e partie & 3^e partie

CONGRÈS INTERNATIONAL DE STATISTIQUE (Budapest, 1876)

Commission Permanente, Mémoires, 2^e partie

BULLETIN DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE STATISTIQUE, 1887, t. II

BULLETIN DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE STATISTIQUE, Rome, 1890, IV, 2^e livraison

BULLETIN DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE STATISTIQUE, Saint-Petersbourg, 1899, IX, XI, 1^{re} livraison

BULLETIN DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE STATISTIQUE, 1903, Budapest, tome XIII, 1^{re} livraison

BULLETIN DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE STATISTIQUE, 1915, Vienne, tome XX, 1^{re} livraison

BULLETIN DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE STATISTIQUE, Le Caire, 1928, XXIII, n° 1

Central'nyj Statističeskij Komitet (CSK-MVD), *Ežegodnik Rossij*, St-Petersbourg, 1905.

CSK-MVD, Očerok razvitija voprosa o vseobščej narodnoj perepisi v Rossii, *Vremennik Central'nago statističeskago komiteta Ministerstva vnutrennih del*, 1890, n° 16.

PATKANOV S., Institut International de Statistique, Session 1899, Christiana, *Dépouillement des données sur la nationalité et classification des peuples de l'Empire russe d'après leur langue*, publié

- par le Comité Central de Statistique du Ministère de l'Intérieur, CSK-MVD, St-Petersbourg, 1899.
- PATKANOV S., Institut International de Statistique, *Essai d'une statistique et d'une géographie des peuples palaeasiatiques de la Sibérie d'après les données du recensement de 1897*, CSK-MVD, St-Petersbourg, 1903.
- PLJUŠČEVSKIJ-PLJUŠČIK, Ja. A., « Otcët upolnomočennogo po vysočajšemu poveleniju dlja ob'edinenija dejstvij mestnyh učreždenij po pervoj vseobščej perepisi naselenija 28go janvarja 1897g. », *Vremennik Central'nago Statističeskago Komiteta Ministerstva Vnutrennyh Del*, 1898, n° 45.
- CSK-MVD, Posobija pri razrabotke pervoj vseobščej perepisi naselenija, *Proekt tablic dlja razrabotki dannyh 1oj vseobščej perepise naselenija*, St-Petersbourg, 1897, n° 1.
- CSK-MVD, Posobija pri razrabotke pervoj vseobščej perepisi naselenija, *Spisok veroispovedanij*, St-Petersbourg, 1898, n° 8.
- CSK-MVD, Posobija pri razrabotke pervoj vseobščej perepisi naselenija, *Alfavitnyj ukazatel' veroispovedanij*, St-Petersbourg, 1898, n° 9.
- CSK-MVD, Posobija pri razrabotke pervoj vseobščej perepisi naselenija, *Znaki i numera dlja otmetok po rodnomu jazyku* St-Petersbourg, 1898, n° 10.
- CSK-MVD, Posobija pri razrabotke pervoj vseobščej perepisi naselenija, *Ukazatel' dlja gruppirovki naselenija po soslovijam, zvaniju i sostojaniju*, St-Petersbourg, 1898, n° 14.
- CSK-MVD, Posobija pri razrabotke pervoj vseobščej perepisi naselenija, *Alfavitnyj ukazatel' soslovij* St-Petersbourg, 1898, n° 15.
- CSK-MVD, Posobija pri razrabotke pervoj vseobščej perepisi naselenija, *Gruppirovka narodnoj Rossijskoj Imperii po jazyku*, St-Petersbourg, 1898, n° 16.
- CSK-MVD, Posobija pri razrabotke pervoj vseobščej perepisi naselenija, *Alfavitnyj ukazatel' narodnostej Rossijskoj Imperii*, St-Petersbourg, 1898, n° 17.
- CSK-MVD, *Spiski naselennyh mest*, St-Petersbourg, 1861-1885 (40 volumes).
- CSK-MVD, *Spisok izdanijam central'nago statističeskago komiteta ministerstva vnutrennih del*, St-Petersbourg, 1914.
- CSK-MVD, S- Peterburg po perepisi 10 dekabnja 1869 goda, *Naselenie po vozrastam, semejnomu sostojaniju, veroispovedanijam, narodnostjam, soslovijam i gramatnosti*, Vyp.1, St-Petersbourg, 1872.
- TROJNICKIJ N. A., Pervaja vseobščaja perepis' naselenija Rossijskoj Imperii 1897 g., *Obščij svod po Imperii rezultatov razrabotki dannyh pervoj vseobščej perepisi naselenija*, CSK-MVD, St-Petersbourg, 1905, tome I & II.
- TROJNICKIJ N. A., Pervaja vseobščaja perepis' naselenija Rossijskoj Imperii 1897 g., *Rezul'taty razrabotki dannyh pervoj vseobščej perepis' naselenija 1897 g. po každoj gubernii ot del'no- po 89 gubernijam' i oblastjam' Imperii (bez' Finljandii) i po 4 gorodam (S-Peterburg, Moskva, Varšava, Odessa)*, CSK-MVD, St-Petersbourg, 1899-1905.
- TROJNICKIJ N. A., Pervaja vseobščaja perepis' naselenija Rossijskoj Imperii 1897 g., *Raspredelenie naselenija po glavnym veroispovedanijam*, CSK-MVD, St-Petersbourg, 1901.
- TROJNICKIJ N. A., Pervaja vseobščaja perepis' naselenija Rossijskoj Imperii 1897 g., *Raspredelenie staroobradcev i sektantov po tolkam, i sektam*, St-Petersbourg, 1901.
- Vseobščaja voinskaja povinnost' v Rossijskoj Imperii za pervoe desjatiletie 1874-1883 gg., *Statističeskij Vremennik Rossijskoj Imperii*, 1886, serija III, Vy.12.

Recensement agricole de 1917

Otdel perepisi ministerstva zemledelija, *Instrukcija po proĳvodstvu Vserossijskoj sel'skohozjajstvennoj i pozemel'noj perepisi i Vserossijskoj gorodskoj perepisi 1917g.*, Petrograd, 1917.

Recensement de 1920

Predvoritel'nye itogi perepisi naselenija 28 avgusta, naselenie 25 gubernii, *Trudy Central'nogo Statističeskogo Upravljenja*, t. 1, Vy. 1, serja 1, Vy 1, otdel demografii, Moscou, 1920.

Predvoritel'nye itogi perepisi naselenija 28 avgusta, *Trudy Central'nogo Statističeskogo Upravljenja*, Otdel demografii, Moscou, 1921, t. 1, Vy. 3, serja 1, Vy 1.

Itogi perepisi naselenija 1920 g., CSU-SSSR, Moscou, 1928.

Recensement de 1926

CSU SSSR-Otdel perepisi, Programmy i posobija k razrabotke vsesojuznoj perepisi naselenija 1926, *Perečen' i slovar' narodnostej*, Izdanie CSU Cojuza SSR, Moscou, 1927, Vy VII.

CSU SSSR-Otdel perepisi, Vsesojuznaja perepis' naselenija 17 dekabnja 1926 g. *Kratkie svodki, Narodnost' i rodnoj jazyk naselenija SSSR*, Izdanie CSU Cojuza SSR, Moscou, 1928, Vy 4.

CSU SSSR-Otdel perepisi, *Vsesojuznaja perepis' naselenija 1926 goda*, Izdanie CSU Cojuza SSR, Moscou, 1928-1932, 66 volumes.

CSU SSSR, *Pohozjajstvennaja perepis' pripoljarnogo severa SSSR, 1926-27*, Izdanie CSU Cojuza SSR, Moscou, 1932.

MIHAJLOVSKIJ V. G., *Vsesojuznaja perepis' naselenija 1926 g*, Izdanie CSU Cojuza SSR, Moscou, 1928.

Recensement de 1937 et 1939

CUNHU Gosplana SSSR-Bjuro vsesojuznoj perepisi naselenija, *Slovar' nacional'nostej dlja razrabotki vsesojuznoj perepisi naselenija 1937 goda*, CUNHU GOSPLANA SSSR I V/O « Sojuzorgučet », Moscou, 1937.

CUNHU Gosplana SSSR-Bjuro vsesojuznoj perepisi naselenija, *Slovar' religij dlja razrabotki vsesojuznoj perepisi naselenija 1937 goda*, CUNHU GOSPLANA SSSR I V/O « Sojuzorgučet », Moscou, 1937.

CUNHU Gosplana SSSR, *Kul'turnoe stroitel'stvo SSSR : Statističeskij sbornik*, Gosplanizdat, Moscou- Leningrad, 1940.

Littérature d'époque

ALEKSANDROV I. G., *Ėkonomičeskoe rajonirovanie Rossii*, Moscou, 1921.

ANUČIN D., « O zadačah russkoj etnografii », *Ėtnografičeskoe obozrenie*, 1889, kn 1, p. 1-35.

BAUER OTTO, *La Question des nationalités et la social démocratie*, EDI /Guerin, Montreal, 1987, t. 1.

BARTOL'D V., Hronika : XII c'ezd russkich estestvoispytatelej i vračej v Moskve, zanjatija podsekcii etnografii, *Živaja Starina*, 1910, god XIX, p. 176-187.

- BERNŠTAM A. N., « Idealizm v ètnografii (Rudenko i rudenkovščina) », *Soobščeniya GAIMK*, n° 1-2, 1932, p. 22-27.
- BOGDANOV V. V., « Sostavlenie ètnografičeskikh kart Rossii », *Ètnografičeskoe obozrenie*, 1916, god 28, kn CIX-CX, n° 1-2, p. 149-156.
- BOGORAZ-TAN V. G., « L. Ja Šternberg kak čelovek i učenyj », *Ètnografija*, 1927, n° 2, p. 269-282.
- BOGORAZ-TAN V. G., « O pervobytnyh plemenah », *Žizn' nacional'nostej*, n° 1, 1922, p. 130.
- BOGORAZ-TAN V. G., « Predloženiya k voprosu ob izučenii i ohrane okrajnyh narodov », *Žizn' nacional'nostej*, n° 3-4, 1923, p. 178-180.
- BOGORAZ-TAN V. G., « Podgotovitel'nye mery k organizacii malyh narodnostej », *Severnaja Azija*, kn 3, 1925, p. 40-50.
- BOGORAZ-TAN V. G., *Rasprostranenie kul'tury na zemle, osnovy ètnografii*, Gosu. Izdatel'stvo, Moscou-Leningrad, 1928.
- BOGORAZ-TAN, *Sobranie sočinenij*, Zemlja i fabrika, Moscou, 1929.
- BÖCKH Richard, « Die statistischen Bedeutung der Volkssprache als Kennzeichen der Nationalität », *Zeitschrift für Völkerpsychologie und Sprachwissenschaft*, 1866, n° IV, p. 259-402.
- BÖCKH Richard, *Der Deutschen Volkszahl und Sprachgebiet in den europäischen Staaten*, Berlin, 1869.
- BRANDE B., « Materialy dlja utočnenija spiska narodov SSSR », *Revoljucija i nacional'nosti*, 1935, n° 4, p. 77-87.
- BRANDE B., « Spisok narodnostej SSSR », *Revoljucija i nacional'nosti*, 1936, n° 4, p. 74-82.
- BROWDER Robert Paul, KERENSKY Alexander F., *The Russian Provisional Government 1917 : Documents*, Stanford University Press, Stanford (California), 1961, vol. 1.
- CEPURKOVSKIJ E. M., O klassifikacijah čelovečeskikh ras i nekotoryh zadačah antropologii v Rossii (po povodu rabot A A Ivanovskago), *Izvestija OLEAĖ*, 1913, t. CXXIV, vy 2, Trudy antropologičeskoj otdela, t. XXVIII, Vy 2, p. 59-68.
- CERNJAKOV Z., « Ob ètnografičeskom sostave SSSR », *Sovetskaja ètnografija*, n° 1, 1933, p. 38-67.
- CIK-SSSR, 3 sessija Centr. Ispolnitel'nyj Komitet, *Stenografičeskij očet*, izd. CIK Sojuza SSR, Moscou, 1927.
- CIK-SSSR, *Izvestija central'nogo ispolnitel'nogo komiteta SSSR*, n° 118 (3352), 23 mai 1928.
- COURTENAY Baudoin de, *Proekt osnovnyh položений dlja rešenija pol'skogo voprosa*, « Trud i Pol'za », St-Petersbourg, 1906.
- COURTENAY Baudoin de, *Nacional'nyj i territorial'nyj priznak v avtonomii*, M M Stasjulevic, St-Petersbourg, 1913.
- COURTENAY Baudoin de, « Vozmožno li mirnoe sožitel'stvo raznyh narodnostej v Rossii ? », *Sbornik nacional'noj literatury Rossii*, t. 1, M V Popov, Petrograd, 1915.
- DANILIN A., « Sekcija ètnografii vsesojuznogo geografičeskogo c'ezda », *Sovetskaja ètnografija*, 1933, n° 2, p. 113-117.
- Doklad bjuro s'ezdu zemskih i gorodskih dejatelej 12-15 sent. 1905 goda i postavlenija s'ezda*, Izdanie « Narodnoe pravo », Moscou, 1905.
- DURMANOV N. D., *Prestuplenija, sostavljajuščie perežitki rodovogo byta*, Juridičeskoe izdatel'stvo NKJu SSSR, Moscou, 1938.
- EGOROV K. D., *Rajonirovanie SSSR : Sbornik materialov po rajonirovaniju s 1917 po 1925*, Gosplan SSR, Moscou, 1926.
- ERMOLAEV Vadim, *Demografičeskij perepis'*, *Rukovodstvo dlja rabotnikov perepisi i slušatelej statističeskikh kursov*, Kazan, 1924.
- ERMOLAEV Vadim, *Demografičeskaja perepis'*, Kazan, 1925.

- FERSMAN A. E., « Èkpedicionnaja dejatel'nost' AN SSSR i eë zadaci », *Materialy Komissii Èkspedicionnyh Issledovanij*, Vy 19, Leningrad, 1929.
- FICKER Adolf, « Die Völkerstämme des österr.-ung. Monarchie ihre Gebiete, Grenzen und Inseln », *Mittheilungen aus dem Gebiete der Statistik* Jg, 1869, n° 15.
- Foreign Office, Translation of *The Penal Code of the Russian Socialist Federal Soviet Republic*, London, Juillet 1934.
- FORTUNATOV A., « O redakcii ličnyh voprosov vsrossiskoj perepisi », *Russkie Vedomosti*, 1913, n° 221, p. 6.
- FREJLICH Dr Joseph, *La Structure nationale de la Pologne. Étude statistique*, Imprimerie Atlinger Frères, Neuchatel, 1918.
- GEORGI Iogann Gottlib, *Opisanie vseh obitajuščih v Rossijskom gosudarstve narodov*, St-Petersbourg, 1776-1780, 4 volumes.
- GLAVNAJA Perepisnaja Kommissija, *Vseobščaja perepis' naselenija : Proekt nastavlenaja sel'skim ščečikam*, 1896.
- GORBUNOVA G. P., « Ob odnoj "naučnoj" èkpedicii », *Antropologičeskij Žurnal*, n° 1, 1932.
- GOZULOV A. I., *Perepisi naselenija SSSR i kapitalističeskikh stran*, « Sojuzoručët », Moscou, 1936.
- GURSIN G. F., « Izvlečeniya iz protokolov zasedanij sobranija učenyh členov KIAN », *Bjulleten' Kavkazskogo istoriko-arheologičeskogo instituta v Tiflise*, 1928, n° 1-3, p. 32-35.
- HARUZIN Nikolaj, *Ètnografija- lekciï, čitannyya v Imperatorskom Moskovskom universitete*, St-Petersbourg, 1901, Vy 1, čast' obščaja.
- HODOS M. P., *K voprosu o programme perepisej naselenija v 1926*, Kievskoe Okružnoe statističeskoe bjuro, Kiev, 1926.
- HODOS M. P., *Materialy po statistike naselenija g. Kiev*, Kievskoe Okružnoe statističeskoe bjuro, Kiev, 1926.
- HOMENKO A. P., « Buduščaja demografičeskaja perepis' i kul'turno-nacional'noe stroitel'stvo », *Sem'ja i vosproizvodstvo naselenija*, Statistika, Moscou, 1980.
- Inorodcy, *Ènciklopedičeskij Slovar'*, Izd. F. A. Brokgauz, I. A. Efron, St-Petersbourg, 1894, t. 13.
- IOHEL'SON V. I., *Pervye dni Narodnoj voli*, 15-ia Gos. Tip, Petrograd, 1922.
- IŠHANJAN B., *Narodnosti Kavkaza*, Petrograd, 1916.
- IVANOVSKIJ A. A., « Ob antropologičeskom sostave naselenija Rossii », *Izvestija OLEAË*, Moscou, 1904, T CV, *Trudy antropologičeskoj otдела*, t. XXII.
- IVANOVSKIJ A. A., « Naselenie Zemnogo Šara : opyt antropologičeskoj klassifikacii », *Izvestija OLEAË*, Moscou, 1911, t. CXXI, *Trudy antropologičeskoj otдела*, t. XXVII.
- JADRINCEV N., *Sibirskie inorodcy, ih byt i sovremennoe položenie*, St-Petersbourg, 1891.
- JAROSEVIČ A., « Malorossy po perepisi 1897 », *Kievskaja Starina*, Kiev, 1905.
- Kak vstretili vsojuznuju perepis' sektanty, *Antireligioznik*, Moscou, mai 1927, n° 5, p. 31-36.
- KARSKIJ E. F., « Etnografičeskaja karta belorusskago plemeni », *Trudy Komissii po izučeniju plemennogo sostava naselenija Rossii*, n° 2, 1917.
- KASTELJANSKIJ A. I., *Formy nacional'nogo dviženija v sovremennyh gosudarstvah. Avstro-Vengrija, Rossija, Germanija*, St-Petersbourg, 1910.
- KAUFMAN A. A., M. Z. i G. I. Departament gosudarstvennyh zemel'nyh imuščestv, *K voproc u o russkij kolonizacii Turkestanskogo Kraja : otčët člena učenogo K. M. va Z. i G. I A. po komandirovke letom 1903 g.*, St-Petersbourg, 1903.

- KAUFMAN A. A., *Statistika, eja priemy i eja značenie dlja obščestvennyh nauk, lekcii*, Moskovskoe Obščestvo Narodnyh Universitetov, Moscou, 1911.
- KAUFMAN A. A., *Statističeskaja nauka v Rossii. Teorija i metodologija, 1806-1917*, Izdanie Central'nogo Statističeskogo Upravljenija, Moscou, 1922.
- KAUFMAN A. A., *Teorija i metody statistiki*, Gosudarstvennoe izdatel'stvo, Moscou, réédition 1928.
- KAUFMAN A., MAKAROV I., *Po povodu perepisi goroda S Peterburga 15 dek 1910*, St-Petersbourg, 1910.
- KEPPEN P. I., « O narodnyh perepisjah v Rossii », *Zapiski IRGO*, Po otdelenie statistiki, St-Petersbourg, 1889, t. 6, p. 1-94.
- KEPPEN Petr., *Ob étnografičeskoj karte evropejskoj Rossii, Izdannoj imperatorskim russkim geografičeskim obščestvom*, Vtoroe izdanie, St-Petersbourg, 1853.
- KOTEL'NIKOV A., *Istorija proizvodstva i razrabotki vseobščej perepisi naselenija 28go janvarja 1897g.*, St-Petersbourg, 1909.
- KOVALEVSKI M., « Zemstvo v šesti guvernijah zapadnogo kraja », *Vestnik Evropy*, mars 1911, 46 god, p. 253-257.
- KOVALEVSKI M. M., ŠAHMATOV A. A., VOLKOV F. K., *Ukrajinskij narod, v ego prošlom i nastojaščim*, Petrograd, 1916, 2 tomes.
- KRASNOVSKIJ D. P., *Sbornik statej po rajonirovaniju Turkestana, Materialy po rajonirovaniju Turkestana*, Vy 2, RSFSR, Èkonomičeskij sovet Turkestanskoj Respubliki. Gosplan. Pod Komissija rajonirovanija, Tachkent, 1924.
- KRASNOVSKIJ L., « Čem nado rukovodstvovat'sja pri sostavlenii spiska narodnostej SSSR », *Revoljucija i nacional'nosti*, 1936, n° 4, p. 67-71.
- KUN VI, « Izučenie étničeskogo sostava Turkestana », *Novyj vostok*, Moscou, 1924, n° 6, p. 350-359.
- KUN VI, « K voprosu o statističeskom učete plemennoj grupy v Turkestane », *Vestnik Statistiki*, Moscou, avril-juin 1926, kn. XXI, n° 4-6, p. 162-166.
- « K voprosu o statistike veroispovedanij v rossijskoj imperii », *S-Peterburgskija vedomosti*, 2 (14) mars 1898, n° 59, p. 3.
- LAZAREVSKIJ N., *Soslovija*, Ènciklopedičeskij Slovar', Izd. F. A. Brokgauz, I. A. Efron, St-Petersbourg, 1911, t. 60, p. 911-913.
- LIČKOV L., « Jugo-zapadnyj kraj po dannym perepisi 1897 goda », *Kievskaja Starina*, 1905, god 24, t. 90, p. 317-366.
- MAAK' R., *Putešestvie na Amur, soveršenoe po rasporjaženiju Sibirskago otdela Imperatorskago Russkogo Geografičeskago obščestva v 1855*, St-Petersbourg, 1859.
- MAGIDIVIČ I., *Materialy po rajonirovaniju Srednej Azii*, Komissija rajonirovanija Srednej Azii, Tachkent, 1926, kn 1, č. 1.
- MAKSIMOV A., « Sovremennoe položenie étnografii i eja uspehi », *Ètnografičeskoe obozrenie*, 1910, god XXI-1909, kn LXXIII, n° 4, p. 9-24.
- MARR N. Ja., « Plemennoj sostav naselenija Kavkaza : Klassifikacija narodov Kavkaza », *Trudy Komissii po Izučeniju Plemenno Sostava naselenija SSSR i sopredel'nyh stran*, 1920, n° 3.
- MEŠČANINOV I. I., « Problemy klassifikacii jazykov i narodov v osveščanii jafetičeskogo jazykoznanija », *Sovetskaja étnografija*, 1933, n° 2, p. 74-83.
- MOGILJANSKIJ N. M., « Ètnografija i eja žadači, Ežegodnik » *Russkoj antropologičeskoj obščestva*, St-Petersbourg, 1909, t. 3-1908, p. 101-114.
- MOGILJANSKIJ N. M., « Predmet i zadači étnografii », *Živaja Starina*, 1917, god XXIV : 1916, Vy 1-3, p. 1-22.

- MVD, *Organičitel'naja zakononija i osobyja zakonopoloženija izdannaja po soobraženijam naciona'nago ili veroispovednogo svojstva libo obuslovliwaemym različiem polov*, Tipografija MV, St-Petersbourg, čast' 1, 1906 ; čast' 2, 1907.
- NAKANUNE Vseobščej Perepisi, *Alfavitnyj spisok narodov obitajuščih v Rossijskoj Imperii*, Izdanie Kanceljarija Komitet Ministrov, St-Petersbourg, 1895.
- NASELENIE Kubanskoj oblasti po dannyh vtoryh ekzempljarov listov perepisi 1897, *Trudy Kubanskogo oblastnogo statističeskogo komiteta*, Katernodar, 1906.
- NASELENIE Kurskoj gubernija, v 1920 : predvaritel'nye itogi perepisi naselenija 28 av. 1920, *Trudy Kurskogo guberničeskogo statističeskogo bjuro*, Vy. 2, 1922.
- NIKOL'SKIJ N. V., *Naibolee važnaja statističeskijh svedenija ob inorodcev Vostočnoj Rossii i Zapadnoj Sibiri, podveržennyh vlijaniju islama Kazan*, MVD. Departament Duhovnyh Del, Kazan, 1912.
- NIKOL'SKIJ N. V., *Kreščennye tatory*, Kazan, 1914.
- OL'DENBURG S., *Pamiat L'va Ćakovleviča Šternberg*, Leningrad, 1928.
- OSINSKIJ N., « O perepisnyh "uklonah" i perepisnoj "otsebjatine" », *Pravda*, 16 décembre 1926, n° 291 (3520).
- OSIPOV N. O., « O perepisi », *Novoe vremija*, 1897, god II, kniga 5, p. 177-185.
- OSNOVNYE GOSUDARSTVENNYE ZAKONY, t. 1, č. 1, St-Petersbourg, 1892.
- PALLAS Peter Simon, *Putešestvie po raznym mestam Rossijskago gosudarstva po povedeniju sankt-petersburgskoj imperatorskoj Akademii nauk*, St-Petersbourg, 1786, 3 volumes.
- PATKANOV S., « Razrabotka dannyh o jazyke v central'nom statističeskom komitete », *Istoričeskij Vestnik*, juin 1898, t. LXXII, p. 985-1002.
- PATKANOV S., « Statističeskija dannaja pokazyvajuščija plemennoj sostav naselenija Sibiri : jazyk irody inorodcev », *Zapiski IRGO*, po otdeleniju statistiki, St-Petersbourg, t. 11, vy 1, 1912.
- PATKANOV S., « Opyt geografii i statistiki tungusskijh plemena Sibiri », *Zapiski IRGO*, po otdelenie etnografii, t. 31, č 1, vy 1 et 2, 1906.
- PATKANOV S., O priroste inorodčeskago naselenija Sibiri, *Ežegodnik Rossii*, St-Petersbourg, 5^e année : 1908-1909, p. XXVII-LXXXIV, 1909.
- PATKANOV S., « Proekt sostavlenija plemennoj karty Rossii », *Živaja Starina*, god XXIV, vy III, 1915, p. 217-244.
- POLNOE SOBRANIE ZAKONOV ROSSIJSKOJ IMPERII. *Sobranie tretie*, t. XXVII, 1907, St-Peterbourg, 1910, n° 29240-42.
- POSTANOVLENIE vsrossijskogo central'nogo ispolnitel'nogo komiteta i soveta narodnyh komisarov RSFSR, *Severnaja Azija*, 1927, kn 2, p. 85-91.
- Pravitel'stvennyj Vestnik*, « Naličnoe Naselenie Rossii », sreda, 23 mars (5 avril) 1905, n° 66.
- PREOBRAŽENSKIJ P. F., *Kurs etnologii*, Gosu. Izdatel'stvo, Moscou- Leningrad, 1929.
- PUSTOHOD P. I., VOBLIJ V. K., *Perepisi naselenija*, AN SSSR, Moscou, 1936.
- PUSTOHOD P. I., VOBLIJ V. K., *Perepisi naselenija (ih istorija i organizacija)*, Gosplanizdat, Moscou, 1940.
- PTUHA M. V., *Očerki po istorij statistiki v SSSR*, AN SSSR, Moscou, 1955.
- PTUHA M. V., *Smertnost' 11 narodnostej E. Rossii v konce XIX veka*, CSU USSR, Kharhov-Kiev, 1928.
- PYPIN N., *Istorija russkoj etnografii*, St-Petersbourg, t. I & II, 1891.
- PYPIN N., *O zadačah russkoj etnografii*, Čitano v zacedanii Otdelenija etnografii, 17 avril 1885.
- RATNER-ŠTERNBERG S. A., « L. Ja. Šternberg i Leningradskaja etnografičeskaja škola 1904-1927 gg. », *Sovetskaja etnografija*, Leningrad, 1935, n° 2.

- RITTIH A. F., *Ètnografičeskaja karta Evropejskoj Rossii, sostavlena po poručeniju Imperatorskogo Russkogo geografičeskogo obščestva*, St-Petersbourg, 1875.
- RITTIH A. F., *Plemennoj sostav kontigentov ruskoj armii i mužskovo naselenija evropejskoj rossii*, St-Petersbourg, 1875.
- RUDENKO S. I., « Antropologičeskie issledovanii v èkpedicijah osobogo komiteta AN po issledovaniju sojuznih i avtonomnyh respublik », *Čelovek*, n° 1, 1928, p. 77-79.
- RUDENKO S. I., « Po povodu opyta klassifikacii naselenija zemnogo šara A A Ivanovskogo », *Ežegodnik Russkoj Antropologičeskoj Obščestva*, t. IV, St-Petersbourg, 1913, p. 165-170.
- RUDENKO S. I., « Materialy po antropologii Kazakov (dannye obsledovannija 1927) », *Materialy Komissii Èkspedicionnyh Issledovanij*, Leningrad, 1928, Vy 2.
- RYBAKOV S., « Statistika musul'man v Rossii », *Mir Islama*, god II, t. II, Vy XI, St-Petersbourg, 1913.
- SEMENOV TJAN-ŠANSKIJ P. P., *Geografičesko-statističeskij slovar' Rossijskoj Imperii*, IRGO, St-Petersbourg, 1860-1885.
- SEMENOV TJAN-ŠANSKIJ P. P., *Istorija poluvekovoj dejatel'nosti Imperatorskogo Russkogo Geografičeskogo obščestva, 1845-1895*, IRGO, St-Petersbourg, 1896, t. 1.
- SEMENOV TJAN-ŠANSKIJ P. P., LAMANSKIJ L., *Rossija : Polnoe geografičeskoe opisanie našego otečestva*, IRGO, St-Petersbourg, 1899-1913.
- SEMENOV TJAN-ŠANSKIJ V. P., « Čelovek kak proizvoditel'naja sila », *Čelovek*, n° 1, 1928, p. 57 verso- 60.
- SEMENOV TJAN-ŠANSKIJ V. P., *Torgovlija i promyšlennost' Evropejskoj Rossii po rajonom*, Izdanie Ministerstva Torgovli i promyšlennosti, St-Petersbourg, 1911.
- Severo-Kavkazskoe Kraevoe Statističeskoe Upravlenie, otдел perepisi, *Kazačestvo Severo kavkazskogo Kraja : Itogi perepisi naselenija 1926*, Rostov sur le Don, 1928.
- ŠEVLE, « K vsesojuznoj perepisi », *Pravda*, 6 décembre 1926.
- ŠIROKOGOROV S. M., « Zadači antropologii v Sibiri », *Sbornik muzeja antropologii I ètnografii imeni Petra Velikago pri Imperatorskoj Akademii Nauk*, 1916, vol. III, p. 15-48.
- ŠIROKOGOROV S. M., *Mesto ètnografii sredi nauk i klassifikacija ètnosov*, Svobodnaja Rossija, Vladivostok, 1922.
- ŠIROKOGOROV S. M., *Ètnos-Izsledovanie osnovnyh principov izmenenija ètničeskikh i ètnografičeskikh javlenij*, Otдел'nyj ottisk iz t. LXVII *Izvestij Vostočnago Fakul'teta Gosud. Dal'nevostočn. Universiteta*, Shanghai, 1923.
- ŠIROKOGOROV S. M., « La théorie de l'ethnos et sa place dans le système des sciences anthropologiques », *L'Ethnographie*, 32, 1936, p. 85-115.
- SOKOLOVSKIJ V. G., *Kazakskij aul : k voprosu o metodah ego izučenie gosustat. Na osnove rešenij V-j Vsekazakskoj Partkonferencii i 2-go Plenuma Kazkrajcoma VKP (b)*, CSU Kazakskoj ASS Respu, Tachkent, 1926.
- STALINE, *Marksizm i nacional'no-kolonial'nyj vopros : sbornik izbrannyh statej i recej*, Partijnoe Izdatel'stvo, Moscou, 1934.
- STALINE, *Le Marxisme et la question nationale et coloniale*, Éditions Norman Béthune, Paris, 1974.
- STALINE, *À propos du marxisme en linguistique*, Éditions sociales/ Messidor, t. 2, 1983, p. 169-191.
- ŠTERNBERG L., *Ètnografija, Ènciklopedičeskij Slovar'*, Izd. F. A. Brokgauz, I. A. Efron, St-Petersbourg, 1904, t. 81, p. 180-190.
- ŠTERNBERG L., « Tragedija šestimillionnago naroda », in GESSEN I. V., RATNER M. B., ŠTERNBERG L., *Nakanunie probuždenija. Sbornik statej po evreiskomu voprosu*, St-Petersbourg, 1907.
- SUL'KEVICA S. I., *Naselenie SSSR (perepis' 1926)*, Gosudarstvennoe Izdatel'stvo, Moscou, 1928.

- SVOD ZAKONOV ROSSIJSKOJ IMPERII, *Zakony o sostoianijah*, t. 9, St-Petersbourg, 1876.
- SVOD ZAKONOV ROSSIJSKOJ IMPERII, *Zakony o sostoianijah*, t. 9, St-Petersbourg, 1898.
- TRAININ I., « Ėkonomičeskoe rajonirovanie i nacional'naja politika », *Žizn' nacional'nostej*, n° 21, 1921.
- TRAININ I., « O plemennoi avtonomii », *Žizn' nacional'nostej*, n° 2, 1923, p. 21.
- TROJNICKIJ N. A., « Po voprosu razrabotki central'nym statističeskim komitetom ministerstva vnutrennih del materialov vseobščej perepisi naselenija 1897 goda », *Sankt Petersburgskie Vedomosti*, 6 (20) avril 1898, n° 94.
- UL'JANINSKIJ A., « Neskol'ko slov o statistike po nacional'nomu voprosu », *Žizn' nacional'nostej*, 4 mai 1919, n° 16 (24), p. 1.
- VERNADSKIJ V. I., *Dnevniky 1917-1921*, Haukova dumka, Kiev, 1997.
- VINNIKOV I. N., Po povodu recenzii A. Zolotareva na moju rabotu « Čevrtoe izdanie knigi F. Engelsa "Proizhoždenie sem'i, častnoj sobstvennosti i gosudarstva" » (opyt tekstologičeskogo analiza), *Sovetskaja ètnografija*, 1938, n° 1, p. 235-237.
- VOLKOV F., « The Ukraine question », *The Russian Review*, vol. I, n. 4, 1912.
- VOLKOV F. K., « Novejšija napravlenija v antropologičeskikh naukah i bližajšija zadači antropologii v Rossii », *Ežegodnik Russkoj Antropologičeskoj Obščestva*, t. 4, St-Petersbourg, 1913, p. 4-20.
- VOLKOV F. K., « Antropologičeskie osobennosti ukrajnskogo naroda », *Ukrajniskij narod, ego prošlom i nastojaščem*, Petrograd, t. 2, 1916.
- VOLKOV F. K., « Ètnografičeskie osobennosti ukrajnskogo naroda », *Ukrajniskij narod, ego prošlom i nastojaščem*, Petrograd, t. 2, 1916, p. 455-647.
- VOLKOV F. K., « Antropologija i eja universitetskoe prepodavanje », *Ežegodnik Russkoj Antropologičeskoj Obščestva*, Petrograd, 1915, t. V, p. 99-107.
- VOL'TER E. A., *Spiski naselennyh mest Suvalskij gubernij*, St-Petersbourg 1901.
- Vysočajše utverždennoe 5-go Ijunja 1895 goda, *Položenie o pervoj vseobščej perepisi naselenija Rossijskoj Imperii*, Saint-Petersbourg, 1896.
- X. Z., « Perepisnoj material v obrabotke CSK », *Sankt Peterburskie vedomosti*, 1 (13) avril 1898, n° 89, p. 3.
- ZAKAVKAZSKOE Central'noe Statističeskoe Upravlenie, Izdanie Zak. CSU, 1926, *K perepisjam 1926-1927 gg. : sbornik statej*.
- ZAKONOPROJEKT O SVOBODE SOVESTI, *Materialy*, MVD-DDDII, St-Petersbourg, 1907-1908.
- ZARUBIN I. I., Naselenie Samarkandskoj oblasti, *Trudy Komissii po Izučeniju Plemennogo Sostava naselenija SSSR i sopredel'nyh stran*, 1926, n° 10.
- ZARUBIN I. I., Spisok narodnostej SSSR, *Trudy Komissii po Izučeniju Plemennogo Sostava naselenija SSSR i sopredel'nyh stran*, 1927, n° 13.
- ZOLOTAREV D. A., « Komissija po izučeniju plemennogo sostava naselenija SSSR », *Ètnografija*, n° 1.
- ZOLOTAREV D. A., Voprosy uzučenie byta derevni SSSR, *Ètnografija*, 1926, n° 1-2, p. 45-53.
- ZOLOTAREV D. A., *Obzor dejatel'nosti Postojanoj Komissii po sostavleniju ètnografičeskikh kart' Rossii pri I. R. G. Obščestve*, IRGO, Petrograd, 1916.

Bibliographie générale

- ADAMS Mark B., « Eugenics as Social Medicine », in HUTCHINSON John F. et SOLOMON GROSS Susan (éd.), *Health and Society in Revolutionary Russia*, Indiana University Press, Bloomington and Indianapolis, 1990, p. 200-223.
- AGAMBEN Giorgio, *Moyens sans fins : Notes sur la politique*, Éditions Payot & Rivages, Paris, 1995.
- ALEXOPOLOS Golfo, *Stalin's Outcasts. Aliens, Citizens, and the Soviet State, 1926-1936*, Cornell University Press, Ithaca-London, 2003.
- ALIEVA Svetlana, *Tak èto bylo : nacional'nye repressii v SSSR, 1919-1952 gody*, 3 tomes, « INSAN », Moscou, 1993.
- ALLWORTH Edward, *Soviet Nationality Problems*, Columbia University Press, New York & London, 1971.
- ALPANOV Vladimir Mihajlovskij, *Istorija odnovo mifa : Marr i marrizm*, Nauka, Moscou, 1991.
- ALY Götz, ROTH K. H., *The Nazi Census : Identification and Control in the Third Reich*, Temple University Press, Philadelphie, 2004.
- AMSELLE Jean-Loup, M'BOKOLO Elikia, *Au cœur de l'ethnie*, Éditions La Découverte, Paris, 1985.
- ANDERSON Barbara A., SILVER Brian, « Equality, Efficiency, and Politics in Soviet Bilingual Policy, 1934-1980 », *American Political Science Review*, décembre 1984, n° 78-4, p. 1019-1039.
- ANDERSON Benedict, *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, La Découverte, Paris, 1996.
- ANTROPOVA V. V., « Učastie ètnografov v praktičeskom osuščestvlenii leninskoj nacional'noj politiki na krajnem severe (1920-1930 gg.) », *Sovetskaja ètnografija*, 1972, n° 6, p. 19-27.
- AREL Dominique, KERTZER David I., *Census and Identity : The Politics of Race, Ethnicity and Language in National Censuses*, Cambridge University Press, Cambridge, 2002.
- ARTEMOVA O. Ju., « Zabytye stranicy otečestvennoj nauki : A. N. Maksimov i ego issledovanija po istoričeskij ètnografii », *Sovetskaja ètnografija*, 1991, n° 4, p. 45-64.
- ASCHER Abraham, *The Revolution of 1905. Russia in Disarray*, Tome 1, Stanford University Press, Stanford, 1988.
- ASCHER Abraham, *P. A. Stolypin : The Search for Stability in late Imperial Russia*, Stanford University Press, Stanford, 2000.
- BABEROWSKI Jörg, *Der Feind ist überall. Stalinismus im Kaukasus*, DVA, Munich, 2003.
- BAHTURINA A. Ju., *Okrainy Rossijskoj Imperii : gosudarstvennoe upravlenie i nacional'naja politika v gody Pervoj Mirovoj Vojny*, AIRO-XX, Moscou, 2004.
- BAILES Kendall E., *Technology and Society under Lenin and Stalin : Origins of the Soviet Technical Intelligentsia, 1917-1941*, Princeton University Press, Princeton, 1978.
- BALDAUF Ingeborg, « Some Thoughts on the Making of the Uzbek Nation », *Cahiers du Monde russe et soviétique*, janvier-mars 1991, XXXII (1), p. 79-95.
- BARKEY Karen, VON HAGEN Mark (ed.), *After Empire : Multiethnic Societies and Nation-building, the Soviet Union and Russian, Ottoman, and Habsburg Empires*, Westview Press, Boulder, 1997.
- BAUER Henning, KAPPELER Andreas, ROTH Brigitte, *Die Nationalitäten des Russischen Reiches in der Volkszählung von 1897*, Frauz Steiner Verlag Stuttgart, Stuttgart, 1991.
- BAUER Otto, *La Question des nationalités et la social démocratie*, EDI/Guerin, Montreal, 1987, t. 1.

- BAUMANN Robert F., « Technology versus the Moral Element : Emerging Views in the Russian Officer Corps, 1870-1904 », Mc Kean Robert B. (ed.), *New Perspectives in Modern Russian History*, Mac Millan, London, 1992, p. 43-64.
- BAUMANN Robert F., « Universal Service Reform and Russia's Imperial Dilemma », *War & Society*, septembre 1986, vol. 4, n° 2, p. 31-49.
- BAUMAN Zygmunt, *Modernity and Ambivalence*, Cornell University Press, Ithaca (New York), 1991
- BEAUVOIS Daniel, *La Bataille de la terre en Ukraine, 1863-1914. Les Polonais et les conflits socio-ethniques*, Presses universitaires de Lille, Lille, 1993.
- BEISSINGER Mark R, *Nationalist Mobilization and the Collapse of the Soviet State*, Cambridge University Press, Cambridge, 2002.
- BELAJA KNIGA, *O deportaciju korejskovo naselenija Rossii v 30-40 godah*, kn 1, Interpraks, Moscou, 1992.
- BENNIGSEN Alexandre, QUELQUEJAY Chantal, *Les Mouvements nationaux chez les musulmans de Russie. Le « sultangaliévisme » au Tatarstan*, Mouton & Co, Paris, 1960.
- BERELOWITCH Wladimir, « Aux origines de l'ethnographie russe : la société de géographie dans les années 1840-1850 », *Cahiers du Monde russe et soviétique*, avril-septembre 1990, XXXI (2-3), p. 265-274.
- BERTRAND Frédéric, *L'Anthropologie soviétique des années 20-30*, Presses universitaires de Bordeaux, Bordeaux, 2002.
- BLANK Stephen, *The Sorcerer as Apprentice : Stalin as Commissar of Nationalities, 1917-24*, Greenwood Press, Westport, 1994.
- BLÉVIS Laure, SAADA Emmanuelle, « Sujets d'empire », *Genèses*, n° 53, décembre 2003.
- BLITSTEIN Peter A., « Researching Stalinist Nationality Policy in the Archives », *Cahiers du Monde russe*, janvier-juin 1999, n° 40 (1-2), p. 125-138.
- BLITSTEIN Peter A., *Stalin's Nations : Soviet Nationality Policy between Planning and Primordialism, 1936-1950*, PhD Dissertation, University of Berkeley, 1999.
- BLUM Alain, *Naître, vivre et mourir en URSS, 1917-1991*, Plon, Paris, 1994.
- BLUM Alain, GOUSSEFF Catherine, « Nationalité, groupes ethniques, peuples-la représentation des nationalités en Russie », in RALLU J.-L., COURBAGE Y., PICHE V., *Old and New Minorities*, INED – John Libbey, Paris, 1997, p. 49-71.
- BLUM Alain, MESPOULET Martine, *L'Anarchie bureaucratique. Statistique et pouvoir sous Staline*, La Découverte, Paris, 2003.
- BOGDANOV V. V., *D. N. Anučin, 1843-1940*, Moskovskoe obščestvo ispytatelej prirody, 1805-1940, Moscou, 1940.
- BOURDIEU Pierre, *Raisons pratiques : sur la théorie de l'action*, Points Seuil, Paris, 1996
- BOURDIEU Pierre, « Sur le pouvoir symbolique », *Les Annales*, 32^e année, n° 3, mai-juin 1977, p. 405-411.
- BOURGUET Marie-Noëlle, *Déchiffrer la France : la statistique départementale à l'époque napoléonienne*, Éditions des Archives Contemporaines, Paris, 1989.
- BRADLEY Joseph, « Subjects into Citizens : Societies, Civil Society, and Autocracy in Tsarist Russia », *The American Historical Review*, vol. 107, issue 4, p. 1094-1123.
- BRANDENBERGER David, *National Bolshevism. Stalinist Mass Culture and the Formation of Modern Russian National Identity, 1931-1956*, Harvard University Press, Cambridge, 2002.

- BRIAN Éric, « Statistique administrative et internationalisme statistique pendant la seconde moitié du XIX^e siècle », *Histoire & Mesure*, 1989, IV-3/4, p. 201-224.
- BRILL OLCOTT Martha, « The Collectivisation Drive in Kazakhstan », *The Russian Review*, 1981, n° 20/2, p. 122-142.
- BRIX Emil, *Die Umgangssprachen in Altösterreich zwischen Agitation und Assimilation : die Sprachens-tatistik in den zisleithanischen Volkszählungen, 1880-1910*, Böhlau, Wien – Köln – Graz, 1982.
- BROWER Daniel R., LAZZERINI Edward. J., *Russia's Orient : Imperial Borderlands and Peoples, 1700-1917*, Indiana University Press, Bloomington, 1997.
- BROWER Daniel R., *Turkestan and the Fate of the Russian Empire*, Routledge Curzon, London-New York, 2003.
- BROWN Kate, *A Biography of No Place. From Ethnic Borderlands to Soviet Heartland*, Harvard University Press, London, 2004.
- BRUBACKER Rogers, *Nationalism Reframed. Nationhood and the National Question in the New Europe*, Cambridge University Press, Cambridge, 1996.
- BRUBACKER Rogers, « Au delà des l'“identité” », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 139, septembre 2001, p. 66-85.
- BUGAJ N. F., *Deportacija narodov Kryma*, INSAN, Moscou, 2002.
- BUGAJ N. F., « Deportacija narodov v SSSR : istorija i sovremennost », in *Konferencija represirovannyh narodov Rossijskoj Federacii ; 1990-1992. dokumenty i materialy*, RAN, Moscou, 1993.
- BUGAJ N. F., GONOV A. M., *Kavkaz, narody v èšelonah (20-60e gody)*, INSAN, Moscou, 1998.
- BUGAJ N. F., *L. Berija-I. Stalinu : « soglasno Vaščemy ukazaniju... »*, AIRO-XX, Moscou, 1995.
- BUGAJ N. F., *I. Stalin-L. Berii : « ih nado deportirovat' »*, AIRO-XX, Moscou, 1992.
- BUGAJ N. F., *Narody Ukrainy v « osoboj papke Stalina »*, Nauka, Moscou, 2004.
- BUTTINO Marco (ed.), *In a Collapsing Empire : underdevelopment, ethnic conflicts and nationalisms in Soviet Union*, Feltrinelli, Milan, 1993.
- BUTTINO, Marco, *La rivoluzione capovolta. L'Asia centrale tra il crollo dell' impero zarista e la formazione dell'URSS*, L'Ancora del Mediterraneo, Naples, 2003.
- CADIOT Juliette, « Les relations entre le centre et les régions en URSS à travers les débats sur les nationalités dans le recensement de 1926 », *Cahiers du Monde russe*, octobre-décembre 1997, 38 (4), p. 601-616.
- CADIOT Juliette, « Organiser la diversité : la fixation des catégories nationales dans l'Empire de Russie et en URSS (1897-1939) », *Revue d'Études Comparatives Est-Ouest*, vol. 31, n° 3, 2000, p. 127-149.
- CADIOT Juliette, « Le recensement de 1897. Les limites du contrôle impérial et la représentation des nationalités », *Cahiers du Monde russe*, 45/3-4, juillet-décembre 2004, p. 441-464.
- CADIOT Juliette, « Searching for Nationality : Statistics and National Categories at the End of the Russian Empire (1897-1917) », *The Russian Review*, 64, juillet 2005, p. 440-455.
- CAPLAN Jane, TORPEY John (éd.), *Documenting Identity : The Development of State Practices Since the French Revolution*, Princeton University Press, Princeton, 2000.
- CARR Edward Hallet, *Socialism in one country, 1924-1926*, Macmillan, New York, 1958-1964.
- CARR Edward Hallet, *La Révolution bolchevique*, Les Éditions de Minuit, Paris, 1969
- CARRERE D'ENCAUSSE Hélène, *Le Grand défi : Bolcheviks et nations, 1917-1930*, Flammarion, Paris, 1987.

- CHANG Gordon. H., « Social Darwinism Versus Social Engineering. The “Education” of Japanese American During World War II », Weiner Amir (ed.), *Landscaping the Human Garden*, Stanford University Press, Stanford, 2003, p. 189-204.
- CHANGINA Isabella Iossifovna, « Les musées ethnographiques en Russie », *Ethnologie française*, n° 4, décembre 1996, p. 599-610.
- CHARACHIDZE Georges, « L’Empire et Babel, les minorités dans la péréstroïka », *Le genre humain*, automne 1989, p. 1-28.
- CHMIELEWSKI Edward, *The Polish Question in the Russian State Duma*, The University of Tennessee Press, Knoxville, 1970.
- CHICHLO Boris, « L’ethnographie soviétique est-elle une anthropologie ? », in RUPP-EINSENREICH Britta (éd.), *Histoires de l’anthropologie (XVI-XIX^e siècle)*, Klincksieck, Paris, 1981, p. 247-258.
- CIUČUK, R. A., *Dumskaja model’ parlamentarizma v Rossijskoj imperii*, FÈN, Kazan, 2004.
- CLAY Catherine B., « Russian Ethnographers in the Service of Empire, 1856-1862 », *Slavic Review*, 1995, n° 54-1, p. 45-61.
- CLEM R. S., SCHWARTZ L., *Research Guid to the Russian and Soviet Censuses*, Cornell University Press, Ithaca, 1986.
- COHN Bernard, *An Anthropologist Among the Historians and Other Essays*, Oxford University Press, New York- Delhi, 1987.
- CONNOR Walker, *The National Question in Marxist-leninist Theory and Strategy*, Princeton University Press, Princeton, 1984.
- CONQUEST Robert, *The Nation Killers : the Soviet Deportation of Nationalities*, Macmillan, Londres, 1970.
- CONQUEST Robert (dir.), *Soviet Nationalities Policy in Practice*, Frederick A. Praeger, New York, 1967.
- COONROD Robert W., « The Duma’s attitude toward war-time problems of minority groups », *American Slavic and East European review*, 1954, vol. 13, p. 29-46.
- COOPER Frederick, STOLER Ann Laura, *Tensions of Empire : Colonial Cultures in a Bourgeois World*, University of California Press, Berkeley, 1997.
- COQUIN François-Xavier, *La Sibérie : peuplement et immigration paysanne au XIX^e siècle*, Institut d’études slaves, Paris, 1969.
- Compter l’autre- Identification, négociation, appropriation, *Histoire & Mesure*, n° XIII-1/2, 1998.
- CREWS Robert, « Empire and the Confessional State : Islam and Religious Politics in Nineteenth-Century Russia », *The American Historical Review*, vol. 108, n° 1, février 2003, p. 50-83.
- CRISP Olga, EDMONDSON Linda, *Civil Rights in Imperial Russia*, Clarendon Press, Oxford, 1989.
- DAVID-FOX Michael, « What is Cultural Revolution ? », *The Russian Review*, n° 58, avril 1999, p. 181-211.
- DARROW, David, “Census as a Technology of Empire”, *Ab Imperio*, 4, 2002, p. 145-177.
- DEBEC G. F., Ètničeskaja antropologija v rabotah russkih antropologov konca XIX i načala XX v, *Očerki istorii ètnografii, folklori i antropologii*, Trudy instituta ètnografii, 1983, Vy 2, t. 85, p. 208-224.
- DELANNOI Gil, TAGUIEFF Pierre-André, *Théories du nationalisme*, Éd. Kimé, Paris, 1991.
- DEMKO George J., *The Russian Colonization of Kazakhstan, 1896-1916*, Indiana University Press, Bloomington, 1969.

- DESROSIÈRES Alain, *La Politique des grands nombres, histoire de la raison statistique*, La Découverte, Paris, 1993.
- DESROSIÈRES Alain, THÉVENOT Laurent, *Les Catégories socio-professionnelles*, La Découverte, Paris, 1996.
- DIMENT Galya, SLEZKINE Yuri, *Between Heaven and Hell : The Myth of Siberia in Russian Culture*, St Martin's Press, New York, 1977.
- DJAKIN V.S., *Nacional'nyj vopros vo vnutrennej politike carisma*, St-Petersbourg, "LISS", 1998.
- DOWLER Wayne, « The Politics of Language in Non-Russian Elementary Schools in the Eastern Empire, 1865-1914 », *The Russian Review*, Vol. 54, October 1995, p. 516-538.
- DOWLER Wayne, *The Politics of Schooling Russia's Eastern Nationalities. 1860-1917*, McGill-Queen's University Press, Montreal & Kingston, London, Ithaca, 2001.
- DUBNOW S. M., « History of the Jews in Russia and Poland from the earliest times until the present times », *The Jewish Publication Society of America*, Philadelphia, vol. II, 1918.
- DULLIN Sabine et GOUSSEFF, Catherine, « Les pratiques administratives en Union soviétique, 1920-1960 », vol. 44/ 2-3, 2003.
- EDGAR Adrienne Lynn, *Tribal Nation : The Making of Soviet Turkmenistan*, Princeton University Press, Princeton, 2004.
- ELIAS Norbert, *La Civilisation des mœurs*, Calmann-Levy, Paris, 1991.
- ESAKOV V. D., *Akademijskaja nauka v resenijah politburo CK RKP (b)- VKP (b), 1922-1952*, Rossipen, Moscou, 2000.
- FERRO Marc, « La politique des nationalités du Gouvernement provisoire », *Cahier du monde russe et soviétique*, avril-juin 1961, vol. II-2, p. 131-165.
- FITZPATRICK Sheila, *Cultural Revolution in Russia, 1928-1931*, Indiana University Press, Bloomington, 1978.
- FITZPATRICK Sheila, *Stalinism : New Directions*, Routledge, London and New York, 2000.
- FLEISCHHAUEUR Ingeborg, « The Nationalities Policy of the Tsars Reconsidered. The Case of the Russian Germans », *The Journal of Modern History*, vol. 53, Issue 1, mars 1981.
- FOUCAULT Michel, « Il faut défendre la société », Gallimard-Seuil, Paris, 1997.
- FRANKO Oksana, *Fedir Vovk-včeni i gromads'skij dijac*, Vidavnictvo Evropejskogo Universitetu, Kiev, 2000.
- FREEZE Gregory L., « The Soslovie (Estate) Paradigm and Russian Social History », *The American Historical Review*, février 1986, vol. 91, n° 1, p. 11-36.
- GAGEN-TORN N. I., *Lev Iakovlevič Šternberg*, Nauka, Moscou, 1985.
- GAPONENKO L. S., KABUZAN V., « Materialy sel'skhozajstvennyh perepisej 1916-1917 gg. kak istočnik opredelenija čislennosti naselenija Rossii nakanune oktjabr'skoj revoljucii », *Istorija SSSR*, 1961, n° 6, p. 97-115.
- GASSENSCHMIDT Christoph, *Jewish Liberal Politics in Tsarist Russia, 1900-1914*, MacMillan, London, 1995.
- GATAGOVA, L.S., KOŠELEVA, L.P., ROGOVAJA, L.A., *CK RKP(b)-VKP(b) i nacional'nyj vopros, kniga 1, 1918-1933 gg.*, Rossipen, Moscou, 2005.
- GATRELL Peter, *A Whole Empire Walking : Refugees in Russia During World War 1*, Indiana University Press, Bloomington, 1999.
- GELLNER Ernest, *Nations et nationalisme*, Payot, Paris, 1989.

- GERACI Robert, « Ethnic Minorities, Anthropology, and Russian National Identity on Trial : The Multan Case, 1892-96 », *The Russian Review*, octobre 2000, n° 59, p. 530-554.
- GERACI Robert P., *Window on the East : National and Imperial Identities in Late Tsarist Russia*, Cornell University Press, Ithaca-London, 2001.
- GERACI Robert P., KHODARKOVSKY Michael, *Of Religion and Empire. Missions, Conversion, and Tolerance in Tsarist Russia*, Cornell University Press, Ithaca and London, 2001.
- GORIZONTOV L. E., *Paradoksy imperskoj politiki : Poljaki v Rossii i Russkie v Pol'she (XIX- načalo XX v)*, Indrik, Moscou, 1999.
- GOUSSEFF, Catherine, (dir.), « Recenser la Russie en 2002 », *Revue d'Études Comparatives Est-Ouest*, vol. 34, 4, 2003.
- GOUSSEFF, Catherine, « "Kto naš, kto ne naš" théorie et pratiques de la citoyenneté à l'égard des populations conquises. Le cas des Polonais en URSS, 1939-1946 », *Cahiers du Monde russe*, 44/2-3, avril-septembre 2003, p. 519-558.
- GRAHAM Loren R., *The Soviet Academy of Sciences and the Communist Party, 1927-1932*, Princeton University Press, Princeton, 1967.
- GRANT Bruce, « Introduction », in ŠTERNBERG Lev, « The Social Organization of the Gilyak », *Anthropological Papers of the American Museum of Natural History*, n° 82, 5 avril, 1999, p. XXIII-LVI.
- GRAZIOSI Andrea, *The Great Soviet Peasant War : Bolsheviks and Peasants, 1917-1933*, Ukrainian Research Institute-Harvard University, Cambridge, 1996.
- GRAZIOSI Andrea, « Collectivisation, révoltes paysannes et politiques gouvernementales à travers les rapports du GPU d'Ukraine de février-mars 1930 », *Cahiers du Monde russe*, juillet-septembre 1994, n° XXXV (3), p. 437-632.
- GRAZIOSI Andrea, « Les famines soviétiques de 1931-33 et le holodomor ukrainien. Une nouvelle interprétation est-elle possible et quelles en seraient les conséquences ? », *Cahiers du Monde Russe*, n° 46/3, juillet-septembre 2005.
- GREENFELD Liah, *Nationalism : Five Roads to Modernity*, Harvard University Press, Cambridge & London, 1992.
- GROSS-SOLOMON Susan, *The Soviet Agrarian Debate : A Controversy in Social Sciences, 1923-1929*, Westview Press, Boulder, 1977.
- HABERER Erich, *Jews and Revolution in Nineteenth-Century Russia*, Cambridge University Press, Cambridge, 1995.
- HAGENLOH Paul, « "Socially Harmful Elements" and the Terror », in FITZPATRICK Sheila (ed.), *Stalinism : New Directions*, Routledge, London – New York, 2000, p. 286-308.
- HAIMSON Leopold H., « The problem of Social Identities in Early Twenties Century Russia », *Slavic Review*, Spring 1988, vol. 47, n° 1, p. 1-20.
- HALFIN Igal, *From Darkness to Light. Class, Consciousness, and Salvation in Revolutionary Russia*, University of Pittsburgh Press, Pittsburgh, 2000.
- HAUGEN Arne, *The Establishment of National Republics in Soviet Central Asia*, Palgrave Macmillan, New York, 2003.
- HAUPT Georges, LOWY Michael, WEILL Claudie, *Les Marxistes et la question nationale, 1848-1914*, L'Harmattan, Paris-Montréal, 1997.
- HAUSTOV V. N., NAUMOV V. P., PLOTNIKOVA N.S., *Lubjanka. Stalin i glavnoe uprevelenie gosbezopasnosti NKVD, 1937-1938*, Materik, Moscou, 2004.
- HIRSCH Francine, « The Soviet Union as a Work-in-Progress : Ethnographers and the Category Nationality in the 1926, 1937, and 1939 censuses », *Slavic Review*, été 1997, n° 56/2, p. 251-278.

- HIRSCH Francine, « Towards an Empire of Nations : Border-Making and the Formation of Soviet National Identities », *The Russian Review*, n° 59, avril 2000, p. 201-225.
- HIRSCH Francine, *Empire of Nations. Ethnographic Knowledge and the Making of the Soviet Union*, Cornell University Press, Ithaca, 2005.
- HLEVNJUK Oleg, « Les mécanismes de la “grande terreur” des années 1937-1938 au Turkménistan », *Cahiers du Monde russe*, janvier-juin 1998, n° 39 (1-2), p. 197-208.
- HOBBSAWM Éric, *Nations et nationalisme depuis 1790 : programme, mythe, réalité*, Gallimard, Paris, 1992.
- HOLQUIST Peter, « To Count, to Extract, to Exterminate : Population Statistics and Population Politics in Late Imperial and Soviet Russia », Martin Terry, Suny Ronald G. (ed.), *A State of Nations : Empire and Nation-Making in the Soviet Union, 1917-1953*, Oxford University Press, New York.
- HOLQUIST Peter, « Information is the Alpha and Omega of our Work : Bolshevik Surveillance in its pan European Context », *The Journal of Modern History*, 1997, n° 69 (3), p. 415-450.
- HOLQUIST Peter, *Making War, Forging Revolution*, Harvard University Press, Cambridge, 2002.
- HOLQUIST Peter, « “By Right of War” : The Discipline and Practice of International Law in Imperial Russia, 1870-1917 », paper non publié, Cornell Comparative History Colloquium, 2002.
- HOSKING Geoffrey A., *The Russian Constitutional Experiment. Government and Duma, 1907-1914*, Cambridge University Press, London, 1973.
- HUGHES James, *Stalin, Siberia and the Crisis of the New Economic Studies*, Cambridge University Press, Cambridge, 1991.
- Identification (L'), *Genèses*, n° 13, automne 1993.
- ISHAKOV Salavat, *Rossijskie musul'mane i revoljucija, 1917-1918*, Izdatel'stvo “social'no-politickaja mysl'”, Moscou, 2004.
- Istorija Stalinskogo Gulaga, *Specpereselency v SSSR*, t. 5, Rossipèn, Moscou, 2004.
- IVNITSKIJ N., *Kollektivizacija i raskulačivanie – načalo 30-kh godov*, Izd-vo Magistr, Moscou, 1996.
- « Iz istorii obrazovanija SSSR », *Izvestija CK KPSS*, n° 9, 1989, n° 3, 1991, n° 5, 1991.
- JERSILD Austin, *Orientalism and Empire : North Caucasus Mountain Peoples and the Georgian Frontier, 1845-1917*, McGill-Queen's University Press, Montreal, 2002.
- KABUZAN V. M., *Narody Rossii v XVIII veke, čislennost' i ètničeskij sostav*, Nauka, Moscou, 1990.
- KABUZAN V. M., *Narody Rossii v pervoj polovine XIX*, Nauka, Moskva, 1992.
- KAGANOVIČ B. S., *Sergej Fedorovič Ol'denburg*, Nauka, Moscou, 1986.
- KAGANOVIČ B. S., *Načalo tragedii (Akademija nauk v 1920-e gody po materialam arhiva S. F. Ol'denburga)*, *Zvezda*, 1994, n° 12, p. 124-144.
- KAPPELER Andreas, *La Russie, Empire multi-ethnique*, Institut d'Études Slaves, Paris, 1994.
- KERBLAY Basile, *Du mir aux agrovilles*, Institut d'Études Slaves, Paris, 1985.
- KESSLER Gijs, « The Passport System and State Control over Population Flows in the Soviet Union, 1932-1940 », *Cahiers du Monde russe*, 42/3-4, avril-décembre 2001, p. 477-504.
- KHAMRAEVA-AUBERT, Asal, *La construction des frontières en Asie Centrale*, Mémoire d'histoire – EHESS, 2006.
- KHALID Adeeb, *The Politics of Muslim Cultural Reform. Ĵadidism in Central Asia*, University of California Press, Berkeley, 1998.
- KHLEVNIUK Oleg, *Le cercle du Kremlin*, Seuil, Paris, 1998.

- KHODARKOVSKY Michael, *Russia's Steppe Frontier. The Making of a Colonial Empire, 1500-1800*, Indiana University Press, Bloomington, 2002.
- KISELEV I. N., POLJAKOV Ju. A., ŽIROMSKAJA V. B., *Polveka pod grifom « sekretno » : Vsesojuzanja perepis' naselenija 1937 goda*, Nauka, Moscou, 1996.
- KLIER John D., « The Concept of "Jewish Emancipation". A Russian Context », in CRISP O., Edmondson L. (ed.), *Civil Rights in Imperial Russia*, Clarendon Press, Oxford, 1989, p. 121-144.
- KNIGHT Nathaniel, *Constructing the Science of Nationality : Ethnography in Mid-Nineteenth Century Russia*, PhD Dissertation, Columbia University, 1994.
- KNIGHT Nathaniel, « Science, Empire and Nationality : Ethnography in the Russian Geographical Society, 1845-55 », Burbank Jane, Ransel David L. (ed.), *Imperial Russia, New Histories for the Empire*, Indiana University Press, Bloomington and Indianapolis, 1998, p. 108-141.
- KNIGHT Nathaniel, « Ethnicity, Nationality and the Masses : *Narodnost'* and Modernity in Imperial Russia », Hoffman David, Kotsonis Yanni (ed.), *Russian Modernity : Politics, Practices, Knowledge*, St Martin's press, New York, 2000, p. 41-64.
- KONEV A. Ju., *Korennye narody Severo-Zapadnoj Sibiri v administrativnoj sisteme Rossijskoj Imperii (XVIII-nacalo XXvv)*, RAN, Moscou, 1995.
- KORELIN A. P., *Dvorjanstvo v poreformennoj Rossii, 1861-1904 gg. Sostav, cislennost', korporativnaja organizacija*, Izdatel'stvo « Nauka », Moscou, 1979.
- KOSTYRČENKO G. V., *Tajnaja politika Stalina*, « međunarodne otnošenija », Moscou, 2003.
- KOTKIN Stephen, *Magnetic Mountain : Stalinism as a Civilization*, University of California Press, Berkeley, 1995.
- KOZLOV I. V., *Petr Petrovič Semenov Tjan-Šanskij*, Moscou, 1983.
- KOZLOV V. P., *Protokoly rukovodjaščih organov Narodnogo Kommissariata po delam nacional'nostej RSFSR, 1918-1924 gg. Katalog dokumentov*, Rosspeñ, Moscou, 2001.
- KREINDLER E., « A Neglected Source of Lenin's Nationality Policy », *Slavic Review*, mars 1977, vol 36, n° 1, p. 86-100.
- KULEČOVA N. F., *V G Tan Bogoraz. žizn' i tvorčestvo*, Izdatel'stvo B G U im. V. I. Lenina, Minsk, 1975.
- LABBÉ Morgane, « Le projet d'une statistique des nationalités discuté dans les sessions du Congrès International de Statistique (1853-1876) », LE Bras Hervé, Ronsin Francis ZUCKER-ROUVILLOIS Élisabeth (ed.), *Démographie et Politique*, Presses Universitaires de Dijon, Dijon, 1997, p. 127-142.
- LABBÉ Morgane, « Dénombrer les nationalités en Prusse au XIX^e siècle : entre pratique d'administration locale et connaissance statistique de la population », *Annales de Démographie Historique*, n° 1, 2003, p. 46-47.
- LE BRAS Hervé, *L'Invention des populations. Biologie, idéologie et politique*, Odile Jacob, Paris, 2000.
- LECOURT Dominique, *Lyssenko : histoire réelle d'une « science prolétarienne »*, Maspero, Paris, 1976.
- LEMERCIER-QUELQUEJAY Chantal, « Les missions orthodoxes en pays musulmans de Moyenne-et Basse- Volga, 1552-1865 », *Cahiers du Monde russe et soviétique*, juillet septembre 1967, vol. VIII-3, p. 369-403.
- LEVIN M. G., *Očerki po istorii antropologii v SSSR*, Moscou, 1960.
- LEWIN Moshe, *La Formation du système soviétique : essais sur l'histoire sociale de la Russie dans l'entre-deux-guerres*, Gallimard, Paris, 1987.

- L'ÉTOILE Benoît de, « Science de l'homme et "domination rationnelle", savoir ethnologique et politique indigène en Afrique coloniale française », *Revue de synthèse*, juillet-décembre 2000, 3-4, p. 291-323.
- L'HERMITTE René, *Marr, Marrisme, Marristes : une page de l'histoire de la linguistique soviétique*, Institut d'études slaves, Paris, 1987.
- LIBER G. O., *Soviet Nationality Policy, Urban Growth and Identity Change in the Ukrainian SSR, 1923-1934*, Cambridge University Press, Cambridge, 1992.
- LINCOLN W. Bruce, *Petr Petrovich Semenov-Tian-Shanskii : The Life of a Russian Geographer*, Oriental Research Partners, Newtonville (Mass.), 1980.
- LINCOLN W. Bruce, *The Great Reforms : Autocracy, bureaucracy, and the Politics of Change in Imperial Russia*, Northern Illinois University Press, Dekalb (Illinois), 1990.
- LIULEVICIUS Vejas Gabriel, *War Land on the Eastern Front. Culture, National Identity and German Occupation in World War I*, Cambridge University Press, Cambridge, 2000.
- LOHR Éric, *Nationalizing the Russian Empire. The Campaign against Enemy Aliens during World War I*, Harvard University Press, Cambridge, 2003.
- LOTOST'SKIJ Oleksander, *Storinki minulogo*, t. 2, Vidannja Ukrajs'koj pravoslavnoj cerkvi v SŠA, 1966.
- LÖWE Heinz Dietrich, « Russian nationalism and Tsarist Nationalities Policies in Semi-Constitutional Russia, 1905-1914 », McKean Robert B. (ed.), *New Perspectives in Modern Russian History*, MacMillan, London, 1992, p. 250-277.
- LUUKKANEN Arto, *The Religious Policy of The Stalinist State. A Case Study : The Central Standing Commission on Religious Questions, 1929-1938*, SHS, Helsinki, 1997.
- MACE James E., *Communism and the Dilemmas of National Liberation : National Communism in Soviet Ukraine, 1918-1933*, Harvard University Press, Cambridge, 1983.
- MARTIN Denis-Constant, *Cartes d'identité : comment dit-on « nous » en politique ?*, Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 1994.
- MARTIN Terry, *The Mennonites and the Russian State Duma. 1905-1914*, The Donald W. Treasgold Papers, Paper n° 4, janvier 1996.
- MARTIN Terry, « Modernization or Neo-Traditionalism : Ascribed Nationality and Soviet Primordialism », in FITZPATRICK Sheila (éd.), *Stalinism : New Directions*, Routledge, London and New York, 2000, p. 348-367.
- MARTIN Terry, *The Affirmative Action Empire : Nations and Nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, Princeton University Press, Princeton, 2001.
- MARTIN Terry, SUNY Martin, *A State of Nations : Empire and Nation-Making in the Age of Lenin and Stalin*, Oxford University Press, Oxford, 2001.
- MARTIN Virginia, *Law and Custom in the Steppe : The Kazakhs of the Middle Horde and Russian Colonialism in the Nineteenth Century*, Curzon Press, Richmond, 2001.
- MARTINIELLO Marco, *L'Ethnicité dans les sciences sociales contemporaines*, QSJ, Presses Universitaires de France, Paris, 1995.
- MASSALL Gregory, *The Surrogate Proletariat : Moslem Women and Revolutionary Strategy in Soviet Central Asia, 1919-1929*, Princeton University Press, Princeton, 1974.
- MC CLELLAND James C., *Autocrats and Academics*, The University of Chicago Press, Chicago-London, 1979.
- MEMORIAL, *Nakazannyj narod, repressii protiv rossijskikh nemcev*, « Zven'ja », Moscou, 1999.

- MEMORIAL, *Repressii protiv poljakov i pol'skih graždan*, Vy1, Istoričeskie sborniki « memoriala », « Zven'ja », Moscou, 1997.
- MELIK'JAN G. G., *Narodonaselenie. Ėnciklopedičeskij slovar'*, Bol'sčaja Rossijskaja Ėnciklopedija, Moscou, 1994, p. 591.
- MERCIER F. Paul, *Histoire de l'anthropologie*, Presses Universitaires de France, Paris, 1984.
- MESPOULET Martine, *Statistique et révolution en Russie. Un compromis impossible (1880-1930)*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2001.
- MILLER Aleksej, *Imperija Romanovyh i nacionalizm*, NLO, Moscou, 2006.
- MILOVA O. L., *Deportacii narodov SSSR (1930^e-1950^e gody)*, č 1, RAN IĖA, Moscou, 1992.
- MIRONOV V. N., *Sočial'naja istorija Rossii (XVIII-načalo XX)*, DB, Saint-Petersbourg, 1999.
- MOINE Nathalie, *Le Pouvoir soviétique face au petit peuple urbain : Clivages sociaux, assignation des identités et acculturation à Moscou dans les années 1930*, Thèse de Doctorat, Université de Lyon II, 2000.
- MOINE Nathalie, « Passeportisation, statistique des migrations et contrôle de l'identité sociale », *Cahiers du Monde Russe*, octobre-décembre 1997, 38(4), p. 587-600.
- MOINE Nathalie, « Passeports et territoire à l'époque stalinienne, 1932-1953 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n ° 50-1, janvier-mars 2003, p. 145-170.
- MOTYL Alexander J. (dir.), *Thinking Theoretically About Soviet Nationalities : History and Comparison in the Study of the USSR*, Columbia University Press, New York, 1992.
- MOURADIAN, Claire, *De Staline à Gorbatchev : histoire d'une république soviétique, l'Arménie*, Ramsay, Paris, 1990.
- Nacional'nyj vopros na perekrestke mnenii. 20-e gody*, Nauka, Moscou, 1992.
- NATHANS Benjamin, *Beyond the Pale. The Jewish Encounter with Late Imperial Russia*, University of California Press, Berkeley, 2002.
- NEKRICH A. M., *The Punished Peoples : the Deportation and Fate of Soviet Minorities at the End of the Second World War*, Norton, New York, 1978.
- NERARD, François-Xavier, *Cinq pour cent de vérité : la dénonciation dans l'URSS de Staline*, Tallandier, Paris, 2004.
- NORTHROP Douglas, *Veiled Empire. Gender and Power in Stalinist Central Asia*, Cornell University Press, Ithaca and London, 2004.
- OZGANBAJ Omirzak, *Gosudarstvennaja Duma Rossii i Kazahstan (1905-1917)*, « Arys », Almaty, 2000.
- OYAHON, Isabelle *La Sédentarisation des Kazakhs dans l'URSS de Staline*, Maisonneuve et Larose, Paris, 2006.
- PATRIARCA Silvana, *Numbers and Nationhood : Writing Statistics in Nineteenth-century Italy*, Cambridge University Press, New York, 1996.
- PAYNE Matthew J., *Stalin's Railroad. Turksib and the Building of Socialism*, University of Pittsburgh Press, Pittsburgh, 2001.
- PERRIE Maureen, « "Narodnost" : Notion of National Identity », KELLY Catriona, SHEPERD David (ed.), *Constructing Russian Culture in the Age of Revolutions : 1881-1940*, Oxford University Press, Oxford-New York, 1998.
- PETERSEN William, « Politics and the Measurement of Ethnicity », in ALONSO, William, STARR Paul, *Politics of Numbers*, Russell Sage Foundation, New York, 1987, p. 187-233.
- PETERSEN Renee, PETERSEN William, *Dictionary of Demography*, Greenwood Press, Westport, London, 1985.

- PETROV N. V., ROGINSKIJ A. B., « "Pol'skaja operacija" NKVD 1937-1938 gg », *Repressii protiv Poljakov i pol'skih graždan*, Vy 1, Istoričeskie sborniki « Memoriala »-« Zven'ja », Moscou, 1997.
- PIANCOLA Niccolò, « Famine in the Steppe. Collectivization of agriculture and the Kazak Herdsman, 1928-34 », *Cahiers du Monde Russe*, n° 45. 1-2, janvier-juin 2004, p. 137-192.
- PIERCE Richard A., *Russian Central Asia, 1897-1917 : a Study of Colonial Rule*, University of California Press, Berkeley & Los Angeles, 1960.
- PIPES Richard, *The Formation of the Soviet Union ; Communism and nationalism, 1917-1923*, Cambridge, Harvard University Press, nouvelle édition 1997.
- POBOL' N.L., POLJAN P.M., *Stalinskie deportacii, 1928-1953*, Materik, Moscou, 2005.
- POLJAN Pavel, *Ne po svoej vole. Istorija i geografija prinuditel'nyh migracij v SSSR*, OGI-Memorial, Moscou, 2001. Traduction en anglais, *Against their Will : The History and Geography of Forced Migration in the USSR*, CEU Press, bp., 2004.
- Polnyj sbornik platform vseh russkikh političeskikh partij*, Gos. Publ. Ist. b-ka Rossii, Moscou, 2001.
- POPOV V. P., « Paspornaja sistema v SSSR (1932-1976 gg.) », *Sociologičeskie issledovanija*, 1995, n° 7, p. 3-14, *Sociologičeskie issledovanija*, 1995, n° 8, p. 3-13.
- PORTER Theodore, *Trust in Numbers : the Pursuit of Objectivity in Science and Public Life*, Princeton University Press, Princeton, 1995.
- POUTIGNAT Philippe, STREIFF-FENART Jocelyne, *Théories de l'ethnicité*, PUF, Paris, 1995.
- RAEFF Marc, *Siberia and the Reforms of 1822*, University of Washington Press, Seattle, 1956, Regards sur l'anthropologie soviétique, *Cahiers du Monde russe et soviétique*, avril- septembre 1990, vol. XXXI, 2-3.
- RIASANOVSKY Nicholas V., *Nicholas I and Official Nationality in Russia, 1825-1855*, Berkeley University Press, Berkeley-Los Angeles, 1961.
- RICH David, *The Tsar's Colonels*, Harvard University Press, Cambridge, 1998.
- RICH David, « Imperialism, Reform and Strategy : Russian Military Statistics, 1840-1880 », *The Slavonic and East European Review*, octobre 1996, vol. 74, n° 4, p. 621-639.
- ROBINS R. H., « The history of Langage Classification », SEBEOK Thomas A (ed.), *Current Trends in Linguistics*, Mouton, Paris-The Hague, 1973, vol. 11.
- ROBINS R. H., *Brève histoire de la linguistique*, Éditions du Seuil, Paris, 1976.
- ROGGER Hans, *Jewish Policies and Right Wing Politics in Imperial Russia*, University of California Press, Berkeley, 1986.
- ROY Olivier, *La Nouvelle Asie centrale ou la fabrication des nations*, Éditions du Seuil, Paris, 1997.
- SANBORN Joshua, *Drafting the Russian Nation : Military Conscription, Total War, and Masses Politics, 1905-1925*, Northern Illinois University Press, Dekalb, 2003.
- SAHLINS Peter, *Frontières et identités nationales : la France et l'Espagne dans les Pyrénées depuis le XVII^e siècle*, Belin, Paris, 1996.
- SAUNDERS David B., « Historian and Concepts of Nationality in Early Nineteenth Century Russia », *The Slavonic and East European Review*, janvier 1982, vol. 60-1, p. 44-62.
- SAUSSAY Jean, « Il'minsky et la politique de russification des Tatars, 1865-1891 », *Cahiers du Monde russe et soviétique*, juillet-septembre 1967, vol. VIII-3, p. 404-426.
- SAUSSAY Jean, « L'apostasie des Tatars christianisés en 1866 », *Cahiers du Monde russe et soviétique*, janvier-mars 1968, vol. IX, p. 20-48.
- SCHOR Paul, *Compter et classer. Histoire des catégories de la population dans le recensement américain, 1790-1940*, Doctorat d'histoire, EHESS, Paris, 2001.

- SEMENOV TJAN-ŠANSKIJ V. P., « O Petre Petroviče Semenove Tjan-Šanskom », *Izvestija Vsesojuznogo Geografičeskogo Obščestva*, Nauka, Leningrad, 1984, t. 116, Vy. 5, p. 428-431.
- S'ezdy i konferencii Konstitucionno-demokratičeskoj partii, Rosspeñ, Moscou, vol. 1 et vol. 3, 1997-2000.
- SHANGINA Isabella Iossifovna, « Les musées ethnographiques en Russie », *Ethnologie française*, décembre 1996, n° 4, p. 599-610.
- SHEVELOV George Y., *The Ukrainian Language in the First Half of the Twentieth Century. 1900-1941*, Harvard University Press, Cambridge, 1989.
- SHIBANOV Fyodor A., *Studies in the History of Russian Cartography*, Cartographica, partie 2, monographie n° 15, University of Toronto Press, Toronto, 1975.
- SIMON Gerhard, *Nationalism and Policy Toward the Nationalities in the Soviet Union : From Totalitarian Dictatorship to Post Stalinist Society*, Westview, Boulder, 1991.
- SLEZKINE Yuri, « The Fall of Soviet Ethnography, 1928-32 », *Current Anthropology*, 1991, part 32/4, p. 476-484.
- SLEZKINE Yuri, « Naturalists Versus Nations : Eighteenth-Century Russian Scholars Confront Ethnic Diversity », *Representations*, été 1994, 47, p. 170-195.
- SLEZKINE Yuri, *Arctic mirrors : Russia and the Small Peoples of the North*, Cornell University Press, New York, 1994.
- SLEZKINE Yuri, « From Savages to Citizens : the Cultural Revolution in the Soviet Far North », *Slavic Review*, printemps 1992, vol. 51, n° 1, p. 52-76.
- SLEZKINE Yuri, « The USSR as a Communal Apartment, or How a Socialist State Promoted Ethnic Particularism », *Slavic Review*, été 1994, n° 53/2, p. 414-452.
- SLOCUM John W., « Who, and When, Were the *Inorodtsy* ? The evolution of the Category of "Aliens" in Imperial Russia », *The Russian Review*, April 1998, n° 57, p. 173-190.
- SMITH Jeremy, *The Bolsheviks and the National Question. 1917-1923*, MacMillan Press, Martin's Press, London, New York, 1999.
- SMITH Michael G., *Language and Power in the Creation of USSR. 1923-1953*, Mouton de Gruyter, Berlin-New York, 1998.
- SNYDER Timothy, *The Reconstruction of Nations*, Yale University Press, New Haven-London, 2003.
- SOLOVEJ T.D., *Istorija otečestvennoj ètnologii pervoj treti XX veka : ot « buržuaznoj » ètnologii k « sovetskoj » ètnografii*, RAN Moscou, 1998.
- STANZIANI A., « Les sources démographiques entre contrôle policier et utopies technocratiques, le cas russe, 1870-1926 », *Cahiers du Monde russe*, octobre-décembre 1997, 38 (4), p. 457-488.
- STANZIANI A., « Statisticiens Zemstvo et État en Russie, 1880-1893 », *Cahiers du Monde russe et soviétique*, Paris, octobre-décembre 1991, XXXII (4), p. 445-468.
- Statistique démographique et sociale (Russie-URSS) : Politiques, administrateurs et société, *Cahiers du Monde russe*, n° 38 (4), 1997.
- STEINWEDEL Charles, *Invisible Threads of Empire : State, Religion, and Ethnicity in Tsarist Bashkiria, 1773-1917*, Ph D Dissertation, Columbia University, 1999.
- STEINWEDEL Charles, « To make a Difference : The Category of Ethnicity in Late Imperial Russian Politics, 1861-1917 », in HOFFMAN David L., KOTSONIS Yanni (ed.) *Russian Modernity : Politics, Practices, Knowledge*, St. Martin's press, New York, 2000, p. 67-86.
- STEINWEDEL Charles, « Making Social Groups, One Person at a Time : The Identification of Individuals by Estate, Religious Confession, and Ethnicity in Late Imperial Russia », CAPLAN

- Jane, TORPEY John (ed), *Documenting Individual Identity : The Development of State Practices Since the French Revolution*, Princeton University Press, Princeton, 2000.
- STEINWEDEL Charles, « The 1905 Revolution in Ufa : Mass Politics, Elections and Nationality », *The Russian Review*, October 2000, n° 59, p. 555-576.
- STEPHANOV S. A., *Černaja sotnja v Rossii*, Ėksmo-press, Moscou, 1992.
- STOCKING Georges W, *Race, Culture, and Evolution : Essayas in the History of Anthropology*, Free Press, New York, 1968.
- SUNDERLAND Willard, « Russian into Iakuts ? “Going Native” and Problems of Russian National Identity in the Siberian North, 1970’s-1914 », *Slavic Review*, hiver 1996, vol. 55, n° 4, p. 806-825.
- SUNDERLAND Willard, *Taming the Wild Field. Colonization and Empire on the Russian Steppe*, Cornell University Press, Ithaca, 2004.
- SUNY Ronald Grigor, *The Revenge of the Past*, Stanford University Press, 1993.
- SZPORLUK Roman, *Communism and Nationalism : Karl Marx versus Friedrich List*, Oxford University Press, New York, 1988.
- Tainy nacional’noj politiki. Stenografičeskij oščët*, INSAN, Moscou, 1992.
- THIESSE Anne-Marie, *La Création des identités nationales, Europe XVIII-XX^e siècle*, Éditions du Seuil, Paris, 1999.
- THOMAS Lawrence L., *The Linguistic Theories of N. Ya. Marr*, University of California Press, Berkeley, 1957.
- TILLET Lowell, *The Great Friendship : Soviet Historians on the Non-Russians Nationalities*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1969.
- TITOVA Z. D., *Ètnografija v dejatel’nosti russkogo geografičeskogo obščestva, 1845-1917*, Dissertacija, Leningrad, 1954.
- TOKAREV S. A., *Istorija russkoj ètnografii*, Nauka, Moskva, 1966.
- TOKAREV S. A., Iz istorii ètnografičeskikh issledovanij v Akademii Nauk, *Sovetskaja ètnografija*, 1974, n° 2, p. 11-34.
- USMANOVA Diljara, *Musulmanskie prestaviteli v rossijskom parlamente, 1906-1916*, Akademija Nauk RT, Kazan, 2005.
- VATLIN A. Ju. Vatlin, *Terror rajonnogo masštaba. « Massovye operacii » NKVD v kuncevskoj rajone Moskovskoj oblasti 1937-1938 gg.*, Rosspen, Moscou, 2004.
- VIOLA, Lynne, *Peasant Rebels under Stalin : Collectivization and the Culture of Peasant Resistance*, Oxford University Press, New York, 1996.
- VOLKOV A. G., « Iz istorii perepisi naselenija 1937 goda », *Vestnik statistiki*, n° 8, 1990, p. 45-56.
- VOSKOBIYNYK Michael, *The Nationalities Question in Russia in 1905-1909. A Study in the Origin of Modern Nationalism, with special reference to the Ukraine*, Ph. D. Dissertation, University of Pennsylvania, 1972.
- VOVINA O. P., *Organizacija ètnografičeskogo izučenija narodov Rossii vo 2oj polovina XVIII-načale XX*, Dissertacija, Leningrad, 1990.
- Vsesojuznaja perepis’ naselenija 1937 g : kratkie itogi*, AN SSSR, Moscou, 1991.
- Vsesojuznaja perepis’ naselenija 1939 : Osnovnye itogi*, Nauka, Moscou, 1992.
- VUCINICH Alexander, *Empire of Knowledge*, University of California Press, Berkeley- Los Angeles- London, 1984.
- VUCINICH Alexander, *Darwin in Russian Thought*, University of California Press, Berkeley- Los Angeles- London, 1988.

- WAGNER William G., *Marriage, Property and Law in Late Imperial Russia*, Clarendon Press, Oxford, 1994.
- WALDRON Peter, « Religious Reform after 1905 : Old Believers and the Orthodox Church », *Oxford Slavonic Papers*, 1987, New series, vol. XX, p. 110-139.
- WALSH Warren B., « Political Parties in the Russian Dumas », *The Journal of Modern History*, vol. 22, n° 2, june 1950, p. 144-150.
- WANDYCZ Piotr S., *The Lands of Partitioned Poland, 1795-1918*, University of Washington Press, Seattle and London, 1974.
- WCISLO Francis W., « Soslovie or Class ? Bureaucratic Reformers and Provincial Gentry in Conflict, 1906-1908 », *The Russian Review*, vol. 47, n. 1, janvier 1988, p. 1-24.
- WEBER Max, « "Objectivity" in Social Science », in HEYDEBRAND Wolf, *Sociological Writings*, Continuum, New York, 1994.
- WEBER Eugen Joseph, *La Fin des terroirs : la modernisation de la France rurale, 1870-1914*, Fayard, Paris, 1983.
- WEEKS Theodore R., *Nation and State in Late Imperial Russia, Nationalism and Russification on the Western Frontier, 1863-1914*, Northern Illinois University Press, Dekalb, 1996.
- WEEKS Theodore R., « The "End" of the Uniate Church in Russia : the Vozsoedinenie of 1875 », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, 1996, Band 44, Helf 1, p. 28-40.
- WEINDLING Paul, *Fascism and Population in Comparative European Perspective*,
In : TEITELBAUM Michael S., WINTER Jay M. (dir.), *Population and Resources in Western Intellectual Traditions*, Cambridge University Press, New York-Cambridge, 1989, p. 102-121.
- WEINER Amir, *Making Sense of War. The Second World War and the Fate of the Bolshevik Revolution*, Princeton University Press, Princeton, 2001.
- WEINER Amir, *Landscaping the Human Garden*, Stanford University Press, Stanford, 2003.
- WEINERMAN Eli, « Racism, Racial Prejudice and Jews in late Imperial Russia », *Ethnic and Racial Studies*, juillet 1994, vol. 17, n° 7, p. 442-495.
- WERTH Nicolas, *L'Île aux cannibales*, Perrin, Paris, 2006.
- WERTH Nicolas, « Le pouvoir soviétique et l'Église orthodoxe dans les années 1930 », *RECEO*, n° 3-4, 1993, p. 41-106.
- WERTH Nicolas, *Histoire de l'Union Soviétique*, PUF, Paris, 2001.
- WERTH Paul W., « The Limits of Religious Ascription : Baptized Tatars and the Revision of "apostasy", 1840's-1905 », *The Russian Review*, octobre 2000, n° 59, p. 493-511.
- WERTH Paul W., « From "Pagan" Muslims to "Baptized" Communists : Religious Conversion and Ethnic Particularity in Russia's Eastern Provinces », *Comparative Studies in Society and History*, juillet 2000, vol. 42, n° 3, p. 497-523.
- WERTH Paul W., « From Resistance to Subversion : Imperial Power, Indigenous Opposition and their Entanglement », *Kritika*, n° 1 (1), hiver 2000, p. 21-43.
- WERTH Paul W., *At the Margins of Orthodoxy : Mission, Governance, and Confessional Politics in Russia's Volga-Kama Region, 1827-1905*, Cornell University Press, Ithaca and London, 2002.
- WIRTSCHAFTER Elise Kimerling, *Structures of Society : Imperial Russia's « People of Various Ranks »*, Northern Illinois University Press, DeKalb, 1994.
- WIRTSCHAFTER Élise Kimerling, *Social Identity in Imperial Russia*, Northern Illinois University Press, Dekalb, 1997.
- WIXMAN Ronald, *The Peoples of the USSR : An Ethnographic Handbook*, M.E. Sharpe, Inc. Armonk, New York, 1984.

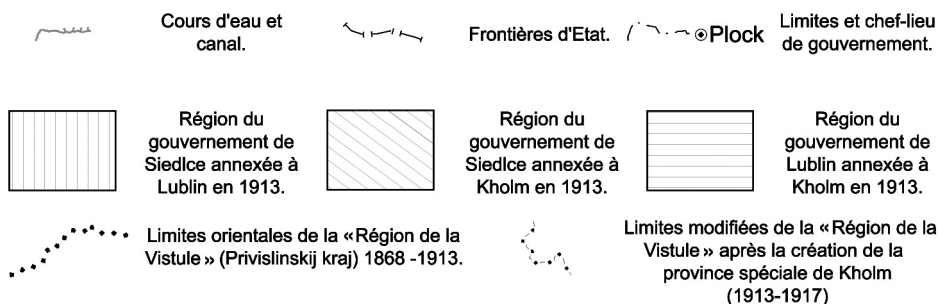
- WORTMAN Richard S., *Scenarios of Power : Myth and Ceremony in Russian Monarchy*, vol. II, Princeton University Press, Princeton, 2000.
- YOUNG Iris Marion, « Polity and Group Difference. A Critique of the Ideal of Universal Citizenship », *Ethics*, n° 99, 1989, p. 250-274.
- ZAGIDULLIN I. K., *Perepis' 1897 goda i Tatary Kazanskoj gubernii*, Tatar.Kn.Izd-vo, Kazan, 2000.
- ZAHAROV V. P., LENEHIN M. P., FOMINA E. A., *Akademičesko delo, 1929-1931*, Vy. 1, St-Pétersbourg, 1993.
- Zapadnye okrainy Rossijskoj Imperii*, NLO, Moscou, 2006.
- ZASLAVSKY Victor, *The neo Stalinist State*, M. E. Sharpe, New York, 1982.
- ZEMKOV, V. N., *Specposelency v SSSR, 1930-1960*, Nauka, Moscou, 2005.
- ŽIROMSKAJA V. B., *Vsesojuznye perepisi naselenija 1926, 1937, 1939 godov : istorija podgotovki i provedenija, Istorija SSSR*, 1990, n° 3, p. 86.

Annexes

Cartes



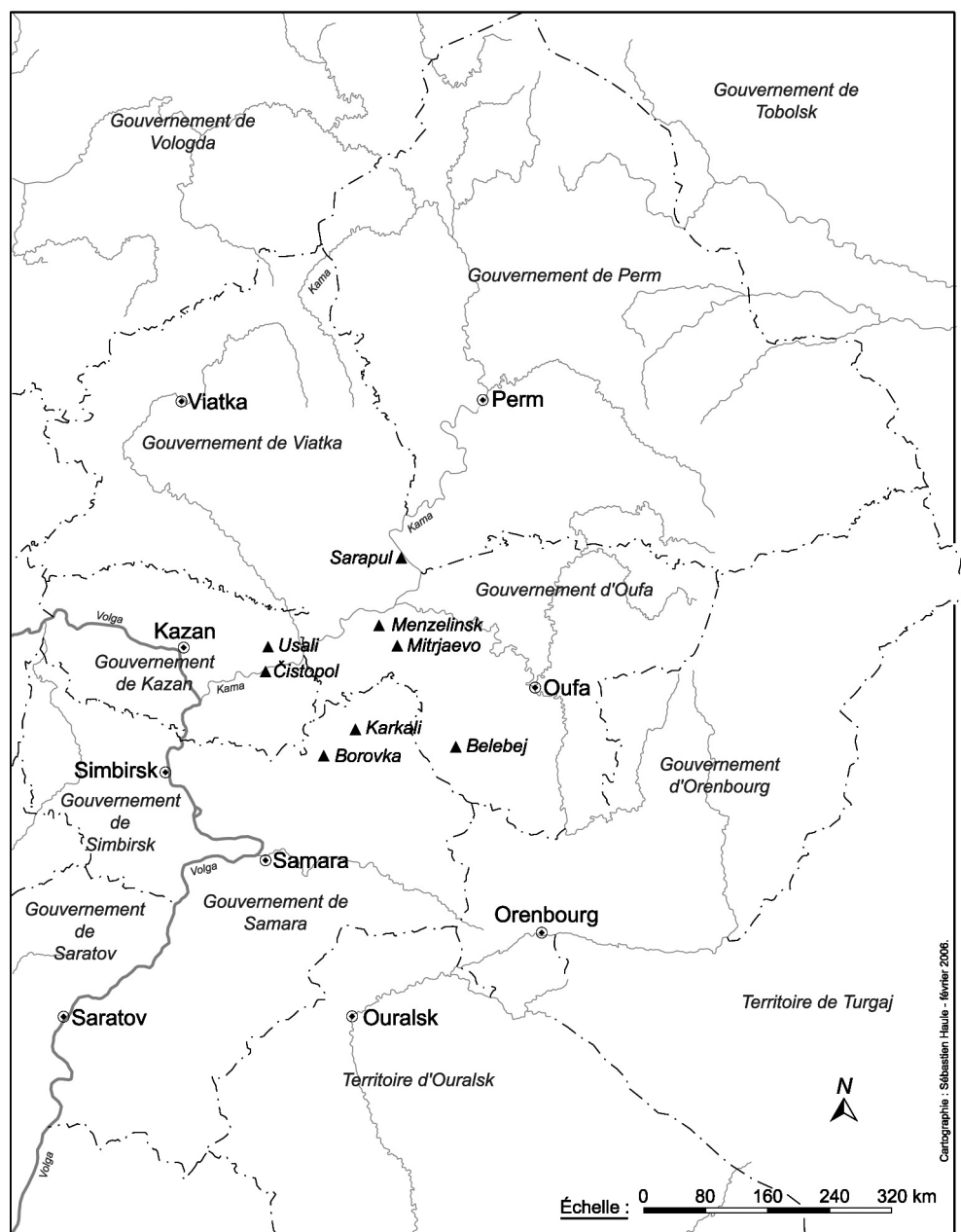
Légende :



Sources :

- Rjabčenko (A.E.), *Administrativnaja karta Rossijskoj Imperii s pokazaniem železnych i počtovykh dorog*, Saint-Petersbourg : Voennaja Tipografija, 1907 [BNF CP GeB 795] ;
- *Karta Holmskoj gubernii - Sostavlena Holmskim Gubernskim, po krestjanskim delam, prisutstviev v 1913 godu*, Saint-Petersbourg : Kartograficeskoe zavedenie A. Il'ina, 1913 [RNB OK K 3-BaltR 2/254] ;
- Kindler (K.), *Die Cholmer Frage, 1905-1918*, Francfort-sur-le-Main : Peter Lang, 1990.

Révoltes contre le recensement de 1897 dans les provinces de la Volga.



Cartographie : Sébastien Hauke - février 2006.

Légende :

- | | | |
|--|---|---|
|  Cours d'eau. |  Limites et chef-lieu de gouvernement. |  Lieu de troubles lors du recensement de 1897. |
|--|---|---|

Source : Rjabčenko (A.E.), *Administrativnaja karta Rossijskoj Imperii s pokazaniem železnych i počtovykh dorog*, Saint-Petersbourg : Voennaja Tipografija, 1907 [BNF CP GeB 795].



Empire russe : divisions administratives en 1914
(Russie d'Europe).

Légende :

- Frontières d'État. Limites de Gouvernement-général ou de Vice-royauté. Limites et chef-lieu de gouvernement.

Sources :

- Rjabčenko (A.E.), *Administrativnaja karta Rossijskoj Imperii s pokazaniem železnych i počtovykh dorog*, Saint-Pétersbourg : Voennaja Tipografija, 1907 [BNF CP GeB 795] ;
- Rubinstejn (N.L.) "Gubernija ", in : *Bol'saja sovjetskaja ènciklopedija*, Moscou : Izdatel'stvo " Bol'saja Rossijskaja ènciklopedija ", 2003 [édition intégrale sur CD-Rom].

**Empire russe :
divisions administratives en 1914
(Russie d'Europe).**

Les numéros renvoient à la carte ci-contre.

**Gouvernement général de Varsovie
(« Région de la Vistule ») :**

1	Gouvernement de Varsovie	<i>Varsovie</i>
2	Gouvernement de Kalisz	<i>Kalisz</i>
3	Gouvernement de Kielce	<i>Kielce</i>
4	Gouvernement de Lomża	<i>Lomża</i>
5	Gouvernement de Lublin	<i>Lublin</i>
6	Gouvernement de Petrokov	<i>Petrokov</i>
7	Gouvernement de Plock	<i>Plock</i>
8	Gouvernement de Radom	<i>Radom</i>
9	Gouvernement de Suwalki	<i>Suwalki</i>

Vice-royauté du Caucase :

10	Gouvernement de Bakou	<i>Bakou</i>
11	Territoire de Batoumi	<i>Batoumi</i>
12	Territoire du Daghestan	<i>Temir-Khan-Choura</i>
13	Gouvernement d'Elisavetpol	<i>Elisavetpol</i>
14	District de Zakataly	<i>Zakataly</i>
15	Territoire de Kars	<i>Kars</i>
16	Territoire du Kouban	<i>Ekaterinodar</i>
17	Gouvernement de Koutaïssi	<i>Koutaïssi</i>
18	District de Soukhoumi	<i>Soukhoumi</i>
19	Territoire du Terek	<i>Vladicaucase</i>
20	Gouvernement de Tiflis	<i>Tiflis</i>
21	Gouvernement de la mer Noire	<i>Novorossijsk</i>
22	Gouvernement d'Erivan	<i>Erivan</i>

Gouvernement général de Kiev :

23	Gouvernement de Volhynie	<i>Jitomir</i>
24	Gouvernement de Kiev	<i>Kiev</i>
25	Gouvernement de Podolie	<i>Kamenets-Podolsk</i>

Gouvernement général de Moscou :

26	Gouvernement de Moscou	<i>Moscou</i>
----	------------------------	---------------

Gouvernement général de Finlande :

27	Gouvernement d'Abo-Björneborg	<i>Abo</i>
28	Gouvernement de Wasak	<i>Nikolaïstad</i>
29	Gouvernement de Vyborg	<i>Vyborg</i>
30	Gouvernement de Kuopio	<i>Kuopio</i>
31	Gouvernement de Nyland	<i>Helsingfors</i>
32	Gouvernement de Saint-Mikhel	<i>Saint-Mikhel</i>
33	Gouvernement de Tavastehus	<i>Tavastehus</i>
34	Gouvernement de Uleåborg	<i>Uleåborg</i>

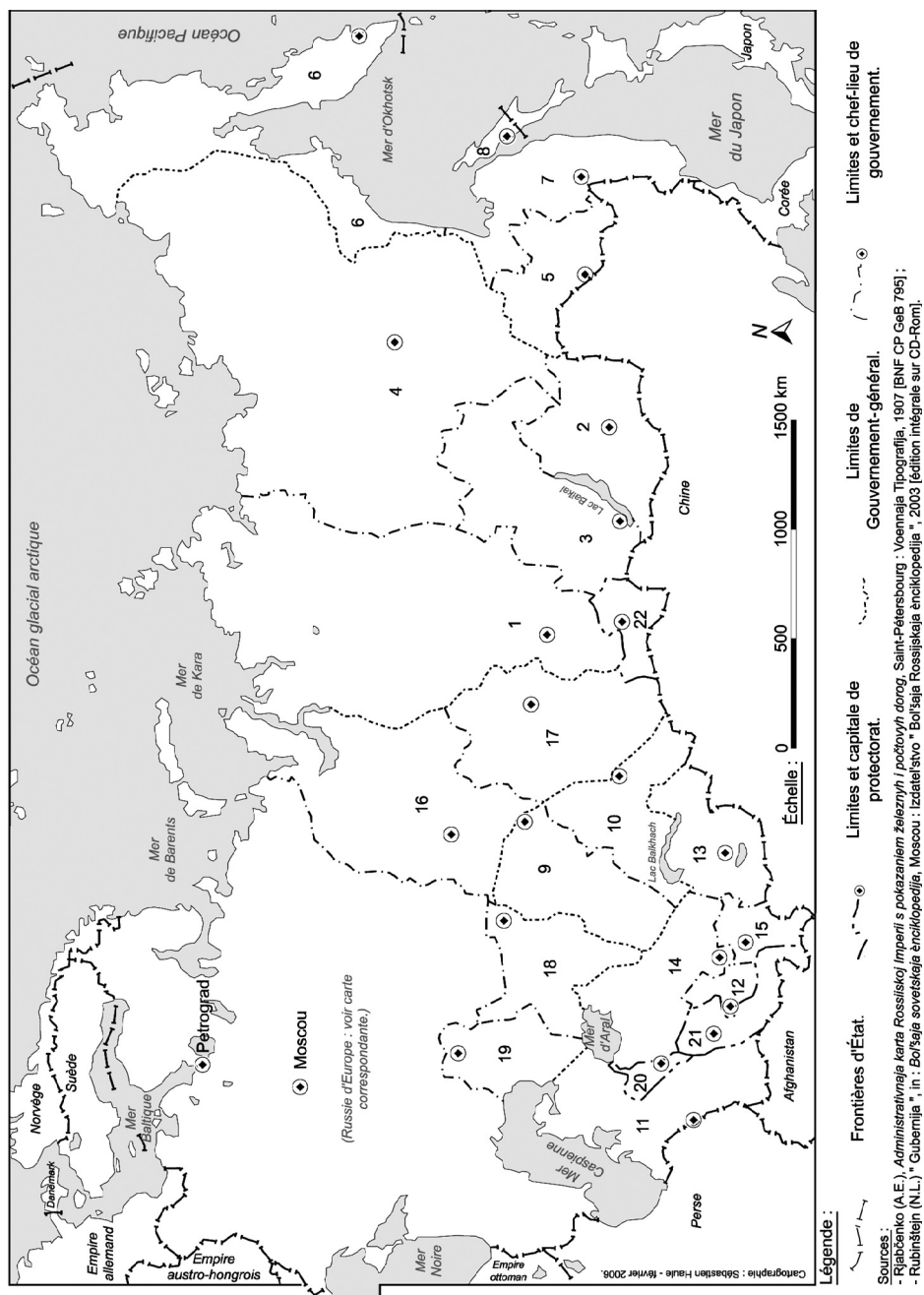
**Divisions administratives ne dépendant
pas d'un Gouverneur-général :**

35	Gouvernement d'Arkhangelsk	<i>Arkhangelsk</i>
36	Gouvernement d'Astrakhan	<i>Astrakhan</i>
37	Gouvernement de Bessarabie	<i>Kichinev</i>
38	Gouvernement de Vilnius	<i>Vilnius</i>
39	Gouvernement de Vitebsk	<i>Vitebsk</i>
40	Gouvernement de Vladimir	<i>Vladimir</i>
41	Territoire militaire du Don	<i>Novotcherkassk</i>
42	Gouvernement de Vologda	<i>Vologda</i>
43	Gouvernement de Voronej	<i>Voronej</i>
44	Gouvernement de Viatka	<i>Viatka</i>
45	Gouvernement de Grodno	<i>Grodno</i>
46	Gouvernement de Ekaterinoslav	<i>Ekaterinoslav</i>
47	Gouvernement de Kazan	<i>Kazan</i>
48	Gouvernement de Kalouga	<i>Kalouga</i>
49	Gouvernement de Kovno	<i>Kovno</i>
50	Gouvernement de Kostroma	<i>Kostroma</i>
51	Gouvernement de Courlande	<i>Mitau</i>
52	Gouvernement de Koursk	<i>Koursk</i>
53	Gouvernement de Livonie	<i>Riga</i>
54	Gouvernement de Minsk	<i>Minsk</i>
55	Gouvernement de Moghilev	<i>Moghilev</i>
56	Gouvernement de Nijni-Novgorod	<i>Nijni-Novgorod</i>
57	Gouvernement de Novgorod	<i>Novgorod</i>
58	Gouvernement d'Olonets	<i>Petrozavodsk</i>
59	Gouvernement d'Orenbourg	<i>Orenbourg</i>
60	Gouvernement d'Orel	<i>Orel</i>
61	Gouvernement de Penza	<i>Penza</i>
62	Gouvernement de Perm	<i>Perm</i>
63	Gouvernement de Poltava	<i>Poltava</i>
64	Gouvernement de Pskov	<i>Pskov</i>
65	Gouvernement de Riazan	<i>Riazan</i>
66	Gouvernement de Samara	<i>Samara</i>
67	Gouvernement de Petrograd	<i>Petrograd</i>
68	Gouvernement de Saratov	<i>Saratov</i>
69	Gouvernement de Simbirsk	<i>Simbirsk</i>
70	Gouvernement de Smolensk	<i>Smolensk</i>
71	Gouvernement de Stavropol	<i>Stavropol</i>
72	Gouvernement de Tauride	<i>Simferopol</i>
73	Gouvernement de Tambov	<i>Tambov</i>
74	Gouvernement de Tver	<i>Tver</i>
75	Gouvernement de Toula	<i>Toula</i>
76	Territoire d'Oural	<i>Oural</i>
77	Gouvernement d'Oufa	<i>Oufa</i>
78	Gouvernement de Kharkov	<i>Kharkov</i>
79	Gouvernement de Kherson	<i>Kherson</i>
80	Gouvernement de Kholm	<i>Kholm</i>
81	Gouvernement de Tchernigov	<i>Tchernigov</i>
82	Gouvernement d'Estonie	<i>Reval</i>
83	Gouvernement de Iaroslav	<i>Iaroslav</i>

Sources :

- Rjabčenko (A.E.), *Administrativnaja karta Rossijskoj Imperii s pokazaniem železnych i počtovykh dorog*, Saint-Pétersbourg : Voennaja Tipografija, 1907 [BNF CP GeB 795] ;
- Rubinstein (N.L.), « Gubernija », in : *Bol'saja sovetskaja enciklopedija*, Moscou : Izdatel'stvo « Bol'saja sovetskaja enciklopedija », 2003 [édition intégrale sur CD-Rom].

Empire russe : divisions administratives en 1914 (Russie d'Asie).



Empire russe : divisions administratives en 1914 (Russie d'Asie).

Les numéros renvoient à la carte ci-contre.

Gouvernement général d'Irkoutsk :

1	Gouvernement de l'Iénisseï	<i>Krasnoïarsk</i>
2	Territoire de Transbaïkalie	<i>Tchita</i>
3	Gouvernement d'Irkoutsk	<i>Irkoutsk</i>
4	Territoire de Iakoutsk	<i>Iakoutsk</i>

Gouvernement général de l'Amour :

5	Territoire de l'Amour	<i>Blagovechtchensk</i>
6	Territoire du Kamtchatka	<i>Pétropavlovsk</i>
7	Territoire maritime	<i>Khabarovsk</i>
8	Territoire de Sakhaline	<i>Alexandrovskaïa</i>

Gouvernement général des steppes :

9	Territoire d'Akmolinsk	<i>Omsk</i>
10	Territoire de Sémipalatinsk	<i>Sémipalatinsk</i>

Gouvernement général du Turkestan :

11	Territoire transcaspien	<i>Askhabad</i>
12	Territoire de Samarcande	<i>Samarcande</i>
13	Territoire de Sémirétchié	<i>Vérny</i>
14	Territoire du Syr-Daria	<i>Tachkent</i>
15	Territoire du Fergana	<i>Skobelev</i>

Divisions administratives ne dépendant pas d'un gouverneur général :

16	Gouvernement de Tomsk	<i>Tomsk</i>
17	Gouvernement de Tobolsk	<i>Tobolsk</i>
18	Territoire de Turgaj	<i>Koustanaï</i>
19	Territoire d'Oural'sk	<i>Oural'sk</i>

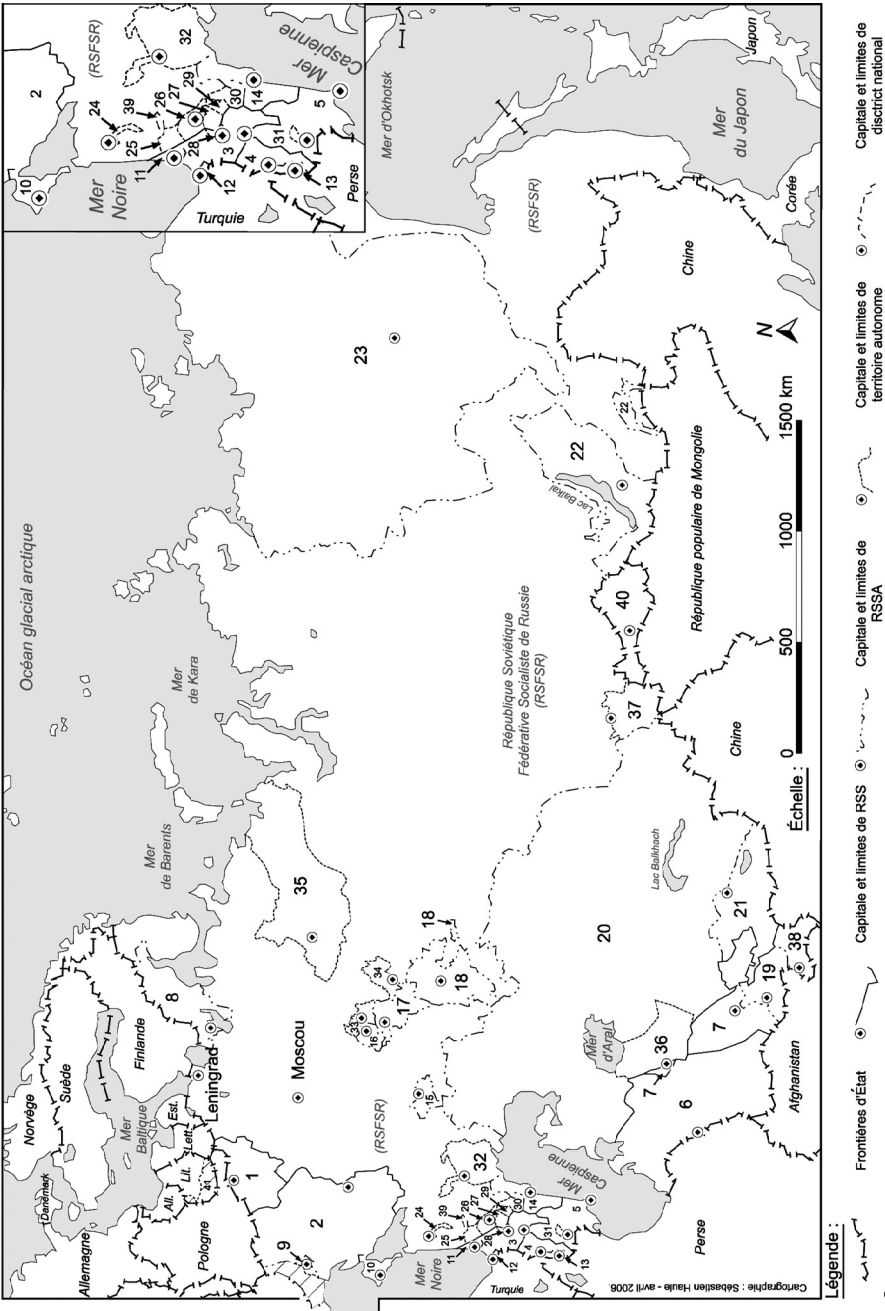
Régions sous protectorats de l'Empire russe :

20	Khanat de Khiva	<i>Khiva</i>
21	Emirat de Boukhara	<i>Boukhara</i>
22	Région de Uriankhaï	<i>Kyzyl</i>

Sources :

- Rjabčenko (A.E.), *Administrativnaja karta Rossijskoj Imperii s pokazaniem železnych i počtovykh dorog*, Saint-Pétersbourg : Voennaja Tipografija, 1907 [BNF CP GeB 795] ;
- Rubinštejn (N.L.), « Gubernija », in : *Bol'saja sovetskaja ènciklopedija*, Moscou : Izdatel'stvo « Bol'saja sovetskaja ènciklopedija », 2003 [édition intégrale sur CD-Rom].

URSS : divisions administratives en 1928.



Sources :
- Enukidze (A.), *Atlas Sojzra Sovetskikh Socialisticheskikh Respublik*, Moscou : Izdanie CIK SSSR, 1928 [BNF CP Ge DD 6679] ;
- Martin (T.), *The affirmative action empire, nations and nationalism in the Soviet union, 1923-1939*, Ithaca & Londres : Cornell university press, 2001.

Union des républiques socialistes soviétiques : divisions administratives en 1928.

Les numéros renvoient à la carte ci-contre.

Républiques socialistes soviétiques :

1	RSS de Biélorussie	<i>Minsk</i>
2	RSS d'Ukraine	<i>Kharkov</i>
3	RSS de Géorgie (1)	<i>Tiflis</i>
4	RSS d'Azerbaïdjan (1)	<i>Bakou</i>
5	RSS d'Arménie (1)	<i>Erivan</i>
6	RSS du Turkménistan	<i>Ashkhabad</i>
7	RSS d'Ouzbékistan	<i>Samarkand</i>

Républiques socialistes soviétiques autonomes :

8	RSSA de Carélie	<i>Petrozavodsk</i>
9	RSSA de Moldavie	<i>Balta</i>
10	RSSA de Crimée	<i>Simferopol</i>
11	RSSA d'Abkhazie	<i>Soukhoumi</i>
12	RSSA d'Adjarie	<i>Batoumi</i>
13	RSSA de Nakhitchevan	<i>Nakhitchevan</i>
14	RSSA du Daghestan	<i>Makhatchkala</i>
15	RSSA des Allemands de la Volga	<i>Pokrovsk</i>
16	RSSA des Tchouvaches	<i>Tcheboksary</i>
17	RSSA des Tatars	<i>Kazan</i>
18	RSSA des Bachkirs	<i>Oufa</i>
19	RSSA du Tadjikistan	<i>Douchanbe</i>
20	RSSA du Kazakhstan	<i>Kzyl-Orda</i>
21	RSSA du Kirghizistan	<i>Frounze (Pichpek)</i>
22	RSSA des Bouriates-Mongols	<i>Vérkhnéoudinsk</i>
23	RSSA des Iakoutes	<i>Iakouts</i>

Territoires autonomes :

24	des Adygués (2)	<i>Krasnodar</i>
25	des Karatchaïs (2)	<i>(3)</i>
26	de Kabardino-Balkarie (2)	<i>Naltchik</i>
27	d'Ossétie du Nord (2)	<i>Vladicaucase (4)</i>
28	d'Ossétie du Sud	<i>Tskhinvali</i>
29	d'Ingouchie (2)	<i>Vladicaucase (4)</i>
30	de Tchétchénie (2)	<i>Grozny (4)</i>
31	du Haut-Karabakh	<i>Stepanakert</i>
32	des Kalmouks	<i>Élista</i>
33	des Maris	<i>Krasnokokchaïsk</i>
34	des Votiaks	<i>Ijevsk</i>
35	des Komis (Zyriènes)	<i>Oust-Syssolsk</i>
36	des Karakalpaks	<i>Tourtoul</i>
37	des Oïrates	<i>Oulala</i>
38	du Haut-Badakhshan	<i>Khorog</i>

Districts nationaux :

39	District national des Tcherkesses	<i>(3)</i>
----	-----------------------------------	------------

« Protectorats » de l'URSS :

40	République populaire de Touva	<i>Krasnyj</i>
----	-------------------------------	----------------

Régions disputées de l'ex-empire russe :

- 9a Bessarabie, rattachée à la Moldavie en avril 1918, revendiquée par l'URSS.
41 Région de Vilnius, annexée par la Pologne de Pilsudski en avril 1920, revendiquée par la Lituanie.

Notes :

- (1) Les RSS de Géorgie, d'Arménie et d'Azerbaïdjan constituent la RSFS de Transcaucasie.
(2) Les territoires autonomes des Adygués, des Karatchaïs, de Kabardino-Balkarie, d'Ossétie du Nord, d'Ingouchie et de Tchétchénie, ainsi que le district national des Tcherkesses sont intégrés au Kraï du Nord Caucase, dont le centre administratif est Rostov.
(3) Les territoires autonomes des Karatchaïs et le district national des Tcherkesses dépendent administrativement directement du Kraï du Nord Caucase.
(4) Les villes de Grozny et Vladicaucase ont un statut particulier et constituent des enclaves au milieu des territoires autonomes où elles sont situées.

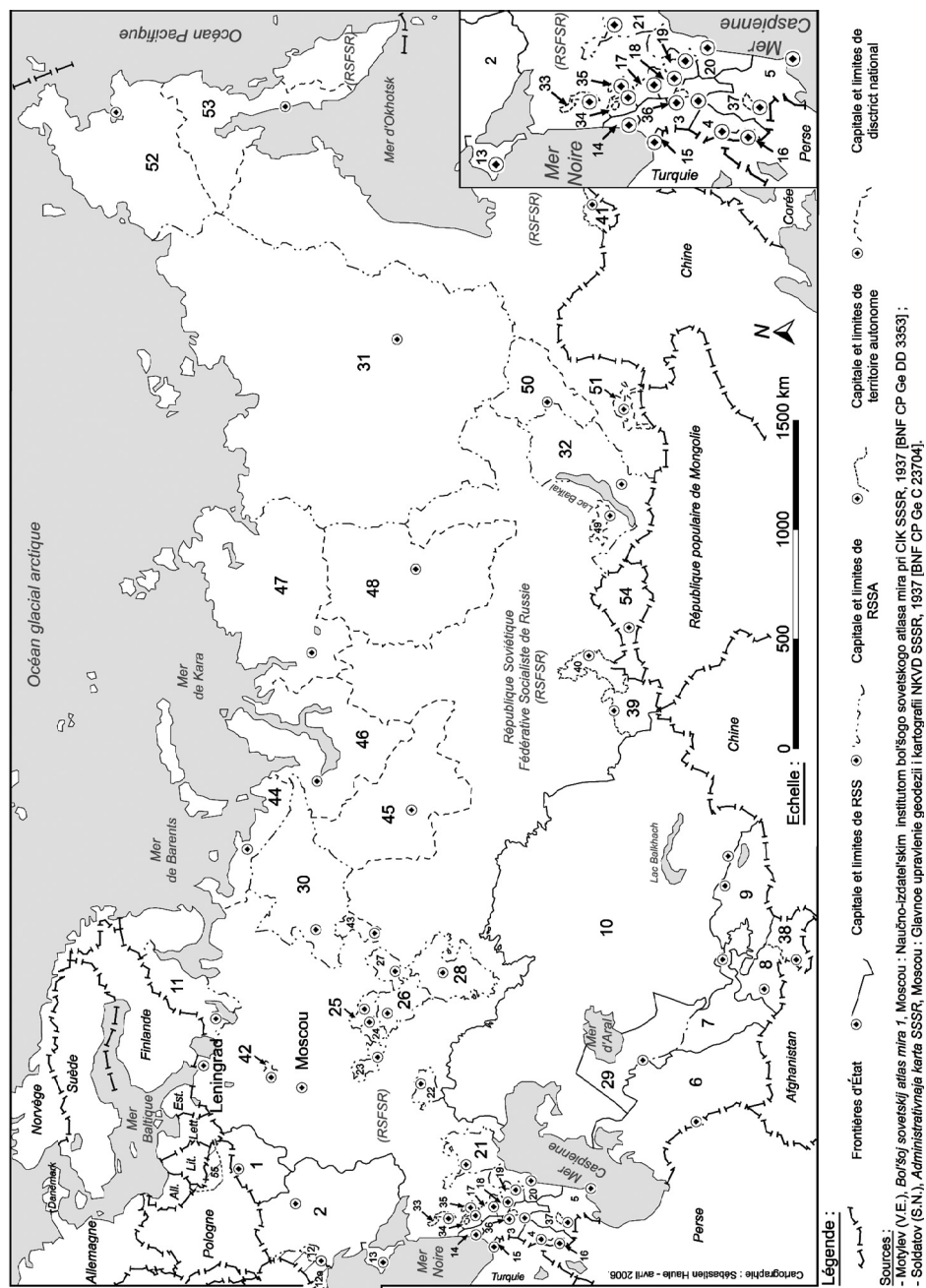
Pour plus d'informations, voir :

- Allen (W.E.D.), « New political boundaries in the Caucasus ». In : *The geographical journal*, vol. 69, n° 5, mai 1927, pp.430-441 ;
- Cuciev (A.), Dzugaev (L.), *Severnyj Kavkaz 1780-1995 : istorija i granicy*, Vladicaucase : Izdatel'stvo « Proekt-press », 1997 ;
- Cuciev (A.), *Atlas èmpolotičeskoj istorii Kavkaza (1774-2004)*, Moscou : Izdatel'stvo « Evropa », 2006.

Sources :

- Enukidze (A.), *Atlas Sojuza Sovetskikh Socialističeskikh Respublik*, Moscou : Izdanie CİK SSSR, 1928 [BNF CP Ge DD 6679] ;
- Martin (T.), *The affirmative action empire, nations and nationalism in the Soviet union, 1923-1939*, Ithaca & Londres : Cornell university press, 2001.

URSS : divisions administratives en 1937.



Union des républiques socialistes soviétiques : divisions administratives en 1937.

Les numéros renvoient à la carte ci-contre.

Républiques socialistes soviétiques :

1	RSS de Biélorussie	<i>Minsk</i>
2	RSS d'Ukraine	<i>Kiev</i>
3	RSS de Géorgie	<i>Tbilissi</i>
4	RSS d'Arménie	<i>Erivan</i>
5	RSS d'Azerbaïdjan	<i>Bakou</i>
6	RSS du Turkménistan	<i>Askhabad</i>
7	RSS d'Ouzbékistan	<i>Tachkent</i>
8	RSS du Tadjikistan	<i>Stalinabad</i>
9	RSS du Kazakhstan	<i>Alma-Ata</i>
10	RSS du Kirghizistan	<i>Frounze</i>

Républiques socialistes soviétiques autonomes :

11	RSSA de Carélie	<i>Petrozavodsk</i>
12	RSSA de Moldavie	<i>Tiraspol</i>
13	RSSA de Crimée	<i>Simferopol</i>
14	RSSA d'Abkhazie	<i>Soukhoumi</i>
15	RSSA d'Adjarie	<i>Batoumi</i>
16	RSSA de Nakhitchevan	<i>Nakhitchevan</i>
17	RSSA de Kabardino-Balkarie	<i>Naltchik</i>
18	RSSA d'Ossétie du Nord	<i>Ordjonikidzé</i>
19	RSSA de Tchétchénie-Ingouchie	<i>Grozny</i>
20	RSSA du Daghestan	<i>Makhatchkala</i>
21	RSSA des Kalmouks	<i>Élista</i>
22	RSSA des Allemands de la Volga	<i>Engels</i>
23	RSSA des Mordves	<i>Saransk</i>
24	RSSA des Tchouvaches	<i>Tcheboksary</i>
25	RSSA des Maris	<i>Iochkar-Ola</i>
26	RSSA des Tatars	<i>Kazan</i>
27	RSSA des Oudmourtes	<i>Ijevsk</i>
28	RSSA des Bachkirs	<i>Oufa</i>
29	RSSA des Karakalpaks	<i>Noukous</i>
30	RSSA des Komis	<i>Syktyvkar</i>
31	RSSA des Iakoutes	<i>Iakoutsk</i>
32	RSSA des Bouriates-Mongols	<i>Oulan-Oudé</i>

Territoires autonomes :

33	des Adygués	<i>Maïkop</i>
34	des Karatchaïs	<i>Mikojan-Šahar</i>
35	des Tcherkesses	<i>Iéjovo-Tcherkessk</i>
36	d'Ossétie du Sud	<i>Stalini</i>
37	du Haut-Karabakh	<i>Stepanakert</i>
38	du Haut-Badakhshan	<i>Khorog</i>
39	des Oïrates	<i>Oïrot-Toura</i>
40	des Khakasses	<i>Abakan</i>
41	des Juifs	<i>Birobidjan</i>

Districts nationaux :

42	des Caréliens	<i>Likhoslavl</i>
43	des Komis-Permiens	<i>Koudymkar</i>
44	des Nénetses	<i>Narian-Mar</i>
45	des Ostiaks-Vogouls	<i>Ostiako-Vogoulsk</i>
46	des Iamalo-Nénetses	<i>Salékhhard</i>
47	de Taïmyr	<i>Doudinka</i>
48	des Evenkes	<i>Turinskaja Kul'tbaza</i>
49	des Bouriates-Mongols d'Oust-Ordynski	<i>Oust-Ordynski</i>
50	de Vitimo-Olëkminsk	<i>Kalakan</i>
51	des Bouriates-Mongols d'Aguinskoé	<i>Aguinskoé</i>
52	des Tchouktches	<i>Anadyr</i>
53	des Koriaks	<i>Palana</i>

« Protectorats » de l'URSS :

54	République populaire de Touva	<i>Kyzyl</i>
----	-------------------------------	--------------

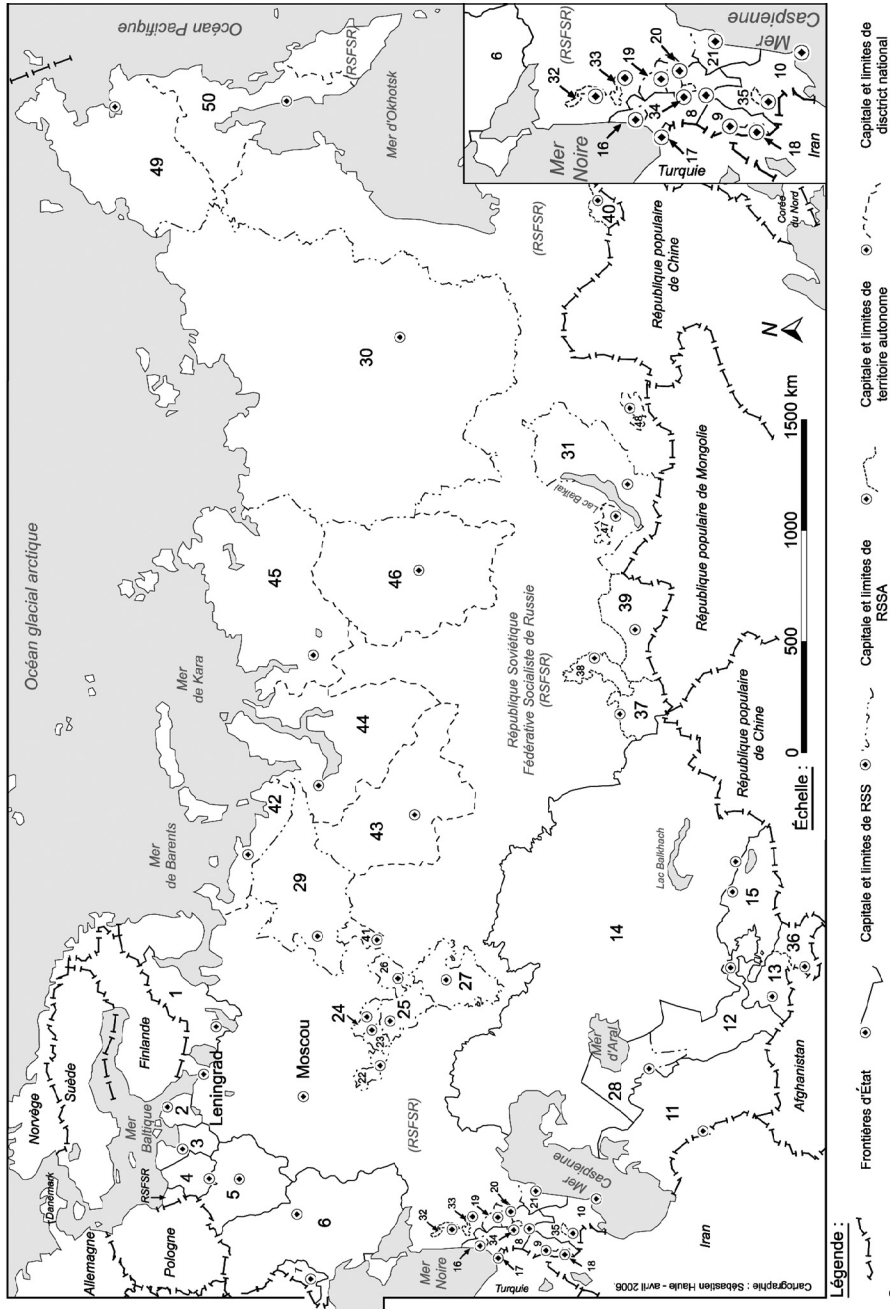
Régions disputées de l'ex-empire russe :

- Bessarabie, rattachée à la Moldavie en avril 1918, revendiquée par l'URSS.
- a Annexée par les soviétiques en juin 1940 avec Czernewitz et la Bucovine du Nord.
- Région de Vilnius, attribuée à la Pologne par la Société des Nations en 1932, revendiquée par la Lituanie.
- 55 Restituée à la Lituanie par l'URSS en octobre 1939.

Sources :

- Motylev (V.E.), *Bol'soj sovetskij atlas mira 1*, Moscou : Naučno-izdatel'skim institutom bol'sogo sovetskogo atlasa mira pri CIK SSSR, 1937 [BNF CP Ge DD 3353] ;
- Soldatov (S.N.), *Administrativnaja karta SSSR*, Moscou : Glavnoe upravlenie geodezii i kartografii NKVD SSSR, 1937 [BNF CP Ge C 23704].

URSS : divisions administratives en 1954.



Sources :
- Baranov (A.N.), *Atlas mira*, Moscou : Glavnoe upravlenie geodezii i kartografi MVD SSSR, 1954 [BNF CP Ge DD 4619] ;

- Baranov (A.N.), *Glavnoe upravlenie geodezii i kartografii MVD SSSR*, 1954 [BNF CP Ge DD 4019].

- Gracikova (V.I.), *Rossijskaja Sovetskaja Federativnaja Socialističeskaja Respublika*, Moscow : Glavnoe upravlenie geodezii i kartografii MVD SSSR, 1955 [BNF CP Ge C 23704].

Union des républiques socialistes soviétiques : divisions administratives en 1954.

Les numéros renvoient à la carte ci-contre.

Républiques socialistes soviétiques :

1	RSS de Carélie-Finlande	<i>Petrozavodsk</i>
2	RSS d'Estonie	<i>Tallinn</i>
3	RSS de Lettonie	<i>Riga</i>
4	RSS de Lituanie	<i>Vilnius</i>
5	RSS de Biélorussie	<i>Minsk</i>
6	RSS d'Ukraine	<i>Kiev</i>
7	RSS de Moldavie	<i>Kichinev</i>
8	RSS de Géorgie	<i>Tbilissi</i>
9	RSS d'Arménie	<i>Erivan</i>
10	RSS d'Azerbaïdjan	<i>Bakou</i>
11	RSS du Turkménistan	<i>Askhabad</i>
12	RSS d'Ouzbékistan	<i>Tachkent</i>
13	RSS du Tadjikistan	<i>Stalinabad</i>
14	RSS du Kazakhstan	<i>Alma-Ata</i>
15	RSS du Kirghizistan	<i>Frounze</i>

Républiques socialistes soviétiques autonomes :

16	RSSA d'Abkhazie	<i>Soukhoumi</i>
17	RSSA d'Adjarie	<i>Batoumi</i>
18	RSSA de Nakhitchevan	<i>Nakhitchevan</i>
19	RSSA des Kabardes	<i>Naltchik</i>
20	RSSA d'Ossétie du Nord	<i>Ordjonikidzé</i>
21	RSSA du Daghestan	<i>Makhatchkala</i>
22	RSSA des Mordves	<i>Saransk</i>
23	RSSA des Tchouvaches	<i>Tcheboksary</i>
24	RSSA des Maris	<i>Iochkar-Ola</i>
25	RSSA des Tatars	<i>Kazan</i>
26	RSSA des Oudmourtes	<i>Ijevsk</i>
27	RSSA des Bachkirs	<i>Oufa</i>
28	RSSA des Karakalpaks	<i>Noukous</i>
29	RSSA des Komis	<i>Syktivkar</i>
30	RSSA des Iakoutes	<i>Iakoutsk</i>
31	RSSA des Bouriates-Mongols	<i>Oulan-Oudé</i>

Territoires autonomes :

32	des Adygués	<i>Maïkop</i>
33	des Tcherkesses	<i>Tcherkessk</i>
34	d'Ossétie du Sud	<i>Staliniri</i>
35	du Haut-Karabakh	<i>Stepanakert</i>
36	du Haut-Badakhshan	<i>Khorog</i>
37	du Haut-Altaï	<i>Gorno-Altaiisk</i>
38	des Khakasses	<i>Abakan</i>
39	de Touva	<i>Kyzyl</i>
40	des Juifs	<i>Birobidjan</i>

Districts nationaux :

41	des Komis-Permiens	<i>Koudymkar</i>
42	des Nénetses	<i>Narian-Mar</i>
43	des Khantes-Mansis	<i>Khanty-Mansiisk</i>
44	des Iamalo-Nénetses	<i>Salékhard</i>
45	de Taïmyr (Dolgano-Nénetses)	<i>Doudinka</i>
46	des Evenkes	<i>Toura</i>
47	des Bouriates-Mongols d'Oust-Ordynski	<i>Oust-Ordinsky</i>
48	des Bouriates-Mongols d'Aguinskoé	<i>Aguinskoé</i>
49	des Tchouktches	<i>Anadyr</i>
50	des Koriaks	<i>Palana</i>

Sources :

- Baranov (A.N.), *Atlas mira*, Moscou : Glavnoe upravlenie geodezii i kartografii MVD SSSR, 1954 [BNF CP Ge DD 4619] ;
- Graëikova (V.I.), *Rossiiskaja Sovetskaja Federativnaja Socialističeskaja Respublika*, Moscou : Glavnoe upravlenie geodezii i kartografii MVD SSSR, 1955 [BNF CP Ge C 23704].

Remerciements

L'écriture de ce livre a été possible grâce au soutien de deux post doctorats à l'université de Brown, puis à l'université d'Harvard. Issus d'une thèse, financée par l'institut universitaire européen de Florence et soutenue à l'EHESS, ses chapitres ont été discutés et rediscutés dans le cadre de différents colloques à la fois par des collègues américains et français. Je tiens en particulier à remercier les participants du colloque *Citizenship, Nationality and the State in Imperial Russia and the Soviet Union*, Harvard University, 27-28 mars 2004 et le Colloque *Categorization, Identification and Recognition in the Imperial/Soviet period : a Comparative Perspective*, Brown University, février 2003. Je remercie pour leur soutien mes collègues ou amis, Dominique Arel, Wladimir Bérélowitch, Alain Blum, Sabine Dullin, Liudmila Gatagova, Andrea Graziosi, Catherine Gousseff, Peter Holquist, David Kertzer, Galina Kuznesova, Eric Lohr, Terry Martin, Nathalie Moine, Claire Mouradian, Todd Sheppard, Judith Surkis et Sylvie Tissot. À Moscou et St-Petersbourg, Artur, Natacha, Larissa, Vika et Carine Clement m'ont très amicalement accueillie. Sebastien Haule a été le principal artisan des cartes de l'ouvrage. Je remercie aussi ma sœur Adrienne et mes parents pour leurs nombreux coups de main.

Ce livre est à la mémoire de Benjamin et il est dédié à Olivier et à Sélim avec tout mon amour.

MONDES RUSSES

et EST-EUROPÉENS

SOUS LA DIRECTION DE

Wladimir Berelowitch
Francine-Dominique Liechtenhan
Sergeï V. Mironenko

CONSEIL SCIENTIFIQUE

Boris Ananitch, Alexandre Avdeev, Roger Bartleet, Alexis Berelowitch, André Berelowitch, Daniel Beauvois, Alain Blum, Yves Cohen, François-Xavier Coquin, Sarah Davies, Sabine Dullin, Marc Ferro, Sheila Fitzpatrick, Alexandre foursenko, Catherine Goussef, Andrea Graziosi, Suzan Gross-Salomon, Peter Holquist, Andreas Kappeler, Sergeï Karp, Vladimir Kozlov, Moshe Lewin, Martine Mespoulet, Claire Mouradian, Vladislav Nazarov, Marie-Pierre Rey, Antonella Salomoni, Jutta Scherrer, Alessandro Stanziani, Piotr Stegny, Norman Stone, Alexandre Tchouibarian, Antonello Venturi, Nicolas Werth, Piotr Zaborov.

La collection « Mondes russes et est-européens. États, Sociétés, Nations » est consacrée à l'histoire de la Russie et de l'U.R.S.S., ainsi que des autres pays d'Europe centrale et orientale, à l'époque moderne et contemporaines, jusqu'au temps présent. Elle répond à une situation qui a modifié en profondeur le travail de l'historien de cette aire. L'ouverture de fonds d'archives qui, encore récemment, étaient fermés, voire ignorés, l'accès facilité de ces pays, dont certains ont rejoint la Communauté européenne conduit l'historien à se poser des questions nouvelles sur leur passé. Les thèmes de recherche dont on commence seulement à entrevoir la richesse se multiplient ainsi, de sorte que, peu à peu, se précisent les contours d'une histoire qui n'est connue encore qu'en pointillé. Issue de ces situations nouvelles et favorables, sur le plan intellectuel comme sur le plan documentaire, la collection est en grande partie le fruit d'une collaboration avec les chercheurs des pays d'Europe centrale et orientale. Elle comprend aussi bien des monographies que des recueils de documents d'archives inédits et des ouvrages collectifs.

Déjà parus

Mondes russes, États, Sociétés, Nations

Catherine Klein-Gousseff (dir.), *Retours d'URSS. Les prisonniers de guerre et les internés français dans les archives soviétiques (1941-1951)*, 2001

Francine-Dominique Liechtenhan, *Les trois christianismes et la Russie. Les voyageurs occidentaux face à l'Église orthodoxe russe (XV^e-XVIII^e siècle)*, 2002

Daniel Beauvois, *Pouvoir russe et noblesse polonaise en Ukraine, 1793-1830*, 2003

Marlène Laruelle, *Mythe aryen et rêve impérial dans la Russie du XIX^e siècle*, 2005

Mondes russes et est-européens

Marie-Claude Maurel et Maria Halamska, *Démocratie et gouvernement local en Pologne*, 2006

Table des matières

Introduction	5
Notes de vocabulaire	13
 Chapitre premier. L'Empire intégrateur, discriminatoire et colonisateur	15
Russifier la topographie	17
Les politiques coloniales visant à bouleverser la carte ethnographique	19
Les discriminations à l'embauche	21
 Chapitre 2. Les cartes et les nombres	25
Chercher la population	25
Le projet de cartographie ethnique	27
Vers l'homogénéité des territoires et des populations ?	
L'enregistrement des nationalités comme projet international	30
Définir de nouvelles frontières	31
La nationalité comme organisme démographique	33
 Chapitre 3. Un Empire bien ordonné ? Le recensement de 1897	37
L'organisation du recensement d'un empire	38
<i>Le miroir et le contrôle</i>	38
<i>Un regard qui différencie</i>	41
Les pratiques de recensement	43
<i>Les révoltes contre le recensement</i>	46
<i>Le refus des identités assignées</i>	50
<i>Des mobilisations nationalistes</i>	52
De la langue à la nationalité	54
<i>La liste des nationalités comme mémoire</i>	56
<i>Représenter la diversité ethnique de l'Empire</i>	58
 Chapitre 4. D'un régime politique à un autre. Catégorisations légales et nationalités à la fin de l'Empire (1905-1914)	63
La désintégration impériale	64
<i>L'ordre et l'intégration à la hiérarchie impériale</i>	64
<i>L'ordre : du statut à l'identité</i>	67
<i>L'ethnicité comme statut</i>	68
<i>Les allogènes à la fin de l'Empire</i>	70
<i>L'institutionnalisation des confessions</i>	71
<i>La religion orthodoxe, la liberté de conscience et la fin d'un modèle d'assimilation</i>	74
<i>Religion et nationalité</i>	76
La nationalité à l'âge de la politique	77
<i>Élections et institutionnalisation de la nationalité</i>	77

<i>Le second recensement impérial</i>	81
<i>La bataille des chiffres</i>	82
<i>L'administration impériale russe et la crainte de la dissolution de la tribu russe</i>	84
<i>L'enregistrement de la langue et la diffusion de l'instruction</i>	86
<i>L'enregistrement de la nationalité</i>	87
Chapitre 5. Les « sciences des nationalités » (1905-1917)	91
L'ethnographie, une science au service de la nation ?	92
<i>La narodnost' et la naissance de l'ethnographie</i>	92
<i>Les allogènes et la conscience politique</i>	94
<i>Le petit-russe (ukrainien) et la démocratisation par la langue</i>	96
<i>De la langue à l'existence de la nationalité ukrainienne</i>	98
<i>Droits culturels et autonomie régionale comme fondements d'une nouvelle unité étatique</i>	100
<i>Le refus des assignations identitaires</i>	103
Fonder une science objective et une expertise (1910-1917)	104
<i>Constituer une discipline : l'ethnographie</i>	104
<i>Définir la nationalité</i>	105
<i>La Commission d'étude de la composition tribale (KIPS) et la vision biologique des populations</i>	108
Les appartenances nationales dans la Première Guerre mondiale	109
<i>La guerre et la redéfinition raciale des loyautés étatiques</i>	109
<i>La redéfinition des frontières selon la composition ethnique</i>	110
<i>Le gouvernement provisoire et l'enregistrement de la nationalité</i>	112
Chapitre 6. La floraison des consciences nationales (1917-1929)	115
S'identifier	118
<i>Statistiques et recomposition du territoire</i>	118
<i>Conscienses de classe et consciences nationales</i>	121
<i>La révélation des identités nationales</i>	123
Territoires ethniques	126
<i>La territorialisation des nationalités</i>	126
<i>La délimitation des frontières intérieures et nationales</i>	128
<i>Une protection territoriale des minorités nationales</i>	132
« Rapprocher le pouvoir des masses »	134
<i>Détruire le différentiel colonial ?</i>	137
<i>L'ethnographie au service du socialisme</i>	139
<i>L'anthropologie au service des pratiques coloniales</i>	141
Chapitre 7. À la recherche des nationalités soviétiques	143
Visualiser l'URSS	144
<i>L'unification des Soviétiques</i>	144
<i>La centralisation par la statistique</i>	145
<i>Un recensement consensuel ?</i>	147
<i>Particulariser l'Union</i>	148
Conflits de représentation	149
<i>Une représentation juste des minorités nationales</i>	149
<i>La lutte de la Géorgie pour représenter son « unité nationale »</i>	153
<i>Le refus des identifications nationales fondées sur l'existence des Républiques soviétiques</i>	155
Retranscrire l'ethnicité	156
<i>Favoriser une conception ethnique de la nationalité</i>	156

L'évolution historique	159
<i>La liste des nationalités soviétiques</i>	160
<i>Effacer le passé</i>	163
<i>Représenter la construction administrative</i>	168
Chapitre 8. L'accélération de l'histoire (1929-1939) ?	173
L'ethnographie soviétisée	174
<i>L'ethnographie et les classes sociales</i>	174
<i>Les peuples soviétiques ont une histoire</i>	176
Identifier et punir	177
<i>L'assignation de la nationalité</i>	177
<i>Réprimer les « nations ennemies »</i>	180
Un recensement raté ?	184
<i>Recensement et propagande</i>	184
<i>Le sentiment religieux comme signe d'allégeance politique</i>	186
<i>Promouvoir le national et non l'ethnique</i>	188
<i>La réduction de la liste des nationalités soviétiques</i>	190
<i>Un recensement « saboté »</i>	192
Le recensement de 1939 et la « résolution » du problème des nationalités ..	193
<i>Aucun homme ne doit échapper au recensement</i>	195
<i>La nationalité, une identité non problématique</i>	197
<i>La « consolidation des nations »</i>	199
<i>La hiérarchie des nationalités soviétiques</i>	202
<i>Une nouvelle catégorie, les minorités nationales potentiellement ennemies</i>	204
<i>Les soixante nationalités soviétiques</i>	205
Conclusion	209
Glossaire	215
Abréviations	217
Bibliographie	219
Annexes	247
Remerciements	261

